

Hans Manfred Bock

SYNDICALISME
RÉVOLUTIONNAIRE ET
COMMUNISME DE GAUCHE
DE 1918 À 1923

*Contribution à l'histoire et à la sociologie
de la Freie Arbeiter-Union Deutschlands (Syndikalisten),
de l'Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands
et du Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands.*

Meisenheim 1969

Traduit par J.P. Laffitte, 2017

REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Dans la recherche présente, c'est la première tentative d'un exposé historique-sociologique des lignes traditionnelles anarcho-syndicalistes et socialistes de gauche ou communistes de gauche dans le mouvement ouvrier allemand entre 1890 et 1933 qui est entreprise. Cette recherche montre dans le détail l'épanouissement des théories anarcho-syndicalistes et communistes de gauche-unionistes après la Révolution de Novembre 1918, leur solidification organisationnelle entre 1918 et 1921 dans la "Freie Arbeiter-Union Deutschland (Syndikalisten)", (FAUD(S)), l'"Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands" (AAUD) et le "Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands" (KAPD), leur importance politique pratique au cours de ces années-là et ensuite le processus de leur désintégration organisationnelle à partir du milieu de l'année 1921.

Les travaux préliminaires pour cette recherche ont été grandement facilités par les informations privées fournies par nombreuses personnalités résidant au pays et à l'étranger ; qu'elles en soient ici remerciées. Les bibliothèques et les archives qui vont suivre méritent également un grand merci car elles ont apporté leur aide empressée à rassembler les matériaux : Universität - Bibliothek Marburg/Lahn ; Staatsbibliothek Marburg/Lahn ; Murhardsche Bibliothek de la ville de Cassel und Landesbibliothek ; Landes- und Stadt-Bibliothek Düsseldorf ; Stadtarchiv und Stadtbibliothek de Brunswick ; Hauptarchiv Düsseldorf (succursale de Kalkum) ; Bundesarchiv de Coblenz ; mérite une mention particulière l'aide généreuse apportée par l'Institut International pour la l'Histoire Sociale d'Amsterdam.

Le professeur Wolfgang Abendroth a pris une part active et digne de reconnaissance à la naissance de ce travail. Il a été accepté en février 1968 par la faculté de philosophie de l'université de Marbourg comme thèse de doctorat.

La mise à l'impression a été financée grâce à l'aide de la Fondation Volkswagenwerk, de l'Association de l'Université de Marbourg et de la direction administrative de l'Université de Marbourg.

AVANT-PROPOS

L'Institut des Sciences politiques de l'Université de Marbourg/Lahn a commencé depuis de longues années à étudier systématiquement les petits groupes oppositionnels qui sont apparus dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Les publications découlant de ce projet qui ont eu lieu jusqu'à présent se sont occupées de l'irruption d'une variante de la philosophie idéaliste dans le monde des organisations ouvrières, telle qu'elle a été rendue possible par l'influence du mouvement de la jeunesse dans la période révolutionnaire, influence que Werner Link a décrite dans cette série par son volume sur l'"Internationale Sozialistische Kampfbund" (ISK), et elles ont traité - comme le travail de K. H. Tjaden sur la "Kommunistische Rechtsopposition" ou bien celui de Hanno Dreschler sur la SAP - de groupes dont la base théorique a été le travail intellectuel des gauches marxistes dans la social-démocratie de l'avant-guerre. Et il a été donc nécessaire d'examiner aussi les tendances du mouvement ouvrier en Allemagne qui se sont trouvées être en contradiction radicale avec la structure organisationnelle du parti classique de la II^e Internationale, du SPD, et avec sa pensée théorique, le marxisme traditionnel.

Le présent travail aborde de manière systématique l'évolution de ces tendances "radicales de gauche". Il montre comment, avec la légalisation du SPD qui a suivi la fin de la législation contre les socialistes, la contestation des manières de se comporter du parti et du mouvement syndical qui convenaient à la légalité se manifeste immédiatement dans l'opposition des "Jungen" et des "localistes" et cette contestation a bientôt recours à la reprise modifiée des théorèmes anarchistes tels qu'ils étaient déjà apparus au début de la législation contre les socialistes, mais qui n'avaient pas pu acquérir à cette époque-là une importance durable en raison de l'essor de l'ensemble du mouvement. Cette seconde vague du radicalisme de gauche qui s'autonomisait organisationnellement est elle aussi demeurée privée de tout succès plus important dès que ses partisans ont été évincés des organisations de masse en croissance rapide. Mais, dans le parti lui-même, avant même la fin de cette phase d'évolution qui avait été provoquée par le déclenchement de la Première Guerre mondiale et la soumission des organisations de masse à la politique de "paix civile", des approches critiques se sont reproduites à l'encontre de la politique de l'ensemble de l'organisation, lesquelles, à cause de la consolidation de l'appareil bureaucratique et parlementaire dans les deux piliers organisationnels du mouvement ouvrier en tant que support des tendances d'adaptation au système politique existant, se référaient à des théories de la spontanéité. Un effacement des frontières entre la pensée marxiste et la pensée syndicaliste révolutionnaire ou anarchiste n'a cependant pas encore eu lieu au cours de cette période.

C'est seulement à la fin de la Première Guerre mondiale et au cours de la période révolutionnaire que les théories "radicales de gauche" ont pu acquérir une plus grande influence sur des couches plus larges de la classe ouvrière. Elles ont dominé le Congrès constitutif du KPD (Ligue Spartacus) au tournant de l'année 1918/19 et influencé la majorité des membres de ce parti durant les combats révolutionnaires de l'année suivante bien que le groupe dirigeant du jeune parti n'ait jamais été d'accord avec elles. Et donc il n'est pas surprenant que les organisations unionistes opposées aux syndicats traditionnels aient acquis elles aussi une importance considérable. Dans une situation révolutionnaire, les unions syndicalistes révolutionnaires et communistes de gauche, qui étaient orientées vers une démocratie immédiate des conseils, pouvaient attirer au premier chef des groupes de travailleurs sans grandes traditions syndicales, avant tout dans les mines et dans la jeune industrie chimique qui avait connu une croissance rapide durant la guerre mondiale. Il a été

ainsi possible que l'on ne puisse distinguer les mouvements "communistes de gauche" récents et les mouvements syndicalistes révolutionnaires qui se rattachaient à la tradition des localistes que de manière insignifiante dans leur pratique respective.

Lorsque, après le Congrès de Heidelberg du KPD (Ligue Spartacus), l'opposition antiparlementaire et antisyndicale a été évincée du mouvement communiste officiel, la situation révolutionnaire d'ensemble avait de toute façon déjà largement diminué d'intensité. L'histoire du KAPD et également des organisations unionistes se transforma ainsi en même temps en histoire du déclin rapide de leur importance numérique. C'est la raison pour laquelle l'isolement des "radicaux de gauche" par rapport aux masses ouvrières, dans la période qui va alors suivre l'essor organisationnel du KPD après sa fusion avec l'USP de gauche, a conduit très rapidement à des affrontements sectaires à l'intérieur de leurs groupes dans lesquels une véritable conciliation entre les prémisses anarcho-syndicalistes et marxistes de leurs théorèmes n'a jamais été possible.

L'essor des mouvements d'opposition étudiants au cours de ces dernières années a réactualisé la discussion avec les différentes variantes de ce "radicalisme de gauche". Ce n'est pas un hasard si, dans le mouvement étudiant aussi bien français qu'allemand, les textes des théoriciens communistes de gauche, et avant tout de Pannekoek et de Gorter, sont sérieusement discutés et réédités. La situation d'un mouvement étudiant de masse qui entre en lutte contre des durcissements organisationnels dans l'université et dans la société offre plus d'un parallèle aussi bien avec la situation d'une fraction des partisans de la social-démocratie alors illégale lors du Congrès de Halle de 1890 qu'avec la situation des ouvriers et des jeunes intellectuels allemands se rebellant spontanément en 1918 et dans les luttes révolutionnaires ultérieures. La tradition enfouie du "radicalisme de gauche", dont les dernières tentatives d'organisation dans la lutte de résistance contre le Troisième Reich seront présentées d'ici peu dans un autre ouvrage qui est déjà terminé, peut offrir du point de vue théorique plus d'un point de départ intéressant à l'analyse des manipulations bureaucratiques et à la façon de les déjouer. Dès lors, le présent livre a acquis une importance directement politique du fait du mouvement de protestation étudiant actuel. Cela devrait cependant inciter aussi à la réflexion sur la question de savoir si et dans quels domaines la reprise irréfléchie de théories élaborées dans le "communisme de gauche" est réfutée par le cours de l'histoire que le livre présente.

Marbourg/Lahn, le 1^o août 1968

Wolfgang Abendroth

Abréviations utilisées

AAU	= Allgemeine Arbeiter-Union [Union Ouvrière Générale]
AAUD	= Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands [Union Ouvrière Générale d'Allemagne]
AAUE	= Allgemeine Arbeiter-Union Einheitsorganisation [U. O. G. Organisation Unitaire]
ADGB	= Allgemeiner Deutscher Gewerkschafts-Bund [Confédération Syndicale Allemande]
AFL	= American Federation of Labor
AIT	= Association Internationale des Travailleurs
ASP	= Antinationale Sozialistische Partei
BO	= Betriebs-Organisation [Organisation d'entreprise]
CC	= Comité Central
CEIC	= Comité Exécutif de l'Internationale Communiste
CGT	= Confédération Générale du Travail
CGTU	= Confédération Générale du Travail Unitaire
CNT	= Confederación Nacional del Trabajo
EL	= Entschiedene Linke [Gauche Résolue]
FAU	= Freie Arbeiter-Union [Union Ouvrière Libre]
FAUD(S)	= Freie Arbeiter-Union Deutschlands (Syndikalisten) [U. O. L. Allemande (Syndicalistes)]
IAA	= Internationale Arbeiter-Assoziation [Association Ouvrière Internationale]
IKD	= Internationale Kommunisten Deutschlands [Communistes Internationaux d'Allemagne]
ISD	= Internationale Sozialisten Deutschlands [Socialistes Internationaux d'Allemagne]
ISR	= Internationale Syndicale Rouge
IWW	= International Workers of the World
KAI	= Kommunistische Arbeiter-Internationale [Internationale Ouvrière Communiste]
KAJ	= Kommunistische Arbeiter-Jugend [Jeunesse Ouvrière Communiste]
KAP	= Kommunistische Arbeiter-Partei [Parti Ouvrier Communiste]
KAPB	= Kommunistische Arbeiter-Partei Bulgariens [Parti Ouvrier Communiste de Bulgarie]
KAPD	= Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands [Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne]
KAPN	= Kommunistische Arbeiter-Partei der Niederlande [Parti O. Communiste des Pays-Bas]
KAUD	= Kommunistische Arbeiter-Union Deutschlands [Union Ouvrière Communiste d'All.]
KAZ	= Kommunistische Arbeiter-Zeitung [Journal Ouvrier Communiste]
KO	= Kampf-Organisation [Organisation de combat]
Komintern	= Internationale Communiste
KP	= Kommunistische Partei [Parti Communiste]
KPD	= Kommunistische Partei Deutschlands [Parti Communiste d'Allemagne]
KPD(S)	= Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund) [P. C. d'All. (Ligue Spartacus)]
KPD(O)	= Kommunistische Partei Deutschlands (Opposition) [P. C. D'Allemagne (Opposition)]
NEP	= Novaïa Economiceskaïa Politika [Nouvelle Politique Économique]
NSDAP	= Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter-Partei [P. O. National-Socialiste Allemand]

PCUS	= Parti Communiste de l'Union Soviétique
SAPD	= Sozialistische Arbeiter-Partei Deutschlands [P. O. Socialiste d'Allemagne]
SDAP	= Sociaal-Democratische Arbeiders-Partij
SDP	= Sociaal-Democratische Partij
SED	= Sozialistische Einheitspartei Deutschlands [Parti Socialiste Unitaire d'Allemagne]
SPD	= Sozialdemokratische Partei Deutschlands [Parti Social-démocrate d'Allemagne]
SS	= Schutz-Staffel [Escadron de protection]
USPD	= Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands [P. S. d'Allemagne Indépendant]
VKPD	= Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands [P. C. D'Allemagne Unifié]
WIIU	= Worker's International Industrial Union
WSPU	= Women's Social and Political Union

Table des matières

- I. Introduction

- II. Les fondements traditionnels : l'opposition au processus de centralisation et de bureaucratisation du SPD de 1890 à 1914

- III. Les fondements sociaux : la lutte contre la politique de "paix civile" des "instances" de 1914 à 1918

- IV. Le développement des traditions radicales de gauche dans la Révolution allemande de 1918-1919 : la phase de l'unité d'action des radicaux de gauche

- V. La consolidation des traditions radicales de gauche dans la Révolution allemande de 1918-1919 : la phase de désenchantement révolutionnaire et les débuts de la formation des organisations communistes de gauche et syndicalistes révolutionnaires

- VI. La fondation et l'évolution de l'"Union Ouvrière Libre d'Allemagne (Syndicalistes)" (FAUD(S))

- VII. La fondation et l'évolution de l'"Union Ouvrière Générale d'Allemagne" (AAUD)

- VIII. La fondation et l'évolution du "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne" (KAPD)

- IX. Les organisations radicales de gauche dans les actions prolétariennes en 1920-21

- X. Les phénomènes de désintégration dans les organisations radicales de gauche

- XI. La constitution des organisations internationales des syndicalistes révolutionnaires et des communistes de gauche

Appendice documentaire

Appendice biographique

I. INTRODUCTION

Arthur Rosenberg caractérise à l’occasion, dans son ouvrage de référence sur l’histoire de la République de Weimar¹, une tradition radicale dans le mouvement ouvrier allemand qui a toujours existé en tant que tendance secondaire et occulte et qu’il désigne de manière critique comme "utopisme" :

« Ce sont les couches ouvrières particulièrement pauvres, tombées dans la misère et aigries, qui penchent vers l’utopisme. Elles refusent tout compromis, quel qu’il soit, avec les conditions existantes. Elles ne veulent rien savoir du parlement et des syndicats parce que, soi-disant, le prolétariat ne pourrait être que trahi en ces deux lieux. Elles sont à vrai dire contre toute direction et contre toute organisation parce qu’elles ne voient qu’une sournoiserie perfide dans tout lien. Leur tactique est l’action révolutionnaire violente, quels que puissent être les conditions objectives et le rapport des forces du moment. »²

Derrière cette caractérisation, qui en tant que formule générale n’est pas du tout inexacte, il y a cependant un phénomène périphérique, en soi très complexe, du mouvement ouvrier allemand qui n’a pas été du tout décrit jusqu’à présent de manière cohérente, qui ne l’a été que partiellement dans des traités rares et difficilement accessibles³, et sur lequel la

¹ Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik* [Histoire de la République de Weimar], Francfort-sur-le-Main 1961.

² *Ibidem*.

³ L’exposé le plus complet sur le mouvement d’opposition des “Jungen” se trouve dans le manuscrit non publié du 4^o volume des études historiques sur l’anarchisme de Max Nettlau dans les Archives sur l’anarchisme de l’“Institut International pour L’Histoire Sociale” d’Amsterdam ; si le 2^o volume de W. Kulemann, *Die Berufsvereine* [Les associations professionnelles], Iéna 1908, rapporte des faits fiables sur l’histoire de la “Fédération Libre des Syndicats allemands”, il a été cependant écrit avant que cette organisation ne soit exclue du SPD et il ne tient donc pas compte de son tournant décisif vers le syndicalisme ; le texte du comte von Saurma-Jeltsch (*Der Syndikalismus in Frankreich und die syndikalistischen Tendenzen in der deutschen Arbeiterbewegung* [Le syndicalisme en France et les tendances syndicalistes dans le mouvement ouvrier allemand], Breslau 1920) est une étude comparative relativement superficielle ; l’essai de Bernhard Reichenbach contient un matériel important pour ce qui concerne l’évolution de la branche communiste de gauche du radicalisme de gauche allemand après 1918 : *Zur Geschichte des Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands* [Contribution à l’histoire du Parti Ouvrier Communiste d’Allemagne] dans : *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, 13^o année (1928) ; l’étude de Hans Bötcher, archiviste de Kiel trop tôt décédé, est un travail préliminaire de grande envergure et riche en matériaux : *Zur revolutionären Gewerkschaftsbewegung in Amerika, Deutschland und England. Eine vergleichende Betrachtung* [Le mouvement syndical révolutionnaire en Amérique, en Allemagne et en Angleterre. Une étude comparative], Iéna 1922, qui a été complétée par Paul Hermberg dans la même publication et qui, à côté de sa systématisation trop abstraite, a l’inconvénient de n’englober que l’époque qui va de 1918 à 1921 ; si l’on prend les études détaillées plus récentes sur le mouvement des conseils allemand dans la Révolution allemande de 1918/19 (Walter Tormin, *Zwischen Rätediktatur und sozialer Demokratie, die Geschichte der Rätebewegung in der deutschen Revolution 1918/19* [Entre la dictature des conseils et la démocratie sociale, l’histoire du mouvement des conseils dans la Révolution allemande de 1918/19], Düsseldorf 1954 ; Eberhard Kolb, *Die Arbeiterräte in der deutschen Innenpolitik 1918/19* [Les conseils ouvriers dans la politique intérieure allemande 1918/19], Düsseldorf 1962 ; Peter von Oertzen, *Betriebsräte in der November-Revolution. Eine politikwissenschaftliche Untersuchung über Ideengehalt und Struktur der betrieblichen und wirtschaftlichen Arbeiterräte in der deutschen Revolution 1918/19* [Les conseils d’entreprise dans la Révolution de Novembre. Une étude de science politique à propos du contenu idéologique et la structure des conseils ouvriers d’entreprise et économiques dans la Révolution allemande de 1918/19], Düsseldorf 1964), seul Peter von Oertzen consacre au phénomène qui nous intéresse ici un passage qui se fonde pour l’essentiel sur l’analyse de Bötcher.

confusion prédomine dans la littérature concernant le mouvement ouvrier allemand. Les fondements historiques de la tradition du radicalisme de gauche⁴ décrite globalement par Rosenberg comme un "utopisme", prennent leur origine dans la phase de consolidation de la social-démocratie allemande, depuis l'abrogation de la Loi contre les socialistes (1890) jusqu'au déclenchement de la guerre mondiale de 1914, à l'intérieur du SPD lui-même, particulièrement en réaction au processus progressif de centralisation et de bureaucratisation de la direction des grandes organisations ouvrières politiques et économiques (SPD et "Freie Gewerkschaften" [Syndicats Libres]). Toutes les tendances qui s'opposent à ce processus se sont émancipées tôt ou tard organisationnellement et ont créé leur propre tradition et leur propre idéologie.

La toute première de ces tendances, qui ont divergé vers la gauche à partir de la social-démocratie, a été la rébellion dans la social-démocratie des "Jungen" [Jeunes], rébellion qui débuta au cours de la période de la Loi contre les socialistes (1878-1890) et conduisit en 1891 à la constitution de la "Vereinigung Unabhängiger Sozialisten" [Fédération des Socialistes Indépendants], laquelle prépara immédiatement l'entrée organisée de l'anarchisme en Allemagne. À plus d'un point de vue, un phénomène syndical parallèle au mouvement des "Jungen" est celui des "Lokalisten", qui se sépara en 1897 de la grande majorité des "Freie Gewerkschaften" [Syndicats Libres] et s'appela plus tard "Freie Vereinigung Deutscher Gewerkschaften" [Fédération Libre des Syndicats Allemands]; elle se transforma en représentante de la version allemande du syndicalisme révolutionnaire. Il faut dissocier de cette tradition ancienne, anarchiste et syndicaliste révolutionnaire, du radicalisme de gauche allemand, une tradition plus récente dont les origines sont à chercher dans la discussion sur la grève de masse menée dans le SPD entre 1904 et 1906⁵. Cette tradition plus récente du radicalisme de gauche joua durant la première guerre mondiale un certain rôle dans la Ligue Spartacus et elle s'efforça en outre de parvenir à s'organiser, en particulier sous l'étiquette des "Internationale Sozialisten Deutschlands" (ISD).

Dans le deuxième chapitre de cet exposé, on recherchera les éléments de continuité organisationnels, idéo-historiques et personnels, à l'intérieur des deux traditions du radicalisme de gauche allemand ainsi que les signes caractéristiques qui distinguent les deux traditions. Le chapitre suivant (III) présentera les fondements sociaux de leur consolidation durant la première guerre mondiale et l'interprétation qu'ils ont faite de la politique de "trêve politique" du SPD et des "Freie Gewerkschaften" comme une défaillance dans la logique du développement bureaucratique des organisations de masse politiques et économiques. On expliquera dans les chapitres suivants le déploiement organisationnel et idéologique des deux traditions radicales de gauche dans la révolution allemande de 1918-19 en une tendance syndicaliste révolutionnaire d'une part, en une tendance communiste de gauche d'autre part, et leur pénétration réciproque initiale (IV), puis quelque temps plus tard le début de leur délimitation l'une contre l'autre (V) dans le cadre du jeune "Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)" (KPD(S)). On enchaînera par un essai d'histoire des organisations radicales de gauche, la "Freie Arbeiter-Union Deutschlands (Syndikalisten)"

⁴ Le terme de "radicalisme de gauche" est employé dans la suite de ce texte conformément à l'usage occasionnel unanime des syndicalistes et des communistes de gauche comme terme générique pour les deux traditions et plus tard comme terme générique pour la FAUD, l'AAUD et le KAPD. Il n'inclut pas le KPD. Le terme utilisé à l'occasion d'"ultragauche" est trompeur, étant donné qu'il est rapporté dans les habitudes terminologiques du KPD ultérieur, d'abord à la fraction de gauche Friesland/Fischer/Maslow et qu'ensuite il a été employé de manière générale et assez volontiers pour toutes tendances s'écarter vers la gauche du cours officiel du parti. Voir Siegfried Bahne, *Zwischen "Luxemburgismus" und "Stalinismus". Die "ultralinke" Opposition in der KPD* [Entre le "luxemburgisme" et le "stalinisme". L'opposition "ultragauche" dans le KPD], dans : *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 9^e année (1961), pp. 359 sq.

⁵ Une distinction dont le bien-fondé se révélera dans la suite du travail présent.

(FAUD(S)) d'une part (VI), la "Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands" (AAUD) (VII) et le "Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands" (KAPD) (VIII) d'autre part. La multiplicité des filiations organisationnelles qui caractérise l'histoire de ces organisations est aussi bien le produit des différentes forces idéologiques que le résultat du développement social et économique en Allemagne, lequel se reflète directement en elles. Soumises largement dans leur évolution aux mêmes normes économique-sociales et aux mêmes règles inhérentes d'organisation, elles sont simultanément, depuis la conclusion de la période d'inflation à la fin de 1923, isolées de la réalité politico-sociale de la République de Weimar. Le chapitre suivant (IX) tente d'évaluer l'activité des organisations radicales de gauche (FAUD(S), AAUD, KAPD) dans les actions de masse prolétariennes en 1920-21, et de différencier ainsi un peu l'image de la paternité politique et des caractéristiques sociologiques de ces actions. Ensuite, on portera encore une fois une attention particulière aux symptômes qui indiquent depuis le milieu de 1921 une diminution de la force d'intégration des organisations radicales de gauche (X). Pour terminer, on considérera la position des syndicalistes révolutionnaires et des communistes de gauche allemands dans les rapports internationaux et l'on ébauchera l'histoire de la "Internationale Arbeiter-Assoziation" syndicaliste révolutionnaire (IAA) et de la "Kommunistische Arbeiter-Internationale" communiste de gauche (KAI), ainsi que leur fonction critique dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire dans les années vingt de notre siècle. L'appendice documentaire contient presque sans exception des textes⁶ jusqu'à présent non publiés de l'histoire du syndicalisme révolutionnaire allemand et du communisme de gauche allemand, et l'appendice biographique, les biographies politiques pour partie inconnues jusqu'à présent, pour partie complétées, des personnalités importantes de l'histoire des deux mouvements.

Les conditions matérielles relatives à l'objet de ce travail sont extrêmement difficiles. La difficulté particulière résulte du fait que, étant donné leur refus de principe de toutes les institutions légales – du parlement jusqu'aux conseils d'entreprise légaux – de la part des organisations en question, on ne peut pas produire de données sur les statistiques d'élections, et du fait que, étant donné leur faible solidité organisationnelle, on ne peut pas fournir des statistiques sur leurs groupes. Des procès-verbaux de congrès indépendants ne furent publiés que dans des cas très rares. Ainsi, la recherche des faits doit s'appuyer sur l'examen de la littérature des journaux et des brochures, volumineuse mais difficilement accessible, sur l'exploitation des souvenirs écrits ou oraux de participants, et sur l'utilisation des documents de la police. Dans le cadre des possibilités délimitées par ces conditions, on a cherché à ordonner les matériaux factuels – tels qu'ils sont offerts du reste par les termes implicites et sociologico-organisationnels du problème lors de leur naissance et par le caractère limité éminemment social du développement organisationnel de la tradition syndicaliste révolutionnaire et communiste de gauche – selon des points de vue essentiellement organisationnels et sociologiques. Pour la clarté de l'exposé et pour pouvoir s'orienter dans l'entrelacs des filiations des organisations, qui se déploie dans ce travail, de nombreux renvois à des notes semblent inévitables.

⁶ La "déclaration de principe du syndicalisme" (IX) a été publiée dans : Karl Diehl/Paul Momberg (ed.), *Ausgewählte Lesestücke zum Studium der politische Ökonomie*, 11^o volume : *Sozialismus, Kommunismus, Anarchismus*, Karlsruhe 1920. L'"Appel du Congrès constitutif du KAPD" (XVI) a paru depuis peu dans : Hermann Weber, *Völker hört die Signale. Der deutsche Kommunismus 1916-1966* [Peuples, entendez les signaux. Le communisme allemand 1916-1966], Munich 1967. C'est par souci d'exhaustivité que ces deux textes ont été intégrés dans le recueil de documents de ce travail.

II. LES FONDEMENTS TRADITIONNELS : **L'OPPOSITION AU PROCESSUS DE** **CENTRALISATION ET DE BUREAUCRATISATION** **DU SPD DE 1890 À 1914**

1. L'opposition des "Jungen" dans le SPD en 1890¹

De nombreuses oppositions théoriques, que le mouvement social-démocrate aura à régler avec ses critiques de gauche, étaient déjà devenues publiques dans la discussion de Karl Marx avec l'aile bakouniniste de la Première Internationale² et dans la controverse entre Friedrich Engels et Eugen Dühring³. Mais ce mouvement n'a nourri une véritable opposition organisationnelle qu'à partir du moment où il entreprit les premiers pas vers un parti de masse parlementaire et centralement organisé. Dans la situation particulière de la Loi contre les socialistes (octobre 1878 jusqu'à octobre 1890) – interdiction du travail d'organisation avec l'autorisation simultanée du travail parlementaire – la social-démocratie, du fait de ses succès électoraux surprenants d'une part⁴, et du fait de l'application stricte de la légalité par la direction du parti d'autre part⁵, se limitait de plus en plus à son activité au parlement. C'est aussi bien contre cette tactique que contre ses défenseurs, les dirigeants de l'organisation, qui représentaient également en règle générale la social-démocratie au Reichstag, qu'une protestation s'éleva bientôt des rangs des adhérents, après le début d'application de la Loi contre les socialistes. Et pourtant, l'un de ces dirigeants sociaux-démocrates, Wilhelm Liebknecht, avait décrit ainsi en 1869 les inconvénients de l'activité parlementaire pour le mouvement ouvrier :

¹ L'histoire du mouvement des "Jungen" n'a pas encore été écrite jusqu'à présent. Un important recueil de matériaux et des indications précieuses se trouvent dans la succession de Max Nettlau, aux Archives sur l'anarchisme de l'"Institut International pour l'Histoire Sociale" à Amsterdam. Rocker mentionne le « grand recueil de matériaux » d'Albert Weidner, un militant appartenant au mouvement des "Jungen" qui a été empêché par la période national-socialiste de rédiger l'histoire qu'il projetait de ce phénomène marginal dans le SPD. Voir Rudolf Rocker, *Memoiren* vol. I, p. 440, tapuscrit dans les Archives sur l'anarchisme de l'"Institut International pour l'Histoire Sociale".

² Voir du côté anarchiste : Fritz Brupbacher, *Marx und Bakunin. Ein Beitrag zur Geschichte der Internationale Arbeiter-Association* [Marx et Bakounine. Une contribution à l'histoire de l'Association Internationale des Travailleurs], qui a paru d'abord en 1913, 2^e édition dans "Aktion-Verlag" de Franz Pfempfert, Berlin 1922. Du côté marxiste : Franz Mehring, *Karl Marx, Geschichte seines Lebens* [Karl Marx, histoire de sa vie], Leipzig, sans date, p. 477 sq.

³ Concernant la démarche "anticratique" dans l'œuvre d'Eugen Dühring, voir Max Nettlau, *Anarchisten und Sozialrevolutionäre der Jahre 1880-1886* [Anarchistes et révolutionnaires sociaux dans les années 1880-1886], Berlin 1931 (Kater-Verlag), p. 138 sq. Son texte : *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft* [L'évolution du socialisme de l'utopie à la science], Zurich 1892, est tiré de la réplique d'Engels à Dühring. C'est avec ce texte qu'il a introduit la différence qui est devenue habituelle jusqu'à aujourd'hui entre le socialisme "utopique" et le socialisme "scientifique". L'étiquette d'"utopisme" est ensuite devenue tout à fait courante - ainsi par exemple aussi chez Arthur Rosenberg - comme désignation des mouvements radicaux de gauche.

⁴ Voir Franz Mehring, *Geschichte der Sozialdemokratie* [Histoire de la social-démocratie], vol. II, Berlin 1960, p. 595 sq.

⁵ Voir à ce sujet Karl Friedrich Brockschmidt, *Die deutsche Sozialdemokratie bis zum Fall des Sozialistengesetzes* [La social-démocratie jusqu'à l'abolition de loi contre les socialistes], Francfort-sur-le-Main 1929, p. 54 sq.

« Le principe est sacrifié, la lutte politique sérieuse est avilie pour la comédie parlementaire, le peuple est perverti par l'illusion que le Reichstag aurait vocation à résoudre la question sociale. »⁶

Cette prise de position de Wilhelm Liebknecht, qui a sans arrêt été citée par les radicaux de gauche jusque dans la République de Weimar, résumait très exactement, après 1878, les réserves de larges cercles ouvriers à l'égard de l'activité prolétarienne dans un parlement bourgeois. Particulièrement au cours de la période d'illégalité de la Loi contre les socialistes, dans laquelle les espérances révolutionnaires ont été remises au goût du jour par les mesures de répression du gouvernement contre la social-démocratie (pratique du « petit état de siège », etc.) et incitaient à des formes plus directes de l'action politique, la tactique exclusivement parlementaire de la direction du parti décevait nécessairement.

Ces sentiments anti-parlementaires, avec une pointe contre la direction du parti, furent exprimés très tôt par le relieur Johann Most⁷ qui, en tant qu'agitateur social-démocrate populaire, fut forcé d'émigrer en décembre 1878, peu après l'entrée en vigueur de la Loi contre les socialistes. Most, qui était encore à cette époque-là beaucoup plus un social-démocrate radical qu'un anarchiste (ce pour quoi il voulait se faire passer)⁸, critiquait depuis Londres, dans son organe "Freiheit" [Liberté], de janvier 1879 à mai 1882, la direction de la social-démocratie allemande dans le sens de l'opposition radicale. C'est avec le discours au Reichstag de Wilhelm Liebknecht du 17/03/1879, dans lequel il prenait énergiquement ses distances à l'égard de la "Freiheit", que, pour la première fois dans l'histoire de la social-démocratie allemande, une claire distinction était faite entre la majorité du parti et la minorité radicale. Wilhelm Hasselmann⁹ essaya de prendre fait et cause pour les objectifs politiques de Most à l'intérieur de la fraction social-démocrate au Reichstag; comme Most, il se déclara solidaire du mouvement anarchiste russe et il annonça au Reichstag (4/05/1880) que « le temps du bavardage parlementaire est passé et que le temps des actes commence »¹⁰. C'est en août 1880 qu'il fut exclu du parti en compagnie de Most par le Congrès du château de Wyden (en Suisse près de Zurich), congrès qui effaça en même temps du programme – une concession aux radicaux de gauche – la restriction des moyens de lutte uniquement "légaux". Most, en tant que porte-parole radical d'une minorité mécontente, représente le début d'une tradition qui se poursuivra en droite ligne jusque dans les années révolutionnaires de la République de Weimar; le fait que certains écrits de Most aient été réédités¹¹ et diffusés après 1918 dans des

⁶ *Ibidem*, p. 52.

⁷ Voir l'Appendice biographique. Voir aussi Rudolf Rocker, *Johann Most. Das Leben eines Rebellen* [Johann Most. La vie d'un rebelle], Berlin 1924 (Kater-Verlag).

⁸ Les idées anarchistes étaient encore pratiquement inconnues à cette époque en Allemagne. Voir, pour les rares premiers signes, Max Nettlau, *opus cité*, p. 118 sq. Most adit lui-même plus tard que sa pensée, encore en 1880, n'était anarchiste que dans une forme tout à fait vague. (Voir Rudolf Rocker, *Johann Most*, p. 142 sq.). Selon Rocker, le premier article purement anarchiste a été rédigé dans le "Freiheit" le 10-07-1880 par l'Allemand August Reinsdorf qui était très connu dans l'anarchisme international.

⁹ Wilhelm Hasselmann, né en 1844, fut l'un des dirigeants de l'"Allgemeine Deutsche Arbeiterverein" [Association Générale des Ouvriers Allemands] et un membre de la fraction social-démocrate au Reichstag en 1874-1876 et en 1878-1880. Il émigra en 1880 aux USA en passant par Londres.

¹⁰ Cité par Rudolf Rocker, *Johann Most*, p. 87.

¹¹ C'est ainsi qu'est paru à la maison d'édition de Franz Pfempfert : *Johann Most. Für der Einheitsfront des revolutionären Proletariat* [Johann Most. Pour le front uni du prolétariat révolutionnaire], avec des préfaces de Rudolf Rocker et de Franz Pfempfert, Berlin 1921, un écrit de Most datant de son époque américaine. Un autre tract favorable à la propagande anarchiste par les actes, daté de l'année 1885, a été photocopié et diffusé à partir de 1921 sous le titre : *Johann Most, Revolutionäre Kriegswissenschaft* [Johann Most, La science de la guerre

cercles communistes de gauche et syndicalistes révolutionnaires, montre dans ce cas-là les continuités, vérifiables de diverses manières, qui existent dans le radicalisme de gauche allemand. Avec l'exclusion et l'émigration de Most et de Hasselmann, l'opposition radicale dans le parti avait certes perdu ses porte-parole, mais elle continuait de subsister. Elle était depuis le début établie dans les grandes villes. L'organisation berlinoise des sociaux-démocrates était antiparlementaire de manière prépondérante¹²; il y avait des groupes oppositionnels à Magdebourg, Hambourg, Hanovre, Leipzig, Chemnitz, Cologne, Mayence, Francfort-sur-le-Main¹³.

C'est en particulier de Berlin, de Magdebourg et de Dresde, qu'est venue également la deuxième vague ouverte d'opposition de gauche dans la social-démocratie, au cours des dernières années de la Loi contre les socialistes, et c'est ensuite qu'elle s'est propagée aux autres grandes villes¹⁴. À côté du mécontentement relatif à la tactique uniquement parlementaire, apparut au premier plan, comme raison motrice, le malaise vis-à-vis du trop grand pouvoir supposé des chefs du parti. Rudolf Rocker¹⁵ décrit la situation :

« Mais la Loi contre les socialistes ... était parvenue à une chose. Elle avait, pendant les années de persécution, complètement paralysé la libre expression de pensée qui n'était possible que dans un mouvement officiel, et elle avait donné aux chefs parlementaires du parti, qui possédaient naturellement un soutien dans la fraction social-démocrate du Reichstag, un pouvoir qu'ils n'avaient jamais possédé avant la Loi contre les socialistes. »¹⁶

L'opposition à la "corruption"^(*) parlementaire et à la "dictature des chefs"¹⁷ résultait depuis le début d'initiatives locales et l'ensemble du mouvement des "Jungen" [les Jeunes] resta sans coordination. Peu avant l'abrogation de la Loi contre les socialistes, elle était toutefois si forte qu'August Bebel, en tant que représentant le plus important de la direction du parti, entra en campagne contre elle dans les villes où la presse sociale-démocrate était passée à l'opposition¹⁸. En août 1890, il s'opposa aux porte-parole des "Jungen" à Dresde, Magdebourg et Berlin, au cours de grands rassemblements; l'explication entre les "fractionnels" et les "oppositionnels" s'acheva cette fois-ci par une victoire du tribun populaire Bebel; les foules, galvanisées par la personnalité de Bebel, crièrent si fort, par exemple à Berlin, qu'elles firent tout simplement taire à la fin les oppositionnels¹⁹.

révolutionnaire]. En outre, l'écrit antireligieux populaire de Most "Die Gottespest" [La peste de Dieu] a été réimprimé : Johann Most, *Die Gottespest*, Hambourg sans date (1919).

¹² Voir Franz Mehring, *opus cité*, vol. II, p. 554.

¹³ Rudolf Rocker, *Johann Most*, p. 89 sq. Pour d'autres exemples relatifs à la perpétuation de la tendance antiparlementaire, voir Karl Friedrich Brockschmidt, *opus cité*, p. 92 sq.

¹⁴ C'est aussi ce que pensait Rudolf Rocker. Voir sa biographie par Fritz Kater, p. 8 (tapuscrit aux Archives de l'anarchisme de l'Institut International pour l'Histoire Sociale).

¹⁵ Voir l'Appendice biographique.

¹⁶ Rudolf Rocker (cité dans sa biographie de Fritz Kater, p. 8).

^(*) Le terme allemand de *Versumpfung* signifie littéralement "transformation en marais" (NdT).

¹⁷ Voir pour ces formules : Gerhard A. Ritter, *Die Arbeiterbewegung im Wilhelminischen Reich. Die Sozialdemokratische Partei und die Freien Gewerkschaften 1890-1900* [Le mouvement ouvrier sous l'Empire wilhelminien. Le Parti social-démocrate et les syndicats libres 1890-1900], Berlin 1959, p. 82 sq.

¹⁸ C'était avant tout le cas de la "Magdeburger Volksstimme" (dont Fritz Kater, plus tard le chef de l'organisation de la "Freie Vereinigung", a été le rédacteur en chef), du "Sächsische Arbeiterzeitung" à Dresde, ainsi que de la "Berliner Volksblatt". Voir à ce sujet Gerhard A. Ritter, *opus cité*, p. 83.

¹⁹ Rapport de Rocker dans ses *Memoiren*, vol I, p. 271 sq. Rocker, qui était présent lors de la réunion berlinoise, conserva sous la forme d'une réflexion les premières impulsions qui l'éloignèrent de la social-démocratie : « Pour la première fois, je me posais la question de savoir s'il fallait vraiment faire une différence entre le

La querelle se poursuivit lors du premier congrès du parti social-démocrate, postérieur à l'abrogation de la Loi des socialistes, lequel eut lieu en octobre 1890 à Halle. Tout le congrès se tint sous le signe de la discussion entre la majorité du parti et l'opposition, laquelle, avec un seul et unique représentant, l'imprimeur berlinois Wilhelm Werner²⁰, était notoirement représentée de manière insuffisante aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif. Werner n'eut pas la prétention de parler au nom de l'opposition tout entière²¹. La grande discussion²² à propos de la tactique parlementaire du parti, manifestement attendue par August Bebel, n'eut pas lieu. Werner demanda plus d'agitation sociale-démocrate au Reichstag; le parlement devrait être un moyen pour parvenir à un but et non un but en soi²³. La défense des intérêts prolétariens au parlement apparaissait évidemment à l'écrasante majorité des délégués comme la vocation principale de l'activité sociale-démocrate, bien que justement ce ne soit que sous le régime de la Loi contre les socialistes que le caractère parlementaire de la social-démocratie a été renforcé et a reçu sa forme définitive²⁴. Dans la discussion sur le projet d'organisation qui était soumis au congrès, des doutes s'exprimèrent à l'encontre d'une trop grande quantité de pouvoir accordée à la direction. Avec l'abolition de la Loi contre les socialistes, la social-démocratie pouvait naturellement se présenter à nouveau de manière organisée, mais elle était cependant soumise aux restrictions des lois sur les associations en vigueur dans chaque État pris individuellement. Selon le paragraphe 8 de la loi prussienne sur les associations de 1850, il était par exemple interdit « de faire alliance avec d'autres associations du même type pour des objectifs communs ». Jusqu'à l'année 1900, le contact entre les associations électorales et la direction du parti n'a pu ainsi être sauvegardé que par un système d'hommes de confiance. C'est dans cette situation qu'il sembla à Vollmar²⁵, qui détint une sorte de rôle de mentor pour les "Jungen" au Congrès de Halle, que toute forme d'organisation supra-régionale intégrée était erronée : « L'organisation elle-même doit être laissée à chaque localité particulière, et il n'existe comme lien commun, en dehors de la fraction, que trois choses : la direction du parti, la commission de contrôle et l'organe central. C'est parfaitement suffisant »²⁶. Il voulait que les fonctions de contrôle de la direction du parti, relatives à la presse du parti par exemple, soient plus restreintes que ce que le projet d'organisation ne le prévoyait²⁷. Ces revendications furent soutenues avant tout par Wilhelm Werner et par le futur premier président de la "Freie Vereinigung deutscher Gewerkschaften" [Union Libre des Syndicats Allemands], Gustav Kessler²⁸. Les contours de la querelle que les "Jungen" allaient bientôt engager dans

despotisme de quelques dirigeants et la masse fanatisée qui condamne aveuglément une chose dont la majorité n'a aucune idée ». *Ibidem*, p. 273.

²⁰ Wilhelm Werner, imprimeur, était le délégué du district de Berlin-Teltow.

²¹ « Encore une fois, pour ce qui concerne notre opposition, nous ne sommes pas tout à fait du même avis dans toutes les questions. Je ne défends pas toutes opinions du Dr. Wille sur le parlementarisme, et de même Wildberger et Baginski ne sont pas non plus du même avis en toute chose ; c'est ainsi que trois points différents nous séparent. Mon opposition se fonde sur la chose suivante : je crains que la libre opinion ne soit quelque peu ligotée et amputée... ». Voir le procès-verbal sur les débats du Congrès du Parti Social-démocrate d'Allemagne qui s'est tenu à Halle an der Saale du 12 au 18 octobre 1890, Berlin 1890. Le Dr Bruno Wille (1860-1928), écrivain, était l'un des porte-parole intellectuels des "Jungen". Max Baginski (1864-1943), cordonnier qualifié, faisait partie du cœur du cercle de l'opposition des "Jungen". Karl Wildberger, tapissier, était l'un des porte-parole berlinois des "Jungen".

²² Voir Bebel dans : *Procès-verbal du SPD, Halle*, p. 33 sq.

²³ *Ibidem*, p. 97.

²⁴ Voir à ce sujet Karl Friedrich Brockschmidt, *opus cité*, p. 71.

²⁵ Georg Heinrich von Vollmar (1850-1922), ancien officier, a été un membre social-démocrate du Reichstag de 1881 à 1919.

²⁶ *Procès-verbal du SPD, Halle*, p. 133.

²⁷ *Ibidem*, p. 135.

²⁸ Voir l'Appendice biographique. Cf. l'apport de Kessler dans la discussion dans : *Procès-verbal du SPD, Halle*, p. 139 sq.

l'organisation contre le principe "centraliste" et pour le principe "fédératif" se dessinaient dans cette discussion. Le fédéralisme – à côté de l'anti-parlementarisme qui sera dans l'avenir le principe caractéristique du radicalisme de gauche – ne fut cependant formulé théoriquement et ne reçut sa forme doctrinaire définitive que quand, avec la croissance rapide du SPD dans les années quatre-vingt-dix, la centralisation augmenta à l'intérieur du parti, et quand le type du tribun populaire (Bebel, Liebknecht, et autres) et sa manière d'agir furent réprimés par une couche bureaucratique de fonctionnaires dans la direction²⁹. L'autonomie locale revendiquée dans les rangs des "Jungen" était, contrairement au fédéralisme des organisations communistes de gauche et syndicalistes révolutionnaires d'après la première guerre mondiale, moins le résultat d'une doctrine fédéraliste et d'une prophylaxie organisationnelle anti-bureaucratique que le résultat des restrictions existantes au droit d'association. Cela s'appliqua encore dans le cas de la formation de la "Fédération Libre" en 1897.

L'opposition continua à faire parler d'elle au cours de l'année qui s'écoula entre les Congrès de Halle et d'Erfurt (octobre 1891). Si Wilhelm Werner, malgré les suspicions et les diffamations à l'égard de sa personne – qui déterminèrent aussi ultérieurement le style des discussions entre les radicaux et la majorité du parti – était cependant resté au SPD après Halle, il quitta l'assemblée à Erfurt, aussitôt après l'ouverture du congrès, avec cinq autres représentants de l'opposition, en protestation contre les calomnies subies. Tandis que Vollmar, qui avait provoqué des remous dans le congrès avec un programme minimaliste et introduit la tradition révisionniste dans la social-démocratie, ne fut que blâmé par une commission d'enquête, on exclut les oppositionnels de gauche du parti. Les points suivants furent présentés par les "Jungen" comme les accusations principales de l'opposition contre la majorité :

- « 1. L'esprit révolutionnaire est systématiquement mort du côté des chefs.
 2. La dictature exercée étouffe tout sentiment et toute pensée démocratiques.
 3. Le mouvement entier s'est affadi et a déchu pour devenir un pur parti réformiste petit-bourgeois.
 4. La révolution est reniée très solennellement depuis la tribune du Reichstag.
 5. Tout est fait pour provoquer un compromis entre prolétaires et bourgeois.
 6. Étant donné les propositions de défense et d'assurance des travailleurs, l'enthousiasme s'est enfui chez les camarades.
 7. Les résolutions de la majorité dans la fraction sont presque toujours prises en tenant compte des autres partis et des autres classes sociales, et elles aplanissent ainsi le terrain pour un changement de direction vers la droite.
 8. La tactique du parti est fausse et absurde.
 9. Le socialisme et la démocratie n'ont rien de commun avec les discours de nos députés...
14. La nouvelle tactique est un compromis avec la masse au détriment du principe. »³⁰

²⁹ Voir à ce sujet la biographie de Fritz Kater par Rudolf Rocker, p. 8 pour ce développement : « Ils (les "Jungen" - NdA) combattent l'influence des dirigeants parlementaristes et leurs aspirations centralistes, et ils exigeaient une plus grande indépendance des groupes locaux à l'intérieur du parti, ce qui correspondait davantage à une tendance vers le fédéralisme dont ils ne reconnurent cependant qu'ultérieurement l'importance réelle. ».

³⁰ Voir le *Procès-verbal des débats du Congrès du Parti Social-démocrate d'Allemagne* qui s'est tenu à Erfurt du 14 au 24 octobre 1891, Berlin 1891, p. 74. C'est de cette manière-là que le député Auer, qui était du côté des "fractionnels", résumait avec pertinence les arguments des oppositionnels. Voir aussi Domela F. Nieuwenhuis, *Les divers courants de la Démocratie Sociale Allemande*, Bruxelles 1892. Ce texte parut aussi peu après en langue allemande. Nieuwenhuis, qui était présent à Halle en tant que représentant hollandais, qui s'était vite rangé au côté des "Jungen" et qui avait défendu leurs arguments à l'encontre de Wilhelm Liebknecht lors du

Ces arguments critiques – bien que nés d’une tout autre phase de développement social et d’histoire des organisations – sont des éléments constitutifs du radicalisme de gauche le plus ancien et le plus récent jusqu’à la République de Weimar. Du point de vue sociologique, le mouvement des "Jungen" n’était ni seulement explicable – comme le dit Franz Mehring – par « l’état d’esprit de vétérans accoutumés à la guerre qui, à la fin de celle-ci, déposent à contre-cœur leurs armes portées avec habileté et bonheur », ni seulement – ainsi que le pensait incidemment Engels – « une révolte de littérateurs et d’étudiants »³². Les deux facteurs se complétèrent : effectivement, se consacrant entièrement à sa politique parlementaire, le SPD devait, pour avoir du poids, attirer à lui les masses partiellement petites-bourgeoises. Les anciens camarades de parti, qui avaient été l’objet des persécutions de la Loi contre les socialistes, se sentaient refoulés par l’accroissement de masse qui débuta réellement après 1890, et ils désapprouvaient la nouvelle tactique de la direction du parti. Ils grondaient « contre la politique consistant à courtiser les masses de la part de la direction »³³. Ces oppositionnels étaient en cela d’abord – comme ils l’ont toujours prétendu de manière digne de foi³⁴ – tout à fait marxistes. Si on les désigna toujours comme des "anarchistes", ce fut en effet une invective politique se réclamant d’une vague similitude; à partir du débat sur la grève de masse, on désigna plus tard de la même façon les radicaux de gauche dans le SPD comme des "syndicalistes révolutionnaires"; dans les deux cas, la désignation était une invective et non pas une étiquette politique exacte. C’est uniquement l’exclusion des "Jungen" du SPD qui entraîna l’accueil fait aux idées anarchistes. Non seulement lors des tentatives, qui sont restées diffuses, d’une indépendance théorique, mais aussi au cours du tournant définitif vers l’anarchisme, une petite bande d’intellectuels apporta son aide à cette minorité radicale, dont les points de contact avec la révolte littéraire concomitante du naturalisme (Bruno Wille, Paul Ernst, et autres) furent aussi nombreux que, après la première guerre mondiale, les affinités des intellectuels radicaux de gauche avec l’expressionnisme. La rencontre de masses laborieuses mécontentes, dont l’attitude fondamentale était l’activisme, avec des intellectuels relativement peu nombreux qui étaient leurs porte-parole – et qui avaient souvent des ambitions littéraires – peut être considérée comme la formule sociologique provisoire de base du radicalisme de gauche.

Non seulement les revendications essentielles du radicalisme de gauche ultérieur (anti-parlementarisme, fédéralisme, anti-autoritarisme et exigence d’activité autonome pour les masses) ainsi que sa structure sociale fondamentale se dessinent dans le mouvement des "Jungen", mais, pour l’ancienne tradition anarchiste et syndicaliste révolutionnaire aussi, les liens personnels sont nombreux³⁵ (Gustav Landauer, Rudolf Rocker, Fritz Kater, et autres)³⁶. Provenant du mouvement des "Jungen" ou analogues à eux à maints égards, les organisations

Congrès socialiste international de Bruxelles en 1891, a joué pour le mouvement des "Jungen" un rôle aussi important que son compatriote Anton Pannekoek joua plus tard pour la tradition communiste de gauche en Allemagne.

³² Lettre d’Engels au "Sächsische Arbeiterzeitung", cité par Gerhard A. Ritter, *opus cité*, p. 85.

³³ *Ibidem*, p. 85.

³⁴ Voir par exemple Wilhelm Werner dans : *Procès-verbal du SPD, Halle*, p. 70. Rudolf Rocker (biographie de Fritz Kater, p. 8) : « Ses partisans (les "Jungen" - NdA) étaient de bons marxistes et ils n’avaient rien à voir au début avec tout autre tendance socialiste ». Voir aussi Nieuwenhuis, *opus cité*, p. 14 sq. Voir encore à ce sujet le rapport extrêmement informatif pour toute l’histoire des "Jungen" de Paul Kampffmeyer à partir de sa propre expérience : Paul Kampffmeyer, *Radikalismus und Anarchismus* in : *Die Befreiung der Menschheit, Freiheitsideen in Vergangenheit und Gegenwart* [La libération de l’humanité, les idées de liberté dans le passé et le présent], Berlin, Leipzig, Stuttgart, Vienne, 1921, pp. 71-87.

³⁵ C’est ainsi que Rocker écrit par exemple : « J’ai rencontré personnellement tous les porte-parole connus des "Jungen"... Je me suis lié avec la plupart d’entre eux - pour autant qu’ils soient toujours en vie, une ancienne amitié indéfectible me lie encore aujourd’hui à eux... », Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. I, p. 278.

³⁶ Voir à ce sujet l’Appendice Biographique.

ou les traditions radicales de gauche se développèrent en opposition constante au SPD consolidé jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale en tant que groupes ou fractions numériquement très faibles; en tant que contraire dialectique naissant du processus même de croissance du SPD, elles constituent un élément d'agitation critique à son côté gauche.

2. La tendance anarchiste dans le mouvement ouvrier

a) La "Vereinigung Unabhängiger Sozialisten" [Association des Socialistes Indépendants] et les groupements anarchistes en Allemagne

Le résultat organisationnel immédiat du mouvement d'opposition des "Jungen" fut la "Vereinigung Unabhängiger Sozialisten" que les sociaux-démocrates exclus par le Congrès d'Erfurt le 8 novembre 1891 fondèrent à Berlin, et dont il y eut bientôt des groupes dans toutes les villes importantes d'Allemagne¹. Déjà lors du congrès, les oppositionnels avaient pris une résolution, présentée par Bruno Wille, qui dit entre autres :

« Le socialisme est un mouvement et une communauté spirituels desquels personne ne peut être exclu par décret. Nous voulons contrecarrer en fonction de nos forces cette tendance (d'interdire de parole ceux qui ont été frappés par l'exclusion et de leur ôter toute influence) et considérer, après comme avant, les socialistes révolutionnaires exclus et écartés comme des camarades. »²

Les directives de l'"Association"³ étaient théoriquement sans prétention et complètement dictées par l'émotion suscitée par la « dictature de la direction actuelle du parti » et sa « centralisation forcée ». Le souci d'une « individualisation des travailleurs » est remarquable en tant que point de départ programmatique. Cette exigence – essentiellement pédagogique – de débiter un travail d'émancipation prolétarien, en premier lieu dans la personnalité individuelle, par l'apprentissage de l'autonomie et de la pensée critique, est restée une revendication constamment répété des programmes radicaux de gauche de n'importe quel type jusqu'à la République de Weimar. Conformément aux directives des "Socialistes Indépendants", le corps de l'organisation ne devait pas seulement être « grand et vaste », mais « il doit aussi disposer de membres solides et capables d'agir par eux-mêmes ».

Les directives sont encore complètement exemptes d'influences anarchistes. Mais il est apparu très vite qu'il y avait chez les "Socialistes Indépendants" oppositionnels au moins deux tendances différentes qui ne s'étaient retrouvées que temporairement sous un programme commun. La première fraction, représentée avant tout par Karl Wildberger et Paul Kampffmeyer, aspirait uniquement, à travers la nouvelle organisation, à une social-démocratie dans un sens anti-parlementaire; une autre fraction (Wilhelm Werner, Bruno Wille, Max Baginski) était proche de la propagande anarchiste. La lutte entre les deux fractions se déroulait dans l'organe des "Socialistes Indépendants", le "Sozialist"⁴ [le Socialiste], qui paraissait depuis le 15 novembre 1891, et elle avait aussi pour enjeu sa direction. Dans la première époque de sa parution, le "Sozialist", comme Max Nettlau l'atteste de son point de vue, était « une feuille écrite de manière calme, intelligente et sincère, qui donnait un aperçu sur les insuffisances théoriques, pratiques et personnelles, de la social-démocratie »⁵. Dans les

¹ D'après Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. I, p. 366.

² Cité dans Max Nettlau, succession (Archives de l'anarchisme à l'Institut International pour l'Histoire Sociale), p. 137.

³ Reproduit chez Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. I, p. 364 sq. Pour les directives jusqu'à présent inédites, voir l'Appendice documentaire n) I.

⁴ Concernant cette polémique à laquelle l'exposé suivant est consacré, l'on trouve une documentation chez Max Nettlau, succession, p. 138 sq.

⁵ Max Nettlau, succession, p. 138.

groupes anarchistes⁶ qui existaient dans beaucoup de grandes villes, circulaient les feuilles "Freiheit" et "Autonomie"⁷, que l'on se procurait illégalement par-delà les frontières et qui étaient imprimées à Londres, et leur relation avec l'"Association des Socialistes Indépendants" était étroite, mais de manière variable. À Berlin, le "Sozialist" était même combattu par une partie des anarchistes; ceux-ci tentèrent plus tard de produire leur propre journal ("Arbeiter-Zeitung, Organ der Anarchisten Deutschlands" [Le Journal des Travailleurs, Organe des anarchistes d'Allemagne]), mais dont la totalité du premier numéro fut saisie par la police en novembre 1893⁸. On arriva provisoirement à un compromis entre la tendance sociale-démocrate oppositionnelle et la tendance anarchiste dans le journal-organe des "Socialistes Indépendants". Mais avec la prise en charge de la rédaction par Gustav Landauer⁹ au début de 1893, la feuille changea finalement et définitivement de direction en faveur de l'anarchisme. Landauer était aux côtés des "Jungen", mais il n'était pas entré dans le mouvement; durant ses études à Zurich (1890-1891), il eut des contacts avec l'"Association des Socialistes Indépendants"¹⁰ de cette ville et il se distingua lors de sa prise en charge du "Sozialist" par la publication d'un roman. Le tournant du "Sozialist" vers l'anarchisme sous l'influence de Landauer ne s'accomplit pas, tout comme avant, sans l'objection des oppositionnels sociaux-démocrates. Elle conduisit au divorce des deux tendances jusqu'alors concurrentes des "Socialistes Indépendants". Une partie de ceux qui étaient jusqu'à présent ses porte-parole effectua le virage vers l'anarchisme avec par exemple Wilhelm Werner, Bruno Wille et Max Baginski. Rocker attribue une contribution qui n'est pas secondaire concernant cette évolution aux publications du Dr Max Nettlau¹¹, ¹²lequel – il était en réalité philologue et il correspondait plutôt au type du savant bourgeois – avait déjà écrit dans la "Freiheit" de Most, publia ensuite dans le "Sozialist" une esquisse historique de l'anarchisme et plus tard, dans le cadre de la FAUD, devint effectivement l'historiographe le plus important de l'anarchisme. L'autre courant se délit; certains de ses représentants revinrent ultérieurement dans le SPD (Paul Kampffmeyer, Karl Wildberger, par exemple); d'autres disparurent du mouvement ouvrier (Hans Müller, Franz Blei, etc.)¹³. Le processus de séparation était terminé au cours de l'été 1893. Ainsi, le mouvement des "Jungen" avait trouvé sa conclusion en Allemagne. « Son importance historique, que l'on n'a en aucun cas le droit sous-estimé, s'était épuisée avec l'entrée en scène officielle de l'anarchisme en Allemagne »¹⁴.

L'esquisse des multiples tendances dans l'anarchisme à la fin du XIX^e siècle (individualisme, collectivisme, communisme, etc.), qui s'entrechoquaient dans la discussion, et des systèmes

⁶ Nettlau (*ibidem*, p. 190 verso) témoigne de l'existence de tels groupes peu avant l'abolition de la Loi contre les socialistes dans les grandes villes suivantes : Stuttgart, Mannheim, Francfort-sur-le-Main, Mayence, Wiesbaden, Cologne, Duisburg, Dortmund, Gelsenkirchen, Halle, Dresde, Leipzig, Magdebourg, Hambourg, Brême, Berlin.

⁷ Concernant cette activité de propagande anarchiste illégale du fait de l'introduction clandestine de revues et d'opuscules, ce pourquoi Rudolf Rocker dut émigrer en 1893 d'Allemagne, voir Rudolf Rocker, *Memorien*, vol. I, p. 366, et Sepp Oerter, *Acht Jahre im Zuchthaus* [Huit années en prison], avec une introduction : *Aus der Geschichte der deutschen anarchistischen Bewegung in den Jahren 1890 bis 1893* [Histoire du mouvement anarchiste allemand de l'année 1890 jusqu'en 1893], Berlin 1905.

⁸ D'après une lettre de Rudolf Rocker au Dr Max Nettlau du 18/01/1932, voir Correspondance Rudolf Rocker - Dr Max Nettlau dans les Archives de l'anarchisme à l'"Institut International pour l'Histoire Sociale".

⁹ Voir l'Appendice biographique.

¹⁰ Y étaient présents par hasard en même temps Hans Müller (un théoricien important des "Jungen"), Fritz Köster, Franz Blei (un leader littéraire du naturalisme) et Max Baginski. Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. I, p. 366.

¹¹ Voir l'Appendice biographique.

¹² Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 104 sq. Rocker a été lui-même durablement impressionné par : Max Nettlau, *Zur Geschichte des Anarchismus* [Contribution à l'histoire de l'anarchisme], sans lieu d'édition 1861.

¹³ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. I, p. 444 sq. Voir également le rapport historique de Franz Blei dans "Die Aktion", 9^e année (1919), n) 12/13.

¹⁴ Rudolf Rocker, *ibidem*, p. 446.

anarchistes (de Saint-Simon, Proudhon, Stirner et Bakounine jusqu'à Dühring et Hertzka, etc.) n'est pas possible¹⁵ dans le cadre de cet exposé qui a pour objectif de montrer les continuités dans les organisations, dans l'histoire des idées et dans les personnalités. Il faut malgré tout remarquer cette tendance d'évolution la plus commune dans l'anarchisme qui consiste à s'éloigner des conceptions individualistes pour aller vers l'anarchisme communiste. Tandis que chez Stirner et Proudhon, tous deux enracinés dans la pensée économique du libéralisme, la propriété privée n'est jamais mise en question, Kropotkine et d'autres cherchent à la fin du XIX^e siècle à résoudre théoriquement la question sociale qui s'était aggravée sur la base de l'abolition de la propriété privée¹⁶. C'est en particulier l'"anarchisme communiste"¹⁷ de Pierre Kropotkine qui joua pour la tradition anarchiste allemande un rôle important, et en fin de compte après 1918 le rôle le plus important; son premier traducteur allemand provenait des rangs des "Jungen" (Bernhard Kampffmeyer), et celui qui propagea ses idées de la manière la plus fervente en Allemagne fut, après 1918, une connaissance et un ami de Kropotkine au cours de son exil londonien, Rudolf Rocker. Ses principales œuvres furent traduites après le tournant du siècle par Gustav Landauer¹⁸.

Gustav Landauer ne fut cependant pas lui-même, dans aucune phase de son évolution, un anarchiste communiste¹⁹. Il se tint jusqu'à la première guerre mondiale au centre du mouvement anarchiste allemand, mais son anarchisme complètement indépendant et obstiné ne resta pas sans adversaires. Le "Sozialist", qui parut depuis le 22 juillet 1893 avec le sous-titre "Organe de tous les révolutionnaires" et qui – selon Rocker – fut « la feuille d'Allemagne la plus poursuivie par le gouvernement »²⁰, suspendit sa parution en janvier 1895; en août de la même année, il reparut avec une nouvelle présentation et il correspondait désormais totalement aux conceptions de Landauer selon lesquelles l'on devait commencer en Allemagne d'abord par éduquer individuellement les travailleurs au socialisme, avant de pouvoir aspirer à faire de la propagande de masse. C'est ainsi que le second "Sozialist" (août 1895 – décembre 1899) fut une feuille intellectuelle caractérisée; on essaya de satisfaire à ce qui intéressait les classes populaires par l'édition parallèle du journal "Der arme Conrad" [Le pauvre Conrad] (août 1896 - octobre 1899)²¹. Les militants anarchistes, qui demandaient pour leur combat économique quotidien des mots d'ordre concrets ayant trait directement avec la pratique, s'agitaient contre ce point de vue théorique unilatéral du "Sozialist" de Landauer. Ils créèrent leur propre organe de presse sous le nom de "Neues Leben" [Nouvelle Vie], qui parut à partir de juillet 1897 sous la direction de l'ouvrier métallurgiste Paul Pavlovitch²². C'est par ce moyen que les deux plus importantes branches de la tradition anarchiste allemande se sont développées jusqu'à la première guerre mondiale. Les groupes qui gravitaient autour du "Neue Leben" représentaient la majorité du mouvement et ils furent même capables, finalement, d'évincer le "Sozialist" de Landauer, lequel arrêta à nouveau sa parution en décembre 1899²³. L'organe de presse de la

¹⁵ Elle est réalisée dans ses grandes lignes dans les manuscrits de Max Nettlau. Voir Max Nettlau, succession, p. 141 sq. Une thèse sur "L'histoire de l'anarchisme allemand de 1870 à 1933" est en voie de préparation de la part d'Ulrich Linse à l'université de Munich.

¹⁶ Voir pour l'évolution générale de l'anarchisme : Henri Arvon, *L'anarchisme*, Paris 1959, p. 77 sq. Voir aussi Heinz Maus, *Anarchismus* in : *Handwörterbuch der Sozialwissenschaften*, vol. I, Stuttgart 1956, p. 181 sq.

¹⁷ Voir son esquisse dans l'analyse du programme du Congrès constitutif de la FAUD.

¹⁸ Pierre Kropotkine, *L'entraide, un facteur de l'évolution* (1902) ; Pierre Kropotkine, *Agriculture, industrie et artisanat* (1906) ; Pierre Kropotkine, *Le socialisme pour millionnaires* (1907).

¹⁹ Voir sa *Brief über die anarchistischen Kommunisten* [Lettre à propos des communistes anarchistes] in : "Sozialist", 2^e année (1910), n° 21.

²⁰ Rudolf Rocker, *Biographie de Fritz Kater*, p. 10.

²¹ Max Nettlau, succession, p. 171 sq. cite d'autres organes anarchistes éphémères.

²² Voir Max Nettlau, succession, p. 170. Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 69 sq.

²³ Rocker porte un jugement sévère sur le groupe qui gravite autour de la "Neue Leben" ; il considère cette élimination du "Sozialist" comme "funeste" pour le développement du mouvement anarchiste allemand ; il ne justifie pas davantage son jugement ; mais, manifestement, son jugement remonte aux différends ultérieurs entre

majorité parut sans interruption prolongée – à partir de janvier 1904 sous le nouveau nom de "Der Freie Arbeiter" [Le Travailleur Libre] – jusqu'en 1914, et ensuite à nouveau de 1918 jusqu'en 1933. L'évolution ultérieure de cette branche est moins intéressante pour le présent exposé, étant donné qu'elle resta elle-même isolée de façon sectaire de la FAUD dans la phase révolutionnaire de la République de Weimar. Son activité de propagande est pourtant intéressante dans la mesure où c'est avec elle que, pour la première fois, a été diffusée en Allemagne la tactique de l'action directe, au sens du syndicalisme révolutionnaire latin, c'est-à-dire l'effort personnel direct des travailleurs sous forme de résistance passive, sabotage, etc.. L'intercesseur fut l'Autrichien Siegfried Nacht²⁴ qui était familier avec le mouvement syndicaliste révolutionnaire en 1900 à Paris, qui publia en 1902 une brochure sur la "Grève sociale générale" et en 1903 une autre sur "L'action directe" sous le pseudonyme d'Arnold Roller, et qui collabora régulièrement à partir de 1903 au "Freie Arbeiter". Roller présentait les idées de l'action directe non sans une emphase activiste :

« La dénomination générale d'action directe englobe la grève terroriste révolutionnaire, la terreur économique, le terrorisme personnel contre les exploiters et les esclavagistes hâis; bref, contre les despotes capitalistes, le sabotage, l'obstructionnisme, le boycott, en un mot, tous les moyens révolutionnaires et directs énergiques, qui, sans intercession et sans détours, sont propres à faire passer les revendications du prolétariat. »²⁵

La propagande ouverte en faveur l'action directe commença seulement dans la "Fédération Libre" à partir de 1908, et Gustav Landauer prit une attitude très critique à tout point de vue à l'égard de l'évolution du syndicalisme révolutionnaire en France et de ses méthodes de lutte²⁶.

Après une période de travail exclusivement théorique, au cours de laquelle il y eut en autres la traduction des œuvres principales de Kropotkine, Landauer fonda en 1908 le "Sozialistische Bund" [Ligue Socialiste], dont l'organe, le troisième "Sozialist", parut à partir de janvier 1909. Il développa le programme et la forme d'organisation de la Ligue en reprenant les idées relatives à la coopération, dans leur acception encore révolutionnaire de la première moitié du XIX^e siècle, en s'appuyant sur le mutualisme de Proudhon et le programme économique de Kropotkine de la réunification de l'agriculture, de l'artisanat et de l'industrie²⁷. L'objectif était l'homme libre et agissant par lui-même qui vit et œuvre « dans des communautés travaillant et échangeant de manière autonome par l'union de l'industrie et de l'agriculture » (Art. 12 de la "Ligue Socialiste"). Le socialisme ne doit pas être – comme Landauer le

les porte-parole du groupuscule réuni autour du "Freie Arbeiter" et les dirigeants de la FAUD. Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 69.

²⁴ Biographie de Siegfried Nacht : né en 1880 à Vienne, profession apprise : électrotechnicien ; 1900-1906 à Paris, où il est actif dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire ; 1902, contact avec des révolutionnaires anarchistes en Espagne ; 1906, expulsé de France, il a vécu jusqu'en 1910 à Londres, et ensuite jusqu'à sa mort en Italie. Voir Rudolf rocker, *Memoiren* vol. II, p. 456.

²⁵ Arnold Roller, *Die direkte Aktion, revolutionäre Gewerkschaftstaktik* [L'action directe, la tactique syndicale révolutionnaire], New York 1912, p. 7 ; réimpression de la brochure de 1903 qui avait déjà été publiée à l'époque à New York dans la "Feiheit-Press" de Most. Cet écrit circulait encore en 1919 dans les cercles radicaux de gauche et caractérisait de façon non négligeable l'idée de ce que l'on pouvait comprendre sous le terme de syndicalisme avant la constitution de la FAUD.

²⁶ Ce n'est pas tout à fait exact quand Max Nettelau (succession, p. 195) dit que Landauer n'avait prêté aucune attention au syndicalisme. Voir son article : *Die französischen Syndikalisten* [Les syndicalistes français] dans "Der Sozialist, Organ des Sozialistischen Bundes", 1^e année (1909), n° 8. Landauer reproche aux syndicalistes français de premier plan de se préoccuper par tous les moyens d'obtenir la faveur des masses : « Le fait de chercher à s'attirer la faveur des masses a ravalé les syndicalistes révolutionnaires français au cours de l'année exactement au rang des socialistes parlementaristes ».

²⁷ Voir les douze articles de la "Ligue Socialiste" dans le "Sozialist", 2^e année (1910), n° 14.

reproche à la social-démocratie "affadie" – attendu de manière fataliste mais il doit au contraire être commencé tout de suite. « Ne pas attendre ! Voilà notre mot d'ordre. Plus de séparation entre les circonstances du présent, l'effervescence de la transition et l'avenir splendide »²⁸. Puisque la réalisation du but socialiste d'une nouvelle forme de vie semble ne pas être possible ici et maintenant à la vaste échelle du prolétariat en tant que classe, ce qui est valide, c'est le mot d'ordre : "Vers la communauté par la séparation!"²⁹. La nouvelle et la meilleure forme de la relation entre les hommes est réalisable avec la réunion de quelques sympathisants. Cela peut prendre la forme de colonies (Art. 9 de la "Ligue Socialiste"); les pionniers du socialisme donnent avec elles « un exemple de justice et de travail dans la joie » (Art. 11 de la "Ligue Socialiste"). Les entreprises-colonies sont pour Landauer uniquement des réalisations exemplaires du socialisme, et « non des moyens pour atteindre le but ». Avec elles, on peut certes « sortir du capitalisme », mais pas l'abolir; ce n'est possible que par la conversion progressive des hommes. Le socialisme est pour Landauer toujours compris en devenir; « tout socialisme est toujours et seulement un socialisme relatif et chaque génération a sa propre tâche dans le processus infini de la réalisation d'un ordre libre de justice sociale »³⁰. Il faut comprendre la thèse centrale de la théorie politique de Landauer dans ce sens que le socialisme est « possible à n'importe quelle époque et quel que soit l'état de la technique, si un nombre suffisant d'hommes, qui sont emplis de l'esprit de justice, le veulent »³¹. Cette définition extrêmement volontariste, écartant les conditions objectives générales de la transformation sociale, que l'on doit comprendre – comme ce sera à démontrer³² – historiquement comme une réaction à la mise en forme "kautskienne" du marxisme, devint le principe inlassablement répété de la propagande de la FAUD après la première guerre mondiale. Des anarchistes, en passant par les syndicalistes révolutionnaires de la FAUD, jusqu'aux sphères communistes de gauche, de vastes cercles furent fascinés à cette époque-là par la pensée d'établir des colonies. Bien que cet élément typique de la Ligue dans la pensée de Landauer ("Vers la communauté par la séparation!") ait semblé être déplacé à l'époque des mouvements révolutionnaires de masse après 1918, il eut des répercussions encore perceptibles sur l'attitude politique de la commission commerciale berlinoise de la FAUD, et il conditionna sa tactique sectaire qui évitait le contact vivant avec les masses. L'effet immédiat de la "Ligue Socialiste" au cours de ses huit années d'existence fut indubitablement moindre que l'effet théorique ultérieur de Landauer durant les premières années de la République de Weimar; le "Sozialist", qui fut interdit en 1915, n'avait pas plus de 300 abonnés³³; encore une fois, il s'adressait avant tout aux intellectuels. Le bohème littéraire de Munich, Erich Mühsam³⁴, fut un agitateur de la "Ligue Socialiste", un collaborateur du "Sozialist"³⁵ et un compagnon de lutte de Landauer dans la République des Conseils de Bavière en 1919. Augustin Souchy³⁶, ultérieurement un des plus importants porte-parole de la FAUD aux côtés de Rudolf Rocker, travailla à partir de 1912 à la "Ligue Socialiste" de Berlin. Rocker lui-même, qui vécut dans l'émigration depuis 1893 d'abord à

²⁸ "Sozialist", 1^o année (1909), n^o 2.

²⁹ "Sozialist", 1^o année (1909), n^o 10.

³⁰ Helmut Rüdiger, *Ein freiheitlicher Sozialist* [Un socialiste libéral], dans : *Gustav Landauer, Worte der Würdigung* [Gustav Landauer, des paroles de reconnaissance], Darmstadt, sans date (1950), p. 17

³¹ Cité *ibidem*, p. 16.

³² Voir le paragraphe suivant portant sur la critique du SPD par Gustav Landauer.

³³ C'est ce que dit Rocker dans une lettre à Max Nettlau du 30-11-1921 dans : *Correspondance Rudolf Rocker - Max Nettlau*.

³⁴ Voir l'Appendice biographique. Voir aussi Erich Mühsam, *Unpolitischen Erinnerungen* [Souvenirs apolitiques], Berlin 1952.

³⁵ D'avril 1911 jusqu'à la Première Guerre mondiale, Mühsam a édité sa propre revue sous le titre "Kain, Zeitschrift für Menschlichkeit" [Cain, revue pour l'humanité].

³⁶ Voir l'Appendice biographique.

Paris, puis à Londres, s'identifiait sans restriction à la pensée politique de Landauer. Si l'on tient compte en outre du fait que Fritz Oerter lui aussi, un autre porte-parole de la FAUD, provenait du mouvement anarchiste (sans doute du groupe qui gravitait autour du "Freie Arbeiter"), il se dessine déjà que la FAUD fut le résultat de la jonction des forces intellectuelles de la tradition anarchiste et des bases organisationnelles de la minorité syndicale localiste. Le rapport entre la "Fédération Libre" des localistes et la "Ligue Socialiste" est resté confus jusqu'à la Première Guerre mondiale³⁷; du côté de la "Fédération Libre", on reconnaissait Landauer comme un théoricien, mais on lui reprochait une arrogance intellectuelle vis-à-vis du mouvement; Landauer rejetait le mouvement syndical – même dans sa forme révolutionnaire – car celui-ci devait par la force des choses pactiser avec le capitalisme et qu'il vivait de la conception erronée selon laquelle il pourrait introduire un nouvel ordre social au terme quel qu'il soit du développement. À cela, il opposait son idée coopérative révolutionnaire qui rendait en partie possible déjà, ici et maintenant, l'action immédiate et le socialisme³⁸. C'est ainsi que la "Fédération Libre" et la "Ligue Socialiste" sont allées jusqu'à leur suppression commune lors de la Première Guerre mondiale par des chemins certes voisins, mais séparés.

b) La critique de la social-démocratie allemande par Gustav Landauer

L'activité et la réflexion politiques de Gustav Landauer furent caractérisées, depuis ses débuts dans les rangs des "Jungen" après 1890 jusqu'à son assassinat en mai 1919, par sa lutte contre la théorie et la forme d'organisation de la social-démocratie allemande, laquelle, de 1890 à 1914, représentait avec de plus en plus de force, et monopolisait en apparence, l'idée du socialisme. Que la critique directe du SPD dans l'œuvre de Landauer n'ait pas occupé un grand espace s'explique par le fait que Landauer – d'une manière différente de tous les autres porte-parole de l'ancienne tradition radicale de gauche – n'a pas eu besoin d'un long combat intérieur pour se détacher de lui. Ayant rejoint le mouvement ouvrier dans les années 1890-91 en tant que jeune intellectuel d'origine petite bourgeoise¹, il se positionna immédiatement à gauche, en dehors du SPD, du fait de sa critique, au sens des "Jungen" oppositionnels, à l'égard des compétences de pouvoir dans l'organisation interne de la direction sociale-démocrate et à la centralisation du parti qui en découlait. C'est sous cet angle de vue critique qu'il observa le puissant processus de consolidation du SPD, au cours duquel celui-ci devint le plus grand parti du prolétariat international et attira à lui des millions d'électeurs; mais en raison de sa croissance, il avait besoin d'un appareil bureaucratique, qui se composait de secrétaires, de rédacteurs et de parlementaires, à plein temps, appareil qui contribua beaucoup à ce que le travail pratique du SPD se soit empêtré de plus en plus profondément dans des tentatives de

³⁷ Voir à ce sujet la série d'articles *Gustav Landauer und der Sozialismus* dans : "Die Einigkeit, Organ der Freien Vereinigung Deutscher Gewerkschaften", 17^e année (1913), n° 49 sq.

³⁸ Voir à ce sujet la conférence de Landauer qu'il a tenu dans la "Freie Vereinigung aller Berufe" à Leipzig sous le titre : *Syndikalismus, Sozialismus, Genossenschaftswesen* [Syndicalisme, socialisme, coopérativisme] et la discussion qui suivit dans : "Die Einigkeit", 18^e année (1914), n° 7. Voir aussi Helmut Rüdiger, *loc. cit.*, p. 17.

¹ Voir à ce sujet son roman largement autobiographique qui est d'abord paru en 1893 : Gustav Landauer, *Der Todesprediger* [Le prédicateur de la mort], Cologne 1923. Landauer donne des éclaircissements sur la motivation de son engagement politique quand il parle des sociaux-démocrates : « Pour eux, celui qui désespère de l'avenir de la société bourgeoise et qui a pourtant un forte pressentiment que l'humanité n'est pas encore arrivée à son objectif, s'exclut du cercle des personnes cultivées » (*ibidem*, p. 48). Il y décrit par la suite l'éloignement de son héros du mouvement social-démocrate induit en erreur par ses chefs.

réformes sociales²; une situation révolutionnaire aiguë de lutte de classe, avec toutes les conséquences possibles de l'illégalité pour l'organisation, aurait retiré à ce corps de fonctionnaires le fondement de son existence et pouvait lui apparaître très difficilement souhaitable. L'intégration progressive, induite par ces facteurs et d'autres encore, du SPD dans l'ordre social et économique de l'Allemagne wilhelminienne était en contradiction plus ou moins évidente avec l'emphase révolutionnaire des objectifs politiques officiels du parti, tels qu'ils avaient été formulés de manière représentative avant tout par Karl Kautsky. Ce processus d'intégration trouvait d'autant plus son expression dans la compréhension théorique que le SPD avait de lui-même que, précisément dans la pensée de Kautsky, la seule et unique importance déterminante revenait aux facteurs objectifs du processus social de transformation; on croyait que les mécanismes socio-économiques du capitalisme d'alors provoqueraient d'eux-mêmes, pour ainsi dire automatiquement³, la révolution et on avait ainsi un alibi pour le manque d'initiative révolutionnaire telle qu'elle était encore revendiquée dans le programme. Une sorte d'"optimisme progressiste fataliste"⁴ devint l'attitude prédominante dans le SPD. C'est avec cet arrière-plan – à peine ébauché – que l'on doit voir l'opposition radicale de gauche de Landauer, mais aussi celle des critiques, dans le détail si différents, tels que Robert Michels, Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek.

Dans son étude de 1907 sur le concept de révolution⁵, en extrême réaction aux conceptions progressistes mécanistes de la social-démocratie contemporaine, Landauer réfutait déjà en définitive la possibilité d'une considération scientifique de l'histoire qui serait soumise à des processus de développement sociaux déterminés. Avec ce principe⁶ – indéniablement marqué de l'empreinte de la doctrine de la "philosophie de la vie", qui était d'actualité à son époque –, Landauer fait sans discontinuer, dans son "Appel en faveur du socialisme"⁷ qui parut d'abord en 1911, le procès de l'idéologie de la social-démocratie d'avant-guerre, d'une manière polémique brillante, mais sans voir celle-ci dans ses relations historiques et sans reconnaître sa fonction sociologique de parti. Pour Landauer, son règlement de comptes critique avec le "kautskisme" du SPD était, dans son "Appel", tout simplement un règlement de comptes avec le marxisme. À côté de la polémique contre la revendication du caractère scientifique de l'idéologie du SPD, la critique de Landauer dans son essai tournait avant tout autour du paradoxe fondamental du "kautskisme", qu'il ébauchait de la manière suivante :

« Il n'y a pas de doute sur le fait que l'on ne peut vouloir ce qui est juste et ce qui a de la valeur que si l'on sait ce que l'on veut; mais – abstraction faite qu'un tel savoir est tout à fait différent de la soi-disant science – cela s'accorde mal que l'on prétende d'un côté, sur la base des lois du soi-disant développement historique, qui doivent avoir la force des lois

² Voir à ce sujet particulièrement Wolfgang Abendroth, *Das Problem der Beziehungen zwischen politischer Theorie und politischer Praxis in Geschichte und Gegenwart der deutschen Arbeiterbewegung* [Le problème des relations entre la théorie politique et la pratique politique dans l'histoire et le présent du mouvement ouvrier allemand], dans : "Neue Gesellschaft", 5^e année (1958), p. 466 sq.

³ Voir à ce sujet particulièrement Wolfgang Abendroth, *loc. cit.*, et Erich Matthias : *Kautsky und der Kautskismus. Die Funktion der Ideologie der deutschen Sozialdemokratie vor dem ersten Weltkrieg* [Kautsky et le kautskisme. La fonction de l'idéologie de la social-démocratie allemande avant la Première Guerre mondiale], dans : *Marxismusstudien* vol. II, Tübingen 1957, p. 151 sq.

⁴ Erich Matthias, *ibidem*, p. 193.

⁵ Gustav Landauer, *Die Revolution*, Francfort-sur-le-Main, sans année (1907).

⁶ Voir à ce sujet les remarques qui ont besoin d'être complétées dans le détail chez Adolf Hemberger, *Das historisch-soziologische Verhältnis des westeuroäischen Anarcho-Syndikalismus zum Marxismus* [Le rapport historico-sociologique de l'anarcho-syndicalisme ouest-européen au marxisme], thèse philosophique, Heidelberg 1963, p. 35 sq. et p. 152 sq. De nombreux passages dans le texte de Landauer sur la révolution rappellent la thèse de Lessing à savoir : *Die Geschichte als Sinngebung des Sinnlosen* [L'histoire donne un sens à l'absurde].

⁷ Dans la suite, les citations sont de : Gustav Landauer, *Aufruf zum Sozialismus*, [Appel en faveur du socialisme], Berlin 1920

naturelles, savoir exactement comment les choses doivent arriver de manière nécessaire et absolue, sans que la volonté et l'action de n'importe quel homme ne puisse changer la moindre chose à cette prédétermination; et que, de l'autre côté, l'on soit un parti politique qui ne peut faire autre chose que de vouloir, de réclamer, d'acquiescer de l'influence, d'agir, et de changer des détails. »⁸

L'examen du processus de bureaucratisation du SPD qu'a effectué Landauer est resté limité à une reconnaissance des symptômes; il n'est pas manifestement allé au-delà du refus chargé de ressentiment des "chefs" et de la centralisation, tel qu'il avait été exprimé par les "Jungen"; il a défini cependant de manière précise l'inadéquation de la théorie kautskienne du parti à un parti révolutionnaire. Robert Michels, dans un traité critique de sociologie du parti, paru la même année que l'"Appel" de Landauer, attira l'attention sur le fait que les éléments fatalistes de cette théorie avaient été, par-delà le processus de bureaucratisation interne du parti, les symptômes de l'obtention d'une capacité d'intégration du SPD.

Landauer se lança à l'assaut du fatalisme à l'égard des facteurs objectifs de transformation sociale, qu'ils ne reconnaissent pas, et il définit, de manière absolument opposée, le socialisme comme « la tendance volontaire, d'hommes qui sont d'accord entre eux, à créer quelque chose de nouveau sur la base d'un idéal »⁹; une phrase qui contient tout le programme de sa "Ligue Socialiste". Avec cette conception unilatérale qui s'oppose au fatalisme kautskien, avec le fait d'hypostasier la pure force révolutionnaire volontaire, Landauer formula le credo de la tradition anarchiste et syndicaliste révolutionnaire dans le mouvement ouvrier allemand, tradition qui s'organisa après 1918 dans la FAUD. Ses idées politiques, transformées par le mouvement anarcho-syndicaliste, sont devenues les mots d'ordre de la "révolutionnarisation des têtes" et du "socialisme comme question culturelle"¹⁰. Un des théoriciens de la FAUD reconnaissait en 1925 : « Pour nous, son "Appel en faveur du socialisme" est bien son œuvre la plus importante, et nous la considérons pour la meilleure qui ait jamais été écrite en Allemagne sur le socialisme »¹¹.

3. La tendance syndicaliste révolutionnaire dans le mouvement ouvrier

a) Les "localistes" et la "Freie Vereinigung deutscher Gewerkschaften" [Fédération Libre des Syndicats Allemands]

Quand les syndicats allemands se réunirent pour leur premier congrès après l'abolition de la Loi contre les socialistes à Halberstadt en mars 1892, le problème de la forme d'organisation se trouva au centre de la discussion. Soumis aux mêmes restrictions du droit de coalition que la social-démocratie¹, les syndicats avaient eux aussi constitué un système d'hommes de

⁸ Gustav Landauer, *Aufruf zum Sozialismus*, p. 25.

⁹ *Ibidem*, p. 4.

¹⁰ Voir Rudolf Rocker, *Prinzipienerklärung des Syndikalismus* [Déclaration de principe du syndicalisme], Berlin 1920, p. 3.

¹¹ "Die Internationale, Organ der Internationalen Arbeiter-Assoziation", Berlin, 1^o année (1925), n^o 4.

¹ Voir ci-dessus le paragraphe traitant du mouvement des "Jungen".

confiance qui assurait la liaison entre les organisations locales isolées pour des objectifs comme la grève, etc.. Ce réseau d'hommes de confiance avait été – étant donné qu'il n'existait pas d'instance d'intégration correspondant aux fractions parlementaires de la social-démocratie – l'unique élément de cohésion entre les groupes locaux jusqu'à ce que la Commission Générale, créée depuis novembre 1890, sous la direction de Carl Legien, fasse finalement adopter au Congrès de Halberstadt la constitution de grandes fédérations syndicales centralisées². Cette forme de fédération centrale n'était possible, dans le cadre des lois existantes sur le droit d'association, que par le renoncement complet à une activité politique, par une autolimitation délibérée aux fonctions de représentation syndicale³. La minorité des délégués à Halberstadt, qui défendaient une forme d'organisation locale (« qui n'offre pas de prise aux lois sur le droit d'association existantes »⁴), n'était pas prête à exercer cette abstinence politique exigée par la fédération centrale. Ils ne croyaient pas pouvoir, dans le cadre de l'ordre social existant, améliorer substantiellement la situation des travailleurs avec des moyens de lutte purement syndicaux et ils exigeaient donc aussi le plein engagement politique révolutionnaire des organisations syndicales. Il s'agissait par conséquent de quelque chose de plus qu'une question technique d'organisation au cours de la discussion au Congrès de Halberstadt que 13 délégués localistes quittèrent finalement en guise de protestation. Par comparaison avec ceux qui étaient organisés centralement, les localistes restèrent dorénavant avec un nombre de membres qui variait autour de 10 000, soit une très petite minorité⁵; « mais leur importance résidait moins dans leur force numérique que dans leur tendance radicalement révolutionnaire »⁶. La querelle entre les fédérations centralisées et l'aile radicale des localistes, qui étaient représentés le plus fortement à Berlin, et parmi lesquels le groupe professionnel des maçons détenait la supériorité numérique, continua d'une manière très agressive de 1892 à 1897. C'est avec le "Premier congrès des syndicats allemands organisés localement ou bien centralement sur la base du système des hommes de confiance", convoqué les 17-19 mai 1897 à Halle a. d. Saale, que se produisit l'émancipation organisationnelle des localistes. Le rapport principal du congrès sur la "Position des syndicats à l'égard de la politique" a été fait par l'architecte gouvernemental en retraite Gustav Kessler⁷, qui avait déjà parlé au Congrès d'Erfurt du SPD en faveur du système des hommes de confiance et contre les essais de centralisation, et qui resta jusqu'à sa mort (1904) la tête intellectuelle de l'organisation. C'est une faible opposition dans les rangs des 38 délégués du congrès qui accepta la résolution de Kessler dans laquelle les mobiles des dissidents localistes de cette époque (1897) se reflètent de manière particulièrement claire :

² Voir à ce sujet Heinz Josef Varain, *Freie Gewerkschaften, Sozialdemokratie und Staat. Die Politik der Generalkommission, unter der Führung Carl Legiens (1890-1920)* [Les syndicats libres, la social-démocratie et l'État. La politique de la Commission Générale sous la direction de Carl Legien (1890-1920)], Düsseldorf 1956, p. 10 sq.

³ Voir à ce sujet W. Kulemann, *Die Berufsvereine* [Les associations professionnelles], vol. II, Iéna 1908, p. 46.

⁴ Extrait de la Résolution proposée par la minorité localiste lors du Congrès de Halberstadt, citée par W. Kulemann, *opus coté*, p. 96.

⁵ D'après Kulemann (*opus cité* p. 45), les syndicats avaient en tout à peu près 350 000 membres en 1890 ; selon les indications de la Commission Générale, il y avait parmi eux à peu près 10 000 localistes. Le nombre de membres des syndicats centralisés s'est accru continuellement et il avait atteint approximativement les 2,5 millions de membres lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, alors que le nombre de localistes était - même si c'est avec des fluctuations - à la baisse.

⁶ C'est ce que dit le comte Saurma-Jeltsch dans : *Der Syndikalismus in Frankreich und die syndikalistischen Tendenzen der deutschen Arbeiterbewegung* [Le syndicalisme en France et les tendances syndicalistes du mouvement ouvrier allemand], Breslau 1920, p. 49.

⁷ Voir l'Appendice biographiques.

« I. Une séparation du mouvement syndical d'avec la politique social-démocrate consciente est impossible sans rendre désespérée et sans paralyser la lutte pour l'amélioration de la situation des travailleurs sur le terrain de l'ordre actuel.

II. Les efforts, de quelque côté qu'ils puissent venir, pour relâcher ou pour briser la relation avec la social-démocratie doivent être considérés comme hostiles aux travailleurs.

III. Les formes d'organisation du mouvement syndical qui gênent ce dernier dans la lutte pour des objectifs politiques doivent être considérées comme défectueuses et condamnables. Le Congrès voit dans la forme d'organisation que s'est donné le Parti Social-démocrate d'Allemagne au Congrès de Halle a. S. en 1890, eu égard à législation existante sur le droit d'association qui concerne également l'organisation syndicale, la disposition la plus appropriée et la meilleure pour la poursuite de tous les objectifs du mouvement syndical. »⁸

La réaction à cette nouvelle fondation ne fut pas précisément enthousiaste du côté du SPD; mais le parti garda, durant les premières années, la neutralité dans la querelle entre les centralistes et les localistes; « autre chose n'était tout bonnement pas possible, car il avait justement dans les syndicats localistes beaucoup de ses camarades les plus anciens et les plus éprouvés »⁹.

La plus haute instance de l'organisation, la Commission Commerciale ainsi nommée, n'avait que des fonctions de pure coordination; elle convoquait les congrès et elle éditait depuis le 19 juillet 1897 l'organe de presse "Die Einigkeit" [L'Union], qui parut régulièrement jusqu'à son interdiction en août 1914. Les organisations locales devaient élire, lors d'une réunion publique, un homme de confiance qui réglait les affaires locales et représentait l'organisation aux congrès. L'initiative de la grève ainsi que les fonds de grève et d'agitation restaient d'abord au niveau des unions locales. Au V^o Congrès, en septembre 1901, on décida ensuite de l'institution d'un fonds de grève central au niveau de la Commission Commerciale, fonds auquel toutes les organisations devaient contribuer proportionnellement au nombre de leurs adhérents, mais déjà lors du congrès suivant, en septembre 1903, l'initiative de la grève et le fonds de grève retournèrent aux organisations locales, car manifestement les paiements à la Commission Commerciale n'étaient pas rentrés. On refusait fondamentalement les conventions collectives et l'on ne voyait dans les caisses de soutien – comme les "Jungen" – qu'un danger de "corruption" du mouvement révolutionnaire¹⁰.

Le nom de "Föderation der sozialistischen Gewerkschaften Deutschlands" [Fédération des Syndicats Socialistes d'Allemagne], qui annonçait clairement l'objectif politique, fut abandonné lors du IV^o Congrès (mai 1900), et, au lieu de celui-ci, on désigna à partir de septembre 1901 l'ensemble de l'organisation "Freie Vereinigung deutscher Gewerkschaften" [Fédération Libre des Syndicats Allemands], nom sous lequel elle exista jusqu'en 1914, puis elle réapparut en 1918 et forma le noyau de cristallisation organisationnel de la FAUD. Lorsque l'interdiction du droit d'association échappa à partir du 1^o janvier 1900 à la loi sur les associations spécifiques à chaque État, il n'y avait plus à proprement parler de nécessité contraignante de s'abstenir politiquement pour des fédérations centrales, et, pour les localistes, l'engagement politique dans une forme d'organisation centraliste aurait été également possible. Pourtant, il ne s'ensuivit aucun rapprochement entre les deux organisations. En particulier à

⁸ Cité par w. Kulemann, *opus cité* p. 98. Kulemann a eu accès, grâce à Fritz Kater, à tous les procès-verbaux de congrès du mouvement des localistes.

⁹ Cité par Rudolf Rocker, *Biographie* par Fritz Kater, p. 15.

¹⁰ C'est ce que dit Kessler lors du II^o Congrès (12-14/04/1898). Voir W. Kulemann, *opus cité*, p. 99. Voir aussi Fritz Kater, *Wie wollen wir uns organisieren ?* [Comment allons-nous nous organiser ?], Berlin 1898.

Berlin, la citadelle des localistes, on en vint à des discussions exaspérées; là, la Commission Générale des syndicats centralisés et la Commission Commerciale des localistes lancèrent des appels à la grève indépendamment l'une de l'autre, et elles s'accusèrent mutuellement de briser des grèves. La direction du parti social-démocrate se vit obligée d'intervenir; le 22 mars 1903, on en arriva, sous sa présidence, à des négociations entre les représentants des fédérations centrales et les représentants de la minorité localiste qui était soutenue par l'aile radicale dans le parti¹¹. Mais la pression de l'organisation de masse centraliste sur la direction du parti fut alors si forte que August Bebel et d'autres dirigeants sociaux-démocrates demandèrent carrément la fusion de la "Fédération Libre" avec les fédérations centrales. Les négociations furent sans résultat, mais l'appel à la fusion de la part du SPD demeura dans les années suivantes et il prit finalement la forme d'un ultimatum.

La "Fédération Libre", qui se considérait jusqu'à présent comme l'avant-garde syndicale de la social-démocratie, dut alors également mener, à côté de son combat avec les syndicats centralisés, la lutte contre la bureaucratie du parti social-démocrate qui succombait à l'influence modératrice des syndicats. Sa fonction devint manifeste, par exemple dans le débat sur la grève de masse (1904-1906) qui fut très important pour le SPD. Le V^o Congrès des syndicats centralisés avait déclaré en mai 1905 qu'il jugeait comme hors de question la grève générale telle qu'elle était soutenue par les anarchistes et par des gens qui n'avaient aucune expérience dans le domaine de la lutte économique¹². En septembre de la même année, le congrès du SPD à Iéna s'occupa du thème de la grève de masse politique, et il approuva une résolution favorable à la grève de masse à la suite d'un discours de Bebel¹³. Là-dessus, il y eut en février 1906, à la Maison des Syndicats de Berlin, une conférence secrète entre des représentants de la Commission Générale et de la direction du parti, laquelle garantit, à l'encontre du sens de la résolution du parti, qu'elle n'avait pas l'intention de propager la grève de masse, mais qu'au contraire elle voulait, pour autant que ce soit possible, chercher à la contrecarrer. C'était une omission, par la direction bureaucratique du SPD, de la volonté des adhérents qui s'était exprimée dans la résolution du congrès, omission qui anticipait en principe la "trahison des chefs ouvriers" d'août 1914. C'est tout naturellement que le rôle de critique des manifestations de ce type revint à la "Fédération Libre". Le compte rendu de cette séance parvint entre les mains des localistes; ils la publièrent tout d'abord dans leur organe de presse sous le titre "Un coup d'œil derrière les coulisses", et ensuite par un appel aux masses ouvrières organisées – qui étaient en effet ignorées – : "Surveillez vos tribuns!"¹⁴. Ils provoquèrent ainsi une grande agitation et beaucoup de bruit. Legien décréta, au Congrès de Mannheim du SPD en 1906, en réaction à tout cela : « Cette organisation n'a plus rien à voir avec la social-démocratie! »¹⁵. Rudoyée par le SPD et désabusée par les concessions de ce dernier au réformisme syndical, l'activité de la "Fédération Libre" consista avant tout

¹¹ C'est ce que dit W. Kulemann, *opus cité*, p. 102.

¹² Ici et pour la suite voir von Saurma-Jeltsch, *opus cité*, p. 46 sq. En particulier, les rapports historiques dans l'organe de la FAUD : "Der Syndikalist", 1^o année (1919) n^o 41 et n^o 52 et 2^o année (1920) n^o 1 : *Parlamentarismus oder direkte Aktion? Dokumente aus der Geschichte des deutschen Syndikalismus, der deutschen Sozialdemokratie und der deutschen Zentralverbände* [Parlementarisme ou action directe? Documents tirés de l'histoire du syndicalisme allemand, de la social-démocratie allemande et des syndicats centralisés allemands].

¹³ Procès-verbal sur les débats du Congrès du Parti Social-démocrate d'Allemagne, qui s'est tenu à Iéna du 17 au 23 septembre 1905, Berlin 1905 ; voir le discours de Bebel p. 285 sq., *Die Abstimmung der Massenstreik* [Le vote sur la grève de masse], p. 343.

¹⁴ "Die Einigkeit" [L'union], 10^o année (1906), n^o 25. Voir aussi, concernant cette "indiscrétion" de l'"Einigkeit", Bebel lors du congrès de Mannheim ; voir le procès-verbal des débats du Congrès du SPD qui s'est tenu à Mannheim du 23 au 29 septembre 1906, Berlin 1906, p. 227 sq.

¹⁵ Procès-verbal du SPD, Mannheim, p. 242.

désormais à clouer au pilori les tendances à l'adaptation dans le SPD et l'arbitraire bureaucratique dans la direction des deux organisations de masse prolétariennes¹⁶.

Un sentiment sensible d'insécurité programmatique gagna le mouvement du fait de cette rebuffade du SPD. On ne pouvait plus s'identifier sans réserve à la tactique du parti, et c'est dans cette situation que le courant anarchiste se mit en évidence dans la "Fédération Libre". Déjà au Congrès d'avril 1898, un délégué berlinois (Andreas Kleinlein¹⁷) avait demandé que l'on soit plus prévenant avec les anarchistes; mais le Congrès avait repoussé par seize voix contre onze la proposition d'accueillir dans l'organisation même des personnes qui n'auraient pas d'engagement social-démocrate¹⁸. Ce n'est qu'après le 29 juillet 1904, date de la mort de Gustav Kessler, qui avait forgé l'indépendance de la "Fédération Libre" comme avant-garde syndicale de la social-démocratie, que ce courant apparut. Le porte-parole qui, avec sa conception "anarcho-socialiste", détermina les objectifs de la "Fédération Libre" jusqu'en 1907 et qui prépara son passage du programme social-démocrate (1897) au programme syndicaliste révolutionnaire (1908), était le médecin berlinois Raphael Friedeberg¹⁹. Friedeberg était actif depuis les années quatre-vingt dans la social-démocratie, il avait collaboré au "Sozialistische Akademiker" [Universitaire Socialiste] (janvier 1885 – décembre 1896), et il fut le premier propriétaire à partir de janvier 1897 des "Sozialistische Monatshefte" [Cahiers Socialistes Mensuels], qui n'avaient pas encore à cette époque-là de tendance révisionniste. À cause de la conduite impuissante du SPD lors des restrictions en 1896 du droit de vote existant en Saxe, il en était arrivé au refus du parlementarisme, et lorsque Kessler commença en 1903 à manifester son antiparlementarisme par un éloignement croissant de la "Fédération Libre" d'avec le SPD, Friedeberg entra en contact avec les localistes²⁰. Peu de jours après la mort de Kessler, le 4 août 1904, il se présenta au Cartel des Syndicats berlinois avec un rapport sur "Parlementarisme et grève générale"²¹. Ce rapport, bientôt diffusé sous forme d'ouvrage imprimé²², fut en même temps la contribution des localistes à la discussion sur la grève de masse dans le SPD. Pour Friedeberg, le mouvement ouvrier allemand était – comme pour les "Jungen" – "affadi" par la pratique du parlementarisme :

« La conception erronée de la nature de l'État, mais tout particulièrement la surestimation du parlementarisme, ont progressivement écarté le prolétariat du terrain de la véritable lutte des classes. La séparation du mouvement ouvrier en parti politique et en mouvement syndical, la neutralisation croissante consécutive des syndicats, qui voient presque exclusivement aujourd'hui leur unique tâche dans l'amélioration du contrat de travail, ont donné le coup de grâce à la lutte des classes. »²³

¹⁶ Un exemple de cette littérature de révélation : Karl Roche, *Aus dem roten Sumpf, oder : Wie es in einem nicht ganz kleinen Zentralverband hergeht* [Communication en provenance du marigot rouge, ou : comment ça marche dans un syndicat centralisé pas si petit que ça ?], Berlin 1909.

¹⁷ Voir le texte de Kleinlein : *Der Syndikalismus in Deutschland* [Le syndicalisme en Allemagne], Bruxelles 1912.

¹⁸ Voir W. Kulemann, *opus cité*, p. 99.

¹⁹ Voir l'Appendice biographique.

²⁰ C'est ce que dit Fritz Kater dans une lettre du 6-11-1932 adressée au Dr. Max Nettlau dans : *Correspondance Fritz Kater -Max Nettlau*.

²¹ Voir à ce sujet *Parlementarismus oder direkte Aktion ?* [Parlementarisme ou action directe ?] dans : "Der Syndikalist", 1^o année (1919) n^o 41.

²² Raphael Friedeberg, *Parlementarismus und Generalstreik* [Parlementarisme et grève générale], Berlin sans date (1904) (Édition "Die Einigkeit"). Ce texte a paru en 1905 en traduction française, en 1907, hongroise, et au cours de la même année, suédoise. Voir la succession Nettlau, p. 198.

²³ *Ibidem* p. 31. Cité également par extraits dans : "Der Syndikalist" 1^o année (1919), n^o 41.

Il apparaissait à Friedeberg que le système de représentation parlementaire cultivait nécessairement la paresse politique, entravait l'engagement personnel de l'ouvrier individuel : « Le parlementarisme ... repose sur le fait que je transfère à autrui ce que je veux exercer comme influence »²⁴. Le parlementarisme, à son avis, n'avait pu apporter que de faibles améliorations à la condition ouvrière, mais son temps était dorénavant écoulé. Il s'agissait de développer l'initiative révolutionnaire individuelle à partir de maintenant :

« La véritable puissance du prolétariat repose sur le plus grand nombre possible de personnalités totalement libres, pénétrées de l'esprit de la lutte de classe : ce nombre ne peut jamais se former à partir du parlementarisme qui repose sur un système représentatif, mais plutôt à partir d'un mouvement syndical porté par l'esprit du socialisme...

Le développement spirituel et moral de la personnalité individuelle; l'organisation indépendante de la consommation et si possible de la production; les actions de masse avec la pleine responsabilité de chaque individu – grèves, fêtes du 1^o mai, boycott –, voilà les conditions préalables de la libération définitive du prolétariat. La libération elle-même, l'abolition de la domination des classes, résultera de la grève générale. »²⁵

Friedeberg considérait que le côté subjectif, la position de l'individu, dans la lutte prolétarienne d'émancipation, étaient examinés de manière plus approfondie chez les théoriciens anarchistes que chez les marxistes qui faisaient autorité à son époque. Il recommandait avec insistance la lecture de la presse anarchiste et des écrits de Kropotkine et autres²⁶. On percevait partout dans les réflexions de Friedeberg – comme chez Gustav Landauer – le malaise vis-à-vis du phénomène que l'on a appelé plus tard le "kautskysme" de la social-démocratie²⁷. C'est en réaction à l'indolence du SPD dans l'action qu'il admit l'impulsion volontariste de l'anarchisme et qu'il chercha à en féconder l'idée de grève de masse qui était justement d'actualité au plus haut point. L'agitation de Friedeberg en faveur de la grève de masse et de la grève générale ne contribua pas peu au fait que le Congrès de Iéna du SPD (septembre 1905) mit la question de la grève de masse à son ordre du jour²⁸. Son agitation mettait en effet toujours l'accent sur la grève générale qui devait être, selon les conceptions anarchistes, le prélude immédiat de la révolution sociale. Les oppositionnels radicaux, groupés dans le SPD autour de Rosa Luxemburg, avaient beaucoup de peine pour clarifier aux yeux des sociaux-démocrates la différence entre cette idée authentiquement anarchiste-syndicaliste et la grève de masse politique comme moyen de la lutte de classe²⁹. Même dans l'agitation ultérieure de la "Fédération Libre", cette différenciation ne s'est jamais exprimée clairement.

²⁴ Raphael Friedeberg, *Parlamentarismus*, p. 20.

²⁵ Raphael Friedeberg, *Parlamentarismus*, p. 32.

²⁶ *Ibidem*, p. 29.

²⁷ Voir plus haut le paragraphe relatif à la critique du SPD par Gustav Landauer. Friedeberg anticipe dans une certaine mesure la critique du SPD par Landauer dans un essai : *Historische Materialismus und Klassenkampf* [Matérialisme historique et lutte des classes] d'avril 1907 dans lequel il exposait entre autres : « Plus les influences matérielles et les données d'expérience psychiques sont domptées dans le cerveau humain, plus le cerveau humain se rend indépendant, et plus le marxisme devient faux, plus le matérialisme historique sera remplacé par un "psychisme historique" ; et plus les facteurs psychiques, qui luttent petit à petit contre le pouvoir matériel en tant que pouvoir autonome, deviennent déterminants. Le psychisme historique veut dire que les relations spirituelles exercent de leur côté la force la plus puissante sur les rapports matériels... ». Cité par Max Nettlau, succession, p. 199 B.

²⁸ Voir à ce sujet Carl E. Schorske, *German Social Democracy 1905-1917, the Development of the Great Chism*, Cambridge-Massachusetts, 1955, p. 49.

²⁹ Voir à ce sujet Clara Zetkin lors du Congrès du parti à Iéna : « Alors que la grève de masse politique exige la concentration de la puissance respectivement politique, économique, intellectuelle et morale, disponible du prolétariat sur un objectif entièrement déterminé, strictement limité, la grève générale anarchiste veut

Dans une autre grande réunion au Cartel des Syndicats à Berlin, en août 1905, à laquelle participaient environ 3000 personnes³⁰, Friedeberg caractérisa de nouveau la propagande et le lancement de la grève générale comme la tâche la plus importante de l'époque pour le prolétariat allemand, et il demanda la formation d'un nouveau parti "anarcho-socialiste". C'est sous son influence que la "Fédération Libre" établit son nouveau programme qui fut entériné par son VII^e Congrès (16-19 avril 1906) et dans lequel la revendication de la grève de masse ou la grève générale fut prise en compte. On revendiquait dans ce programme :

« La formation et le développement de syndicats qui mènent la lutte quotidienne visant à l'amélioration du niveau de vie et des conditions de travail, mais qui soutiennent aussi les entreprises visant à abolir la domination de classe, qui soient fondés selon la conception socialiste du monde et qui trouvent leur expression dans la propagande en faveur de l'idée de la grève de masse ou de la grève générale. »³¹

La phraséologie de cette formule programmatique générale coïncidait presque mot pour mot avec celle de la "Confédération Générale du Travail" (CGT) qui apparut dans la Charte d'Amiens du mois d'octobre de la même année. Cependant, une profession de foi formelle en faveur l'idée du syndicalisme révolutionnaire ne l'accompagnait pas encore à cette époque (1906). Quand, en 1907, des appels répétés à la fondation d'un parti radical de gauche se produisirent et quand on en arriva au refus de soutenir les candidats sociaux-démocrates dans la lutte électorale³², la relation tendue de la "Fédération libre" avec le SPD s'acheminait vers l'épreuve de vérité. Le Congrès d'Essen du SPD (septembre 1907) condamna « la forme d'agitation menée par de nombreux membres des syndicats localistes en contradiction avec le programme du parti »³³; il les invitait à entrer résolument dans les syndicats centralistes et il mandatait le Comité Directeur du parti pour des négociations ultérieures. Étant donné que la Commission Commerciale de la "Fédération Libre", conformément aux résolutions de son VII^e Congrès, repoussa des négociations ultérieures, le Comité Directeur du parti s'adressa directement aux syndicats professionnels. Rocker relate³⁴ des formulations sous forme d'ultimatum, qui n'apparaissent naturellement pas dans les textes officiels, mais qui sont totalement vraisemblables dans la pratique des négociations. Dans cette situation, la Commission Commerciale convoqua un congrès extraordinaire en février 1908. C'est comme porte-parole de la majorité serrée du Congrès qui était contre la fusion avec les syndicats centralisés que se présenta le maçon Fritz Kater³⁵, lequel avait été en étroit contact avec les "Jungen"³⁶ en tant que rédacteur de la "Magdeburger Volksstimme" [Voix du Peuple de

chambouler tout l'ordre capitaliste au moyen par la cessation générale du travail ». Voir le Procès-verbal relatif aux débats du congrès du SPD qui s'est tenu à Iéna du 17 au 23 septembre 1905, Berlin 1905, p. 334.

³⁰ Voir w. Kulemann, *opus cité*, p. 104. Voir aussi "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 41.

³¹ Programme de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands" et la résolution concernant les grèves et les lock-out avec exposé des motifs, publiés par la Commission Commerciale, Berlin 1906, p. 3. Les passages les plus importants se trouvent également chez W. Kulemann, *opus cité*, p. 1054 sq.

³² Voir par exemple "Die Einigkeit", 11^o année (1907), n^o 28. Voir aussi W. Kulemann, *opus cité*, p. 107.

³³ Procès-verbal sur les débats du Congrès du Parti Social-démocrate d'Allemagne, qui s'est tenu à Essen du 15 au 21 septembre 1907, Berlin 1907, p. 409.

³⁴ Rudolf Rocker, *Biographie de Fritz Kater*, p. 15, fait état de l'ultimatum du Congrès d'Essen adressé à la "Fédération Libre" pour qu'elle se rattache aux syndicats centralisés dans un délai d'un an ; en cas de non-respect de cet ultimatum, les dirigeants de cette organisation seront exclus du SPD.

³⁵ Voir l'Appendice biographique.

³⁶ Voir à ce sujet Rudolf Rocker, *Biographie de Fritz Kater*, p. 11. Rocker fait état par exemple du fait que Kater s'était vu refuser une aide financière par la direction du SPD lorsqu'en 1891 il avait dû purger une détention pour motifs politiques étant donné qu'« il sympathisait trop souvent avec les "Jungen" ». Kater avait refusé un mandat

Magdebourg], et qui, lors du Congrès d'Erfurt du SPD, avait voté contre leur exclusion; il avait été pendant de longues années l'homme de confiance des maçons avant d'effectuer avec Gustav Kessler en 1897 la fondation de la "Fédération Libre" dont il fut nommé le plus haut responsable à l'organisation professionnelle à partir de 1903. Kater avait repoussé des offres pour prendre un poste élevé de fonctionnaire dans le parti ou dans les syndicats centralisés et il sortit du SPD en 1908 après vingt ans en qualité de membre actif, étant donné que – comme il l'exposa au Congrès – la social-démocratie, sous l'influence des syndicats centralisés, avait abandonné dans la pratique la partie fondamentale du programme d'Erfurt. La pratique du syndicalisme révolutionnaire français, que l'on discuta dans de nombreux pays européens après le Congrès d'Amiens (1906)³⁷ de la CGT, sembla à Kater être la plus conforme aux vieilles revendications social-révolutionnaires; elle lui apparut « comme une nouvelle révélation »³⁸. Son discours au Congrès fut le virage définitif de la "Fédération Libre" vers le syndicalisme révolutionnaire, bien que Kater lui-même n'ait pu complètement se détacher idéologiquement de la social-démocratie qu'après la Première Guerre mondiale sous l'influence de Rudolf Rocker³⁹. Il donnait les méthodes de lutte de classe de la CGT en exemple dans son discours du Congrès⁴⁰ :

« Le combat ne peut pas ... à leur avis être mené par la participation à la législation; ils n'entendent pas en cela qu'ils doivent n'appartenir à aucun parti, mais ils veulent dire qu'il faut mener la lutte de classe dans le domaine économique par la grève générale, l'action directe^(*), le sabotage, ce que l'on appelle la résistance passive, etc.. »⁴¹

Si l'on comprend bien les résolutions prises lors du VII^e Congrès, la "Fédération Libre" ne se différenciat en aucune façon des syndicats révolutionnaires français et italiens. Mais en même temps, Kater refusait l'étiquette de "Syndikalismus", car : « Nous n'avons pas besoin d'affubler nos syndicats allemands de noms en langue étrangère »⁴². Avec cette fondation prosaïque, Kater dissimulait sans doute tout simplement ses craintes pour la persistance de l'organisation. C'est à cause de ces craintes qu'il en vint à la rupture avec Friedeberg, lequel avait évolué « vers la gauche », c'est-à-dire tout à fait vers l'anarchisme. Kater pensait – surtout dans une situation où une très forte minorité était pour l'incorporation de la "Fédération Libre" dans les syndicats centralisés – ne pas pouvoir exiger de la masse des adhérents, qui était, tout comme auparavant, enracinée dans la tradition social-démocrate, un tel changement brusque de raison sociale, sans mettre en danger l'existence de l'ensemble du mouvement⁴³. Et

au Reichstag « parce qu'il ne pensait pas que l'on puisse réformer un État militaire comme l'Allemagne par des moyens parlementaires » ? (*ibidem* p. 12).

³⁷ Voir à ce sujet Eigen Naef, *Zur Geschichte des französischen Syndikalismus* [Histoire du syndicalisme français], Zurich 1953, p. 75. Et aussi : Colette Chambelland, *Le syndicalisme ouvrier français*, Paris 1956, p. 37 sq. Lors du congrès d'Amiens, le syndicalisme révolutionnaire s'imposa en France contre le syndicalisme réformiste et il domina au moins jusqu'en 1912. La Charte d'Amiens, qui fut adoptée par ce congrès, est le programme classique du mouvement syndical français. Elle est encore reconnue aujourd'hui - avec quelques coupes dans le pathos révolutionnaire - comme la base du travail socialiste dans les syndicats.

³⁸ Rudolf Rocker, *Biographie de Fritz Kater*, p. 16.

³⁹ Rocker décrit cette conversion définitive de Kater pendant une période de détention passé en commun en 1920 dans la prison de Berlin dans ses *Mémoires* : Rudolf Rocker, *Memoiren* vol. II, p. 135 sq.

⁴⁰ Voir "Einigkeit" 12^e année (1908), n^o 5. Publication indépendante : Programme de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands" et Résolution concernant les grèves et les lock-out avec exposé des motifs, Berlin 1908.

(*) En français dans le texte (NdT).

⁴¹ *Ibidem*, p. 12.

⁴² *Ibidem*, p. 12.

⁴³ Voir à ce sujet la lettre de Kater à Max Nettlau : « À cause de la responsabilité de notre mouvement, je ne pouvais et ne devais pas participer à de tels sauts soudains. En tant que président responsable d'un mouvement et homme de confiance de ses plusieurs milliers de membres, j'ai été obligé de me dire que si le mouvement ne doit

en effet, le Congrès en arriva à la scission; le vote donna 91 voix contre la dissolution de la "Fédération Libre" et 48 pour. Sur les 17 000 membres environ que comptait la "Fédération Libre" en 1907, 8 000 en gros passèrent aux syndicats centralisés; et parmi eux, la "Fédération Libre des Maçons" qui avait été jusque-là le plus fort groupe professionnel des localistes⁴⁴; les 9 000 autres environ se reconnurent dans le programme orienté vers le syndicalisme révolutionnaire, présenté dans les discours au Congrès de Kater. Le nombre d'adhérents continua à évoluer à la baisse jusqu'à la première guerre mondiale; il était d'environ 6 000 en 1914⁴⁵. L'intense activité de propagande de l'organisation fut renforcée à partir d'octobre 1911 par un autre organe de presse, qui parut dans la maison d'édition de Kater à Berlin sous le nom de "Der Pionier"⁴⁶ [Le Pionnier]. Le rédacteur en chef de cette feuille, Fritz Köster, qui avait déjà travaillé avec Kater à la "Magdeburger Volksstimme", journal oppositionnel au sens des "Jungen", et qui avait appartenu ensuite aux "Socialistes Indépendants", annonçait dans l'introduction programmatique de sa feuille :

« Mais nous vous apporterons la preuve que c'est vous, les chefs sociaux-démocrates, qui avez détourné la doctrine si simple du socialisme et qui avez encouragé les masses dans l'illusion que c'est par vous, par vos représentants, par le rafistolage légal, que le peuple pourra être délivré de ses peines. Exactement de même que l'Église et que les prêtres ont saboté la doctrine fondamentale du christianisme et qu'ils ont livré les croyants aux puissants, vous avez assassiné avec la même infamie les instincts révolutionnaires chez les masses, et vous vous sentez comme les soutiens stipendiés du système exactement de la même façon que vos collègues noirs de l'Église. »⁴⁷

Le style de la feuille était beaucoup plus agressif que celui de la "Einigkeit" et il était empreint d'une manière indéniable d'anarchisme. On en arriva même à des tensions, qui avaient des causes idéologiques et personnelles, entre Fritz Kater, en tant que rédacteur en chef de la "Einigkeit" et l'anarchiste plus radical Fritz Köster⁴⁸, tensions qui produiront encore plus tard un effet de désintégration à l'intérieur de la FAUD. Dans l'agitation ultérieure de la "Fédération Libre", jusqu'à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la propagande anti-religieuse prit une place importante. Et également – selon la méthode diffusée dans le syndicalisme révolutionnaire français sous le mot d'ordre de "malthusianisme" – le travail d'explication sur la limitation des naissances prolétarienne. Enfin, la propagande anti-militariste fut intensifiée, en liaison permanente avec le Bureau Anti-militariste International, fondé par Domela Nieuwenhuis à Amsterdam, ce qui eut pour conséquence que la "Einigkeit" et "Der Pionier", de même que le "Freie Arbeiter" des anarchistes, furent interdits dès la mi-

pas être complètement démantelé brutalement, la position intellectuelle prise en 1904 et 1905 doit s'enraciner en grande partie dans le mouvement d'ensemble... Si moi et mes amis proches n'avions pas agi de la sorte, je parie à mille contre un qu'il n'y aurait pas de mouvement anarcho-syndicaliste aujourd'hui en Allemagne, et pas d'IAA non plus ». Lettre de Fritz Kater au Dr Max Nettlau du 6 novembre 1932 dans : *Correspondance* Fritz Kater -Max Nettlau.

⁴⁴ Voir Procès-verbal sur les débats du Congrès du Parti Social-démocrate d'Allemagne, qui s'est tenu à Nuremberg du 13 au 19 septembre 1908, Berlin 1908, p. 17 sq. La "Fédération Libre des Maçons" passa avec 2112 membres au syndicat centralisé. Environ une centaine d'hommes resta dans la "Fédération Libre" et ils fondèrent un nouveau syndicat local à Berlin.

⁴⁵ Concernant ces données chiffrées comme pour les suivantes, il s'agit en général d'interpolations effectuées à partir de différentes informations qui sont parfois très contradictoires.

⁴⁶ "Der Pionier, unabhängiges Sozialrevolutionäres Organ" [Le Pionnier, organe social-révolutionnaire indépendant], 1^o année (1911)sq.

⁴⁷ "Der Pionier", 1^o année (1911) n^o 1. Au cours des quatre années du "Pionier", il a paru des contributions entre autres de D. F. Nieuwenhuis, B. Wille, J. Most, P. Kropotkine, p. Ramus, F. Brupbacher, F. Oerter.

⁴⁸ Voir à ce sujet Fritz Köster dans "Die Schöpfung" [La Création], 1^o année (1921), n^o 59.

août 1914. L'agitation de la "Fédération Libre", qui était infime à côté des associations du SPD qui comptaient des millions de membres et des "Syndicats Libres", n'atteignait pas de vastes cercles. On ne pouvait pas non plus prétendre que, grâce à elle, le syndicalisme révolutionnaire de style latin avait pris pied en Allemagne⁴⁹; ce furent avant tout – comme cela devint particulièrement manifeste au vu de l'attitude de Kalter en 1908 – des sociaux-démocrates assurément déçus mais, tout comme auparavant, authentiques, qui, avec un certain soutien du camp anarchiste dans une situation caractérisée par le manque d'orientation (après l'exclusion du SPD), recoururent à la nouvelle théorie politique qui était la plus proche, et qui se réunirent sous ce nouvel emblème. Le syndicalisme révolutionnaire ne joua en Allemagne un rôle indépendant qu'après 1918 – au moment où, en France, il avait déjà fini de jouer son rôle et où il s'était retiré devant le syndicalisme réformiste qui avait une pratique proche de celle des syndicats centralisés allemands⁵⁰.

b) La sociologie critique du parti de Robert Michels

Ce n'est pas en effet dans le cadre organisationnel de la "Fédération Libre", mais en liaison avec elle, et à partir du même sentiment d'insatisfaction révolutionnaire vis-à-vis du SPD, que l'accueil intellectuel de la théorie syndicaliste révolutionnaire se produisit en Allemagne¹ par l'intermédiaire du docteur Robert Michels². Sa sociologie critique du parti, dans ce contexte, est avant tout intéressante – comme la critique du SPD de la part de Landauer – en tant que réaction au renforcement et à la bureaucratisation croissante de la social-démocratie allemande. Michels, qui était actif depuis 1902 dans le SPD, fut en contact amical permanent, à partir du début de 1904, avec les théoriciens intellectuels du syndicalisme révolutionnaire français gravitant autour de Georges Sorel³. Au cours des années de son activité dans le mouvement ouvrier allemand (1902-1907), il constitua à Marbourg/Lahn le centre d'un groupe oppositionnel dans le SPD, qui se réunissait autour « de l'accent mis sur un idéalisme plus vivant dans le parti, de la négation des partis centristes et de la politique des alliances, du refus

⁴⁹ L'influence directe du syndicalisme révolutionnaire français a été minime et sa connaissance superficielle. Voir à ce sujet la bibliographie dans "Die Einigkeit", 17^e année (1913) n° 17, supplément. Cette bibliographie ne comporte qu'une seule brochure se rapportant au syndicalisme révolutionnaire français : F. Challaye *Revolutionärer und reformistischer Syndikalismus*, Tübingen 1913. Il s'y est ajouté au cours de la même année l'exposé publié comme cours d'habilitation pour l'université de Leipzig : Kurt a. Gerlach, *Theorie und Praxis des Syndikalismus*, Leipzig 1913. Voir à ce sujet "Die Einigkeit" 18^e année (1914), n° 3, supplément. Ces textes n'ont été connus que dans un cercle étroit de militants de la "Fédération libre".

⁵⁰ En France, la minorité révolutionnaire se sépara en décembre 1921 du tronc de la CGT et elle se constitua en "Confédération Générale du Travail Unitaire" (CGTU). Voir Colette Chambelland, *opus cité*, p. 59 sq.

¹ L'accueil intellectuel a eu lieu dans "Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik" édité par Max Weber et Werner Sombart. Voir : Hubert Lagardelle (un élève favori de Sorel à côté d'Édouard Berth) : *Die syndikalistische Bewegung Frankreichs* [Le mouvement syndicaliste révolutionnaire de France], vol. XXVI (1908) ; *Die gegenwärtige Lage des Syndikalismus* [La situation actuelle du syndicalisme révolutionnaire], *ibidem*. Christian Cornelissen (éditeur du "Bulletin International du Mouvement Syndicaliste" et collaborateur permanent de "Die Einigkeit") *Die neuste Entwicklung des Syndikalismus* [L'évolution la plus récente du syndicalisme révolutionnaire], vol. XXXVI (1913).

² Pour la biographie politique de Robert Michels, voir la postface de Werner Conze à la réimpression de la seconde édition de : Robert Michels, *Soziologie des Parteiwesens* [Sociologie du système des partis].

³ Voir Robert Michels : *Eine syndikalistisch gerichtete Unterströmung im deutschen Sozialismus (1903-1907)* [Une lame de fond de tendance syndicaliste révolutionnaire dans le socialisme allemand (1903-1907)] dans : *Festschrift für Carl Grünberg zum 70. Geburtstag* [Publication en hommage à Carl Grünberg pour son 70^e anniversaire], Leipzig 1932, p. 343 sq.

du parlementarisme ainsi que de l'appel passionné à la jeunesse »⁴. Ce groupe, qui ne jouait pas un rôle notable à l'intérieur de l'organisation social-démocrate, avait les sympathies des radicaux de gauche réunis dans le SPD autour de Rosa Luxemburg. Le rapport de Michels vis-à-vis de l'organisation qui correspondait le mieux à ses aspirations – la "Fédération Libre" – oscillait entre attraction et répulsion, de la même manière que celui des théoriciens intellectuels (Sorel, Lagardelle, Berth) en France vis-à-vis des praticiens militants (Pouget, Pelloutier, etc.) et du mouvement lui-même⁵. En 1906, il reconnut à l'égard des localistes que l'esprit qui vivait dans ces syndicats était tout à fait socialiste. Le syndicaliste à la mentalité bourgeoise, « ce phénomène fréquent dans les syndicats neutres centralisés », ne pouvait se rencontrer que de façon isolée chez eux dont les institutions d'assistance n'étaient développées que de manière extrêmement faible et sur des fondements de principe⁶. En février de la même année, il constata, lors d'un congrès syndical international à Paris, la situation d'impuissance, par rapport aux puissantes associations syndicales centralisées, du mouvement allemand des localistes, qui était le plus proche, pour ce qui concerne les principes du fédéralisme et de l'action directe de masse, du syndicalisme révolutionnaire français⁷. Rétrospectivement, son jugement sur la "Fédération Libre" était encore plus sévère; elle « ne pouvait compter sur aucune grande personnalité, elle manquait complètement d'énergie et elle n'avait à chaque fois d'existence réelle que "localement" »⁸. Il ne reconnaissait pas le docteur Friedeberg comme un théoricien socialiste. Le psychisme anti-marxiste de Friedeberg et son idée de la grève générale anti-parlementaire ont été trop étroits et en même temps trop improvisés et trop peu achevés pour exercer un fort effet centripète⁹.

Pour Michels lui-même, la formulation de nouvelles idées programmatiques était moins importante que l'explication de la disproportion entre les dimensions gigantesques du parti ouvrier allemand et son impuissance révolutionnaire¹⁰. En tant que jeune intellectuel bourgeois à l'état d'esprit radical qui a rejoint SPD, il se heurta bientôt partout dans la pratique politique à l'indolence des masses ouvrières et au pouvoir discrétionnaire du sommet bureaucraté de l'organisation. En France, c'est avant tout la déception provoquée par l'activité parlementaire du mouvement ouvrier, caractérisée sous le nom de Millerand, qui a conduit à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire à partir de 1904 environ¹¹. Michels comprit, de manière totalement similaire, son activité oppositionnelle dans le SPD comme « une réaction organique suscitée par le dégoût de la politique du parti et de ses conséquences, une rébellion contre la médiocrité de la direction professionnelle du parti ... une lutte de l'idéologie contre la fin en soi qu'est devenue l'organisation »¹². C'est à partir de cette attitude fondamentale qu'il entreprit l'analyse critique de la social-démocratie allemande. Dans un premier essai volumineux de l'année 1906¹³, il en arriva, en connexion avec la critique originaire du cercle

⁴ *Ibidem*, p. 353.

⁵ Voir à ce sujet de préférence : Robert Goetz-Girez, *La pensée syndicale française, militants et théoriciens*, Paris 1948, p. 30 sq.

⁶ Robert Michels, *Die deutsche Sozialdemokratie, 1. Parteimitgliedschaft und Zusammensetzung* [La social-démocratie allemande, 1. Appartenance à un parti et composition], dans : "Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik", vol. XXIII (1906), p. 497.

⁷ S. H. Lagardelle, A. Labriola, R. Michels, *Syndicalisme et socialisme*, Paris 1908. On y trouve le discours de Michels (p. 21-34) : *Le Syndicalisme et le Socialisme en Allemagne*, Paris 1908. Le discours de Michels a été publié aussi en langue allemande dans l'organe de la "Fédération Libre" : voir "Die Einigkeit", 10^e année (1906), n° 21-25.

⁸ Robert Michels : *Eine syndikalistisch gerichtete Unterströmung im deutschen Sozialismus*, loc. cit., p. 361.

⁹ Robert Michels : *Eine syndikalistisch gerichtete Unterströmung im deutschen Sozialismus*, loc. cit., p. 360.

¹⁰ Il a comparé à l'occasion de façon radicale la social-démocratie à un géant qui n'était pas en mesure, malgré ses membres, de mettre enceinte une vierge. *Ibidem*, p. 350.

¹¹ Voir Eugen Naef, *opus cité*, p. 42 sq.

¹² Robert Michels : *Eine syndikalistisch gerichtete Unterströmung im deutschen Sozialismus*, loc. cit., p. 353.

¹³ Robert Michels, *Die deutsche Sozialdemokratie*, loc. cit.

des "Jungen"¹⁴, à l'observation du caractère petit bourgeois du SPD de l'époque. Celui-ci ne doit cependant pas être expliqué – à la manière de la critique des "Jungen" – par l'affluence de masse des couches sociales petites bourgeoises; Michels met au contraire en évidence, avec son matériau statistique sur les associations, que, en comparaison avec le mouvement ouvrier italien par exemple, la social-démocratie possède une très grande "homogénéité sociale" prolétarienne. Il attribue un certain rôle dans le processus d'"embourgeoisement" à ces gens « qui, grâce à la lutte salariale de la classe ouvrière et aux représailles politiques du patronat, ont été transformés en petites personnes indépendantes, en "petits bourgeois" »¹⁵. Mais la cause principale de ce processus ne doit pas être cherchée dans ce phénomène. Elle consiste dans le fait que le parti social-démocrate aussi bien que les syndicats ont un besoin, qui correspond à leur gigantisme, « d'hommes qui trouvent leur profession exclusive à servir ces machines-monstres : rédacteurs de presse, secrétaires du parti, comptables, libraires et autres fonctionnaires »¹⁶. Dans l'appareil bureaucratique du parti ou des syndicats, les meilleurs éléments du prolétariat connaissent une « métamorphose radicale de leurs fonctions sociales »¹⁷. De "travailleurs manuels", ils deviennent des "travailleurs intellectuels", et ce changement de statut social les éloigne nécessairement du prolétariat, les fait passer dans la "petite bourgeoisie", et dans des cas exceptionnels dans la "moyenne bourgeoisie".

Michels, après sa sortie du parti qui se produit en 1907, essaya, dans un autre essai détaillé¹⁸, de montrer les conséquences que cet « embourgeoisement à travers l'appareil bureaucratique du parti » avait pour la tactique politique du SPD et pour sa position dans le socialisme international. Il constate un renversement pour ce qui concerne l'importance internationale du SPD : on passe tout simplement de son caractère exemplaire, qui a duré des années, comme parti ouvrier en Europe à la perte de toute force de rayonnement sur le prolétariat européen. Bien que « le parti de loin le plus grand, le plus puissant, le plus riche, le plus strictement organisé, du prolétariat international »¹⁹, il n'est politiquement pas moins impuissant que n'importe lequel de ses partis-frères plus faibles. Michels démontre ce renversement du SPD, de l'avant-garde à l'arrière-garde du mouvement ouvrier international, par l'attitude de celui-ci à l'égard des deux nouvelles idées rajeunissantes dans le socialisme international, peu après le tournant du siècle : l'idée de la grève générale et l'anti-militarisme prolétarien. La social-démocratie allemande fut le parti ouvrier en Europe qui se ferma le plus âprement à ces deux idées. La stagnation social-révolutionnaire du mouvement ouvrier allemand est déterminée par des facteurs extérieurs comme l'existence « d'une classe féodale qui possède une singulière conscience de soi et un savoir-faire politique », la présence d'un « corps de fonctionnaires fidèlement dévoué » à cette classe, et l'absence d'un « véritable libéralisme bourgeois » comme précurseur du prolétariat, etc.²⁰. Mais la raison la plus profonde de la faiblesse du SPD réside « dans la quintessence de parti politique de la social-démocratie elle-même, en tant que parti exclusif de lecteurs de journaux et d'électeurs, doté d'un grand appareil bureaucratique »²¹, qui est incapable d'accueillir des idées nouvelles – et même, dans le cas de la grève générale, des idées spontanistes, et donc ayant pour objectif de faire bouger la base de masse.

¹⁴ Il cite *Klassenkampf in der Sozialdemokratie* [La lutte de classe dans la social-démocratie] (1892) de Hans Müller ; *ibidem*, p. 550.

¹⁵ Robert Michels, *Die deutsche Sozialdemokratie*, loc. cit., p. 353.

¹⁶ *Ibidem*, p. 541.

¹⁷ *Ibidem*, p. 541.

¹⁸ Robert Michels, *Die deutsche Sozialdemokratie im Internationalen Verbands. Eine kritische Untersuchung* [La social-démocratie allemande dans le cadre international. Une analyse critique], dans : "Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik", vol. XXV (1907), p. 148 sq.

¹⁹ Robert Michels, *ibidem*.

²⁰ *Ibidem*, p. 229 sq.

²¹ *Ibidem*, p. 229.

C'est dans l'expérience pratique, que Michels connut avec le SPD de 1902 à 1907, qu'il trouva la compréhension du caractère oligarchique – qu'il estimait de manière négative – d'un parti de masse moderne et c'est cette compréhension qu'il hypostasie ensuite, dans son œuvre parue en 1911, "Contribution à la sociologie de la nature du parti", sous la forme d'« une loi d'airain de l'oligarchie »²². Bien que les catégories sociologiques, relatives aux groupements, de cette œuvre²³, qui est de manière prédominante descriptive, soient encore dans une certaine mesure grossières, celle-ci est pourtant reconnue généralement aujourd'hui comme un travail de pionnier incontesté²⁴. Le caractère symptomatique de cette œuvre est important dans le contexte de cet exposé; il indique la fin du processus de bureaucratisation du SPD et il pose avec insistance la question de la démocratie interne dans le parti, qui créa ensuite, au cours de la première guerre mondiale, la disposition psychologique pour la naissance des organisations communistes de gauche et syndicalistes révolutionnaires. À partir de ses hypothèses syndicalistes révolutionnaires, Michels a fait dans sa sociologie critique du parti, sous une forme différente et plus précise, ce que Gustav Landauer avait commencé, à partir de ses fondements anarchistes, dans son "Appel en faveur du socialisme"; les deux œuvres sont les principales pièces de la critique de gauche non marxiste au SPD avant la première guerre mondiale. On peut admettre avec certitude que les analyses de Michels étaient connues des chefs intellectuels du syndicalisme révolutionnaire et du communisme de gauche après 1918²⁵. Plus étonnant est le fait que déjà avant la guerre mondiale, dans des cercles d'adhérents à la social-démocratie plus larges, des voix s'exprimèrent qui critiquèrent le phénomène de bureaucratisation d'une manière qui était assurément moins brillante que les exposés de Michels mais qui concordait complètement avec eux au départ. C'est ainsi qu'un orateur rendait compte, dans la discussion au Congrès du parti de Iéna (septembre 1913), de l'opinion qui était largement répandue dans les ateliers et les usines : « Nos chefs se sont déjà trop rapprochés des idéaux bourgeois, ils essaient de freiner »²⁶. Un autre orateur, lors du même congrès, tenta d'expliquer pourquoi « la vie interne du parti était devenue insatisfaisante »²⁷ :

« Du fait de la concentration de l'organisation, du fait de la centralisation que nous avons copiée sur les syndicats, les camarades ont perdu naturellement toute vue d'ensemble et c'est le fonctionnaire ou le secrétaire qui devient de plus en plus celui qui maîtrise seul tout le mécanisme; c'est en cela qu'il devient une personne autoritaire... Il s'ajoute encore à cela que les camarades peuvent compter sur le fait que leur fonctionnaire

²² Robert Michels *Zur Soziologie des Parteiwesens in der moderne Demokratie, Untersuchung über die oligarchischen Tendenzen des Gruppenlebens* [Contribution à la sociologie de la nature du parti dans la démocratie moderne. Analyse des tendances oligarchiques dans la vie de groupe], Stuttgart 1925.

²³ Dans son essai de l'année 1906 sur le SPD, inséré dans sa monographie, Michels s'efforce toujours d'apporter des preuves empiriques et statistiques relatives aux groupements.

²⁴ Voir à ce sujet Werner Conze dans : *Robert Michels, Soziologie des Parteiwesens*, p. 379-406. L'analyse de Michels est la première étude sociologique relative aux groupements après celle d'Ostrogorski, *La Démocratie et l'Organisation des Partis politiques*, Paris 1903.

²⁵ Voir par exemple "Arbeiterpolitik", 1^o année (1916), n^o 56, c'est-à-dire l'organe des radicaux de gauche de Brême : « Le destin de tout leadership dans l'histoire a fait aussi ses preuves avec la bureaucratie du mouvement ouvrier. D'abord des hommes de confiance et des chefs occasionnels en paroles et en actes, ensuite détenant un leadership permanent, le fonctionnariat, de serviteurs ils sont devenus les maîtres. Cela fait déjà plusieurs années que l'on a attiré l'attention sur cette évolution. L'ancien camarade, qui fut ensuite un écrivain syndicaliste, Robert Michels (en ce moment professeur de sociologie en Italie) a étudié dans une analyse cinglante la psychologie du leadership ouvrier, et en effet il n'y a là absolument aucun résultat positif pour le mouvement ouvrier ».

²⁶ Procès-verbal sur les débats du Congrès du Parti Social-démocrate d'Allemagne, qui s'est tenu à Iéna du 14 au 20 septembre 1913, Berlin 1913, p. 287.

²⁷ *Ibidem*, p. 246.

dirigera tout pour le mieux et qu'ils n'auront pas besoin de se soucier autant des choses. Nous attendons la consigne du commandement de district, et l'on se mobilise quand elle est donnée, mais pas avant. Étant donné que l'on compte sur l'initiative des fonctionnaires administratifs et de la direction du parti, l'initiative des organisations et des membres est limitée. »²⁸

Le malaise latent des membres de la social-démocratie à l'égard de leurs dirigeants, qui s'est manifesté par ces voix en septembre 1913, s'empara bientôt, après "la trahison des chefs ouvriers" en août de l'année suivante, de grands cercles ouvriers et il se transforma finalement, à l'intérieur du mouvement ouvrier, en une force politique motrice.

4. La tendance spontanéiste dans le mouvement ouvrier

a) Les prémisses de la spontanéité chez Rosa Luxemburg

La critique marxiste, au sens des deux mouvements de rénovation, ainsi que Robert Michels les nommait, dans le mouvement ouvrier international de la première décennie du XX^e siècle – à savoir l'idée de la grève de masse politique et l'anti-militarisme prolétarien – a été représentée à l'intérieur du SPD avant tout par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht¹. C'est dans la discussion, qui fut menée avec véhémence de 1904 jusqu'à 1906 dans le SPD, à propos de la grève de masse politique, qu'émergèrent tout d'abord les principes politiques dont le développement ultérieur – en particulier durant la première guerre mondiale – conduisit aux revendications tactiques du communisme de gauche après 1918. Bien que leur préconisation sans restriction de la grève politique de masse et leur attitude d'opposition radicale valurent à Rosa Luxemburg et à ses compagnons de lutte le reproche d'"anarcho-socialisme", et plus tard de "syndicalisme révolutionnaire", la tradition du communisme de gauche, qui a été fondée par eux avant la guerre mondiale, n'a pas de point de contact direct avec la tradition du radicalisme plus ancien, de la tendance anarchiste et syndicaliste révolutionnaire, dans le mouvement ouvrier allemand. Rosa Luxemburg², qui, lorsqu'elle était étudiante dans l'émigration suisse, conquit un rôle dirigeant dans le mouvement ouvrier polonais, et fit partie des fondateurs de la social-démocratie polonaise, s'établit en 1897 en Allemagne et elle y compta, en très peu de temps, parmi les porte-parole intellectuels qui menaient la lutte contre la tendance révisionniste grandissante dans la social-démocratie. C'est dans ce combat contre le révisionnisme de Bernstein, qu'elle conduisit au nom du marxisme orthodoxe, qu'elle dégagea son propre monde politique de représentation. Elle critiqua les espoirs exagérés de Bernstein sur l'efficacité du mouvement syndical en croissance rapide. Quand Bernstein avait prétendu que

²⁸ *Ibidem*, p. 247.

¹ L'exposé qui suit n'a pas la prétention d'être une présentation systématique d'ensemble de la pensée politique de Rosa Luxemburg d'avant 1914, mais il met délibérément en évidence seulement les principes de sa théorie politique qui sont importants pour la naissance et le développement du communisme de gauche ultérieur. Voir, pour compléter, les travaux de Paul Fröhlich et depuis peu ceux de Peter Nettel. Pour ce qui concerne l'antimilitarisme prolétarien qui ne peut pas être pris en compte dans ce travail, voir S. Bartel, *Die Linken in der deutschen Sozialdemokratie im Kampf gegen Militarismus und Krieg* [L'aile gauche de la social-démocratie allemande en lutte contre le militarisme et la guerre], Berlin, 1958.

² Concernant les antécédents politiques de Rosa Luxemburg, voir Paul Fröhlich, *Rosa Luxemburg, Gedanke und Tat* [Rosa Luxemburg, pensée et action], Hambourg 1956, p. 25-26.

les syndicats parviendraient finalement à élever leurs luttes salariales à un niveau tel que les salaires aboliraient le profit capitaliste et que l'exploitation serait ainsi supprimée, elle démontra qu'un tel résultat ne serait possible qu'avec un recul économique jusqu'au premier degré du capitalisme organisé³. Les syndicats s'acquittaient d'un "travail de Sisyphe" qui était cependant nécessaire pour assurer au travailleur « le salaire qui lui revenait selon la situation respective du marché »⁴. Lorsque les syndicats abandonnèrent cette fonction légitime dans le cadre de la politique de "paix civile" lors la première guerre mondiale, il ne resta pour les travailleurs enracinés dans la tradition radicale marquée par la pensée de Rosa Luxemburg que l'aspect négatif de cette critique : l'aspect de l'impression du "travail de Sisyphe" absurde, et donc du caractère périmé des syndicats. Rosa Luxemburg attira l'attention sur les limites du parlementarisme. Tandis que le révisionnisme voyait en lui un champ de travail prometteur (et tandis que la pratique du SPD était en réalité fixée sur lui), elle rappelait qu'il était « plutôt la forme historique déterminée de la domination de classe de la bourgeoisie et de sa lutte contre le féodalisme »⁵; mais le parlement était également intéressant pour les représentants du prolétariat en tant que plate-forme pour le déploiement de la propagande socialiste. Lorsqu'il sembla, au cours de la Révolution de Novembre en 1918, que la société bourgeoise était parvenue à l'orée de son effondrement, alors cette plate-forme apparut comme superflue aux travailleurs ayant confiance dans la pensée radicale de gauche. Les voies intermédiaires entre la critique adressée par Rosa Luxemburg aux syndicats et au parlementarisme, et la revendication de l'anti-parlementarisme ainsi que la position anti-syndicale du communisme de gauche, après la Révolution de Novembre, sont multiples et compliquées, et elles seront tracées par la suite. Qu'on puisse en faire découler une continuité théorique, cela devient évident grâce à cette confrontation schématique.

Rosa Luxemburg formula le début riche de conséquences de sa théorie politique dans la discussion avec Lénine, quand elle répondit en 1904 à l'écrit de celui-ci sur les principes d'organisation de la social-démocratie russe⁶. Étant donné les luttes sauvages d'orientation dans le mouvement ouvrier russe qui se développait dans les conditions difficiles du régime tsariste, Lénine avait réclamé une centralisation stricte de l'organisation social-démocrate. Il fallait que l'initiative politique du parti revienne à un petit groupe de direction, bien formé et responsable, dont la volonté devait être obligatoire pour la base des adhérents. Sous l'effet immédiat du processus de bureaucratisation dans la direction de la social-démocratie allemande déjà riche en tradition et en adhérents, Rosa Luxemburg s'attaqua résolument à l'"ultra-centralisme" de Lénine. En se fondant sur l'exemple de grèves de masse spontanées dans le passé le plus récent de la Russie, elle montra que seule l'initiative créatrice des masses prolétariennes pouvait être déterminante dans l'accomplissement de la lutte de classe et qu'elle détruisait généralement les principes tactiques préconçus de la direction. La tactique de lutte de la social-démocratie n'est pas du tout "inventée", mais elle est au contraire le résultat d'une série continue d'actes créatifs de la lutte de classe, souvent élémentaire, qui expérimente. Le caractère conservateur qui en découle naturellement pour la direction du parti, laquelle incline à développer de temps en temps le moyen de lutte nouvellement acquis jusqu'à son extrême conséquence et à retourner ensuite ce même moyen comme rempart contre des innovations ultérieures (comme cela était arrivé avec la tactique parlementaire pour la direction du SPD), ne doit pas être renforcé par la mise en place d'une direction de parti toute-puissante. Tandis que Lénine pensait que seule une centralisation stricte du parti pouvait écarter des "hommes de lettres socialistes" empêtrés dans un individualisme incohérent et poussés vers l'opportunisme,

³ Voir à ce sujet Paul Fröhlich, *ibidem*, p. 77.

⁴ *Ibidem*, p. 79, citation.

⁵ Cité par Paul Fröhlich, *opus cité*, p. 83.

⁶ Voir Rosa Luxemburg, *Organisationsfragen der russischen Sozialdemokratie* [Questions d'organisation de la social-démocratie russe], dans : "Die Neue Zeit", 22^e année (1904), vol. II, p. 484-492 et 529-535

Rosa Luxemburg affirmait que l'on faisait précisément le jeu de ce type de personnages quand on forçait le mouvement à entrer « dans la cuirasse d'un centralisme bureaucratique » et que « l'on abaisse la classe ouvrière combattante au rang d'un instrument docile d'un "comité" »⁷. Le cours objectif de l'histoire, en tant qu'histoire de classes qui se combattent mutuellement, s'accomplit dans le mouvement des masses et non du fait des décrets d'une bureaucratie de parti; en conséquence, Rosa Luxemburg souligne son idée de la qualité créatrice du mouvement ouvrier révolutionnaire : « Les faux pas qu'un vrai mouvement ouvrier révolutionnaire commet sont, historiquement, incommensurablement plus profitables que l'infaillibilité du "comité central" le meilleur de tous »⁸.

Elle acquit ses prémisses de la spontanéité, et donc sa conviction de la nécessité de mouvements de masse spontanés et généraux pour le succès du combat d'émancipation prolétarien, à travers l'observation attentive et l'analyse des mouvements de classe de son époque. Elle avait suivi avec un vif intérêt le mouvement politique européen de grève qui avait été dirigé en 1902 en Belgique contre le système électoral existant, et qui avait continué sous la forme de grèves de sympathie et de grèves parallèles en Suède (1902), en Hollande (1903), en Italie (1904) et dans d'autres pays. Comme Michels le constata, ce mouvement se heurta dans la social-démocratie allemande à la plus forte des résistances. Karl Liebknecht avait déjà proposé au Congrès de Brême en septembre 1904, par délégation de son cercle électoral, la discussion de ce nouveau phénomène tactique⁹, mais sa requête fut rejetée. Le débat sur la grève politique de masse était déjà en cours depuis une bonne année chez les adhérents avant que la direction du parti ne se voie obligée au Congrès de Iéna (septembre 1905), sous l'effet immédiat des événements révolutionnaires en Russie et celui d'un puissant mouvement de grève des mineurs de la Ruhr, de prendre position. La résolution du Congrès relative à ce point fut certes positive – contrairement à celle du congrès précédent des "Syndicats Libres" – mais le discours explicatif de Bebel fit connaître que l'on n'avait l'intention de se servir de ce nouveau moyen de lutte que dans une situation défensive et comme complément occasionnel au travail parlementaire¹⁰. Bien que Rosa Luxemburg et ses partisans aient voté pour la résolution, la compréhension de la grève de masse ébauchée par Bebel ne correspondait naturellement pas à leurs conceptions. Après que l'accord secret, dénoncé par la "Fédération Libre", entre la direction du parti et celle des syndicats a été rendu public, on ne pouvait plus s'étonner que le Congrès de Mannheim du SPD en septembre 1906 n'ait pas avalisé la résolution formulée par Kautsky – en ce temps-là encore adepte de Rosa Luxemburg – en faveur de la grève de masse¹¹. Rosa Luxemburg, plus riche de l'expérience du mouvement révolutionnaire polonais de 1906, avait justement publié, opportunément par rapport au Congrès, un écrit à propos de sa compréhension de la grève de masse¹², lequel constitua la base de toutes les discussions ultérieures et celle du développement de la tradition du radicalisme de gauche plus récent.

Rosa Luxemburg s'attaqua en premier lieu dans cet écrit à la réprobation du contenu anarchiste qui restait attaché au concept de grève de masse. Elle mettait à nu le caractère ahistorique et volontariste de l'anarchisme pour lequel deux conditions suffisaient pour une lutte révolutionnaire victorieuse : « En premier lieu le ciel bleu, et ensuite la bonne volonté et le

⁷ Rosa Luxemburg, *Organisationsfragen der russischen Sozialdemokratie*, loc. cit., p. 532.

⁸ Rosa Luxemburg, *Organisationsfragen der russischen Sozialdemokratie*, loc. cit., p. 535.

⁹ Voir à ce sujet : Procès-verbal sur les débats du Congrès du Parti Social-démocrate d'Allemagne, qui s'est tenu à Brême du 18 au 24 septembre 1904, Berlin 1904, p. 178 sq., 189 sq., 192 sq.

¹⁰ Voir à ce sujet l'analyse des explications de Bebel dans : Carl E. Schorske, *opus cité*, p. 42 sq.

¹¹ Pour le déroulement précis de la discussion, voir *ibidem*, p. 49 sq.

¹² Dans ce qui suit, les citations sont de : Rosa Luxemburg, *Massenstreik, Partei und Gewerkschaften* [Grève de masse, parti et syndicats], Leipzig 1919.

courage de sauver l'humanité de la vallée de larmes capitaliste actuelle »¹³. Dans l'analyse détaillée de l'histoire et de la préhistoire des mouvements de grève de masse révolutionnaires russes de 1905, elle exposait les conditions concrètement démontrables de cette forme moderne de la lutte de classe; elle devait ensuite rechercher plus tard, de manière répétée, en relation avec ses études sur l'impérialisme, les causes historiques objectives pour la pratique contemporaine de la grève de masse¹⁴. À côté du malentendu anarchiste concernant la grève de masse, Rosa Luxemburg s'attaqua à son atténuation en une manifestation purement politique, telle qu'elle s'était exprimée dans le discours de Bebel à propos de la résolution sur la grève de masse au congrès d'Iéna¹⁵. La grève de masse n'était pas pour elle un moyen de lutte qu'on pouvait mettre en scène à volonté, mais « la manière de faire mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la révolution »¹⁶. Elle était à concevoir – ainsi que l'exemple russe le montrait – comme une séquence peut-être longue de luttes avec le capital qui éclatent spontanément; on ne pouvait ni la planifier d'avance ni la limiter a priori. Dans la grève de masse, les catégories de l'économique et du politique n'étaient plus différenciables; « dans une action de masse révolutionnaire la lutte politique et la lutte économique ne font qu'un »¹⁷. La conclusion organisationnelle selon laquelle, dans un tel combat, « la frontière artificielle entre les syndicats et la social-démocratie, en tant que deux formes séparées, totalement indépendantes, du mouvement ouvrier »¹⁸, serait emportée au loin, fut, depuis la fin de la guerre mondiale, sous le mot d'ordre de "Einheitsorganisation" [organisation unifiée], l'une des revendications les plus importantes du mouvement radical de gauche. Rosa Luxemburg pensait en effet à une dissolution des syndicats, qu'elle concevait comme un pur épiphénomène de la social-démocratie, dans le parti et non pas à une désagrégation du parti dans des organisations politico-économiques de lutte, telles qu'elles naquirent après 1918 dans la sphère syndicaliste révolutionnaire et communiste de gauche. Rosa Luxemburg tenait pour complètement erronée la conception selon laquelle on pourrait mener des grèves politiques de masse avec seulement des travailleurs organisés. « Si la lutte de masse doit avoir du succès, il faut alors qu'elle se transforme en un véritable *mouvement populaire*, c'est-à-dire qu'elle fasse entrer dans la lutte les plus larges couches du prolétariat »¹⁹. Elle s'attaqua à l'opinion prédominante dans les organisations ouvrières allemandes selon laquelle il faudra s'organiser jusqu'à ce que l'on soit assez fort pour pouvoir frapper sous la direction d'un parti. Cette surestimation excessive du travail organisationnel avait été elle aussi mise à nu, à son avis, par le développement de la révolution russe. La conscience de classe prolétarienne latente deviendrait, en cas de grèves de masse, « quelque chose de pratique, d'actif », même sans l'"éducation" organisationnelle sur laquelle la social-démocratie concentrait si unilatéralement ses efforts²⁰. Il fallait voir que, dans une situation révolutionnaire en Allemagne, ce serait les couches non organisées et les plus attardées qui se montreraient justement les forces les plus impétueuses et les plus radicales. La question, qui est posée ici sur le rôle de l'organisation dans la révolution, fut reprise en 1912 dans la controverse entre Pannekoek et Kautsky et elle continua à être discutée après 1918 entre la Centrale du KPD(S) et l'opposition de gauche, en fonction de la nouvelle situation politique, comme la question de savoir si la dictature du prolétariat devait être comprise comme la "dictature du

¹³ Rosa Luxemburg, *Massenstreik, Partei und Gewerkschaften*, p. 6.

¹⁴ Voir à ce sujet son œuvre économique principale : Rosa Luxemburg, *Die Akkumulation des Kapitals. Ein Betrag zur ökonomischen Erklärung des Imperialismus* [L'accumulation du capital. Contribution à l'explication économique de l'impérialisme], Berlin 1913.

¹⁵ Rosa Luxemburg, *Massenstreik, Partei und Gewerkschaften*, p. 30 sq.

¹⁶ *Ibidem*, p. 31.

¹⁷ *Ibidem*, p. 57.

¹⁸ *Ibidem*, p. 57.

¹⁹ Rosa Luxemburg, *Massenstreik...* p. 46 sq. Souligné dans l'original.

²⁰ *Ibidem*, p. 48.

parti" ou comme la "dictature de la classe". En prenant en considération les masses inorganisées, Rosa Luxemburg ne remettait en aucun cas en question le droit à l'existence du parti; elle exigeait en effet du parti social-démocrate, « l'avant-garde la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat »²¹, une fonction active révolutionnaire; le parti ne devrait pas attendre que « ce mouvement populaire spontané tombe du ciel », il devrait au contraire « chercher à précéder l'évolution des choses, à l'accélérer »²². C'est précisément à cette exigence que le SPD pouvait le moins satisfaire. Rosa Luxemburg mentionnait comme cause de son insuffisance révolutionnaire – à peu près au même moment que Robert Michels – le phénomène de bureau-cratisme dans les organisations ouvrières; dans son analyse des "Syndicats Libres", à l'influence desquels le SPD succomba finalement au Congrès de Mannheim (1906), elle constata la chose suivante :

« La spécialisation de leur activité professionnelle de dirigeant syndical, de même que leur horizon naturellement étroit qui est lié aux forces économiques éparpillées dans une période calme, ne conduisent chez les fonctionnaires syndicaux que trop facilement au bureaucratisme et à une certaine étroitesse de conception. Mais ces deux phénomènes se manifestent dans toute une série de tendances qui pourraient devenir néfastes au plus haut point pour l'avenir du mouvement syndical lui-même. En fait partie avant tout la surestimation de l'organisation, qui est transformée progressivement d'un moyen vers un but en un but en soi, en un souverain bien, auquel les intérêts de la lutte doivent être subordonnés. Et cela explique aussi ce besoin de calme ouvertement avoué qui fait reculer devant un plus grand risque et devant des dangers présumés pour l'existence des syndicats, devant l'incertitude d'actions de masses plus importantes. »²³

Malgré cette claire compréhension du caractère bureaucratique des organisations ouvrières allemandes, et malgré le jugement négatif qu'elle portait sur ce caractère, dans lequel elle voyait le principal obstacle à la fonction active révolutionnaire du SPD, Rosa Luxemburg ne fit, ni à cette époque (1906) ni plus tard, des propositions concrètes de réformes organisationnelles de type par exemple anti-autoritaire ou fédéraliste. Pannekoek, avec son concept d'organisation²⁴, fit déjà avant 1914, à partir des hypothèses de Rosa Luxemburg, un pas qui la dépassait. Après la "trahison des chefs" en août 1914, de vastes cercles de radicaux de gauche prirent part à la discussion à propos de la question de l'organisation; les résultats de cette discussion devaient ensuite se refléter de manière marquante dans les statuts des organisations communistes de gauche et syndicalistes révolutionnaires.

Avec son écrit sur la grève de masse de 1906, les principes tactiques de Rosa Luxemburg, que les communistes de gauche allemands invoquèrent pendant et après la guerre, étaient pour l'essentiel formulés. Il s'ensuivit, apparemment grâce à l'activité d'enseignement de Rosa Luxemburg dans l'école supérieure du parti à partir de 1907, une série d'études économiques qui tentèrent d'analyser, avec les catégories de Marx, la phase la plus récente du développement impérialiste²⁵. Trois courants se développèrent dans la pratique politique de

²¹ Rosa Luxemburg, *Massenstreik...* p. 49.

²² *Ibidem*. Paul Fröhlich souligne particulièrement cet aspect de la théorie de la spontanéité chez Luxemburg dans la tournure polémique que prend le reproche du "fatalisme de la spontanéité" qui lui été adressé ; voir Paul Fröhlich, *Zum Streit über die Spontaneität* [La polémique sur la spontanéité], dans : "Aufklärung" 2^o année (1952), 2^o cahier, p. 105 sq.

²³ Rosa Luxemburg, *Massenstreik...*, p. 34. Voir aussi dans le même sens la lettre de Rosa Luxemburg à Klara Zetkin du début de 1907, citée dans : Paul Fröhlich, *Rosa Luxemburg*, p. 156.

²⁴ Voir plus bas le paragraphe sur la théorie des masses révolutionnaires d'Anton Pannekoek et son concept d'organisation.

²⁵ Voir à ce sujet le résumé fait avec compétence dans : Paul Fröhlich, *Rosa Luxemburg*, p. 181 sq.

parti quotidienne dans les années qui précédèrent l'éclatement de la guerre mondiale : la majorité du parti autour du soi-disant centre marxiste, dont Karl Kautsky devint le représentant; l'aile droite des révisionnistes, dont Eduard Bernstein était le représentant, montrait des tendances à l'adaptation à peine voilées; l'aile gauche, à laquelle appartenaient Franz Mehring, Klara Zetkin, Karl Liebknecht, Karl Radek et Anton Pannekoek, s'assemblait autour de Rosa Luxemburg. En 1910, le gouffre entre le centre du parti et l'aile radicale de gauche était si grand que Rosa Luxemburg subit une rebuffade ouverte quand on refusa de publier dans la presse du parti un article sur le mouvement prussien favorable à une modification du mode de scrutin²⁶. Bien que par la suite Karl Kautsky dénigra les radicaux de gauche dans le SPD en les traitant d'"actionnaires de masse", d'"anarcho-syndicalistes" et de "russes", on n'en arriva pas cependant à la scission dans le SPD jusqu'à la guerre mondiale, tandis que les radicaux de gauche de la social-démocratie néerlandaise, regroupés autour d'Anton Pannekoek, s'étaient déjà séparés du centre en 1909 et avaient fondé une organisation. C'est avec cette logique organisationnelle différente dans les divergences entre les radicaux de gauche et la majorité du parti que la prise de position par rapport à l'USPD, qui sépara les radicaux de gauche eux-mêmes en deux camps pendant la guerre, se dessinait déjà : le "Spartakus"-Bund [la Ligue "Spartacus"], avec Rosa Luxemburg comme représentante, adhéra malgré beaucoup de réserves à l'USPD; les "Internationalen Sozialisten Deutschlands" (ISD) [Socialistes Internationaux d'Allemagne], avec Anton Pannekoek comme mentor intellectuel, refusèrent résolument cette adhésion.

Les prémisses de la spontanéité de Rosa Luxemburg ne furent menées plus loin dans un sens communiste de gauche que pendant et après la première guerre mondiale; déjà avant 1914, une série des chefs communistes de gauche ultérieurs se reconnaissait en elle et défendait des exigences politiques qui n'étaient plus totalement identiques à ses idées. À Berlin, Franz Pfemfert²⁷ éditait depuis février 1911 la revue politico-culturelle "Die Aktion"²⁸ [L'Action], dans laquelle tout ce qui se situait à gauche du centre du SPD avait la parole : « Die Aktion, sans se placer sur le terrain d'un parti politique déterminé, prit fait et cause pour l'idée d'une Grande Gauche Allemande »²⁹. Pfemfert essaya en particulier d'« organiser l'intelligentsia », de fédérer les intellectuels sur le chemin d'un radicalisme culturel militant avec le mouvement ouvrier. « Die Aktion », déclarait-il, « a l'ambition d'être un organe du radicalisme honnête »³⁰. Dans ses commentaires, Pfemfert se solidarisaient ouvertement avec les aspirations des radicaux de gauche regroupés autour de Rosa Luxemburg³¹, mais il poussait, à la différence de ces derniers, à une autonomisation organisationnelle des radicaux de gauche : « Ce que nous observons maintenant à l'intérieur du parti ouvrier, cette effervescence, ce serait idiot si ce n'était qu'une lutte contre des tendances. Un nouveau parti ouvrier (syndicaliste révolutionnaire) est en devenir... »³². Un futur compagnon d'armes communiste de gauche de Pfemfert, le professeur Otto Rühle³³, faisait partie des intellectuels qui sympathisaient avec les

²⁶ Voir à ce sujet Paul Fröhlich, *Rosa Luxemburg*, p. 207 sq., et Carl E. Schorske, *opus cité*, p. 180 sq.

²⁷ Voir l'Appendice biographique.

²⁸ "Die Aktion, Zeitschrift für freiheitliche Politik und Literatur" [L'"Action, revue pour une politique et une littérature libres], éditée par Franz Pfemfert, 1^o année (1911) sq.

²⁹ "Die Aktion", 1^o année (1911) n^o 2.

³⁰ *Ibidem*. Voir aussi à ce sujet : Harry Pross, *Literatur und Politik, Geschichte und Programme der politisch-literarischen Zeitschriften in deutschen Sprachgebiet seit 1870* [Littérature et politique, histoire et programmes des revues politico-littéraires dans l'aire linguistique allemande depuis 1870] Fribourg-en-Brisgau, 1963, p. 80 sq.

³¹ Voir tout particulièrement à ce sujet le résumé ultérieur de ses commentaires d'avant-guerre : Franz Pfemfert, *Die deutsche Sozialdemokratie vor 1914* [La social-démocratie allemande avant 1914], Berlin 1918.

³² "Die Aktion", 2^o année (1912), n^o 11.

³³ Voir l'Appendice biographique.

radicaux de gauche du SPD, et il défendit avant 1914, dans de nombreux écrits³⁴ et monographies³⁵, un programme scolaire social-démocrate radical. Il fut à partir de 1911 député du SPD au Landtag de Saxe, à partir de 1912 membre social-démocrate du Reichstag, et il s'exprima ouvertement après août 1914, en tant que premier député du Reichstag après Karl Liebknecht, contre l'autorisation des crédits de guerre par le SPD. À partir de septembre 1913, Julian Borchardt³⁶, qui sympathisait lui aussi avec la radicale de gauche Rosa Luxemburg, édita à Berlin sa revue "Lichtstrahlen"³⁷ [Rayons de lumière] qui, comme "Die Aktion", servait de plate-forme à toutes les forces politiques qui se situaient à gauche du centre social-démocrate. Borchardt fut le premier après août 1914 qui milita pour un parti ouvrier oppositionnel indépendant et qui lança le regroupement radical de gauche des ISD qui, durant les années de guerre, fut en conflit violent avec le groupe "Spartacus", surtout à cause du soutien de ce dernier à l'USPD. C'est dans les cercles des radicaux de gauche dans le SPD que débuta également dans le mouvement ouvrier le docteur Heinrich Laufenberg³⁸, lequel avait d'abord appartenu au parti du Centre catholique, puis était passé au SPD³⁹, et fut appelé à Hambourg en 1907, par l'intermédiaire de Franz Mehring, pour y écrire l'histoire du mouvement ouvrier local^{39a}. Il fut relevé en 1912 de toutes ses fonctions de parti, à cause de ses revendications radicales de gauche, par une procédure interne. Dans sa monographie sur la grève politique⁴⁰, parue en février 1914, il fit une première somme de la discussion des radicaux de gauche sur la grève de masse. Il examina le phénomène de la grève ayant un objectif politique depuis les chartistes anglais de la première moitié du XIX^e siècle jusqu'à la Révolution russe de 1905⁴¹. Dans un exposé sommaire sur l'état de la discussion actuelle à propos de la grève politique en Allemagne, il rapporta de manière critique le programme syndicaliste révolutionnaire qu'il avait vu exprimé dans les écrits d'Arnold Roller (alias Siegfried Nacht)⁴². C'est dans la brochure de Rosa Luxemburg sur la grève de masse qu'il trouva l'analyse la plus pertinente et les conclusions tactiques les plus adéquates. Il était d'accord avec elle sur le fait que la grève politique constituait « la marque d'une certaine époque sociale, de la période impérialiste du capitalisme »⁴³; mais il regrettait chez Rosa Luxemburg une définition plus précise des particularités ouest-européennes et nationales de la lutte de classe, et donc des conditions de la grève politique à l'extérieur de la Russie. Dans la question du rapport entre organisation et masses, il prit fait et cause, avant la "trahison des chefs" en août 1914, plutôt pour la nécessité de l'extension et de la stabilisation les plus fortes

³⁴ Voir par exemple : Otto Rühle, *Die Volksschule wie sie ist* [L'école populaire telle qu'elle est], Berlin 1909, et : Otto Rühle, *Die Volksschule wie sie sein sollte* [L'école populaire telle qu'elle devrait être], Berlin 1911.

³⁵ Sa monographie pédagogique la plus importante : Otto Rühle, *Das proletarische Kind. Eine Monographie* [L'enfant prolétarien. Une monographie], Munich 1911 (2^e édition, Munich 1922).

³⁶ Voir l'Appendice biographique.

³⁷ "Lichtstrahlen, Monatliches Bildungsorgan für denkende Arbeiter" ["Rayons de lumière, Organe de formation mensuel pour les travailleurs qui pensent], éditeur et responsable de la rédaction : Julien Borchardt, 1^o année (1913).

³⁸ Voir l'Appendice biographique.

³⁹ Voir à ce sujet ses textes de renégat : Heinrich Laufenberg, *Kann ein Katholik Sozial-demokrat sein ?* [Un catholique peut-il être social-démocrate ?], Düsseldorf 1905 et Heinrich Laufenberg, *Lug und Trug oder christliche Reaktion und christliches Geschäft. Ein Vademecum für Herrn Kaplan Kaiser zu Viersen*, [Mensonge et imposture ou réaction chrétienne et affaires chrétiennes. Un vademécum pour monsieur Kaplan, l'empereur de Viersen], Düsseldorf 1907.

^{39a} Heinrich Laufenberg, *Geschichte der Arbeiterbewegung in Hamburg, Altona und Umgegend* [Histoire du mouvement ouvrier à Hambourg, Altona et les environs], Hambourg 1911(2 volumes).

⁴⁰ Heinrich Laufenberg, *Der politische Streik* [La grève politique], Stuttgart 1914.

⁴¹ *Ibidem*, p. 4-50.

⁴² Il cite des passages du texte de Roller sur l'action directe sans le nommer en tant qu'auteur ; voir *ibidem*, p. 50. Pour ce qui concerne Roller, voir un des paragraphes précédents portant sur les "socialistes indépendants" et les groupes anarchistes.

⁴³ Heinrich Laufenberg, *Der politische Streik*, p. 31.

possibles de l'organisation et contre une estimation trop élevée des capacités révolutionnaires spontanées des masses inorganisées⁴⁴. Ces réserves partielles à l'encontre des prémisses de la spontanéité de Rosa Luxemburg le différencièrent aussi des radicaux de gauche regroupés autour du "Bremer Bürgerzeitung" [Journal Civique de Brême], qui dépassaient à cet égard Rosa Luxemburg; ils étaient sous l'influence du Hollandais Anton Pannekoek, le théoricien socialiste le plus important pour la naissance et pour l'histoire du communisme d gauche allemand.

b) La théorie de la spontanéité d'Anton Pannekoek et son concept d'organisation

Les porte-parole intellectuels du communisme de gauche ultérieur appartenaient sans exception avant 1914 au cercle gravitant autour de Rosa Luxemburg ou sympathisaient avec lui. Le seul d'entre eux qui, déjà avant la première guerre mondiale, joua un rôle théorique indépendant fut le Hollandais Anton Pannekoek, qui avait travaillé comme astronome en Hollande avant sa nomination à l'école supérieure du SPD en 1905. Pannekoek formait depuis 1902 avec les écrivains Herman Gorter et Henriette Roland-Holst une opposition radicale aux tendances révisionnistes à l'intérieur de la social-démocratie néerlandaise. Cette opposition se fortifia dans la discussion sur les questions de la grève politique de masse (à partir de 1903) et du problème de la direction personnelle dans le parti (à partir de 1905), et elle édita à partir de 1907 sa propre revue "De Tribune". C'est à partir du détachement de cette aile radicale que se constitua en 1909 le SDP auquel passèrent quelques centaines des environ trente mille membres du parti social-démocrate hollandais (SDAP)¹; le SDP forma en décembre 1918 la base sur laquelle se constitua le parti communiste des Pays-Bas.

La théorie politique de Pannekoek eut une influence déterminante sur la "Bremer Bürgerzeitung" radicale de gauche, qui était éditée par Johannes Knief²; sa continuation pendant la première guerre mondiale, la "Arbeiterpolitik" [Politique ouvrière] de Brême, prépara directement, au-delà du regroupement des ISD, une partie essentielle de l'opposition communiste de gauche dans le KPD(S). Tandis que des éléments importants de la pensée politique de Rosa Luxemburg, en particulier ses prémisses de la spontanéité, eurent certainement une part considérable dans la naissance du communisme de gauche, bien qu'elle soit restée elle-même critique, en raison de ses facultés dialectiques, à l'égard des conceptions unilatérales de la tactique communiste de gauche, il existe dans l'évolution politique personnelle de Pannekoek comme dans l'évolution de la "Bremer Linke" [la Gauche de Brême] inspirée par lui, une continuité ininterrompue entre le radicalisme de gauche d'avant 1914 et le communisme de gauche d'après 1918. À travers l'observation du mouvement européen de grèves de masse à partir de 1902 et en particulier sous l'empreinte de la Révolution russe de

⁴⁴ Voir *ibidem* p. 229-237. Il y est dit entre autres : « Ce serait un phénomène inouï dans l'histoire si le prolétariat qui a employé toutes ses forces pendant des décennies à construire de fortes organisations, cédait au moment des combats décisifs la direction et l'initiative aux masses inorganisées ». *Ibidem*, p. 236.

¹ L'exposé suit les informations orales de monsieur Frits Kief (Amsterdam). Voir aussi son essai : Frits Kief, *Gorter als politicus onderschat*, dans : De Gids, 128^e année (1965), n°1/2, p. 77-81. Voir en outre dans : "Proletarier, Zeitschrift für Kommunismus", éditée par le Bureau d'organisation de la KAI, 2^e année (1922), p. 16 sq. : *Die marxistische revolutionäre Arbeiterbewegung in Holland* [Le mouvement ouvrier révolutionnaire marxiste en Hollande].

² Voir l'Appendice biographique.

1905³, Pannekoek, en accord avec Rosa Luxemburg, en était venu à la conclusion qu'une nouvelle phase du mouvement ouvrier avait débuté; une phase qui se caractériserait par de gigantesques actions de masse révolutionnaires. Il dut ainsi se soumettre en quelque sorte aux exercices imposés du radicalisme, c'est-à-dire prendre une position critique à l'encontre du parlementarisme et des syndicats. S'il analysait le parlementarisme comme « la forme normale de la domination politique de la bourgeoisie »⁴, il concéda néanmoins que le parlement, en tant que lieu où les énergies antagonistes de classe de la bourgeoisie et du prolétariat se heurtaient mutuellement de manière visible pour tous, est « l'un des moyens les plus efficaces d'éducation pour la classe ouvrière »⁵. Le travail d'éducation du prolétariat serait à l'heure actuelle largement achevé et les conditions fondamentales existeraient donc pour des actions de masse révolutionnaires. Il clouait au pilori les manifestations d'engourdissement bureaucratiques du "parlementarisme seul" et des syndicats⁶. Les tâches des syndicats résident « à l'intérieur du capitalisme, elles ne dépassent pas le capitalisme »⁷. Mais ils sont d'autre part, dans la lutte permanente pour la défense des intérêts prolétariens vis-à-vis du capital, les « organisations naturelles pour la classe ouvrière », qui donnent aux ouvriers « l'enseignement pratique élémentaire dans la lutte de classe »⁸ et qui contribuent ainsi à l'apprentissage de la discipline prolétarienne. Dans une perspective historique, cette éducation n'était à proprement parler que le travail préparatoire pour des actions de masse qui étaient maintenant à l'ordre du jour.

Cette actualité de la question des actions de masse n'est pas un hasard :

« D'un côté, elle est un résultat de la puissance croissante du prolétariat, et de l'autre côté, elle est un résultat nécessaire de la nouvelle forme de manifestation du capitalisme que nous désignons sous le nom d'impérialisme. »⁹

C'est dans ce stade impérialiste du capitalisme, pour l'analyse duquel Pannekoek resta totalement dépendant des études sur l'impérialisme de Rosa Luxemburg, que résident les impulsions objectives aux actions de masse, du fait du danger de guerre élevé, de la pression fiscale accrue, de l'esprit grandissant de despotisme dans la bourgeoisie, de la cessation des prestations sociales, du fait des hausses de prix, etc.. Dans la polémique de Pannekoek avec Karl Kautsky dans le "Neue Zeit" [Temps Nouveau] (1912), il s'agissait d'un problème qui en effet se conçoit aisément : qui donc entre en ligne de compte pour la réussite des actions de masse? Kautsky avait calculé¹⁰ que, en Allemagne, sans les enfants et sans la population agricole, environ trente millions de personnes pouvaient être concernées par les actions de masse révolutionnaires; là-dessus, il n'y avait que 10% de travailleurs organisés et le reste de travailleurs inorganisés, qui, dans leur majorité, restaient encore prisonniers des façons de penser de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et du lumpenprolétariat. Kautsky n'était pas

³ Pannekoek avait même cru en 1905 en une révolution ouest-européenne imminente ; voir à ce sujet : Robert Michels, *Die deutsche Sozialdemokratie im internationalen Verbandsverbande*, loc. cit., p. 207.

⁴ Anton Pannekoek, *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung* [Les différences tactiques dans le mouvement ouvrier], Hambourg 1909, p. 68 sq.

⁵ *Ibidem*, p. 76.

⁶ Anton Pannekoek, *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*, p. 78 sq. et 88 sq.

⁷ *Ibidem*, p. 90.

⁸ *Ibidem*, p. 92 sq.

⁹ Anton Pannekoek, *Massenaktion und Revolution* [Action de masse et révolution] dans : "Die Neue Zeit", 30^e année (1912), vol. I, p. 541 ; l'étude a paru sous la forme de trois livraisons : *ibidem*, p. 541-550, p. 585-593, p. 609-919.

¹⁰ Karl Kautsky, *Die Aktion der Masse* [L'action de la masse] dans "Die Neue Zeit", 30^e année (1912), vol. I, p. 43-49, p. 77-84, p. 106-117.

capable de découvrir « un caractère de classe unitaire dans une masse aussi fortement mélangée »¹¹, caractère sans lequel un objectif révolutionnaire prolétarien d'action n'était pas pensable. Transigeant entre la glorification par Kropotkine des capacités créatrices des masses¹² et l'estimation méprisante par Le Bon de ce nouveau phénomène social¹³, il en vint à la conclusion qu'il fallait certes compter à l'avenir avec les actions des masses, mais que « l'on ne pouvait rien faire d'autre avec de tels événements que d'aspirer à ce qu'ils ne nous trouvent pas dans un état de complète impréparation »¹⁴. Les intérêts des masses organisées et ceux des masses inorganisées ne sont pas les mêmes. Pannekoek avait expliqué que si, lors de semblables actions de masse, des hommes qui se présentaient comme leurs porte-parole siégeaient au parlement, ce ne serait assurément pas du tout sans valeur mais que ce serait pourtant accessoire; « la puissance déterminante et décisive est au dehors »¹⁵. Kautsky s'opposa à cela avec le mot d'ordre suivant : « Acquisition de toutes les positions de force que nous sommes capables de conquérir et de conserver par nous-mêmes »¹⁶, et il pensait par là en particulier à l'institution du parlement. À la fin, il s'attaqua directement aux camarades dans le SPD du "Bremer Bürgerzeitung", « qui sont proches de Pannekoek » et qui « proposent l'instinct des masses, sans distinguer s'il est prolétarien ou bourgeois, comme boussole de tout mouvement révolutionnaire »¹⁷. Pannekoek argumenta contre la déclaration de Kautsky sur « la masse fortement mélangée »; il essaya de démontrer que, d'une manière qui n'était pas admissible, Kautsky affectait, premièrement, les femmes des travailleurs organisés aux masses inorganisées, et que, deuxièmement, il déniait tout caractère de classe aux travailleurs inorganisés ou encore prisonniers des traditions bourgeoises. En outre, il devenait clair « que le caractère du salarié de la grande industrie imprimait déjà d'une manière importante sa marque sur les masses qui viennent en ligne de compte dans les actions de masse »¹⁸, si l'on observe le fait que, par exemple en 1905, 15% des salariés étaient employés dans les petites entreprises, 29% dans les moyennes entreprises et 56% dans les grandes et les très grandes entreprises.

Pannekoek voyait en dernière instance la raison de la peur de Kautsky devant les "épreuves de force" prolétariennes sous forme d'actions de masse révolutionnaires dans le fait qu'il avait une conception de l'organisation trop mécaniste. Pour Kautsky, l'organisation n'existe que dans le syndicat ou l'association réelle, concrète, et elle n'est maintenue que par le lien extérieur de ses statuts; il voit cette forme extérieure mise en danger dans l'action révolutionnaire et il craint qu'avec sa suppression tout soit perdu¹⁹.

« Mais l'organisation ne consiste pas seulement dans l'appartenance à un syndicat ou à une association, et dans le paiement des cotisations. Ce qui est important dans l'organisation n'est pas cette forme extérieure, mais l'esprit d'organisation, l'esprit de solidarité, grâce auquel les travailleurs se présentent partout ensemble comme une masse

¹¹ Karl Kautsky, *Die neue Taktik* [La nouvelle tactique], dans : "Die Neue Zeit", 3^e année (1912), vol. II, p. 656.

¹² Voir en particulier Pierre Kropotkine, *Die französische Revolution* [La Révolution française], Leipzig 1909.

¹³ Voir Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, Paris 1895.

¹⁴ Karl Kautsky, *Die Aktion der Masse*, loc. cit., p. 117.

¹⁵ Anton Pannekoek, *Marxistische Theorie und revolutionäre Taktik* [Théorie marxiste et tactique révolutionnaire], dans : "Die Neue Zeit", 31^e année (1912), vol. II, p. 369.

¹⁶ Karl Kautsky, *Die Aktion der Masse*, loc. cit., p. 117.

¹⁷ Karl Kautsky, *Die neue Taktik*, loc. cit., p. 657.

¹⁸ Anton Pannekoek, *Marxistische Theorie und revolutionäre Taktik*, loc. cit., p. 276.

¹⁹ Anton Pannekoek, *ibidem*, p. 279 sq. Peter von Oertzen (*Betriebsräte in der Novemberrevolution...*, p. 49, note 3) indique justement de temps en temps avec exactitude que Pannekoek préfigure de manière stupéfiante dans cet article la critique que Karl Korsch fait du marxisme d'imprégnation kaustkyste.

unifiée, grâce auquel l'action organisée est devenue pour eux comme une seconde, ou encore plus justement une première nature. »²⁰

La base de cette conception de l'organisation est la discipline volontaire des masses dans l'action, à côté d'une liberté illimitée dans la discussion. Le bouleversement économique du passé le plus récent a déjà changé l'esprit du prolétariat dans ce sens de l'application d'une discipline volontaire; ainsi, la nouvelle conception de l'organisation est déjà « l'expression et l'effet d'un profond bouleversement spirituel du prolétariat »²¹. Les conceptions de Kautsky pour ce qui concerne l'organisation correspondent à un stade de l'évolution de la social-démocratie qui a pris fin; sa position, celle de Pannekoek, correspond « avant tout à la disposition d'esprit de la jeune génération de salariés telle qu'elle s'est formée dans la dernière décennie »²². C'est sur la base de cette nouvelle conception de l'organisation que le rapport du parti à la masse doit être aussi défini. Les masses organisées ont, dans leur soumission à la discipline de parti, délégué pour ainsi dire une partie de leur énergie révolutionnaire au parti. Ce que les masses perdent de la sorte en initiative et en force d'action spontanée n'est pas une perte réelle, mais réapparaît ailleurs, sous une autre forme, comme initiative et force d'action du parti; il se produit en quelque sorte une transformation d'énergie²³. Quand le parti considère comme de son devoir d'éloigner aussi longtemps que possible les masses des actions, cela équivaut alors à une véritable perte en initiative et en force d'action spontanée. Il a plutôt « en effet la tâche *d'organiser* des actions révolutionnaires parce qu'il est le porteur d'une part importante de la force d'action des masses »²⁴. Puisque le parti, mandataire d'une partie des énergies révolutionnaires, n'a pas reçu en lui toute la volonté de la totalité du prolétariat, il ne peut pas bien sûr frapper arbitrairement et n'importe quand. Au moment approprié, il doit prendre l'initiative et la direction des masses inorganisées de la classe ouvrière; leur puissance se compose de leur nombre et de leur importance économique, de leur conscience de classe et de leur discipline²⁵. Ce n'est que sur la base du plein développement réel de ces éléments de puissance de la classe ouvrière que la grève de masse se présente comme le seul mode de combat approprié du présent.

Il n'y a aucun doute que Pannekoek, avec sa théorie des masses révolutionnaires et en particulier avec sa conception de l'organisation, va beaucoup plus loin que ce que Rosa Luxemburg avait défendu en ce qui concerne les prémisses de la spontanéité, non sans tout à fait les radicaliser et les rendre plus grossières²⁶. Partant de l'avertissement de Rosa Luxemburg de ne pas fétichiser l'appareil externe d'organisation, il continua d'avancer et il fit évaporer le concept d'organisation en un « esprit de solidarité », qui se réaliserait tendanciellement dans tout le prolétariat sous la contrainte de l'évolution impérialiste la plus récente du capitalisme et qui trouverait finalement de lui-même, dans l'action révolutionnaire, les formes les plus appropriées de l'union. Cependant, Pannekoek ne radicalisait pas ou ne vulgarisait pas seulement les approches théoriques de Rosa Luxemburg, il dépassait aussi le marxisme orthodoxe que celle-ci représentait. Si, ultérieurement, les théories de Joseph

²⁰ Anton Pannekoek, *Die Machtmittel des Proletariats*, [Les moyens de pression du prolétariat], conférence tenue devant les ouvriers de Stuttgart, sans date (1910), p. 7 sq.

²¹ Anton Pannekoek, *Marxistische Theorie und revolutionäre Taktik*, *loc. cit.*, p. 371.

²² *Ibidem*, p. 281.

²³ Voir *ibidem*, p. 372.

²⁴ Anton Pannekoek, *Marxistische Theorie und revolutionäre Taktik*, *loc. cit.*, p. 372 ; le mot souligné l'est dans l'original.

²⁵ Anton Pannekoek, *Die taktischen Differenzen*, p. 19 ; Anton Pannekoek, *Die Machtmittel des Proletariats*, p. 5 sq.

²⁶ Kautsky a comparé à l'occasion le « marxisme vulgaire » de Pannekoek à celui des « Jungen » à la fin de l'époque de la loi contre les socialistes. Voir Karl Kautsky, *Die neue Taktik*, *loc. cit.*, p. 664.

Dietzgen²⁷ jouèrent un rôle important dans les tentatives d'auto-compréhension théoriques du KAPD, c'est que Pannekoek en avait déjà créé les conditions avant la première guerre mondiale par ses indications à une nécessaire complémentarité de l'économie marxiste par les résultats de la théorie de la connaissance de Dietzgen :

« Marx avait montré comment le monde, la société, l'économie, agissent en influant sur la tête des hommes et en offrant à celle-ci un certain contenu. Dietzgen a montré comment l'esprit agit lui-même en donnant à ce contenu sa forme spirituelle particulière. »²⁸

Étant donné que le facteur subjectif revêt une importance de plus en plus grande dans le processus de transformation sociale, c'est avec une nécessité grandissante que l'œuvre de Dietzgen devra – selon Pannekoek – compléter l'œuvre de Marx²⁹.

Parmi les radicaux à l'intérieur du SPD, Pannekoek fut celui qui, à partir de la discussion sur la grève de masse, évolua le plus vers la gauche. Kautsky ne manqua donc pas de l'accuser aussi d'« égarement syndicaliste révolutionnaire »³⁰. Dans la critique du parlementarisme et des "syndicats libres", les radicaux de gauche dans le SPD rejoignaient par-ci, par-là, les syndicalistes révolutionnaires de la "Fédération libre". Pannekoek accordait à la "Fédération Libre" :

« Quand les syndicalistes révolutionnaires prêchent l'activité révolutionnaire, c'est là sûrement un principe bon et nécessaire; il est également juste que la source de l'énergie révolutionnaire se trouve chez les membres qui endurent directement l'exploitation et que donc l'influence des membres doit être renforcée. »³¹

Il existait certes des affinités qu'on ne pouvait pas ne pas remarquer entre l'aile extrême des radicaux de gauche sociaux-démocrates et les revendications, absolument essentielles pour le syndicalisme révolutionnaire, de fédéralisme, de lutte uniquement syndicale et de la méthode exclusive de l'action directe; l'origine traditionnelle du fonds idéologique du radicalisme de gauche récent, ainsi que la conception de ses objectifs politiques, étaient cependant clairement

²⁷ Joseph Dietzgen (1828-1888), fils de tanneur, mit au point en autodidacte, sous l'influence du *Manifeste communiste* de Karl Marx et de Friedrich Engels, et influencé également par Feuerbach, une théorie de la connaissance qui lui était propre ; œuvre principale : *Das Wesen der menschlichen Kopfarbeit, eine abermalige Kritik der reinen Vernunft* [L'essence du travail intellectuel humain, une nouvelle critique de la raison pure] (1869) ; il fut finalement critiqué par ses camarades sociaux-démocrates à cause de sa défense des anarchistes américains ; Dietzgen vécut de 1884 jusqu'à sa mort aux USA. Voir aussi la biographie de Dietzgen, qui a été élaborée dans le cercle gravitant autour de Pannekoek, d'Henriette Roland-Horst : *Joseph Dietzgens Philosophie gemeinverständlich erläutert in ihrer Bedeutung für das Proletariat* [La philosophie de Joseph Dietzgen expliquée de façon accessible à tous dans son importance pour le prolétariat], Munich 1910.

²⁸ Voir Anton Pannekoek, *Dietzgens Werk* [L'œuvre de Dietzgen], dans : "Die Neue Zeit", 31^e année (1913), vol. II, p. 37-47

²⁹ À partir d'hypothèses complètement différentes, Pannekoek engagea avec cela les prémisses d'un mouvement de régénération du marxisme qui s'épanouit après 1918 dans les travaux de Karl Korsch et de Georg Lukacs par le recours aux bases hégéliennes dans la pensée de Marx. Comme chez Pannekoek, chez Korsch et Lukacs, « l'on redécouvre le rôle du "facteur subjectif" ... à l'encontre de l'idée que le mouvement social se réalise grâce à la puissance des forces productives et des institutions de masse ». Voir Kurt Lenk, *Ideologie, Kritik und Wissenssoziologie* [Idéologie, critique et sociologie du savoir], Neuwied 1961, p. 37.

³⁰ Voir Karl Kautsky, *Der jüngste Radikalismus* [Le radicalisme le plus récent], dans : "Die Neue Zeit", 31^e année (1913), vol. I, p. 436 sq.

³¹ Anton Pannekoek, *Der deutsche Syndikalismus* [Le syndicalisme révolutionnaire allemand] cité par extraits d'un article de revue déjà paru dans : *Pionier*, 3^e année (1913), n° 52.

différentes du syndicalisme révolutionnaire tel que la "Fédération libre" en faisait la propagande. Un certain rapprochement entre le radicalisme de gauche social-démocrate et le syndicalisme révolutionnaire allemand se produisit au cours de la première guerre mondiale. La tradition du radicalisme social-démocrate se déploya puissamment au cours de cette période dans le mouvement d'opposition à la politique de "paix civile" du SPD et ce n'est qu'à cette époque qu'elle déboucha sur des formations organisationnelles indépendantes. La tradition radicale plus ancienne du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme en revanche s'éteignit après que l'organisation de la "Fédération Libre" fut détruite en août 1914 alors qu'elle était tout près de disparaître. Les fondements sociaux de la reconstitution de la "Fédération Libre" aussi bien que de la naissance de la tendance communiste de gauche après 1918 se formèrent dans l'opposition à la politique de guerre de la social-démocratie allemande et des "syndicats libres".

III. LES FONDEMENTS SOCIAUX :

LA LUTTE CONTRE LA POLITIQUE DE "PAIX CIVILE" DES "INSTANCES" DE 1914 À 1918

1. L'"opposition à l'intérieur de l'organisation" social-démocrate et la discussion à propos de la question de l'organisation au Congrès constitutif de l'USPD

C'est lors de l'éclatement de la première guerre mondiale que le résultat du processus d'évolution, que les radicaux de gauche des différentes traditions avaient cherché à mettre à nu par leur critique de 1890 à 1914, devint évident. L'idéologie officielle du SPD, qui fut révolutionnaire marxiste après comme auparavant, contrastait vivement avec son intégration objective dans l'ordre capitaliste existant⁸. Le processus de bureaucratisation à l'intérieur des organisations ouvrières avait progressé continûment et avait contribué de manière essentielle à ce processus d'adaptation. Tandis qu'en 1890 l'activité dans les organisations prolétariennes se faisait généralement sur la base du volontariat, elle était accomplie en 1914 par des appareils de fonctionnaires qui suivaient une politique conforme à leur nature sociale. Le SPD était administré en 1914 par 267 rédacteurs, 89 secrétaires, 413 commerciaux et 2 646 techniciens⁹. Le nombre d'employés dans les organisations centralisées des "syndicats libres" passa de 269 en 1900 à 2 867 lorsque la guerre éclata en 1914, c'est-à-dire plus du décuple, tandis que le nombre d'adhérents augmentait seulement de moins du quadruple¹⁰.

Le véritable caractère de l'organisation, aussi bien du parti que du syndicat, se manifesta dans la décision arbitraire de ses couches dirigeantes autonomisées en faveur de la soi-disant politique de "paix civile" au cours de la première guerre mondiale, politique qui fut lancée de manière spectaculaire le 4 août 1914 par l'autorisation des crédits de guerre au parlement¹¹. Les "syndicats libres" avaient déjà pris, lors d'une conférence de ses dirigeants le 2 août 1914, une décision arbitraire, qui ne s'interrogeait pas du tout sur la volonté des larges couches de ses adhérents, en faveur de la paix civile. La réaction des adhérents des organisations ouvrières aux conséquences de cette décision que l'on qualifia de "politique des instances", fournit l'impulsion décisive à l'autonomisation organisationnelle de ce qu'était jusqu'alors l'opposition radicale de gauche dans le SPD, au cours des années suivantes.

⁸ Voir Wolfgang Abendroth, *Das Problem der Beziehung zwischen politischen Theorie und politischer Praxis* [Le problème de la relation entre la théorie politique et la pratique politique], *loc. cit.*, p. 467 sq.

⁹ D'après Ossip Karl Flechtheim, *Die kommunistische Partei Deutschlands in der Weimarer Republik* [Le Parti communiste d'Allemagne sous la République de Weimar], Offenbach 1948, p. 5.

¹⁰ Voir Gerhard Ritter, *Die Arbeiterbewegung im Wilhelminischen Reich* [Le mouvement ouvrier sous l'Empire wilhelminien], *opus cité*, p. 169 sq.

¹¹ Concernant les bases historiques de la politique de "paix civile", voir tout particulièrement : Arthur Rosenberg, *Die Entstehung der Weimarer Republik* [La naissance de la République de Weimar].

Le 4 août 1914, une petite minorité des députés du SPD au Reichstag s'était exprimée, lors d'une réunion de la fraction, contre l'autorisation des crédits de guerre; mais ils y avaient ensuite consenti au parlement, par discipline de fraction. Comme l'on pouvait s'y attendre, les radicaux de gauche dans le SPD jouèrent un rôle dirigeant dans le mouvement d'opposition déclaré qui allait bientôt se mettre en place. En septembre 1914, Karl Liebknecht se rendit en Hollande et en Belgique, et il y certifia aux camarades étrangers que l'opposition à la politique de "paix civile" de la majorité du SPD au Reichstag était active. En décembre 1914, l'autre vieux compagnon de lutte de Rosa Luxemburg, Franz Mehring, compara, dans une lettre aux camarades anglais, la situation d'alors dans le SPD à celle de la première année d'application de la Loi contre les socialistes; le mot d'ordre devait être maintenant comme naguère : « Avec les chefs s'ils le désirent, sans les chefs s'ils restent inactifs, malgré les chefs s'ils y répugnent! »¹². Mais des débuts d'opposition se manifestèrent aussi bientôt dans des cercles plus larges que ceux des radicaux de gauche; depuis la mi-septembre 1914, l'organe du SPD à Berlin, le "Vorwärts" [En avant], ne laissa aucun doute sur sa condamnation de la politique de guerre de la majorité; des organes de presse locaux du SPD le suivirent bientôt partout dans l'Empire¹³.

Les causes de cette hostilité à l'encontre de la politique de "paix civile" n'étaient, dans cette autre opposition dont les porte-parole se recrutèrent avant tout dans les rangs de l'ancien centre marxiste regroupé autour de Kautsky, en aucun cas identiques à celles des radicaux de gauche. Karl Liebknecht, par exemple, était par principe contre la guerre actuelle; la seule lutte efficace pour la paix était la lutte pour le socialisme dans les nations impérialistes belligérantes. L'autre opposition approuvait la guerre comme guerre de défense nationale, mais elle condamnait son caractère impérialiste et elle était contre tout annexionnisme. Le premier, Liebknecht s'était déjà prononcé ouvertement en décembre 1914 au Reichstag contre l'autorisation des crédits de guerre. Après que seul Otto Rühle se fut joint à lui en mars 1915, ce n'est qu'en décembre (1915) qu'un groupe de dix-huit autres députés du SPD au Reichstag suivit son exemple lorsque, du fait d'annonces mensongères de victoire sur le front occidental, un climat favorable à une paix d'annexion avait pris de l'importance jusque dans les rangs du SPD. Au début de 1916, ces forces sortirent de la vieille fraction et se réunirent tout d'abord, en tant que "Communauté social-démocrate du Travail", en une "opposition à l'intérieur de l'organisation" – ainsi qu'elles le formulèrent elles-mêmes. Le nombre croissant de refus de crédits de guerre devint l'indice du renforcement de l'opposition, même chez les adhérents. Inconciliables sur le plan des principes, les deux courants oppositionnels, la "Communauté du Travail" et la plus large partie des radicaux de gauche qui s'était réunie illégalement en mars 1916 dans la Ligue-"Spartacus" au niveau de l'Empire, furent poussés à s'associer finalement en avril 1917 dans une organisation commune. L'autonomisation organisationnelle avait été accélérée au cours de l'année 1916 par les exigences annexionnistes, qui devenaient de plus en plus impudentes, de l'aile droite du SPD et par les mesures imposées par la force de la bureaucratie du parti contre les feuilles de parti oppositionnelles, sous le couvert des autorités militaires (par exemple, le "vol du Vorwärts" en octobre 1916)¹⁴. La direction du parti réagit de manière très sévère à une conférence exceptionnelle des deux courants oppositionnels en janvier 1917 et, de son côté, elle prit bientôt l'initiative d'exclure l'opposition du parti. C'est avec un enthousiasme variable et des espérances diverses que la

¹² Cité chez : Eugen Prager, *Geschichte der USPD. Entstehung und Entwicklung der Unabhängigen Sozialdemokratischen Partei Deutschlands* [Histoire de l'USPD. Naissance et développement du Parti Social-démocrate Indépendant d'Allemagne], Berlin 1921, p. 49.

¹³ Voir Carl E. Schorke, *German Social Democracy, opus cité*, p.295 sq.

¹⁴ Voir à ce sujet pour le détail Eugen Prager, *opus cité*, p. 81 sq.

"Communauté du Travail" et la Ligue-"Spartacus" s'associèrent pour Pâques 1917 à Gotha dans le "Parti Social-démocrate Indépendant d'Allemagne" (USPD)¹⁵.

La discussion sur les fondements de l'organisation au Congrès constitutif de l'USPD montre très clairement dans quelle mesure et de quelle manière le problème masses-chefs s'était manifesté d'août 1914 à avril 1917 dans l'ensemble de l'opposition. Une partie de l'opposition (Kautsky, Bernstein, etc.) se définissait exclusivement par son hostilité aux crédits de guerre et elle contribua peu à la question de l'organisation qui était centrale lors du congrès. Une partie plus importante en revanche (Haase, Ledebour, etc.), qui fit adopter en fin de compte ses grandes lignes organisationnelles, rejetait certes fondamentalement la forme d'organisation du SPD mais repoussait la refonte de l'organisation et du programme à la cessation de la guerre, en fonction des connaissances nouvelles qui seraient acquises durant la guerre. Jusque-là, les statuts d'organisation du SPD (auxquels son organisation réelle ne correspondait plus bien sûr depuis longtemps) devaient constituer le fondement du parti; on insistait fortement là-dessus : « Les camarades du parti sont tenus de les appliquer dans un *esprit démocratique* et d'essayer tout particulièrement de donner à toutes les décisions importantes un fondement démocratique »¹⁶. Le représentant de la "Communauté du Travail" se montra, dans son rapport sur l'organisation, préoccupé par le fait que « les fonctionnaires n'obtiennent jamais la prépondérance »¹⁷. « Dans la nouvelle organisation, le corps des fonctionnaires ne doit jamais dominer »¹⁸. Il pensait pouvoir prévenir le processus funeste de bureaucratisation par la rémunération d'un tiers au plus des fonctionnaires dirigeants. L'état d'esprit dans les cercles de l'autre opposition était sans équivoque contre la bureaucratisation dans le parti et pour une décentralisation modérée; pourtant leurs représentants à Gotha n'étaient pas prêts à abandonner complètement les conceptions organisationnelles hiérarchiques, dans la mesure où elles leur semblaient indispensables à la force d'action du parti. Des mesures par exemple selon lesquelles l'Exécutif du parti ne doit pas avoir de compétences en ce qui concerne les nominations pour les secrétariats locaux ou de district, selon lesquelles on lui interdit l'acquisition de droits de propriété dans les institutions de presse du parti et l'on ne confère aux membres rétribués que des voix consultatives, étaient dictées manifestement par les expériences directes de politique quotidienne avec l'appareil du SPD. Cette récusation¹⁹ des dirigeants politiques, fortement chargée de ressentiment et qui est apparue lors de ces violentes discussions avec la direction du parti, fut la forme d'opposition la plus générale et la plus répandue chez les membres et elle resta jusqu'en 1921 le facteur socio-psychologique le plus constant pour l'afflux des masses dans les organisations radicales de gauche.

Avec leurs exigences, les radicaux de gauche n'allèrent guère plus loin que cette attitude plus réactive dans la question de l'organisation. Fritz Rück²⁰, le co-rapporteur à la question

¹⁵ Voir en particulier Carl E. Schorke, *opus cité*, p. 312 sq.

¹⁶ Voir Procès-verbal des débats du Congrès constitutif de l'USPD du 6 au 8 avril 1917 à Gotha, édité par Emil Eichhorn, Berlin 1921, p. 35.

¹⁷ *Ibidem*, p. 18.

¹⁸ *Ibidem*, p. 18.

¹⁹ Le degré d'hostilité acharnée qui a été provoqué avec cela par la bureaucratie du Parti chez les opposants se reflète fortement dans les descriptions contemporaines des événements par les personnes concernées. Voir Heinrich Ströbel (journaliste de l'ancien "Vorwärts") : *Die deutschen Revolution, ihr Unglück und ihre Rettung* [La Révolution allemande, son malheur et son sauvetage], Berlin 1922, et tout particulièrement p. 22 sq. ; Eugen Prager (journaliste de "Die Freiheit", organe de l'USPD), *opus cité*.

²⁰ Fritz Rück (1895-1959) a rejoint comme jeune soldat le groupe "Spartacus" ; membre fondateur du KPD, dans l'opposition de droite du KPD à partir de 1924 ; en 1933 , émigration en Suisse, puis correspondant de journaux suisses en Suède ; en 1950, retour en République fédérale, journaliste auprès du Syndicat de l'imprimerie et du papier. D'après : Hanno Dreschler, *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands. Ein Beitrag zur Geschichte*

de l'organisation, désigné par le groupe radical de gauche le plus important, la Ligue-"Spartacus", exigea une concrétisation de la revendication d'une pratique organisationnelle démocratique; c'est ainsi que fut admis comme une possible concrétisation le scrutin primaire dans la rédaction définitive des grandes lignes de l'organisation :

« Afin de déplacer le centre de gravité de l'action politique vers les masses, il faut provoquer un scrutin primaire pour toutes les décisions importantes qui fixent la conduite du parti pour une longue période, à condition qu'il en existe les possibilités techniques. »²¹

Ce paragraphe aussi bien que la résolution finale sur les grandes lignes de l'organisation, qui exige une « large indépendance et liberté d'action pour les organisations locales, pour celles des cercles et des districts », sont des concessions de la majorité de l'USP aux radicaux. Rück avait fait dépendre l'entrée du groupe "Spartacus" dans la nouvelle organisation de l'acceptation de ces deux points. Il exposa de manière détaillée la question de l'organisation :

« La plus large liberté d'action doit être garantie aux organisations locales. L'initiative ne doit pas être entravée. L'orateur insiste pour que le "provisoire" soit plus présent dans les grandes lignes. Peut-être aurons-nous plus tard de tout autres bases pour l'organisation que les circonscriptions électorales... L'on doit toujours insister absolument sur le fait que l'organisation ne doit pas être un but en soi. C'est pourquoi l'organisation doit être constituée de manière encore plus élastique... Les instances n'ont plus le droit de décider, et l'on doit donner aux travailleurs eux-mêmes la possibilité de choisir une autre tactique, une tactique révolutionnaire. »²²

Ces considérations semblent au premier coup d'œil paraphraser tout simplement les prémisses de la spontanéité établies par Rosa Luxemburg avant la guerre²³. Cependant, le virage de la revendication de l'action de masse à quelque chose de fédéraliste est de manière flagrante nouveau; Rosa Luxemburg n'a jamais exigé « la plus large indépendance et liberté d'action » pour les organisations locales; ces mots d'ordre sont professés littéralement par les syndicalistes révolutionnaires. Bien que Rück lui-même ait pris un tout autre chemin dans son évolution politique ultérieure, l'on peut voir objectivement dans son discours un témoignage précoce de la mise en forme communiste de gauche des idées de Rosa Luxemburg à l'intérieur de la Ligue-"Spartacus" elle-même. Les mesures anti-bureaucratiques qui furent proposées par les radicaux étaient plus rigoureuses que celles de la majorité de l'USP. Certains ne voulaient plus en effet d'employés de parti rémunérés; d'autres voulaient limiter la part de l'exécutif aux cotisations des adhérents à 5%, etc.²⁴; ces motivations déterminèrent encore directement les statuts d'organisation du KAPD et de l'AAUD et elles coïncidèrent avec les conceptions organisationnelles de la FAUD.

der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik [Le Parti Ouvrier Socialiste d'Allemagne. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier à la fin de la République de Weimar], thèse de doctorat Marbourg/Lahn 1962, p. 369.

²¹ Voir Procès-verbal des débats du Congrès constitutif de l'USPD, p. 19-23.

²² Voir *ibidem*, p. 22 sq.

²³ C'est ce que dit Werner t. Angress, *Stillborn Revolution, the Communist bid for power in Germany 1921-1923*, Princeton - New Jersey 1963, p. 11.

²⁴ Vor Carl E. Schorke, *opus cité*, p. 318.

Ce qui est finalement étonnant dans l'exposé de Rück, c'est la remarque que l'on aura « peut-être plus tard de tout autres bases pour l'organisation » que les circonscriptions électorales. Rück peut avoir difficilement pensé aux organisations des conseils cinq mois avant la Révolution d'Octobre russe; quelle que soit la façon dont il a pu imaginer les bases futures de l'organisation, sa réflexion montre dans quelle mesure toutes les conceptions organisationnelles antérieures avaient progressé. On devra rechercher dans ce qui va suivre de quelle manière la discussion se déroula dans les groupes radicaux de gauche et où la tendance communiste de gauche commença à se mettre en place en contradiction perceptible avec la Ligue-"Spartacus".

2. La discussion à propos de la question de l'organisation dans le Groupe-"Spartacus"

Étant donné la violente discussion concernant la question de l'organisation lors du congrès constitutif de l'USPD (avril 1917) et étant donné en particulier la prise de position rigoureuse de Fritz Rück qui parlait au nom du Groupe-"Spartacus", il est remarquable que, dans la critique de Rosa Luxemburg à l'égard de la social-démocratie allemande, l'antipathie des masses "trahies" envers leurs chefs ne trouve son expression que dans des tournures très générales et qu'elle n'en tire aucune conclusion organisationnelle. Dans sa brochure, qu'elle fit paraître sous le nom de Junius¹, l'aigreur à propos de la défaillance historique de la Deuxième Internationale et, au sens plus étroit, du SPD, en tant que dirigeante de celui-ci, est la note caractéristique qui prédomine dans sa critique. La guerre en cours est interprétée comme « une compétition dans le capitalisme, qui s'est déjà développé jusqu'à son apogée, pour la domination mondiale, pour l'exploitation des derniers vestiges des zones du monde non capitalistes »². La politique de "paix civile" est analysée minutieusement et condamnée. Avec l'acceptation de la paix civile, la social-démocratie a renié la lutte des classes pour la durée de la guerre. Mais elle renie en même temps la base de sa propre existence. Rosa Luxemburg répondait à la question de savoir ce que l'opposition devait faire, en réitérant – par la citation détaillée de son écrit sur la grève de masse – ses conceptions de la spontanéité. Elle rejetait toute espèce de préparation conspiratrice des actions révolutionnaires :

« La question de savoir si de grandes manifestations populaires ou actions de masse se produiront réellement, que ce soit sous une forme ou une autre, est déterminée par toute la foule des facteurs économiques, politiques et psychiques, par la tension correspondante des contradictions de classe, par le degré de compréhension des masses et par la maturité de leur disposition d'esprit à se battre, toutes choses qui sont imprévisibles et qu'aucun parti ne peut fabriquer artificiellement. »³

On peut suivre dans les circulaires du groupe gravitant autour de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, circulaires qui parurent illégalement à partir de décembre 1914, les efforts en vue de la création d'une nouvelle Internationale révolutionnaire et pour la démarcation d'avec

¹ Rosa Luxemburg, *Die Krise der Sozialdemokratie* [La crise de la social-démocratie], Berne 1916. Rosa Luxemburg a rédigé ce texte en avril 1915 pendant qu'elle séjournait en prison ; il a été publié en 1916 sous le pseudonyme de "Junius".

² Rosa Luxemburg, *Die Krise der Sozialdemokratie*, p. 63.

³ Rosa Luxemburg, *Die Krise der Sozialdemokratie*, p. 60.

l'autre opposition, la "Communauté du Travail"⁴. Bien que Rosa Luxemburg ait été l'une des premières à avoir attiré l'attention sur les phénomènes de bureaucratisation dans le SPD, on ne trouve ni dans la Brochure de "Junius", ni dans les Lettres de "Spartacus", une analyse des contradictions internes du parti qui serait issue du point de vue de la problématique chefs-masses. Le fait que cet aspect ait fait défaut dans ses publications durant la guerre s'explique par sa lutte avec ses propres partisans qui, irrités par l'attitude répressive de la direction du SPD et par l'indécision de la "Communauté du Travail", poussaient à l'autonomisation organisationnelle⁵. Par crainte que les radicaux de gauche ne soient privés de leur base d'agitation à l'intérieur du parti et qu'ils ne soient relégués à l'état de secte, elle évita de creuser ce sillon par des contributions au problème chefs-masses. Il est impossible de trancher avec certitude dans quelle mesure il est exact que Rosa Luxemburg – ainsi que le prétendit le communiste de gauche ultérieur Laufenberg – ne se libéra jamais du modèle d'organisation du SPD. Il est en revanche certain, et cela devient patent dans ses "Directives sur les tâches de la social-démocratie internationale"⁶, qu'elle n'était en aucun cas disposée, malgré ses prémisses de la spontanéité, à faire découler des principes d'organisation fédéralistes du problème de l'oligarchie dans les organisations ouvrières, problème dont elle était parfaitement consciente; Laufenberg, ultérieurement, voulut justement voir exprimé dans ces directives « la conception fondamentale, autoritaire et strictement centralisée, de la Ligue Spartacus »⁷.

Que les conceptions organisationnelles de Rosa Luxemburg n'aient pas été partagées par l'ensemble du Groupe-"Spartacus", cela est démontré par les Notes de prison de Karl Liebknecht, lesquelles furent plus tard passées sous silence par le KPD, mais publiées et mises en valeur par les communistes de gauche⁸. Dans ses réflexions sur les différences d'opinion dans la social-démocratie allemande, qu'il mit par écrit en 1917 en détention préventive, Liebknecht distinguait trois couches sociales à l'intérieur du SPD. Premièrement, les fonctionnaires rémunérés, les petits industriels, commerçants et artisans, etc., « tout ce qui est directement attaché à la situation sociale actuelle par la propriété ou la formation »; « les instances, la bureaucratie, sont leurs représentants naturels »⁹; ils constituent la base sociale de la politique de la majorité du parti. Deuxièmement : « Les ouvriers, les artisans, etc., instruits et plus à l'aise. Pour eux, la gravité du risque d'une explication sérieuse avec les classes dominantes n'est pas clair »; « ils veulent protester et "lutter", mais ils ne peuvent pas se décider à traverser le Rubicon »¹⁰. Ils représentent la base sociale pour l'attitude de la "Communauté du Travail". Troisièmement : « La masse sans propriété des ouvriers non qualifiés, le prolétariat au sens propre, étroit, du mot »¹¹. Seule cette couche n'a rien à perdre à l'abolition de l'État existant. « Ce sont ces masses, le prolétariat, que nous représentons »¹², nous, c'est-à-dire la Ligue-"Spartacus". Dans la tradition de la critique radicale que Robert Michels et Anton Pannekoek font de la bureaucratie, Liebknecht montre ensuite que la

⁴ *Spartakus-Briefe* [Les lettres de Spartacus]. Éditées par l'Institut pour le marxisme-léninisme auprès du CC du SED, Berlin 1958. Voir en particulier la Circulaire n° 12 : *Die Dezembermänner von 1915* [Les décembreistes de 1915], et : Circulaire n° 15 : *Die Gegensätze der Opposition* [Les contradictions de l'Opposition], *ibidem*, p. 86 sq. et p. 118 sq.

⁵ Voir à ce sujet Paul Fröhlich, *opus cité*, p. 265. Fröhlich défendait lui-même à cette époque-là, en tant que journaliste à l'«Arbeiter Politik» de Brême cette revendication.

⁶ Reproduit en annexe de la «Brochure de Junius», *opus cité*, p. 96 sq.

⁷ Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus. Eine reinliche Scheidung* [Communisme contre spartakisme. Un divorce net et propre], Hambourg 1920, p. 4.

⁸ Voir Karl Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass* [Notes politiques tirées de sa succession], écrites dans les années 1917-18, éditées avec la collaboration de Sophie Liebknecht, et accompagnées d'un avant-propos et d'annotations de Franz Pfempfert, Berlin 1921 (Aktions-Verlag).

⁹ Karl Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass*, p. 25

¹⁰ *Ibidem*, p. 25 sq.

¹¹ *Ibidem*, p. 26.

¹² *Ibidem*, p. 26. Souligné dans l'original.

première des couches désignées (les fonctionnaires rémunérés, etc.) ne peut rien faire d'autre que d'aspirer à des formes uniquement modérées du conflit de classe, « qui ne remettent en cause ni l'"organisation", ni leurs positions, ni leur existence. L'organisation est pour eux un but en soi, et non un moyen pour un but révolutionnaire »¹³. Il proposa de manière détaillée dans ce qui suit les mesures organisationnelles destinées à lutter contre la maladie de la bureaucratie, parmi laquelle il compte également les parlementaires :

« Suppression de la bureaucratie rémunérée ou bien son exclusion de toutes les décisions, sa limitation au travail technique d'appoint; interdiction de la réélection de tous les fonctionnaires après une certaine durée...; restriction de la compétence des instances; *décentralisation*; scrutin primaire pour les questions importantes (droit de veto et d'initiative)... L'éducation des masses et de chaque individu à l'indépendance intellectuelle et morale, à l'incrédulité vis-à-vis de l'autorité, à l'initiative propre et résolue, à la disponibilité et à la capacité d'action libres, constitue la seule base qui garantisse le développement d'un mouvement ouvrier à la hauteur de ses tâches historiques, ainsi que la condition essentielle pour l'extirpation du danger bureaucratique. »¹⁴

Il n'est pas difficile de reconnaître que les exigences de Rück au Congrès constitutif de l'USPD dérivent directement des réflexions de Liebknecht, ou alors que tous deux, à l'unisson, énoncèrent un état d'esprit répandu avec des expressions similaires. Liebknecht sembla avoir moins de préventions à l'encontre d'une autonomisation organisationnelle des radicaux de gauche que Rosa Luxemburg; il refusa résolument toute communauté d'organisation avec les partisans de la politique de "paix civile", et il fit dépendre les relations organisationnelles avec la "Communauté du Travail" de la complète liberté d'action pour la Ligue-"Spartacus" dans le cadre d'une telle relation¹⁵. De son point de vue, l'exigence de l'initiative des masses était de la plus grande importance dans ses projets d'organisation :

« Exiger cette initiative chez les masses, c'est précisément en Allemagne, le pays de l'obéissance passive et aveugle des masses, le problème d'éducation le plus urgent qui doit être résolu, au risque même que toute "discipline" et que toutes les "solides organisations" soient envoyées au diable. Il faut donner à l'individuel une latitude beaucoup plus grande que la tradition actuelle en Allemagne ne lui accorde. »¹⁶

Ce serait trop dire que de vouloir affirmer une contradiction entre Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg à l'égard de l'organisation, sur la base des différences qui ont été montrées jusqu'à présent; il est cependant indéniable qu'entre les deux il existe un déplacement de l'accent mis dans leur critique de la social-démocratie allemande : Rosa Luxemburg pensait avant tout à l'échelle historique; pour elle, l'effondrement de la Deuxième Internationale était un événement marquant qu'il s'agissait d'expliquer¹⁷. Liebknecht, le grand agitateur et le héros prolétarien du peuple, voyait dans des catégories moins larges; il expliquait l'effondrement du SPD en août 1914 – assurément d'une manière qui n'est pas moins pertinente que Rosa

¹³ *Ibidem*, p. 27.

¹⁴ Karl Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass*, P ; 28 sq. Souligné dans l'original.

¹⁵ Voir *ibidem*, p. 30 sq.

¹⁶ *Ibidem*, p. 31.

¹⁷ Voir à ce sujet la critique de la brochure "Junius" faite par les radicaux de gauche de Brême, critique qui se termine par cette phrase : « L'on ne bâtit pas une politique ouvrière sur des réminiscences historiques, mais seulement sur le terrain des faits brutaux que "Junius" a ignorés ». "Arbeiterpolitik" 1^o année (1916), n^o 6-8 : *Im Fangnetz der Widersprüche* [Dans le filet des contradictions].

Luxemburg – par le sentiment, généralement répandu dans l’opposition, d’avoir été trahi par les "instances"; à partir de cette perspective, il formula des conséquences organisationnelles plus radicales que celles que l’on peut trouver chez Rosa Luxemburg. Ces différences entre la critique de Rosa Luxemburg et celle de Karl Liebknecht reflètent très exactement deux tendances à l’intérieur du Groupe-"Spartacus" (également appelé Groupe "Internationale" d’après son premier organe de presse aussitôt interdit), qui furent ainsi caractérisées en mars 1917 dans la "Arbeiterpolitik" de Brême : si des chefs du Groupe "Internationale" montraient l’aspiration à faire renaître l’ancienne tactique des chefs dans le nouveau mouvement, cela ne prouverait pas encore que cette aspiration serait tolérée par les membres de ce Groupe. On pouvait au contraire trouver de nombreux signes qui démontraient que les membres du Groupe "Internationale" dans l’Empire possédaient suffisamment d’indépendance « pour étouffer des envies de chefs de ce type »¹⁸. Les porte-parole de ces adhérents de la Ligue-"Spartacus" étaient Liebknecht, avec ses Notes de prison du début de 1917, et Rück, avec ses déclarations d’avril 1917. Le KAPD revendiqua plus tard ces deux chefs de la Ligue-"Spartacus"; il pouvait se réclamer de Karl Liebknecht avec plus de raison que de Rosa Luxemburg.

3. La "Gauche de Brême" regroupée autour de la "Arbeiterpolitik"

Le communiste de gauche Heinrich Laufenberg décrivit en 1920 les contradictions qui sévissaient au sein des radicaux de gauche au cours de la guerre, c’est-à-dire les oppositions entre le Groupe-"Spartacus" et les autres groupes situés à l’extrême gauche de la social-démocratie :

« Lorsque nous faisons la critique de la banqueroute politique de la social-démocratie, nous voyions à Hambourg, en commun avec Knief à Brême, le centre de gravité de la catastrophe politique non pas dans le scrutin parlementaire formel, mais dans le viol des organisations par leurs instances dans l’intérêt de la politique de guerre, et ceci du fait que les instances du parti ont mis immédiatement en action leur appareil de pouvoir bureaucratique et leur presse pour obtenir de force dans le pays la soumission des organisations à la paix civile et ainsi à la dictature militaire que cette paix civile dissimulait assez mal. »¹

Il reprochait à Rosa Luxemburg et au Groupe-"Spartacus" d’avoir au fond poursuivi la politique de la majorité de la social-démocratie, puisque, sur le plan des principes, ils n’avaient jamais remis en question la forme d’organisation du SPD. La politique qui était réclamée par les autres radicaux de gauche de Hambourg, de Brême, etc., aurait voulu en revanche la destruction des organisations centralisées du haut vers le bas et l’édification concomitante d’organisations prolétariennes du bas vers le haut « dans des formes qui reflètent la nature de l’État prolétarien »². Tous ces différends, qui mèneront à l’automne 1919 à l’éclatement du KPD(S), seraient par conséquent déjà à l’œuvre dans les différentes positions des deux ailes du radicalisme de gauche lorsque la guerre a éclaté. Comme nous l’avons indiqué plus haut, cette opposition traversait déjà en plein la Ligue-"Spartacus" durant la guerre; et Laufenberg a

¹⁸ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n° 10.

¹ Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus*, p. 2.

² *Ibidem*, p. 2.

oublié aussi de mentionner le rôle initial très important du Groupe-"Lichtstrahlen" à Berlin. Si l'on ajoute ces corrections, l'affirmation de Laufenberg est alors exacte : la tendance radicale de gauche, à laquelle se sont rattachées ultérieurement les organisations communistes de gauche et pour partie les organisations syndicalistes révolutionnaires, s'est déjà développée entre 1914 et 1918 sur des fronts clairs; elle est représentée par la "Gauche de Brême" réunie autour de la "Arbeiterpolitik" rédigée par Johannes Knief et Paul Fröhlich³, par le groupe qui gravite à Berlin autour des "Lichtstrahlen" publiés par Julian Borchardt, et par les radicaux de gauche de Hambourg autour de Heinrich Laufenberg et de Fritz Wolffheim⁴. Les deux premiers groupes, les plus importants, se firent connaître à partir de la fin de 1915 sous l'étiquette commune des "Socialistes Internationaux d'Allemagne" (ISD) après qu'ils ont pris, à la Conférence de Zimmerwald, une position commune, mais différente de celle de la Ligue-"Spartacus", par rapport à l'Internationale à refonder. Les contradictions entre ces radicaux de gauche et le Groupe-"Spartacus" ne se limitaient pas seulement à des différences d'opinion concernant la forme d'organisation.

Les différences théoriques qui étaient apparues à l'époque de l'avant-guerre entre Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek avaient maintenant de telles conséquences que Rosa Luxemburg, en tant que théoricienne du Groupe-"Spartacus", se dressa face à Anton Pannekoek, en tant que théoricien en chef des ISD; il était tout à fait logique que Pannekoek, qui était déjà avant la guerre l'orateur le plus radical, soit devenu le porte-parole des ISD qui étaient à cet égard les plus radicaux, et que sa théorie critique de l'organisation prenne de l'extension dans les groupes qui cherchaient justement les causes de la "trahison" du SPD d'août 1914 dans sa forme d'organisation. Expulsé du pays en août 1914 en tant que ressortissant hollandais, il contribua cependant comme aucun autre, avec de nombreux articles dans les "Lichtstrahlen" et dans la "Arbeiterpolitik", à la clarification théorique des ISD⁵. La différence essentielle entre le Groupe-"Spartacus" et les ISD était – comme cela sera formulé ultérieurement dans les rangs du KAPD – que « Spartacus a toujours pratiqué une tactique, du fait de laquelle la porte de derrière est restée ouverte à la social-démocratie »⁶; les ISD au contraire voulaient la rupture radicale et ouverte aussi bien avec la majorité de la social-démocratie qu'avec l'USPD, la rupture organisationnelle, la rupture avec le modèle d'organisation bureaucratique et centralisée de la social-démocratie et la rupture avec l'irrésolution révolutionnaire de l'USP. Cette indécision révolutionnaire de l'USP était justement, selon l'avis de Karl Radek, le collaborateur et le porte-parole de la "Arbeiterpolitik" de Brême, encore contenue dans la Brochure de "Junius" rédigée par Rosa Luxemburg⁷. Radek suivait ici la critique que Lénine fit de la Brochure de "Junius", critique dans laquelle il est dit entre autres : « Premièrement, "Junius" ne s'est pas complètement libérée du centre des

³ Voir l'Appendice biographique.

⁴ Un certain nombre de revues illégales, que les radicaux de gauche ont utilisé comme porte-voix, ont paru dans l'Empire à côté des organes nommés. Laufenberg et Wolffheim, les deux porte-parole ultérieurs du KAP pour l'Allemagne du Nord, publiaient le "Kampf" qui paraissait illégalement à Hambourg ; Karl Münster, dirigeant ultérieur du KAP dans la Ruhr et à Francfort-sur-le-Main publiait le "Kampf" illégal à Duisbourg ; l'Opposition de Stuttgart le "Sozial-demokrat" illégal ; à Hambourg paraissait en outre la feuille illégale "Vorbot" qui portait le même nom que la revue publiée par Pannekoek en Suisse ; le "Braunschweiger Volksfreund" était rédigé par Karl Radek et August Thalheimer. Voir à ce sujet : *Illustrierte Geschichte der Deutschen Revolution* [Histoire illustrée de la Révolution allemande], Berlin 1929, p. 143 : « Tous ces journaux, en particulier les "Spartakusbriefer" et la "Arbeiterpolitik" avaient des lecteurs dans tout l'empire et sur tous les fronts ».

⁵ Les articles parus dans les "Lichtstrahlen" et dans la "Arbeiterpolitik" sous le nom de Karl Horner sont tous rédigés par Anton Pannekoek.

⁶ Carl Schlicht, *Der Ursprung der KPD, zur Geschichte der Arbeiterbewegung in Deutschland* [Les origines du KPD, contribution à l'histoire du mouvement ouvrier en Allemagne], dans : "Proletarier, Kommunistische Zeitschrift für revolutionären Klassenkampf", édité par le KAPD, 2^e année (1926), p. 97.

⁷ Voir la critique de la brochure de "Junius" dans la "Arbeiterpolitik" 1^o année (1916), n^o 6-8 ; la critique est rédigée par Karl Radek. (Voir Carl Schlicht, *loc. cit.*, p. 71).

sociaux-démocrates de gauche allemands qui craignent une scission et ont peur d'exprimer totalement les mots d'ordre révolutionnaires... »⁸. La crainte de Rosa Luxemburg de l'isolement sectaire des radicaux de gauche allemands n'autorisait pas en effet cette séparation nette. Concernant la question de savoir si les radicaux de gauche devaient entrer dans une relation de cartel avec la "Communauté du Travail", et donc avec le "centre" dont Lénine parle, ou bien si – comme les ISD le réclamaient – ils devaient se séparer résolument du SPD et édifier leur propre organisation, Rosa Luxemburg motiva sa décision en faveur de la fusion avec la "Communauté du Travail" de la manière suivante en janvier 1917 :

« Aussi louables et compréhensibles que soient l'impatience et le ressentiment amer qui produisent aujourd'hui la fuite des meilleurs éléments hors du parti : la fuite reste la fuite, et pour nous elle est une trahison des masses qui se rendent à merci des Scheidemann et des Legien, de la bourgeoisie, et qui se débattent et suffoquent dans leur nœud coulant. On peut "sortir" de petites sectes ou de petites assemblées secrètes si elles ne conviennent pas afin de fonder de nouvelles sectes ou assemblées. Ce n'est rien d'autre que de la fantaisie immature que de vouloir libérer l'ensemble de la masse des prolétaires de ce joug le plus lourd et le plus menaçant de la bourgeoisie par une "simple" sortie et marcher à leur tête sur ce chemin avec des exemples courageux. Envoyer promener le livre des adhérents, ce qui est une illusion de libération, et porter aux nues le livre des adhérents, ce qui est une illusion de pouvoir, ne sont que deux choses identiques mais renversées, les pôles différents du crétinisme d'organisation, cette maladie constitutionnelle de la vieille social-démocratie allemande. »⁹

Le résultat de cette tactique différente fut que, lors du premier pas vers la nouvelle Internationale révolutionnaire, la Conférence de Zimmerwald en septembre 1915, les trois représentants de la Ligue-"Spartacus" ne votèrent pas pour la résolution, inspirée par Lénine, de l'aile gauche des délégués assemblés¹⁰, dans laquelle il était dit entre autres :

« Le social-patriotisme, ou social-impérialisme, sur le point de vue duquel se trouvent en Allemagne la majorité ouvertement patriotique des chefs sociaux-démocrates antérieurs aussi bien que le centre du parti qui se conduit de manière oppositionnelle,... est pour le prolétariat un ennemi plus dangereux que les apôtres bourgeois de l'impérialisme, car il peut, en abusant du drapeau du socialisme, induire en erreur la classe ouvrière non informée. »¹¹

Karl Radek, comme représentant des radicaux de gauche de Brême, c'est-à-dire du groupe qui gravitera ultérieurement autour de la "Arbeiterpolitik", et Julian Borchardt, comme représentant du groupe radical de gauche réuni autour des "Lichtstrahlen", se reconnurent dans la "Gauche de Zimmerwald" se regroupant autour de Lénine. La conséquence de cette prise

⁸ Lénine, *Über die "Junius"-Broschüre* [Sur la brochure de "Junius"], dans : "Gegen den Strom" [Contre le courant], p. 426, cité dans : Carl Schlicht, *loc. cit.*, p. 97.

⁹ Citation tirée d'un article du "Kampf" de Duisbourg du 6-01-1917 reproduit dans : *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* [Documents et matériaux en vue de l'histoire du mouvement ouvrier allemand], édité par l'Institut pour le Marxisme-léninisme auprès du CC du SED, Berlin 1958, vol. I (1914-1917), p. 522 sq.

¹⁰ Voir d'autres faits sur les différences entre le groupe-"Spartacus" et la "gauche de Zimmerwald" chez Carl Schlicht, *loc. cit.*, dont la présentation n'est certainement pas impartiale, mais est très bien documentée.

¹¹ Voir le texte de la résolution dans : "Vorbote, Internationale Marxistische Rundschau" 1^o année (1916), n^o 1, p. 5 sq. Voir aussi Jules Humbert-Droz, *Der Krieg und die Internationale. Die Konferenzen von Zimmerwald und Kienthal* [La guerre et l'Internationale. Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal], Vienne, Cologne, Stuttgart, Zurich 1964, p. 153 sq.

différente de position fut que la séparation qui était déjà établie, du fait des différences théoriques entre Rosa Luxemburg et Anton Pannekoek, dans le camp des radicaux de gauche allemands avant la guerre, commença à devenir visible au niveau de l'organisation : les partisans allemands de la "Gauche de Zimmerwald" se confrontèrent à l'avenir à la Ligue-"Spartacus" en tant que "Socialistes Internationaux d'Allemagne" (ISD). C'est Anton Pannekoek qui fut l'éditeur de l'éphémère organe de presse en langue allemande de la "Gauche de Zimmerwald", le "Vorbote" [le Précurseur] qui parut en Suisse¹². L'étiquette d'ISD délimitait, dans une mesure encore supérieure à celle de "Spartacus", plus une tendance qu'une organisation réelle, laquelle était difficile à édifier dans les conditions de la guerre et de l'illégalité.

L'un des centres d'agitation des ISD fut le groupe réuni autour de la "Arbeiterpolitik" de Brême, qui continuait la tradition de la "Bremer Bürgerzeitung" radicale de gauche et marquée de l'empreinte théorique de Pannekoek¹³ et qui parut à partir de juin 1916. La tactique de la "Gauche de Brême" a été fixée au plus tard depuis la Conférence de Zimmerwald en septembre 1915 : séparation résolue d'avec les Indépendants et la majorité de la social-démocratie, et édification d'une organisation radicale de gauche autonome. Le premier pas concret dans cette direction fut le blocage financier vis-à-vis des instances centrales du SPD. Ce pas-là fut examiné également dans le Groupe-"Spartacus", mais cependant de manière très hésitante et avant tout du point de vue de sa recevabilité juridique¹⁴. La "Gauche de Brême" fut la première organisation qui traduisit cette idée en acte le 4 décembre 1916¹⁵; son exemple fut suivi le 18 décembre 1916 par les radicaux de gauche de Brunswick¹⁶ et le 28 février 1917 par les oppositionnels radicaux de Hambourg¹⁷. Pour ceux-là comme pour les autres organisations qui combattaient les instances par le blocage des cotisations, ce pas eut généralement pour conséquence l'exclusion du SPD. Bien que la différence de tactique soit devenue claire comme le jour lors de la Conférence de Zimmerwald et dans le cas du blocage des cotisations, la "Gauche de Brême" n'abandonna pas l'espoir de gagner malgré tout à ses vues le Groupe-"Spartacus" pour la fondation d'un parti radical de gauche jusqu'à ce que celui-ci ne se joigne à l'USPD à Pâques 1917¹⁸. En août 1916, la "Arbeiterpolitik" écrivait encore qu'une bonne partie des contradictions qui conduisirent à la fondation des ISD, et « qui déterminèrent les radicaux de gauche de Brême à ne pas adhérer au Groupe "Internationale", est à l'heure actuelle, d'après nous – nous ne parlons qu'en notre propre nom –, surmontée »¹⁹. L'indignation de la "Gauche de Brême" fut d'autant plus grande lorsque le Groupe-"Spartacus" se laissa aller à un rattachement – d'après leurs conceptions – lourd de compromissions à l'ancienne "Communauté du Travail" et à l'USPD actuelle. Déjà à la conférence préparatoire

¹² Il parut deux numéros volumineux du "Vorbote, Internationale Marxistische Rundschau", Zurich/ Berne en janvier et en avril 1916 ; les collaborateurs étaient, à côté de Pannekoek, Roland-Horst, Gorter, Zinoviev, Lénine et Radek ; voir aussi Jules Humbert-Droz, *opus cité*, p. 157.

¹³ L'éditeur du "Bremer Bürgerzeitung, le député social-démocrate au Reichstag Alfred Henke, avait accordé dans un premier temps son soutien aux deux oppositionnels de la Fraction Liebknecht et Rühle, mais il était ensuite passé à l'Opposition modérée de la "Communauté de Travail" et il avait donné à sa feuille une orientation correspondante.

¹⁴ Voir la Circulaire n° 20 (15-05-1916) : *Finanzsperre und Organisationsstatut* [Blocage financier et statuts de l'organisation] dans "Spartakusbriefe", *opus cité*, p. 169 sq. et 189 sq.

¹⁵ "Arbeiterpolitik" 1° année (1916), n° 25. La remarque suivante représente un coup de griffe donnée au Groupe-"Spartacus" : « Mais ce qui caractérise l'Opposition allemande, c'est le fait qu'elle permette aux sociaux-patriotes de fouler aux pieds les principes du Parti, tandis qu'elle se creuse les méninges pour savoir si elle peut retirer de la circulation un paragraphe tout à fait insignifiant des statuts de l'organisation. Quand les ouvriers allemands seront-ils enfin guéris de leur manie de l'organisation ! », 2° année (1917), n° 8.

¹⁶ "Arbeiterpolitik" 1° année (1916), n° 27.

¹⁷ "Arbeiterpolitik" 2° année (1917), n° 9.

¹⁸ "Arbeiterpolitik" 1° année (1916), n° 10 : *Einheit oder Spaltung der Partei ?* [Unité ou scission du Parti. ?].

¹⁹ "Arbeiterpolitik" 2° année (1917), n° 2.

de l'opposition en janvier 1917, les radicaux de Brême critiquèrent son comportement : la tâche historique du Groupe "Internationale" aurait dû être de promouvoir le processus de séparation entre le "Centre" et les radicaux de gauche par la critique de principe de la "Communauté Social-démocrate du Travail". Mais non seulement il ne s'est pas démarqué dans ses thèses de la politique de la "Communauté du Travail" avec une netteté critique nécessaire, mais il n'a pas non plus mis à nu suffisamment le point de vue du "social-patriotisme"²⁰. Le rattachement du Groupe-"Spartacus" à l'USPD une fois consommé, la critique la plus violente s'installa de la part de la "Gauche de Brême"²¹, et il y eut aussi des appels constants à la formation d'organisations indépendantes des autres radicaux de gauche²². L'opinion de la Ligue-"Spartacus" dans l'Empire n'était en aucun cas unanime pour ce qui concerne le rattachement à la "Communauté du Travail"; les groupes de Duisburg, de Francfort/Main et de Dresde, s'étaient exprimés contre²³; et même un certain nombre de membres de "Spartacus" déçus par le rattachement en vint à passer dans le camp des ISD représentés par la "Gauche de Brême". Comme dans la question de l'organisation, il apparaît ici aussi que la Ligue-"Spartacus" était divisée entre les radicaux modérés réunis autour de Rosa Luxemburg et les radicaux extrêmes qui penchaient vers la position des ISD. L'aile extrême du Groupe-"Spartacus" et les membres des ISD constituèrent ensuite à eux deux le gros de la majorité communiste de gauche au congrès de fondation du KPD(S) à la fin de l'année 1918.

Depuis le rattachement du Groupe-"Spartacus" à l'USPD en avril 1917, la division à l'intérieur du radicalisme de gauche allemand s'était une fois de plus approfondie. La "Arbeiterpolitik" de Brême représentait toutes les forces qui s'opposaient à ce rattachement et qui étaient favorables à la formation d'une organisation autonome. Que, malgré l'initiative de la "Gauche de Brême", la création d'une telle organisation radicale de gauche, sous l'étiquette déjà bien connue depuis la fin de 1915 des ISD, n'ait pas eu lieu, a résidé dans le fait que, à côté de la situation de guerre défavorable, ces forces politiques se contredisaient fortement et sans cesse les unes les autres et qu'une discussion éclairante ne pouvait pas se produire dans la situation d'illégalité. Après que les ISD se furent dissous par la suite dans le KPD(S) et qu'ils eurent joué jusqu'au début de 1920 un rôle dirigeant dans l'opposition communiste de gauche à l'intérieur du parti, leur revendication de la fondation d'une organisation radicale de gauche autonome, indépendante de la Ligue-"Spartacus", ne se réalisa dans la situation d'après-guerre qu'avec la fondation du KAPD, après le surcroît d'autres forces politiques et désormais avec d'autres protagonistes. Au Congrès constitutif du KAPD en avril 1920, on débattit de donner comme nom à la nouvelle organisation l'étiquette des anciens ISD qui avait été transformée en novembre 1918 par les radicaux de gauche de Brême en "Communistes Internationaux d'Allemagne" (IKD)²⁴.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ Voir "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n^o 16 : *Die Konsequenz von Gotha*.

²² Voir l'Appel dans l'Appendice documentaire n^o 2.

²³ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n^o 16 ; il y a eu dans l'organe de Duisbourg de la Ligue-"Spartacus", le "Kampf", une vive discussion pour ou contre le rattachement à l'USPD.

²⁴ Voir plus bas le paragraphe sur le Congrès constitutif du KAPD. Un exposé plus détaillé de l'histoire de la "Gauche de Brême" et de l'ISD, comme cela est possible dans le cadre de ce travail, est préparé comme thèse à l'université de Berlin par Hansgeorg Conert sous le titre : *Entstehung, Politik und Theorie der Bremer Linken (IKD)* [Naissance, politique et théorie de la Gauche de Brême (IKD)].

4. Les radicaux de gauche de Berlin regroupés autour des "Lichtstrahlen"

La "Arbeiterpolitik", qui parut à partir de juin 1916, partit, en particulier dans la critique de l'organisation et de la bureaucratie, du travail mené dans les "Lichtstrahlen" de Berlin, quand elle expliqua, par exemple, les causes de la défaillance de la social-démocratie allemande en août 1914 de la manière suivante :

« Modelé par les formes de l'État prusso-allemand avec son pouvoir militaire en augmentation permanente et avec sa bureaucratie de plus en plus envahissante, le SPD a dû, aussitôt qu'il devint un parti de masse, développer ces mêmes formes au sein de lui-même... L'organisation des masses devint son souci principal; elle devint en fin de compte un but en soi. C'est-à-dire par la suite, lorsque le puissant appareil d'organisation créa la bureaucratie, qui de moyen pour un but devint un but en soi. »¹

La "Arbeiterpolitik" se savait d'accord dans cette critique non seulement avec les "Lichtstrahlen" mais aussi avec la critique d'avant la guerre du SPD par Michels et Pannekoek². Sur le plan du programme, cela signifiait, concernant le jugement porté sur le SPD en août 1914 : « La politique des instances a vécu son grand fiasco historique; l'époque de la politique ouvrière commence »³. C'est précisément avec cet objectif, à savoir de créer pour les travailleurs les conditions d'une pensée et d'une action responsables et autonomes, que Julian Borchardt publia, de septembre 1913 jusqu'à son interdiction en avril 1916, les "Lichtstrahlen" comme « organe de formation pour les ouvriers pensants »⁴. S'appuyant uniquement sur la circonscription électorale du Reichstag, traditionnellement radicale, de Teltow-Beeskow-Storkow-Charlottenburg (Wilhelm Werner avait déjà, en tant que délégué de Teltow, lancé ses attaques pour les "Jungen" aux congrès du parti de 1890 et 1891), cette revue resta toujours très étroitement liée à l'évolution personnelle de son éditeur et aux objectifs qu'il se fixait. Borchardt était du côté des prémisses de la spontanéité des gauches extrêmes de la social-démocratie allemande d'avant la guerre; il donna la parole à Franz Mehring et le laissa de la même façon faire des comptes rendus sur les publications de la "Fédération Libre"⁵. Depuis le début, les "Lichtstrahlen" eurent un accent anti-autoritaire particulier. Borchardt justifia de la manière suivante ses efforts pédagogiques envers les ouvriers :

« Nous sommes convaincus qu'une formation supérieure des masses socialistes extirpera cette croyance aveugle dans l'autorité qui est de nos jours inculquée aux hommes par les militaires et que nous trouvons donc malheureusement très souvent aussi dans des endroits où elle n'est pas à sa place. Elle disparaîtra sans doute comme la paille au vent quand tous les hommes posséderont le degré nécessaire d'instruction. Et avec elle

¹ "Arbeiterpolitik" 1^o année (1916), n^o 1 : *Niederbruch und Aufstieg* [Effondrement et remontée].

² Voir en particulier "Arbeiterpolitik" 1^o année (1916), n^o 5 : *Die Reform des Führertums* [La réforme du système de commandement].

³ "Arbeiterpolitik" 1^o année (1916), n^o 1.

⁴ La publication ultérieure du "Lichtstrahlen" n'a été autorisée par la censure militaire que sous la condition que la revue ait exclusivement un contenu instructif et culturel. Une condition que l'"Aktion" de Franz Pfempfert avait également subie durant les années de guerre. En mai 1916, la revue est parue sous un autre titre : "Der Leuchtturm" [Le Phare], mais avec l'ancien contenu pour l'essentiel. À la suite de quoi elle a été totalement interdite. Elle a paru de nouveau, de manière irrégulière, sous le nom de "Lichtstrahlen" à partir de novembre 1918 comme "Revue en faveur du communisme international" jusqu'en 1921.

⁵ Voir "Lichtstrahlen", 1^o année (1913), n^o 4 et n^o 11.

disparaîtra également la possibilité que la masse suive les chefs sans jugement objectif propre, et par conséquent disparaîtra pour les chefs l'occasion, que ce soit de gré ou de force, de mener la masse sur des chemins autres que ceux où elle veut être menée. »⁶

Son indépendance éditoriale relativement grande et son attention particulière portée aux structures d'organisation autoritaires firent ainsi des "Lichtstrahlen", immédiatement après la "trahison des chefs ouvriers" en août 1914, le porte-voix de l'indignation à propos de cet acte. Presque tous les porte-parole de l'opposition radicale écrivirent entre août 1914 et avril 1916 dans les "Lichtstrahlen"⁷. Dans le numéro de septembre 1914, Borchardt mit déjà côte à côte les décisions d'avant-guerre du SPD concernant la question de la guerre et son attitude effective au cours du mois précédent, et il en arriva à la conclusion que ce parti était devenu une fois pour toutes peu digne de foi : « Qui croira encore les sociaux-démocrates à l'avenir? »⁸. Au cours du mois suivant, le groupe réuni autour de Borchardt fit toucher du doigt aux personnes situées à gauche de la social-démocratie l'autonomisation organisationnelle telle qu'elle s'était déjà accomplie en Hollande en 1909⁹. En 1915, l'agitation en faveur de la séparation résolue d'avec le SPD se renforça, étant donné que celui-ci aurait – ainsi que Borchardt chercha à le démontrer dans une brochure¹⁰ publiée par sa propre maison d'édition – "abdiqué"; le SPD serait devenu un nouveau parti et l'on ne pourrait défendre ses buts révolutionnaires originels qu'à l'extérieur de son cadre organisationnel¹¹. Et donc les radicaux berlinois regroupés autour de Borchardt repoussèrent aussi les appels de l'"Opposition à l'intérieur de l'organisation", de la "Communauté du Travail", adressés à la direction du parti. La rédaction des "Lichtstrahlen" prit ses distances à l'égard d'une lettre de juin 1915, émanant d'un certain nombre de membres du SPD et adressée à la direction du parti, dans laquelle la politique de "paix civile" était clouée au pilori, avec des expressions sévères, comme un éloignement de plus en plus marqué des principes antérieurs du SPD, étant donné qu'elle ne croyait pas « que cela ait le moindre sens d'adresser un quelconque appel aux corps désignés (c'est-à-dire la direction du parti social-démocrate et le comité directeur de la fraction social-démocrate au Reichstag, NdA) »¹². Comme cela a déjà été montré lors de la présentation du radicalisme de gauche de Brême, cette tactique allait exactement dans le sens de la résolution de Lénine à la première Conférence de Zimmerwald¹³. Après la constitution des ISD à la fin de 1915, Borchardt donna aux "Lichtstrahlen" le caractère d'un organe de ce regroupement oppositionnel et il publia par exemple en leur nom aussi son tract sur les dix-huit qui avaient refusé les crédits de guerre le 21 décembre 1915¹⁴. Avant le rattachement du Groupe-

⁶ "Lichtstrahlen", 1^o année (1913), n^o 11.

⁷ À côté de Borchardt, c'est Pannekoek qui écrivait la plupart des articles ; mais il y avait aussi des contributions de Karl Radek, de Rosa Luxemburg, de Franz Mehring, de Karl Liebknecht, d'Otto Rühle, etc.

⁸ "Lichtstrahlen", 2^o année (1914), n^o 1 : *Partei und Vaterland* [Parti et patrie].

⁹ Voir "Lichtstrahlen", 2^o année (1914), n^o 2 : « Depuis déjà des années... la "gauche" a servi inconsciemment de feuille de vigne à l'intérieur du parti pour les péchés de cette dernière. Veut-elle continuer à se contenter d'espérer dans les résolutions du prochain congrès du parti et "collaborer" cordialement entre-temps?... Peut-être la décision des hommes de la "gauche" sera-t-elle facilitée par l'appel du pied clair et net que la "base" leur a fait dernièrement en soulevant cette question : la social-démocratie peut-elle supporter à la longue dans ses rangs les gens qui condamnent et combattent son attitude par rapport à la guerre? ».

¹⁰ Jullian Borchardt, *Vor und nach dem 4. August 1914. Hat die deutsche Sozialdemokratie abgedankt ?* [Avant et après le 4 août 1914. La social-démocratie allemande a-t-elle abdiqué ?].

¹¹ "Lichtstrahlen", 2^o année (1915), n^o 15 : *Eine neue Partei* [Un nouveau parti].

¹² "Lichtstrahlen", 2^o année (1915), n^o 13.

¹³ Concernant la Conférence de Zimmerwald, voir Karl Radek, *Der erste Schritt* [Le premier pas], dans : "Lichtstrahlen", 3^o année (1915), n^o 1.

¹⁴ Internationale Sozialisten Deutschlands, *Die Minderheit des 21. Dezember 1915* [La minorité du 21 décembre 1915], Berlin 1916. Il voyait d'une part dans cet acte une « victoire des masses d'opposition, une preuve de leur

"Spartacus" à l'USPD en avril 1917, Borchardt ne voyait pas de barrières infranchissables entre les ISD et "Spartacus"¹⁵.

Cela changea dès que ce rattachement devint public; en mars 1917, il demanda, dans un appel des ISD¹⁶, indigné au regard de l'effondrement de la politique social-démocrate des instances en 1914 : « La création d'un nouveau parti qui, à la place des chefs Scheidemann et Ebert, mettra simplement les chefs Haase et Ledebour, ou bien encore les chefs Liebknecht et Luxemburg, servira-t-elle contre la répétition des mêmes événements? »¹⁷. L'évolution politique personnelle de Borchardt avait déjà, à cette époque (début 1917), prit un tournant qui le mettait aussi en contradiction avec les radicaux de gauche de Brême, et donc avec la plus grande partie des ISD, et qui devait le disqualifier à l'avenir comme porte-parole du mouvement radical de gauche. De son analyse du 4 août – très partielle par comparaison avec les efforts analytiques de la "Gauche de Brême" ou de la Ligue-"Spartacus" – comme un "fiasco de la politique des instances", il tira la conclusion radicale selon laquelle la forme d'organisation hiérarchique traditionnelle du parti serait tout simplement dépassée puisque, en elle, les ouvriers seraient empêchés obligatoirement d'avoir une pensée et une action indépendantes.

« Ce qui nous importe, c'est la *suppression de tous les chefs* dans le mouvement ouvrier. Ce dont nous avons besoin pour parvenir au socialisme, c'est de la démocratie pure parmi les camarades, c'est-à-dire *l'égalité de droits, l'indépendance, la volonté et la force de sa propre action* chez chaque individu. Nous pouvons ne pas avoir de chefs mais seulement des organes exécutifs qui, au lieu d'imposer leur volonté aux camarades, agissent au contraire seulement comme leurs mandataires. »¹⁸

Les radicaux de gauche de Brême eux-mêmes n'étaient en aucun cas prêts à tirer une conclusion à tel point rigoureuse de la problématique chefs-masses; ils reprochèrent à Borchardt de renoncer en somme à l'action politique avec son abandon de la forme d'organisation du parti. « Il mettait à la place du parti une secte de propagande avec des formes anarchistes »¹⁹. Il est en effet remarquable que ce soit le premier cas, dans la jeune tradition du radicalisme de gauche allemand – qui faisait valoir bien sûr, en commun avec les vieilles lignes traditionnelles de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire, les droits à l'initiative de l'individu à l'encontre des exigences de soumission de la part de l'appareil organisationnel – , que ce soit donc le premier cas où soient tirées par un groupe oppositionnel, de manière hautement consciente et volontaire, des conséquences qui nient l'organisation. De même que l'épuisement révolutionnaire du prolétariat fut plus tard la base sur laquelle se déroula la phase de désintégration des organisations communistes de gauche et syndicalistes révolutionnaires après 1921, phase où des tendances tout à fait analogues, qui refusent l'organisation, apparurent, de même la conclusion de Borchardt reposait sur la résignation qu'il avait exprimée dans un écrit de juillet 1920²⁰. Il estimait que tout restait

force qui a obligé les chefs qui n'étaient sur un sol stable à les prendre en compte ». (p. 7). D'autre part il prévoyait qu'il ne fallait pas attendre de ces forces une opposition de principe.

¹⁵ Il écrivait encore en janvier 1916 : « ... il y a enfin un troisième groupe, celui qui a publié à l'époque l'excellent cahier "Internationale". Absolument rien ne me sépare de lui ». Dans : "Lichtstrahlen", 3^e année (1916), n^o 4.

¹⁶ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n^o 10. *An unsere Gesinnungsgenossen* [À nos sympathisants].

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n^o 10. Les termes soulignés le sont dans l'original.

¹⁹ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n^o 31 : *Abtrünnig* [Renégat].

²⁰ Julian Borchardt, *Revolutionshoffnungen* [Espoirs de révolution], Berlin 1917. Les ISD berlinois retirèrent à Borchardt sur la base de cet écrit le droit de parler encore au nom des ISD. Voir *Arbeiterpolitik*" 2^e année (1917), n^o 36.

encore à faire dans la classe ouvrière allemande pour qu'elle se libère de ses chefs, et qu'elle apprenne à penser et à agir de manière responsable et autonome. « S'il se trouvait réellement quelques chefs qui appellent à la révolution, les masses ne les suivraient pas, car un tel esprit ne vit pas du tout en elles »²¹. Borchardt avait abandonné les prémisses de la spontanéité, la conviction de la nature créatrice et révolutionnaire des masses modernes. Personnellement, Borchardt s'était déjà discrédité vers le début de l'année 1917 dans les cercles des radicaux de gauche du fait de la présentation et de la publication d'un livre dans lequel il justifiait, entre autres, la guerre sous-marine allemande²². Il fut considéré à l'avenir comme un renégat par les radicaux de gauche – "Julian l'apostat" – auquel revint cependant le mérite historique d'avoir offert « à une époque de complet effondrement de la social-démocratie, une plateforme pour la nouvelle Internationale aux ouvriers du bâtiment dans ses "Lichtstrahlen" »²³ Lorsque Borchardt commença à publier à nouveau les "Lichtstrahlen" après la Révolution de Novembre, la "Gauche de Brême" – qui, entre la révolution de Novembre et la fondation du KPD(S), avait pris le nom de "Communistes Internationaux d'Allemagne" (IKD) – eut une attitude d'attente sceptique²⁴. L'organe de la "Fédération Libre" recommanda la lecture des "Lichtstrahlen". Mais Borchardt avait perdu le contact avec le mouvement ouvrier radical et ses publications devinrent de manière étrange sans rapport avec le présent politique²⁵. Les IKD avaient voulu voir si Borchardt, « dans le feu de la lutte de classe prolétarienne », se placerait aux côtés de la Ligue-"Spartacus", ou s'il voudrait réunir à nouveau ses partisans berlinois dans un club de débats. Borchardt se décida par la suite pour un club de discussion; il resta jusqu'à sa mort (1932) un socialiste sans parti.

5. Les radicaux de gauche de Hambourg

Les oppositionnels de Hambourg occupèrent dans le mouvement radical de gauche durant la guerre une position particulière dans la mesure où ils n'adhérèrent pas à l'internationalisme des ISD. Mais ces réserves nationales n'eurent des répercussions que beaucoup plus tard – lors de l'exclusion du porte-parole des radicaux de gauche de Hambourg au deuxième congrès du KPD(S) en octobre 1919 –. Dans leur lutte contre la politique de "paix civile" des "instances", ils ne se différencient pas des ISD. Laufenberg, qui – comme cela a été mentionné plus haut – avait été appelé à Hambourg par Franz Mehring en 1907, et qui eut déjà en 1912 des démêlés avec les instances du parti à cause de son radicalisme militant, et Fritz Wollfheim, qui avait été jusqu'en 1913 rédacteur dans un organe des IWW aux USA, constituèrent le centre de gravité de l'opposition dans les rangs des membres qui reprochaient aux directions locales du SPD

²¹ Julian Borchardt, *Revolutionshoffnungen*, p. 7.

²² Il s'agissait de : Karl Erdmann, *England und Sozialdemokratie*, [L'Angleterre et la social-démocratie], Berlin 1917. Voir la justification de Borchardt dans : "Arbeiterpolitik" 2^o année (1917), n^o 15. La rédaction n'accepta pas la justification. Voir aussi Julian Borchardt, *Ich und der U-Bootkrieg, ein Wort der Abwehr* [Moi et la guerre sous-marine, un mot pour ma défense], Berlin 1917.

²³ "Arbeiterpolitik" 2^o année (1917), n^o 31.

²⁴ Voir "Der Kommunist, Flugzeitung der Internationalen Sozialisten Deutschlands" 1^o année (1918), n^o 7. On y trouve cela à l'occasion de la réapparition des "Lichtstrahlen" : « Mais puisque cela ne dépend pas aujourd'hui seulement de l'indication de l'objectif, mais tout aussi bien des méthodes de lutte, sur lesquelles le premier cahier ne s'étend pas, nous allons attendre ce que les "Lichtstrahlen" ont à dire là-dessus avant de nous déclarer solidaires d'eux ».

²⁵ Voir par exemple Julian Borchardt, *Der kommunistische Aufbau* [La construction communiste], Berlin 1919. Julian Borchardt, *Die Diktatur des Proletariats* [La dictature du prolétariat], Berlin 1919. Julian Borchardt, *Kassandrarufe. Heraus aus Not und Tod !* [Prophéties. En finir avec la misère et la mort !], Berlin 1919.

d'obscurcir délibérément « la nature impérialiste de cette guerre »¹ en obéissant au mot d'ordre de "paix civile". Une occasion concrète pour que l'opposition s'enflamme fut l'appel du gouvernement du 16 août 1914 pour une instruction militaire générale de la jeunesse; le "Hamburger Echo", l'organe de l'union provinciale du SPD, approuva sans restrictions cet appel le mois même et il fut pris sous la protection des dirigeants contre les voix indignées qui émanaient des membres du parti. Laufenberg et Wolffheim décrivent ainsi la situation à grands traits : avec la discussion qui s'engageait, la contradiction entre les chefs qui s'orientaient d'après la politique de l'"Echo" et les masses qui tenaient fermement aux anciens principes prolétariens a nécessairement éclaté. « Toute critique au sens des masses apparut et devait apparaître comme une rébellion contre les opinions et les décisions des chefs »². Il sembla à Laufenberg et à Wolffheim que l'objectif spécifique de l'opposition qui se manifestait par cette rébellion était « d'apporter des changements modernes dans la forme d'organisation du prolétariat allemand »³. Les propositions de réforme organisationnelle que les masses devaient faire aux représentants de l'organisation et de l'action future, n'étaient pas essentiellement différentes de celles que Fritz Rück exposa ultérieurement au nom de la Ligue-"Spartacus" au Congrès constitutif de l'USPD. Dans toutes les questions politiques du Grand Hambourg, l'organisation du Land, en tant que représentante des adhérents, devait être l'instance suprême. Tous les rédacteurs politiques et tous les fonctionnaires politiques auraient dû se faire élire annuellement dans l'organisation du Land. On attendait des députés au Reichstag qu'ils acceptent les directives des hommes de confiance avant tout scrutin important et qu'ils soumettent en permanence à la discussion leur activité parlementaire⁴. Quand Laufenberg prétendit plus tard que les oppositions de Hambourg et de Brême avaient déjà pendant la guerre, sur les questions d'organisation, une position fondamentalement différente de celle du Groupe-"Spartacus"⁵, cela n'était exact que dans la mesure où le Groupe-"Spartacus" était représenté par Rosa Luxemburg. Une différence plus explicite entre l'opposition de Hambourg et le Groupe-"Spartacus" peut être établie dans la conception qu'avaient Laufenberg et Wolffheim de la grève politique durant la guerre et dans leur "national-bolchevisme" déjà élaboré. De ces deux éléments, seule l'idée de la grève politique sera considérée ici dans un premier temps. Après avoir mis à nu le caractère impérialiste de la guerre dans une première brochure éditée à compte d'auteur en septembre 1914⁶, les deux porte-parole de l'opposition de Hambourg développèrent dans une autre publication, et en se rattachant à un écrit d'avant-guerre de Laufenberg sur la grève politique, leurs conceptions de la forme des actions de masse à venir⁷. La condamnation du parlementarisme restait tout à fait dans le cadre de la critique radicale de l'époque d'avant-guerre : « En tant que moyen de domination de la bourgeoisie, le parlementarisme moderne ne peut pas conduire à l'abdication de la bourgeoisie »⁸. Pour la question syndicale en revanche, il émerge une nouvelle idée dont l'origine revient sans aucun doute à l'activité de Fritz Wolffheim pour les "Industrial Workers of the World" (IWW) comme rédacteur du "Vorwärts der Pacific-Küste"⁹ à San Francisco¹⁰. Conformément aux

¹Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim/Carl Herz, *Organisation, Krieg und Kritik, Dokumenten zur den Hamburger Parteidebatten* [Organisation, guerre et critique, Documents destinés aux débats du parti à Hambourg], Hambourg sans date (mars 1915), p. 8.

²*Ibidem*, p. 34.

³*Ibidem*, p. 75.

⁴Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim/Carl Herz, *opus cité*, p. 75

⁵Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus*, p. 2.

⁶Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Imperialismus und Demokratie*, Hambourg sans date (1914).

⁷Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Demokratie und Organisation, Grundlinien proletarischer Politik* [Démocratie et organisation, lignes fondamentales de la politique prolétarienne], Hambourg (1915).

⁸*Ibidem*.

⁹Voir à ce sujet l'avant-propos d'Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Demokratie und Organisation*, p. 5 sq.

¹⁰Ce n'est pas tout à fait exact lorsque Peter von Oertzen (*opus cité*) affirme dans son exposé détaillé sur le mouvement allemand des conseils que l'on ne trouve chez Laufenberg et Wolffheim (malgré le passé IWW du

transformations dans l'industrie moderne, les syndicats doivent eux aussi – selon l'avis de Laufenberg et de Wollfheim – changer leur organisation et leur tactique. Avec la centralisation progressive de l'industrie entre les mains d'un petit nombre de groupes d'entreprises par la syndication et la cartellisation de branches d'industrie entières, les salariés ne peuvent s'opposer efficacement au capital que sous la forme de la fédération d'industrie. La forme de la fédération d'industrie, dont les partisans dans les "syndicats libres" ne représentaient à cette époque-là qu'une petite minorité et qui ne s'est imposée en Allemagne qu'après la deuxième guerre mondiale, devait se fonder sur des organisations d'entreprise en tant que cellules du rang le plus bas. « À la forme de l'industrie monopoliste correspond du côté des travailleurs la pure fédération d'industrie sur la base des organisations d'entreprise »¹¹. Le succès des actions économiques de masse qui doivent être menées sur cette base organisationnelle dépendront moins de la puissance financière de soutien des fédérations que du fait qu'elles réussiront à mettre aussi en mouvement les masses inorganisées. Si cela réussit, alors « le centre de gravité de l'action économique ... se déplace vers le domaine politique; l'action économique partielle se transforme en une action politique de la classe tout entière »¹², qui est dirigée contre le pouvoir politique de la classe des entrepreneurs.

Ce n'est pas seulement le principe de l'organisation d'entreprise et celui de la fédération d'industrie des IWW, une forme américaine du syndicalisme révolutionnaire, qui sont contenus en 1915 dans le programme de Laufenberg et de Wollfheim pour les syndicats; dans la conception de la transformation de l'action économique en action politique, il y a aussi l'idée syndicaliste révolutionnaire de la grève générale comme introduction à la révolution sociale. Les deux auteurs affirmèrent en 1915 encore qu'il ne s'agissait pas « de la destruction des syndicats existants » mais de leur « transformation exigée par les circonstances »¹³. Également, ces idées n'avaient pas encore pris le nom d'unionisme. Mais puisque Laufenberg et Wollfheim assurent que les idées présentées dans les trois brochures de guerre « n'expriment pas seulement les conceptions personnelles des auteurs, mais la façon de voir des têtes les plus mûres et les plus claires à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même »¹⁴, l'on peut être certain que les conceptions unionistes avaient déjà été discutées à Hambourg pendant les années de guerre; Hambourg resta aussi ultérieurement le lieu de transit et le centre de rayonnement de l'unionisme allemand selon le modèle des "Industrial Workers of the World".

6. Les mouvements spontanés de grève et l'autonomisation des organisations syndicales locales

Avec la rébellion à l'égard de la politique des "instances" dans le SPD, le mouvement d'opposition s'est attaqué progressivement à la politique de la direction des "syndicats libres". Les positions fondamentales de la phase de création du futur KPD se dessinaient – comme nous l'avons exposé – dans l'opposition politique radicale. C'est de l'opposition dans les organisations ouvrières économiques que naquit directement durant la guerre les éléments pour la base de masse ultérieure du syndicalisme révolutionnaire allemand et des organisations

second) aucune sorte d'indice de pensée conseilliste révolutionnaire. P. von Oertzen oublie les trois brochures que Laufenberg et Wollfheim ont écrites durant la guerre.

¹¹ Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Demokratie und Organisation*, p. 55.

¹² Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Demokratie und Organisation*, p. 66

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ Heinrich Laufenberg/Fritz Wollfheim, *Kommunismus gegen Spartakismus*, p. 3.

syndicales communistes de gauche qui lui étaient proches. La critique adressée avant la guerre aux syndicats par le camp des radicaux sembla a posteriori justifiée par le comportement de la direction des "syndicats libres" en août 1914. On expliqua dans de larges cercles cette "trahison des chefs syndicaux" par les slogans de "bureaucratisation", d'"appareillage" et de "fonctionnarisation"¹. À côté de l'abandon volontaire du droit de grève du fait de la résolution sur la "paix civile" d'août 1914, la suppression de la libre circulation des salariés occasionnée par la loi sur le service auxiliaire de décembre 1916 fut en particulier l'objet de critique au sein des syndicats². « Toutes ces décisions des instances syndicales depuis l'éclatement de la guerre ne reposent pas sur la base du droit d'autodétermination des membres mais proviennent généralement de la conscience de pouvoir autocratique de ces instances »³, disait-on à la fin de février 1918 par exemple au congrès syndical extraordinaire des fourreurs-pelletiers. La révolte contre ces mesures autocratiques était déjà perceptible en 1915 dans les discussions internes de certains syndicats⁴. En juin 1917, une résolution de la 13^e Assemblée générale ordinaire du syndicat des ouvriers métallurgistes, qui était désormais le plus important au sein des "syndicats libres", ne fut par exemple repoussée que par 77 voix contre 44; on parlait dans cette résolution, entre autres, de « la position des instances syndicales par rapport aux questions soulevées par la guerre » :

« La démocratie est le fondement de l'organisation. La volonté des membres est la loi suprême. Les fonctionnaires ne peuvent être que l'instrument de la volonté des membres. Cela exclut toute politique des instances. Le droit à la libre expression des opinions doit être garanti aux membres à l'intérieur de l'organisation... L'assemblée générale élève la protestation la plus vive contre cette position (le soutien du gouvernement, NdA), et en particulier lors de l'institution de la loi sur le service auxiliaire... L'assemblée générale proteste en outre contre les tentatives de la commission générale et de la conférence des présidents d'aligner les syndicats sur la politique du 4 août – ces tentatives conduisent à une politique des instances néfaste et elles sapent les fondements démocratiques de l'organisation. »⁵

La profonde méfiance envers les chefs ouvriers d'août 1914, qui avait déjà été établie, en rapport avec la fondation de l'USPD, comme le facteur socio-psychologique le plus constant pour la formation des nouveaux groupements de gauche, apparaît ici aussi clairement. Les

¹ Voir à ce sujet Rudolf Rettig, *Die Gewerkschaftsarbeit der Kommunistischen Partei Deutschlands von 1918-1925, unter besonderer Berücksichtigung der Auseinandersetzungen mit den Freien Gewerkschaften* [Le travail syndical du Parti Communiste d'Allemagne de 1918 à 1925, en prenant particulièrement en compte les affrontements avec les Syndicats Libres], thèse de doctorat, Hambourg 1954, p. 3 sq.

² La loi sur le service auxiliaire est qualifiée, dans une politique contemporaine issue des rangs de l'USPD, de « soutien le plus énergique à la politique de guerre de la part des syndicats ». Voir Hermann Liebmann, *Die Politik der Generalkommission ; ein Sündenregister der Zentralvorstände der Freien Gewerkschaften Deutschlands und ein Wegweiser für die Zukunft* [La politique de la Commission générale ; la liste des péchés commis par les comités directeurs centraux des Syndicats Libres d'Allemagne et un guide pour le futur], Leipzig 1919, p. 48. Voir aussi dans ce texte les causes historiques de la résolution sur la "paix civile".

³ Cité par : Paul Lange, *Die Politik der Gewerkschaftsführung von 1914-1919* [La politique des dirigeants syndicaux de 1914 à 1919], Berlin, 1919, p. 23.

⁴ Voir à ce sujet : Emil Lederer, *Sozialpolitische Chronik : Die Gewerkschaftsbewegung 1914/16* [Chronique sociale-politique : le mouvement syndical 1914/16] dans : *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. XXXV (1916/17), p. 285 sq.

⁵ Cité par : Philipp Alexander Koller, *Das Massen- und Führerproblem in den "Freien Gewerkschaften"* [Le problème des masses et des chefs dans les "syndicats libres"], Tübingen 1920, p. 93 sq. Cette publication est parue comme cahier complémentaire n° 17 de l'*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* ; ces archives ont continué les recherches commencées avec les essais de Robert Michels sur les phénomènes de bureaucratiation à l'exemple des syndicats.

conséquences qui furent tirées de cela allèrent de la revendication du simple remplacement de l'ensemble des chefs compromis des "Syndicats libres" jusqu'à l'autodétermination complète, quasi syndicaliste révolutionnaire, des organisations syndicales locales. La plus grande partie des mécontents penchait sans aucun doute pour une solution plus tempérée du problème de l'oligarchie, conformément aux revendications modérées de décentralisation de la majorité du SPD; l'USPD devint aussi, depuis sa fondation en avril 1917, le support organisationnel du mouvement syndical d'opposition. Le Congrès constitutif avait favorisé la lutte systématique contre la politique des instances syndicales à l'intérieur des fédérations syndicales ainsi que l'organisation des adhérents des syndicats qui étaient du côté de l'opposition⁶. Dans les cercles des groupes radicaux de gauche en revanche, l'on ne montra dans un premier temps aucun intérêt à l'organisation de l'opposition syndicale; c'est ainsi qu'une Conférence des délégués de l'Empire de la Ligue-"Spartacus" repoussa en octobre 1918 une prise de position sur la question syndicale au motif que l'attitude des syndicats était à l'époque d'une importance secondaire pour les événements politiques⁷.

Étant donné la durée de la guerre, la situation de plus en plus difficile des approvi-sionnements dans l'Empire, et finalement sous l'effet des événements révolutionnaires en Russie, le mouvement d'opposition dans les syndicats se manifesta ouvertement tout d'abord sous la forme de grèves spontanées dans tout l'Empire; il grossit dans les grèves de janvier de l'année suivante et il se déchaîna totalement après la Révolution de Novembre. Ces grèves "sauvages" – qui correspondaient en effet exactement à l'exigence syndicaliste révolutionnaire de l'action directe et à la revendication de l'action de masse spontanée, telle qu'elle a été formulée avant la guerre par les radicaux de gauche sociaux-démocrates – naquirent en définitive tout à fait sans programme prémédité, comme des mesures immédiates de légitime défense des ouvriers, provoquées par leur situation de détresse économique. Étant donné que, du côté de la Commission générale, on avait procédé de manière répressive, occasionnellement en collaboration avec les autorités militaires⁸, contre ces grèves, le gouffre existant entre les oppositionnels et les chefs syndicaux ne fit qu'augmenter.

« Puisque les grèves de masse actuelles dans l'Empire allemand sont nées contre la volonté de la direction centrale des syndicats allemands et qu'elles ont pris une grande extension, il en résulte que la Commission générale n'a plus la confiance des masses. »⁹

Cela ne laissa pas le moindre doute dans les endroits où l'opposition constituait la majorité; là, on chassait en général les anciens fonctionnaires, on interrompait le versement des cotisations aux instances centrales de l'organisation, et l'on se réorganisait sur un plan local¹⁰. Comme la méthode de l'action directe, ce "localisme" – l'autonomie réelle des unités organisationnelles inférieures qui s'ensuivit – fut le résultat immédiat de la situation particulière de la classe ouvrière organisée en Allemagne et non pas le résultat de l'agitation syndicaliste révolutionnaire ou d'une autre agitation radicale de gauche. C'est sur cette base, c'est-à-dire la disposition largement répandue à la légitime défense immédiate (action directe) et à l'autonomie locale comme réaction aux instances centrales compromises par la politique de

⁶ Voir à ce sujet : Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 6 sq.

⁷ Voir *ibidem*, p. 9 sq.

⁸ Voir à ce sujet : Hermann Liebmann, *opus cité*, p. 50 sq.

⁹ C'est ce que dit en février 1918 le syndicat centralisé des employés de commerce, cité par Paul Lange, *opus cité*, p. 22.

¹⁰ La résolution déjà mentionnée de l'Assemblée Générale du Syndicat des ouvriers métallurgistes allemands en juin 1917 avait par exemple exigé la conservation des cotisations. D'autres exemple pour ces événements chez Philipp Alexander Koller, *opus cité*, p. 99 sq.

"paix civile" (fédéralisme), que les organisations syndicalistes révolutionnaires et communistes de gauche obtinrent leur afflux d'adhérents après la première déception révolutionnaire dans la seconde moitié de l'année 1919.

Les théories syndicalistes révolutionnaires et unionistes n'apparurent, il est vrai, qu'après la Révolution de Novembre, mais elles servirent d'auto-explication aux tendances qui s'étaient déjà pleinement développées dans le mouvement ouvrier. Pourtant, ce déploiement des nouvelles idéologies de lutte économique ne commença pas immédiatement. Les réflexions sur les tâches des syndicats s'engagèrent dans l'opposition syndicale après la guerre, réflexions qui devaient conduire directement à l'unionisme ou bien qui l'anticipèrent dans une certaine mesure. Des traces de ces tentatives théoriques se trouvent en grand nombre dans la "Arbeiterpolitik" de Brême. Elles débutèrent à peu près en même temps que les premiers grands mouvements de grève spontanés à partir du commencement de 1917. Dans un article de mars 1917¹¹, le fétichisme d'organisation des syndicats est mentionné comme une cause de leur politique de "paix civile" et de leur carence pour ce qui concerne toute lutte sérieuse contre le capital. Des restrictions à l'égard du mot d'ordre – qui circulait donc déjà – de : "Sortez des syndicats!"¹² étaient encore exprimées, restrictions qui tomberont dans les articles ultérieurs sur la question syndicale. On réfléchissait à de nouvelles formes d'organisation syndicale qui, dans les luttes contre le capital après la guerre, « auront un caractère marqué d'épreuves de force spontanées au cours desquelles les éléments difficilement organisables feront pencher la balance : les travailleurs non qualifiés, les ouvrières et les jeunes ouvriers »¹³. Pour faire face à ces luttes, « la future organisation devrait avoir une forme plus mobile et posséder une capacité d'adaptation supérieure »¹⁴. Les institutions d'assistance qui favorisent la bureaucratie seraient supprimées, de même que l'organisation de métier, car elles sont désuètes au regard du développement de la grande industrie moderne. « L'évolution doit faire dépasser la fédération d'industrie pour conduire à une organisation sur la base la plus large, organisation qui s'articule, de manière naturellement adaptée, sur les entreprises (veut-on dire "s'appuie" ?, l'auteur) »¹⁵. L'on reconnaît le programme syndical des radicaux de gauche de Hambourg, lequel fut formulé sous l'influence de l'ex-rédacteur des IWW, Wolffheim¹⁶.

Une autre idée, qui – comme l'unionisme hambourgeois de Wolffheim et Laufenberg – fut développée après la guerre par Otto Rühle en théorie révolutionnaire, eut manifestement une résonance plus large dans l'opposition syndicale : l'idée de l'organisation unitaire. Le premier article qui expose cette idée parut en juin 1917 dans la "Arbeiterpolitik"¹⁷. Avec des expressions encore incertaines et pas particulièrement adroites, l'article appelle à la discussion de la nouvelle forme d'organisation qui prendrait en compte le fait que le travailleur « n'a pas deux âmes, une âme syndicale et une âme de parti »¹⁸. À la forme concrète de la nouvelle organisation, les nombreux articles suivants portant sur l'"organisation unitaire" n'apportèrent pas eux non plus beaucoup de clarté :

¹¹ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n° 12 : *Gewerkschaftsprobleme* [Problèmes syndicaux].

¹² *Ibidem*.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n° 12

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Voir plus haut le paragraphe sur la gauche radicale de Hambourg.

¹⁷ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n° 22 : *Die Grundlegung einer neuen Arbeiterorganisation* [La fondation d'une nouvelle organisation syndicale]. L'article était introduit par la rédaction de l'"Arbeiterpolitik" de la manière suivante : « Une série d'articles ont été mis à notre disposition en provenance de milieux syndicaux et ces articles montrent clairement que maintenant, même dans les organisations conservatrices des travailleurs, à savoir les syndicats, l'esprit du temps commence finalement à agir ».

¹⁸ *Ibidem*.

« La nouvelle organisation doit être une organisation indépendante qui voit grand, mais qui est cependant finement articulée. Les métiers particuliers formeront des sections où leurs intérêts professionnels seront défendus. Mais puisque leur sentiment à l'égard des autres branches professionnelles sera un sentiment plus profond que dans les cartels actuels, leur politique devra aussi prendre davantage en compte les intérêts d'ensemble de la classe ouvrière. Mais puisque la nouvelle organisation est en même temps politique, il sera possible qu'elle choisisse des représentants au parlement en son sein. »¹⁹

De manière curieuse, on croyait encore à cette époque pouvoir combiner l'organisation unitaire avec le parlementarisme. On imaginait également la nouvelle organisation unitaire divisée par métiers. Plus tard, le principe de l'organisation d'entreprise et de la fédération d'industrie remplaça la division par métiers, et l'on rejeta strictement l'institution du parlement comme un vestige de l'époque bourgeoise. On attendait beaucoup de la nouvelle organisation une concentration des énergies oppositionnelles de la classe ouvrière, une réduction du "bureaucratisme", et des cotisations moindres «car les institutions d'assistance sont superflues»²⁰. Dans les articles ultérieurs concernant l'organisation unitaire²¹, il devint tout à fait clair que les radicaux de gauche de Brême commençaient à voir en elle une alternative aux anciennes fédérations syndicales²². Dans la mesure où la "Arbeiterpolitik" s'ouvrait à la propagation de cette idée, le mot d'ordre ultérieur des communistes de gauche de "Sortez des syndicats!" fit son apparition chez elle.

Des observateurs contemporains crurent pouvoir établir l'efficacité des idées syndicalistes révolutionnaires dans les grèves de l'industrie de l'armement à Berlin en février et mars 1918²³. Il est parfaitement vraisemblable que ce soit justement à Berlin, le bastion de loin le plus puissant de la "Fédération Libre" avant 1914, que l'agitation syndicaliste révolutionnaire à l'intérieur de l'opposition ait joué un certain rôle. Malgré ces témoignages, il n'est pas certain que l'on ne confonde pas la tendance avec la réalité, un peu comme Carl Legien qui caractérisa la résolution oppositionnelle déjà citée de la 13^e Assemblée générale ordinaire du syndicat des ouvriers métallurgistes comme "anarcho-syndicaliste"²⁴, alors qu'elle ne pouvait pas être désignée comme telle dans n'importe quelle acception historiquement significative. Au début de la guerre, la "Fédération libre" syndicaliste révolutionnaire avait joué, par ses manifestations courageuses contre la guerre, un court rôle dans l'opposition ouvrière contre la politique de "paix civile" Après que son organisation eut été détruite, sa presse interdite, et une série de ses rédacteurs se soit trouvée en prison pour cause de propagande anti-militaire²⁵, une agitation organisationnelle efficace ne serait-ce que sporadique était difficilement pensable dans l'illégalité. Fritz Kater s'occupa jusqu'à la Révolution de Novembre des relations illégales

¹⁹ *Ibidem.*

²⁰ *Ibidem.*

²¹ "Arbeiterpolitik" 2^e année (1917), n^o 52 ; 3^e année (1918), n^o 13, 19, 20, 26, 34, 42, etc.

²² Voir "Arbeiterpolitik" 3^e année (1917), n^o 20 : *Zur Reorganisation der Gewerkschaften* [La réorganisation des syndicats] : « La partie regroupée autour des Indépendants désire une réorganisation des syndicats tout en recommandant d'y rester, et en mettant en garde contre la sortie. Mais nous, les radicaux de gauche, nous reconnaissons bien là-dedans une demi-mesure qui est devenue une seconde nature chez les Indépendants et qui ne peut changer la moindre chose dans tout le système. Nous souhaitons sortir des syndicats et c'est là notre aspiration première afin de préparer le terrain à une organisation unitaire ». Non seulement les idées unionistes de la gauche radicale de Hambourg, mais aussi ce mouvement pour l'organisation unitaire, continuent à échapper, comme des tendances directement préparatoires, aux recherches les plus récentes sur l'origine de l'idée des conseils dans la Révolution allemande.

²³ Voir Emil Lederer, *Sozialpolitische Chronik : Die Gewerkschaftsbewegung 1916/18* [Chronique sociale-politique : le mouvement syndical 1916/18] dans : *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, vol. XXXVI (1918/19), p. 844 sq. Voir également : von Saurma-Jeltsch, *opus cité*, p. 50 sq.

²⁴ Voir Philipp Alexander Koller, *opus cité*, p. 79.

²⁵ Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 192 sq.

entre les restes de l'organisation²⁶ et il créa ainsi les conditions de la réapparition étonnamment rapide et énergique de la "Fédération libre" dans le domaine de l'agitation déjà en novembre 1918. L'influence des autres cercles radicaux de gauche sur le mouvement d'opposition dans les syndicats durant la guerre fut aussi peu importante que l'influence du syndicalisme révolutionnaire allemand. La propagande unioniste hambourgeoise et l'agitation brême en faveur de l'organisation unitaire restèrent d'une importance limitée localement et secondaire. Le rapprochement tendanciel réel des fractions oppositionnelles des syndicats allemands des principes d'organisation et d'action syndicalistes révolutionnaires s'effectua indépendamment de l'agitation syndicaliste révolutionnaire ou de celle des autres radicaux de gauche; la renaissance de cette agitation à partir du milieu de 1917 fut plus une conséquence qu'une cause de ce rapprochement qui est né spontanément.

²⁶ C'est ce que dit Rudolf Rocker, *Biographie de Fritz Kater*, p. 17.

IV. LE DÉVELOPPEMENT DES TRADITIONS RADICALES DE GAUCHE DANS LA RÉVOLUTION ALLEMANDE DE 1918-1919 :

LA PHASE DE L'UNITÉ D'ACTION DES RADICAUX DE GAUCHE

1. La victoire de la tendance communiste de gauche au Congrès constitutif du KPD(S)

L'exposé précédent des fondements du communisme de gauche et du syndicalisme révolutionnaire entre 1890 et 1918 ne pouvait pas se restreindre à l'analyse des conflits d'organisation immanents, étant donné que les deux traditions radicales de gauche restèrent – même dans le cas d'une autonomisation organisationnelle – de purs épiphénomènes de la social-démocratie allemande; elles ne jouèrent aucun rôle politique. Déjà pendant la première guerre mondiale, elles commencèrent pourtant, dans l'opposition et du fait de l'opposition à la politique de "paix civile" du SPD, à constituer – même s'il était de peu d'importance dans un premier temps – un facteur politique. Le puissant développement ultérieur des deux traditions radicales après le bouleversement de novembre 1918 augmenta leur importance politique à l'intérieur de la fraction révolutionnaire de la classe ouvrière allemande. Sitôt que ces traditions ne sont plus isolées de façon sectaire, à l'écart des événements de la politique quotidienne, mais qu'elles agissent et souffrent dans le champ de forces politique, leur perspective organisationnelle et sociologique a besoin d'être élargie par la description des conditions économiques et sociales de leur développement. L'autonomisation organisationnelle, la consolidation puis la désintégration, des deux tendances radicales de gauche réunies dans le KAPD, l'AAUD et la FAUD, qui s'accomplirent entre la Révolution de Novembre et la fin de la période d'inflation, sont largement des reflets de l'évolution économique et sociale d'ensemble en Allemagne, en d'autres termes : des reflets du cours du développement de la révolution allemande.

Le bouleversement politique du 9 novembre 1918 ne fut pas voulu par la majorité de la social-démocratie; il fut certainement voulu mais non fomenté par les radicaux de gauche; il fut le résultat du soulèvement spontané des ouvriers et des soldats contre une guerre qui paraissait de plus en plus insensée et contre la misère matérielle qu'elle avait entraînée²⁵. Après la fin de la guerre et l'effondrement de la monarchie, cette révolte, du point de vue radical de gauche, se transforma bientôt, sous le gouvernement de la social-démocratie de la majorité et des Indépendants, en une « révolution de social-politiciens demandant la

²⁵ Voir à ce sujet : Arthur Rosenberg, *Entstehung der Weimarer Republik* [La naissance de la République de Weimar], p. 202. Voir depuis peu le résumé remarquable de la discussion autour du caractère de la Révolution de Novembre chez : Peter von Oertzen, *opus cité*, p. 51 sq.

paix »²⁶. La lutte des radicaux de gauche pour l'extension des organes spontanément établis de la révolution, à savoir les conseils ouvriers et de soldats, fut déjà réglée lors de la Conférence d'Empire des conseils ouvriers et de soldats en décembre 1918, laquelle se prononça en faveur du système bourgeois-parlementaire, c'est-à-dire de l'Assemblée nationale. Dans la situation encore directement révolutionnaire du 15 novembre 1918, la Commission générale des "syndicats libres" engageait déjà la communauté de travail dans des négociations avec les syndicats patronaux. Le gouvernement social-démocrate majoritaire d'Ebert se crut obligé, déjà à la fin de 1918, d'appeler à l'aide des officiers de l'ancienne armée impériale contre une division en révolte de la marine populaire. Il devint bientôt évident que peu de choses avaient changé dans la structure réelle du pouvoir en Allemagne : aussi bien l'économie et l'armée que l'appareil de l'administration et de la justice de l'Allemagne wilhelminienne restèrent pour l'essentiel conservés. Le système politique de la monarchie s'était écroulé, et à sa place, sous un gouvernement social-démocrate, c'est un système bourgeois-démocratique qui était sur le point de s'établir. En décembre 1918, la grande majorité de la classe ouvrière, qui était derrière le SPD, était prête à se contenter de ce système. La petite minorité des radicaux de gauche s'efforçait, avec le mot d'ordre : "De la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne!", de parvenir au tout prochain pas de la révolution sociale, avec des conceptions du but à atteindre qui étaient différentes dans le détail. Ce rapport de forces se modifia considérablement au cours des mois suivants. Le 29 décembre 1918, les représentants de l'USP se retirèrent du gouvernement du Conseil des délégués du peuple, qui existait depuis le 10 novembre, en guise de protestation contre l'attitude d'Ebert et de Scheidemann vis-à-vis des combats menés contre la division de la marine populaire. Ils voyaient dans les sociaux-démocrates de la majorité des prisonniers de la contre-révolution militaire²⁷. Dans l'évolution ultérieure, le gouvernement du SPD, avec sa violente politique de répression, représentée par Noske, contre les insurgés prolétariens, devint de plus en plus dépendant des officiers impériaux; de l'autre côté, et en réaction à ce phénomène, débuta dans la classe ouvrière allemande « un rapide exode de masse vers la gauche »²⁸. En raison de la dégradation croissante de la situation économique, la grande foule des travailleurs qui n'étaient pas organisés jusqu'alors se politisa, et, déchaînée par l'"insurrection de Spartacus" en janvier 1919 et son écrasement brutal, il y eut jusqu'en avril 1919 une série de grèves de masse et de combats armés dans tout l'Empire, qui se brisa au début de mai avec la fin de la République des conseils de Bavière. Durant cette phase, l'afflux d'adhérents vers les groupes radicaux de gauche, qui avait déjà commencé pendant la guerre, s'accrut encore davantage. En plus de l'USPD, les groupes radicaux de gauche profitèrent également de cet exode de masse vers la gauche; ici comme dans leur évolution ultérieure, ces tendances traditionnellement disparates sont soumises aux mêmes normes sociologiques et manifestent largement des phénomènes analogues de consolidation et de dégénérescence. Dans la première phase de développement, caractérisée par des grèves de masse et des insurrections armées, de la Révolution allemande, de novembre 1918 jusqu'en mai 1919, les partisans de la tradition récente et de la tradition ancienne du radicalisme de gauche allemand luttèrent côte à côte sous les mêmes mots d'ordre; c'est la phase d'unité d'action radicale de gauche. La "Fédération Libre des Syndicats Allemands" recommanda en décembre 1918 à ses membres d'adhérer à l'un des partis situés à gauche; les ISD, qui

²⁶ Voir Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik* [Histoire de la République de Weimar] ; voir son analyse de la politique du conseil des délégués du peuple, p. 27 sq.

²⁷ Voir Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*, p. 48 sq.

²⁸ Heinrich Ströbel, *Die deutsche Revolution* [La Révolution allemande], p. 102 ; le nombre de membres de l'USPD radicalisé passa de 100 000 en novembre 1918 à 300 000 en février 1919.

prirèrent le nom de "Internationale Kommunisten Deutschlands" (IKD) à partir de novembre 1918, fusionnèrent avec le Groupe-"Spartacus" au tournant de l'année 1918-19 pour former le "Kommunistische Partei Deutschlands (Spartacusbund)" [Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus)].

N'étant plus soumise aux restrictions de l'illégalité, favorisée par l'exode de masse de la classe ouvrière vers la gauche et par la situation révolutionnaire, la consolidation organisationnelle des deux traditions radicales de gauche avait fait des progrès considérables après le 9 novembre 1918. La Ligue-"Spartacus" et les ISD n'étaient encore jusqu'à présent « que des fédérations de groupes locaux, qui existaient dans presque toutes les grandes villes, mais pas des partis »²⁹. Mais les deux groupes s'étaient quelque peu rapprochés du but de constituer leur propre organisation dans les mois de novembre et de décembre 1918. Le 23 novembre 1918, le chef-lieu brémois des ISD accepta une requête de Johann Knief qui proposa le changement d'appellation du mouvement en "Internationale Kommunisten Deutschlands"³⁰. À côté de la "Arbeiterpolitik", il parut à Brême à partir du 27 novembre 1918 le quotidien "Der Kommunist", comme feuille volante des IKD, qui fut rédigé par Knief au cours des premiers mois et qui continua de paraître de janvier à avril 1920 sous le nom de "Organe du Parti Communiste d'Allemagne". Werner Möller³¹, le collaborateur le plus zélé de la "Arbeiterpolitik" aux côtés de Johann Knief, et qui était auparavant déjà membre du groupe des "Lichtstrahlen", fut actif à Berlin pour les IKD. À Dresde, parut de même à partir de novembre 1918, une feuille volante des IKD sous le nom de "Der Kommunist", lequel fut publié à partir de janvier 1919 comme organe du KPD(S), et d'avril 1920 jusqu'en 1921 comme organe du KAPD. Le 1^o décembre 1918, se tint à Dresde une grande Assemblée constitutive des IKD de Saxe au cours de laquelle Otto Rühle apparut dans un rôle dirigeant. Les IKD semblèrent se consolider à l'échelle de l'Empire. Les radicaux de gauche de Hambourg regroupés autour de Laufenberg et de Wolffheim, qui n'avaient pas pris l'étiquette d'ISD durant la guerre, se solidariserent en novembre 1918 avec les IKD.

Dans la nouvelle phase de combats armés après le 9 novembre, la solidarité de toutes les tendances radicales de gauche se produisit presque spontanément; de même entre les IKD et la Ligue-"Spartacus". Le "Kommunist" de Brême écrivit le 5 décembre 1918 : « Nous sommes d'accord sans réserve avec les actions révolutionnaires de la Ligue-"Spartacus", avec la méthode de lutte qui les sous-tend, et qui est celle du bolchevisme, et avec leur exécution. Nous continuerons d'apporter toutes nos forces pour les soutenir partout par des actions semblables »³². Mais les contradictions, qui s'étaient exprimées durant les années de guerre, continuaient à exister dans la discussion des questions tactiques. Comme la Ligue-"Spartacus", les ISD avaient donné, le 9 novembre, le mot d'ordre de "Tout le pouvoir aux conseils!"³³. Comme la Ligue-"Spartacus", ils étaient convaincus que le 9

²⁹ Paul Fröhlich, *Rosa Luxemburg*, p. 327.

³⁰ Voir à ce sujet le rapport dans : "Der Kommunist, Flugzeitung der Internationalen Kommunisten Deutschlands" 1^o année (1918), n^o 2. Le choix de ce nom a été justifié plus tard ("Kommunist" 1^o année (1918), n^o 10) ainsi : « Le communisme de 1848 opposait la vision du monde du prolétariat au socialisme "vrai" ou "allemand" qui était l'idéologie de la petite bourgeoisie. Le communisme de 1918 oppose le combat du prolétariat au socialisme capitaliste-impérialiste ».

³¹ Voir l'Appendice biographique.

³² "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 8.

³³ Le 9 novembre 1918, l'"Arbeiterpolitik" posait dans un tract adressé au prolétariat allemand les revendications suivantes pour le présent : « Les conseils ouvriers constituant, en liaison avec les conseils de soldats, la base pour la conquête par la force et la prise de contrôle du pouvoir politique. Un Comité d'action élu à partir du conseil ouvrier doit s'emparer, par le biais de sous-commissions, de ce qui était jusqu'à présent du ressort des autorités administratives. La troupe de police doit être immédiatement désarmée et dissoute ». "Arbeiterpolitik", 3^o année (1918), n^o 45.

novembre n'était que le premier pas de la révolution sociale³⁴ : Pannekoek écrivait le 23 novembre que l'on avait dit à juste raison de la Révolution russe de 1905 qu'elle avait été une révolution bourgeoise exécutée par le prolétariat avec des moyens prolétariens; c'était la même chose pour la Révolution allemande; elle avait obtenu la démocratie bourgeoise par la force de masse du prolétariat³⁵. Mais contrairement à la Ligue-"Spartacus", les IKD ne pensaient pas que les conseils ouvriers et de soldats qui s'étaient constitués pouvaient être le véhicule de la révolution; puisque les représentants de l'USP étaient partout en majorité dans ces conseils et étant donné qu'ils étaient, en tant que produits du mouvement de masse spontané, « aussi confus que le mouvement lui-même »³⁶, les IKD continuaient à considérer que leur tâche principale actuelle était de « créer de la clarté partout »³⁷, c'est-à-dire de créer des fronts nets dans le mouvement ouvrier entre les "sociaux-patriotes" (SPD et USPD) et les forces révolutionnaires, telles qu'ils les concevaient. En raison de leur estimation critique des conseils existants³⁸, la déception que dut être sans aucun doute pour Rosa Luxemburg l'auto-dissolution des conseils ouvriers et de soldats³⁹, laquelle s'accomplit à la Conférence de décembre à Berlin avec la décision en faveur de la convocation d'une Assemblée nationale, leur fut épargnée.

Le 24 décembre 1918, les IKD tinrent une Conférence d'Empire à Berlin à laquelle avaient été envoyés des délégués de la région côtière, de la Rhénanie, de la Saxe, de la Bavière, du Wurtemberg et de Berlin; la question principale était de savoir si les IKD devaient rester indépendants, ou bien s'ils devaient, malgré les différends qui continuaient à exister avec la Ligue-"Spartacus", se joindre à elle⁴⁰. Le même jour, la question de la convocation d'un congrès de parti qui devrait prendre position sur les élections à l'Assemblée nationale, et sur la rupture entre l'USPD et la Ligue-"Spartacus", vint sur le tapis. Karl Radek – l'ex-collaborateur de la "Bremer Bürgerzeitung" radicale de gauche, qui était allé à Moscou en novembre 1917, qui y détenait une position élevée au Ministère des Affaires étrangères, qui revint en Allemagne en décembre 1918 et qui influençait désormais beaucoup la politique allemande de Lénine – fit en sorte que, malgré la résistance de Knief des IKD et de Jogiches de la Ligue-"Spartacus", les IKD invitent la Ligue-"Spartacus" à la fondation d'un parti commun. Bien que Rosa Luxemburg n'ait pas cru elle non plus que le temps soit mûr pour la fondation d'un parti radical de gauche, la majorité de la Ligue-"Spartacus" favorable à la fusion s'imposa⁴¹. Le Congrès constitutif du KPD(S) s'ouvrit le 30 décembre 1918. Johann Knief écrivit le lendemain que l'histoire avait donné raison aux IKD; la Ligue-"Spartacus" était obligée de marcher vers la scission d'avec les Indépendants; « et nous espérons que cette séparation nette lui réussira le plus totalement possible »⁴².

³⁴ "Arbeiterpolitik", 3^e année (1918), n^o 47.

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ C'est ce que dit Johann Knief dans : "Arbeiterpolitik", 3^e année (1918), n^o 49.

³⁷ Voir "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 5. En ce qui concerne l'exigence cardinale de "clarté", voir aussi "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 6 : *Richtungskämpfe* (Luttes d'orientation), n^o 15 : *Aus der Dresdener revolutionären Bewegung* [À propos du mouvement révolutionnaire de Dresde], n^o 24 ; *Was nun kommt* [Ce qui va arriver maintenant], etc.

³⁸ Voir en particulier Johann Knief : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Revolution* [De la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne], dans : "Arbeiterpolitik", 3^e année (1918), n^o 49.

³⁹ Voir "Die rote Fahne" (Organ des "Spartakus"-Bundes) 1^o année (1918), n^o 35 ; Rosa Luxemburg : *Selbstmord des Rätekongresses* [Suicide du congrès des conseils].

⁴⁰ Voir *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 264.

⁴¹ Voir à ce sujet Werner T. Angress, *opus cité*, p. 22 sq.

⁴² Johann Knief : *Spartakus und wir* [Spartacus et nous], dans : "Der Kommunist" (Brême), 2^e année (1919), n^o 1.

Ce n'est sûrement pas sans un certain optimisme de circonstance que Knief ajouta que ce qui demeurait encore comme divergences concernait essentiellement des questions d'organisation⁴³. Les divergences organisationnelles et tactiques, qui ressortirent effectivement, dans la discussion du congrès de fusion de la Ligue-"Spartacus" avec les IKD, entre les dirigeants de la Ligue-"Spartacus" et la majorité des délégués, qui appartenait aux IKD, étaient en effet si importantes qu'elles conduisirent durant approximativement les seize mois suivants à des luttes internes d'organisation si rudes qu'elles mirent en définitive parfois en question l'existence du jeune "Parti Communiste d'Allemagne". La querelle concernait trois questions qui étaient d'une importance fondamentale pour l'attitude du KPD(S) dans la révolution. Il s'agissait de la question de l'organisation centraliste ou fédéraliste du parti lui-même, de la question de la participation au travail parlementaire, et donc en fin de compte de la question de savoir si l'on devait travailler pour la révolution à l'intérieur des syndicats existants ou s'il fallait construire de nouvelles organisations syndicales⁴⁴. Ce n'était pas par hasard si c'étaient précisément ces trois ensembles de questions qui figuraient au débat. Comme cela a été montré dans les considérations sur les fondements traditionnels et sociaux du radicalisme de gauche, l'activité parlementaire du SPD, la politique réformiste des "syndicats libres" et le centralisme favorisant la bureaucratie dans les organisations ouvrières, furent, dans les traditions radicales de gauche de provenances diverses, les points de mire communs permanents de la critique – laquelle était justifiée de manière différente si l'on rentre dans le détail –. C'est la façon particulière dont ces questions se manifestèrent lors du Congrès constitutif du KPD(S) qui va être analysée dans ce qui va suivre.

Knief, dans son avant-propos déjà cité au Congrès constitutif, désigna le problème de l'organisation comme le seul point litigieux restant entre les IKD et la Ligue-"Spartacus" : « Sans contester la nécessité d'une centrale, les communistes (c'est-à-dire les IKD, NdA) revendiquent, conformément à la situation révolutionnaire présente, la plus grande autonomie et la plus grande liberté de mouvement pour les organisations locales et provinciales »⁴⁵. C'est dans le même sens que Hugo Eberlein⁴⁶, le rapporteur de la Ligue-"Spartacus" pour les questions d'organisation, proposa au Congrès : « Les localités doivent conserver une complète liberté pour former leur organisation. Il ne doit pas y avoir une uniformisation venant d'en haut. Chaque organisation doit avoir une totale autonomie. »⁴⁷. Après les tendances anti-centralistes dans le mouvement des "Jungen" et l'anti-centralisme de principe des groupes anarchistes et de la 'Fédération Libre", mais indépendamment d'eux et en réaction aux phénomènes de bureaucratisation, une vive méfiance contre la direction centrale s'était déjà développée avant la guerre dans les cercles des radicaux de gauche dans le SPD; Borchardt en tira des conséquences radicalement anti-autoritaires

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ Voir à ce sujet l'exposé du militant du KAP Bernhard Reichenbach, *Zur Geschichte der KAPD* [L'histoire du KAPD], p. 119 sq.

⁴⁵ "Der Kommunist" (Brême), 2^e année (1919), n^o 1.

⁴⁶ Hugo Eberlein (1887-1940), dessinateur de profession, a été membre du SPD à partir de 1906, et ensuite du groupe-"Spartacus" durant la guerre ; il a été membre de la Centrale du KPD du 1^o au 5^o Congrès et du 7^o au 10^o ; il a été le seul représentant allemand lors du Congrès constitutif du Komintern en mars 1919 à Moscou ; en 1933, émigration en URSS. Voir Karl H. Tjaden, *Struktur und Funktion der "KPD-Opposition" (KPO). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur "Rechts"-Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik* [Structure et fonction de la "KPD-Opposition" (KPO). Une analyse sociologique d'organisation relative à l'opposition "de droite" dans le communisme à l'époque de la République de Weimar], Meisenheim am Glan 1964, vol. II, p. 114.

⁴⁷ "Die rote Fahne", 2^e année (1919), n^o 2. *Bericht über den Gründungsparteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) vom 30 Dezember 1918 bis 1. Januar 1919* [Rapport sur le Congrès constitutif du Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus), sans lieu, sans date (Berlin 1919), p. 44.

pour la construction de l'organisation prolétarienne; les ISD, et donc finalement les IKD, continuèrent cette tradition, tandis qu'il existait, dans la Ligue-"Spartacus" durant la guerre, une aile extrêmement fédéraliste (Liebknecht, Rück) avec laquelle une minorité autour de Rosa Luxemburg ne s'identifiait pas. Mais le fait que les aspirations à l'autonomie locale, une sorte de nouvelle version du "localisme", se soient imposées sans peine au Congrès constitutif du KPD(S), n'était pas dû seulement à la méfiance générale à l'égard des chefs ouvriers; il faut également voir un facteur qui n'est pas insignifiant dans le fait que, dans la situation d'illégalité due à la guerre, les divers centres des radicaux de gauche dans les grandes villes avaient été isolés très largement les uns des autres et qu'ils regimbaient maintenant à abandonner leur autonomie réelle pour se soumettre à une centrale commune. Contrairement à ce que Knief avait supposé, il n'y eut au Congrès constitutif presque aucune opposition vis-à-vis de la revendication des IKD « à la plus grande autonomie et la plus grande liberté de mouvement pour les organisations locales et provinciales ». L'état d'esprit dans les rangs des membres de la Ligue-"Spartacus" correspondait à ce slogan, à un bien plus grand degré qu'il ne l'avait admis. L'élaboration des statuts correspondants fut confiée à une commission chargée du programme et de l'organisation⁴⁸; le résultat présenté au deuxième Congrès du parti en octobre 1919 concordait encore très largement avec exigences fédéralistes du Congrès constitutif; ce n'est qu'après la scission du KAPD qu'il a été dit dans un rapport au cinquième Congrès du parti d'octobre 1920 : « Après de longues discussions sur le centralisme et le fédéralisme dans l'organisation, le parti s'est prononcé pour le centralisme »⁴⁹.

L'opinion du Congrès constitutif fut moins unanime pour ce qui concerne la participation de la nouvelle organisation aux élections à l'Assemblée nationale, et donc pour ce qui concerne sa position par rapport au parlementarisme. L'avocat Paul Levi⁵⁰, membre du SPD depuis son époque lycéenne, puis adhérent de la Ligue-"Spartacus", défenseur au pénal de Rosa Luxemburg et son élève politique, fit, interrompu par de nombreuses manifestations de mécontentement du congrès, un rapport à propos des élections à l'Assemblée nationale, et il se prononça au nom de la direction centrale pour la participation⁵¹. La revendication de "Tout le pouvoir aux conseils!" demeurait inchangée; mais il donna à penser que l'Assemblée nationale dominerait peut-être à plus long terme la vie politique en Allemagne; on ne pourra donc pas empêcher « que même nos camarades tournent leur regard vers elle »⁵². Pour la maintenir éveillée, et pour conquérir les masses indifférentes, l'on doit donc utiliser également cette tribune. Levi ne faisait simplement que paraphraser les réflexions déjà connues avant la guerre de Rosa Luxemburg sur le parlementarisme. Celle-ci le seconda ensuite dans la discussion; elle reprocha aux délégués qui protestaient de faire de leur « radicalisme quelque chose de très confortable »⁵³; les masses n'étaient pas encore mûres pour la prise du pouvoir. La résolution des délégués qui protestaient était en effet une tactique plus simple et plus commode, tandis que sa tactique comptait sur un chemin plus long. « L'action principale est dans la rue. Elle doit partout dominer et triompher. Nous voulons soutenir cette lutte en utilisant aussi la tribune de

⁴⁸ *Bericht über den Gründungsparteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund)*, Berlin, 1919, p. 67 sq.

⁴⁹ Cité dans : *Der Deutsche Kommunismus, Dokumente hrsg. und kommentiert von Hermann Weber* [Le communisme allemand. Documents publiés et commentés par Hermann Weber], Cologne/Berlin 1963, p. 251 sq.

⁵⁰ Voir l'Appendice biographique.

⁵¹ Voir son discours dans : *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 9sq. ; "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 4/5.

⁵² *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 10.

⁵³ "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 45. *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 11.

l'Assemblée nationale »⁵⁴. Malgré cette intervention, l'état d'esprit du congrès resta anti-parlementaire. Dans le mouvement ouvrier allemand, les courants anti-parlementaires s'étaient jusqu'alors manifestés dans l'opposition des "Jungen" et dans le mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire. Avant la guerre, des voix anti-parlementaires étaient perceptibles à l'extrême gauche du SPD, dans l'"Aktion" de Pfemfert et dans les "Lichtstrahlen" de Borchardt; pendant la guerre, on disait par exemple dans les cercles des ISD que le parlementarisme n'avait été jusqu'à présent rien d'autre que « la feuille de vigne de la dégénérescence interne d'un grand parti, utilisé par la société bourgeoise pour la désocialisation du prolétariat »⁵⁵. La possibilité du travail d'explication depuis la tribune parlementaire était encore et toujours accordée dans ce même article. En octobre 1918, un anonyme écrivit, dans la "Arbeiterpolitik" sur la question du parlementarisme, que le système de gouvernement parlementaire aggravait jusqu'à ses dernières conséquences la lutte de classe du prolétariat; « il représente dans l'essence de sa nature une tendance pleine d'harmonie, il prolonge la période de transition du capitalisme au socialisme »⁵⁶. Ce n'est cependant qu'après qu'il a semblé, du fait de la naissance des conseils ouvriers et de soldats en novembre 1918, qu'il existait la base d'une forme prolétarienne de pouvoir, que l'institution du parlement, liée très étroitement à l'histoire de la domination bourgeoise, fut rejetée totalement et généralement dans les cercles radicaux de gauche. Il apparut bientôt que cet anti-parlementarisme fut conçu de manière beaucoup plus rigoureuse par les IKD que par les chefs de la Ligue-"Spartacus". La "Rote Fahne" avait écrit le 22 novembre 1918 que la convocation de l'Assemblée nationale était simplement un moyen « pour affaiblir la puissance de la classe ouvrière et pour embrouiller sa conscience de classe »⁵⁷. Les IKD critiquèrent cette prise de position comme trop générale et inexacte; ils attribuaient à la convocation projetée de l'Assemblée nationale une signification beaucoup plus de principe en interprétant celle-ci comme une tentative « de rétablir la dictature de la bourgeoisie sous une forme démocratique »⁵⁸. Ils y voyaient « une offensive – et non pas seulement une mesure défensive contre l'assaut du prolétariat »⁵⁹. Après que la Conférence d'Empire des conseils ouvriers et de soldats, qui s'est tenue du 16 au 20 décembre 1918, s'est prononcée pour l'Assemblée nationale, il y eut un début de changement d'orientation tactique chez les porte-parole intellectuels de la Ligue-"Spartacus" (changement que Johann Knief des IKD accomplit également) du fait qu'ils s'étaient rendu compte de manière plus réaliste que les forces radicales de gauche – trop faibles pour mener des actions révolutionnaires – couraient le danger d'être entièrement écartées des événements politique en cas de non participation aux élections. Rosa Luxemburg défendit tout d'abord le 20 décembre 1918 le point de vue d'une participation aux élections avec l'argument que l'on devait combattre le parlement du dehors *et* du dedans⁶⁰; Liebknecht se prononça lui aussi, lors du Congrès constitutif, en faveur de la participation, mais il avoua qu'il « irait se coucher comme partisan de l'Assemblée nationale pour se réveiller comme son adversaire »⁶¹; Johann Knief avait plaidé pour que l'on combatte l'Assemblée nationale en même

⁵⁴ *Ibidem*. Est révélateur de l'ambiance du Congrès le détail selon lequel Rosa Luxemburg, d'après le procès-verbal, a été saluée par « de vifs applaudissements », mais elle ne récolta, après son intervention relative à la participation aux élections, que de « faibles applaudissements ».

⁵⁵ "Arbeiterpolitik", 3^e année (1918), n° 23.

⁵⁶ "Arbeiterpolitik", 3^e année (1918), n° 43.

⁵⁷ "Die rote Fahne", 1^{er} année (1918), n° 11.

⁵⁸ "Arbeiterpolitik", 3^e année (1918), n° 49. : *Kritisches zu Berliner revolutionären Bewegung* [Critiques concernant le mouvement révolutionnaire de Berlin].

⁵⁹ *Ibidem*.

⁶⁰ "Die rote Fahne", 1^{er} année (1918), n° 35.

⁶¹ D'après Paul Fröhlich, *opus cité*, p. 329.

temps du dehors et du dedans⁶²; mais puisque les IKD de Brême s'étaient mis d'accord le 20 décembre 1918 contre la participation, il se conforma à leur décision. En revanche, la grande majorité des radicaux de gauche, des membres des IKD aussi bien que de la Ligue-"Spartacus", n'était pas capable de comprendre pourquoi l'on devait se présenter aux élections pour une institution que l'on avait rejetée à l'unanimité très peu auparavant. « Il y a, dans une grande partie de la classe ouvrière allemande, la ferme volonté de boycotter les élections à l'Assemblée nationale »⁶³, constatait Knief le 24 décembre 1918. C'est le chef des IKD de Dresde, Otto Rühle, qui devint – vivement acclamé – le porte-parole de cette partie de la classe ouvrière au Congrès constitutif : une résolution en faveur de l'élection « serait non seulement blâmable, mais suicidaire. Nous n'aiderions qu'à transférer à nouveau la révolution de la rue à l'enceinte du parlement. Pour nous, il ne doit y avoir qu'une seule tâche : le renforcement des conseils ouvriers et de soldats... »⁶⁴. Le vote sur la participation aux élections à l'Assemblée nationale donna 62 voix contre et 23 voix pour; une résolution qui fut révisée ensuite selon les principes directeurs de la centrale de Levi au Congrès de Heidelberg en octobre 1919. Bien que l'anti-parlementarisme dans le jeune KPD(S), qui se manifesta dans ce résultat du vote, ait été bientôt dénoncé globalement par la centrale de Levi comme du "syndicalisme révolutionnaire", l'influence idéologique directe de la "Fédération Libre", c'est-à-dire du syndicalisme révolutionnaire allemand organisé, ne compta sans aucun doute que pour le plus petit des stimuli dans la décision des délégués. La "Fédération Libre" ne s'était précisément reconstituée que quatre jours avant le Congrès constitutif du KPD(S)⁶⁵; son organe de presse parut à partir du 14 décembre 1918; la possibilité de l'exercice d'une influence idéologique avait donc été limitée avant tout à l'agitation orale jusqu'à la fin décembre 1918. La "Fédération Libre" avait en effet recommandé depuis le 14 décembre 1918 à ses partisans d'adhérer aux partis de gauche, et ses mots d'ordre allaient de manière extraordinaire au-devant de l'état d'esprit radical qui prédominait chez les délégués au Congrès constitutif du KPD(S)⁶⁶. Une certaine influence du syndicalisme révolutionnaire organisé est donc sûre; mais faire dépendre de lui la résolution anti-parlementaire de presque les trois quarts des délégués signifierait surestimer démesurément la puissance d'agitation de la "Fédération Libre" à cette époque. L'anti-parlementarisme des délégués découle pour partie de la critique traditionnelle des radicaux à l'encontre du SPD pour le "crétinisme" parlementaire" de leur parti; mais il fut avant tout déterminé par la situation. La participation aux élections apparut nécessairement comme une reconnaissance implicite des formes de domination bourgeoises et comme un abandon de la révolution aux délégués anti-parlementaires qui avaient lutté exclusivement jusqu'à maintenant, depuis le 9 novembre 1918, sous le mot d'ordre de "Tout le pouvoir aux conseils!", et qui – certainement pas sur la base d'une analyse méticuleuse de la situation – croyaient à la révolution prolétarienne comme le pas suivant immédiat⁶⁷. Après le Congrès constitutif, se développa dans le KPD(S) une querelle sur la question de savoir si sa résolution anti-parlementaire devait être envisagée

⁶² Voir "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 24.

⁶³ "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n^o 24.

⁶⁴ Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 45 ; *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 10.

⁶⁵ Voir à ce sujet le paragraphe suivant sur la reconstitution de la "Fédération Libre".

⁶⁶ Voir l'Appel de la "Fédération libre" du 14-12-1918 dans "Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 1. Voir aussi l'Appendice documentaire n^o III.

⁶⁷ Voir Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*, p. 52 : « Derrière cela, il ne se cachait pas seulement la volonté de faire un geste démonstratif de rejet du parlementarisme bourgeois, mais les délégués pensaient, contrairement à leurs chefs, que dans quelques semaines déjà, par les actions de masse révolutionnaires, la république bourgeoise serait vaincue ». Voir aussi à ce sujet les exposés de Rosi Wolfstein lors du IV^o Congrès du KPD(S) dans lesquels elle interprète la décision antiparlementaire prise en décembre comme une "nécessité psychologique". Voir *Bericht über den 4. Parteitag der KPD(S)*, Berlin 1920, p. 53.

comme une résolution de principe ou bien simplement comme une résolution occasionnée par la situation fortement révolutionnaire et qui serait révocable lors du reflux de la vague révolutionnaire. C'est l'appréciation différente portée sur la situation révolutionnaire en Allemagne qui détermina dans les années suivantes la position différente par rapport au parlementarisme dans le communisme allemand. La croyance dans le développement latent futur de la révolution lors des années d'inflation suivantes fut donc la base de l'anti-parlementarisme programmatique du KAPD. Ce n'est qu'après la scission de l'aile anti-parlementaire, qui se réunit dans le KAPD, que le KPD(S) prit part en 1920 aux élections au parlement.

Dans la question syndicale, la majorité des délégués du Congrès constitutif fut également opposée à la position des chefs de la Ligue-"Spartacus". Un vote sur la question de savoir si l'on devait faire de l'agitation à l'intérieur des "syndicats libres" ou bien s'il fallait construire des organisations syndicales propres, aurait eu certainement un résultat analogue au vote sur le parlementarisme⁶⁸. Rosa Luxemburg réussit à contourner un tel vote en déléguant la question à une commission spéciale. L'état d'esprit du congrès était en faveur de la sortie des syndicats et pour la formation d'organisations de lutte économique indépendantes. Paul Fröhlich des IKD de Brême devint leur porte-parole; la division autrefois nécessaire en une organisation politique et une organisation économique devait cesser : « Pour nous, il ne peut y avoir qu'un mot d'ordre : Quittons les syndicats! Et ensuite quoi? Nous avons notre organisation unitaire et les groupes de nos camarades dans les entreprises en constituent la base »⁶⁹. Fröhlich se référait à la formation d'organisations unitaires à Hambourg et il les proposait en exemples. L'organisation unitaire qui avait été discutée et propagée depuis 1917 par la "Arbeiterpolitik" de Brême, dans laquelle la séparation entre le syndicat et le parti devait être abolie et qui était donnée comme une alternative aux "syndicats libres"⁷⁰, attira donc les déçus de la politique de "paix civile" des fédérations syndicales existantes. Après que, en réaction aux efforts de centralisation des syndicats allemands, la "Fédération Libre" est née en 1897 en tant qu'organisation séparée, il se créait maintenant (1918) de nouveau, en réaction à la politique de guerre de ces syndicats, qui prenait racine dans la centralisation bureau-cratique, une organisation de lutte économique séparée dont le principe (unité de la lutte politique et économique) était étonnamment analogue à celui de la "Fédération libre", sans être identique à lui. Rosa Luxemburg avait rejeté l'idée d'organisation unitaire provenant de Hambourg et de Brême au motif que les tâches des syndicats devraient être prises en charge par les conseils ouvriers et de soldats et par les conseils d'entreprise⁷¹. Cela n'était pas cependant une réponse à la question alternative (lutte à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats centralisés) qui se posait au congrès, et la politique syndicale de la centrale du KPD(S) resta jusqu'en octobre 1919 complètement contradictoire et elle provoqua les discussions les plus violentes dans l'ensemble du parti⁷². C'est avec les principes directeurs sur la question syndicale, élaborés à Heidelberg en octobre 1919, que le travail dans les fédérations syndicales existantes, la prétendue tactique des cellules, fut finalement inauguré. Les radicaux de gauche de Brême et de Hambourg⁷³, ainsi que les adeptes à

⁶⁸ Voir Heinz Schürer, *Die politische Arbeiterbewegung Deutschlands in der Nachkriegszeit 1918-1923* [Le mouvement ouvrier politique d'Allemagne dans l'après-guerre 1918(1923)], thèse de doctorat, Leipzig sans date (1932) p. 26 sq. ; voir aussi Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 16.

⁶⁹ *Die rote Fahne*, 2^e année (1919), n° 1 ; *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 16.

⁷⁰ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur les mouvements de grève spontanés.

⁷¹ *Die rote Fahne*, 2^e année (1919), n° 1 ; *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 18.

⁷² Voir Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 17-23.

⁷³ Voir "Arbeiterpolitik", 4^e année (1919), n° 19, en mars 1919 : « Les syndicats et leurs fonctionnaires, qui ne sont aujourd'hui pas autre chose que des employés d'État officieux, sont maintenant ce qu'ils ont déjà été aussi

Dresde de Rühle, qui devint ensuite le véritable théoricien de l'organisation unitaire, restèrent, également après le Congrès constitutif, les représentants les plus conséquents de cette idée populaire – et donc les partisans de la sortie des syndicats –. Après que ces forces eurent été écartées du KPD, elles devinrent le moteur de l'unionisme allemand⁷⁴, lequel fut réuni plus tard au KAP dans une organisation parallèle, la "Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands" (AAUD).

La tendance communiste de gauche apparut au grand jour lors du Congrès constitutif du KPD(S) en se démarquant de manière nette; ses critères étaient le fédéralisme, l'anti-parlementarisme et une position anti-syndicale. L'on pourrait dire, en simplifiant un peu, que ses porte-parole se recrutèrent dans les rangs des chefs des IKD (Knief, Fröhlich, Rühle) et qu'ils s'affirmèrent contre les chefs de la Ligue-"Spartacus" (Luxemburg, Liebknecht, Levi)⁷⁵. Une autre indication plus convaincante pour l'importance des IKD à l'intérieur de la tendance communiste de gauche est le fait que l'on trouve des idées fédéralistes, anti-parlementaires et anti-syndicales, dans les organes de presse des IKD (la "Arbeiterpolitik", le "Kommunist" de Brême et de Dresde), mais qu'on les cherche en vain dans la presse de la Ligue-"Spartacus" (les "Lettres de Spartacus", la "Rote Fahne"). La majorité de gauche du Congrès constitutif du KPD(S) n'était pas identique aux IKD, elle englobait des cercles beaucoup plus vastes. Elle comprenait cependant les IKD et elle avait été préparée par eux jusqu'à un certain degré; il existe à travers eux une continuité directe entre les IKD et les organisations communistes de gauche ultérieures, le KAP et l'AAU. Les IKD furent en effet complètement absorbés dans le KPD(S) après son Congrès constitutif; « mais », écrit plus tard un membre du KAP, « nous avons tous, en tant que membres des IKD, le sentiment qu'une idée disparaissait ainsi. C'est le mouvement d'opposition, ici à Berlin, qui reprit le premier les idées des IKD à l'intérieur du KPD »⁷⁶. Le KAP revendiqua d'avoir « sauvé du processus évolutif de régression du KPD les éléments révolutionnaires sains, principalement les anciens IKD »⁷⁷. Johann Knief, qui mourut en avril 1919, fut célébré par le KAP comme « un précurseur du KAP et de l'AAU »⁷⁸; Paul Fröhlich, qui avait été élu comme représentant des IKD à la centrale lors du Congrès constitutif du KPD(S) et qui rompit définitivement avec son passé communiste de gauche au début de 1920, fut proscrit en tant que renégat⁷⁹. Les autres porte-parole éminents des IKD (Pannekoek, Laufenberg, Wolffheim, Rühle, etc.) devinrent dans les mois suivants les représentants intellectuels de la tendance communiste de gauche et ils se présentèrent en tant que tels au II^o Congrès du KPD(S) en octobre 1919.

réellement par le passé, c'est-à-dire les soutiens les plus forts du pouvoir capitaliste dépérissant... Ils sont les instruments les plus utiles de la contre-révolution et c'est pourquoi ils doivent être supprimés ».

⁷⁴ Voir à ce sujet le paragraphe sur programme syndical communiste de gauche et la naissance de l'unionisme allemand.

⁷⁵ Cependant, Eberlein du groupe-"Spartacus" a parlé en faveur du fédéralisme et Knief des IKD était personnellement pour la participation aux élections.

⁷⁶ KAZ (Berlin), 3^o année (1922), n^o 3. Dans ce même article, il était dit à propos des ISD de Berlin: « On a discuté vivement à l'époque de la question syndicale, du parlementarisme et du problème masses-chefs ».

⁷⁷ *Programm der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands* [Programme du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne], Berlin 1924, p. 13.

⁷⁸ "Kommunistische Arbeiterzeitung" (abrégé dans ce qui suit en : KAZ) (Berlin), 4^o année (1923), n^o 14. Dans l'évaluation de Knief, il est dit : « Mais l'"Arbeiterpolitik" radicale de gauche luttait pour une séparation totale, intellectuelle comme organisationnelle, d'avec la social-démocratie comme première condition pour la renaissance du mouvement ouvrier et elle posait ainsi les premières pierres pour la ligne actuelle du KAPD et de l'AAU ».

⁷⁹ *Ibidem* : « Les Fröhlich, Becker und autres camarades, ses anciens compagnons de route (ceux de Knief (NdA)), sont devenus depuis longtemps des pensionnaires titulaires de Moscou. ».

Cette description qui va suivre, et qui sera donnée officiellement par le parti plus tard, fournit une présentation globalement assez exacte des éléments qui composaient la foule des communistes de gauche qui sont restés anonymes :

« À côté de la vieille souche des ouvriers révolutionnaires du parti qui, déjà avant la guerre, avaient appartenu à l'opposition radicale de gauche regroupée autour de Rosa Luxemburg, il y avait maintenant de jeunes travailleurs qui avaient été durant la guerre des protagonistes de la propagande et de l'agitation révolutionnaires, mais qui n'avaient encore que peu d'expérience politique. Des soldats, emplis d'exaspération par rapport aux souffrances et aux privations de la guerre, des pacifistes, qui avaient lutté courageusement contre la guerre et qui avaient été entraînés vers la gauche par les persécutions, des syndicalistes révolutionnaires, qui virent dans le mouvement ouvrier radical un champ fertile pour leurs idées, des artistes et autres intellectuels, qui avaient été propulsés par le courant de la révolution, bref, des éléments qui sont brusquement emportés dans le mouvement comme dans toute révolution et qui ont dû d'abord prouver leur valeur politique. Ce surcroît d'effectif montrait assurément de l'enthousiasme révolutionnaire et une disposition à l'action, mais aussi des expériences politiques par trop insuffisantes et un manque de connaissance théorique. Il portait la plupart du temps des jugements en fonction de son humeur et il influença très fortement les participants et les résolutions du congrès actuel (du Congrès constitutif du KPD(S), NdA). »⁸⁰

Les communistes de gauche caractérisés de cette manière restèrent anonymes et il est par conséquent difficile de vérifier les affirmations portées sur eux. Toutefois, les traits typiques qui ont été mentionnés se laissent voir dans l'évolution politique de certains membres importants du KAP et de l'AAU. Karl Plättner, né en 1893, fut l'un de ces jeunes travailleurs ayant peu d'expérience politique et qui avaient été durant la guerre des protagonistes de la propagande et de l'agitation révolutionnaires : il avait fait partie avant 1914 de l'organisation syndicale et du SPD, et pendant la guerre, il fut condamné à un an et demi de prison pour agitation révolutionnaire (haute trahison); il appartint ensuite aux IKD de Dresde et il fut membre du conseil ouvrier et de soldats de Dresde; il fit partie de l'aile gauche du KPD(S) et finalement du KAP; après l'Action de mars (1921), il tenta de mettre en œuvre son programme de "lutte révolutionnaire organisée en bandes"⁸¹. Max Hoelz

⁸⁰ *Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution*, p. 265. Cette caractérisation des communistes de gauche dans l'« Histoire illustrée » rédigée par Paul Fröhlich est largement plus différenciée et plus exacte que le jugement qui est devenu, à la suite de la sévère condamnation du communisme de gauche par Arthur Rosenberg (*Geschichte der Weimarer Republik*, p. 23 sq.), un lieu commun non vérifié de la littérature scientifique récente, et que W. T. Angress (*opus cité*, p. 20) formule ainsi : « These people were often adherents of an anarcho-syndicalist rather than of a Marxist tradition and did not prove amenable to any discipline. The ranks of this lunatic fringe within the Spartakusbund were swelled, during the revolutionary upheavals in November by an assorted conglomeration of shiftless drifters and downright criminals who, under the pretext of fighting for the revolution, tried to benefit from it » [Ces gens étaient souvent des partisans plutôt de la tradition anarcho-syndicaliste que de la tradition marxiste et ils se révélaient peu disposés à suivre une discipline. Les rangs de cette marge folle à l'intérieur du Spartakusbund ont été gonflés, durant les agitations révolutionnaires de Novembre, par un conglomérat de toutes sortes de vagabonds fainéants et de véritables délinquants qui, sous prétexte de lutter pour la révolution, essayaient d'en tirer profit]. On a, dans le même sens, Eric Waldmann, *The Spartacist Uprising of 1919 and the crisis of the German Socialist Movement : A study of the relation of political theory and party practice*, Milwaukee 1958, p. 98 sq. Dans n'importe quelle compréhension historique, il ne peut être question de manière sensée d'une tradition anarcho-syndicaliste dans le communisme gauche ; l'on reproduit ici tout simplement les invectives de la Centrale de Lévi du KPD elle-même ; la caractérisation des communistes de gauche comme « shiftless drifters and downright criminals » est une déclaration non vérifiable.

⁸¹ Voir à ce sujet plus bas : *Die Verständigung des Aktivismus, Karl Plättners "revoutionärer Bandenkampf"* [L'autonomisation de l'activisme, la "lutte révolutionnaire organisée en bandes" de Karl Plättner]. Voir d'autres exemples de ce type dans : *Illustrierte Geschichte*, p. 168. Les frères jeunes frères Levinsohn de Dresde,

représente le type du soldat et de l'ouvrier politisé par la guerre; il commença son évolution politique dans le conseil des chômeurs de sa ville natale, puis il fut membre du KPD(S) et, une fois exclu par la centrale du KPD(S), il alla avec les déviationnistes de gauche au KAP⁸². Heinrich Vogeler fut un exemple parfait de l'artiste et de l'intellectuel d'origine bourgeoise qui s'engagea aux côtés des communistes de gauche; avant la guerre, il était un peintre et un architecte estimé; il fut placé au début de 1918 dans un asile d'aliénés pendant deux mois pour cause d'agitation pacifiste, puis il rentra en contact avec Johann Knief et il fut élu au conseil ouvrier et de soldats de sa ville natale⁸³; il fut membre du KPD(S) sans aucune connaissance marxiste fondamentale⁸⁴ et il essaya de faire de son domaine à Worspswede une commune de travail; de 1920 à 1923, il fut infatigablement actif dans le cadre de l'AAU et il écrivit des articles dans presque tous les journaux unionistes et syndicalistes révolutionnaires. Il est possible que ces maigres remarques jettent un peu de lumière sur la nature des protagonistes de la tendance communiste de gauche et confirment jusqu'à un certain point leur caractérisation générale.

Mais cette caractérisation nécessite un complément essentiel : les porte-parole et les futurs théoriciens du communisme de gauche (Pannekoek, Laufenberg, Rühle, etc.) étaient des marxistes parfaitement instruits qui, longtemps avant que la guerre mondiale n'éclate, avaient déjà rassemblé des expériences politiques dans les cercles des radicaux de gauche gravitant autour de Rosa Luxemburg. Même les collaborateurs les plus proches de Rosa Luxemburg dans la Ligue-"Spartacus" ne se montrèrent pas eux non plus toujours immunisés contre la tendance communiste de gauche qui prédominait à la base au même degré que leur patronne, comme cela devint visible par exemple dans la position de Karl Liebknecht sur la question de l'organisation⁸⁵ et sur le parlementarisme. La clef pour comprendre l'option communiste gauche prise par ces intellectuels résidait – comme cela sera encore à démontrer dans le détail – dans leur conception particulière de la situation révolutionnaire; fascinés par l'exemple de la Révolution russe, ils ne se considérèrent pas, jusqu'à la fin de la période d'inflation en Allemagne (1923), réfutés, du point de vue des principes, dans l'hypothèse qu'ils vivaient les convulsions mortelles du capitalisme, à partir desquelles la révolution prolétarienne devrait immédiatement triompher. Rosa Luxemburg s'opposa à eux lors du Congrès constitutif : « L'optimisme du camarade Rühle est tout à fait beau, mais nous n'allons pas encore aussi loin. Ce que je vois jusqu'à présent, c'est l'immaturation des masses... »⁸⁶.

2. La reconstitution de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands"

Les exigences tactiques importantes du communisme de gauche, lequel s'imposa lors du Congrès constitutif du KPD(S), étaient premièrement, la lutte contre la politique des "chefs" et, comme mesure préventive contre celle-ci, la création d'une organisation fédéraliste, puis

journalistes temporaires du "Kommunist" de Dresde et membres des IKD, ainsi que leurs camarades, se sont vus infliger en mai 1918, à cause de leur propagande révolutionnaire, une totalité de 21 ans de réclusion et de 9 mois de prison ; ils ont été membres du KPD(S), puis du KAP et ils sont revenus au KPD en 1922. Voir comme autre exemple la biographie de Werner Möller dans l'Appendice biographique.

⁸² Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur Max Hoelz comme type de l'activiste radical de gauche.

⁸³ Voir l'avant-propos de : Heinrich Vogeler, *Erinnerungen* [Souvenirs], Berlin 1952.

⁸⁴ Voir à ce sujet Vogeler (*ibidem* P ; 240) : il se qualifie pour cette époque-là d'« analphabète politique ». « J'en suis venu d'abord à l'étude de Proudhon et de Fourier. Je n'avais encore aucune relation avec Marx et Engels ».

⁸⁵ Voir à ce sujet le paragraphe sur la discussion de la question de l'organisation dans la Ligue Spartacus.

⁸⁶ *Bericht über den Gründungsparteitag der KPD(S)*, p. 11.

deuxièmement, le refus du travail parlementaire et, à sa place, les actions directes des masses. Ces deux éléments, le fédéralisme dans l'organisation et l'action directe comme tactique, coïncidaient avec les points essentiels du programme d'avant-guerre de la "Fédération Libre", c'est-à-dire des syndicalistes révolutionnaires allemands. Puisque la majorité du congrès était favorable à la sortie des "syndicats libres" et que ce mouvement de sortie avait déjà commencé durant la guerre, on concevait aisément une adhésion à la seule alternative organisationnelle, à savoir à la "Fédération Libre", dans la mesure où l'on ne voulait pas – comme à Hambourg et à Brême – construire tout d'abord uniquement des organisations d'entreprise. Sur les motifs de cette fusion initiale des communistes et des syndicalistes révolutionnaires, un représentant de la centrale du KPD(S) donna en juin 1919 les informations suivantes : quand on est entré dans le mouvement révolutionnaire en novembre, beaucoup de partisans de "Spartacus" ont cru à une collaboration sincère avec les syndicalistes révolutionnaires. « Ils comptaient sur le tempérament révolutionnaire qui existe incontestablement chez les syndicalistes »¹. Ils étaient partis de la supposition que les syndicalistes révolutionnaires ne s'étaient organisés dans des syndicats particuliers que par une opposition salutaire aux syndicats bureaucratisés, sans pour cela avoir accepté les conceptions spécifiquement syndicalistes révolutionnaires. Une autre raison, qui a dû pousser en premier lieu le KPD(S) et la "Fédération Libre" à la fusion, fut la force très peu importante des deux organisations. Enfin, l'occasion pour clarifier les contradictions théoriques, qui de toute façon n'étaient pas connues des vastes couches des adhérents, fit tout simplement défaut dans l'époque mouvementée qui se situe entre novembre 1918 et avril 1919.

La "Fédération Libre", dont les cadres avaient été maintenus dans l'illégalité durant la guerre², se réorganisa immédiatement après l'effondrement de novembre; à Berlin, Fritz Kater, le dirigeant depuis de longues années de la "Fédération Libre", édifia l'organisation le premier de tous; dans la Ruhr, l'autre centre du syndicalisme révolutionnaire allemand avant la guerre, c'est avant tout le carreleur Carl Windhoff, lui aussi membre depuis de longtemps de la "Fédération libre", qui passa à l'action. Déjà les 26 et 27 décembre, Kater convoqua à Berlin les syndicalistes révolutionnaires dirigeants de l'époque d'avant-guerre et il se mit d'accord avec eux sur la voie que l'organisation renaissante devait suivre³. 33 délégués provenant de 43 associations locales se réunirent ; on fit le bilan rétrospectif de la difficile situation de l'organisation durant les années de guerre et on mit l'accent avec fierté sur le fait que la "Fédération Libre" avait été la seule organisation ouvrière qui n'ait pas eu à changer de méthode après la guerre. La résolution de la conférence refusait, à côté des syndicats des fédérations centralisés, la participation à l'Assemblée nationale avec des arguments de la période d'avant-guerre :

« Le parlementarisme, c'est-à-dire le fait de pactiser avec la bourgeoisie, n'est pas un moyen de lutte révolutionnaire. Il est vrai que la participation de la classe ouvrière au parlementarisme et la neutralité des syndicats ont amené de larges cercles de personnes au mouvement ouvrier, mais seulement au prix de l'abandon de tous les véritables objectifs du prolétariat révolutionnaire. »⁴

On recommanda aux adhérents de rejoindre les partis situés à gauche : on ne pouvait penser qu'à l'USPD et éventuellement à la Ligue-"Spartacus" et aux IKD. Cette recommandation

¹ F. Brandt, *Syndikalismus und Kommunismus*, Berlin 1919, p. 3.

² Voir Rudolf Rocker, *Biographie von Fritz Kater*, p. 17.

³ Voir à ce sujet le rapport dans "Syndikalist", 1^o année (1918), n^o 4 : *Konferenz der Syndikalisten*.

⁴ Voir "Der Syndikalist", 1^o année (1918), n^o 4.

n'était pas surprenante car, avant la guerre, on ne rompait la plupart du temps avec le parti, le SPD, que lorsqu'on en était exclu; on peut supposer, en particulier chez les membres blanchis sous le harnois de la "Fédération Libre", comme Fritz Kater, le social-démocrate radical déçu, une certaine nostalgie pour le parti perdu. On décida lors de la réunion de décembre que le journal "Der Syndikalist"⁵, édité par Kater depuis le 14 décembre 1918 comme continuation de la "Einigkeit", serait l'organe de la Fédération. Dans le même temps, la maison d'édition syndicaliste révolutionnaire de Fritz Kater à Berlin fut refondée. Le programme⁶ rédigé au printemps 1919 par Karl Roche donne une idée du but et de la politique de la "Fédération Libre" dans cette phase de reconstitution; Roche, qui avait rejoint en tant que jeune marin la "Fédération Libre" au tournant du siècle et qui s'était présenté, par exemple, en 1913, à côté de Kater, comme porte-parole des syndicalistes révolutionnaires allemands au Congrès International des Syndicalistes Révolutionnaires de Londres⁷, appartenait à la vieille souche de la "Fédération Libre"; le programme qu'il avait rédigé fut donc représentatif des conceptions politiques courantes chez les cadres autrefois sociaux-démocrates de l'époque d'avant-guerre. Roche résuma ainsi les fondements de la doctrine syndicaliste révolutionnaire : l'arme la plus terrible de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, c'est la grève, c'est la privation de prestations de travail dans toutes ses formes prometteuses; la classe ouvrière doit s'organiser en fonction de cet objectif de lutte. « Les partis politiques et les syndicats neutres détournent la classe ouvrière du socialisme. Seule l'union des salariés qui ont une pensée socialiste et une volonté révolutionnaire constitue l'organisation de l'auto-libération. C'est le syndicalisme révolutionnaire »⁸. C'était l'application des mots d'ordre de l'avant-guerre au présent révolutionnaire. Une conséquence de cela fut le fait de se solidariser avec le mot d'ordre de la Ligue-"Spartacus" et des IKD de "Tout le pouvoir aux conseils!". Roche demandait que, si la classe ouvrière voulait obtenir le socialisme, elle n'accorde à la bourgeoisie aucun droit souverain, « elle ne peut pas voter avec elle et parlementer avec elle. Les *conseils ouvriers* sont les parlements de la classe ouvrière »⁹. Il suivait encore les slogans du KPD(S) en prenant fait et cause pour la dictature du prolétariat : « Ce n'est pas le parlement bourgeois mais la *dictature prolétarienne* qui réalisera le socialisme »¹⁰. Cette large solidarisation de la "Fédération Libre" avec les mots d'ordre du KPD(S) dura un certain temps, jusqu'au milieu de 1919. Puis l'époque où, ensemble, l'on avait « lutté épaule contre épaule »¹¹ fut terminée; le combat de la centrale du KPD(S) chapeauté par Levi contre les syndicalistes révolutionnaires, ceux qui étaient présumés l'être et ceux qui l'étaient authentiquement, débuta et le programme de la "Fédération Libre" reçut de nouvelles impulsions essentielles. Le Congrès constitutif de la FAUD, laquelle provenait directement de la "Fédération Libre", rejeta en décembre 1919 expressément la conception bolchevique de la dictature du prolétariat comme phase de transition de l'État bourgeois à la société sans classes. En décembre 1919, la "Fédération Libre", c'est-à-dire la FAUD, était déjà totalement sous l'influence idéologique de Rudolf Rocker. Karl Roche, qui n'approuva manifestement pas le

⁵ "Der Syndikalist, Organ für sozialrevolutionäre Gewerkschaften Deutschlands", 1^o année (1918) sq.

⁶ Karl Roche, *Was wollen die Syndikalisten ? Programm, Ziele und Wege der "Freien Vereinigung deutscher Gewerkschaften* [Que veulent les syndicalistes révolutionnaires ? Programme, objectifs et moyens de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands], Berlin 1919.

⁷ D'après des communications écrites de monsieur Augustin Souchy à l'auteur (lettre du 3/08/1964) ; voir aussi pour ce qui concerne la participation de Roche au Congrès syndicaliste de Londres : "Die Einigkeit", 17^o année (1913), n^o 41.

⁸ Karl Roche, *Was wollen die Syndikalisten ?*

⁹ *Ibidem*, p. 6 ; souligné dans l'original.

¹⁰ *Ibidem*, p. 6 ; souligné dans l'original.

¹¹ "Der Syndikalist", 1^o année (1918), n^o 46.

nouveau cours anarcho-syndicaliste sous cette forme plus décidée, passa à l'AAUD en 1920.

L'affluence de masse à la "Fédération Libre", qui ne commença que dans la seconde moitié de 1919, est l'un des éléments absolument importants dans l'histoire de l'après-guerre de l'organisation. L'autre élément, l'élément qui a transformé radicalement l'organisation, est le fait que la tendance anarchiste, qui était représentée minoritairement avant la guerre à côté de la souche sociale-démocrate, a pris le dessus. Les deux courants de l'ancien radicalisme de gauche, la tendance anarchiste et la tendance syndicaliste révolutionnaire, se sont maintenant réunis; selon un rapport de Rocker, fin novembre 1918, « la plupart des camarades anarchistes à Berlin et dans le pays (travaillaient) dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire »¹². Ce n'est pourtant pas le surcroît de membres en provenance du camp de l'anarchisme d'avant-guerre qui est la chose la plus importante dans cette union mais la nouvelle forme donnée au programme sous l'influence marquante des idées anarchistes à travers Rudolf Rocker, qui ne rejoignit le mouvement de la "Fédération Libre" qu'en novembre 1918. La biographie de Rocker est une sorte de somme de l'histoire de la tradition anarchiste. Rocker¹³ est né en 1873 à Mayence dans un milieu petit-bourgeois et il avait été apprenti relieur après l'école primaire; il dirigeait déjà en 1890 un club de lecture pour la jeunesse de l'union électorale sociale-démocrate; c'est dans ce cadre-là qu'il fit ses expériences décisives avec le SPD : à la suite de sa défense passionnée du mouvement des "Jungen" après le Congrès de Halle (1890), Rocker fut exclu avec son club de lecture du groupe local du SPD de Mayence. Il était déjà à cette époque entré en contact avec les écrits de Most et il était en relation épistolaire avec Karl Wildberger, qu'il apprit à connaître personnellement plus tard – comme presque tous les porte-parole des "Jungen". Il alla en 1891 au Congrès de l'Internationale Socialiste de Bruxelles et il y fit la connaissance de Nieuwenhuis, le mentor intellectuel hollandais du mouvement des "Jungen"; il revint anarchiste de ce congrès; il fonda un groupe anarchiste illégal à Mayence qui considérait comme sa tâche principale de diffuser la littérature anarchiste introduite en fraude depuis Londres. À cause de son agitation anarchiste, il entra en conflit avec la police et, après un accrochage particulièrement violent, il s'enfuit à la fin de 1892 à Paris¹⁴; il vécut là-bas pendant deux ans dans des cercles de partisans émigrés des "Socialistes Indépendants" et il se rendit en 1895 à Londres où il se lia avec les anarchistes du groupe "Autonomie", puis avec la communauté juive de l'Europe de l'Est du quartier de l'East End. Dans sa charge, Rocker – qui n'était pas lui-même juif – édita entre 1895 et 1914 plusieurs journaux en yiddish qui défendaient avant tout l'anarchisme communiste de Pierre Kropotkine. Rocker se lia, à cette époque, d'une amitié personnelle avec Kropotkine qui vivait en exil à Londres. En 1912, il organisa avec succès une grève des tailleurs de grande ampleur à Londres qui fit connaître son nom internationalement; en décembre 1914, Rocker fut interné en tant qu'"étranger dangereux", puis il passa les années de guerre dans un camp de concentration anglais et il partit en mars 1918, du fait d'un échange de prisonniers, pour la Hollande où il fut l'hôte entre autres de Domela Nieuwenhuis et où il prit le premier contact avec les syndicalistes révolutionnaires allemands. À la fin de novembre 1918, il se rendit à Berlin sur

¹² Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 394. Il rapporte en outre cela : « En de nombreux lieux, comme Magdebourg, Dresde, Leipzig, Heilbronn, Düsseldorf, etc., les camarades anarchistes plus anciens qui avaient adhéré à la FAUD maintenaient encore leurs associations anarchistes à côté du groupe local anarcho-syndicaliste ». *Ibidem*, p. 405.

¹³ L'exposé qui suit se rattache à l'autobiographie de Rocker.

¹⁴ Voir la description de ces événements à Mayence dans : Sepp Oerter, *Acht Jahre im Zuchthaus* [Huit années en prison], avec une introduction : *Aus der Geschichte der deutschen anarchistischen Bewegung in den Jahren 1890-93* [Histoire du mouvement anarchiste allemand dans les années 1890-93], Berlin 1905, p. 33 sq. Sepp Oerter était le frère aîné du dirigeant de la FAUD Fritz Oerter.

l'invitation de Fritz Kater qu'il rencontra pour la première fois à cette occasion. Rocker fut impressionné par la vive activité de reconstruction de l'organisation berlinoise de la "Fédération Libre" : mais une maladie grave, qu'il avait contractée au cours de sa période d'emprisonnement anglaise, l'empêcha d'y prendre une part active. Sa première apparition politique à la Conférence d'Empire des ouvriers de l'armement à Erfurt en mars 1919, à laquelle toutes les tendances du mouvement ouvrier allemand participaient, se transforma en un grand succès personnel; il défendit dans son rapport¹⁵ de la manière la plus conséquente qui soit la revendication que « toute future production de matériel de guerre devait être refusée et qu'il fallait obtenir une réadaptation des entreprises à un travail pacifique »¹⁶, et il répondait de la sorte à la grande vague de pacifisme émotionnel de l'après-guerre. L'influence de Rocker sur la "Fédération Libre" grandit de manière continue et elle s'imposa complètement à partir de juin 1919, dans la phase de désillusion révolutionnaire et de la lutte commençante avec la centrale du KPD(S) dirigée par Levi. Les lignes directrices politiques de la "Fédération Libre", telles qu'elles étaient ébauchées dans le programme de Roche et qu'elles furent en vigueur dans la phase d'action unitaire avec les autres forces radicales de gauche, ne convenaient pas depuis le début à Rocker. En particulier la demande de s'affilier aux partis situés à gauche, « et la défense par le journal (le "Syndikalist", NdA) d'une dictature prolétarienne ne me tenaient pas à cœur »¹⁷. L'idée de liberté forgée de manière individualiste de l'anarchisme, que Rocker défendait, rendait à ses yeux immédiatement suspect le mot d'ordre bolchevick de dictature du prolétariat. La Commission Commerciale de la "Fédération Libre" avait chargé Rocker de l'élaboration d'un nouveau programme pour le Congrès constitutif de la FAUD en décembre 1919. Sous l'influence de Rocker, le Congrès rejeta le mot d'ordre de dictature du prolétariat¹⁸.

Rocker ne fut pas le seul qui, provenant de la tradition anarchiste, formula à l'avenir le programme et la politique de la "Fédération Libre". Si Rocker est à considérer avant tout comme le représentant du communisme anarchiste de Kropotkine, Augustin Souchy continua la tradition de Landauer, et Fritz Oerter la tradition du groupe gravitant autour du "Freie Arbeiter" de l'époque d'avant-guerre. Augustin Souchy fut gagné à l'anarchisme à l'âge de 19 ans, durant l'hiver 1911/12 à Berlin, par un ancien collaborateur de la "Freiheit" de Most¹⁹; il travailla à partir de 1912 dans la "Ligue Socialiste" de Landauer et il émigra en 1915 en Suède où il eut jusqu'en 1919 une activité journalistique dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire; après son retour en Allemagne (1919), il fut pendant plusieurs années le rédacteur en chef de l'organe de la FAUD, "Der Syndikalist". Fritz Oerter²⁰, un lithographe qualifié, était déjà actif avec son frère aîné Sepp Oerter durant la Loi contre les socialistes dans le mouvement ouvrier radical en Bavière et il était entré en contact en 1892 avec Rocker à Mayence. Il fut après le tournant du siècle rédacteur au "Freie Arbeiter" et il se transforma selon le jugement de Rocker en « l'un des écrivains les plus doués du

¹⁵ Le rapport a été imprimé et distribué à cent mille exemplaires. Voir Rudolf Rocker, *Die Waffen nieder ! Die Hämmer nieder !* [Bas les armes ! Bas les marteaux !], Berlin 1919.

¹⁶ C'est ce que dit la *Resolution der Reichskonferenz* ; voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 84 sq.

¹⁷ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 72 sq. Rocker avait déjà discuté au milieu de l'année 1918 en Hollande avec Domela Nieuwenhuis sur la dictature du prolétariat ; Il rapporte : « Il (Nieuwenhuis, NdA) a été l'un des premiers qui, dans sa feuille "De Vrije Socialist", jugeait de manière très sceptique la victoire du bolchevisme en Russie et qui voyait dans la soi-disant dictature du prolétariat le point de départ d'une nouvelle tyrannie qui devait devenir fatale au socialisme si elle n'était pas brisée à temps ». Rudolf rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 29.

¹⁸ Concernant les idées politiques de Rocker, voir dans le détail les analyses de la Déclaration de principe de la FAUD dans le paragraphe sur le Congrès constitutif de la FAUD.

¹⁹ D'après Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 406 sq. ; compléments grâce aux communications épistolaires de monsieur Augustin Souchy.

²⁰ Ce qui suit d'après les communications de monsieur Augustin Souchy à l'auteur.

mouvement anarchiste d'Allemagne »²¹. Après la première guerre mondiale, il posséda une librairie à Fürth (Bavière) et il fut l'un des collaborateurs les plus réguliers et les plus productifs du "Syndikalist". Ce n'est que sous cette influence solide des idées traditionnelles anarchistes que la "Fédération Libre" regagna à son identité idéologique qu'elle avait perdue après son exclusion du SPD en 1908.

Si la "Fédération Libre" connut déjà, de novembre 1918 à avril 1919, une affluence d'adhérents non négligeable par rapport à sa force d'avant-guerre, ce fut avant tout non pas parce qu'elle se présentait avec un nouveau programme très clair, mais parce qu'elle se présentait comme une alternative nette aux fédérations centralisées des "syndicats libres". Le catalogue du "Syndikalist" qui suit résume les points essentiels du programme d'agitation dans la confrontation : syndicats centralisés d'une part / "Fédération Libre" d'autre part :

« Forme d'organisation : centraliste. Pas d'autonomie des syndicats locaux. / Forme d'organisation : fédéraliste. Autonomie des syndicats locaux. – Les grèves doivent être annoncées à l'avance. / Chaque organisation a à tout moment le droit de déclarer une grève. – Les syndicats centralisés reposent sur le principe de la représentation. / La "Fédération Libre" recommande l'action directe. – Les syndicats centralisés s'efforcent d'obtenir des réformes à l'intérieur de l'ordre économique capitaliste. / La "Fédération Libre" propage les moyens révolutionnaires de lutte en vue de la chute du capitalisme. – Les syndicats pratiquent la politique la plus large d'accords salariaux. / La "Fédération Libre" ne veut pas la paix mais la lutte avec le patronat. – Les syndicats sont partisans de la petite grève. / La "Fédération Libre" se bat pour l'idée de la grève générale de masse. »²²

Se reconnaissaient dans ce programme d'action, à côté des anciens membres de la "Fédération Libre", qui pour une partie appartenaient déjà depuis l'époque de la Loi contre les socialistes au mouvement ouvrier radical, ces ouvriers qui, au cours de la première guerre mondiale, étaient sortis de leurs organisations syndicales par opposition à la politique de "paix civile" des syndicats centralisés, et enfin ces travailleurs qui, pour partie comme ouvriers non qualifiés, jusqu'à présent non organisés, mais politisés par la guerre et radicalisés par la misère économique de l'après-guerre, rejoignirent les organisations d'extrême gauche²³. Cette troisième catégorie, celle des ouvriers partiellement non qualifiés et jusqu'à présent non organisés, caractérise sociologiquement jusqu'à un certain point les larges couches de membres de toutes les organisations radicales de gauche (FAUD, KAPD, AAUD); mais elle ne fut en aucun cas, pour le syndicalisme révolutionnaire allemand, de l'importance de ce qu'elle fut par exemple pour les nombreux membres des IWW aux Etats-Unis avant la guerre mondiale. Aux USA, l'organisation radicale de lutte économique des IWW naquit directement du processus d'industrialisation et de concentration comme une association avant tout des ouvriers non qualifiés et les plus pauvres²⁴. En Allemagne, l'organisation radicale de lutte

²¹ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. I, p. 4024.

²² "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 28 : *Die Sünde der Zentralverbände* [Les péchés des syndicats centralisés].

²³ Rocker relate la chose suivante à partir de ses tournées d'agitation du milieu de l'année 1919 : « L'esprit qui animait ces manifestations était tout simplement brillant et il se faisait remarquer de manière bienfaisante en particulier dans les débats intenses qui suivaient mes conférences. J'ai immédiatement senti que j'avais là devant moi un matériel humain jeune et nouveau qui n'était pas encore passé par les routines des partis politiques et qui par conséquent était réceptif à des idées nouvelles ». Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 91.

²⁴ Voir à ce sujet l'analyse de Hans Böcker, *Zur revolutionären Gewerkschaftsbewegung* [Le mouvement syndical révolutionnaire], p. 15-23.

économique de la "Fédération Libre" naquit dans sa forme syndicaliste révolutionnaire avant tout en réaction à l'évolution du SPD et des "syndicats libres"; elle ne reçut un afflux considérable d'adhérents qu'après la première guerre mondiale à cause entre autres de la déception que connut la classe ouvrière du fait de la politique de guerre des deux organisations de masse bureaucratées. La deuxième des catégories de membres qui ont été mentionnées, celle des révolutionnaires déçus par les organisations prolétariennes existantes, ne pouvait pas jouer de rôle important dans le syndicalisme révolutionnaire américain; dans le syndicalisme révolutionnaire allemand comme dans l'unionisme allemand, elle fut un élément tout à fait spécifique et important²⁵.

3. La position du communisme de gauche et du syndicalisme révolutionnaire dans et sur les actions de novembre 1918 à mai 1919

Un tableau complet de l'activité des différentes forces organisées et une vue d'ensemble de leurs rapports avec les forces non organisées dans les mouvements de grève et les insurrections entre novembre 1918 et mai 1919 ne sont pas possibles jusqu'à présent¹. Dans ce qui va suivre, on notera quelques observations qui – sur la base des matériaux qui sont en relation avec la tradition communiste de gauche et syndicaliste révolutionnaire – permettront au moins une caractérisation approximative de ces événements. Il est frappant que l'on n'ait jamais attiré de manière suffisamment explicite l'attention sur la rébellion sociale en tant que ferment élémentaire dans les grèves et les insurrections de cette phase; en raison de la désorganisation administrative de l'appareil d'État par suite de l'effondrement militaire et politique, et de la misère économique devenue insupportable des dernières années de guerre, il se produisit, dans les franges les plus agressives des couches sociales prolétariennes le plus durement touchées, une disposition durable à la révolte avec une motivation qui n'était pas du tout politique à l'origine, c'est-à-dire tournée vers la conquête du pouvoir d'État. La rébellion, qui en général naissait spontanément, visait les représentants immédiatement accessibles de l'autorité de l'État ou du capital, les maires ou les directeurs d'usine ou de mine, auxquels on attribuait la responsabilité de sa misère et auxquels on posait des revendications tout à fait concrètes qui étaient déterminées par la situation². Il y eut par exemple une manifestation de masse des mineurs en grève dans la Ruhr le 18 décembre 1918 qui apparut comme capitale – et qui peut

²⁵ L'affectation sociologique habituelle de la doctrine syndicaliste révolutionnaire aux masses non qualifiées, telle qu'elle est formulée par exemple par Goetz Briefs en 1927, n'est pas suffisante pour le mouvement syndicaliste révolutionnaire allemand, étant donné qu'elle ne voit pas justement sa spécificité. Briefs pensait : « L'on peut décrire le syndicalisme révolutionnaire comme le symptôme de la conscience qui perce des non qualifiés, conscience qui ressent l'organisation professionnelle dans toutes ses formes comme décalée avec ses éléments bourgeois (les droits acquis, les intérêts de groupe, la morgue professionnelle, la fermeture) et qui la rejette parce qu'elle va à l'encontre des principes d'organisation du prolétariat pur ». Goetz Briefs, *Gewerkschaftswesen und Gewerkschaftspolitik* [Le syndicalisme et la politique syndicale] dans : *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, vol. IV, Iéna 1927, p. 1144.

¹ Ce problème a été pris en compte de la manière jusqu'à présent la plus détaillée dans l'exposé d'Eric Waldemann : *The Spartacist-Uprising of 1919 and the crisis of the German Socialist Movement : A study of the relation of political theory and party practice*, Milwaukee 1958.

² De nombreux exemples à ce sujet pour la Ruhr dans : *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032 sq.

être considérée comme largement typique pour l'ensemble de la classe ouvrière³ – : augmentation des salaires, remboursement des retenues pour fait de grève effectuées en 1912, attribution mensuelle d'une charrette de charbon à 250 marks, un congé payé de deux semaines, etc.⁴. Pour que les idées directrices social-révolutionnaires soient un succès chez ces rébellions « qui n'étaient pas encore façonnées organisationnellement et idéologiquement »⁵, il fallut d'une part la répression sanglante, qui se renforçait mutuellement avec la rébellion, de ces soulèvements par le pouvoir gouvernemental social-démocrate allié aux officiers de la Reichswehr (Noske), et d'autre part la radicalisation considérable des travailleurs. Pour la région de la Ruhr au moins, il apparaît clairement, sur la base de documents policiers, que l'on n'en arriva à des affrontements armés qu'après que les directions – en partie arrêtées par les ouvriers en révolte – des mines de charbon se furent adressées au haut commandement de l'armée de Kassel et eurent demandé une protection militaire⁶; ce n'est que la présence de troupes de la Reichswehr qui conduisit à une utilisation accrue de la violence et à l'armement systématique des ouvriers. À la fin de la longue série de grèves dans la région de la Ruhr, les revendications de la grève générale⁷ des mineurs du 1^o avril 1919 n'étaient pas, de manière surprenante, encore politisées en comparaison par exemple avec le programme d'action de la Ligue-"Spartacus", bien que l'influence de l'USPD, du KPD et de la "Fédération Libre", soit maintenant sensible sur le mouvement social; dans les revendications de cette grève générale, les éléments suivants étaient directement déterminés par la situation : l'introduction de la journée de travail de 6 heures, l'augmentation des salaires de 25%, le règlement des questions relatives au corps des mineurs, la libération des prisonniers politiques, le paiement des jours de grève, la dissolution immédiate des corps francs; mais il émergeait des revendications politiques au sens strict : la formation d'une armée ouvrière révolutionnaire, la reconnaissance du système des conseils, l'ouverture de relations politiques et économiques avec la Russie soviétique. Il ne serait indubitablement pas sensé de séparer strictement, dans ce cas comme dans d'autres, les revendications qui résultaient du processus spontané de la rébellion sociale des mots d'ordre programmatiques des organisations ouvrières social-révolutionnaires; ils s'influençaient certainement réciproquement. Pourtant, le fait que des mots d'ordre résolument révolutionnaires ne se soient imposés que lentement montre que, lors des grèves et des insurrections, ce sont d'abord des forces sociales, pareillement indépendantes d'une intégration organisationnelle et d'une expression théorique, qui agissent et qui ont pu être assujetties à leurs objectifs par les organisations social-révolutionnaires dans une mesure variable selon les cas; l'idée, suggérée par l'opinion publique bourgeoise de l'époque ainsi que par la presse sociale-démocrate, par le biais de la désignation comme "spartakistes" des travailleurs participant aux rébellions sociales, selon laquelle il fallait chercher la Ligue-"Spartacus" comme instigatrice de toutes les émeutes de cette phase qui va de novembre 1918 à mai 1919, est parfaitement erronée⁸.

³ Voir à ce propos Peter von Oertzen, *Die Grosse Streiks* [Les grandes grèves], *loc. cit.*, p. 238.

⁴ *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/20. Voir aussi Peter von Oertzen, *Die Grosse Streiks*, p. 239.

⁵ Peter von Oertzen, *ibidem*.

⁶ Voir par exemple le télégramme d'État du 24/12/1918 de la Direction supérieure de l'armée à Cassel aux députés du peuple à Berlin : « À Hamborn, à la suite d'une assemblée convoquée pour cet après-midi par la direction de la grève en vue de la résolution de la grève, le maire et d'autres personnes de l'administration municipale et de la direction syndicale de l'entreprise Deutscher Kaiser sont retenus à l'hôtel de ville jusqu'à satisfaction des revendications exagérées à l'excès ; police impuissante... SVP urgent d'envoyer environ 1500 hommes avec une douzaine d'autos blindées. Le président du gouvernement ». *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/30

⁷ Voir le catalogue des revendications dans : "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n° 17 : *Generalstreik im Ruhrrevier* [La grève générale dans le district de la Ruhr].

⁸ Voir à ce sujet les observations pertinentes chez Eric Waldmann, *opus cité*, p. 161 sq.

L'attitude, par exemple, de la centrale-"Spartacus" berlinoise par rapport au soulèvement de la division de la marine populaire le 24 décembre 1918 est instructive à propos de la position de la Ligue-"Spartacus" dans la plupart de ces révoltes; elle se solidarisa expressément avec cette révolte⁹ qui éclata à propos de retenues sur la solde; mais quand des représentants de la division de la marine populaire déclarèrent dans le "Vorwärts" qu'ils n'avaient rien à voir avec la Ligue-"Spartacus", la "Rote Fahne" ne put pas démentir et il ne lui resta plus qu'à se rassurer elle-même : « Nous ne sommes pas inquiets : l'esprit de cette troupe est malgré tout l'esprit de notre esprit, de l'esprit de la révolution sociale mondiale »¹⁰. Du fait de l'absence objective d'influence sur des insurrections de ce type, il ne restait à la Ligue-"Spartacus" à ce moment-là que l'espoir qu'elles guideraient objectivement le processus historique dans la direction de la seconde révolution, la révolution sociale. Le potentiel d'agitation de la Ligue-"Spartacus" – abstraction faite de son nombre d'adhérents qui augmentait certes rapidement mais qui était cependant faible en comparaison avec celui des deux autres partis ouvriers¹¹ – était resté bas du fait du manque d'intégration organisationnelle dans l'Empire et du grand nombre correspondant de projets tactiques locaux et régionaux différents. Pour autant que l'on puisse découvrir des continuités dans l'attitude prise par rapport aux actions prolétariennes de grande envergure, qui selon le cas se produisirent et cessèrent dans des conditions particulières, durant la phase qui va de novembre 1918 à mai 1919 et par la suite, deux tendances apparaissent dans le communisme allemand. La première se réclamait directement du programme "Spartacus" de Rosa Luxemburg dans lequel il était dit – par voie de conséquence fondamentale des prémisses de la spontanéité des radicaux de gauche – que la Ligue-"Spartacus" « ne prendrait jamais le pouvoir gouvernemental autrement que par la volonté claire, non ambiguë, de la grande majorité des masses prolétariennes dans l'ensemble de l'Allemagne »¹²; étant donné que « l'approbation consciente de la manière de voir, des buts et des méthodes de lutte, de la Ligue-"Spartacus" »¹³ qui était exigée d'elles n'existait pas en attendant dans le prolétariat, cette tendance prévoyait – comme Rosa Luxemburg l'avait déjà dit au Congrès constitutif du KPD(S) – un long chemin pour la révolution allemande¹⁴. Pour ce qui concerne l'attitude pratique immédiate de la Ligue-"Spartacus", cette minorité de l'organisation, qui s'exprimait en particulier dans la "Rote Fahne", en concluait qu'il fallait voir des putschs, qui étaient par principe à rejeter, dans les tentatives « de prendre le pouvoir dans certains centres avancés »¹⁵ tandis que le prolétariat en tant que classe ne manifestait pas encore la volonté d'établir la dictature. Cette minorité, qui était représentée notamment par Rosa Luxemburg, Leo Jogiches et Paul Levi, entra cependant dans un difficile conflit de situation en ce qui concerne les luttes qui éclataient pour la plupart spontanément; elle se trouva devant la contradiction suivante : une fois la lutte ayant éclaté, selon le cas, « elle s'aggrave objectivement jusqu'à poser la question de la prise révolutionnaire du pouvoir, mais ni les circonstances ni les hommes ne sont mûrs pour cela »¹⁶. Dans cette situation, les meilleurs représentants de cette tendance décidèrent instinctivement que l'on ne pouvait pas abandonner ces luttes à elles-mêmes et ils se

⁹ "Die rote Fahne", 1^o année (1918), n^o 40 : *Krieg gegen die Revolution* [La guerre contre la révolution]. Il y est question de division de la marine populaire en tant que « soutien le plus fidèle de la révolution prolétarienne ».

¹⁰ "Die rote Fahne", 2^o année (1919), n^o 2 : *Absage an Spartakus* [Le non à Spartakus].

¹¹ Eberhard Kolb (*Die Arbeiterräte...* p. 47) estime la force de la Ligue Spartacus à la fin de la guerre à environ 1000 membres actifs, et, selon des indications officielles du parti, le KPD(S) comptait en mars 1919 90 000 membres (voir Ossip K. Flechtheim, *opus cité*, p. 236). Le nombre d'adhérents de l'USPD passa de 100 000 en novembre 1918 à 300 000 en février 1919 (Heinrich Ströbel, *opus cité*, p. 102). Le SPD quant à lui comptait plus d'un million de membres en 1919.

¹² *Was will der Spartakusbund ?* [Que veut la Ligue Spartacus ?], cité dans : O. K. Flechtheim, *opus cité*, p. 245.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ *Ibidem* où il est à nouveau question du « chemin du Golgotha des amères expériences à travers défaites et victoires ».

¹⁵ "Die rote Fahne", 2^o année (1919), n^o 19 : *Von den Putsch und den Putschisten* [Du putsch et des putschistes].

¹⁶ "Die rote Fahne", 2^o année (1919), n^o 37 : *Bayern* [Bavière].

prononcèrent aussi contre toute raison, afin de prévenir le reproche de lâcheté, pour la participation personnelle; ils furent finalement entraînés par leurs partisans radicaux et ils y laissèrent la vie. Rosa Luxemburg, qui critiqua¹⁷ violemment la participation de Karl Liebknecht et de Wilhelm Pieck au plan de renversement de l'État au soir du 5 janvier 1919, plan que les chefs révolutionnaires berlinois et la direction de l'USPD avaient conçu sous l'influence des manifestations de masse gigantesques en faveur du président USP de la police de Berlin révoqué, ne put se résoudre¹⁸ à prendre la fuite hors de Berlin à l'occasion de l'écrasement sanglant du soulèvement berlinois de janvier¹⁹; elle fut abattue désarmée, avec Karl Liebknecht, le 15 janvier 1919 par les troupes de la Reichswehr. De la même façon, Leo Jogiches, le plus important organisateur de la Ligue-"Spartacus" et du KPD(S), et le collaborateur le plus proche de Rosa Luxemburg, trouva la mort le 10 mars 1919 en se joignant à une grève générale²⁰ à Berlin qui se transforma contre la volonté de la centrale du KPD(S) en insurrection.

Si l'on considère la seconde tendance dans le jeune KPD, ce qui frappe c'est la forte représentation des forces qui proviennent de la tradition des IKD et en même temps l'absence presque complète de programme des personnalités dirigeantes qui font de l'agitation en divers lieux de l'Empire et dont les conceptions de la révolution étaient considérablement différentes de celles de la centrale berlinoise. C'est ici que passent, dans le KPD(S) de la première année, les frontières entre la minorité autour de Rosa Luxemburg et la majorité communiste de gauche, de la même façon qu'elles étaient déjà devenues manifestes lors du Congrès constitutif sur les questions du parlementarisme et du centralisme. La majorité, quand Rosa Luxemburg s'adressa à son représentant, à savoir Otto Rühle, lors du Congrès constitutif, voyait le tout prochain pas de la révolution bourgeoise à la révolution sociale immédiatement devant elle; pour elle, la révolution était pour ainsi dire immédiatement au coin de la rue et elle essayait de mener plus loin chaque révolte de grande envergure sous le signe de la lutte finale. Karl Liebknecht penchait nettement vers cette tendance; sa participation à la formation et aux délibérations du comité révolutionnaire durant l'insurrection berlinoise de janvier 1919 se fit pratiquement sans aucun contact avec la direction du parti²¹. Surtout hors de Berlin, où l'influence de la centrale du KPD était faible, de grandes fractions de partisans de "Spartacus" prouvèrent qu'elles étaient extrêmement pressées d'agir; des porte-parole de "Spartacus" devenus populaires en raison de leur opposition courageuse au cours de la guerre, se firent entendre, en particulier durant les mouvements de grève et d'émeute qui eurent lieu en réaction

¹⁷ Voir Paul Fröhlich : *Rosa Luxemburg*, p. 172. En particulier le rapport sur la position de Rosa Luxemburg sur les combats de janvier à Berlin à partir des informations épistolaires de Leo Jogiches à Clara Zetkin. Rosa Luxemburg prévoyait tout au plus comme résultat optimal de l'insurrection de janvier une espèce de "Commune de Berlin" avec toutes les phases de développement, jusqu'à la fin sanglante de l'exemple français. Voir aussi Eric Waldmann, *opus cité*, p. 185 sq.

¹⁸ Arthur Rosenberg (*Geschichte* p. 61) explique son « obéissance vis-à-vis de la majorité de l'organisation, sa participation à l'action insensée de Janvier où elle a voulu faire confiance à son organisation, et finalement le refus de fuir qu'elle paya de sa vie, par certains vestiges d'"honorabilité" petite-bourgeoise » ; il oppose son comportement à celui de Lénine durant l'été 1917, lequel s'enfuit sans hésiter en Finlande dans une situation semblable.

¹⁹ D'après le travail d'Eric Waldmann, l'on devrait éviter, dans l'emploi scientifique du langage, le nom d'insurrection spartakiste pour les combats berlinois de Janvier. Waldmann (*opus cité*, p. 192) résume : « Indeed, it was a strange twist of history which gave the January Uprising the name of that left wing opposition group within the German socialist movement which officially had nothing to do with starting insurrection and which became connected with it only to maintain "proletarian solidarity" » [En effet, c'est un étrange coup de théâtre de l'histoire qui a donné à l'insurrection de Janvier le nom de ce groupe de l'aile gauche dans le mouvement socialiste, un groupe qui n'a eu officiellement rien à voir avec le lancement de l'insurrection et qui ne s'est joint à lui uniquement par souci de maintenir l'"unité prolétarienne"].

²⁰ Voir à ce sujet O. K. Flechtheim.

²¹ Voir Eric Waldheim, *opus cité*, p. 186.

à l'écrasement de l'insurrection berlinoise de janvier. Quelques exemples de personnalités qui rejoignirent plus tard le KAPD : le journaliste Karl Minster²², après s'être fait un nom durant la guerre en éditant illégalement "Der Kampf", l'organe radical de gauche de Duisburg qui était largement indépendant de la Ligue-"Spartacus" de Berlin, se mit en évidence de manière déterminante de 1918 à 1920 dans les révoltes de la Ruhr dans le sens de l'opposition de gauche du KP. À Brunswick, le tailleur August Merges²³, qui, en tant qu'expéditionnaire du "Volksfreund", était à la tête depuis 1915 d'un "club révolutionnaire" local avec l'ex-anarchiste et futur adhérent de l'USP Sepp Oerter, et avec le membre de "Spartacus" August Thalheimer, prépara déjà sur place le 3 novembre 1918 le mouvement révolutionnaire dans une manifestation de masse de l'USP et, en tant que président du conseil ouvrier, força le 8 novembre 1918 le duc régnant à la démission; il fut élu président de la République de Brunswick et il plaça son ambition, jusqu'au remplacement de son gouvernement des conseils par le Landtag élu, dans une sorte d'édification locale de dictature du prolétariat²⁴ qui fut refusée par la centrale berlinoise.

Un coup d'œil sur les porte-parole communistes, qui étaient arrivés au parti en provenance du mouvement des ISD ou des IKD, montre combien la conduite des directions locales du KP était différente et avant tout non coordonnée en d'autres lieux de l'Empire. Ces forces se signalaient en général, pratiquement et théoriquement, par un désir d'action toujours aussi fort. En décembre 1918, Johann Knief critiqua dans le "Kommunist" de Brême le "mouvement berlinois", c'est-à-dire la centrale-"Spartacus", à cause de son refus officiel de la terreur dans le combat révolutionnaire²⁵; il lui reprocha de se limiter à l'agitation qui enflamme et il se solidarisa encore à nouveau²⁶ avec les méthodes de lutte des bolcheviks²⁷ – qui incluaient la terreur collective –. Il essaya de pratiquer à Brême, avec un engagement personnel très fort (et sans les réserves de la centrale berlinoise à l'égard des luttes qui éclatent localement), une « politique consciemment révolutionnaire »²⁸. Knief détint une position dirigeante dans la République des conseils proclamée à Brême le 10 janvier 1919 par l'USPD et le KPD, sous l'effet direct des événements de Berlin et soutenue pendant à peine un mois²⁹; la possibilité d'exercer une influence idéologique sur les masses ouvrières en révolte existait en effet à Brême plus qu'ailleurs du fait de la position agressive des anciens cadres des IKD, mais elle se révéla être très superficielle à l'égard des forces de la pure révolte (par exemple dans le soi-disant putsch de Jörn le 20 janvier 1920)³⁰. Paul Fröhlich, un camarade IKD de Knief, était

²² Karl Minster, né le 25/12/1873 à Edenboken (district de Landau) rédigeait depuis 1913 le "Niederrheinische Arbeiterzeitung" à Duisbourg et à partir de 1916 le "Kampf" dans le sens des radicaux de gauche, qu'il a continué à faire paraître en 1918 à Amsterdam ; durant la guerre, procédure pour haute trahison ; sous différents pseudonymes, agitation radicale de gauche dans la Ruhr ; ensuite déménagement à Francfort-sur-le-Main et activité dans l'opposition de gauche du KPD(S) et finalement membre du KAPD. Voir *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/330, compléments.

²³ Voir l'Appendice biographique.

²⁴ Voir à ce sujet les détails chez : E. A. Roloff : *Braunschweig und der Staat von Weimer* [Brunswick et l'État de Weimar], Brunswick 1964, p. 26-38.

²⁵ Voir "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n° 3. Voir aussi ; *Illustrierte Geschichte*, p. 335.

²⁶ Voir "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918), n° 2, 6, 7, 8, etc.

²⁷ Après la solidarisation avec le programme de Zimmerwald de Lénine, ceci était un autre acte d'accord tactique avec les bolcheviks. Mais cela ne doit pas inciter à penser que les IKD auraient été une sorte de fraction bolchevique dans le KPD ; à part les deux points désignés, ils n'avaient réellement presque rien en commun avec les bolcheviks ; leurs idées spontanéistes étaient même en contradiction aiguës avec la conception élitiste du parti de Lénine.

²⁸ *Illustrierte Geschichte*, p. 334.

²⁹ Voir à ce sujet l'exposé écrit de manière partielle avec la vision de la social-démocratie majoritaire, mais riche en matériaux : Paul Müller/Wilhelm Breves, *Bremen in der deutschen Revolution vom November 1918 bis März 1919* [Brême dans la Révolution de novembre 1918 à mars 1919], Brême 1919.

³⁰ Voir *ibidem*, p. 85 sq.

apparu en position de porte-parole dans le mouvement révolutionnaire de Hambourg en novembre 1918³¹ et il se trouva, après son élection à la centrale du KPD, en opposition avec l'attitude qui était imprimée à celle-ci par Rosa Luxemburg. C'est vraisemblablement en raison de cette position particulière³² qu'il fut envoyé en avril 1919 par la centrale berlinoise à la République des conseils de Munich, et il se battit ensuite pour que les communistes de Munich travaillent aux côtés de l'USP dans la deuxième République des conseils, malgré la critique de son propre parti³³ laquelle provenait des cercles qui entouraient Paul Levi. Fröhlich décrit l'influence réelle du KP dans les événements de Bavière : l'état d'esprit des masses était devenu favorable au KP en tant que parti révolutionnaire. « Mais l'organisation du parti communiste n'était pas forte et elle ne disposait pas jusqu'alors d'une discipline absolument sûre, et en outre nos principes tactiques n'étaient pas vivants dans les masses et la compréhension du degré de développement révolutionnaire n'était pas profonde »³⁴. C'est une caractérisation des possibilités d'influence du jeune KPD sur les actions de masse qui est exacte aussi, dans une forme plus ou moins atténuée, dans les autres parties de l'Empire. À Berlin, le chef IKD local et collaborateur à la "Arbeiterpolitik" de Knief, le poète ouvrier Werner Möller, démontra son empressement à agir dans sa participation en tant que dirigeant à l'occupation de l'immeuble du "Vorwärts" le 5 janvier 1919, une entreprise des masses ouvrières révoltées qu'il fallait comprendre de manière prédominante comme une action spontanée de protestation contre la social-démocratie majoritaire; après que l'immeuble du "Vorwärts" fut tombé sous le feu d'artillerie des troupes de la Reichswehr dans la nuit du 10 au 11 janvier 1919, Möller, en tant que parlementaire, fut abattu avec d'autres défenseurs³⁵. Les IKD de Dresde, sous la direction d'Otto Rühle, qui – devenu populaire grâce à son spectaculaire refus parlementaire des crédits de guerre – avait fait partie en novembre 1918 des porte-parole radicaux qui avaient déposé la maison princière de Saxe, prirent bientôt d'autres chemins tactiques que les "Communistes Internationaux" de Brême et de Berlin; déjà le 16 novembre 1918, ils sortirent du conseil ouvrier et de soldats local au motif que l'expérience d'une semaine avait démontré que les tendances contre-révolutionnaires du SPD et de l'USPD étaient inconciliables avec les communistes révolutionnaires³⁶. C'est ainsi que les communistes de Dresde s'isolèrent des actions de masse à venir dans lesquelles le KP ne pouvait rien, ici comme ailleurs, sans le plus grand potentiel de l'USPD. À Hambourg par contre, les deux porte-parole radicaux Laufenberg et Wolffheim, qui tous deux avaient été à la pointe du mouvement révolutionnaire local en novembre 1918³⁷, se conduisirent autrement; guidés par l'idée que l'on devait tout faire pour éviter la guerre civile dans l'Allemagne vaincue et avec l'objectif de continuer la guerre au côté de la Russie soviétique et contre les puissances impérialistes de l'Entente³⁸, ils condamnèrent par exemple les combats berlinois de janvier

³¹ Voir détails dans : Richard Bünemann, *Hamburg in der deutschen Revolution von 1918/19* [Hambourg dans la Révolution de 1918/19], thèse de doctorat Hambourg 1951, p. 114.

³² Laufenberg et Wolffheim supposaient que la Centrale de Berlin avait envoyé Fröhlich à Munich parce que « c'était lui qui convenait à l'époque le moins à cette Centrale, qu'il lui était suspect à cause de sa provenance du mouvement radical de gauche, et par conséquent qu'il semblait le plus approprié pour se discréditer lourdement ». Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Moskau und die deutsche Revolution ; eine kritische Erledigung der bolchewistischen Methoden* [Moscou et la Révolution allemande. Un éreintement en règle des méthodes bolcheviques], Hambourg sans date, p. 22.

³³ Voir à ce sujet le texte de Paul Fröhlich sous pseudonyme : Paul Werner, *Die Bayerische Räte-Republik, Tatsachen und Kritik* [La République des conseils de Bavière, faits et critique], Leipzig 1920.

³⁴ *Ibidem*, p. 17.

³⁵ Voir *Illustrierte Geschichte*, p. 288. Voir aussi la nécrologie de Werner Möller dans : "KAZ" (Berlin), 3^e année (1922), n° 3.

³⁶ *Illustrierte Geschichte*, p. 217.

³⁷ Voir détails dans : Richard Bünemann, *opus cité*, p. 87 sq. et 123 sq.

³⁸ Voir plus loin le paragraphe sur l'orientation du national-bolchevisme dans le KAPD.

comme un « putsch de janvier sans sens et sans but »³⁹ et ils agirent pratiquement à Hambourg dans leur sens national-bochevick, sans mettre ce programme au centre de leur agitation dans la première moitié de l'année 1919. Ce coup d'œil rapide suffira peut-être à justifier que la tendance activiste dans le communisme allemand de la première moitié de l'année était tout autre qu'homogène et systématique; ses représentants furent actifs dans toutes les grandes révoltes de masse et au milieu des masses ouvrières qui s'identifiaient de manière prédominante à la position de l'USPD, mais ils ne furent nulle part couronnés de succès; du point de vue du contenu, ils n'avaient plus en commun que la conviction de l'imminence ou de l'accessibilité immédiate de seconde révolution, la révolution sociale.

L'autre tradition du radicalisme de gauche allemand, la ligne anarchiste et syndicaliste révolutionnaire, eut elle aussi un nombre considérable de victimes durant cette phase de la République de Weimar et elle enregistra peu de succès au regard de ses efforts d'agitation. L'exemple remarquable de l'engagement pratique à l'intérieur de l'anarchisme allemand est la participation de Gustav Landauer et de son adepte Erich Mühsam à la révolution bavaroise du 6 avril 1919, qui introduisit la première République des conseils de Munich. Landauer prit part en tant qu'anarchiste à la direction d'une structure étatique, manifestement non pas sous la pression abstraite de ses théories, qui – comme cela a été montré antérieurement⁴⁰ – ne reconnaissent pas la conception d'un cours historique qui ne progresserait dialectiquement que par des révolutions, mais sous l'effet de l'excitation sociale générale⁴¹. Son influence sur Ernst Toller, le chef officiel de la première République des conseils de Munich, fut forte, mais son action idéologique sur la résolution des questions pratiques quotidiennes, qui se posaient à la République des conseils, fut tout à fait insignifiante. Lors de l'entrée des communistes dans la seconde République des conseils, il se retira immédiatement et, résigné, il établit que la structure de l'État qui était maintenant défendue n'était son œuvre que pour une part très faible, « une œuvre de chaleur et d'élan, de culture et de renaissance »⁴². Cette prise de distance n'empêcha pas Landauer d'être abattu désarmé le 2 mai 1919 par la contre-révolution militaire; Erich Mühsam et Ernst Toller furent condamnés à de longues années de détention dans une enceinte fortifiée. Au premier coup d'œil, l'autre branche du vieux radicalisme de gauche, la "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires allemands, semble avoir eu, dans la phase qui va de novembre 1918 à mai 1919, plus de succès, du moins régionalement, que le KP allemand. La possibilité d'exercer une influence ne résida pas principalement pour elle dans l'agitation de porte-parole radicaux éminents de la classe ouvrière, mais dans la justification et la revendication théoriques de l'effort personnel direct qui était pratiqué spontanément dans les grèves et les insurrections; plus que n'importe lequel des autres courants dans le mouvement ouvrier, les syndicalistes révolutionnaires avaient approfondi et propagé les méthodes de l'action directe. Du fait de cette coïncidence et du fait de la présence précoce de ses cadres d'avant-guerre dans les grèves et les insurrections depuis novembre 1918, la "Fédération Libre" possédait une position étonnamment forte dans la région de la Ruhr; ces conditions existaient assurément aussi pour elle dans d'autres parties de l'Empire – en particulier dans les grandes villes et dans la région industrielle de l'Allemagne centrale –, mais l'organisation ne s'établit nulle part aussi solidement que dans la région de la Ruhr où elle était déjà représentée le plus vigoureusement avant la guerre mondiale, abstraction faite de Berlin. Déjà en décembre

³⁹ Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Moskau und die deutsche Revolution*, p. 20.

⁴⁰ Voir à ce propos précédemment le paragraphe sur la critique par Gustav Landauer de la social-démocratie allemande.

⁴¹ Voir à ce sujet Paul Fröhlich (Paul Werner, *Die Bayerische Revolution*, p. 19) : « Landauer était un anarchiste, et donc un individualiste et un ennemi de l'État, et par conséquent il était inadapté pour la direction d'un État. À cause de la révolution, de laquelle il s'était approché avec des raisonnements éthiques-putschistes, il était entré en conflit avec sa conception fondamentale... ».

⁴² Cité dans : Helmut Rüdiger entre autres, *Gustav Landauer*, p. 38.

1918, l'agitation de la "Fédération Libre" eut une forte résonance dans les grèves locales⁴³ qui allaient bientôt s'étendre; pendant une grève des mineurs des puits d'extraction du Konzern Thyssen à Hamborn, qui éclata le 18 décembre 1918, Carl Windhoff⁴⁴ par exemple, et d'autres représentants de la "Fédération Libre", furent déjà salués comme des connaissances; leurs discours très applaudis recommandaient aux ouvriers de se séparer de leurs organisations syndicales antérieures et de « faire passer leurs revendications par l'action directe, c'est-à-dire par la cessation du travail et, si l'on ne pouvait plus rien obtenir par ce moyen, par le sabotage »⁴⁵. Les éléments très radicaux de ce mouvement de grève, qui se transforma en insurrection et au cours duquel des représentants de la direction de la mine furent arrêtés, se servirent de ces recommandations comme d'un moyen théorique séduisant pour étayer leur pratique. Comme alternative aux vieux syndicats de mineurs, l'étiquette "Fédération Libre" devint pour les forces les plus activistes une marque de qualité révolutionnaire, et ils essayèrent avec des moyens parfois brutaux d'obliger les travailleurs à entrer dans cette organisation. Dans les charbonnages de Hamborn, qui marchaient en tête ici comme dans d'autres cas et que d'autres localités industrielles de la Ruhr suivaient, les activistes radicaux de gauche se mirent, comme on peut en faire la preuve, à partir de mars 1919 à poser des exigences sous forme d'ultimatum du type suivant aux ouvriers qui n'étaient pas organisés dans la "Fédération Libre" :

« Par la présente, les membres du personnel de la fosse II 5 appartenant à la Fédération Libre exigent de tous ceux qui ne se sont pas encore affiliés à la Fédération Libre de la rejoindre immédiatement, et ceci doit avoir lieu au plus tard le 3 avril 1919. Celui qui ne fera pas partie de la Fédération Libre à cette date devra quitter les lieux de travail. »⁴⁶

Et effectivement, dans plusieurs fosses de mine, les ouvriers qui n'avaient pas adhéré à la "Fédération Libre" furent empêchés d'entrer⁴⁷. L'afflux de masse à la "Fédération Libre" ne fut cependant pas le résultat d'un recrutement forcé de ce type; il ne débuta précisément qu'en raison de la déception de beaucoup de mineurs par rapport à la répression de la grande grève générale d'avril 1919. C'est par la symbiose, que nous avons montrée, entre les fractions activistes de la classe ouvrière et la "Fédération libre" que les mots d'ordre de cette organisation, qui, avant la création à la fin mars 1919 de la "Allgemeine Bergarbeiter-Union" [Union Générale des Mineurs], était, avec un programme propre et avec davantage qu'une importance locale, la seule alternative aux anciennes fédérations syndicales, jouèrent un rôle dans presque toutes les insurrections locales qui éclatèrent également dans la Ruhr, en particulier après l'insurrection berlinoise de janvier. Mais il ne fallait pas attendre une consolidation durable de la "Fédération Libre", étant donné le caractère superficiel de l'adhésion émotionnelle aux mots d'ordre de cette organisation; en effet, dans la région de la

⁴³ Voir à ce sujet l'exposé : Petre von Oertzen, *Die grosse Streiks der Ruhr-Bergarbeiterschaft...* (loc. cit.).

⁴⁴ Carl Windhoff, né le 8/11/1872 à Düsseldorf, carreleur qualifié, a été l'un des premiers membres de la "Fédération Libre" dans la Ruhr; activité de premier plan durant la guerre pour maintenir le cadre de l'organisation; participation décisive à la fondation de la FAU de la Rhénanie-Westphalie en septembre 1919; après 1921 temporairement journaliste à la "Schöpfung", l'organe oppositionnel de la FAUD pour la Rhénanie-Westphalie; 1922 à ce que l'on sait contacts avec le KPD; il mourut avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15849/2 et 3, compléments

⁴⁵ *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/12.

⁴⁶ Extrait d'un avis à toutes les syndicats des mines de Hamborn de la part de la direction du district de la "Fédération libre" dans : *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15034/48.

⁴⁷ Voir par exemple concernant de telles pratiques : *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 1503442/45 et /168.

Ruhr⁴⁸, toutes les tendances oppositionnelles de la FAUD, qui est issue d'elle, s'en iront ensuite; les forces complètement différentes qui s'étaient rassemblées temporairement sous l'étiquette de "Fédération Libre" allaient bientôt se séparer à nouveau. La présence particulièrement forte de la "Fédération Libre" dans les révoltes sociales de la Ruhr au cours la première moitié de l'année après la Révolution de Novembre conduisit à la prédominance de cette organisation sur le jeune KPD(S) dans cette région; des porte-parole connus des syndicalistes révolutionnaires et des communistes se reconnaissaient indistinctement sous l'appellation de "Fédération libre" qui apparaissait parfois avec l'ajout entre parenthèses de "Ligue Spartacus"⁴⁹. L'unité d'action radicale de gauche⁵⁰ de novembre 1918 à avril 1919 exista dans la Ruhr à un degré particulièrement important chez les membres de l'organisation communiste et syndicaliste révolutionnaire, même si, à l'occasion, des actions – comme la grève générale décidée en février à Mülheim, qui ne fut pas soutenue par la direction du KP, mais qui ne fut aidée du point de vue organisationnel que par le "Fédération Libre"⁵¹ – furent désavouées par la centrale de Levi comme une « absurdité syndicaliste révolutionnaire »⁵². La grande grève générale des mineurs, qui commença le 30 avril 1919 et qui réunit parfois 75% des mineurs de la Ruhr, fut soutenue par la "Fédération Libre", en commun avec la KPD et l'USPD⁵³; ce n'est qu'après la répression de cette action, la plus grande et la dernière dans la série des combats menés dans le secteur de la Ruhr de manière sanglante et par la force des armes de la première phase de la révolution allemande, que la "Fédération Libre" commença à poser les bases organisationnelles de sa concurrence avec le KPD(S)⁵⁴.

⁴⁸ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la fondation et le développement de la FAUD.

⁴⁹ Voir par exemple l'allocution de l'agitateur Heiling du 16/12/1918 dans : *Pol. Akten der Reg. Düsseldorf*, n° 15032/15 et /19.

⁵⁰ Peter von Oertzen note à l'occasion à juste titre (*Die grosse Streiks...*, *loc. cit.*, p. 240) qu'il est inexact de qualifier tout simplement les forces à l'œuvre dans les révoltes de la Ruhr de "spartakistes".

⁵¹ Voir Peter von Oertzen, *Die grosse Streiks...loc. cit.* p. 24. Voir aussi Manfred Dörnemann, *Die Politik des Verbandes der Bergarbeiter Deutschlands von der Novemberrevolution 1918 bis zum Osterputsch 1921 unter besonderer Berücksichtigung der Verhältnisse im rheinisch-westfälischen Industriegebiet* [La politique de la Fédération des mineurs d'Allemagne de la Révolution de Novembre 1918 au putsch de Pâques 1921, compte tenu particulièrement de la situation dans la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie], thèse de doctorat Wurtzbourg 1965, Bochum sans date, p. 99 sq.

⁵² Voir "Die rote Fahne", 2° année (1919), p. 41.

⁵³ Voir à ce sujet la série d'articles dans : "Der Syndikalist", 1° année (1919), n° 16 à 20 : *Der Generalstreik im Ruhrrevier* [La grève générale dans la Ruhr].

⁵⁴ Voir plus loin le paragraphe sur la fondation de la FAU de la Rhénane-Westphalie.

**V. LA CONSOLIDATION DES TRADITIONS
RADICALES DE GAUCHE DANS LA RÉVOLUTION
ALLEMANDE DE 1918-1919 :**
**LA PHASE DE DÉSENCHANTEMENT
RÉVOLUTIONNAIRE ET LES DÉBUTS DE LA
FORMATION DES ORGANISATIONS
COMMUNISTES DE GAUCHE ET SYNDICALISTES
RÉVOLUTIONNAIRES**

**1. Le programme syndical communiste de gauche et les origines de
l'unionisme allemand**

Avec l'écrasement de la seconde République des conseils de Bavière au début de mai 1919, la phase révolutionnaire des insurrections et des grèves de masse prit fin de manière abrupte. D'avril à décembre 1919, l'état de siège régna sans grandes interruptions dans l'Empire⁸⁷. Dans le calme de la seconde moitié de l'année 1919, l'état d'esprit chez les travailleurs révolutionnaires, qui avaient participé aux luttes précédentes, hésitait entre la résignation et l'espoir d'une renaissance de la révolution sous la forme d'actions de masse dans l'hiver 1919-1920. Ils n'étaient pas prêts à reconnaître le nouvel État en voie de consolidation et l'ordre social capitaliste pour l'essentiel inchangé. L'Assemblée nationale avait été élue le 19 janvier 1919; après que des tractations avec l'USPD radicalisé eurent échoué, la social-démocratie majoritaire gouverna à partir de février 1919 grâce à une coalition avec les partis du centre et des démocrates⁸⁸. Ce gouvernement n'était pas capable de prolonger les débuts de transformation de l'ordre social et économique existant qui avaient été mis en œuvre lors de l'effondrement de Novembre. Les sociaux-démocrates majoritaires s'étaient prononcés comme toujours pour la socialisation des industries de base après le 9 novembre et la constitution de l'Empire adoptée le 31 juillet 1919 prévoyait les mesures correspondantes; mais dans la pratique, les mesures de socialisation n'allèrent pas au-delà de quelques débuts sans suite de législation dans l'économie du charbon et de la potasse. L'idée constructive fondamentale de la révolution allemande, l'idée des conseils⁸⁹, qui fut défendue le plus radicalement et le plus longuement par les communistes de gauche et les syndicalistes révolutionnaires, perdit de son actualité dans les masses elles-mêmes au cours de la seconde moitié de 1919 et elle fut réduite par le gouvernement en raison de sa prétention révolutionnaire; depuis mars 1919, il y avait une discussion autour d'un amarrage légal du mouvement des conseils, et, en tant que résultat de cette

⁸⁷ Voir Ossip K. Flechtheim, *opus cité*, p. 61 sq.

⁸⁸ Pour ce qui suit, voir Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*, p. 72 sq.

⁸⁹ Voir à ce sujet Petre von Oertzen, *Betriebsräte*, p. 297 sq.

discussion, l'on vota le 4 février 1920 la loi sur les conseils d'entreprise. La lutte politique quotidienne commune des radicaux de gauche s'opposa à cette domestication du mouvement de socialisation et du mouvement des conseils en se projetant vers l'extérieur. Au sein des mouvements radicaux de gauche, qui se caractérisèrent alors, à cause du comportement du SPD et des syndicats au cours de la phase d'action d'après le Novembre 1918, par un deuxième et considérable afflux de membres à partir de juin 1919, il commença à se produire, avec le début de la consolidation organisationnelle des tendances traditionnellement disparates qui s'entre-croisaient depuis novembre 1918, un processus de clarification idéologique et de séparation. C'est avec la fondation de l'"Union Ouvrière Libre" (FAU) de la Rhénanie-Westphalie en septembre 1919 que se produisit la réunion organisationnelle des groupes syndicaux communistes de gauche, qui s'étaient constitués en unions, avec les syndicalistes révolutionnaires de la "Fédération Libre". Pourtant, en août 1919, les unions lancées par les communistes de gauche étaient, aussi bien du point de vue de l'organisation que de celui de l'idéologie, des structures nettement différentes de celles des syndicalistes révolutionnaires – bien qu'avec tout d'abord un nombre d'adhérents encore très réduit et pour cette raison ayant besoin de s'adosser à l'organisation déjà plus renforcée de la "Fédération Libre". En octobre, on en arriva finalement, avant tout à l'occasion de la question syndicale, du fait des machinations de Paul Levi, à la rupture organisationnelle avec une partie des communistes de gauche, lorsque leur porte-parole prit la défense de l'organisation de Hambourg. Dans la discussion sur le rôle du parti communiste dans la révolution, le communisme de gauche, avec une théorie indépendante imaginée par Pannekoek, s'opposa à la conception de la centrale du parti formulée par Radek et Levi.

La question syndicale était restée ouverte lors du Congrès constitutif du KPD(S); la plupart des membres du nouveau parti agirent pourtant au cours des mois suivants, conformément à l'état d'esprit prédominant du congrès, selon le mot d'ordre de "Quittons les syndicats!", et ils entrèrent bientôt en contradiction avec la centrale du parti dont la direction était passée à Paul Levi, après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Si la question parlementaire sembla tout d'abord éclaircie par la résolution nettement négative du Congrès constitutif, la querelle des communistes de gauche avec la centrale se poursuivit jusqu'au deuxième congrès du parti en octobre 1919, en première ligne à propos de la formation de nouvelles organisations économiques⁹⁰. Comme résultat des efforts couronnés de succès des communistes de gauche, il naquit au cours de l'année 1919, à côté de la "Fédération Libre", les débuts d'une seconde organisation syndicale sociale-révolutionnaire, laquelle reçut, comme la "Fédération Libre", son afflux d'adhérents de la foule des travailleurs qui s'étaient indignés de la politique des "syndicats libres" (qui s'appelaient désormais, depuis juillet 1919, "Allgemeine Deutsche Gewerkschafts-Bund" (ADGB) [Confédération Générale des Syndicats Allemands]), et qui, dans toutes les questions d'organisation et de tactique, fit également preuve de similitudes avec les syndicalistes révolutionnaires. Ce mouvement qui grandissait dans la tendance communiste de gauche déboucha au début de 1920 dans la fondation de l'AAUD, qui sera ultérieurement l'organisation syndicale parallèle du KAP.

Ce mouvement se trouvait sous d'autres influences que celle qui faisait autorité pour la "Fédération Libre" : tandis que, après 1908, la "Fédération Libre" avait reçu avant tout la marque française classique de la doctrine syndicaliste révolutionnaire – même si elle n'était pas très profonde –, ce mouvement syndical social-révolutionnaire récent définissait

⁹⁰ C'est dans la "Kommunistische Räte-Korrespondanz" 1^o année (1919), éditée par la Centrale du Parti depuis mai 1919, que l'on peut le mieux suivre l'affrontement ; y voir les nombreux articles *Zur Gewerkschaftsfrage* [La question syndicale] à partir de juillet : n^o 11, 12, 13, 15/16, 17.

son programme sous l'influence des "Industrial Workers of the World" (IWW)⁹¹, l'organisation de lutte économique, radicale et de mauvaise réputation, qui naquit aux USA au début du XX^e siècle et dont les racines historiques font remonter jusqu'à la théorie de la "One-Big-Union" de Robert Owen. Bien que ce mouvement ait déjà été caractérisé, de manière intentionnellement polémique, comme du "syndicalisme révolutionnaire"⁹² par les observateurs contemporains de sa création, il doit être distingué, en tant qu'unionisme⁹³, du syndicalisme révolutionnaire d'observance française. Dans le mouvement unioniste en Allemagne, il y eut depuis sa création, deux tendances qui s'entre-croisèrent d'abord de manière inextricable, puis qui se combattirent mutuellement. La première tendance voyait dans l'union une organisation économique de lutte qui devait agir à côté de l'organisation politique de lutte, le parti. L'autre tendance voulait supprimer la séparation entre organisation économique et organisation politique, et elle voyait dans l'union l'organisation unitaire prolétarienne qui réunissait les deux fonctions⁹⁴. Ainsi que cela a été décrit antérieurement⁹⁵, les deux tendances se trouvent déjà manifestement durant la guerre dans l'opposition à la politique des "instances" des "syndicats libres".

Ce ne fut pas par hasard si les principes d'organisation de l'unionisme (l'organisation d'entreprise comme base d'organisation et la fédération d'industrie comme unité suprême d'intégration) se présentèrent dans le mouvement ouvrier d'opposition, peu après l'effondrement de Novembre, de manière indépendante dans les régions industrielles de la Ruhr et d'Allemagne centrale, ainsi que dans les grandes villes – en particulier en Allemagne du Nord –. Après la scission d'avec les anciens syndicats, le corps central de représentation avait été supprimé et c'est l'association du degré inférieur de l'organisation précédente, l'entreprise, qui s'offrit comme le moyen le plus efficace pour la défense des intérêts immédiats. L'on pouvait surtout y témoigner directement dans des comités d'action de sa volonté révolutionnaire sans la déléguer à un chef quelconque. « La lutte pour des comités d'action révolutionnaires et pour des conseils d'entreprise révolutionnaires, telle qu'elle éclata à cette époque-là dans toutes les branches d'industrie, se transforma petit à petit en une lutte pour des organisations d'entreprise révolutionnaires »⁹⁶. Les organisations d'entreprise devaient se réunir en groupes locaux, en districts économiques et finalement en une grande fédération d'industrie. Comme le principe de l'organisation d'entreprise, celui de la fédération d'industrie résulte d'une tendance qui existait déjà dans le mouvement ouvrier, indépendamment de toute propagande. La forme d'association traditionnelle des syndicats, fondée sur les métiers, paraissait périmée en particulier à de vastes cercles d'ouvriers métallurgistes, étant donné l'effacement des frontières entre les métiers dans le processus industriel moderne et la concentration du capital qui croissait de manière incessante; l'appel en faveur des

⁹¹ Sur les causes de la naissance des IWW, voir Hans Bötcher, *opus cité*, p. 15-23. Voir aussi l'exposé officiel par les IWW de l'histoire de l'organisation : Fred Thomson, *The IWW. Its First Fifty Years (1905-1955). The history of an effort to organize the working class*, Chicago 1955. Voir l'exposé récent sur l'histoire des IWW : Philip S. Foner, *The Industrial Workers of the World 1905/1917*, New York 1965.

⁹² Ici aussi la plupart des historiens du mouvement ouvrier allemand se joignent à tort aux invectives de la Centrale de Levi.

⁹³ C'est ce que dit d'abord Hans Bötcher, *opus cité*, p. 64 sq. Enfin, Peter von Oertzen (*opus cité* p. 207 sq.) a aussi disserté, dans son chapitre établi à partir de l'analyse de Bötcher, *Die Rolle der Unionen in der Räte-Bewegung* [Le rôle des unions dans le mouvement des conseils], sur le syndicalisme révolutionnaire proprement dit.

⁹⁴ Voir à ce sujet le "Kommunistische Arbeiterzeitung" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 93, où le membre du KPD de Hambourg, Fritz Sturm, constate justement en août 1919 l'existence de ces deux tendances à côté des partisans du travail à l'intérieur des vieux syndicats, ce qui est la position préconisée par le KPD(S). Voir aussi "Kommunistische Räte-Korrespondanz" 1^o année (1919), n^o 13.

⁹⁵ Voir le paragraphe sur les mouvements de grève spontanés durant la guerre.

⁹⁶ Hans Bötcher, *opus cité*, p. 65.

fédérations d'industrie se propagea en des lieux les plus divers du mouvement syndical⁹⁷. La propagande unioniste se heurta, comme celle des syndicalistes révolutionnaires, à des tendances déjà existantes. Les débuts organisationnels unionistes naquirent de l'encouragement mutuel des comités d'action révolutionnaires et de la propagande pour partie pilotée directement par les IWW américains en Allemagne.

Un observateur contemporain⁹⁸ témoigne de cette propagande directe des IWW pour ce qui concerne les ports d'immigration de Bremerhaven et de Hambourg, où il trouva en circulation, entre autres, des feuilles volantes, des journaux et des revues, en langue allemande, en provenance de la centrale des IWW à Chicago. Fritz Wolffheim renoua aussi des liens étroits avec ses amis américains des IWW. Si lui et Laufenberg avaient évité pendant la guerre toute référence directe et nominative aux IWW, ils firent tous deux publier en août 1919, dans la "Kommunistische Arbeiter-Zeitung", journal radical de gauche de Hambourg qui parut à partir de février 1919, des feuilles volantes dans lesquelles les travailleurs allemands étaient invités à rejoindre l'AAU, l'organisation allemande des IWW⁹⁹; ces appels furent signés et aussi officiellement financés par les IWW. Un autre indice de l'aide financière de démarrage de l'unionisme allemand par les IWW américains réside dans l'activité du Germano-américain Karl Dannenberg qui, au début de 1919 – d'après des rapports de police – « muni de moyens financiers importants, avait établi une filiale des IWW à Brunswick »¹⁰⁰. Dannenberg, membre depuis longtemps d'une tendance minoritaire des IWW aux Etats-Unis, développa une agitation très active en particulier en Allemagne centrale; il fut une figure importante pour l'unionisme allemand, avant tout comme co-initiateur idéologique, car la tendance de l'unionisme industriel qu'il représentait disparaissait déjà en 1920 dans l'AAU¹⁰¹. Tandis que l'on peut donc démontrer avec certitude les influences idéologiques qui sont à la source de la naissance de l'unionisme industriel, l'origine de l'idée d'organisation unitaire est moins claire. L'idée, selon laquelle la séparation du mouvement ouvrier en organisations économiques et politiques ne serait pas irrévocable, se trouve déjà occasionnellement avant la guerre dans les réflexions de Rosa Luxemburg¹⁰². Cette idée n'est plus ensuite vérifiable dans les cercles de la Ligue-"Spartacus" et les premiers articles parus anonymement sur l'organisation unitaire dans la "Arbeiterpolitik" font plutôt conclure à une apparition spontanée, sans médiation théorique.

Fröhlich témoigna, à la fin décembre 1919, de l'existence de comités d'entreprise révolutionnaires qui remplissaient leurs tâches au sens du KPD(S), dans toutes les grandes entreprises de Hambourg¹⁰³. Les communistes hambourgeois continuaient leur politique de destruction des syndicats de manière énergique. Au début de 1919, ils prirent la décision de dissoudre par la force les syndicats locaux et de répartir les caisses syndicales entre les chômeurs. À Brême également, on en vint à l'occupation de la maison des syndicats. En août 1919, une conférence du district nord du KPD(S), avec Hambourg comme chef-lieu,

⁹⁷ Voir les exemples chez Hans Bötcher, *opus cité*, p. 59 sq.

⁹⁸ *Ibidem*, p. 38. Bötcher raconte en un autre endroit (*opus cité*, p. 66) que l'Union de Bremerhaven portait même comme sous-titre le nom "Industrial Workers of the World".

⁹⁹ Voir le texte d'un tract dans l'Appendice documentaire n° V. Voir "KAZ" (Hambourg) 1^o année (1919), n° 104.

¹⁰⁰ *Politische Akten der Regierung Düsseldorf* n° 15809/2. Voir aussi Hans Bötcher, *opus cité*, p. 68.

¹⁰¹ Voir à ce sujet le paragraphe sur l'unionisme industriel de Brunswick. La remarque de Bötcher (*opus cité*, p. 66) selon laquelle Dannenberg aurait exercé une "influence décisive par la suite" n'est pas juste.

¹⁰² Voir Rosa Luxemburg, *Massenstreik...*, p. 63. Voir aussi Walter Tormin, *opus cité*, p. 41. Cette idée émerge également dans les réflexions du Dr Friedeberg. Voir plus haut le paragraphe sur les localistes et la "Fédération Libre".

¹⁰³ Rapport du Congrès constitutif du KPD(S), p. 16.

fit à ses membres un devoir de sortir des syndicats¹⁰⁴. Ces actions dépendaient cependant de l'initiative locale; la politique syndicale de la centrale du KPD(S) demeura sans orientation. Dans la mesure où les comités d'entreprise révolutionnaires dans les grandes villes et les grandes industries de l'Empire n'adhérèrent pas à la "Fédération Libre" après le Congrès constitutif du KPD(S), ils restèrent d'abord dispersés et sans cohésion organisationnelle. La plus précoce des fondations d'organisation unioniste démontrables eut lieu le 30 mars 1919 dans la Ruhr, en réaction à l'attitude dilatoire de la direction du syndicat des mineurs par rapport aux revendications durant les grands mouvements de grève qui duraient depuis le mois de janvier¹⁰⁵. Le 30 mars 1919, à la Conférence des mineurs révolutionnaires de l'ensemble de la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie, siégeant à Essen, les délégués décidèrent contre 8 voix sur 475 la sortie de l'ancien syndicat des mineurs et la réunion dans une nouvelle organisation révolutionnaire sous le nom de l'"Union Générale des Mineurs". Les cotisations à l'ancienne organisation furent immédiatement bloquées. L'édifice de l'Union des mineurs était constitué, de bas en haut, des conseils de secteur de porion, des conseils d'entreprise, de conseils de district minier et d'un conseil central des charbonnages comme représentation suprême¹⁰⁶. Adaptée à la structure d'entreprise de la mine, cette construction correspondait au principe de l'organisation d'entreprise et de la fédération d'industrie de l'unionisme, et elle était clairement distincte du modèle de construction de l'association de métier et de la fédération prônée par le syndicalisme révolutionnaire – comme nous le montrerons en détail plus loin –. Avec la débâcle, le 28 avril 1919, de la grève générale proclamée le 1^o avril par l'"Union Générale des Mineurs", l'Union fut elle aussi mise en pièces par une gigantesque vague d'arrestations. Quand le conseil central des charbonnages appela au début de mai 1919 à la reconstitution des organisations de puits de mine, la centrale du KPD(S) se joignit à cet appel¹⁰⁷, tandis que la "Fédération Libre" déclara ne pas être concernée par cet appel; elle commença à constituer sa propre Fédération des Mineurs¹⁰⁸. C'est ainsi que la "Fédération Libre" entra pour la première fois, sur le plan de l'organisation, en conflit avec l'unionisme. Étant donné que les syndicalistes révolutionnaires constituaient un élément non négligeable de l'ensemble des membres de l'Union des Mineurs, qu'ils espéraient un programme plus clair et que la "Fédération Libre" ne fut pas nommément compromise par la défaite de l'"Union Générale des Mineurs" dans le mouvement de grève générale, elle nota dans les mois suivants un afflux rapidement croissant de mineurs¹⁰⁹. L'"Union Générale des Mineurs" continua d'exister, mais elle resta dans l'ombre de l'organisation des syndicalistes révolutionnaires et elle se réunit en septembre de la même année avec celle-ci et d'autres petits groupes oppositionnels dans l'"Union Ouvrière Libre" de la Rhénanie-Westphalie.

La centrale du KPD(S) avait également favorisé en mai 1919, à côté de la reconstruction de l'"Union Générale des Mineurs", la création d'un syndicat révolutionnaire des ouvriers agricoles et d'un syndicat révolutionnaire des cheminots, lesquels s'effondrèrent en même

¹⁰⁴ Voir Rudolf Rocker, *opus cité*, p. 18 sq.

¹⁰⁵ Concernant la situation dans la Ruhr, voir pour les détails Peter von Oertzen, *Die grossen Streiks der Ruhrgebietarbeitschaft im Frühjahr 1919* [Les grandes grèves des travailleurs de la Ruhr au printemps 1919], dans "Vierteljahreshfte für Zeitgeschichte", 6^o année (1958), p. 238 sq.

¹⁰⁶ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 17 ; Voir aussi : *Illustrierte Geschichte*, p. 329.

¹⁰⁷ Voir "Die Rote Fahne", 2^o année (1919), n^o 66. Le KPD(S), dans son appel, invitait au regroupement « dans l'organisation unitaire "Allgemeine Bergarbeiter-Union" ». La notion d'organisation unitaire était certes manifestement populaire, mais elle était très peu claire ; en effet le PC invitait en cela à la constitution d'une organisation dont le principe de laquelle contenait la négation du parti. La propagande en faveur de l'organisation unitaire par Paul Fröhlich lors du Congrès constitutif du parti avait été elle aussi déjà paradoxale

¹⁰⁸ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 22.

¹⁰⁹ Voir le paragraphe sur la fondation de la "Freie Arbeiter-Union" de Rhénanie-Westphalie.

temps que le mouvement de grève dont ils étaient issus¹¹⁰. Après comme avant, elle ne prit pas de position claire sur le mouvement de sortie des syndicats. Mais les dirigeants des organisations d'entreprise communistes et une grande partie de leurs membres en étaient déjà sortis au milieu de l'année 1919 sans en attendre le mot d'ordre de la centrale du parti, qui était assez inconséquente à cette époque-là; ils essayèrent de se rattacher à une organisation de lutte économique révolutionnaire¹¹¹. Dans la Ruhr, une série de dirigeants des organisations d'entreprise révolutionnaires prit contact avec l'"Union générale des Mineurs"; on les y refusa car l'Union n'acceptait exclusivement que les ouvriers industriels de la mine. D'autres structures ad hoc de l'opposition syndicale, comme le "Syndicat Ouvrier Général" de Düsseldorf, n'étaient pas acceptables pour eux « à cause de leur programme édulcoré »¹¹². Ces dirigeants se réunirent le 15 août 1919 à Essen et ils fondèrent une "Union Ouvrière Générale" (AAU) avec l'approbation, à ce moment-là encore, de la centrale du KPD(S). Mais cette nouvelle fondation d'une union ne permettait pas cependant de s'affirmer face à la prépondérance organisationnelle de la "Fédération Libre" syndicaliste révolutionnaire.

Dans la Ruhr, au cours de l'année 1919, les noyaux d'organisation unionistes furent donc, peu de temps après, complètement pris en charge par la "Fédération Libre", sans qu'ils soient jamais tout à fait intégrés ensuite dans l'organisation syndicaliste révolutionnaire; la "Fédération Libre" n'avait pas seulement l'avantage d'être dans la lutte dès novembre 1918 et de pouvoir exercer une influence sur les ouvriers par le biais de son organe syndical et de son matériel de brochures, mais elle avait aussi à offrir des principes qui avaient été clarifiés par une discussion qui avait duré des années. La clarification et l'auto-explication théoriques de l'unionisme au contraire ne faisaient que commencer; et elles s'accomplirent – abstraction faite des courants secondaires de Dannenberg à Brunswick et de Rühle à Dresde – à Hambourg et à Brême. Dans l'organe de presse des communistes de gauche de Hambourg, parurent de mai à août 1919, sous la rubrique permanente "Contributions à la discussion de la question syndicale", de nombreux articles¹¹³ dans lesquels il était fait de la propagande pour la sortie des syndicats et pour la formation d'organisations d'entreprise révolutionnaires, au sens de Laufenberg et de Wolffheim. Wolffheim écrivit avec confiance à la fin juillet que, de même que les IWW aux Etats-Unis avaient développé leurs forces révolutionnaires dans la lutte contre les anciens syndicats, et de même que la jeune "Union des Mineurs" était née dans la Ruhr de la lutte que les masses en grève avaient eu à mener contre le vieux syndicat des mineurs, de même l'idée de l'organisation d'entreprise révolutionnaire selon le modèle hambourgeois se développerait dans la lutte¹¹⁴. Les Hambourgeois s'étaient maintenant saisis du slogan populaire de l'organisation unitaire; ils faisaient pourtant la réserve que l'organisation prolétarienne de classe ne pourrait être une organisation unitaire économique et politique que lorsque son édification serait achevée; jusqu'à cet instant-là, il y aurait besoin d'un parti politique spécifique qui considérerait la propagande pour l'organisation unitaire et le système des conseils comme son but principal; le parti communiste ferait de la propagande pour l'organisation prolétarienne unitaire et le système des conseils afin de s'abolir comme parti

¹¹⁰ Voir Rudolf Rettig, *opus* cité, p. 19.

¹¹¹ Voir à ce sujet et pour la suite le rapport hautement instructif d'un membre de l'AAU d'Essen avec de nombreux détails sur la consolidation organisationnelle ultérieure de l'unionisme allemand dans la Ruhr dans : "Der Klassenkampf. Organ der Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisationen) Wirtschaftsbezirk Rheinland-Westfalen", 1^o année (1920), n^o 15 : *Ist die KPD die Mutter der AAU ?* [Le KPD est-il la mère de l'AAU ?].

¹¹² *Ibidem*.

¹¹³ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 25, 26, 31, 76, 77, 82, 83, 93, 99.

¹¹⁴ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 76.

politique avec la réalisation de ses revendications¹¹⁵. Le processus de clarification des principes qui se dessinait ici, dans l'unionisme hambourgeois, eut pour conséquence que là les conseils d'entreprise révolutionnaires ne s'en allèrent pas vers les syndicalistes révolutionnaires. L'agitation unioniste eut surtout du succès auprès des ouvriers des chantiers de construction navale; la KAZ (Hambourg) rapporta le 26 août 1919 que, sur les chantiers de construction navale de Hambourg, les travaux préliminaires étaient terminés; les masses ouvrières qui se situaient sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire et qui avaient rompu avec les syndicats, étaient sur le point de rassembler les organisations d'entreprise de l'ensemble de la construction navale dans une Union des Ouvriers des Chantiers Navals¹¹⁶. Le même rapport énumérait comme faisant déjà partie des organisations unionistes existantes : une union des marins, une union des bateliers en Haute Silésie, et l'"Union Générale des Mineurs" dans la Ruhr; finalement, il est question de la fondation de l'AAU le 15 du mois à Essen, laquelle est célébrée comme un pas décisif pour la consolidation de l'unionisme en Allemagne : « L'idée de l'organisation de classe prolétarienne avance, les "Ouvriers Industriels du Monde" commencent à prendre racine également en Allemagne »¹¹⁷. L'exercice direct d'une influence des communistes de gauche de Hambourg sur la fondation de l'AAU à Essen n'est ni démontrable ni vraisemblable. Pourtant, au même moment, le 16 août 1919, Wolffheim se présenta¹¹⁸ au groupe local du KPD(S) de Hambourg avec un exposé qui tirait la conclusion de la discussion unioniste antérieure. Il essaya de caractériser historiquement les anciens syndicats comme des structures de la phase d'expansion du capitalisme dans laquelle celui-ci était encore dispersé et où la bourgeoisie n'était que sur le point de s'emparer du pouvoir; autrefois, il n'aurait pas pu encore s'agir pour le prolétariat d'anéantir la bourgeoisie en tant que classe; la lutte pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, l'association selon le métier et la représentation des intérêts par les instances, étaient à l'ordre du jour dans cette phase. « Cette forme d'organisation a déjà conduit avant la guerre à ce que les travailleurs n'aient pas été à même de mesurer leurs forces avec le capitalisme grâce à des grèves de masse »¹¹⁹. Dans la phase actuelle, la phase finale du capitalisme, la lutte avec la bourgeoisie réclamait d'autres formes d'organisation. Cette caractérisation historique était adoptée¹²⁰ dans la brochure, qui paraîtra environ un mois plus tard, de l'ancien porte-parole brémois des IKD et du camarade politique de Knief et de Fröhlich, Karl Becker¹²¹; ses réflexions débouchaient également sur la revendication d'une conduite organisationnelle des luttes de masse économiques par les organisations d'entreprise réunies dans l'"Union Ouvrière Générale", sur la création spontanée de laquelle il attirait l'attention avec force. L'idée des organisations d'entreprise et de leur rassemblement dans l'"Union Ouvrière Générale"

¹¹⁵ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 77 : *Die proletarische Klassenorganisation*. C'est justement sur cette formulation que Paul Levi, lors du II^o Congrès du KPD(S), fonda son argumentation selon laquelle les camarades de Hambourg seraient des syndicalistes révolutionnaires. Voir le rapport du II^o Congrès du KPD(S), p. 21.

¹¹⁶ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 99.

¹¹⁷ *Ibidem*.

¹¹⁸ La conférence fut aussitôt imprimée et elle parut fin août 1919 : Fritz Wolffheim, *Betriebsorganisation oder Gewerkschaft* [Organisation d'entreprise ou bien syndicat ?], Hambourg 1919.

¹¹⁹ *Ibidem*, p. 9.

¹²⁰ Karl Becker, *Der Kampf um die Allgemeine Arbeiter-Union* [La lutte pour de l'AAU], p. 3-6. Becker met un accent particulier sur les phénomènes de bureaucratisation. Il décrit le gouvernement de la majorité socialiste de cette manière-là : « C'est ainsi qu'une bureaucratie d'État se joint à la vieille bureaucratie syndicale et de parti social-démocrates, et toutes les trois sont étroitement liées entre elles ». Voir aussi l'annonce de la brochure dans : "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 155.

¹²¹ Karl Becker, *Der Kampf um die Allgemeine Arbeiter-Union*, Brême 1920.

avait émergé dans les masses elles-mêmes et elle avait constamment gagné du terrain¹²². Mais Becker avait une opinion différente de celle des unionistes hambourgeois, à savoir que le parti ne devait pas se dissoudre dans l'AAU. Pour Becker, les unions étaient des organisations syndicales qui s'étaient établies spontanément, et le KPD devait se servir d'elles au lieu de mener un travail de Sisyphe révolutionnaire à l'intérieur des anciens syndicats. Paul Fröhlich était encore d'accord sans restrictions en août 1919 avec cette conception de l'AAU¹²³. Il était encore maintenant de cet avis : « Plus nous entrons dans de grandes luttes et plus le cri de : "Sortons des syndicats!" peut devenir un mot d'ordre de masse »¹²⁴. Becker et Fröhlich n'abandonneront cette conception qu'au début de 1920. Le cercle gravitant autour de Karl Schröder à Berlin avait en tête, comme les communistes de gauche de Brême, un rôle tout à fait semblable pour les organisations d'entreprise révolutionnaires et il fit de la propagande pour son idée dans un organe de presse du KPD(S) pour le district économique du Grand Berlin.

Les communistes de gauche de Brême et de Hambourg montrèrent à quoi l'organisation de l'AAU devait ressembler avec les statuts de l'"Union Ouvrière Générale"¹²⁵, à savoir le premier manifeste organisationnel de l'unionisme, qui furent proposés à la fin d'août 1919. Ces statuts partent de la supposition que toutes les organisations ouvrières existantes ont complètement échoué du point de vue révolutionnaire – un reflet de la résignation prédominante dans la seconde moitié de 1919 parmi les travailleurs révolutionnaires. Dans l'"Union Ouvrière Générale", tous les ouvriers et les employés de plus de 14 ans, dans des entreprises de plus de 20 salariés, devaient se rassembler dans des organisations d'entreprise; ils devaient élire un représentant pour 50 ouvriers organisés dans des organisations d'entreprise; ces représentants locaux devaient élire un comité central local qui devait s'associer, du point de vue de l'organisation et de l'agitation, avec ceux des localités voisines en districts et en régions économiques. Comme mesures préventives contre l'engourdissement bureaucratique, on refusait catégoriquement les institutions d'assistance; toutes les fonctions à l'intérieur de l'organisation devaient être accomplies sur la base du volontariat et les votes étaient révocables à tout instant; au moins une fois par mois il devait y avoir une assemblée des membres qui était l'instance suprême de la localité. Au stade actuel, conformément à ses statuts, l'AAU devait considérer la propagande pour le système des conseils comme sa tâche principale. « Lors de la victoire de la révolution sociale, l'"Union Ouvrière Générale" prendra, en tant qu'organisation de l'ensemble de la classe laborieuse, la direction de la production, et l'organisation des conseils deviendra ensuite l'organisation économique de la nouvelle société »¹²⁶. L'unionisme allemand, en août 1919, en était à ses débuts du point de vue de l'organisation, mais il était établi dans ses traits fondamentaux du point de vue idéologique. Ce qui s'opposait à son extension c'était, en dehors des difficultés de l'état de siège, la supériorité organisationnelle de la "Fédération Libre" et la politique syndicale de la centrale du KPD(S), qui avait été introduite en octobre 1919 avec les directives relatives à la question syndicale lors de son II^o Congrès.

¹²² *Ibidem*, p. 13 : « Ceci était tout à fait élémentaire ; une preuve de cela c'est que cette organisation de lutte destinée à la lutte économique des masses n'est pas une formation qui a été construite dans la tête des chefs communistes ».

¹²³ Voir aussi son article dans "Kommunistische Räte-Korrespondanz", 1^o année (1919), n^o 11 : *Gewerkschaften und Räte-system* [Syndicats et système des conseils].

¹²⁴ "Kommunistische Räte-Korrespondanz", 1^o année (1919), n^o 11.

¹²⁵ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 99. Les statuts ont également été distribués sous la forme d'une brochure. Voir l'Appendice documentaire n^o IV.

¹²⁶ *Ibidem*.

2. La fondation de l'"Union Ouvrière Libre" de la Rhénanie-Westphalie

La "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires avait été, dans le mouvement de grève générale de la Ruhr en avril 1919, à côté du KPD(S) et de l'USPD la troisième force motrice à l'intérieur de l'"Union Générale des Mineurs". Après l'écrasement de la grève générale par le gouvernement social-démocrate majoritaire et avec l'aide des "syndicats libres", l'exaspération due à ces événements poussa les ouvriers révolutionnaires en grand nombre vers la "Fédération Libre". Ce n'est qu'alors que l'organisation obtint une véritable base de masse. Quand les syndicalistes révolutionnaires décrivaient dans leur agitation la grève générale de la Ruhr qui avait été écrasée comme la lutte « pour le pain et la liberté contre l'union du capital, du militarisme, du gouvernement social-démocrate et des chefs des syndicats centralisés réunis dans l'ADGB »¹, cela correspondait exactement aux expériences des ouvriers radicaux et leur faisait prendre confiance dans la "Fédération Libre". L'"Union Générale des Mineurs" avait été complètement détruite² à la fin d'avril par l'emprisonnement de ses chefs et du fait que tout le répertoire d'adresses, avec les noms de ses hommes de confiance, était tombé par trahison aux mains de la police. Ce sont les syndicalistes révolutionnaires, lesquels ne prirent pas part à la reconstruction de l'Union des Mineurs, mais fondèrent leur propre Fédération des Mineurs³, qui eurent le plus gros afflux en provenance des rangs des ouvriers qui, déçus, se détournèrent de leurs anciens syndicats; les anciennes unions syndicales perdirent d'avril à juin 1919 en tout à peu près un quart de leurs membres chez les mineurs de la Ruhr, et même presque la moitié dans certains districts⁴. Fritz Kater écrivit au début de mai 1919 que la "Fédération Libre" était en voie de croissance rapide. « Maintenant, le syndicalisme révolutionnaire est aussi consolidé en Allemagne, et il attire en masse les ouvriers principalement de la mine, de l'industrie sidérurgique et métallurgique »⁵. Le succès de l'agitation syndicaliste révolutionnaire reposait avant tout sur la violente polémique de la "Fédération Libre" à l'encontre de la "trahison" des directions des unions syndicales. Un tract du début de juillet 1919 par exemple, dans lequel il est dit entre autres les choses suivantes des chefs syndicaux, donne une impression aussi bien frappante que grotesque de la pratique de cette publicité polémique de la part des syndicalistes révolutionnaires⁶ :

¹ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 21 : *Sozialdemokratie und Bergarbeiterstreik* [La social-démocratie et la grève des mineurs].

² Voir à ce sujet le rapport très instructif dans : "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 128 : *Die Arbeiter-Union im Reich* [L'union ouvrière dans l'Empire].

³ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 22.

⁴ Voir Peter von Oertzen, *Die grosse Streiks...*, loc. cit., p. 235. Von Oertzen se trompe cependant lorsqu'il pense que ceux qui sont partis ont rejoint « dans leur grande majorité l'Allgemeine Bergarbeiter Union nouvellement constituée ». Voir "KAZ" (Hambourg) 1^o année (1919), n^o 128 : « Les délégués et les mineurs qui ont été fidèles à la décision d'Essen - c'est-à-dire de constituer une Allgemeine Bergarbeiter-Union - n'ont pu se réunir que bien plus tard pour mettre cette décision en application ».

⁵ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 20.

⁶ La grammaire, l'orthographe et la ponctuation de l'original (allemand bien sûr - NdT) sont conservées.

« Mais la chose la plus lamentable et la plus triste c'est qu'ils prennent ces fonds sur les sous des ouvriers et non pas sur le capital, ou bien en recevraient-ils aussi des appointements, car l'on n'entend pas beaucoup qu'ils importunent ces messieurs? Et donc, mineurs, ouvrez les yeux! Si vous ne vous laissez pas amener sous le joug, si vous vous mettez sur la défensive et si vous vous organisez dans la Fédération Libre des Mineurs, vous déciderez alors par vous-mêmes ce que vous paierez et ce qui devra être fait avec l'argent. Nous n'avons pas de fonctionnaires. Le dernier membre admis a exactement les mêmes droits que le président, qui porte simplement ce nom mais ne touche pas un pfennig. Mais celui qui n'a pas beaucoup d'argent de reste, celui-là peut s'abstenir et se procurer à manger ou acheter des souliers à ses enfants, au lieu d'entretenir grassement et richement ces bonzes syndicaux. Mineurs, mettez vos livrets syndicaux en tas et faites-en un feu d'enfer auxquels les représentants syndicaux, qui sont froids envers leurs adhérents et les ouvriers, pourront un peu se réchauffer et se dégeler. Avec les saluts de la "Fédération Libre" des mineurs que l'on appelle les syndicalistes révolutionnaires. »⁷

À la mi-août 1919, on annonça, dans l'organe syndical de la "Fédération Libre", « comme un succès de l'agitation orale et écrite, un nombre d'adhérents tout près de 60 000 »⁸. À la fin du même mois, la première fédération syndicaliste révolutionnaire, celle des mineurs, se constitua en Allemagne. À l'intérieur de cette association nationale des mineurs, la discussion à propos de la construction d'une fédération entre la "Fédération Libre", l'"Union Ouvrière Générale" et l'"Union Générale des Mineurs", eut pour effet que le principe de la fédération de métier du syndicalisme révolutionnaire⁹ fut abandonné en faveur du principe de l'organisation du puits de mine, c'est-à-dire du principe de l'organisation d'entreprise unioniste¹⁰. À la place du modèle d'organisation, compliqué et encore à construire, du syndicalisme révolutionnaire, lequel prévoyait un rassemblement des ouvriers en fonction de leur profession et la réunion de ces syndicats de métier d'une localité dans une union locale ou une bourse du travail, c'est le schéma de l'organisation d'entreprise, bâti directement sur les conseils d'entreprise révolutionnaires déjà existants, qui s'imposa. L'intrication et la complémentarité des principes syndicalistes révolutionnaires et unionistes apparurent au grand jour dans une forme encore plus évidente qu'à l'intérieur de la Fédération des Mineurs de la "Fédération Libre", lors de la fondation de l'"Union Ouvrière Libre" de Rhénanie-Westphalie, qui se constitua les 15 et 16 septembre 1919 lors d'une conférence des groupes syndicaux révolutionnaires convoquée à Düsseldorf.

Les organisations suivantes s'étaient rassemblées dans ce congrès, avec l'intention d'une fusion organisationnelle : la "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires, le "Syndicat Ouvrier Général", l'"Union Générale des Mineurs", l'"Union Ouvrière Générale" (Essen) et l'"Union Ouvrière Générale Allemande" (Düsseldorf)¹¹. Les 105 délégués du congrès se partageaient de la manière suivante entre les organisations représentées : 46 délégués représentant 99 groupes locaux pour la "Fédération Libre", 33

⁷ Cité dans : Hans Spethmann, *Zwölf Jahre Ruhrbergbau* [Douze ans à la mine], Berlin 1928, vol. II, p. 19.

⁸ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 36.

⁹ Voir Fritz Kater : *Ortsverein oder Betriebsorganisation ?* [Union locale ou organisation d'entreprise ?], dans : "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 2. Kater y défend expressément le principe du syndicat professionnel qui est aussi postulé dans la Déclaration de principe du Congrès constitutif de la FAUD ; mais il attire l'attention sur le fait que les mineurs de la Ruhr ont préféré l'organisation par puits.

¹⁰ Voir le projet de statuts pour l'organisation par puits des mineurs dans : "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 47.

¹¹ Ici et pour la suite, voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 128 ; "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918/19), n^o 139 ; "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 42.

délégués représentant 30 groupes locaux pour le "Syndicat Ouvrier Général", 14 délégués pour l'"Union Générale des Mineurs", 8 délégués pour l'"Union Ouvrière Générale Allemande" (Düsseldorf), et 4 délégués pour l'"Union Ouvrière Générale" (Essen)¹². Ces chiffres donnent une idée de la force relative des différents groupements syndicaux. Ce furent « les membres de ces organisations, et en particulier les mineurs »¹³, qui poussèrent à la fusion afin d'élever la force de frappe politique des syndicats sociaux-révolutionnaires de la Ruhr.

En dehors de la "Fédération Libre", les autres groupes représentés au congrès avaient profité eux aussi du mouvement de sortie des mineurs hors des anciens syndicats après la conclusion de la grève générale à la fin d'avril 1919. La plus vieille de ces quatre organisations, le "Syndicat Ouvrier Général", était déjà né en 1917 à Düsseldorf, à partir de l'opposition locale à la politique de guerre des syndicats allemands. Le Syndicat s'était fait avant tout le porte-parole de revendications salariales radicales¹⁴. Tandis que des groupes d'opposition similaires dans la région de la Ruhr, par exemple le "Syndicat Ouvrier Général" de Duisburg¹⁵, s'étaient rattachés peu après l'effondrement de Novembre à la "Fédération Libre", le Syndicat de Düsseldorf, en vertu de son fort enracinement local, resta indépendant et il reçut de nouvelles impulsions du fait de l'afflux de mineurs à partir de la fin avril 1919. En tant que groupe le plus fort, après la "Fédération Libre", au Congrès constitutif de la FAU, il fit preuve d'une importante force d'inertie organisationnelle : « Le "Syndicat Ouvrier Général" a fusionné sur la base de la connaissance des nécessités tactiques, mais notre syndicat ne s'est pas dissous »¹⁶. Sur les vestiges de la première "Union Générale des Mineurs" qui avait été fondée le 30 mars 1919 à Essen, s'est constitué dans l'illégalité, de mai à septembre, avec les encouragements du KPD(S), mais pourtant assez lentement, un nouveau noyau d'organisation. La KAZ de Hambourg écrivit, après que la base de la deuxième Union des Mineurs a été créée dans les circonstances incommodes de l'état de siège, que l'on avait commencé une vaste agitation non seulement dans la région de la Ruhr mais aussi dans tous les bassins houillers d'Allemagne et qu'en peu de temps des milliers de mineurs s'étaient joints à l'organisation¹⁷. C'est en particulier dans cette organisation, qui avait fusionné avec la FAU mais qui ne s'était pas dissoute, que se recruta bientôt, après le Congrès de septembre, la plus grande partie du courant de Gelsenkirchen de la FAU, orienté vers le parti communiste, qui, après la fondation du KAP, resta en relation – même si celle-ci était remise en question de manière permanente – avec le KPD et duquel naquit en 1921 l'"Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels d'Allemagne". Durant les événements révolutionnaires, les ouvriers communaux de Düsseldorf avaient créé un syndicat à eux dans l'"Union Ouvrière Générale Allemande"¹⁸. De ce syndicat, de même que de l'AAU d'Essen, qui était la plus faiblement représentée et qui n'avait qu'une durée de vie d'un mois, il est impossible de dire avec certitude dans quelle mesure la clarification idéologique, destinée à soutenir le programme de l'unionisme défendu par les communistes de gauche de Hambourg et de Brême, avait déjà été accomplie en septembre;

¹² "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 42.

¹³ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 128.

¹⁴ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 53.

¹⁵ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 18, *Briefkasten* [Boîte aux lettres] : « Sur demande, nous annonçons que seul l'Allgemeine Arbeiter-Verband de Düsseldorf se situe à l'extérieur de notre mouvement syndicaliste révolutionnaire. L'Allgemeine Arbeiter-Verband de Duisbourg a introduit le "Syndikalist" comme obligatoire ».

¹⁶ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 53 : *Mitteilung an die Mitglieder des bisherigen Allgemeinen Arbeiter-Verband, jetzt verschmolzen in der "Freie Arbeiter-Union"* [Communication aux membres de l'ex-Allgemeine Arbeiter-Verband, qui a actuellement fusionné avec la "Freie Arbeiter-Union"].

¹⁷ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 128 ; "Der Kommunist" (Brême), 1^o année (1918/19), n^o 139.

¹⁸ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 128

mais l'entrée en scène consciente des représentants communistes de gauche de l'unionisme dans les négociations du congrès démontrait qu'ils avaient l'intention de se distinguer nettement des syndicalistes révolutionnaires. Même avant le Congrès constitutif de la FAUD en décembre 1919, il était devenu tout à fait clair que l'AAU d'Essen ne pensait pas réellement accepter les principes syndicalistes révolutionnaires de l'ex-"Fédération Libre"¹⁹. La "Fédération Libre" elle-même avait déjà en définitive, avant la première guerre mondiale, à côté de Berlin, son centre de gravité organisationnel dans la Ruhr. Elle y existait depuis 1901 et elle y avait établi de solides cadres jusqu'en 1914. Le "Syndikalist" relatait incidemment que, malgré l'impossibilité de toute activité d'agitation sous la pression de la loi martiale depuis août 1914, c'était justement au cours de ces années-là que cela avait commencé à "marcher", avant tout auprès des mineurs de la Ruhr. « La reconnaissance de l'essence véritable de leurs vieilles organisations leur apparut, et l'esprit syndicaliste révolutionnaire commença de plus en plus à s'imposer »²⁰. Cette disposition des mineurs de la Ruhr à accueillir l'agitation syndicaliste révolutionnaire conduisit à un changement de structure dans la composition sociale des membres de la "Fédération Libre"; si, jusqu'à l'exclusion du SPD (1908), le groupe professionnel des maçons avait été incontestablement le plus fort dans la "Fédération Libre", ses membres se recrutaient maintenant avant tout dans les rangs des mineurs. L'organisateur en chef du syndicalisme révolutionnaire dans la région de la Ruhr fut, avant comme après la guerre, le carreleur Carl Windhoff; c'est surtout à son habileté dans les négociations que la tenue de la conférence de septembre des syndicats sociaux-révolutionnaires à Düsseldorf est redevable²¹.

Les tensions et les difficultés organisationnelles internes, provoquées par l'origine et la particularité des organisations qui prirent part à ce rassemblement dans la FAU de Rhénanie-Westphalie, se manifestèrent déjà dans les négociations de la Conférence constitutive. Il y avait face à face le programme de l'unionisme²² défendu par les communistes de gauche et le programme du syndicalisme révolutionnaire défendu par la "Fédération Libre". Au premier jour des négociations (le 15 septembre 1919), chacun des cinq groupes représentés nomma un rapporteur qui devait exposer les principes de son organisation. Aussitôt, les deux positions se manifestèrent. Dans la discussion des fondements de la nouvelle organisation, Rudolf Rocker de la "Fédération Libre" invita à l'unification sur la base du programme adopté en 1906 par le VII^e Congrès de celle-ci²³, dont les passages les plus importants furent lus en public. Fritz Kater déclara que la "Fédération Libre" n'était pas prête à retirer quoi que ce soit de ce programme. Là-dessus, lors du second jour des négociations, les représentants de l'"Union", auxquels se joignirent une partie des syndicalistes révolutionnaires, se réunirent et posèrent « aux syndicalistes révolutionnaires extrémistes un ultimatum pour fonder une organisation articulée en groupes d'industrie sur la base de l'organisation d'entreprise et se plaçant sur le terrain du système des conseils »²⁴. Si la "Fédération Libre" ne prenait pas en considération cet

¹⁹ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 4 : *Die Essener AAU gegen die Syndikalisten* [L'AAU d'Essen contre les syndicalistes révolutionnaires].

²⁰ "Der Syndikalist", 1^e année (1919), n^o 42.

²¹ C'est ce que dit Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 194.

²² Voir la caractérisation - assurément pas du tout impartiale - par Rocker des porte-parole unionistes : « La plupart d'entre eux n'étaient entrés que depuis peu de temps dans le mouvement révolutionnaire et ils ne disposaient pas d'un gros bagage intellectuel, mais en revanche de tout un flot de formules creuses qu'ils avaient principalement ramassées chez les communistes ». Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 194.

²³ "Der Syndikalist", 1^e année (1919), n^o 42. Rocker tentait en autres choses d'argumenter vis-à-vis des communistes de gauche que le système des conseils n'était pas une invention bolchevique, mais qu'il avait été défendu déjà avant 1870 par les syndicats latins lors de congrès internationaux et nationaux.

²⁴ "KAZ" (Hambourg), 1^e année (1919), n^o 128.

ultimatum, les délégués des Unions quitteraient le Congrès et ils mettraient en œuvre la fusion sans les syndicalistes révolutionnaires dans une conférence particulière. Après une brève délibération, Kater déclara, pour la "Fédération Libre", vouloir abandonner cette attitude intransigeante et l'on en arriva à un accord. Le nom de la nouvelle organisation "Union Ouvrière Libre (Syndicalistes)" témoignait de la fusion des deux positions; on reprit l'idée devenant populaire de l'Union sans renoncer à l'étiquette de "Syndicalistes" (révolutionnaires). Les lignes directrices communes²⁵ que l'on adopta finalement portaient elles aussi les signes du compromis. On put se mettre facilement d'accord sur les principes généraux comme la lutte de classe économique révolutionnaire et l'action directe (Point II); de même sur les institutions d'assistance (Point IV). L'accord fut plus difficile sur la forme d'organisation et la position par rapport aux partis politiques. Les syndicalistes révolutionnaires imposèrent certes leur principe du syndicat de métier, mais la fédération de loin la plus puissante, celle des mineurs, s'édifia selon le modèle unioniste des organisations de puits de mine (Point I, b). Pour ce qui concerne la position par rapport aux partis politiques, les syndicalistes révolutionnaires étaient encore à cette époque en désaccord entre eux; la recommandation de la réunion de décembre 1918 d'adhérer à des partis de gauche était maintenant devenue une formule de simple autorisation (Point V). Que Rocker, qui rejetait en général l'appartenance à un parti, n'ait pas encore imposé ses vues, n'était sûrement pas dû en fin de compte aux communistes de gauche et à leur influence sur les lignes directrices. À la Conférence constitutive de la FAU de la Rhénanie-Westphalie, ce sont les syndicalistes révolutionnaires qui ont pris l'ascendant en raison de leurs solides bases idéologiques et organisationnelles contre l'unionisme communiste de gauche en voie de formation. L'unification ne se réalisa cependant pas sans concessions de la part des syndicalistes révolutionnaires; qu'elle puisse durer, ce n'était pas très vraisemblable depuis le début. Rudolf Rocker, qui avait une position dirigeante dans la Conférence d'unification, écrivit rétrospectivement sur les organisations qui fusionnèrent avec la "Fédération Libre" : « Ces organisations étaient proches de nous du point de vue purement émotionnel bien qu'elles ne connaissent que superficiellement nos principes »²⁶. L'union était plus qu'une relation de cartel dans laquelle chaque groupe aurait conservé son indépendance organisationnelle, elle était une fusion; mais les éléments hétérogènes de cette fusion empêchèrent qu'il en résulte jamais une nouvelle structure organisationnelle cohérente. Dès que l'Union des Mineurs commença à attirer à elle des quantités d'ouvriers plus importantes dans l'Empire et que des Unions Ouvrières commencèrent à se répandre selon le modèle d'Essen, dès que le processus de clarification théorique eut progressé dans l'unionisme allemand, ces éléments unionistes se séparèrent de l'alliance dans la FAU. En décembre 1919, la cohésion semblait encore possible et la FAU se constitua à l'échelle de l'Empire en "Union Ouvrière Libre d'Allemagne" (FAUD). Pourtant, déjà en février 1920, les unionistes tinrent leur première conférence nationale indépendante. La fluctuation entre les deux organisations, la FAUD et l'AAUD qui allaient bientôt se constituer, fut toujours très forte dans les années suivantes en raison des affinités que l'on présentait; les frontières étaient, dans beaucoup de localités, imprécises et les réunifications locales n'étaient pas rares. Cependant, le syndicalisme révolutionnaire allemand et l'unionisme allemand se développèrent tendanciellement de manière séparée à partir du début de 1920 et ils restèrent séparés jusqu'à leur fin commune et irrévocable après la prise de pouvoir par les nazis.

²⁵ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 42. Voir aussi l'Appendice documentaire n^o VI.

²⁶ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 193.

3. La scission de l'opposition communiste de gauche au Congrès de Heidelberg du KPD(S)

Le KPD(S) avait perdu, dans la phase d'action qui va de sa fondation jusqu'à la fin d'avril 1919, ses personnalités dirigeantes du fait de leur mort (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches, Johann Knief, etc.) et son organisation fut disloquée; elle consistait pour l'essentiel en noyaux d'organisation dans les grandes villes et dans les régions industrielles de l'Allemagne centrale et de la Rhénanie, vis-à-vis desquels la centrale de Berlin était passablement impuissante et sans influence, d'autant qu'elle devait travailler à nouveau dans l'illégalité – comme la Ligue-"Spartacus" durant la guerre – du fait de l'état de siège permanent depuis avril 1919¹; l'organe central du KPD(S), la "Rote Fahne", fut interdit de parution en janvier et en mars 1919, et de mai à décembre. À l'époque de la cessation de l'action, depuis la fin d'avril, Paul Levi, qui avait été élu à la centrale par cooptation et à la vérité contre sa volonté, s'imposa avec un cours qui cherchait de manière préméditée à pousser hors du parti les communistes de gauche et les syndicalistes révolutionnaires. Levi voyait en eux les responsables des défaites durant la phase d'action et donc les coupables de la dislocation présente du parti. Il savait très bien que la déception issue de la stérilité de ces luttes avait rendu réceptives de grandes quantités d'ouvriers à de nouvelles formes d'organisation et à des mots d'ordre plus radicaux, comme ceux qui circulaient chez les communistes de gauche et les syndicalistes révolutionnaires. Il rappelait que le communiste devait également rester ferme « quand la crise du prolétariat trouve son expression dans la phraséologie pseudo révolutionnaire d'origine syndicaliste »². Ce qui faisait le communiste, ce n'était pas le fait d'employer la phraséologie la plus radicale mais le fait de disposer de la vision la plus claire de la situation sociale. Les mesures de Paul Levi pour établir l'autorité de la centrale du parti furent les premiers pas sur le chemin de la centralisation organisationnelle qui ne s'imposa définitivement qu'au V^o Congrès du KPD(S) en octobre 1920; elles semblèrent justifiées de manière particulière au milieu de l'année 1919 en raison de la situation d'illégalité et elles n'avaient rien à voir avec le "centralisme démocratique" des bolchevicks; les mesures de centralisation dans le parti, prises par Levi, résultaient de l'aporie dans laquelle le parti était tombé dans les mois passés avec le cours qui avait été établi lors du Congrès constitutif.

Paul Levi donna néanmoins prise, avec ses efforts pour un raffermissement organisationnel du KP, à la critique la plus violente. Au début d'août 1919, les communistes de gauche de Hambourg par exemple analysèrent ces tendances centralisatrices dans le parti comme des conséquences du fait que, jusqu'à récemment, une partie non négligeable de ses membres avait été organisée dans l'USPD, un parti qui, comme le SPD, était « une organisation de domination des masses par ses chefs »³. Le KPD(S), qui était issu du mouvement radical de gauche, avait pourtant, en tant que parti du mouvement de masse, rompu fondamentalement avec le principe des chefs; il devait considérer comme sa tâche principale « de trouver la forme la plus adéquate d'organisation pour une masse libérée, dans ses mouvements, de toutes ses chaînes

¹ Voir à ce sujet le rapport d'activité de la Centrale dans : *Bericht du 2. Parteitag der KPD(S)* [Rapport du II^o Congrès du KPD(S)], p. 26 sq.

² "Die Internationale", eine Wochenschrift für Praxis und Theorie des Marxismus", 1^o année (1919), cahier 15/16, p. 284.

³ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 83 : *Die Wurzeln der Diktatur* [Les racines de la dictature].

bureaucratiques»⁴, forme qui permettrait aux masses d'entrer en scène en agissant par elles-mêmes. Le premier accrochage entre les communistes de gauche, représentés par l'organisation hambourgeoise, et la centrale du parti se produisit à la Conférence nationale du KPD(S) qui se tint à la mi-août 1919 à Francfort/Main⁵. Dans son rapport, Paul Levi y prit à nouveau fait et cause pour le travail dans les parlements et il rejeta l'idée de l'organisation unitaire, sans donner encore le mot d'ordre du travail à l'intérieur des syndicats existants⁶. Dans le même temps, il débuta sa polémique contre les communistes de Hambourg dans lesquels il voyait « le lieu de ralliement de l'opposition »⁷. Levi n'avait pas une position facile vis-à-vis de la tendance communiste de gauche qui prédominait encore dans presque toutes les organisations de l'Empire. Les procédures tactiques qu'il appliqua dans cette situation, afin de faire passer ses principes, ne correspondirent certainement pas au principe démocratique de la formation de la volonté; elles furent promptement dénoncées par les Hambourgeois comme « les premiers débuts d'un nouveau fonctionariat... qui tente de se nicher dans le parti communiste »⁸. Tandis que, à la Conférence d'août, chacun des 22 districts du parti dans l'Empire, qui parfois avaient beaucoup plus de 10 000 adhérents, se voyait attribuer seulement un délégué, les membres ayant droit de vote de la centrale s'étaient présentés presque au complet et ils avaient – d'après le rapport des Hambourgeois – invité tous les rédacteurs, les secrétaires de district et les orateurs itinérants, et « amené avec eux un grand nombre de bons amis et de fidèles voisins pour les soutenir »⁹; si la centrale avait eu la majorité de cette façon, la scission du parti, qui ne commença à s'effectuer ensuite qu'en octobre 1919, aurait déjà eu lieu à cette époque. La centrale ne trouva pas la majorité qu'elle recherchait étant donné que les rédacteurs et les secrétaires de district réunis penchaient de manière prédominante vers la position des communistes de gauche. On fixa pour la nouvelle conférence nationale, qui devait être convoquée dans les prochaines huit semaines, un mode de vote déterminé; mais la centrale ne s'engagea pas à ce que seuls les délégués choisis par les organisations aient le droit de vote. Lors du II^o Congrès du KPD(S) convoqué du 20 au 24 octobre 1919, le Congrès de Heidelberg¹⁰ ainsi nommé, il fut donc attribué le droit de vote à la centrale par 24 voix contre 18 et c'est ainsi que la condition de la victoire du cours de Levi fut créée.

Dans les conflits entre la centrale et l'opposition communiste de gauche, se heurtaient les positions qui avaient déjà durant la guerre différencié les chefs de la Ligue-"Spartacus" de ses propres partisans radicaux et des ISD, et qui avaient opposé, lors du Congrès constitutif du KPD(S), le cercle qui entourait Rosa Luxemburg à la majorité communiste de gauche¹¹. Après la Conférence nationale de Francfort, les communistes de gauche de Brême commentèrent l'attitude de la centrale en disant que l'on ne pouvait pas s'empêcher d'avoir l'impression que, du fait de sa défense du travail dans les syndicats existants pour laquelle elle inclinait maintenant clairement, il s'agissait de la même prise

⁴ *Ibidem*. Ce qui réapparaît pratiquement inchangé dans ces arguments, ce sont les idées de base qui ont opposé durant la guerre les ISD à la Ligue-Spartacus : rupture avec le principe bureaucratique du chef dans le parti et séparation rigoureuse d'avec l'USPD.

⁵ Voir pour la suite : "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 96 ; "Kommunistische Räte-Korrespondanz", 1^o année (1919), n^o 15/16.

⁶ Dan ce sens encore, voir la Circulaire relative à la question syndicale du 28/08/1919. Voir Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 19 sq.

⁷ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 96

⁸ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 96

⁹ *Ibidem*

¹⁰ Le Congrès du parti eut lieu de manière illégale ; c'est pourquoi le lieu des débats devait être modifié de jour en jour ; il se situa successivement à Wachenburg, Heidelberg, Mannheim et à Dilsberg am Neckar.

¹¹ Voir à ce sujet le paragraphe sur le Congrès constitutif du KPD(S).

de position erronée « que les gens de Spartacus prirent pendant la guerre concernant la scission du parti »¹². Les communistes de gauche de Hambourg firent remonter le manque de détermination de la centrale pour la convocation d'une conférence fondée sur la volonté des membres du parti, à la tradition de la Ligue-"Spartacus" : « Les chefs – les anciens membres de la Ligue-"Spartacus" et ceux qui sont devenus "plus spartakistes" que les spartakistes – estiment qu'il est de leur devoir d'établir la dictature des chefs dans le KPD »¹³. Cette mise en perspective historique du rapport entre la centrale de Levi et les communistes de gauche conduisit finalement à ce que Laufenberg et Wolffheim opposèrent le spartakisme au communisme¹⁴, sans qu'ils trouvent en cela une pleine approbation dans leur propre camp et sans qu'ils aient non plus tout fait raison, puisque la tendance communiste de gauche avait parfaitement été représentée en grand nombre chez les membres de la Ligue-"Spartacus". Au II^e Congrès du parti en octobre 1919, la grande discussion entre la centrale et les communistes de gauche, dont les porte-parole furent encore une fois les Hambourgeois, eut donc lieu. Dans cette lutte avec le communisme de gauche, Paul Levi s'inspira pour des raisons tactiques d'une invective qui avait été utilisée avant la première guerre mondiale par l'aile droite et par le centre du SPD à l'encontre des radicaux de gauche regroupés autour de Rosa Luxemburg; il qualifia l'attitude de l'aile gauche du parti de "syndicalisme révolutionnaire"¹⁵. Il hypostasiait ainsi les différends tactiques et organisationnels depuis le Congrès constitutif en une lutte entre le marxisme et le syndicalisme révolutionnaire dans le parti¹⁶. Il essaya en particulier de démontrer, dans son rapport sur la situation politique, en s'appuyant sur leur littérature (journaux et brochures), que Laufenberg et Wolffheim n'avaient plus le droit de se qualifier de communistes et que par conséquent le parti ne pouvait plus les tolérer. Il cita entre autres un article d'Heinrich Vogeler qui avait écrit dans la KAZ de Hambourg que l'on devait parvenir « à la société communiste sans classes avec les moyens de lutte du syndicalisme révolutionnaire ». Or, si Vogeler, enthousiaste intellectuel de la révolution et novice politique, était certes largement typique des masses communistes de gauche avec son mélange de théorèmes syndicalistes révolutionnaires et unionistes, il n'était justement pas représentatif de l'unionisme hambourgeois. Laufenberg et Wolffheim, auxquels, entre autres, Karl Becker de Brême se joignit, eurent donc beau jeu de récuser l'accusation de "syndicalisme"; ils se montrèrent à bon droit étonnés que, il y a encore deux mois, à la Conférence nationale de Francfort, il n'avait pas été question de contradiction de principe entre le communisme et leur "syndicalisme"¹⁷, et ils purent faire remarquer que, dans le Nord, l'intention de s'unir aux syndicalistes révolutionnaires – comme cela avait eu lieu dans la région de la Ruhr avec la FAU – n'existait pas, et que, au contraire, il en était résulté justement une violente attaque contre les unionistes hambourgeois dans le

¹² "Der Kommunist" (Brême), 1^e année (1918/19), n^o 135, supplément.

¹³ "KAZ" (Hambourg), 1^e année (1919), n^o 153.

¹⁴ Voir Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus. Eine reinliche Scheidung* [Communisme contre spartakisme. Un divorce net et propre], Hambourg 1920.

¹⁵ Le fait que Levi soit parfaitement conscient de la différence entre les syndicalistes révolutionnaires et les communistes de gauche est trahi par exemple par une formulation dans la discussion sur la position du parti durant les combats dans la Ruhr après le putsch de Kapp, discussion dans laquelle il distingue soigneusement les deux courants; il y parle du « dérapage des syndicalistes révolutionnaires et de notre ancienne opposition », Rapport sur le IV^e Congrès du KPD(S) les 14 et 15 avril 1920, Berlin 1920, p. 21.

¹⁶ Voir "Die Internationale", 1^e année (1919). Cahier 15/16, p. 284 : « La question était de savoir si l'école marxiste était adaptée au cours de la révolution prolétarienne ou bien si elle devait être remplacée par l'école - ils la dénomment pensée - syndicaliste révolutionnaire ».

¹⁷ *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 38.

"Syndikalist"¹⁸. Laufenberg avait objectivement raison quand il affirmait que la centrale avait fait « du syndicalisme révolutionnaire qui circulait dans le parti un épouvantail »¹⁹.

Dans un virage manifeste, Paul Levi, à l'encontre du communisme de gauche nord-allemand, réclama une fois de plus dans son rapport présenté au Congrès, "Les lignes directrices des principes et de la tactique communistes"²⁰, la participation aux élections parlementaires et la fusion des fractions communistes au sein des conseils ouvriers existants; il considérait « l'union des prolétaires les plus résolus » dans la forme d'organisation du parti comme aussi indispensable pour la lutte victorieuse pour la dictature du prolétariat qu'une « centralisation la plus rigoureuse » dans un tel parti. Comme prémisses non admissibles de la méthode du parti dans la phase d'action et comme « un moyen prôné par les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires mais en réalité contre-révolutionnaire », il rejetait le sabotage, la résistance passive et l'idée selon laquelle la grève générale serait un acte révolutionnaire unique et utilisable à discrétion en vertu de l'organisation. L'objectif de ces lignes directrices se manifestait dans la phrase de conclusion dans laquelle il était dit que les membres du KPD qui ne partageraient pas ces conceptions sur la nature, l'organisation et l'action, du parti, ou bien qui leur contreviendraient par la parole ou par l'écrit, devraient être exclus du parti²¹. Les lignes directrices de Paul Levi furent adoptées par le Congrès avec des modifications insignifiantes²² par 31 participants au congrès ayant le droit de vote – sur ces 31 voix, il y avait 8 voix de la centrale –; 18 délégués se prononcèrent contre, et ils pouvaient donc se considérer comme exclus du KPD(S); la scission du Parti communiste allemand se dessinait. Wolffheim déclara que l'on aurait à partir de maintenant un "Parti Communiste d'Allemagne"(Ligue-Spartacus) et un "Parti Communiste d'Allemagne" qui engloberait l'ensemble du Nord, la Rhénanie, Berlin et une partie de la Saxe²³. Les délégués exclus protestèrent contre toute la procédure qu'ils qualifièrent de coup de main, et en particulier contre la présentation inattendue des lignes directrices de Levi qui n'avaient été connues dans l'Empire qu'à la dernière minute²⁴ et qui donc n'avaient pas pu du tout être discutées par les membres. La centrale donna par la suite les difficultés de liaison sous l'état de siège comme alibi – pas tout à fait convaincant – pour ce retard. Les autres négociations du II^o Congrès après l'exclusion des 18 oppositionnels montrèrent du reste que, par cet acte, aucune clarté parfaite n'avait été apportée dans les questions tactiques essentielles du parti²⁵. Dans la discussion des lignes directrices sur le parlementarisme, on entendit encore des voix qui s'exprimèrent contre la participation aux élections parlementaires au moment présent. Dans la discussion sur la question syndicale, encore plus épineuse, le co-rapporteur, qui était de la Rhénanie-Westphalie, défendit après comme avant la sortie des anciens syndicats et la constitution de l'"Union Ouvrière Générale"²⁶; les lignes directrices de Levi concernant la question syndicale avaient de toute façon élargi l'exigence de

¹⁸ *Ibidem* p. 34.

¹⁹ *Ibidem* p.34.

²⁰ *Ibidem* p. 3-6. Voir l'Appendice documentaire n^o VIII.

²¹ *Ibidem*, p. 6. La dernière partie de la phrase (« ... ou bien qui leur contreviendraient par la parole ou par l'écrit..) a été rayée ensuite par 23 voix contre 19. Voir *ibidem*, p. 42.

²² *Ibidem*, p. 42.

²³ *Ibidem*, p. 43. Note 4. Le jour des délibérations, ce sont en tout 25 participants au Congrès qui ont été exclus du parti ; parmi eux, 5 provenaient de Berlin, 4 de Hambourg, 7 de Brême, 4 de Hanovre, et 1 de Dresde, de Magdebourg, de Lubeck et d'Essen, plus un orateur itinérant. Voir *ibidem*, p. 45.

²⁴ Voir la déclaration des oppositionnels : *ibidem*, p. 43. Selon la présentation du "KAZ" (Hambourg) 1^o année (1919), n^o 153, les lignes directrices n'avaient été publiées que quelques jours avant le début du Congrès dans le "Kommunist" d'Erfurt et le "Freiheit" de Hanau, et donc seulement dans deux feuilles provinciales du KPD(S).

²⁵ *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 45-51.

²⁶ Voir *ibidem*, p. 57 sq.

principe de la lutte contre la bureaucratie syndicale à l'intérieur des anciens syndicats de l'additif que la lutte pouvait être aussi menée – « s'il le faut »²⁷ – à l'extérieur des syndicats; il concédait cela expressément pour le district minier de la Ruhr et il reconnaissait donc le fait accompli de l'"Union Ouvrière Générale". C'est avec cette fixation de la tactique syndicale sur le travail à l'intérieur des anciens syndicats et la reconnaissance simultanée de la formation de l'Union des mineurs indépendante, contraire à ces directives, mais qu'il ne fallait plus faire disparaître, que commencèrent les querelles sans fin que la centrale du KPD(S) eut à régler dans les années suivantes avec ses unions syndicales indépendantes.

Avec la scission du KPD(S) en octobre 1919, au cours de la phase du désenchantement révolutionnaire, apparurent à peu près simultanément dans le communisme allemand deux théories du rôle du parti dans la révolution, qui se réclamaient toutes les deux des idées politiques de Rosa Luxemburg. Les auteurs de ces deux conceptions, Karl Radek et Anton Pannekoek, avaient appartenu ensemble aux radicaux de gauche du SPD avant la guerre. Karl Radek soutenait maintenant la position de la centrale du KPD(S), et Anton Pannekoek essayait d'étayer la position de la majorité communiste de gauche. Radek, qui était revenu d'Union soviétique en Allemagne depuis la fin de 1918, qui était certes emprisonné depuis le 12 février 1919 mais n'était pas politiquement isolé²⁸, avait adressé au Congrès de Heidelberg une lettre de salutations²⁹ qui avait été lue lors de l'ouverture du Congrès et qui était d'accord sur tous les points essentiels avec les lignes directrices de Levi. Tous les deux, Radek et Levi, se laissaient guider – sans l'admettre publiquement, mais cela a été dénoncé aussitôt par les critiques des communistes de gauche – par l'idée que le KPD(S) avait besoin, pour sa consolidation organisationnelle, de s'adjoindre l'aile gauche de l'USPD. Un moyen pour parvenir à ce but était le refus des principes du communisme de gauche; Radek semblait être plus éloigné que Levi de l'idée d'une rupture organisationnelle d'avec l'opposition de gauche dans le KP. Sur la question de la participation aux élections, Radek mettait le Congrès en garde contre tout engagement du parti : il n'était « ni un parti parlementaire par principe comme la social-démocratie, ni un parti anti-parlementaire par principe comme les anarchistes »³⁰. Si l'on était en plein milieu de la lutte révolutionnaire, on n'avait évidemment pas besoin du parlement; mais dans une situation d'épuisement révolutionnaire des masses, de répression de l'organisation, etc., des représentants communistes au parlement seraient de la plus grande importance afin de rassembler à nouveau les masses après la défaite³¹. Dans les syndicats, il est essentiel de combattre « la bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire »³²; si l'on est exclu en tant que vaincu, alors le regroupement dans de nouvelles organisations est justifié; mais ce serait une entreprise vaine que de vouloir sans plus attendre s'implanter, contre les fédérations comptant des millions de membres des syndicats existants, « avec

²⁷ *Ibidem*, p. 66.

²⁸ Voir, concernant l'activité de Radek durant l'année 1919, l'exposé : Otto Ernst Schüddekopf ; *Karl Radek in Berlin, ein Kapitel deutsch-russischer Beziehungen im Jahre 1919* [Karl Radek à Berlin, un chapitre des relations germano-russes en 1919], dans : "Archiv für Sozialgeschichte", vol. 2 (1962), p. 87 sq. Schüddekopf présente de préférence les implications de politique étrangère de l'activité de Radek.

²⁹ Cette lettre a été publiée par la Centrale du parti sous forme de brochure : Karl Radek, *Zur Taktik des Kommunismus, ein Schreiben an den Oktober-Parteitag der KPD* [La tactique du communisme, une lettre adressée au Congrès d'octobre du KPD], Berlin 1919.

³⁰ *Ibidem*, p. 6.

³¹ Voir à ce sujet les lignes directrices de Levi à propos du parlementarisme dans lesquelles la même chose est dite avec d'autres mots. *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 62 sq.

³² Karl Radek, *Zur Taktik des Kommunismus*, p. 7.

de nouvelles organisations créées en un tournemain »³³ comme les Unions. Avec la création des Unions, l'on ne ferait que s'isoler des masses qui, après comme avant, affluent vers les anciens syndicats. Enfin, Radek défendait, comme Levi, une centralisation stricte de l'organisation du parti. Ceux qui réclamaient, au cours de la guerre civile et sous l'état de siège, le fédéralisme et la démocratie conséquente à l'intérieur du parti, ceux-là disperseraient en pratique le parti en une série de groupes locaux « dans lesquels toutes sortes de dieux de petit format pourraient s'adonner à leur incohérence et à leur confusion personnelles comme exécuteurs supposés de la volonté des membres des organisations locales »³⁴. L'exigence de Radek et de Levi d'une direction centralisée du parti provenait de leur conception du parti en tant que rassemblement de la fraction du prolétariat ayant une conscience de classe, comme l'avant-garde révolutionnaire de ce dernier. Levi avait reproché à l'opposition de remplacer « la claire vision de l'avant-garde de la classe ouvrière par la tendance chaotique des masses entrées en effervescence »³⁵. Radek écrivait que le parti n'était pas la masse « des communistes inconscients qui ne deviennent avisés qu'après les coups de bâton » mais qu'il devait représenter plutôt la conscience du prolétariat. « La direction du parti qui est composée des éléments les plus mûrs, les plus déterminés, du communisme »³⁶, devait, dans le cadre des lignes directrices générales du communisme, pouvoir souvent décider rapidement, déterminer la route du parti, donner des mots d'ordre. Radek et Levi estimaient, dans leurs réflexions tactiques fondées sur la phase de stagnation actuelle, que le cours de la révolution allemande serait long et lent. Radek donnait à penser que la misère économique pourrait provoquer à nouveau des luttes spontanées au cours de l'hiver 1919/20, mais qu'il n'en serait pas nécessairement ainsi et qu'en outre le prolétariat pourrait les perdre³⁷. Levi n'attendait pas le point bas de la crise du capitalisme allemand avant 1926³⁸. Laufenberg s'en prit, dans son rapport sur le Congrès devant l'organisation de Hambourg, à cette évaluation de la situation révolutionnaire³⁹. Sa vision de la situation révolutionnaire peut être considérée comme typique de l'attitude emplie d'espoir des communistes de gauche⁴⁰. Il objecta à la centrale que la tactique de celle-ci n'était justifiée que si l'on croyait que « la force révolutionnaire des masses était paralysée et qu'il ne fallait plus compter sur l'insurrection des masses à l'avenir »⁴¹. Mais le prolétariat allemand n'avait pas le temps d'attendre encore une demi-douzaine d'années pour prendre le pouvoir; l'hiver qui arrivait apporterait vraisemblablement la décision. Si l'on perdait confiance dans la force révolutionnaire spontanée des masses, alors il ne restait en définitive que « le chemin de la conjuration organisée artificiellement »⁴², sur lequel la centrale s'était engagée; encore une fois, elle aurait instauré une "organisation de chefs" et non pas une organisation de l'activité autonome et immédiate des travailleurs, à savoir une "organisation de classe" telle qu'elle est mise en œuvre dans les Unions.

³³ *Ibidem*, p. 7. Voir à ce sujet les lignes directrices de Levi sur la question syndicale dans : *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 64 sq.

³⁴ Karl Radek, *Zur Taktik des Kommunismus*, p. 11.

³⁵ *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 62.

³⁶ Karl Radek, *Zur Taktik des Kommunismus*, p. 11.

³⁷ Karl Radek, *ibidem*, p. 6.

³⁸ *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 14.

³⁹ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 160 : *Bericht von der Reichskonferenz* [Rapport sur la Conférence nationale]

⁴⁰ Voir par exemple dans ce sens, Fritz Sturm : *Die Differenzen in der Frage zum Parlamentarismus* [Les différences dans la question du parlementarisme], dans : "Der Kommunist" (Brême) 2^o année (1919), n^o 135, complément.

⁴¹ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 160.

⁴² *Ibidem*.

Anton Pannekoek, qui était rentré en Allemagne immédiatement après la Révolution de Novembre, qui avait travaillé comme collaborateur permanent de l'"Arbeiterpolitik" de Brême et qui avait fait de l'agitation pour les IKD⁴³, prit, peu après le II^o Congrès du KPD(S), position en faveur des oppositionnels exclus. Après qu'il se fut déjà déclaré en décembre 1919 solidaire de la tactique des communistes de gauche allemands du Nord-Ouest dans une série d'articles, pesant le pour et le contre, dans le "Kommunist" de Brême⁴⁴, il combina dans les premiers mois de janvier 1920 leurs conceptions politiques avec les prémisses politiques qu'il avait établies avant et pendant la guerre mondiale, et il les condensa jusqu'à ce qu'elles aient la cohérence d'une théorie politique⁴⁵. Pour Pannekoek, les exigences tactiques formulées dans la lettre de salutations de Radek au II^o Congrès étaient « l'expression la plus nette » de ce qu'il appelait l'"opportunisme"⁴⁶ qui refaisait son apparition dans la III^o Internationale. Il repérait dans le communisme international une tendance à attirer la grande masse des travailleurs qui se tenaient encore à l'écart vers le travail pratique du parti et par conséquent à faire ressortir ce qui liait les différents partis ouvriers; à côté de cette tendance "opportuniste", il y en avait – selon Pannekoek – une autre qui voulait « révolutionner les têtes par la parole et par l'action » et qui coupait à cet effet de la manière la plus tranchée les nouveaux principes de la lutte de classe à l'époque révolutionnaire des conceptions traditionnelles⁴⁷; il désignait cette tendance comme la tendance "radicale". L'"opportunisme" provenait de l'idée fautive selon laquelle il fallait avoir un parti ayant le plus possible d'adhérents pour faire la révolution; ni un parti de masse, ni une coalition de partis, n'est en mesure d'y parvenir; les forces déterminantes de la révolution résident dans les facteurs psychiques, « profondément enfouis dans le subconscient des masses, et dans les grands événements de la politique mondiale »⁴⁸. Il était du devoir du parti, dans une situation révolutionnaire, de présenter aux masses des principes non affadés, le plus nettement ébauchés. La tactique de l'"opportunisme" efface ces principes clairs. La stagnation provisoire du développement de la révolution mondiale n'était pas, d'après Pannekoek, une raison pour revenir aux formes de lutte historiquement périmées du parlementarisme et du travail dans les syndicats, qui avaient été caractéristiques de la II^o Internationale. Le parlementarisme était hors de question au stade de la révolution pour deux raisons : l'une, parce qu'il était « la forme typique de lutte par l'intermédiaire des chefs, ce qui impliquait que les masses jouent un rôle subordonné »⁴⁹; il empêchait l'activité propre des masses qui était nécessaire à la révolution. L'autre, parce qu'il avait, d'après l'observation de Pannekoek,

⁴³ Voir par exemple : Anton Pannekoek, *Bolchewismus und Demokratie* [Bolchevisme et démocratie], une conférence tenue devant le groupe local de Neumünster du Patri Communiste International, Neumünster 1919.

⁴⁴ Voir "Der Kommunist" (Brême), 2^o année (1919), n^o 301-204 : *Taktische und organisatorische Streitfragen* [Les différends sur la tactique et l'organisation]; cette série d'articles est paru sous le pseudonyme de Pannekoek, Karl Horner.

⁴⁵ Voir Anton Pannekoek, *Weltrevolution und kommunistische Taktik* [Révolution mondiale et tactique communiste], Vienne 1920 ; Pannekoek a écrit ce résumé de ses idées communistes de gauche en ayant en vue le II^o Congrès du Komintern de juillet 1920. Le texte a paru tout d'abord comme un article de revue dans l'organe du PC de Vienne "Kommunismus, Wochenschrift für Theorie und Praxis der revolutionären Marxismus", 1^o année (1920) cahier 28/29, p. 976-1018, sous le titre : *Die Entwicklung der Weltrevolution und die Taktik des Kommunismus* [Le développement de la révolution mondiale et la tactique du communisme]. Cet article de revue a été réédité depuis peu par un "Projektsgruppe Räte" à Berlin-Ouest dans la publication : *Parlamentarismusdebatte, Pannekoek, Lukacs u. a.*, Berlin 1968, p. 20-62.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 11.

⁴⁷ *Ibidem*, p. 8. L'on se rend compte aisément que Pannekoek voyait dans la tendance opportuniste la poursuite de la politique d'appui de la Ligue-Spartacus à l'USPD et la tendance radicale comme la poursuite de la position des ISD et des IKD.

⁴⁸ Voir Pannekoek, *Weltrevolution*, p. 9

⁴⁹ *Ibidem*, p. 18.

la tendance inévitable à corrompre la volonté révolutionnaire des parlementaires. Une fois que l'on avait mis le pied sur le terrain légal du parlement, l'on ne pouvait s'empêcher, pour assurer sa position, d'employer les moyens de la diplomatie mesquine; « finalement, le parlement ne sert plus de moyen pour parvenir au communisme, mais c'est le communisme, en tant que mot d'ordre de propagande, qui est au service de la politique parlementaire »⁵⁰. Pannekoek s'abritait derrière la résolution anti-parlementaire du Congrès constitutif du KPD(S); d'après son interprétation, elle provenait « non pas de l'illusion immature d'une victoire facile et rapide, mais du besoin de se libérer de la dépendance intellectuelle des représentants au parlement..., puisque l'on voyait maintenant devant soi, dans la structure du système des conseils, le chemin vers une action autonome »⁵¹. Pannekoek avait considéré avant la guerre les syndicats, ces institutions directement nées des besoins de la classe ouvrière, comme les organisations réellement adéquates à la lutte de classe⁵². Sous la forme d'organisations gigantesques intégrées à l'ordre capitaliste existant par le processus de bureaucratisation, ils en étaient des survivances de l'époque pré-révolutionnaire, et ils étaient devenus un organe des dominants. Dans sa réponse à la question de savoir comment la lutte contre la bureaucratie syndicale devait être engagée, Pannekoek s'opposa avec la plus grande netteté à Radek⁵³. Il était vain de vouloir travailler à l'intérieur des grandes fédérations syndicales car ces organisations étaient impropres, du fait de l'ensemble de leur structure, aux objectifs révolutionnaires. La révolution victorieuse les balayerait et, au cours de son déroulement, des unions ouvrières s'établiraient spontanément à leur place dans l'entreprise, l'industrie, le lieu d'habitation, le district, etc. Les unions, dans lesquelles Pannekoek voulait voir des copies des soviets russes⁵⁴, étaient restées sans grand succès en Allemagne parce que leur propagande avait coïncidé avec le déclin de la révolution. « Mais, aux époques révolutionnaires, les travailleurs seront forcés de faire de l'organisation d'entreprise la base de leur union »⁵⁵. C'est dans son argumentation contre les tentatives de centralisation du KPD(S) défendues par Radek qu'apparurent de manière particulièrement claire les idées fondamentales de la théorie politique de Pannekoek. Comme la centrale avait qualifié de "syndicalistes révolutionnaires" les communistes de gauche, il caractérisa la politique de la centrale comme une sorte de "nouveau blanquisme"⁵⁶. Il entendait sous ce terme la conception qui était précisément présentée dans les écrits de Radek, à savoir qu'une minorité révolutionnaire pouvait conquérir le pouvoir et le conserver, et « cela constituerait la conquête du pouvoir par le prolétariat »⁵⁷. Cette politique quasi-conspiratrice, détachée des masses, conduirait dans tous les cas à la dictature du parti communiste, et jamais à la dictature du prolétariat en tant que classe. Un tel parti, qui, en

⁵⁰ *Ibidem*, p. 19. Voir aussi à ce sujet : Anton Pannekoek, *Bolchewismus und Demokratie*, p. 12 : « Mais pour autant que les parlementaires élus se préoccupent de satisfaire la volonté populaire, ils sont bientôt embobinés par la saleté parlementaire, la discipline de parti, les magouilles de coulisses, les intrigues, le bavardage, et le gouvernement parlementaire des têtes du parti est déjà pratiquement indépendant de la volonté populaire... ».

⁵¹ Anton Pannekoek, *Weltrevolution*, p. 20.

⁵² Voir plus haut le paragraphe sur la théorie des masses révolutionnaires de Pannekoek et sur son idée de l'organisation ; voir aussi : Anton Pannekoek, *Weltrevolution*, p. 21 sq.

⁵³ Voir l'article de Pannekoek signé Karl Horner dans : "Der Kommunist" (Brême), 3^e année (1920), n^o 22 : *Die Gewerkschaftsfrage* [La question syndicale].

⁵⁴ Voir Anton Pannekoek, *Weltrevolution*, p. 23 : « Les "unions" en Allemagne sont copiées de façon encore plus intentionnelle sur l'idée des soviets, mais elles sont faibles à cause de la stagnation de la révolution. Toute régénération de ce genre qui affaiblit les syndicats centralisés et leur solidité interne enlève un obstacle au passage de la révolution et affaiblit la puissance contre-révolutionnaire de la bureaucratie syndicale ».

⁵⁵ Pannekoek dans : "Der Kommunist" (Brême), 3^e année (1920), n^o 22

⁵⁶ Voir son article signé Karl Horner : *Der neue Blanquismus* [Le nouveau blanquisme], dans : "Der Kommunist" (Brême), 3^e année (1920), n^o 27.

⁵⁷ *Ibidem*.

tant qu'élite prolétarienne, voulait faire la révolution pour les masses, était justifié le cas échéant en Russie où il avait fallu vaincre l'inertie d'immenses masses paysannes; dans les États industriels de l'Europe occidentale en revanche, la révolution devait procéder de la spontanéité des masses ouvrières elles-mêmes; là, se posait avant tout le problème de surmonter l'influence profondément enracinée de la culture bourgeoise sur le prolétariat, de faire en sorte que le prolétariat parvienne à sa propre conscience dans l'action. Ainsi que les événements dans le KPD(S) le montreraient précisément, ce qu'il y avait dans la logique finale des conceptions de Radek, ce n'était pas de faire exercer la dictature par l'ensemble du KP, mais uniquement par la centrale⁵⁸.

Si l'on compare les idées de Pannekoek et de Radek à la fin de l'année 1919, à propos de la voie sur laquelle le KPD(S) devrait s'engager, avec la discussion que Rosa Luxemburg mena avec Lénine en 1904 sur l'organisation de la social-démocratie russe, certaines analogies ne sont pas à repousser. Pannekoek défendit, en très étroite connexion avec Rosa Luxemburg, l'initiative créatrice des masses contre la revendication à la direction d'un comité central tout-puissant. Si Paul Levi jouait « la claire vision de l'avant-garde de la classe ouvrière » contre « la tendance chaotique des masses entrées en effervescence », il s'abritait – sciemment ou à son insu – derrière les conceptions organisationnelles de Lénine, et son argumentation n'était pas très dissemblable de celle de Kautsky sur « une masse aussi fortement mélangée » de 1912⁵⁹. Il ne partageait plus en tout cas la croyance aux possibilités révolutionnaires constructives des masses modernes. La logique théorique, dans la continuité de pensée des conditions de la spontanéité des radicaux de gauche d'avant 1914, et dans leur application à la situation actuelle (1919), était du côté de Pannekoek. Sa théorie politique repose sur et tombe avec l'affirmation que les énergies révolutionnaires, qui sont inhérentes aux masses industrielles prolétariennes modernes, sont capables de parvenir à la transformation de l'ordre capitaliste. Si cette affirmation était confirmée par le cours de la révolution – et la plupart des intellectuels communistes de gauche y crurent jusqu'en 1923 environ –, elle aurait été apte à se développer. Mais si elle était contredite dans la révolution, alors une organisation fondée sur cette raison d'être devrait suivre temporairement une évolution sectaire. Pannekoek conserva, après la fondation du KAPD en avril 1920, sa position de mentor intellectuel des communistes de gauche, sans renoncer tout à fait pour autant à une certaine distance sceptique par rapport au processus d'évolution du parti et de son Union. Le camarade et ami de Pannekoek, l'écrivain Herman Gorter, défendit directement, depuis la fin de 1918, les théories de celui-ci, tout d'abord à l'intérieur de l'opposition communiste de gauche, puis à l'intérieur du KAPD.

De même que Pannekoek tira les conséquences radicales des prémisses de la spontanéité de Rosa Luxemburg, de même Radek s'en tint à la fin de 1919 à la position de Rosa Luxemburg, telle qu'elle s'était dessinée dans sa résolution en faveur du travail parlementaire et dans son attitude vis-à-vis de la question syndicale lors du Congrès constitutif du KPD(S). Il pouvait se considérer comme l'administrateur légitime du

⁵⁸ « Et une autre conséquence de cette doctrine est à nouveau que ce n'est pas l'ensemble du Parti communiste qui exerce cette dictature, mais c'est sa Centrale, et en premier lieu à l'intérieur du Parti lui-même, où elle exclut des personnes sur la base de son pouvoir absolu et où elle flanque dehors une opposition avec des moyens minables. Il y a aussi, dans ce que dit Struthahn (pseudonyme de Karl Radek, NdA) là-dessus, beaucoup de choses précieuses ; mais les fières paroles sur la centralisation de la force révolutionnaire entre les mains de l'avant-garde de vieille date feraient plus d'impression si l'on ne savait pas qu'elle devait servir, pour la protection d'une petite politique opportuniste, à la tricherie avec les Indépendants et à la nostalgie de la tribune parlementaire ». "Der Kommunist" (Brême), 3^e année (1920), n^o 2.

⁵⁹ Voir plus haut le paragraphe sur la théorie des masses révolutionnaires de Pannekoek et sur son idée de l'organisation.

testament politico-tactique de Rosa Luxemburg dans la phase de dépression révolutionnaire de la seconde moitié de l'année 1919, après que toutes les actions de masse spontanées eurent été écrasées sans avoir eu aucun résultat. Ce qui est étonnant, ce n'est pas son argumentation en faveur du cours de Levi, mais le fait qu'il se soit détourné des prémisses de la spontanéité, qu'il partageait précédemment avec Pannekoek, de la gauche social-démocrate avant la première guerre mondiale. Ce tournant se produisit durant son activité en 1917/18 en Russie et sous l'influence directe de la tactique de Lénine. En relation avec les actions bolcheviques d'épuration contre les anarchistes russes en avril 1918, Radek avait déjà qualifié l'idée, selon laquelle « tout dans la révolution devait reposer sur l'indépendance des masses »⁶⁰, de contre-révolutionnaire et de petite-bourgeoise, et il s'était exprimé pour la centralisation économique et organisationnelle. Lénine fit incidemment mention en 1918 de la conversion de Radek à partir du point de vue du communisme de gauche⁶¹. De manière similaire aux anciens radicaux de gauche de Brême, Paul Fröhlich et Karl Becker, Radek prit cependant ensuite dans le KPD(S), par exemple à l'occasion du putsch de Kapp et de l'Action de Mars, une position particulièrement à gauche dans les questions tactiques; ni lui, ni les autres membres du groupe qui gravitait autour de la "Arbeiterpolitik", ne purent se détacher aussi rapidement de leurs origines radicales de gauche.

Les deux projets organisationnels et tactiques contraires qui furent présentés dans le PC allemand à la fin de la première année de son existence, sur la diffusion réelle desquels chez les adhérents communistes il n'est possible de rien dire avec certitude, mais que l'on ne doit pas surestimer, continuèrent à se développer logiquement en 1920. Le cours inauguré par Paul Levi et Karl Radek conduisit en décembre 1920 à la fusion du KPD(S) avec l'aile gauche de l'USPD, et il transforma ainsi pour la première fois le PC allemand en un parti de masse, dans lequel s'imposèrent les principes de la centralisation organisationnelle, de la participation aux élections parlementaires et au travail communiste dans les syndicats de l'ADGB. Les forces qui, dans le communisme allemand, refusèrent ce cours-là, mais qui ne suivaient pas du tout unanimement le programme ébauché par les réflexions de Pannekoek, se réunirent en très grande partie dans le "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne" (KAPD) fondé en avril 1920, dans lequel la pensée de Pannekoek s'imposa, en particulier par l'entremise de son compatriote Herman Gorter, mais qui dégoûta bientôt des groupes importants au cours de son processus de clarification théorique.

⁶⁰ Karl Radek, *Anarchismus et Räteregierung* [L'anarchisme et le gouvernement soviétique], traduit du russe et avec un avant-propos de Fritz Sturm, Hambourg sans date (1919), p. 11. La brochure est parue d'abord sous la forme d'une série d'articles destinés à justifier l'action armée contre les anarchistes russes dans l'organe central des bolchevils.

⁶¹ Voir V. I. Lénine, *Der "linke Radikalismus", die Kinderheit im Kommunismus* [Le gauchisme, la maladie infantile du communisme], dans Lénine, *Ausgewählte Werke*, Berlin 1963, vol. III, p. 407.

VI. LA FONDATION ET L'ÉVOLUTION DE L'"UNION OUVRIÈRE LIBRE D'ALLEMAGNE (SYNDICALISTES)" (FAUD(S))

1. Le Congrès constitutif de l'"Union Ouvrière Libre d'Allemagne (Syndicalistes)" en décembre 1919 et son programme

La politique de la centrale du KPD(S) chapeauté par Levi ne conduisit pas seulement à la rupture avec la plus grande partie des communistes de gauche, mais elle s'efforça également de tirer une ligne de séparation la plus nette possible entre ses propres principes d'organisation et ceux des syndicalistes révolutionnaires de la "Fédération Libre". La prise ouverte de distance par rapport aux syndicalistes révolutionnaires commença assez précisément avec la fin de la phase d'action et avec le début de l'afflux de masse vers la "Fédération libre" en juin 1919. Mi-juin, la centrale avait interdit dans un appel¹²⁷ la propagande syndicaliste révolutionnaire dans ses rangs. La centrale déclarait l'agitation syndicaliste révolutionnaire incompatible avec le communisme dans la mesure où celle-ci se prononçait contre la forme d'organisation du parti politique, contre la centralisation de l'organisation, et pour les actions révolutionnaires partielles à caractère politique au moment présent. La discussion théorique avec le syndicalisme révolutionnaire continua de la part de la centrale en juillet et en août. Un article dans le mensuel théorique du KPD(S), l'"Internationale"¹²⁸, tentait en juillet 1919 de démontrer que le syndicalisme révolutionnaire n'était rien d'autre qu'« un frère irrité du syndicaliste opportuniste ». « Son idéal d'organisation et sa tactique de la lutte économique ne sont rien d'autre qu'un reflet né de l'irritation du mouvement syndical »¹²⁹. Le syndicalisme révolutionnaire n'aurait jamais produit quelque chose d'intéressant en matière de création d'idéologie, etc.; l'analyse de l'article était juste quand il décrivait le syndicalisme révolutionnaire allemand de la "Fédération Libre" comme une pure structure d'opposition sans idéologie solide, car cette organisation, après son exclusion du SPD en 1908, ne parvint à une telle nouvelle identité idéologique qu'avec le programme du Congrès constitutif de la FAUD en décembre 1919. L'analyse est fautive dans la mesure où elle étend cette caractérisation du syndicalisme révolutionnaire allemand au mouvement international; ce fut quelque chose

¹²⁷ Voir "Der Kämpfer, Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), Bezirk Gross-Berlin", 1^o année (1919), n^o 20/21. "Der Kämpfer" parut en remplacement de l'organe central du KPD(S), le "Rote Fahne", qui avait été interdit. Voir aussi l'Appendice documentaire n^o VII. Le fait formel que l'appel s'adresse à ceux qui étaient organisés syndicalement dans le KPD démontre qu'il s'adressait réellement aux membres de la "Fédération Libre". L'emploi de la notion de "syndicalisme révolutionnaire" comme injektive contre les unionistes dans le KPD n'était devenu courant qu'après le II^o Congrès en octobre. Voir aussi la réaction de la "Fédération Libre" à l'appel dans "Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 32 ; *Die KPD und die Syndikalisten*.

¹²⁸ M. J. Braun, *Gewerkschaft, Partei und Arbeiterrat (Beitrag zur Beurteilung des Syndikalismus)* [Syndicat, parti et conseil ouvrier (Contribution à l'évaluation du syndicalisme révolutionnaire)] dans : "Die Internationale, eine Wochenschrift zur Praxis und Theorie des Marxismus", 1^o année (1919, cahier 5/6, p. 6 sq.

¹²⁹ *Ibidem*, p. 8.

de facile pour le "Syndikalist" d'attirer l'attention sur la création théorique extrêmement féconde dans les pays latins¹³⁰. La démarcation du communisme d'avec le syndicalisme révolutionnaire s'accomplit finalement d'une manière nette et radicale dans un article qui fut d'abord considéré en juin comme un rapport, et qui fut ensuite édité en août (1919) par la centrale comme brochure¹³¹. Il proclamait illusoire les conceptions anti-étatiques du syndicalisme révolutionnaire; après la victoire de la dictature du prolétariat, il faudrait parfaitement utiliser la machinerie de l'État pour assurer la domination du prolétariat. Dans l'organisation comme dans la vie économique, le centralisme signifiait dans la société industrielle moderne une concentration des forces souhaitable. L'article réclamait l'exclusion de tous les syndicalistes révolutionnaires de principe qui n'apportaient que de la confusion dans le parti. Les impulsions favorables à la séparation entre communisme et syndicalisme révolutionnaire provinrent de la centrale du parti. La Commission Commerciale de Berlin de la "Fédération Libre", qui avait recommandé en décembre 1918 à ses membres d'adhérer aux groupes radicaux de gauche, invoqua tout d'abord leurs luttes communes, puis leurs objectifs voisins; elle réagit de temps en temps aux attaques de la centrale du KPD(S) par des contre-polémiques plus ou moins objectives. Mais depuis que, dans la seconde moitié de 1919, le cours de Rocker commençait à s'imposer chez les syndicalistes révolutionnaires, on prit aussi de la part de la "Fédération Libre" l'initiative d'une clarification des fronts. Le "Syndikalist" ne parla bientôt plus que des « trois partis sociaux-démocrates » en bloc, et il voulait dire le SPD, l'USPD et le KPD(S). Il séparait la "Fédération Libre" en tant qu'organisation des « communistes libertaires », des « communistes étatiques » du KPD.

Les efforts intenses de la centrale du KPD(S) et de la Commission Commerciale des syndicalistes révolutionnaires pour établir le plus clairement possible leurs principes organisationnels spécifiques respectifs étaient en fin de compte le résultat du fait que, chez les membres, bien au-delà la phase d'action qui dura jusqu'à mai 1919, les différences de principe entre les deux organisations n'étaient ni connues ni reconnues. Le "Syndikalist" publia des lettres de lecteurs dans lesquelles il était question du « parfait accord, du point de vue intellectuel, économique et politique »¹³² entre le syndicalisme révolutionnaire et le communisme. Fritz Kater constata à la Conférence constitutive de la FAU de la Rhénanie-Westphalie à la mi-septembre que, malgré les menaces d'exclusion de la centrale du KPD(S), et malgré la déclaration de la Conférence nationale de l'USPD immédiatement précédente selon laquelle on ne pouvait pas être en même temps un social-démocrate indépendant et un syndicaliste révolutionnaire, la majeure partie des délégués présents et la plus grande partie des masses ouvrières qu'ils représentaient appartenaient cependant à l'un des deux partis¹³³. Cette double appartenance à l'organisation syndicaliste révolutionnaire et au parti communiste était encore ultérieurement – après que le XIII^e Congrès des syndicalistes révolutionnaires eut exigé de son côté l'appartenance exclusive à la FAUD – tout à fait fréquente. Cette double appartenance était caractéristique des nouveaux adhérents à l'organisation; les anarchistes ou les syndicalistes révolutionnaires

¹³⁰ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 37 : *Der Syndikalismus und seine Gegner* [Le syndicalisme révolutionnaire et ses adversaires].

¹³¹ F. Brandt, *Syndikalismus und Kommunismus*, Berlin 1919 ; Voir aussi la prise de position de la FAUD dans : "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 1.

¹³² "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 2/3. Voir aussi "Kommunistische Räte-Korrespondanz", 1^o année (1919), n^o 12.

¹³³ Voir "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 42.

de longue date et fermes dans leurs principes se détournèrent du KPD(S) au plus tard lorsque le cours de Levi s'imposa¹³⁴.

Malgré l'inertie certaine de leurs membres, les lignes d'évolution du parti communiste et de la "Fédération Libre" divergèrent dans la seconde moitié de l'année 1919. Aussi superficielle qu'ait pu être la fusion de la FAU en Rhénanie-Westphalie en septembre de cette année-là, elle donna cependant sans aucun doute un élan organisationnel considérable à la "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires qui dominait en elle. Déjà à la Conférence de septembre, Kater avait réclamé que cette fusion soit mise en œuvre le plus tôt possible à l'échelle de l'Empire. En dehors de la région de la Ruhr, des unions locales de la "Fédération Libre" se sont constituées au cours de l'année, dans des conditions similaires, à Berlin et ses environs, en Thuringe, en Saxe, en Silésie, en Allemagne du Sud et dans les villes portuaires de la côte de la Baltique et de la mer du Nord¹³⁵. Pendant une levée de l'état de siège qui dura trois semaines, toutes les organisations adhérentes se réunirent du 27 au 30 décembre 1919 à Berlin pour la XII^e Conférence nationale de la "Fédération Libre", qui se transforma en Congrès constitutif de la FAUD(S)¹³⁶. 109 délégués y représentèrent, d'après les informations de la Commission Commerciale, 111 675 membres¹³⁷. La fusion de septembre de l'année en cours dans la région de la Ruhr, laquelle était de loin le champ de recrutement le plus important de l'organisation, fut confirmée et la "Fédération Libre" changea de nom et s'appela dans tout le Reich l'"Union Ouvrière Libre d'Allemagne (Syndicalistes)". La reprise du nom de la fusion des groupes syndicaux sociaux-révolutionnaires de la Rhénanie-Westphalie n'était plus justifiée en décembre 1919 dans la mesure où, à cette époque, les éléments unionistes de l'association étaient déjà sur le point, dans la Ruhr comme dans le Reich tout entier, de se détacher de la sphère organisationnelle du syndicalisme révolutionnaire¹³⁸; cette évolution vers la séparation organisationnelle des unionistes ne pouvait qu'être accélérée par le Congrès lui-même puisque la déclaration de principes adoptée par lui donnait à l'organisation une toute nouvelle orientation à de multiples égards.

La Commission Commerciale berlinoise – probablement à cause du sentiment justifié de l'insuffisance des formules programmatiques générales de l'organisation depuis 1908 – avait chargé Rudolf Rocker d'élaborer un nouveau programme. "La déclaration de principes du syndicalisme révolutionnaire" de Rocker fut soumise, à partir de la mi-novembre (1919), à la discussion des membres de la "Fédération Libre"¹³⁹. Son discours¹⁴⁰ explicatif sur la déclaration de principes fut le sujet principal du Congrès constitutif; il marquait un tournant dans l'évolution de l'organisation syndicaliste révolutionnaire par sa prise de position concernant les rapports de la FAUD avec les partis politiques et avec la dictature du prolétariat. Rocker déclara que les partis politiques aussi bien que le

¹³⁴ Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 383. Il nous informe « qu'un bon nombre de vieux camarades anarchistes d'Allemagne, après le I^{er} Congrès du PC à Berlin, avaient même adhéré directement au nouveau parti parce que ce congrès s'était déclaré contre l'activité parlementaire ». Sept mois plus tard, « la plupart d'entre eux reconnaissaient leur erreur et ils ressortirent du parti ».

¹³⁵ D'après Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 192.

¹³⁶ L'on comptait les congrès suivants de la FAUD à la suite du décompte de la "Fédération Libre"; le XII^e Congrès de la FAUD était donc en réalité le I^{er}.

¹³⁷ Voir "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 1.

¹³⁸ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur le Congrès constitutif de l'AAUD. Voir aussi le Rapport des communistes de gauche de Hambourg sur le Congrès constitutif de la FAUD dans : "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 3.

¹³⁹ Voir "Der Syndikalist", 1^{er} année (1919), n^o 50. Voir le texte de la déclaration de principe dans l'Appendice documentaire n^o IX. Elle a paru également sous forme de brochure : Rudolf Rocker, *Die Prinzipienklärung des Syndikalismus* [La déclaration de principe du syndicalisme révolutionnaire], Berlin 1920.

¹⁴⁰ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 2.

parlementarisme, qui était inséparable d'eux, étaient propres à la bourgeoisie; quand on refusait les partis sur un plan de principe, on se plaçait immédiatement dans la tradition de la I^o Internationale qui n'avait reconnu à l'origine que des organisations économiques exclusivement. L'aspiration à l'obtention du pouvoir politique n'avait rien à voir avec le socialisme. « Si un syndicaliste révolutionnaire appartient à tel ou tel parti, c'est une affaire privée. L'organisation économique des syndicalistes révolutionnaires n'a rien à voir avec un parti politique »¹⁴¹. Cette définition du rapport au KPD – car celui-ci était, à côté de l'USPD, le seul parti dont il était en effet question – n'était qu'un pas sur le chemin du retournement de la recommandation initiale de la "Fédération Libre" à ses membres d'adhérer aux partis de gauche, chemin qui mènera à l'interdiction de l'appartenance à un parti, laquelle sera exprimée lors du XIII^o Congrès de l'année suivante. Rocker s'attaqua à la dictature du prolétariat dans la mesure où elle signifiait la dictature d'un parti; la formule n'avait encore une fois rien à voir avec le socialisme, elle provenait de l'arsenal de la bourgeoisie.

« Si par dictature du prolétariat l'on n'entend rien d'autre que la prise de la machine de l'État par un parti, si l'on entend par-là que l'établissement d'un nouvel État, alors les syndicalistes révolutionnaires sont les ennemis jurés d'une telle dictature. Mais si l'on doit entendre par-là que le prolétariat commandera aux classes possédantes, qu'il abolira leurs privilèges, et donc si l'on ne doit plus entendre une dictature du haut vers le bas mais la conséquence de la révolution du bas vers le haut, alors les syndicalistes révolutionnaires sont des partisans et des défenseurs de la dictature du prolétariat. »¹⁴²

Le cours indiqué par le discours de Rocker fut avant tout défendu dans la phase suivante par la Commission Commerciale de Berlin; pour les communistes dans la FAUD, qui n'étaient formés théoriquement que dans une certaine mesure, le refus du travail de parti et le rejet de la dictature du prolétariat comme but de la lutte étaient nécessairement inadmissibles. Des voix correspondant à cette position s'exprimèrent lors du Congrès constitutif; un porte-parole des mineurs de la Ruhr promit que l'année prochaine 200 000 mineurs seraient organisés au sens syndicaliste révolutionnaire; mais pour cela il fallait laisser tomber le nom de "syndicalistes". « Les syndicalistes révolutionnaires n'étaient pas assez révolutionnaires pour une partie des mineurs »¹⁴³.

Le refus du parti et de la dictature du prolétariat dans le programme de Rocker, ainsi que l'exigence de la non-violence, à laquelle certains firent aussi opposition lors du Congrès constitutif¹⁴⁴, étaient le résultat de sa théorie anarchiste, qu'il avait développée entièrement sous l'influence de Pierre Kropotkine¹⁴⁵, durant sa longue activité de rédacteur dans le

¹⁴¹ "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 2. Cette définition du rapport entre l'organisation syndicaliste révolutionnaire et les partis politiques correspondait encore par exemple à celle qui figure dans la Charte d'Amiens de la CGT française de 1906; il y est dit - avec une nuance moins restrictive - : « ...Les organisations confédérées (n'ont) pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale ». Cité chez Colette Chambelland, *opus cit.*, p. 39.

¹⁴² "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 2.

¹⁴³ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 3.

¹⁴⁴ Un communiste de Düsseldorf s'opposa à l'exigence de non-violence de principe de Rocker avec l'argument selon lequel l'on devra contraindre à la coopération les forces hostiles au socialisme par la violence des armes. Voir "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 2.

¹⁴⁵ Pierre Kropotkine, né le 9/12/1842 à Moscou, il était issu d'une très vieille famille noble russe; il servit de 1862 à 1967 comme officier dans l'armée tsariste; ensuite études des sciences de la nature, en particulier de la géographie; publications scientifiques importantes sur la glaciologie; en 1872, lors d'un voyage en Belgique et en Suisse, fit la connaissance de Bakounine et devint un partisan enthousiaste de l'aile bakouniniste de la I^o

cercle de la communauté juive de l'Europe de l'Est habitant les quartiers Est de Londres. Il en présentait maintenant le résumé dans sa déclaration de principes du syndicalisme révolutionnaire. Kropotkine, le théoricien de l'anarchisme communiste, rejetait – ce qui était dirigé contre Marx – la dialectique comme base méthodologique de l'économie politique, et il revendiquait son remplacement par la méthode deductive-inductive des sciences de la nature¹⁴⁶. Le but de l'étude politico-économique devait être la recherche des besoins humains et le moyen de les satisfaire. Puisque l'objectif final de toute science était de fournir des directives pour la vie pratique, « il faut qu'elle étudie avec quels moyens la somme des besoins présents et futurs doit être le mieux satisfaite, avec la plus petite dépense de travail et avec le meilleur résultat »¹⁴⁷. L'ordre économique et social capitaliste ne peut pas s'acquitter de l'exigence fondamentale de la satisfaction optimale des besoins, et il doit donc être remplacé par un système de production et de distribution bâti sur des principes totalement différents. Les caractéristiques spécifiques du système d'exploitation capitaliste sont pour Kropotkine les réalités de la division du travail et de la centralisation. Il estimait que ces deux développements n'étaient pas irréversibles et il entreprit à plusieurs reprises de démontrer l'existence dans le présent (autour de 1900) de tendances qui impliquaient la décentralisation et l'abandon de la division du travail. Il pensait pouvoir reconnaître de telles tendances – et il étayait ses observations par de vastes compilations de données statistiques¹⁴⁸ – dans la structure des industries nationales et dans l'intensification et les aspirations à l'autarcie de l'agriculture. Contrairement aux analyses marxistes, il essaya de démontrer empiriquement que les petites industries n'avaient pas été ruinées par le développement historique le plus récent, mais qu'elles s'étaient très bien maintenues et consolidées. Dans la société agraire et de petite industrie propagée par Kropotkine, on doit en arriver à la fusion de l'industrie, de l'agriculture et de l'artisanat, du travail manuel et du travail intellectuel. La base de cette nouvelle société, une fédération de communautés de production indépendantes, serait, d'après Kropotkine, la solidarité, c'est-à-dire l'activité autonome responsable des producteurs; elle remplacerait les principes d'autorité et de centralisation sur lesquels la société actuelle repose¹⁴⁹. Il essaya de produire la preuve qu'une telle société était réalisable sous la forme d'une anthropologie anti-darwinienne qui montrait que la solidarité et l'aide mutuelle étaient des éléments historiques de développement¹⁵⁰. Kropotkine consacra encore à cette pensée fondamentale de la « loi de l'aide mutuelle » et de l'« instinct social et de solidarité » sa dernière œuvre¹⁵¹ "L'éthique", largement ébauchée mais qui resta inachevée à cause de sa mort (1921). C'est dans cette

Internationale ; après son retour en Russie, intense travail politique avec les nihilistes ; en 1874, arrêté et en 1876 fuite vers l'Angleterre ; ensuite rédaction de la revue anarchiste "La Révolte" en Suisse et expulsion ; en 1883, à Lyon, 5 ans de prison pour cause d'agitation anarchiste ; en janvier 1886, gracié et jusqu'en 1918 en exil à Londres. Après la Révolution d'Octobre russe, retour en Russie ; il s'y opposa rapidement au gouvernement des bolcheviks ; il vécut durant ses dernières années retiré en province et il mourut en 1921 ; la FAUD entreprit à cette époque-là des collectes de dons pour Kropotkine. Voir aussi la nécrologie de Kropotkine par Rudolf Rocker dans "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n° 7.

¹⁴⁶ Voir à ce sujet et pour la suite le résumé des idées de Kropotkine par Rudolf Rocker, un résumé qui fait ressortir les éléments les plus importants pour Rocker dans la pensée de Kropotkine, dans son avant-propos à : *Zur Peter Kropotkin, Die Eroberung des Brots, Wohlstand für alle* [Pierre Kropotkine, la conquête du pain, le bien-être pour tous], Berlin 1919 (Kater-Verlag).

¹⁴⁷ *Ibidem*, p. 9.

¹⁴⁸ Voir à ce sujet Peter Kropotkin, *Die Eroberung des Brots* [La conquête du pain], p. 148 sq. ; et Peter Kropotkin, *Landwirtschaft, Industrie und Handwerk* [Agriculture, industrie et artisanat], Berlin 1921, p.1-31.

¹⁴⁹ Voir à ce sujet le texte de Kropotkin : *La loi et l'autorité*, Paris 1913, qui a été aussi distribué dans sa traduction allemande.

¹⁵⁰ Voir Petre Kropotkin, *Gegenseitige Hilfe in der Tier- und Menschenwelt* [L'entraide dans le monde animal et humain], Berlin 1921 (Kater-Verlag).

¹⁵¹ Petre Kropotkin, *Ethik, Bd. I, Ursprung und Entwicklung der Sittlichkeit* [L'éthique, vol. I, Origine et évolution de la morale], Berlin 1923 (Kater-Verlag).

anthropologie que s'enracina la croyance illimitée de Kropotkine dans la spontanéité des masses¹⁵²; son idée de la spontanéité était en définitive ahistorique et en cela complètement différente de celle du communisme de gauche; Pannekoek par exemple a toujours précisé que les qualités révolutionnaires n'étaient propres qu'aux masses prolétariennes de l'industrie moderne¹⁵³. La nature ahistorique de l'anarchisme communiste apparaît encore plus clairement dans la pensée de Gustav Landauer, le traducteur allemand de Kropotkine, qui exerça lui aussi une grande influence sur Rocker¹⁵⁴. Rocker paraphrasa par exemple les principes volontaristes de Landauer : « Ce n'est pas le temps, ce ne sont pas les rapports économiques, mais ce sont uniquement notre connaissance la plus intime et notre volonté qui peuvent jeter un pont qui nous conduira hors du monde de l'esclavage salarié dans le nouveau pays du socialisme »¹⁵⁵.

Les passages théoriques sur l'autorité, la centralisation et l'État, dans la déclaration de principes de la FAUD (paragraphe 10 à 17) venaient directement de l'anarchisme de Kropotkine. Les passages relatifs à l'organisation de la déclaration de principes, qui furent précisés encore une fois dans les statuts de la FAUD(S)¹⁵⁶, se rattachaient à la pratique antérieure de la "Fédération Libre", mais ils étaient en même temps influencés plus fortement par l'exemple français du syndicalisme révolutionnaire¹⁵⁷. En France, la double articulation de l'organisation syndicaliste révolutionnaire en syndicats verticaux et horizontaux était née de la réunion, qui eut lieu en 1902, de la CGT structurée verticalement avec les "Bourses du Travail" régionales. Bien que les difficultés occasionnées par la mise en place de ce schéma prévu dans la déclaration de principes et les statuts furent un objet permanent de discussion dans le "Syndikalist" et malgré une agitation intense, cette structure de la FAUD ne fut que difficilement compréhensible par les ouvriers et elle n'alla pas plus loin que les balbutiements. Tout d'abord, des "unions de tous les métiers" devaient se constituer localement; si plus de 25 personnes de la même branche d'industrie¹⁵⁸ se réunissaient en elles, celles-ci devaient constituer des unions locales pour la branche concernée. Un coup d'œil rapide sur les unions locales de la FAUD qui existaient en novembre 1922 autorise dans une certaine mesure de solides déductions sur la composition sociale des membres de l'organisation¹⁵⁹. La Commission Commerciale décomptait à cette époque 214 "unions de tous les métiers" dans l'Empire; les mineurs, avec 126 unions locales, formaient le groupe d'industrie de loin le plus fort¹⁶⁰; suivaient les ouvriers

¹⁵² Voir à ce sujet Peter Kropotkin, *Die französische Revolution* [La Révolution française], Leipzig 1909.

¹⁵³ Voir le paragraphe sur la théorie des masses de Pannekoek et sa conception de l'organisation.

¹⁵⁴ Rocker fit sa connaissance personnelle par Kropotkine lorsque Landauer passa neuf mois à Londres en 1901. Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 131. Voir aussi Rocker sur Landauer, *ibidem*, p. 122-135.

¹⁵⁵ Rudolf Rocker, *Sozialdemokratie und Anarchismus*, p. 4.

¹⁵⁶ Voir "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 1.

¹⁵⁷ La connaissance du syndicalisme révolutionnaire français était maintenant plus répandue qu'avant la Guerre mondiale. Les brochures suivantes, entre autres, ont été commercialisées par Kater-Verlag : Émile Pouget, *Der Syndikalismus*, Berlin 1919 ; Georges Yvetot, *Das ABC des Syndikalismus*, Vienne 1919. Lors des années suivantes, la FAUD était aussi en contact avec la minorité révolutionnaire du syndicalisme français, la CGTU ; voir Augustin Souchy *Briefe aus Paris* [Lettres de Paris] dans "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 25 sq. La CGTU, qui se divisa encore une fois, n'adhéra pas à l'Internationale syndicaliste fondée sur la base d'une initiative allemande en 1922.

¹⁵⁸ Avec l'adoption du nouveau cours, le principe du syndicat industriel commença à s'imposer au détriment du syndicat par profession qui était jusqu'alors en vigueur dans la "Fédération libre" et auquel Fritz Kater en particulier tenait manifestement. Pendant un certain temps il a été question de manière indécise de "syndicat de profession et d'industrie".

¹⁵⁹ Les chiffres qui suivent sont tirés de : "Der Syndikalist", 4^e année (1922), n^o 47.

¹⁶⁰ Avec cette réalité que les mineurs et les ouvriers métallurgistes - et donc la partie la mieux payée du prolétariat - représentaient le gros des membres de la FAUD, l'on peut voir un autre indice du fait qu'il ne s'agissait en aucun cas, concernant les membres des organisations radicales de gauche, seulement des « couches particulièrement pauvres, paupérisée et amères » (Arthur Rosenberg). Une étude de terrain sociologique tout à

métallurgistes, avec 80, les métiers du bâtiment avec 43, les travailleurs des transports avec 12, les ouvriers du cuir avec 2, les verriers, les céramistes et les travailleurs intellectuels, avec une union locale chacun. Cette séquence peut être considérée comme constante; en particulier la représentation la plus forte des ouvriers de la mine et de la métallurgie est indubitable. Les unions locales avaient un droit d'autodétermination complet et un règlement propre, s'adaptant aux rapports locaux et économiques respectifs, qui ne devait simplement pas contredire les principes de la FAUD. Ces unions devaient se réunir verticalement en fédérations industrielles à l'échelle nationale; sur les douze fédérations d'industrie prévues en bloc, seules cinq virent le jour dans l'histoire de la FAUD : 1. la fédération des mineurs, 2. la fédération des ouvriers du bâtiment, 3. la fédération des ouvriers de l'industrie métallurgique, 4. la fédération des ouvriers du bois, 5. la fédération des métiers de l'habillement et des transports¹⁶¹. Dès qu'il y avait plusieurs unions locales dans une localité ou un district réduit, elles devaient former une Bourse du Travail en s'associant horizontalement. À la première Conférence nationale des Bourses du Travail en juin 1922, il y en avait 32, dans lesquelles étaient réunies 204 unions locales de la FAUD, c'est-à-dire environ la moitié des unions locales existant à cette époque¹⁶². Étant donné que les Bourses du Travail ne firent leur apparition que là où il existait plusieurs unions locales dans un espace géographique restreint, leur répartition dans l'Empire donne une claire représentation des centres de gravité organisationnels de la FAUD(S) : il y avait 14 Bourses dans la Ruhr, 7 dans la région industrielle de l'Allemagne centrale, et les 11 restantes dans les grandes villes. La fédération nationale des Bourses du Travail, prévue dans la déclaration de principes, ne fut pas constituée lors de cette même conférence. Les institutions supra-régionales les plus importantes de la FAUD étaient le congrès, la Commission Commerciale et l'organe de presse syndical obligatoire "Der Syndikalist". Le congrès, qui devait être convoqué au moins tous les deux ans, était la représentation suprême de la FAUD; les unions locales y envoyaient un délégué qui – sur le modèle français – avait le même droit de vote que les autres, indépendamment du nombre des adhérents de son union. Le congrès décidait sur les propositions présentées et il contrôlait l'activité de la Commission Commerciale dont l'élection lui incombait. La Commission Commerciale avait son siège permanent à Berlin et elle était l'organe exécutif suprême de la FAUD. Son activité se limitait à la diffusion orale et écrite de la doctrine syndicaliste révolutionnaire et à la l'entremise entre les différentes organisations locales dans un but de solidarité dans les cas de grève et de lock-out; elle ne disposait pas de caisses de soutien. Chaque union locale devait recueillir durant toute l'année au moins 1% du salaire de la semaine de chacun de ses membres comme cotisation hebdomadaire – un montant de cotisation qui était inférieur à celui de l'ADGB. En 1919, il était prévu que les différentes fédérations industrielles versent une cotisation trimestrielle de 10 pfennigs par membre, et que les unions qui n'étaient pas encore fédérées payent une cotisation mensuelle de 10 pfennigs par membre, au fond d'agitation de la Commission Commerciale. En principe, toutes les fonctions dans la FAUD étaient occupées par des bénévoles; mais en général environ cinq personnes étaient indemnisées pour leur travail d'agitation¹⁶³ et avec une somme qui était fixée par la Bourse

fait convaincante de la composition sociale des organisations radicales de gauche ne sera jamais guère possible en raison des matériaux statistiques peu abondants.

¹⁶¹ Voir le rapport d'activité de Fritz Kater dans : « Die Internationale, Organ der Internationalen Arbeiter-Assoziation », 2^e année (1926), n° 5.

¹⁶² "Der Syndikalist", 4^e année (1922), n° 24. Y voir aussi la création des Bourses du Travail. Voir encore : Franz Barwich, *Die Arbeiterbörsen des Syndikalismus* [Les Bourses du Travail du syndicalisme révolutionnaire], Berlin 1923.

¹⁶³ "Der Syndikalist", 1^e année (1919), n° 54 : *Föderalismus in der Praxis* : « En revanche, les frais administratifs ne s'élèvent à presque rien dans nos associations fédératives ! Avec 150 000 à 200 000 membres,

du Travail de Berlin. C'est Fritz Kater qui a détenu jusqu'en 1930 la présidence de la Commission Commerciale. Elle passa ensuite à un membre plus jeune, qui avait rejoint le mouvement dans les années vingt, le serrurier qualifié et trentenaire Rheinhold Busch¹⁶⁴. Comme moyen d'agitation le plus important, la Commission Commerciale publiait l'hebdomadaire "Der Syndikalist" dans lequel étaient imprimées, à côté des discussions théoriques fondamentales, toutes les annonces qui concernaient l'ensemble de l'organisation. Le "Syndikalist" atteignit en 1920, avec environ 120 000 exemplaires, son tirage le plus élevé¹⁶⁵; il était de 78 000 en 1922¹⁶⁶, et de 25 000¹⁶⁷ en 1924 d'après les informations fournies par la Commission Commerciale. La rédaction du "Syndikalist" passa des deux membres d'avant-guerre du mouvement, Max Winkler et Fritz Köster, à Augustin Souchy, qui la passa à son tour en 1930 à Helmut Rüdiger. À côté du "Syndikalist", parut du 1^{er} juillet 1921 jusqu'en janvier 1924, en tant qu'organe de presse le plus important de la FAUD, "Die Schöpfung, sozialrevolutionäres Organ für das sozialistische Neuland" [La Création, organe social-révolutionnaire pour le nouveau pays socialiste], comme porte-parole de l'opposition de la Ruhr à Düsseldorf. En outre, les fédérations du bois, de la métallurgie et du bâtiment, publièrent leurs propres feuilles et Rocker atteste de l'existence « de toute une quantité de petits organes locaux »¹⁶⁸, qui ne parurent en général que durant un court laps de temps. À partir de 1924, la Commission Commerciale de Berlin édita en plus l'organe de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire, l'"Association Ouvrière Internationale", qui, à partir de 1934, continua de paraître à Amsterdam. L'activité extrêmement industrielle de la maison d'édition syndicaliste révolutionnaire de Fritz Kater¹⁶⁹ continua elle aussi après le déclin organisationnel de la FAUD; en 1929, il fut fondé une "Guilde des amis des livres libertaires", qui publia tous les deux mois jusqu'en 1933 la revue "Besinnung und Aufbruch" [Conscience et renaissance]. Après la prise du pouvoir nationale-socialiste, les syndicalistes révolutionnaires allemands essayèrent de continuer illégalement leur activité éditoriale¹⁷⁰.

La FAUD fonda, comme organisations annexes, une organisation de la jeunesse et une ligue féminine. Peu après la Conférence constitutive, se créa le 18 janvier 1920 la "Fédération de la Jeunesse révolutionnaire de langue allemande"¹⁷¹ qui édita à Berlin sa propre feuille sous le nom de "Die Freie Jugend" [La Jeunesse libre] et à partir de décembre 1920 un supplément au "Syndikalist" sous le titre de "Die Junge Menschheit" [L'Humanité jeune]. Toute une série de futurs chefs de la FAUD sortit de l'organisation de la jeunesse et Rocker fit remarquer avec une fierté particulière le grand nombre d'adhérents chez les jeunes¹⁷². À peu près en même temps se formait la "Ligue féminine syndicaliste

ce sont seulement six travailleurs intellectuels qui sont jusqu'à présent rétribués dans toute l'Allemagne avec environ 6 millions de marks ».

¹⁶⁴ Voir Rudolf Rocker, *Biographie de Fritz Kater*, p. 16.

¹⁶⁵ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 196. Voir également "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 12.

¹⁶⁶ "Der Syndikalist", 4^e année (1922), n^o 47.

¹⁶⁷ "Die Internationale", (IAA), 2^e année (1926), n^o 5.

¹⁶⁸ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 196. C'est ainsi que parut par exemple à Mannheim : "Arbeiter-Börse, Sozialrevolutionäres Organ der Freien Arbeiter-Union Süddeutschlands (Syndikalist)", 1^{er} année (1920).

¹⁶⁹ Voir à ce sujet l'Appendice bibliographique dans lequel les imprimés de la maison d'édition Kater (Kater-Verlag) sont notés entre parenthèses.

¹⁷⁰ Rocker mentionne les journaux qui sont édités sous le faux-titre "Deutschtum im Ausland" et "Blätter zur Pflege deutscher Art, hrsg. vom Verband deutscher Schulen im Ausland" desquels 7 numéros environ sont parus. En janvier 1934, est paru "Soziale Revolution, Organ der deutschen Anarcho-Syndikalistinnen im Ausland, angeschlossen an die IAA", Paris/Stockholm ; une feuille photocopiée, parue illégalement en Allemagne, est reproduite avec le même titre dans ce journal.

¹⁷¹ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 5.

¹⁷² Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 405 : « Si, pendant les premières années de la Révolution, la FAUD a pu prendre un tel essor, ceci était à attribuer principalement au fait qu'elle possédait la force d'attirer des jeunes

révolutionnaire" en tant qu'association de femmes au foyer, qui n'étaient donc pas occupées dans l'industrie; la Ligue féminine, dont la femme de Rocker, Milly Witkop¹⁷³, exerçait la direction, disposait d'un supplément mensuel au "Syndikalist" et d'une revue qui paraissait à Dresde, "Die schaffende Frau" [La Femme créatrice]. Bien que le schéma d'ensemble de la structure de la FAUD ait été trop compliqué, l'idée fondamentale, extrêmement fédérale, trouva une forte résonance dans les premières années de l'après-guerre, durant lesquelles – ainsi que le constatait incidemment un observateur contemporain à propos des questions d'organisation – le « communisme anarchisant était devenu une mode de salon »¹⁷⁴ dans les organisations ouvrières allemandes.

C'est avec une certaine raison que les syndicalistes révolutionnaires allemands célébrèrent la pratique, utilisée fréquemment dans les premières années de l'après-guerre, de la grève de masse et de la grève générale, comme la victoire de l'action directe qu'ils avaient propagée¹⁷⁵. Comme tactique du désespoir, l'action directe est certainement aussi vieille que le mouvement ouvrier, et l'agitation de la "Fédération Libre" ne participa que de manière insignifiante à sa mise en œuvre en 1918. Elle fut transformée en un système dans la théorie et la pratique du syndicalisme révolutionnaire français¹⁷⁶ et propagée selon ce modèle en Allemagne à partir de 1904 par les anarchistes regroupés autour du "Freie Arbeiter"¹⁷⁷. La méthodologie de l'action directe englobait le vaste éventail qui allait de la simple grève d'entreprise jusqu'à la grève générale, laquelle devait introduire la révolution sociale, ainsi que toutes les formes du sabotage, de la grève perlée (ralentissement conscient du travail et mauvaise exécution de celui-ci) jusqu'à la destruction violente des moyens de production¹⁷⁸. La forme la plus courante du refus du travail était aussi dans la "Fédération Libre" (ou la FAUD) la grève. Conformément à la résolution sur la grève adoptée lors du Congrès constitutif, chaque union locale avait l'entière liberté de décider du début et de la fin d'une grève et elle était obligée de se financer par ses propres moyens pendant quatorze jours en cas de grève. Ce n'est qu'à la dernière extrémité que la Commission Commerciale, qui ne disposait elle-même d'aucune caisse de soutien, en appelait à la solidarité des autres organisations dans le "Syndikalist" et qu'elle transmettait l'argent ainsi collecté. Les unions numériquement faibles de la FAUD étaient, dans le cadre de cette réglementation de la grève, et étant donné les syndicats gigantesques de l'ADGB ainsi que les syndicats patronaux strictement organisés, incapables de lancer des actions indépendantes. Elles développaient leur activité dans les grèves de masse spontanées et au sein des luttes salariales décidées par l'ADGB. La société nouvelle, à laquelle aspirait la FAUD grâce aux méthodes de l'action directe, devait s'édifier sur le système des conseils. Bien que Rocker

gens... Le mouvement entier en Thuringe se composait presque uniquement de jeunes camarades. Il existait de forts mouvements de la jeunesse à Leipzig, Dresde, Chemnitz, en Rhénanie, Silésie, et presque partout en Allemagne du Centre et du Sud ».

¹⁷³ Milly Witkop-Rocker (1886-1955) était une juive ukrainienne qui avait émigré à Londres ; elle fit la connaissance de Rocker pendant son activité à Londres ; voir le mémorial de Rocker : Rudolf Rocker, *Milly Witkop-Rocker*, Berkeley-Heights 1956.

¹⁷⁴ Eugen Prager, *opus cité*, p. 14.

¹⁷⁵ Voir le paragraphe 21 de la Déclaration de principe de la FAUD. Rocker lors du Congrès constitutif : « Les partis politiques qui ne se sont occupés que de parlementarisme ont aujourd'hui recours aux moyen de lutte de l'action directe comme la grève générale, le boycott, le système des conseils, etc., parce que leur propres armes sont usées ». "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 2.

¹⁷⁶ L'exposé du syndicaliste révolutionnaire militant français Émile Pouget, *Le sabotage*, Paris 1910, est réputé être un texte classique sur les méthodes de l'action directe.

¹⁷⁷ Voir Arnold Roller, *Die direkte Aktion, Revolutionäre Gewerkschaftstaktik* [L'action directe, une tactique syndicale révolutionnaire], New York 1912. Voir aussi à ce sujet le paragraphe sur la "Vereinigung Unabhängiger Sozialisten" et les groupes anarchistes en Allemagne.

¹⁷⁸ Voir Robert Goetz-Girey, *opus cité*, p. 53 sq. Les pratiques violentes n'ont pas été agréées par les porte-parole allemands du syndicalisme Revolutionäre.

ait considéré jusqu'en 1919 les conseils russes comme une forme d'organisation syndicaliste révolutionnaire caractérisée et quoique la "Fédération Libre" n'ait pas remis en question l'exemple révolutionnaire de la Russie jusqu'à l'imposition du nouveau cours à partir de décembre 1919¹⁷⁹, la conception syndicaliste révolutionnaire des conseils était pourtant sensiblement différente du système des conseils selon le modèle bolchevick, tel qu'il était défendu par la centrale du KPD et l'aile gauche de l'USPD¹⁸⁰. S'il y avait indubitablement une affinité entre les deux conceptions des conseils¹⁸¹, ce que les syndicalistes révolutionnaires appelèrent système des conseils à partir de décembre 1919 n'était rien d'autre que la nouvelle appellation de la conception de la société sans maîtres, telle qu'elle avait été défendue par l'aile anarchiste de la I^o Internationale; Rocker, dans ses commentaires à la déclaration de principes lors du Congrès constitutif, attira l'attention sur le fait que le nom même de "conseil ouvrier" était déjà apparu en Suisse française et en Espagne au sein de la I^o Internationale. Les syndicalistes révolutionnaires allemands se considéraient comme les adeptes du « pur système des conseils »¹⁸² qui, conformément à la déclaration de principes (paragraphe 6 et suivants), devait être construit sur les bases organisationnelles syndicalistes révolutionnaires existantes. Le premier pas de la réorganisation sociale consistait en la conquête des ateliers, des entreprises et du sol, qui devaient être placés immédiatement sous l'administration des producteurs eux-mêmes. C'est dans la structure par degrés, du bas vers le haut, en passant par les cercles et les districts jusqu'aux douze fédérations d'industrie en tout sur le plan national, qui ne devaient avoir cependant que des fonctions de coordination, que l'organisation de la production se mettait ensuite en place. Pour construire une économie qui satisfasse les besoins de manière rigoureuse, on avait besoin en outre d'une "organisation de la consommation". Cette mission revenait aux Bourses du Travail qui devaient se charger en plus de toutes les fonctions de l'administration communale bourgeoise. Après la victoire de la révolution sociale, les Bourses du Travail agiraient comme des bureaux statistiques qui devraient établir la liste des articles courants qui étaient disponibles et celle de ceux qui manquaient. Les résultats devaient être transmis à la représentation suprême, la fédération des Bourses du Travail, et celle-ci ferait part aux fédérations d'industrie de quels biens on avait besoin; à partir de là, ces dernières lanceraient la production de ces biens. Toutes les affaires, par exemple de type culturel, qui n'avaient pas directement de relation avec ce mécanisme de production et de distribution, devaient être remises aux groupes locaux. Éventuellement,

¹⁷⁹ Voir à ce sujet Eduard Willeke, *Die Ideenwelt des deutschen Syndikalismus* [La pensée du syndicalisme révolutionnaire allemand], dans : *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, vol. 128 (1928), p. 894. Dans la première moitié de l'année 1919, *L'État et la révolution* de Lénine était encore recommandé comme texte d'agitation par "Der Syndikalist"; sa revendication de « la destruction de la machine de l'État » était pour les syndicalistes révolutionnaires de cette époque plus importante que les piques contre l'anarchisme de Kropotkine qui y figuraient; voir V. I. Lénine, *Staat und Revolution*, Belin 1919 (Aktions-Verlag), p. 92 sq.

¹⁸⁰ Voir à ce sujet l'analyse comparative la plus pertinente : Karl Korsch, *Das sozialistische und das syndikalistische Sozialisierungsprogramm* [Les programmes de socialisation socialiste et syndicaliste révolutionnaire], in : "Der Syndikalist", 1^o année (1919), p. 402 sq.; Karl Diehl (*Die Diktatur des Proletariats und das Räte-system* [La dictature du prolétariat et le système des conseils], Iéna 1924, p. 71 sq.) et Willeke (*opus cité*) insistent trop sur le rapport entre les deux conceptions; Diehl pense que les idées syndicalistes révolutionnaires ont eu aussi la plus grande influence sur l'élaboration de la doctrine bolchevique; il s'est trop laissé séduire par des analogies externes. Willeke place quant à lui le rapport dans la formule bien plus exacte : « L'on pourrait définir l'idée des conseils, du moins dans sa forme originelle, comme la forme d'expression spontanée et le syndicalisme, dans la mesure où il s'agit de la tendance révolutionnaire, comme la forme d'expression subtilement ingénieuse, de la même attitude fondamentale ».

¹⁸¹ Voir ici et pour la suite aussi : Peter von Oertzen, *Betriebsräte* [Les conseils d'entreprise], p. 210 sq.

¹⁸² "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 30 etc. Voir pour la suite également : Franz Barwich, *Das kommunistische Aufbau des Syndikalismus im Gegensatz zum Parteikommunismus und Staatskommunismus, der Rätegedanke von unten auf!* [La structure du communisme syndicaliste révolutionnaire par opposition avec le communisme de parti et le communisme d'État, l'idée des conseils du bas vers le haut !], Belin 1923.

quelques hauts conseillers, qui se recruteraient dans les fédérations d'industrie et dans la fédération des Bourses du Travail, et qui auraient des fonctions purement représentatives, seraient prévus pour la représentation vis-à-vis de l'étranger. Cette conception des conseils, sur l'applicabilité de laquelle les théoriciens de la FAUD se refusaient à parler dans le détail¹⁸³, se différenciait nettement de celle des bolchevicks. Ce qu'elles avaient en commun, c'était la revendication sociale-révolutionnaire, le refus du parlementarisme et de tout travail dans les organismes légaux existants; dans les objectifs constructifs et directement décisifs du point de vue tactique, elles étaient carrément contraires¹⁸⁴ : les syndicalistes révolutionnaires voulaient l'instauration immédiate d'une société composée de coopératives de production autonomes, l'absorption de toutes les fonctions politiques par les organisations économiques et ainsi en fin de compte l'abolition de l'État; le système des conseils d'orientation bolchevique, qui était défendu par la centrale du KPD et par l'USPD de gauche au tournant des années 1919/20, prévoyait au contraire pour cela une instance centrale forte et propageait la lutte de classe politique avec la dictature du prolétariat comme prochain objectif.

Le programme adopté au congrès constitutif de la FAUD resta valable sans modifications importantes jusqu'en 1933. C'est avec une certaine raison que l'on a qualifié le Congrès constitutif de décembre 1919 de point culminant du syndicalisme révolutionnaire allemand¹⁸⁵. En décembre 1919, la plus grande partie des syndicats sociaux-révolutionnaires se trouvait encore sous l'égide d'un programme commun; en février 1920 déjà, les unionistes tenaient leur premier congrès national indépendant – au détriment de l'effectif d'adhérents de la FAUD(S); peu après le Congrès constitutif, la discussion s'engageait déjà aussi dans la FAUD(S) au sujet de son programme et l'organisation commença à se désagréger en différentes tendances.

2. L'attitude politique de la Commission Commerciale berlinoise de la FAUD(S)

Un observateur russe du mouvement syndicaliste révolutionnaire international d'après la guerre mondiale remarquait incidemment qu'il y avait trois tendances dans le syndicalisme révolutionnaire de l'époque : l'aile réformiste, l'aile révolutionnaire et le "Syndikalist"¹; le "Syndikalist" était l'organe de la Commission Commerciale de la FAUD(S), laquelle fut au cours des années suivantes le représentant le plus conséquent du programme présenté par Rudolf Rocker au Congrès constitutif de la FAUD(S) en décembre 1919 et adopté par ce Congrès. Alors que les porte-parole les plus importants de la Commission Commerciale (Rudolf Rocker, Augustin Souchy, Fritz Oerter) avaient apporté avec eux leurs principes anarchistes dans le mouvement des syndicalistes révolutionnaires allemands, Fritz Kater et les membres plus anciens de la "Fédération Libre" – dans la mesure où ils étaient d'accord avec le cours nouveau et ne s'étaient pas séparés du mouvement comme Karl Roche par

¹⁸³ Voir Willeke, *loc. cit.*, p. 880.

¹⁸⁴ Voir dans le même sens : Petre von Oertzen, *Betriebsräte*, p. 211.

¹⁸⁵ Eduard Willeke, *loc. cit.*, p. 872 sq.

¹ Zinoviev, cité chez Eduard Willeke, *loc. cit.*, p. 877.

exemple² – durent d’abord assimiler ces nouvelles bases. Kater ne devint plus familier avec les idées de l’anarchisme communiste que durant une période de détention préventive passée en commun avec Rocker en février et en mars 1920³. Rocker relate que, grâce aux contacts quotidiens qu’ils eurent entre eux en prison, « il s’accomplit chez lui une nouvelle phase de son évolution intellectuelle qui avait débuté depuis longtemps mais qui n’avait pas encore trouvé de conclusion »⁴. Le changement de nom de l’organisation, décidé lors du XIII^e Congrès de la FAUD en octobre 1921, indiqua que la Commission Commerciale avait fini par admettre l’anarchisme; le nom de la FAUD fut complété par la parenthèse "anarcho-syndicalistes", avec la justification que l’on voulait montrer que « le syndicalisme révolutionnaire allemand était la forme d’organisation pratique de l’anarchisme communiste »⁵. Que cela ait été le cas fut mis cependant en doute en particulier par le groupe qui continuait la tradition anarchiste d’avant-guerre depuis avril 1919 avec la reprise de l’édition du "Freie Arbeiter". Rocker avait initialement promis – avant qu’il ne se soit imposé dans la "Fédération Libre" avec son programme – de collaborer avec ce groupe⁶ qui se constitua comme "Fédération des anarchistes communistes". Souchy et Oerter écrivirent eux aussi dans le "Freie Arbeiter" qui paraissait à Berlin en 1920 avec un tirage d’environ 7 000 exemplaires⁷. Le programme de cette Fédération⁸ provient vraisemblablement de Rocker; mais il se brouilla au cours de l’année 1919 avec l’éditeur du "Freie Arbeiter", Rudolf Oestreich, probablement à cause de l’autoritarisme de ce dernier et à cause du caractère antisémite de sa feuille⁹. En raison d’autres querelles personnelles, on en arriva à la scission à l’intérieur du groupe gravitant autour du "Freie Arbeiter"; les adversaires d’Oestreich formèrent finalement avec Erich Mühsam une "Union anarchiste". Erich Mühsam continua, après son amnistie (1924), la tradition de l’anarchisme landauerien avec l’édition de la revue "Fanal", qui parut à partir d’octobre 1926 en tant qu’entreprise d’un seul homme, et dont Rudolf Rocker prenait à l’occasion temporairement la rédaction en charge; Rocker décrit Mühsam comme l’un de ses « amis les plus intimes de cette époque-là »¹⁰. Et cela montre encore à nouveau que c’était en particulier l’anarchisme de Landauer qui était poursuivi, avec l’anarchisme communiste de Kropotkine, par la Commission

² La critique que Roche adresse à la Commissions Commerciale est sans aucun doute et dans une large mesure typique des forces qui ne participent pas au nouveau cours ; voir Roche dans "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 21 : "Si nous voulons aller au socialisme, cela ne peut se produire que par la direction la plus impitoyable de la lutte de classe, et nous devons agir de la même façon que l’on nous traite. Celui qui s’imagine autrement la mise en œuvre de la révolution menant au socialisme est un enfant politique ou il est personnellement lâche ». Roche préconisait la dictature du prolétariat et il rejetait les mots d’ordre non-violents de la Commission Commerciale berlinoise.

³ Rocker décrit Kater à la fin de 1919 comme un « révolutionnaire social de la vieille école qui a certes conduit le syndicalisme révolutionnaire sur de nouvelles voies, mais qui, à mains égards, était encore assez fortement influencé par les premières idées socialistes qu’il avait reçues dans sa jeunesse ». Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 139.

⁴ *Ibidem*, p. 140.

⁵ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 2.

⁶ Parurent en 1919 à la maison d’édition du "Freie Arbeiter" les tracts de Rocker : *Sozialdemokratie und Anarchismus* et *Zur Geschichte der parlamentarischen Tätigkeit in der modernen Arbeiterbewegung* [Histoire de l’activité parlementaire dans le mouvement ouvrier moderne], tous deux qui figuraient originellement dans la "Freiheit" de Most en 1898.

⁷ Voir Karl Diehl, *Sozialismus, Kommunismus, Anarchismus*, Iéna 1922, p. 109.

⁸ Voir "Der Freie Arbeiter", 12^e année (1919), n^o 13.

⁹ Oestreich engagea même plus tard un procès contre Rocker à cause des Drouets de propriété d’une bibliothèque des émigrants anarchistes allemands à Londres.

¹⁰ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 374 sq.

Commerciale de Berlin¹¹. Dans la mesure où les discussions très violentes du XIII^e Congrès de la FAUD avaient des causes idéologiques, elles furent menées – attisées par le groupe d'Oestreich – par l'opposition au nom de l'anarchisme contre le syndicalisme révolutionnaire. Cette polémique idéologique n'eut pas cependant l'effet désiré et Souchy avait sans doute raison quand il constatait, eu égard à cette querelle, que, à l'intérieur du syndicalisme révolutionnaire allemand, « le mouvement était allé si loin au-devant des principes libertaires que, en effet, les anarchistes peuvent avoir toutes les raisons d'être satisfaits »¹². L'intransigeance avec laquelle la Commission Commerciale défendit les principes de l'anarchisme communiste fut d'une grande importance pour l'évolution ultérieure de l'organisation.

La tendance à la secte politique, qui cherche uniquement à instruire et à informer, fut inhérente à l'attitude de la Commission Commerciale après le XII^e Congrès; dans la mesure où elle fut représentée par cette orientation, l'ex-"Fédération Libre" se transforma d'une organisation de défense des intérêts prolétariens en une organisation pour la propagande et l'agitation communistes-anarchistes, qui, en tant que telle, accomplirait pourtant quelque chose de surprenant¹³. L'attitude de la Commission Commerciale était le résultat direct du nouveau programme qui partait de la conviction que « le socialisme était en fin de compte une question de culture » (déclaration de principes, paragraphe 16)¹⁴. Se rattachant directement à Landauer, les cercles qui gravitaient autour de la Commission Commerciale voulaient tout d'abord « la révolutionnarisation des têtes »; on se considérait comme un mouvement culturel et l'on était essentiellement intéressé en tant que tel, eu égard à la transformation sociale pour laquelle on se battait, à rééduquer les individus et non pas à attirer les masses. Rocker avait demandé, lors du Congrès constitutif, « que l'on ne devait pas tant s'occuper d'organiser les grandes masses, mais que le souci principal devait viser à éclairer les membres »¹⁵. C'est en raison du besoin de distinguer aussi nettement que possible sa propre doctrine de celle de la culture politique théorique voisine que s'explique l'attitude intransigente de la Commission Commerciale de Berlin vis-à-vis du KPD d'une part, et des organisations communistes de gauche (AAUD et KAPD) de l'autre.

La résolution la plus lourde de conséquences du Congrès constitutif de la FAUD(S) fut la définition de la position négative par rapport aux partis politiques et à la dictature du prolétariat selon le modèle bolchevik. La Commission Commerciale ne s'écarta pas pour autant de l'attitude de refus sur ces deux points lorsqu'elle fut la seule des organisations, appelées par le VKPD à former un front uni prolétarien, à répondre à cette invitation¹⁶. Elle répondit à l'appel paru le 7 janvier 1921 dans la "Rote Fahne" en renvoyant à sa déclaration de principes laquelle autorisait toutes les entreprises en vue d'abolir les monopoles

¹¹ Rocker remarque : « Erich Mühsam ne faisait pas partie de la FAUD, mais il était très bonne intelligence avec les camarades du mouvement anarcho-syndicaliste et il parlait souvent dans leurs réunions à Berlin et dans le pays ». Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 385.

¹² "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 42.

¹³ Rétrospectivement, Rocker vit dans cette activité en 1947 le véritable mérite de la FAUD : « En effet, même si la FAUD ne put entreprendre dans sa meilleure période de grandes actions autonomes, elle a cependant beaucoup contribué à préserver et à accroître l'héritage spirituel du socialisme libertaire, ce qui devait justement être désigné comme son plus grand mérite dans un pays aussi autoritaire que l'Allemagne ». Rudolf Rocker, *Zur Betrachtung der Lage Deutschlands. Die Möglichkeiten einer freiheitlichen Bewegung* [Considérations sur la situation en Allemagne. Les possibilités d'un mouvement libertaire], New York, Londres, Stockholm 1947, p. 10.

¹⁴ Voir à ce sujet par exemple Karl Roche, *Der proletarische Ideenmensch* [L'homme des idées prolétarien], Berlin sans date (1919) (Kater-Verlag).

¹⁵ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 2.

¹⁶ Les organisations suivantes étaient concernées : ADGB, AFA, AAU, FAU(S), SPD, USPD, KAPD. Voir aussi Werner T. Angress, *opus cité*, p. 92.

économiques et le despotisme¹⁷. La Commission Commerciale se déclarait prête à recommander aux membres de la FAUD de soutenir les actions – en majorité des mesures sociales et politiques – projetées par le VKPD. La discussion portait sur le fait que toutes les organisations qui participaient aux actions devaient coopérer en ayant les mêmes droits, étant donné que les syndicalistes révolutionnaires « rejettent par principe évidemment, après comme avant, toute soumission à n'importe quel parti politique et à toute dictature »¹⁸. Puisque la Commission Commerciale n'avait rien dit en cela de nouveau et qu'elle n'avait pas fait de concessions, la centrale du VKPD ne publia même pas la lettre de réponse de la FAUD. La communauté d'action entre les syndicalistes révolutionnaires et le KPD dans la première phase de la révolution jusqu'au milieu de 1919 était irrémédiablement passée. Après les grandes luttes armées qui eurent lieu à la suite du putsch de Kapp et après l'Action de Mars du VKPD, la Commission Commerciale rendit à chaque fois l'appartenance de ses membres au KPD ou à l'USPD responsable de leur participation aux insurrections sans succès. Immédiatement après l'écrasement des luttes dans la région de la Ruhr à la fin mars 1920, le "Syndikalist" exigea d'abord sans détours : celui qui ne tourne pas le dos aux partis politiques doit se séparer de notre mouvement. Cette exigence s'imposa au XIII^e Congrès de la FAUD (du 9 au 14 octobre 1921). Souchy justifia la revendication d'exclusivité de la FAUD par le fait qu'il était apparu au cours de la révolution en Russie et en Allemagne que « les partis politiques, y compris le parti soi-disant communiste, avaient été plus des freins que des promoteurs de la révolution sociale »¹⁹. La résolution, adoptée lors du Congrès, sur la position par rapport aux partis déclarait :

« Le fédéralisme exige l'autonomie administrative et la liberté de décision dans tous les domaines de la vie économique et intellectuelle et il refuse toute influence à l'intérieur de son organisation de la part de tous les partis et de toutes les organisations équivalentes. En conséquence de quoi, les membres de l'organisation syndicaliste révolutionnaire ne peuvent pas appartenir à un parti politique. »²⁰

Cette formule, qui dépasse de loin en radicalité la définition du rapport aux partis dans le syndicalisme révolutionnaire français, fut tout d'abord une revendication assez abstraite, à laquelle – en particulier dans la Ruhr – ne correspondait dans la pratique qu'une faible partie des personnes organisées de manière syndicaliste révolutionnaire. Que la Commission Commerciale ait pu l'imposer, cela tint en premier lieu dans le fait que la grande masse des adhérents de la FAUD qui suivaient l'orientation du parti communiste, ceux de la tendance de Gelsenkirchen, s'était autonomisée organisationnellement²¹.

La Commission Commerciale tenta de se démarquer très nettement du KAP et de l'AAU de la même manière qu'elle tentait de le faire du KPD; elle qualifia de mensonge conscient et volontaire de la presse bourgeoise « le fait que celle-ci caractérise le KAP et l'AAU comme syndicalistes révolutionnaires. Nous n'avons aucun lien avec ces deux organisations »²². Des formulations comme les suivantes devinrent entre 1920 et 1923 des stéréotypes dans

¹⁷ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n° 3.

¹⁸ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n° 3.

¹⁹ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n° 16. Voir aussi "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n° 19 : *Partei oder Gewerkschaften* [Parti ou syndicats].

²⁰ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n° 42.

²¹ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la FAU tendance Gelsenkirchen et l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels.

²² "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n° 21 ; voir aussi les n° 27, 40, etc.

l'argumentation de la Commission Commerciale et elles sont caractéristiques de son dogmatisme anarchiste²³ :

« Nous, les syndicalistes révolutionnaires, nous ne devons pas nous laisser déconcerter, dans notre jugement sur le KAP, par le caractère anarchiste, c'est-à-dire réellement fédératif – nous pensons ici principalement à la pleine autonomie de ses groupes locaux et à la rupture résolue d'avec le système des bonzes –, de ce parti. En revanche, le KAP est spirituellement et politiquement engagé dans le marxisme le plus extrême. Notre position par rapport au KAP ne peut être qu'une position par rapport au marxisme. »²⁴

Quand, en avril 1921, un accord fut conclu avec l'AAU et que des lignes directrices communes furent élaborées par les unions berlinoises des deux organisations²⁵, la Commission Commerciale fit partie de ces forces qui firent échouer ce rapprochement.

La Commission Commerciale adopta par rapport aux conseils d'entreprise légaux la même position sans compromis que celle qu'elle prit par rapport aux partis politiques. Déjà en août 1919, Karl Roche avait déclaré au nom de la "Fédération Libre" que les ouvriers syndicalistes révolutionnaires ne pouvaient pas faire partie des conseils d'entreprise légaux car ils menaient la lutte de classe avec les méthodes de l'action directe. « Les moyens de lutte syndicalistes révolutionnaires sont incompatibles avec les tâches d'un conseil d'entreprise »²⁶. Lors du Congrès constitutif de la FAUD(S), il y eut un compromis puisque, dans une résolution relative à la question des conseils d'entreprise, on les refusa certes sur le plan des principes, mais que, en même temps, on concéda que des relations locales, des raisons organisationnelles et pratiques, avec le personnel des conseils, pouvaient conduire à une participation des membres de la FAUD aux élections aux conseils d'entreprise²⁷. Immédiatement après le Congrès, une campagne violente et persistante pour le boycott des élections aux conseils d'entreprise se déclencha dans le "Syndikalist"²⁸, et cette attitude de la Commission Commerciale resta inchangée au cours des années suivantes. Les organisations de la FAUD de la région de la Ruhr, qui ne se soumirent jamais dans leur majorité à l'influence de la Commission Commerciale de Berlin, adoptèrent une position particulière dans cette question comme dans beaucoup d'autres. Elles participèrent partiellement aux élections des conseils et avec des succès non négligeables²⁹.

Les mots d'ordre de non-violence qu'elle mettait en circulation furent une autre particularité de la position politique de la Commission Commerciale de Berlin. Déjà avant la guerre mondiale, l'agitation anti-militariste avait joué un grand rôle dans l'activité de la "Fédération Libre". Rocker était déjà connu au milieu de 1919 du fait de son agitation pacifiste en Allemagne et sa revendication de la réadaptation des entreprises d'armement à

²³ Voir à ce sujet Curt Geyer, *Der Radikalismus in der deutschen Arbeiterbewegung. Ein soziologischer Versuch* [Le radicalisme dans le mouvement ouvrier. Un essai sociologique], Iéna 1923, p. 51 : « L'exclusivité, la netteté absolue des délimitations, ne viennent pas tellement de dogmes totalement opposés, de théories dont les raisonnements sont complètement étrangers à sa propre position, mais de façons de voir et de théories dont les traits de caractère, sans être dogmatiquement figés, se rapprochent des traits de caractère propres et ont avec eux des points communs variés ».

²⁴ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 40.

²⁵ Voir à ce sujet le paragraphe suivant sur l'Opposition des adhérents de Düsseldorf de la FAUD(S).

²⁶ "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 36.

²⁷ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 1.

²⁸ Voir "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 3, 5, 6 supplément, 9, 25 etc.

²⁹ Voir von Saurma-Jeltsch, *opus cité*, p. 53, pour les résultats des élections d'entreprise de fin avril 1920 pour la Ruhr : "Syndicats Libres" : 402 mandats ; syndicalistes révolutionnaires : 340 mandats ; syndicats chrétiens : 134 mandats ; syndicats polonais : 51 mandats.

la production d'outils agricoles était devenu depuis lors un point du programme de la Commission Commerciale. Au Congrès constitutif de décembre 1919, Rocker avait déclaré que les syndicalistes révolutionnaires étaient fondamentalement des adversaires de toute violence mais que la révolution sociale pouvait « ne pas être accomplie avec des gants glacés »³⁰. Fritz Oerter devint le porte-parole le plus radical de la non-violence au cours de l'année 1920; il proscrivait la violence comme une forme de domination et il réclamait, en se référant à Kropotkine, le remplacement de la violence dans la lutte d'émancipation prolétarienne par la solidarité³¹. À la fin de 1920, le « Syndikalist » constatait l'existence de deux courants dans le mouvement pour ce qui concerne cette question : « l'un, qui voulait la non-violence absolue et qui s'incarnait par exemple dans Fraenkel³² et Oerter », et un autre, qui était « favorable à la violence sous condition »³³. Son attitude quiétiste par rapport aux grandes actions armées du prolétariat qu'elle refusa en tant que "putschs" était le résultat de ce principe de non-violence défendu par la Commission Commerciale de Berlin. En mars-avril 1920 et en mars 1921, elle contesta à chaque fois violemment dans un premier temps la participation des membres de la FAUD aux luttes, mais elle dut ensuite entériner cette participation *post festum*³⁴. Les rares actions dont la Commission Commerciale prit l'initiative ou que du moins elle approuva, restèrent d'une importance secondaire. En été 1920, par exemple, la FAUD mena avec succès avec l'AAU et le KAP, contre les directives du KPD, des actes communs de sabotage afin d'empêcher les transports d'armes destinées à soutenir la Pologne dans la guerre russo-polonaise³⁵. Quand, au point culminant du développement de l'inflation dans la seconde moitié de 1923, la Commission Commerciale sortit de sa réserve, et que – dans cette situation de fait extrêmement favorable aux méthodes de lutte économique de la FAUD³⁶ – elle appela à partir de septembre 1923 dans le "Syndikalist" à la grève générale, le nombre de toute façon relativement faible de membres de l'organisation s'était à ce point rétréci que ses appels ne furent qu'un geste d'impuissance.

Avec ces appels, l'autocritique s'exprima dans les rangs de la Commission Commerciale; on ne se faisait aucune illusion sur le fait que la FAUD en tant mouvement culturel avait échoué ou bien qu'elle n'avait obtenu aucun succès. Rudolf Rocker écrivit à la fin de 1921, après l'effet déprimant que fit le XIII^e Congrès sur Max Nettlau, qu'il avait souvent l'impression qu'une bonne partie des anarchistes allemands n'était rien d'autre que « des sociaux-démocrates corrompus par l'influence anarchiste »³⁷; ce qui expliquait que tant d'entre eux soient passés au parti communiste « qui était pourtant, depuis le début, autoritaire jusqu'aux os »³⁸. Dans une des autocritiques de la fin de l'année 1923, on avouait que, sur le nombre de membres déjà en soi insignifiant, seule une toute petite partie travaillait dans le sens fédéraliste et prenait part à toutes les tâches du mouvement;

³⁰ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 2.

³¹ Voir "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 30 : *Gewalt und Gewaltlosigkeit* [Violence et non-violence] ; voir aussi Fritz Oerter, *Gewalt oder Gewaltlosigkeit* [Violence ou non-violence], Dresde 1921.

³² Victor Fraenkel (1869-1951), docteur en droit, avocat au pénal des radicaux de gauche ; il défendit entre autres Max Hoelz et Karl Plättner dans leurs procès politiques ; il était le président de la "Fédération Libre des Travailleurs Intellectuels" à Berlin, et ensuite membre dirigeant de la FAUD ; en 1933, il arriva jusqu'au ministère de Göring pour réclamer justice pour Erich Mühsam qui avait été incarcéré ; en 1934, émigration et en 1951 décès en exil à Locarno. Voir sa nécrologie dans : "Die Freie Gesellschaft", 3^e année (1952), n^o 29.

³³ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 44.

³⁴ Voir le chapitre sur les organisations radicales de gauche dans l'action.

³⁵ Voir "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 30. Voir aussi Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 123.

³⁶ Voir pour ce qui concerne la situation économique : Arthur Rosenberg, *Geschichte*, p. 152 sq.

³⁷ Lettre de Rudolf Rocker à Max Nettlau du 30/11/1921, dans : *Korrespondanz Rudolf Rocker - Dr. Max Nettlau*, Archives de l'anarchisme de l'IISG (Amsterdam).

³⁸ *Ibidem*.

vraisemblablement cela ne représentait que de 2 000 à 3 000 adhérents; « les autres n'agissent pas autrement que les syndicats centralisés, ils se reposent eux aussi sur les dirigeants élus, payent leur cotisation et fréquentent une réunion de temps en temps »³⁹. Le jugement de Rocker était tout à fait exact; provenant de la social-démocratie, la "Fédération Libre" avait perdu avant la guerre mondiale sa véritable raison d'être avec son exclusion du SPD (1908) et elle ne s'adapta que superficiellement à la doctrine du syndicalisme révolutionnaire; c'est pourquoi, après la Révolution de Novembre, il fallait s'attendre à ce qu'elle s'appuie sur les partis radicaux de gauche; après que l'organisation, sous l'influence de la tradition anarchiste, en fut arrivée finalement à se doter d'un programme réellement nouveau et qu'elle se fut dégagée, du fait de ce programme, du KPD, elle se réduisit alors en une secte politique – cependant extraordinairement active –. Quand on discuta, lors du XV^e Congrès de la FAUD en avril 1925 à Dresde, de la question de savoir si l'on devait continuer à exister en tant qu'organisation de combat ou en tant que secte⁴⁰, l'organisation était déjà redevenue réellement une secte et elle exista de la sorte jusqu'en 1933.

La déclaration de principes et la Commission Commerciale qui la défendait avec une rigueur radicale avaient beaucoup moins d'influence dans la région de la Ruhr qu'à Berlin. C'est là-bas que naquirent au cours de l'année 1920 deux forts mouvements d'opposition à l'attitude de la Commission Commerciale de Berlin; une opposition à l'intérieur de l'organisation contre les "gardiens de principes berlinois"⁴¹, qui recevait l'aide idéologique des cercles anarchistes gravitant autour du "Freie Arbeiter"; et un mouvement oppositionnel qui – sans avoir jamais été intégré tout à fait dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire – n'était pas prêt à rompre le contact avec le KPD, et qui, vers la fin de l'année, se rassembla dans l'"Union Ouvrière Libre, tendance de Gelsenkirchen" et alla son propre chemin.

3. L'opposition de Düsseldorf autour de "Die Schöpfung"

Un fort courant dans la FAUD de la Ruhr n'était pas prêt à suivre le chemin que les Berlinoises indiquaient. Son opposition résultait de causes de type tactique, idéologique et personnel, et elle n'était pas homogène. Elle se regroupait autour de "Die Schöpfung"¹, organe de presse prévu à l'origine pour être un quotidien syndicaliste révolutionnaire, puis paraissant de manière irrégulière, qui fut publié à Düsseldorf de juillet 1921 à janvier 1924². L'éditeur en fut le carreleur qualifié et ex-rédacteur du "Pionier", Fritz Köster. En simplifiant un peu, on pourrait dire que ce qui s'exprimait avant tout dans ces cercles, c'était la mauvaise humeur des activistes à l'égard de l'attitude dogmatique et de l'inflexibilité tactique de la Commission Commerciale. Au début, on a là la même motivation que celle des couches activistes des adeptes de l'anarchisme allemand de 1897, lesquels réclamaient alors une politique plus appropriée à leurs nécessités quotidiennes que celle que Landauer

³⁹ "Der Syndikalist", 5^e année (1923), n^o 31 : *Was der nahende Zusammenbruch bringen kann und was er bringen könnte* [Ce que la faillite qui approche peut apporter et ce qu'elle pourrait apporter].

⁴⁰ "Der Syndikalist", 7^e année (1925), n^o 16.

⁴¹ "Die Schöpfung", 1^e année (1921), n^o 54.

¹ Durant le putsch de Kapp en Mars/avril 1920, les syndicalistes révolutionnaires de la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie avaient déjà tenté de créer leur propre organe. Ce journal parut momentanément sous le nom de "Die Schöpfung" à Elberfeld. Voir "Die Schöpfung", 1^e année (1921) n^o 6.

² Communication de la Bibliothèque de Düsseldorf du 20/10/1963.

développait³. Un critique, qui observait de manière précise l'évolution de la FAUD, demanda à la Commission Commerciale en 1922 dans la "Schöpfung" si l'on pouvait s'en sortir sans concessions et sans compromis. « Les conditions économiques et politiques brutales font résonner de manière continuelle nos principes à nos oreilles. Il faut choisir »⁴. Lui, il voyait le choix entre le chemin qui conduisait irrévocablement à la secte orthodoxe, et la voie qui continuait la tradition syndicale sociale-révolutionnaire. Il reprochait à la Commission Commerciale, dans une situation où tout dépendait de la "communauté d'intérêts" du prolétariat, de pratiquer exclusivement la surveillance de la "communauté d'idées". C'est dans ce sens que l'anarchiste autrichien Rudolf Grossmann⁵ écrivit, sous le pseudonyme de Pierre Ramus, dans la "Schöpfung"; Grossmann voulait que la FAUD se considère comme "un mouvement d'action révolutionnaire" à l'inverse de la Commission Commerciale qui ne voulait agir au préalable que par l'agitation et l'organisation⁶. Theodor Plievier⁷, panégyriste de l'anarchisme⁸ et membre dirigeant de la FAUD à cette époque-là, écrivit lui aussi dans ce sens. La "Schöpfung" insistait infatigablement sur les actions présentes. Au début de septembre 1921, la FAUD de Rhénanie-Westphalie se mit en évidence avec un programme d'action qui prévoyait, entre autres, un ultimatum, soumis à un délai, adressé au gouvernement national et aux syndicats ouvriers, délai après lequel la grève générale de l'ensemble du prolétariat serait engagée⁹. De manière caractéristique, le "Syndikalist" ne fit aucun compte rendu de ce programme d'action. La passion débridée d'expérimentation, qui s'était déployée dans les cercles de l'opposition de Düsseldorf, correspondait à son attitude activiste fondamentale. Quand, après l'Action de Mars de 1921, il n'y eut plus de grandes actions pour un long laps de temps, l'on tourna les énergies vers la réalisation des théories de l'installation qui avaient été développées par Gustav Landauer et qui faisaient partie du programme et de l'agitation de la "Fédération des anarchistes communistes"¹⁰. De telles cellules d'installation s'établirent dans la région de Düsseldorf, sur le modèle du Barkenhoff de Vogeler à Worswede¹¹. Des tentatives d'installation furent entreprises également par les anarchistes autrichiens gravitant autour de Grossmann¹². Un

³ Voir plus haut le paragraphe sur la "Fédération des Socialistes Indépendants" et les groupes anarchistes en Allemagne.

⁴ "Die Schöpfung", 1^o année (1921/22) n^o 135.

⁵ Grossmann avait émigré aux USA quand il était jeune ; il y fut condamné à 5 ans de prison en raison de sa participation de premier plan à une grève de tisserands ; il s'enfuit des USA et il vécut un certain temps après le tournant du siècle à Londres ; il se disputa avec les anarchistes de là-bas (entre autres Rocker) et il s'installa à Vienne : d'après : Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. II, p. 456 ; il édita à partir de novembre 1918 près de Vienne un revue : "Erkenntnis und Befreiung. Organ des herrschaftslosen Sozialismus" [Connaissance et libération. Organe du socialisme sans domination] ; il fut en contact permanent avec le mouvez anarchiste allemand.

⁶ "Die Schöpfung", 1^o année (1921/22) n^o 46.

⁷ Theodor Pliever (1892-1955), enfant de prolétaire issu de Berlin-Wedding, il quitta Berlin à 17 ans ; voyage à travers l'Autriche, la Hongrie, la Hollande, la Russie et l'Amérique du Sud ; tout à tour mineur, interprète, matelot de bateau à voiles, gardien de troupeaux, etc. ; au cours de la Première Guerre mondiale, dans la marine impériale, il prit une part active à la révolution à Wilhelmshaven ; journaliste pour le conseil des travailleurs et des soldats à Kiel, puis tribun populaire radical de gauche, essayiste ; 1929, un roman sur la Révolution : *Des Kaisers Kulis* ; 1933, émigration en URSS ; après la Seconde Guerre mondiale, un roman sous forme de trilogie : *Stalingrad/Moskau/Berlin* ; Voir le cahier Pliever de l'organe de la FAUD "Besinnung und Aufbruch", novembre 1932 ; voir aussi Harry Wilde, *Theodor Plievier, Nuklpunkt der Freiheit* [Theodore Plievier, le zéro de la liberté], Munich/Vienne/Bâle 1965 ; y figurent beaucoup de choses sur l'atmosphère des milieux anarchistes d'Allemagne après 1918, voir p. 9-88.

⁸ Voir Theodor Plievier, *Anarchie*, Weimar sans date (1919).

⁹ Voir "Die Schöpfung", 1^o année (1921) n^o 46.

¹⁰ Voir à ce sujet la série d'articles : *Gustav Landauer und die sozialistische Siedlungsaktion* [Gustav Landauer et l'action en faveur de colonies socialistes] dans : "Der Freie Arbeiter", 13^o année (1920), n^o 26 sq.

¹¹ Grossmann atteste de l'existence d'autres colonies de ce genre en Allemagne : [illisible], Bergfried (Bavière), Schlüchtern, Frankenfeld et Blakenburg : voir "Erkenntnis und Befreiung", 3^o année (1921), n^o 28.

¹² Voir "Erkenntnis und Befreiung", 1^o année (1919), n^o 25 et 31.

autre projet, élaboré avec empressement par le cercle tournant autour de la "Schöpfung", fut l'instauration d'écoles laïques dans l'esprit de l'anarchiste et pédagogue espagnol Francisco Ferrer; là aussi, il n'y eut quelques débuts de réalisation de ce projet¹³.

Dans la Ruhr, là où, en septembre 1919, la fusion organisationnelle des syndicalistes révolutionnaires avec les unionistes avait été provisoirement réalisée, une frontière dogmatique aussi stricte que celle qui était réclamée par la Commission Commerciale de Berlin ne fut jamais respectée; les frontières entre les deux organisations furent, ici encore plus que dans les autres parties de l'Empire, mouvantes. Quand, après l'échec de l'Action de Mars du VKPD en 1921, les forces contre-révolutionnaires prirent sensiblement le dessus dans les événements politiques quotidiens, il y eut également à Berlin, comme dans beaucoup de localités, des tentatives d'unification entre l'AAU et la FAU. On s'entendit à Berlin en avril 1921 sur le fait que, jusqu'à la fin des négociations d'unification, on ne devait rien dire des deux côtés dans la presse au sujet de la polémique et l'on se mit d'accord sur des lignes directrices communes pour une unité d'action dont les points les plus importants étaient les suivants :

« 1. Guidé par la volonté de rendre possible une conduite unitaire des luttes de la part des organisations de la FAU et de l'AAU qui sont proches aussi bien du point de vue organisationnel qu'idéologique, un comité d'action composé de manière paritaire a été formé par les groupes locaux berlinois des deux organisations en vue d'une communication et d'une prise de contact mutuelles et durables des deux organisations....

5. Comme stade de transition nécessaire, les deux organisations reconnaissent la dictature du prolétariat, mais, sous ce terme de "dictature", l'on doit comprendre la volonté exclusive des producteurs actifs, c'est-à-dire une dictature de classe, mais non de parti. »¹⁴

Dans les deux organisations, FAU et AAU, une lutte violente s'engagea au sujet de ces accords. Ils furent recommandés par les représentants de la tendance "organisation unitaire" de l'AAU et par les membres de la FAU qui penchaient vers l'opposition de Düsseldorf; les partisans de la Commission Commerciale de la FAUD et les adeptes du KAP dans l'AAU torpillèrent en fin de compte les négociations. Après l'exposé de l'opposition de Düsseldorf¹⁵, l'accord sur l'arrêt de toute polémique fut rompu – « reste à voir si c'est consciemment ou inconsciemment » – par deux articles publiés par la Commission Commerciale¹⁶, ce que la fraction du KAP dans l'AAU utilisa à son tour, comme preuve du manque de volonté d'unité de la FAU, contre sa propre opposition. Peu après le début de sa parution, la "Schöpfung" s'était fait l'avocate de l'unification radicale de gauche¹⁷ qui, dans la seconde moitié de 1921, s'était produite en différents lieux; ainsi par exemple à Höchst a. M. où fut réalisée, sur la base des lignes directrices berlinoises, une fusion des unions

¹³ Heinrich Vogeler dirigea pendant un certain temps une telle école. Voir ses textes pédagogiques : Heinrich Vogeler, *Siedlungswesen und Arbeitsschule* [Établissement et école du travail], Hanovre 1919 ; Heinrich Vogeler, *Die Arbeitsschule als Aufbauzelle der klassenlosen menschlichen Gesellschaft* [L'école du travail comme cellule d'organisation de la société humaine sans classes], Hambourg 1921.

¹⁴ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n° 17 ; "Die Schöpfung", 1^o année (1921) n° 54.

¹⁵ "Die Schöpfung", 1^o année (1921) n° 54.

¹⁶ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n° 15 et 17 : *Syndikalist und AAU*

¹⁷ Voir "Die Schöpfung", 1^o année (1921) n° 37, 42, 46, 54 etc. ; voir aussi la rubrique permanente : *Der Schrei nach Einigung* [L'appel à l'unification].

locales de la FAU et de l'AAU¹⁸. L'organe de la Commission Commerciale continua à rejeter des alliances avec « tous les socialistes étatiques depuis le SPD jusqu'à l'AAU »¹⁹. Au XIV^e Congrès de la FAUD, en novembre 1922, une proposition provenant de Stettin, qui demandait d'effectuer la fusion générale de la FAUD et de l'AAU, fut repoussée²⁰. La rigidité dogmatique de la Commission Commerciale prédominait également à l'égard de l'aile des unionistes qui était la plus proche des syndicalistes révolutionnaires, à savoir la tendance "organisation unitaire", bien qu'il n'y ait pas eu pour ainsi dire de divergences objectives entre elles; le seul point de querelle que Pfempfert put nommer incidemment fut la revendication de la non-violence de la part de la Commission Commerciale²¹.

À côté de cette attitude tactique plus élastique de ceux de Düsseldorf, qui provenait de leur tendance prononcée à l'action, les contradictions internes à l'organisation dans la FAUD avaient également pour partie des causes idéologiques. Quand Rocker se plaignait en novembre 1921, dans une lettre adressée à Max Nettau, qu'une partie des anciens anarchistes s'était fourvoyée « dans les régions supérieures d'une "surhumanité" impuissante »²² et qu'elle était perdue pour toute activité sérieuse, il pensait à ceux de Düsseldorf. Du côté de la Commission Commerciale, on reprochait à ceux de Düsseldorf leur "individualisme"²³; si cette notion avait en général une signification idéologique et si elle ne devait pas stigmatiser seulement l'indépendance d'esprit des oppositionnels, elle était nécessairement marquée par les théories qui, sous l'influence de "Erkenntnis und Befreiung" [Connaissance et émancipation] de Grossmann, étaient défendues dans le "Freie Arbeiter"; Grossmann, qui, en avril et mai 1921, fit un voyage d'agitation en Allemagne²⁴, dirigeait à Vienne une ligue anarchiste : "Connaissance et émancipation au sens de Léon Tolstoï", et il se réclamait entre autres de Nietzsche. Les contradictions idéologiques sont, en fin de compte, moins facilement compréhensibles que les animosités personnelles entre les différents porte-parole anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires. Il existait déjà des tensions personnelles entre Köster et Kater avant la Guerre mondiale²⁵, et on en était arrivé à la brouille entre Rocker et Grossmann depuis leur époque londonienne commune, de même qu'entre Rocker et l'éditeur du "Freie Arbeiter" en 1919.

Toutes ces tensions latentes en étaient arrivées à éclater lorsque Kater, à la fin d'août 1921, avait caractérisé les mouvements oppositionnels de la Ruhr comme « de la ratiocination, de la théorisation, de l'individualisme exacerbé »²⁶; il déclencha ainsi une controverse qui atteignit son point culminant lors du XIII^e Congrès, en octobre de cette année-là, et qui donna l'impression que l'ensemble de l'organisation était sur le point de se dissoudre. Les discussions continuèrent encore un moment après le congrès. Lorsque Fritz Köster, à qui avait été confiée la rédaction du "Syndikalist" par tirage au sort lors du XIII^e Congrès,

¹⁸ "Die Schöpfung", 1^e année (1921) n^o 54. "Die Schöpfung" souligne qu'il ne s'agissait pas avec les initiateurs de cette unification de novices, mais de deux camarades qui avaient appartenu avant la Première Guerre mondiale à la "Fédération libre".

¹⁹ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 38.

²⁰ "Die Schöpfung", 2^e année (1922) n^o 24.

²¹ "Der Syndikalist", 5^e année (1923), n^o 1.

²² Lettre de Rudolf Rocker dans : *Korrespondanz Rudolf Rocker - Dr Max Nettlau* du 2/11/1921.

²³ La tradition intellectuelle historique de l'anarchisme individualiste fut poursuivie dans le bihebdomadaire publié depuis 1919 à Berlin par Benedict Lachmann : "Der individualistische Anarchist"; la tradition de l'anarchisme de Stirner dans la feuille "Der Einzige" [L'Unique] publiée par le Dr Anselm Ruest. L'"individualisme" des gens de Düsseldorf n'avait rien à voir avec les deux traditions précédentes.

²⁴ Voir ses reportages sur la situation dans l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire allemands dans "Erkenntnis und Befreiung", 3^e année (1921), n^o 29 sq.

²⁵ Voir à ce sujet Fritz Köster dans "Die Schöpfung", 1^e année (1921) n^o 59.

²⁶ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 36. Voir aussi le rejet formel des actions d'établissement par Kater dans "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 31.

caricatura incidemment l'attitude bornée et dogmatique de la Commission Commerciale²⁷, il fut immédiatement déchargé de son poste et c'est August Souchy qui reprit la rédaction. Lors du XIV^e Congrès, en novembre 1922, on était parvenu à un certain équilibre entre la tendance de Berlin et la tendance de Düsseldorf dans la FAUD²⁸, et, au cours de l'année 1923, les divergences entre les deux tendances furent effacées par le tourbillon de l'inflation.

4. La "Tendance de Gelsenkirchen de la FAU" et l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne (Organisation des conseils)"

Rocker décrivait ainsi les inconvénients du développement hypertrophié de l'organisation de la Rhénanie-Westphalie : la situation avait fait en sorte que l'organisation avait dû accueillir souvent des milliers de nouveaux adhérents qu'il aurait fallu former spirituellement et préparer à des conceptions anarcho-syndicalistes; dans la plupart des cas, il s'était agi d'anciens membres des vieux syndicats centralisés¹. La partie des ouvriers qui, déçue après la grève générale de la Ruhr, se détourna à partir de juin 1919 de l'ancien syndicat centralisé, et qui fut atteinte au moins par l'éducation spirituelle des anarcho-syndicalistes, fut regroupée dans la deuxième "Union Générale des Mineurs" qui avait été constituée en juin 1919 sous la protection du KPD(S) en concurrence avec la Fédération des Mineurs de la "Fédération Libre"². Elle prit part ensuite, comme minorité relativement faible, à la fondation problématique de la FAU de la Rhénanie-Westphalie en septembre 1919 mais sans se dissoudre dans cette coalition³. Pendant quelques mois, il régna dans l'ex-"Union Générale des Mineurs" un fouillis inextricable d'idées unionistes (organisation d'entreprise, organisation unitaire) et de propagande syndicaliste révolutionnaire. Avec le temps, le fouillis se dissipa; les syndicalistes révolutionnaires restèrent les plus forts; « la pensée syndicaliste révolutionnaire, fédérative, domina pendant un certain temps et elle a corrodé le cerveau des travailleurs »⁴. L'Union conserva son étiquette d'"Union Ouvrière

²⁷ Der Syndikalist", 4^e année (1922), n^o 11 supplément.

²⁸ Voir les comptes rendus du congrès dans : "Der Syndikalist", 4^e année (1922), n^o 47 et dans : "Die Schöpfung", 2^e année (1922) n^o 24.

¹ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 193.

² Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur la fondation de la FAU de la Rhénanie-Westphalie.

³ L'on a lu plus tard dans l'Organe syndical du VKPD : « L'expulsion de camarades dirigeants de l'Union, les innombrables arrestations et persécutions ont privé l'Union des Mineurs des meilleures forces et elles ont été, durant la période illégale, le jouet des éléments syndicalistes révolutionnaires qui n'ont pas été concernés par l'état de siège, et cela a même conduit en septembre et octobre 1918 à une jonction apparente entre l'Union et la "Fédération Libre" syndicaliste révolutionnaire ». Voir "Der Kommunistische Gewerkschafter, Wochenzeitung für die Tätigkeit der Kommunisten in den Gewerkschaften und Betriebsräten", 1^e année (1931), n^o 3 : *Die freie Arbeiter-Union Gelsenkirchen* [L'Union Libre des Travailleurs de Gelsenkirchen].

⁴ Voir "Die Rote Gewerkschafts-Internationale, Mitteilungsblatt aller für den Zusammenschluss im Internationalen Rat der Fach- und Industrieverbände wirkenden Arbeiter und Angestellten" [L'Internationale Syndicale Rouge, feuille d'information de tous les ouvriers et les employés qui travaillent activement en faveur du regroupement dans le Conseil international des syndicats professionnels et industriels], 1^e année (1921), n^o 7 : *Warum hat sich die Freie Arbeiter-Union Gelsenkirchen der Roten Gewerkschaftsinternationale angeschlossen ?* [Pourquoi l'Union Libre des Travailleurs de Gelsenkirchen a-t-elle rejoint l'ISR ?].

Libre ", acquise à la réunion de septembre (1919), et elle se nomma, d'après son chef-lieu, "Tendance de Gelsenkirchen". Après que l'état de siège eut été levé en juin 1920, l'agitation politique démarra de la part des partis et les principes marxistes commencèrent à s'imposer dans l'organisation à l'encontre du syndicalisme révolutionnaire qui avait été admis de manière superficielle. « L'esprit syndicaliste révolutionnaire fut stigmatisé et une base marxiste fut créée dans l'organisation au cours d'innombrables réunions publiques »⁵. À partir de février 1920, la FAU Gelsenkirchen publia son propre organe de presse : "L'Union Ouvrière Libre, Organe des organisations de puits de mine et d'entreprise des travailleurs manuels et intellectuels". Tandis que, dans les premiers numéros, la lutte pour le pouvoir politique était encore rejetée sur le plan des principes, la feuille prit bientôt une attitude plus conciliante par rapport aux partis politiques.

Ceux de Gelsenkirchen tirèrent le trait d'union extérieur vers la FAUD(S) syndicaliste révolutionnaire quand ils convoquèrent du 31 octobre au 2 novembre 1920 un congrès national au cours duquel ils se joignirent aux Unions des Mineurs d'Allemagne Centrale et de Haute Silésie⁶. Après cet accroissement, l'organisation, qui fut tout d'abord sous l'influence de l'USP, commença à devenir intéressante aussi pour le KPD, bien que sa simple existence, en tant que groupe indépendant, séparé du syndicat des mineurs, ait été en contradiction avec le mot d'ordre de la centrale de Levi, à savoir qu'il fallait combattre la bureaucratie syndicale à l'intérieur des anciens syndicats. En effet, Levi avait déjà pris en compte l'existence de l'Union des Mineurs lors du II^o Congrès du KPD(S); en janvier 1921, le VKPD, qui venait tout juste d'être créé, complimenta ceux de Gelsenkirchen : alors que toutes les autres Unions étaient devenues le jouet des théories syndicalistes révolutionnaires, dans la FAU Gelsenkirchen étaient « réunis dans une certaine mesure des facteurs qu'il semble possible et nécessaire de faire servir le mouvement révolutionnaire »⁷. La FAU Gelsenkirchen avait, après de longues délibérations, défini de la manière suivante ses rapports avec le VKPD le 18 janvier 1921 :

« L'Union n'a à recevoir de directives d'aucune sorte du parti, mais elle travaille selon les lignes directrices du Conseil International auquel elle enverra ses représentants... Les camarades du parti dans l'Union ont en revanche le devoir naturel de veiller à ce que l'Union mène la véritable lutte de classe sur un terrain marxiste. Le parti ne peut donc agir qu'indirectement au travers des membres communistes de l'Union, exactement comme dans d'autres syndicats. »⁸

La FAU Gelsenkirchen avait insisté, lors des négociations avec le VKPD en janvier, sur le fait que le parti favoriserait l'adhésion à l'Union de tous les groupes syndicaux exclus de l'ADGB. En contre-partie, l'Union abandonnerait son mot d'ordre de "Quittez les syndicats!". C'est autour de ces deux points-là que tourna la discussion sans fin entre le KPD et l'Union durant toute l'année suivante. La centrale du KPD s'efforçait d'endiguer à tous égards l'efficacité des syndicats indépendants, laquelle était difficilement compatible

⁵ *ibidem*.

⁶ Selon des données chiffrées estimées de façon plutôt optimistes, l'Organisation de la Rhénanie -Westphalie apportait environ 90 000 membres, celle de l'Allemagne centrale environ 10 000, et celle de la Silésie environ 15 000, à la fusion. Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n^o 15821/28.

⁷ "Der Kommunistische Gewerkschafter", 1^o année (1921), n^o 3.

⁸ "Freie Arbeiter-Union", 2^o année (1920), n^o 4. Le "Conseil international" était le Comité préparatoire pour l'"Internationale Syndicale Rouge" (ISR) de Moscou.

avec sa tactique syndicale des cellules⁹, et elle ne favorisait pas l'adhésion des autres syndicats indépendants. La FAU prit le parti de la rupture de l'accord et elle fusionna contre la volonté de celui-ci en mai 1921 avec deux autres syndicats, le "Syndicat des travailleurs manuels et intellectuels" (Berlin) et le "Syndicat des travailleurs agricoles" (Brunswick), qui naquirent tous les deux en novembre 1918 de leur opposition à la "politique des instances" de leurs syndicats libres d'origine¹⁰; elle reprit en même temps le mot d'ordre communiste de gauche de sortie des syndicats.

Néanmoins, la FAU Gelsenkirchen se donna du mal pour être acceptée dans l'"Internationale Syndicale Rouge" (ISR)¹¹, admission qui avait été catégoriquement rejetée par la Commission Commerciale de la FAUD(S). À une requête correspondante de septembre 1920, il ne fut répondu positivement qu'en janvier de l'année suivante par l'Assemblée préparatoire de la nouvelle Internationale Syndicale. Lors du Congrès constitutif de l'ISR en juin 1921, L'Union de Gelsenkirchen fut représentée par six délégués. Mais étant donné que cette organisation syndicale parallèle au Komintern cherchait à influencer l'Union dans le sens de la tactique des cellules préconisée par la centrale du KPD¹², il se créa seulement de la sorte un nouveau foyer de conflit. Lorsque les trois syndicats indépendants, qui avaient formé un cartel depuis le mois de mai de cette année-là, fusionnèrent le 4 septembre 1921 sous le nom de l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne (Organisations des conseils)", elles déclarèrent :

« L'Union Ouvrière Libre renonce au mot d'ordre : "Sortez des syndicats!" parce qu'elle est consciente qu'elle est et doit rester membre de l'Internationale Syndicale Rouge afin de pouvoir mener jusqu'à la victoire, conjointement avec elle et le Parti Communiste d'Allemagne, le combat révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat. Pour parvenir à cela, la FAU demande au KPD la permission que tous ceux qui ont été exclus par suite de la décision définitive des congrès syndicaux adhèrent à la FAU puisque, selon les résolutions de Moscou, il est interdit de constituer de nouveaux syndicats. »¹³

La fusion des trois syndicats en septembre 1921 signifiait une consolidation réitérée de l'ex-FAU Gelsenkirchen, dont le nombre d'adhérents s'éleva ainsi, d'après ses propres informations¹⁴, à environ 168 000. Le co-rapporteur (Fritz Heckert) désigné par le KPD exprima lors du congrès son fort mécontentement sur le déroulement de celui-ci; les efforts

⁹ Le "Syndicat des Travailleurs manuels et intellectuels" de Berlin par exemple n'avait été accepté dans l'ISR qu'à la condition « qu'il n'exerce aucune activité de propagande à l'extérieur de Berlin et qu'il ne prévoit pas la fondation de nouveaux groupes locaux ». Voir "Der Kommunistische Gewerkschafter", 1^o année (1921), n^o 6 ; voir aussi : Paul Hermberg, *loc. cit.*, p. 230 sq.

¹⁰ Voir le compte rendu détaillé du représentant de ces syndicats lors de la Conférence de fusion en septembre 1921, dans : "Union, Zentral-Organ der Union der Hand- und Kopfarbeiter Deutschlands (Räteorganisation), 3^o année (1921), n^o 35.

¹¹ Concernant la naissance et l'histoire de l'ISR, voir Günther Nollau, *Die Internationale, Wurzeln und Erscheinungsformen des proletarischen Internationalismus* [L'Internationale, racines et manifestations de l'internationalisme prolétarien], Cologne/Berlin 1959, p. 164 sq.

¹² Voir à ce sujet la lettre de l'"Internationale Rat" à la FAU de Gelsenkirchen de mai 1921 : « Lorsqu'ils ont sollicité l'admission au Conseil international des Syndicats professionnels et industriels, vos porte-parole ont pris des engagements qu'ils ne sont plus disposés à tenir », dans : "Die Rote Gewerkschafts-Internationale", 1^o année (1921), n^o 18. Voir aussi Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 83 sq.

¹³ Voir "Union", 3^o année (1921), n^o 35.

¹⁴ Voir *ibidem*. Hermberg (*loc. cit.*, p. 231 sq.) constatait toutefois, sur la base d'un matériel fiable, que le nombre d'adhérents de l'Union (à l'exclusion de la Silésie) tournait, entre janvier et juillet 1922, autour d'environ 70 000.

du KPD pour endiguer l'extension des syndicats indépendants avaient été encore une fois contrecarrés par le Congrès de fusion.

La nouvelle organisation fut de nouveau exhortée par le KPD à venir à bout des tendances anarcho-syndicalistes et réformistes en son sein; un porte-parole de l'Union elle-même indiqua, lors du Congrès de fusion, comme dernière cause des discussions avec le KPD, le fait que « l'organisation avait une certaine tradition syndicaliste révolutionnaire derrière elle ». « Elle était fortement pénétrée par l'esprit du fédéralisme et de l'anarchisme »¹⁵. L'organisation qui ne se dégagerait pas encore complètement pendant longtemps de ces idées était consternée par la conversion du KPD à la ligne de la discipline militaire. Si, sur la base de ce passé syndicaliste révolutionnaire, l'on examine les statuts¹⁶ que le Congrès de fusion adopta, il devient alors visible que l'Union avait fait bon nombre de concessions au KPD sans pour autant renier tout à fait son origine communiste de gauche et syndicaliste révolutionnaire. Les principes de l'organisation unitaire (§ 2) et de l'organisation d'entreprise (§ 4) furent conservés. Concernant la fusion régionale, les organisations d'entreprise devaient constituer des districts économiques; l'Union forma quatre districts de ce type : la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie, l'Allemagne centrale, Berlin-Brandebourg et la Silésie. Concernant la fusion économique, elles devaient constituer des groupes d'industrie; le bassin de recrutement de l'industrie minière avait été depuis les tout premiers débuts de l'Union, à la mi-1919, sa véritable base industrielle et il le demeura; c'est avec fierté que l'on indiqua lors du Congrès de septembre 1921 un afflux considérable en provenance de la métallurgie; le "Syndicat des Travailleurs manuels et intellectuels" apporta finalement à l'Union le groupe professionnel des employés des communes et de l'État, de même que le "Syndicat Libre des Ouvriers agricoles" lui apporta le groupe des travailleurs agricoles. Au II^o Congrès national de l'Union en octobre 1922 à Essen, on posa l'exigence d'organiser autant de branches industrielles que possible; l'ISR et le KPD cherchaient au contraire à dissuader l'Union de cet "universalisme" et à restreindre son domaine d'organisation à l'industrie minière¹⁷. Une large autonomie était laissée aux groupes locaux (§ 9); ils géraient leurs affaires intérieures de manière indépendante et ils menaient également des actions à l'échelle locale sur leur propre initiative (§ 17). L'instance suprême dans toutes les questions, c'était le congrès national, l'exécutif suprême c'était la centrale nationale qui se composait de fonctionnaires rémunérés mais qui pouvaient être révoqués à tout instant (§ 8). La centrale nationale éditait aussi l'organe central, l'"Union", qui parut, pour la région de la Ruhr, tout d'abord à Gelsenkirchen, puis à partir de mars 1922 à Essen, pour la région industrielle de l'Allemagne centrale à Halle et pour la Silésie à Gleiwitz. Bien que, dans l'énumération des compétences de la centrale nationale (§ 9), une tendance vers une forme d'organisation centralisée ne soit pas à méconnaître, la structure organisationnelle réelle de l'Union restait fédéraliste. Lors du III^o Congrès de l'Union en mai 1924 à Bochum, un porte-parole de la centrale nationale critiquait le fait que la structure de l'organisation, et en particulier la relation entre la centrale et les différents districts économiques, était devenue de plus en plus lâche; c'est ainsi que se sont développées progressivement des situations « qui ne correspondaient pas à une organisation solide, constituée de manière centralisée, mais qui aboutissaient plutôt à un particularisme de type fédéraliste »¹⁸. Comme pour l'AAUD et la FAUD(S), les cotisations des adhérents étaient très faibles (§ 6) et il y eut un conflit permanent entre le KPD et l'Union à propos de

¹⁵ "Union", 3^o année (1921), n^o 35.

¹⁶ Voir les statuts de l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne (Organisation des conseils), membre de l'Internationale Syndicale Rouge, sans lieu 1921. Voir l'Appendice documentaire n^o X.

¹⁷ Voir à ce sujet la lettre de l'ISR au II^o Congrès national de l'Union dans : "Der Kommunistische Gewerkschafter", 2^o année (1922), n^o 35.

¹⁸ "Union", 4^o année (1924), n^o 9.

l'augmentation des cotisations que réclamait le KPD. De la même façon que les unionistes et les syndicalistes révolutionnaires, l'Union, en tant qu'organisation sociale-révolutionnaire (§ 3), n'avait pas de caisses de soutien. Mais contrairement à l'AAU et à la FAU, elle participait, conformément à ses statuts, à tous les organismes légaux (conseils d'entreprise légaux, etc.) et aux négociations salariales (conclusions d'accords salariaux, etc.) (§ 3). Cette participation aux négociations salariales et aux élections aux conseils d'entreprise fut, lors de la Conférence de fusion en septembre 1921, l'une des questions les plus disputées car elle ne correspondait ni au tempérament révolutionnaire des larges cercles d'adhérents de l'Union¹⁹, ni à la conception sociale-révolutionnaire qu'ils se faisaient d'eux-mêmes. L'approbation donnée par le Congrès à ces moyens de lutte résultait d'une part d'un certain épuisement révolutionnaire du prolétariat allemand et elle était d'autre part indubitablement une concession faite au KPD. Les états d'âme radicaux toujours existants qui s'exprimèrent contre l'institution de caisses de grève et contre la conduite de grèves partielles se manifestèrent par la suite. L'ISR admonesta le II^e Congrès de l'Union sur le fait qu'il y avait des camarades qui croyaient que la lutte pour des revendications partielles dispersait les forces et les énergies de la classe ouvrière et qu'il était possible d'économiser toute l'énergie et toutes les forces pour le dernier combat décisif. « Ceci est une conception erronée et, de par sa nature, réactionnaire »²⁰.

Les états d'âme de ce type qui imprégnaient périodiquement l'Union et qui faisaient sans cesse bon accueil à la propagande en faveur de la sortie des anciens syndicats eurent pour résultat que la relation de l'organisation avec le KPD et l'ISR resta durablement tendue²¹. C'est sur cette question de la soumission aux directives de l'ISR que l'on en arriva, au début de 1924, à l'exclusion du KPD d'une minorité rebelle qui était conduite par Paul Weyer. Le chef-lieu de cette minorité était Gelsenkirchen; en mars 1924, elle convoqua son propre congrès à Essen et elle devint indépendante. La majorité favorable au parti, avec son siège à Bochum, et qui était conduite par l'employé Hammer, avait le soutien de l'ISR²². L'importance de l'Union dans le domaine politico-syndical ne fut pas seulement amoindrie par cette scission; l'Union connut, avec la stabilisation économique commençante, la même déperdition d'adhérents que les autres syndicats sociaux-révolutionnaires; à la fin de 1924, il n'existait plus que les deux groupes d'industrie traditionnellement les plus grands de l'Union; le groupe d'industrie de l'extraction minière comptait encore 14 000 membres, et le groupe d'industrie de la métallurgie en comptait encore environ 6 700²³.

Le contact avec la FAUD et l'AAUD ne fut jamais totalement rompu. Après la scission de la tendance de Gelsenkirchen en octobre 1920, la FAUD avait encore perdu au tournant de l'année 1920/21 un certain nombre d'unions locales au profit de la nouvelle organisation; la Commission Commerciale se plaignit au début de 1921 que toute une série de petites organisations était passée dans le camp de ceux de Gelsenkirchen avec les caisses et les

¹⁹ C'est sur cette même question que la scission s'est produite dans le KAP et dans l'AAU. Voir plus loin le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAUD. Voir aussi, concernant la question de la participation aux négociations salariales, l'invitation de la FAU Gelsenkirchen au Congrès de fusion, qui préconisait la participation afin « d'arracher le masque dans les négociations » aux adversaires des syndicats libres. Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n° 15849/105.

²⁰ «Der Kommunistische Gewerkschafter», 2^e année (1922), n° 35.

²¹ Voir «Der Kommunistische Gewerkschafter», 2^e année (1922), n° 35 pour ce qui concerne le II^e Congrès de l'Union en octobre 1922 : « Beaucoup de nos camarades ont envisagé ce congrès avec de fortes craintes car, au cours des derniers mois, des différences plus importantes entre les unionistes et l'opposition syndicale révolutionnaire étaient réapparues. Dans l'Union, les attitudes anarcho-syndicalistes luttèrent encore pour la suprématie... ».

²² Voir la lettre de l'ISR à cette fraction de l'Union dans l'"Union", 4^e année (1924), n° 9.

²³ Voir Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 211.

équipements syndicaux, et en laissant derrière elles une dette considérable²⁴. Bien que la FAUD(S) ait eu à enregistrer de lourdes pertes d'adhérents au cours de l'année 1921 précisément dans la région de la Ruhr, elle resta selon toute apparence supérieure en nombre à l'organisation de Gelsenkirchen²⁵. La Commission Commerciale de la FAUD(S) essaya à plusieurs reprises de démontrer que ceux de Gelsenkirchen s'étaient vendus au KPD; après le II^o Congrès de l'Union, le "Syndikalist" constatait de manière satisfaite : « L'Union de Gelsenkirchen sous la curatelle du KPD! »²⁶. L'AAU, qui, après la fondation de la FAU Gelsenkirchen, avait perdu pareillement divers groupes locaux au profit de celle-ci²⁷, entretint pendant un certain temps des négociations d'unification avec ceux de Gelsenkirchen; lors de la Conférence de fusion de septembre 1921, un représentant de l'AAUD eut aussi la parole : il exhorta l'Union à demeurer indépendante des partis politiques et il polémiqua contre la tactique des cellules du KPD²⁸; mais le rapport d'activité de l'Union à ce même Congrès établissait que, après de longues tractations avec l'AAU, l'on en était arrivé à la conviction « que l'unification avec le groupe susnommé n'était pas possible pour différentes raisons »²⁹. On parvint cependant sans cesse, sporadiquement, à la constitution au niveau local de comités d'action entre les syndicats sociaux-révolutionnaires³⁰ et aussi à des tentatives d'unification³¹; il existait également des relations avec le KAPD; c'est ainsi qu'une résolution du Congrès de fusion de l'Union décida d'envoyer un représentant au prochain congrès du KAPD.

Quoique toutes ces organisations sociales-révolutionnaires aient entre elles plus de choses en commun que de choses qui les séparaient, et bien qu'elles connurent à un degré croissant le même destin (scissions, déperdition d'adhérents, etc.) en raison de l'évolution économique et sociale durant les années qui vont de 1920 à 1924, l'égoïsme d'organisation de ces groupes, surdéveloppé de manière grotesque par rapport à leur force effective, empêcha l'unification de ces forces d'extrême gauche. L'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne" surpassa encore d'une certaine manière les autres groupes sur le terrain de l'impuissance tactique. Prisonnière de ses origines unionistes et syndicalistes révolutionnaires, elle conclut un accord perpétuellement remis en question avec le KPD; incapable de faire alliance avec la FAUD(S) et l'AAUD, elle constitua un héritage communiste de gauche dont le KPD ne s'est jamais réjoui. À partir du IX^o Congrès du KPD en avril 1924, il y eut l'exigence du retour de l'ensemble des syndicats indépendants dans les sections correspondantes de l'ADGB, pour y mener le travail révolutionnaire contre la bureaucratie syndicale réformatrice; cette exigence fut reprise par le V^o Congrès du Komintern en juin 1925, et le KPD réussit au cours de cette même année à faire fusionner la majorité de l'Union, favorable au parti et qui existait encore après la scission du début de

²⁴ "Der Syndikalist", 3^o année (1921), n^o 7.

²⁵ Une enquête du président du gouvernement de Düsseldorf a donné pour Duisbourg en mai 1921 environ 5 000 membres de la FAUD(S), la FAU Gelsenkirchen n'avait pas « et de loin la force de la FAUD(S) »; à Mulheim/Ruhr, la FAUD avait en avril 1921 environ 5 000 membres, et la FAU Gelsenkirchen environ 3 000. Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n^o 15849/50.

²⁶ "Der Syndikalist", 4^o année (1922), n^o 44.

²⁷ À Neuss a. Rh. par exemple, le groupe local de la FAU Gelsenkirchen était issu de l'AAU locale qui comprenait 300 membres; voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n^o 15849/176.

²⁸ Voir aussi : "Der Kampftruf" (Berlin), 2^o année (1921), n^o 20 : *Zur Reichskonferenz der Gelsenkirchener Union. An die Mitglieder des Freien Arbeiter-Union Gelsenkirchen* [La Conférence nationale de l'Union de Gelsenkirchen. Aux membres de l'"Union Libre des Ouvriers de Gelsenkirchen"]].

²⁹ "Union", 2^o année (1921), n^o 35.

³⁰ En février 1922, les groupes locaux de l'Union, de l'AAU et de la FAUD(S) de Bochum formèrent un Comité d'action commun. Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n^o 15849/170.

³¹ À Oberhausen, les groupes locaux de l'Union et de la FAUD(S) ont demandé par exemple en février 1922 à leur direction « de convoquer dans les plus brefs délais une conférence nationale ayant pour but le regroupement organisationnel de tous les syndicats révolutionnaires ». Voir pol. Akt. D. Reg. Düsseldorf, n^o 15849/175.

1924, avec les syndicats de l'ADGB; l'unification avec les groupes d'industrie de l'extraction minière et de la métallurgie se fit « à des conditions, contre toute attente, favorables »³² et elle scella la fin de l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels", c'est-à-dire de la plus importante des fédérations de syndicats indépendantes, associées au KPD³³.

VII. LA FONDATION ET L'ÉVOLUTION DE L'"UNION OUVRIÈRE GÉNÉRALE D'ALLEMAGNE" (AAUD)

1. Le Congrès constitutif de l'AAUD en février 1920 et la discussion de son programme

Malgré la fusion avec la "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires à la Conférence de Düsseldorf en septembre 1919 et bien que les principes directeurs sur le syndicat du II^e Congrès du KPD n'aient pas été favorables à la formation de nouveaux syndicats, le mouvement unioniste continua de s'émanciper de la tutelle des syndicalistes révolutionnaires car il aspirait à une forme plus solide et supra-régionale de l'organisation. Dans la région de la Ruhr elle-même, des voix s'élevèrent qui désapprouvaient la fusion de septembre. L'organe du KPD(S) pour la Rhénanie-Westphalie, solidaire de l'opposition communiste de gauche, déclara à la fin de novembre que la politique syndicale confuse de la centrale et la propagande énergique des syndicalistes révolutionnaires avaient conduit à ce que la fusion se soit accomplie sur une base « qui contredisait directement les principes du communisme et de l'Union Ouvrière Générale »¹⁸⁶. L'AAU d'Essen déclarait le 21 décembre 1919 qu'elle refusait « de se référer aux principes syndicalistes révolutionnaires »¹⁸⁷ et qu'elle voyait dans le travail en commun avec le KPD la seule voie correcte. Ce sont les porte-parole de l'unionisme de l'Allemagne du Nord-ouest qui prirent fait et cause le plus clairement pour la rupture avec les syndicalistes révolutionnaires. Wolffheim écrivit au début de décembre¹⁸⁸ que les principes directeurs de la FAU de la Rhénanie-Westphalie étaient tout à fait inacceptables; les syndicalistes révolutionnaires ne voyaient dans les organisations d'entreprise qu'un moyen de destruction des anciens syndicats, ils tenaient du reste à leurs syndicats de métier dépassés et ils n'acceptaient pas

³² O. K. Flechtheim, *opus cité*, p. 137.

³³ Au début de 1924, l'aile de l'Union qui était hostile aux partis et qui avait fait scission, joua encore après 1926, sous la direction de Paul Weyer, un certain rôle dans les "syndicats d'industrie révolutionnaires" rudimentaires qui étaient en relation avec le groupe communiste de gauche "Kommunistische Politik" gravitant autour de Karl Korsch et qui poursuivaient la tradition de l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels". Voir Siegfried Bahne, *Die ultralinke Opposition...* [L'opposition d'ultragauche...], *loc. cit.*, p. 379 sq.

¹⁸⁶ Cité dans : "KAZ" (Hambourg), 1^e année (1919), n^o 183.

¹⁸⁷ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 183 : *Die Essener gegen die Syndikalisten* [Ceux d'Essen contre les syndicalistes révolutionnaires].

¹⁸⁸ "KAZ" (Hambourg), 1^e année (1919), n^o 185 : *Zusammenschluss mit den Syndikalisten ?* [Fusion avec les syndicalistes révolutionnaires ?].

la nouvelle organisation de lutte qu'était l'organisation d'entreprise; les unionistes ne devraient rien abandonner de leur programme.

Le 16 décembre 1919, la KAZ de Hambourg avait publié un appel à toutes les organisations d'entreprise révolutionnaires, appel qui qualifiait de nécessité urgente la fusion de toutes les unions et la création de bases unitaires¹⁸⁹; il proposait une conférence nationale de toutes les organisations d'entreprise révolutionnaires à Brême, ville qui, après l'exclusion des oppositionnels lors du Congrès d'octobre du KPD(S), était devenue le chef-lieu de toute l'opposition communiste. « Il existe dans beaucoup d'endroits d'Allemagne des organisations d'entreprise révolutionnaires qui ne sont certes pas unitaires dans leur structure, mais qui sont d'accord sur la connaissance théorique »¹⁹⁰. Si l'on parcourt des yeux ce que le mouvement unioniste a offert jusqu'en février 1920 comme résultats théoriques, c'est le manque d'homogénéité du jeune mouvement qui se manifeste certainement y compris dans la connaissance théorique. Les deux impulsions théoriques de l'unionisme allemand, qui trouvèrent directement leur origine dans les IWW américains, étaient déjà différentes; l'unionisme de Wolffheim découlait de l'attitude hostile au parti de la majorité des IWW, alors que l'agitation de Dannenberg provenait d'une branche des IWW qui était favorable au parti politique¹⁹¹. Otto Rühle était absolument convaincu du caractère dépassé de la forme d'organisation du parti politique, et il alla encore au-delà de la position hambourgeoise qui prévoyait quant à elle une coexistence limitée dans le temps du parti et des unions¹⁹². Les unionistes berlinois regroupés autour de Karl Schröder recommandaient la coexistence du parti et des organisations d'entreprise révolutionnaires à long terme¹⁹³. C'est à cause de cette question du rapport entre les unions et le parti que l'on en arriva à la rupture entre les communistes de gauche de Hambourg et de Brême. À côté des divergences déjà visibles en août-septembre 1919 à propos du rôle des unions, on en vint à un refroidissement encore plus marqué entre les deux tendances en raison de la "Première adresse communiste au prolétariat allemand"¹⁹⁴ de Laufenberg et de Wolffheim, qui servit d'introduction depuis la mi-novembre (1919) à leur agitation national-bolchevique; à partir du moment où ils concentrèrent leurs énergies sur la propagande de leurs idées national-bolcheviques, Laufenberg et Wolffheim ne jouèrent plus de rôle dirigeant dans l'unionisme allemand; la direction des unionistes hambourgeois passa à l'ancien porte-parole de la "Fédération Libre" syndicaliste révolutionnaire, Karl Roche. Le porte-parole des unionistes brêmois, Karl Becker¹⁹⁵, en accord avec son ami politique Paul Fröhlich, et en se joignant à la critique que ce dernier avait adressée à l'organisation hambourgeoise et berlinoise du KPD(S) en septembre 1919¹⁹⁶, fit le reproche aux Hambourgeois de défendre une théorie, selon laquelle, après la victoire de la révolution

¹⁸⁹ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 194 : *Aufruf an die Revolutionären Betriebsorganisationen* [Appel aux organisations d'entreprise révolutionnaires].

¹⁹⁰ *Ibidem*.

¹⁹¹ Voir à ce sujet Karl Dannenberg, *Warum Allgemeine Arbeiter-Union ?* [Pourquoi l'Union Ouvrière Générale ?], Brunswick 1919. Voir aussi à ce sujet plus loin le paragraphe sur l'unionisme industriel de Brunswick.

¹⁹² Voir plus haut le paragraphe sur la naissance de l'unionisme allemand.

¹⁹³ Karl Schröder/Friedrich Wendel, *Wesen und Ziele der Revolutionären Betriebsorganisation* [Nature et buts de l'organisation d'entreprise révolutionnaire], Berlin 1920, p. 6 ; le texte est paru en janvier 1920.

¹⁹⁴ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 173 supplément ; voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur l'aile national-bolchevique de Laufenberg et de Wolffheim dans le KAP.

¹⁹⁵ Voir Karl Becker, *Der Kampf um die Allgemeine Arbeiter-Union* [La lutte pour l'Union Ouvrière Générale], Brême 1919. Voir aussi à ce sujet le paragraphe sur la naissance de l'unionisme allemand.

¹⁹⁶ Voir Paul Fröhlich, *Die syndikalistische Krankheit* [La maladie syndicaliste révolutionnaire], tiré à part de "Die Internationale", sans date, sans lieu (1919).

prolétarienne, tous les partis – y compris le parti communiste – devraient être dissous¹⁹⁷; il considérait, avec Fröhlich, cette idée comme une utopie "syndicaliste révolutionnaire".

Les représentants de ces différentes tendances de l'unionisme allemand se rencontrèrent à la première conférence nationale de l'"Union Ouvrière Générale d'Allemagne" (AAUD) le 14 février 1920 à Hanovre. Y étaient présents, entre autres, des représentants de Hambourg, de Brême, de Bremerhaven, de Hanovre, de Berlin, de l'Allemagne centrale, de Silésie et de la Ruhr; la tendance de Gelsenkirchen de la FAU était représentée par un invité¹⁹⁸. La discussion fut, comme on pouvait s'y attendre, confuse et elle fut interrompue le 16 février 1920 par la police du fait de l'arrestation de tous les 150 délégués¹⁹⁹, avant que l'on puisse se mettre d'accord, ne serait-ce qu'approximativement, sur des lignes directrices communes. S'affrontèrent dans la discussion les lignes directrices élaborées par Karl Becker pour le compte du bureau d'information brémois de l'ensemble de l'opposition dans le KPD(S), et les principes directeurs pour l'AAU défendus par Karl Roche pour les unionistes hambourgeois. Becker présenta ses lignes directrices comme une alternative "marxiste" au "syndicalisme révolutionnaire" des principes directeurs hambourgeois²⁰⁰. C'est dans « un sens parfaitement marxiste »²⁰¹ qu'il considérait les unions comme des syndicats révolutionnaires au service de la lutte économique des masses; il prévoyait, pour la mise en œuvre couronnée de succès de cette lutte, la réunion centrale des organisations d'entreprise par branches d'industrie d'une part, par régions économiques d'autre part²⁰². Il ne pensait pas que les unions étaient faites pour remplacer le parti communiste, mais il voyait en elles un moyen approprié pour le KPD « d'atteindre toutes les entreprises des branches d'industrie et de transport les plus importantes par un système solidement assemblé d'hommes de confiance »²⁰³. Dans les lignes directrices de Becker, il manquait l'idée de l'organisation unitaire et l'idée du fédéralisme. Avec ce programme, Becker et les unionistes de Brême n'eurent pas l'approbation du congrès; ni Becker ni Fröhlich ne participèrent ensuite à la fondation du KAP en avril de cette année; tous deux restèrent dans le KPD et ils ne jouèrent plus aucun rôle à l'avenir dans l'AAU; après Laufenberg et Wolffheim, ce furent donc deux autres instigateurs prééminents de l'unionisme allemand qui se séparèrent du mouvement. Les principes directeurs hambourgeois, décrits par Becker comme "syndicalistes révolutionnaires", tenaient fermement à l'idée de l'organisation unitaire, ils refusaient en particulier l'institution d'unions d'industrie et ils ne prévoyaient qu'une liaison lâche entre les unions locales dans les régions économiques; on faisait référence à l'organisation unitaire dans la résolution suivante, présentée par Roche au Congrès et adoptée par ce dernier :

« L'Union Ouvrière Générale organise les ouvriers salariés pour le combat final contre le capitalisme et pour l'obtention par la force de la République des conseils. C'est à cette fin

¹⁹⁷ Voir Karl Becker dans : KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 36 : *Die Loslösung von der Partei* [La séparation d'avec le parti].

¹⁹⁸ Voir Hans Bötcher, *opus cité*, p. 66. Bötcher parle à tort d'une première Conférence nationale de l'AAUD en avril 1920.

¹⁹⁹ Voir "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 40 : *Die Konferenz der Arbeiter-Union gesprengt - 150 Teilnehmer verhaftet - Dreyer und Rühle abgeriegelt!* [La Conférence de L'union Ouvrière dispersée - les 150 participants arrêtés - Dreyer et Rühle bouclés !]

²⁰⁰ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 38, Karl Becker : *Zur Reichskonferenz der AAU* [La Conférence nationale de l'AAU].

²⁰¹ *Ibidem*.

²⁰² Voir aussi Karl Becker (*opus cité* p. 14) : « L'Union Ouvrière Générale ne pourra résoudre ses problèmes que lorsque les organisations d'entreprise seront réunies centralement dans chaque lieu et dans chaque district économique, et en outre dans chaque branche industrielle ».

²⁰³ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 38.

qu'elle appelle les ouvriers salariés à se rassembler sur le terrain de l'organisation unitaire révolutionnaire, à créer *une grande union*. »²⁰⁴

Roche formula de manière négative dans la même résolution l'unique base commune que trouva la première Conférence nationale de l'AAU :

« *Ne peuvent pas appartenir à L'Union Ouvrière Générale les organisations qui : 1. participent à l'application de la loi sur les conseils d'entreprise, 2. refusent la dictature du prolétariat, 3. ne reconnaissent pas l'organisation d'entreprise comme base organisationnelle.* »²⁰⁵

Avec cette résolution, on fournissait la ligne de démarcation la plus générale d'avec l'ADGB réformiste (points 1, 2 et 3) et d'avec la FAUD(S) syndicaliste révolutionnaire (points 2 et 3); une base organisationnelle et tactique propre à l'AAUD était encore à trouver.

Les lignes directrices présentées à la Conférence furent discutées dans l'Empire au cours des mois suivants par les organisations d'entreprise; les suggestions de ces dernières allèrent au chef-lieu du mouvement qui était désormais transféré de Brême à Hambourg; les unionistes de Hambourg les examinèrent et en présentèrent un extrait à la deuxième Conférence nationale de l'AAUD des 9 et 10 mai 1920 à Berlin en tant que statut de l'organisation²⁰⁶. La structure de l'AAUD était extrêmement simple. Les organisations d'entreprise se réunissaient dans un lieu donné en groupes locaux; les groupes locaux se réunissaient en régions économiques quand l'exécutif de celles-ci se constituait en comité d'action avec les délégués des groupes locaux. Les compétences des régions économiques étaient insuffisamment délimitées dans les statuts et elles restèrent l'un des points de contentieux les plus graves entre la future tendance majoritaire de l'AAUD et son opposition, laquelle réclamait en partie l'autonomie entière des régions économiques. La première session du Conseil économique de l'Empire en août 1920 prévoyait les 18 régions économiques suivantes : 1. Région côtière, 2. Poméranie, 3. Prusse orientale et occidentale, 4. Grand-Berlin, 5. Brandebourg, 6. Posen, 7. Basse Lusace, 8. Silésie, 9. Saxe orientale, 10. Saxe occidentale, 11. Allemagne centrale, 12. Basse Saxe, 13. Thuringe, 14. Rhénanie-Westphalie, 15. Hesse-Nassau, 16. Hesse rhénane, 17. Baden-Rhénanie-Palatinat, 18. Bavière²⁰⁷. Le nombre et la délimitation des régions économiques²⁰⁸ se modifièrent considérablement dans les années suivantes sur la base des diverses scissions dans l'AAUD. Chaque région économique envoyait un délégué au Conseil économique national, l'exécutif suprême de l'AAUD; l'organisation hambourgeoise fut chargée de la mise en place du Conseil économique national, et elle annonça vouloir remplir cette tâche « sans fonctionnaires dirigeants rémunérés »²⁰⁹. Tous les fonctionnaires étaient révocables à tout moment et toutes les questions techniques

²⁰⁴ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 47. Souligné dans l'original. Les unionistes de Brême n'avaient pas publié cette résolution en dépit de l'ordre du congrès.

²⁰⁵ *Ibidem*. Souligné dans l'original.

²⁰⁶ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 58. Voir aussi : *Die Allgemeine Arbeiter-Union (revolutionäre Betriebsorganisation)* [L'AAU (organisation d'entreprise révolutionnaire)], Berlin 1921, p. 46 sq. Voir d'Appendice documentaire n^o XII.

²⁰⁷ Voir pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n^o 15536/1.

²⁰⁸ Voir sa délimitation exacte dans : "Der Kampftruf, Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation), District économique de Saxe orientale, 1^o année (1920), n^o 19.

²⁰⁹ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 41 : *Die zweite Reichskonferenz der AAU* [La deuxième Conférence nationale de l'AAU].

(fixation des cotisations, protection juridique, secours en cas de grèves, etc.) restaient l'affaire des organisations locales et régionales. L'instance suprême dans toutes les questions était la Conférence nationale dans laquelle, selon la résolution de la deuxième Conférence nationale, les délégués votaient non pas pour leur région économique mais conformément au nombre d'adhérents qu'ils représentaient. Une violente querelle s'éleva bientôt sur la question de savoir si les décisions de la Conférence nationale devaient être obligatoires pour toutes les organisations adhérentes. Les statuts de la deuxième Conférence nationale offrirent une sorte de formule de compromis : les décisions « n'étaient obligatoires » pour tous les membres de l'AAU « que si des questions programmatiques ou organisationnelles avaient été soumises à l'ensemble des membres suffisamment à l'avance pour qu'il leur soit possible de prendre position de manière approfondie »²¹⁰. Une résolution de la Conférence obligeait chaque région économique qui était à même de le faire à publier un organe de presse au sens de l'AAU. Un organe central pour toute l'AAU de l'Empire ne fut jamais publié bien que, avec la prise en main de la tendance de Berlin, son organe, "Der Kampftruf" [L'appel à la lutte], ait rempli de plus en plus la fonction d'un tel organe central. Un observateur contemporain compta environ dix journaux édités hebdomadairement par les différentes régions économiques. Les plus importants de ces périodiques, qui ont paru pour la plupart avec une brève durée de vie, furent : ""Der Kampftruf", Organe de l'Union Ouvrière Générale (organisation d'entreprise révolutionnaire)", qui parut de façon hebdomadaire à Berlin à partir d'avril 1920; l'""Unionist", Organe de l'Union Ouvrière générale", qui commença à paraître à peu près à la même époque à Hambourg; depuis la fin de 1920, fut édité à Düsseldorf : ""Klassenkampf" [Lutte de classe], Organe de l'AAU (organisations d'entreprise révolutionnaires) de la région économique de la Rhénanie-Westphalie".

Les principes directeurs "syndicalistes révolutionnaires" hambourgeois de la première Conférence s'étaient largement imposés en mai 1920. Il n'était plus question pour le syndicat de jouer un rôle d'appoint pour le KPD(S) – ainsi que cela était réclamé par ceux de Brême –; il n'était resté aucune trace de la demande de réunir centralement les unions en groupes d'industrie. Un fédéralisme extrême marquait les règles d'organisation et il laissait le champ libre aux différentes tendances dans l'unionisme allemand. Karl Roche, qui avait eu une grande influence sur la formulation des statuts, renvoyait, par sa pensée fédéraliste et son refus des partis politiques, non seulement à son origine syndicaliste révolutionnaire, mais il se sentait après comme avant lié explicitement à tous les syndicalistes révolutionnaires « qui se tenaient sur le terrain de la dictature des conseils »²¹¹. Quand donc les unionistes brêmois, et plus tard les unionistes berlinois, qualifièrent la tendance hambourgeoise de "syndicaliste révolutionnaire", cela était largement justifié. L'influence de ce sous-courant syndicaliste révolutionnaire dans l'AAUD ne devait pas être cependant de longue durée.

On ne put pas non plus se mettre d'accord sur un programme commun durant la deuxième Conférence nationale. Le processus d'évolution du mouvement unioniste, processus somme toute déconcertant et dont la naissance fut mouvementée, ne déboucha jamais sur une structure organisationnelle relativement stable comme celle de la FAUD(S). Les syndicalistes révolutionnaires purent déjà reconstruire en novembre 1918 en s'appuyant sur les cadres d'avant-guerre et ils avaient depuis décembre 1919 un programme qui était certes controversé mais clairement esquissé. Le mouvement unioniste naquit tout d'abord du mouvement des conseils dans la Révolution allemande; en se fondant sur les organisations d'entreprise constituées dans la révolution, il attira toute une série de

²¹⁰ *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)* (1921), p. 47

²¹¹ Voir "Unionist", 1^o année (1920), n^o 2.

théories et de théoriciens sociaux-révolutionnaires et il prit son essor sans acquérir une forme définitive. Le processus de développement continu faisait lui-même partie de la conception de soi des unionistes. Karl Roche pensait ainsi dans sa réflexion sur la deuxième Conférence nationale : « La révolution crée elle-même ses instruments de lutte et elle leur donne forme et rigueur. Le jeune géant AAU va bientôt tendre sa peau. L'y forcer dès le début, c'est vouloir le tuer »²¹². On trouve la même interprétation dans le programme de fondation du KAPD à propos de l'AAU : « Son affaire principale, c'est le développement révolutionnaire et non pas le programme, les statuts et des plans détaillés »²¹³.

Les unionistes de Hambourg apparurent en position de leaders lors de la deuxième Conférence nationale en mai 1920. Mais un mois auparavant, avait eu lieu la constitution du KAPD dans lequel Karl Schröder jouait un rôle dirigeant à Berlin; lui qui depuis le milieu de 1919 défendait les idées unionistes dans l'organe de presse berlinois du KPD(S) et qui s'était fait remarquer en janvier 1920 avec une brochure rapidement diffusée sur les tâches des organisations d'entreprise révolutionnaires²¹⁴, fit de Berlin, dans les mois suivants, avec son programme combiné pour le KAP et l'AAU, le centre de rayonnement bientôt le plus important de l'unionisme allemand. Lors de la troisième Conférence nationale de l'AAUD en décembre 1920, la tendance berlinoise avait déjà la suprématie dans l'organisation et la tendance hambourgeoise y constituait la plus forte opposition. L'AAUD ne fut pas la création du KAPD comme cela a été suggéré plus tard par les cercles berlinois du KAP²¹⁵, car elle existait localement depuis août 1919 et sur un plan national depuis février 1920, c'est-à-dire beaucoup plus tôt que le parti. Tandis que les oppositionnels exclus en octobre 1919 faisaient encore, lors du III^e Congrès du KPD(S) les 25 et 26 février 1920, une dernière et vaine tentative pour être réintégrés dans le parti avec des propositions de changement du bureau d'information de Brême pour se rapprocher des principes directeurs de Heidelberg, les unions l'emportèrent sur la tendance brêmeoise qui projetait une subordination des organisations d'entreprise révolutionnaires au KPD et elles se constituèrent en une organisation indépendante sur le plan national.

2. L'évolution de la tendance majoritaire de l'"Union Ouvrière Générale d'Allemagne" (AAUD)

La phase de consolidation de l'unionisme allemand se signale, par suite de son tumultueux processus de naissance, par une diversité de ramification organisationnelle encore plus

²¹² "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 47.

²¹³ *Programm der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands* [Programme du KAPD], Berlin 1920, p. 10.

²¹⁴ Karl Schröder/Friedrich Wendel, *Wesen und Ziele der Revolutionären Betriebsorganisation* [Nature et buts de l'organisation d'entreprise révolutionnaire] a été écrit en janvier 1920 sur commande de la 22^e Commission des délégués des Organisations d'entreprise révolutionnaires du Grand Berlin, Berlin 1920.

²¹⁵ Voir à ce sujet entre autres le rapport dans l'organe de Rhénanie-Westphalie de l'AAU "Der Klassenkampf", 1^e année (1921), n^o 15 : « L'opinion erronée selon laquelle ce serait la KAPD qui serait à l'origine de l'AAU a été très souvent répandue, et en vérité principalement par les organes berlinois, aussi bien par le "KAZ" que par le "Kampf" ». Hans Bötcher (*opus cité*, p. 66) et Paul Hermsberg (*loc. cit.*, p. 214) ont adhéré à cette opinion erronée et Peter von Oertzen (*opus cité*, p. 213) suit lui aussi cette fausse présentation.

grande que celle qui avait déjà été constatée pour le syndicalisme révolutionnaire allemand. Le courant qui tendait vers la droite, vers l'USPD, celui de l'unionisme industriel de Brunswick, fut débordé à l'intérieur du mouvement au cours de la première année de l'AAU et il disparut complètement; la tendance organisation unitaire qui penchait vers la gauche, vers les syndicalistes révolutionnaires, se sépara de l'AAU en octobre 1921 avant tout par réaction devant l'exigence des unions à se soumettre effectivement au KAP et elle s'émancipa dans l'"Union Ouvrière Générale Organisation unitaire" (AAUE); tandis que le courant principal dans la FAUD resta relativement homogène, il se produisit encore une fois en mars 1922, dans la tendance majoritaire de l'AAUD, une scission qui entraîna la glissade irrévocable de l'AAUD vers l'état de secte.

Dans les années 1920-21, on remarque tout d'abord une forte extension de l'unionisme; l'AAUD fut capable en 1920, en particulier en Allemagne centrale et dans une moindre mesure dans la région de la Ruhr, de bâtir des organisations et d'attirer à elle des groupes plus ou moins importants de la FAUD¹; une circulaire de la direction berlinoise de l'AAU du 13 janvier 1921 annonçait « des progrès tels que tous les fonctionnaires sont débordés »; on indiquait l'état suivant des membres de l'Union pour le seul Berlin en date du 1^o décembre 1920 : 21 376 hommes, 4 348 femmes et 3 680 jeunes². Ces fortes impulsions à la hausse furent étouffées par la désorganisation de l'AAUD qui fut provoquée par défaite de l'Action de Mars (1921). La présentation suivante de l'état des membres, fournie à la quatrième Conférence nationale de juin 1921, montre l'image la plus parfaitement fidèle des forces relatives des différentes régions économiques : Grand-Berlin : 16 000, Nord-ouest : 14 215, Allemagne occidentale : 8 298, Saxe occidentale : 5 123, Saxe orientale : 3 000, Brandebourg : 3 000, Basse Saxe : 2 250, Basse Lusace : 2 000, Thuringe : 1 400, Allemagne centrale : 1 325, Saxe centrale : 613, Hesse rhénane : 400, Wurtemberg : 300, Poméranie : 280³. Le nombre total des membres de l'AAUD, qui atteignit certainement son point culminant dans la première moitié de 1921, était vraisemblablement plus élevé que les environ 58 000 unionistes représentés à ce Congrès, mais le chiffre de 200 000 adhérents qui était indiqué pour le début de 1921 était très probablement exagéré⁴; une indication plus précise sur le nombre des adhérents de l'AAUD est impossible du fait de l'évolution difficile à cerner – même par les participants eux-mêmes – de l'organisation et en raison de l'alternance des hauts et des bas déterminée par les circonstances extérieures; mais ce qui est sûr, c'est la chute rapide au terme de la période inflationniste, à la fin de 1923. Comme caractérisation sociologique commune des membres des unions, un contemporain expert en analyse nota un trait qui avait déjà été remarqué également comme une particularité du syndicalisme révolutionnaire⁵; à savoir qu'il n'y avait absolument pas chez les unionistes « que des ouvriers non qualifiés comme ce fut le cas au début chez les IWW, mais ... très souvent aussi des ouvriers hautement

¹ Voir Paul Bötcher, *opus cité*, p. 73 ; on y trouve des exemples.

² Cité dans : Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15536/27.

³ *Procès-verbal dactylographié de la Conférence nationale de l'AAU* des 12/14 juin 1921, dans : Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15536/81. Ce procès-verbal qui n'était pas destiné à la publication semble donner des chiffres qui sont le plus susceptibles d'être crédibles.

⁴ Voir Paul Bötcher, *opus cité*, p. 73). Paul Rettig (*opus cité*, p. 40) s'en tient aux chiffres officiels lorsqu'il indique l'évolution le nombre des membres de l'AAUD de la façon suivante : 1920 : 80 000, 1921 (mars) : 200 000, début 1922 : 70 000. Le chiffre d'Ernst Drahn (*Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Iéna 1926, vol. VII, p. 1190) du nombre d'adhérents de l'AAUD de 212 000 pour l'année 1922 est erroné et il est tout au plus à peu près exact comme chiffre global pour toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires et unionistes. Il n'y a aucun indice pour la supposition de Peter von Oertzen selon laquelle l'influence politique des unions était la plus grande en 1923/24 (*Betriebsräte*, p. 207).

⁵ Voir le paragraphe sur la reconstitution de la "Fédération Libre".

qualifiés »⁶, qui avaient été organisés de diverses manières pendant des décennies dans les "syndicats libres" et qui en étaient sortis en guise de protestation contre la politique que ces vieux syndicats avaient menée pendant et après la guerre. Comme chez les syndicalistes révolutionnaires, ce furent les branches industrielles des mines et la métallurgie qui furent le plus fortement représentées dans les unions.

Un coup d'œil sur la force des différentes régions économiques en juin 1921 montre que le Grand-Berlin et le Nord-ouest représentaient les organisations de l'Union qui étaient consolidées au plus haut degré; c'est à Berlin et à Hambourg que se situait également la direction idéologique. Et c'est à Hambourg, chef-lieu du mouvement depuis l'origine de l'unionisme allemand, que Karl Roche formula le programme qui était significativement différent des idées des Berlinoises sur les tâches de l'Union; Roche sortit victorieux de la deuxième Conférence nationale de l'AAUD en mai contre les unionistes de Brême qui avaient une orientation suiviste à l'égard du parti communiste et il se dressa ensuite, en tant que porte-parole de l'AAU de Hambourg et en s'enracinant dans son origine, c'est-à-dire celle de la "Fédération Libre" syndicaliste révolutionnaire, contre la réintroduction d'un parti politique à côté ou surtout au-dessus des unions, ainsi qu'elle était propagée avec succès par les cercles berlinois du KAP. Il considérait les partis politiques comme inappropriés aux objectifs révolutionnaires : « Les vieilles organisations, les partis – ils font plus ou moins partie de la démocratie »⁷. Avec la violente polémique dirigée contre les partis dans la feuille hambourgeoise de l'AAU "Der Unionist", dans laquelle – comme le constate en avril 1921 un observateur du parti communiste – le KAP est « peut-être encore plus maltraité que les autres partis »⁸, le courant hambourgeois se rapprocha fortement de la tendance organisation unitaire de Saxe orientale; c'est aussi pour résister aux tentatives berlinoises de réhabilitation d'une structure centralisée d'organisation⁹ que ceux de Hambourg se joignirent par la suite à la tendance de Saxe orientale et que, après la fondation de l'AAUE, qui se produisit sur l'initiative de la Saxe orientale, l'organisation hambourgeoise forma des contingents importants de cette nouvelle branche d'organisation¹⁰; c'est avec cette adhésion de la majeure partie de la tendance de Hambourg à l'AAUE que prit fin son rôle d'opposition au sein de l'organisation.

La tendance majoritaire de l'AAUD fut influencée, à partir de la mi-1920, par le concept d'union émanant du cercle berlinois communiste de gauche qui gravitait autour de Karl Schröder, lequel, jusqu'à la création du KAPD en avril 1920, n'avait pas eu de rôle de porte-parole dans l'opposition de gauche du KPD. Karl Schröder¹¹ avait noué depuis 1912, après la fin de ses études en philosophie, d'étroits contacts avec les radicaux de gauche dans le SPD par l'intermédiaire de Franz Mehring et il avait, durant la guerre, appartenu au cercle proche de "Spartacus" autour de Rosa Luxemburg; depuis 1918, il

⁶ Paul Bötcher, *opus cité*, p. 74.

⁷ Karl Roche, *Demokratie oder proletarische Diktatur! Ein Weckruf der Allgemeine Arbeiter-Union Ortsgruppe Hamburg* [Démocratie ou dictature prolétarienne ! Un avertissement de l'AAU, groupe local de Hambourg], Hambourg sans date, p. 16. Voir aussi Karl Roche, *Die Allgemeine Arbeiter-Union*, Hambourg sans date.

⁸ Voir "Der Kommunistische Gewerkschaftler", 1^o année (1921), n^o 13 : *Die Union im Hamburg*.

⁹ Voir la présentation approfondie des positions de Hambourg et de Berlin relativement à la question fédéralisme/centralisme chez Paul Bötcher, *opus cité*, p. 76-80.

¹⁰ C'est sur la base du fédéralisme qu'elles avaient en commun que Paul Bötcher pensait déjà (*opus cité*, p. 76) que l'on devrait peut-être définir de manière plus juste la tendance de "Hambourg" comme la tendance de "Saxe orientale".

¹¹ Voir l'Appendice biographique. Les faits biographiques qui sont fournis ici découlent des déclarations de madame Wally Schmelzer (Berlin) à monsieur Olaf Ilhau en août 1965 et d'une documentation publiée anonymement : *Die Roten Kämpfer* [Les combattants rouges], dans : Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, 7^o année (1959), p. 438 sq.

signait comme co-éditeur de la "Rote Fahne" berlinoise qui devint au cours de l'année 1919 le porte-parole local des oppositionnels de gauche et dans laquelle on discutait aussi de la question des tâches et de la structure des organisations d'entreprise révolutionnaires. C'est de cette discussion, qui fut menée, à côté de Schröder, par quelques autres intellectuels, jeunes pour la plupart (Alexander Schwab, Arthur Goldstein, entre autres¹²), que naquit la première brochure sur l'organisation et la fonction des unions¹³, brochure que Schröder publia en janvier 1920, avec Friedrich Wendel¹⁴, pour le compte de la direction des organisations d'entreprise révolutionnaires de Berlin, qui fut bientôt diffusée à 120 000 exemplaires¹⁵ et que Schröder fit suivre d'autres écrits¹⁶. Dans le jugement qu'il portait sur les syndicats "soi-disant socialistes" existants, son mode d'argumentation ne se distinguait pas des thèses déjà présentées en 1919 dans les cercles unionistes; il reprochait de manière détaillée aux anciens syndicats, à côté de leur politique pendant et après la guerre, les choses suivantes:

« Bureaucratie, dirigeants professionnels, centralisation de nature capitaliste, encouragement des contradictions internes de classe, formation de nouvelles contradictions internes de classe par les associations professionnelles ou les fédérations d'industrie, communautés de travail entre patrons et salariés, ... institutions de soutien et d'assurance. »¹⁷

Dans sa caractérisation historique des anciens syndicats comme des produits d'une phase de « guérilla économique vis-à-vis d'un patronat qui n'était cartellisé qu'à un faible degré »¹⁸, il rejoignait par exemple les thèses de Wolffheim et de Becker¹⁹. La transformation des vieux syndicats lui semblait impossible étant donné l'expérience des 18 derniers mois, et les efforts du KPD en vue de leur révolutionnarisation illusoire. À la différence des théoriciens unionistes jusqu'ici les plus importants, Schröder ne fit pas d'emprunts idéologiques tirés de l'unionisme-IWW (Wolffheim), du parti communiste (Becker) ou du syndicalisme révolutionnaire (Roche), mais il tenta – en particulier dans son écrit "Du devenir de la nouvelle société" – de construire directement sur l'idée des conseils de la Révolution allemande. Conformément à son interprétation, les organisations des conseils apparaîtraient partout « où l'idée du caractère absolu de la contradiction entre exploités et exploités devient réalité », partout « où le processus de bouleversement vient au jour dans sa pureté révolutionnaire »²⁰. Selon les grands exemples de la

¹² Voir l'Appendice biographique et le paragraphe sur l'évolution du KAPD.

¹³ Karl Schröder/Friedrich Wendel, *Wesen und Ziele der Revolutionären Betriebsorganisation*, Berlin 1920.

¹⁴ Concernant l'évolution de Friedrich Wendel qui devint bientôt l'avocat du national-bolchevisme hambourgeois, voir plus loin le paragraphe sur la tendance national-bolchevique du KAPD.

¹⁵ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation* [L'organisation d'entreprise révolutionnaire], Berlin 1921.

¹⁶ Après la brochure de janvier, il y eut la parution de : Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft* [Du devenir de la nouvelle société], Berlin sans date (1920) et, comme suite, en juillet 1920 : Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation, Allgemeine Arbeiter-Union*, Berlin 1920.

¹⁷ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 5 sq. Voir aussi *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)*, Berlin 1921, p. 6 sq. : *Die alte Organisation* [La vieille organisation]. Voir aussi : *Gewerkschaften oder Allgemeine Arbeiter-Union ?* [Syndicats ou AAU ?] et *Reform oder Revolution ?* [Réforme ou révolution ?], Berlin sans date. Les deux brochures trouvent leur origine dans les raisonnements de Schröder ou bien elles offrent des résultats de discussion similaires à ceux qui sont exposés dans ses écrits.

¹⁸ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 9.

¹⁹ Voir plus haut le paragraphe sur les origines de l'unionisme allemand.

²⁰ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 6.

Commune de Paris, des Révolutions russes de 1905 et de 1917, les organisations des conseils se sont constituées en Allemagne de manière relativement tardive et timide dans la Révolution de Novembre. Dans le processus actuel « d'éclatement et d'anéantissement progressifs de l'ensemble de l'ordre bureaucratique-bourgeois, de l'État capitaliste-impérialiste »²¹, il revient aux organisations d'entreprise révolutionnaires, en tant que condensé organisationnel du mouvement révolutionnaire des conseils, la tâche d'être en même temps « les instruments infiniment mobiles de la lutte de classe » et « les cellules originelles de la nouvelle société »²². Pourquoi ces organisations d'entreprise seraient justement les organisations de lutte de classe adéquates, c'est ce qu'essaya de démontrer Hermann Gorter qui, à la fin de 1918, s'était rendu à Berlin et qui y avait suivi toute l'évolution de l'opposition communiste de gauche en liaison constante avec le cercle de Schröder²³, en s'appuyant expressément avant tout sur les idées de Schröder, c'est-à-dire à partir de la structure verticale d'association en expansion des grandes entreprises capitalistes actuelles, dans lesquelles la subdivision en métiers, le fondement organisationnel des anciennes fédérations syndicales, ne jouait plus aucun rôle²⁴. « Ce sont les entreprises, et non plus les métiers, qui exercent leur force et qui ont le pouvoir dans la nouvelle société actuelle »²⁵. Selon les observations de Gorter, le rassemblement naturel qui avait été déterminant pour les ouvriers, pour autant qu'ils aient été vraiment révolutionnaires, au cours des grands affrontements des années qui vont de 1918 à 1921, fut celui qui avait eu lieu dans les grandes entreprises industrielles et non dans les syndicats. « Ils ont lutté dans les entreprises et rangés par entreprises »²⁶. Alors que Pannekoek se comportait vis-à-vis des organisations d'entreprise révolutionnaires réunies dans l'AAU de manière sceptique et attentiste²⁷, Gorter voyait en elles la réalisation de la revendication, formulée déjà avant la guerre par les tribunistes hollandais, d'organisations de lutte de classe qui devaient résulter de l'action révolutionnaire spontanée²⁸; il mit sa capacité théorique et son prestige dans les cercles ouvriers au service du développement de l'"Union Ouvrière Générale" au sens de la tendance de Berlin.

Cette tendance ne se différençait pas seulement des autres courants de l'unionisme allemand par ses fondements théoriques d'un autre type. La véritable raison du conflit résidait dans son option pour une certaine centralisation dans la structure de l'AAUD et pour la collaboration de l'Union avec le KAPD, et donc dans des questions tactiques. Pour Schröder, la forme d'organisation bureaucratique-centraliste des anciennes fédérations syndicales n'était évidemment pas acceptable; l'AAU signifiait également pour lui « la mort des bureaucrates »²⁹. Le rassemblement des organisations d'entreprise du bas vers le haut dans des groupes locaux, puis dans des régions économiques et finalement dans la vaste AAUD à l'échelle de l'Empire, sur l'application stricte duquel les Berlinoïses insistaient avec fermeté³⁰ devait se faire grâce à des fonctionnaires qui étaient choisis sur la base « de la confiance de leurs semblables » et qui devaient être « révocables à tout

²¹ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 6.

²² *Ibidem*, p. 6 ; voir également *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)*, p. 16-24.

²³ Voir la *Nécrologie de Gorter* par Pannekoek dans : "KAZ" (tendance Essen), 6^e année (1927), n° 9.

²⁴ Voir Hermann Gorter, *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats* [L'organisation de lutte de classe du prolétariat], sans lieu, sans date (Berlin 1921), p. 11 sq.

²⁵ *Ibidem*, p. 11.

²⁶ *Ibidem*, p. 12.

²⁷ Voir plus haut le paragraphe sur la scission de l'Opposition communiste de gauche au Congrès de Heidelberg du KPD(S).

²⁸ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe relatif à théorie d'Anton Pannekoek sur les masses révolutionnaires et à sa conception de l'organisation.

²⁹ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 6.

³⁰ Voir aussi à ce sujet Paul Bötcher, *opus cité*, p. 75 sq.

moment et soutenus uniquement par des personnes travaillant elles-mêmes »³¹. Ce rassemblement n'avait rien à voir, selon Schröder, avec le centralisme au sens ancien du terme, c'est-à-dire avec « un centralisme qui tient en laisse les masses et les réduit en servitude au nom de quelques-uns »³². Il lui semblait précisément garantir à l'AAU le minimum de rigidité organisationnelle dont une organisation révolutionnaire avait besoin et que ceux de Hambourg et la tendance de Saxe orientale ne voulaient pas reconnaître étant donné l'insistance qu'ils mettaient sur l'indépendance la plus grande possible des différentes entreprises et des différentes régions. La question du rapport entre les unions et le parti politique était encore plus décisive pour le développement de l'AAU (et du KAP) que la querelle portant sur le centralisme ou le fédéralisme. Les fondateurs berlinois du KAPD se présentèrent comme les porte-parole les plus déterminés de la collaboration entre les unions et le parti politique qui les promouvait. Selon Schröder, le KPD(S) avait mal usé de « la masse en tant qu'instrument d'un parti »³³; la lutte s'appliquait à la « dictature d'un seul et à l'ensemble des cliques et des instances organisées »³⁴, mais absolument pas aux chefs. Un rôle dirigeant au sens positif du terme devrait revenir à long terme au KAP vis-à-vis de l'Union; l'Union « reconnaît provisoirement la nécessité d'un parti prolétarien »³⁵. C'est une élite à la vision claire qui s'était rassemblée en lui – qui devrait être essentiellement différent des partis traditionnels³⁶ – et cette élite pratiquait « l'étude de toutes les situations, de tous les événements, l'instruction de ceux qui n'étaient pas encore complètement éclairés »³⁷, elle fournissait donc « une aide pour la naissance et l'éducation »³⁸ de l'Union et elle se rendait elle-même à long terme superflue lorsqu'elle aurait rempli sa tâche. Ce programme très discuté – en particulier ce qui concernait le fait que le parti deviendrait de lui-même dans la pratique progressivement superflu – dressa contre lui beaucoup d'adhérents de l'Union; bien que Hermann Gorter intervint à la mi-1921 avec toute son autorité en sa faveur³⁹, le rapport entre l'Union et le KAP demeura un objet de discussion permanent, y compris dans la tendance majoritaire de l'AAUD.

La fondation du KAPD en avril 1920 avait donné à la tendance berlinoise une telle impulsion que, par une résolution de la première Conférence du Conseil économique national qui s'est tenue les 15 et 16 août 1920, le siège du Conseil économique national, et donc l'exécutif suprême de l'AAUD, fut transféré de Hambourg à Berlin⁴⁰, où il resta jusqu'à la fin de l'AAU malgré les demandes occasionnelles de l'opposition en faveur d'un retour à Hambourg⁴¹. Avec les principes directeurs programmatiques pour l'Union, qu'ils présentèrent à la troisième Conférence nationale de l'AAUD du 12 au 14 décembre

³¹ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 6 ; voir aussi : *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)* (1921), p. 20 sq.

³² Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 7. Voir également : Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 14 sq.

³³ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 8.

³⁴ *Ibidem*, p. 8.

³⁵ Karl Schröder, *Die Revolutionäre Betriebsorganisation*, p. 8.

³⁶ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur le Congrès constitutif du KAPD.

³⁷ Karl Schröder, *Vom Werden der neuen Gesellschaft*, p. 14.

³⁸ *Ibidem*, p. 14 ; voir aussi : *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (1921), p. 24-28.

³⁹ Voir Hermann Gorter, *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats*, sans lieu, sans date. Voir aussi plus loin le paragraphe sur l'évolution du KAPD.

⁴⁰ “Der Kampftruf” (Saxe orientale), 1^o année (1920), n^o 19 : *Der Reichswirtschaftsrat der AAU* [Le Conseil économique national de l'AAU].

⁴¹ Une telle requête de l'Opposition a été rejetée lors de la IV^o Conférence nationale en juin 1921. Voir “Der Kampftruf” (Saxe orientale), 2^o année (1921), n^o 8.

1920 à Leipzig⁴², les Berlinois déterminèrent la discussion dans l'unionisme allemand jusqu'à la scission de l'AAU en mars 1922 et ils se confrontèrent, en tant que majorité relativement résolue, à une opposition certes importante mais diffuse. La ligne de démarcation entre la majorité et l'opposition était formée par l'attitude différente prise par rapport à trois questions. Par rapport au caractère obligatoire pour toutes les organisations adhérentes des résolutions des conférences nationales, par rapport au fait de considérer le KAP comme "le cerveau politique"⁴³ des unions et par rapport à l'envoi de délégués au Congrès constitutif de l'"Internationale Syndicale Rouge" (ISR). La querelle autour du centralisme ou du fédéralisme devint sérieuse dès la Conférence nationale de Leipzig à propos de la question de savoir si la Conférence nationale pouvait prendre des résolutions obligatoires; la majorité du Congrès renouvela la résolution formulée dans les statuts de la deuxième Conférence, à savoir que les décisions de cette instance suprême de l'AAU étaient contraignantes si les questions concernées avaient été présentées suffisamment à l'avance à l'ensemble des membres pour qu'une prise de position approfondie leur ait été possible. On ajouta alors que celui qui ne se conformait pas à ce type de décisions se plaçait de lui-même hors de l'AAUD. Les délégués des régions du Nord-ouest, de Saxe orientale et de l'Allemagne occidentale, ne suivirent cependant pas cette invitation étant donné qu'ils ne voulaient voir dans les conférences nationales que des « discussions orientées »⁴⁴. Le manque d'unité de l'AAUD dans les luttes de Mars fut utilisé par une session du Conseil économique national de mai 1921 comme argument pour une centralisation plus énergique : la mauvaise autonomie des différentes régions économiques devait cesser; « un rassemblement rigoureux pour des luttes unitaires, pour la mise en œuvre d'une plateforme fondamentale, fut généralement considéré comme nécessaire »⁴⁵. C'est avec les mêmes arguments et dans une forme plus pointue que Karl Schröder défendit, lors de la quatrième Conférence nationale en juin 1921 à Berlin, dans son rapport principal⁴⁶, « le centralisme du système des conseils du bas vers le haut »⁴⁷ ainsi que le caractère généralement contraignant des résolutions des conférences, et il imposa les principes directeurs programmatiques berlinois de la troisième Conférence nationale à l'encontre les programmes oppositionnels des régions du Wurtemberg et de la Saxe orientale⁴⁸. Dans la question du caractère obligatoire des résolutions des conférences nationales, la majorité, sous l'influence de Berlin, fit un pas décisif qui allait au-delà des statuts d'organisation qui avaient été décidés en mai 1920 sous la prédominance de Hambourg : on effaça le passage relatif à la prise de connaissance préalable obligatoire des propositions par l'ensemble des membres. Les régions économiques de Saxe orientale, de Saxe occidentale, de Saxe centrale, de la côte, d'Allemagne occidentale, de Hesse rhénane, du Wurtemberg et des parties de l'Allemagne centrale et de la Thuringe, déclarèrent que c'était là une manœuvre de division de la majorité, mais qu'elles se pliaient « au coup de force de la tendance de Berlin »⁴⁹ afin de prévenir de tels projets

⁴² "Der Kampfbruf" (Berlin), 1^o année (1920), n^o 35 : *Protokoll der Tagung der Reichskonferenz der AAU* [Procès-verbal de la session de la Conférence nationale de l'AAU] et : *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (1921), p. 47 ; voir aussi l'Appendice documentaire n^o XIII.

⁴³ "Der Kampfbruf" (Berlin), 1^o année (1920), n^o 35.

⁴⁴ "Der Kampfbruf" (Berlin), 1^o année (1920), n^o 35 ; voir aussi "Der Kampfbruf" (Berlin), 2^o année (1921), n^o 10 : *Die Opposition innerhalb der AAU* [L'opposition à l'intérieur de l'AAU].

⁴⁵ "Der Kampfbruf", 2^o année (1921), n^o 4.

⁴⁶ Voir "Der Kampfbruf", 2^o année (1921), n^o 8 : *Bericht der Reichskonferenz* [Compte rendu de la Conférence nationale] ; voir aussi "Die Aktion", 11^o année (1921), n^o 27/28.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ Voir le texte des deux ébauches de programme oppositionnelles dans "Die Aktion", 11^o année (1921), n^o 21/22.

⁴⁹ "Der Kampfbruf", 2^o année (1921), n^o 8.

scissionnistes. Dans les statuts adoptés par la Conférence nationale de l'AAUD qui s'est tenue du 6 au 9 novembre 1921 à Eisenach, il était dit de manière laconique pour ce qui concerne les conférences nationales : « Leurs résolutions ont une force obligatoire pour toute l'organisation »⁵⁰. En outre, on introduisit de manière complètement nouvelle un "Reichsarbeitsausschuss" (RAA) [Comité national du travail] formé de cinq membres, dont faisaient partie, à côté d'un représentant élu par la conférence nationale, quatre fonctionnaires de la direction de l'AAU – et donc de Berlin –. Ainsi, la prééminence de Berlin fut également garantie par les statuts.

La même tendance évolutive à l'imposition radicale du concept berlinois peut être suivie également dans la détermination du rapport entre les unions et le KAP. Bien que la KAPD ait requis dès sa fondation dans son programme l'AAUD comme une organisation voisine, la Conférence de mai de l'AAUD (1920) ne prit qu'à peine note de cette nouvelle fondation. Ce n'est qu'à la troisième Conférence nationale de décembre de cette même année que s'engagea la discussion entre les porte-parole du KAP et les représentants autrefois prédominants de l'organisation unitaire; la Saxe orientale, l'Allemagne occidentale et – même s'il n'était pas tout à fait déterminé – le Nord-ouest, étaient de clairs adversaires du programme combiné KAP-AAU⁵¹. Afin de consolider son influence dans les unions, le KAP avait, lors de son Congrès de février 1921, obligé expressément ses membres à être actifs de toutes leurs forces dans l'AAU⁵². L'opposition à la quatrième Conférence nationale de juin 1921, qui s'exprima à nouveau par l'intermédiaire des délégués de la Région côtière, de la Saxe orientale et de l'Allemagne occidentale, y vit un pas renouvelé des Berlinoises vers une scission des unions; ce « recrutement forcé pour l'Union » représentait une dictature exercée sur les membres du KAP et n'avait lieu que pour que le parti se procure plus d'influence⁵³. Les propositions de modification de la part de l'opposition au programme berlinois, que la Conférence nationale de Leipzig avait adopté, remplaçaient la reconnaissance du KAP de la part des unions par un refus de principe des partis politiques et déclaraient de manière lapidaire : « L'AAU combat tous les partis politiques parce que leurs formes d'organisation correspondent à l'époque bourgeoise »⁵⁴. En Saxe orientale, la liquidation du KAP par les unions s'était déjà produite dans ce sens en décembre 1920⁵⁵; à Hambourg, l'AAU exclut au début de juin 1921 tous les membres du KAP⁵⁶. Les conceptions berlinoises d'une lutte commune de l'AAU avec le KAP ne s'imposèrent qu'au prix de la scission de fractions considérables du mouvement des unions. De même que la querelle autour du caractère obligatoire des décisions des conférences nationales, la question du rapport avec le KAP fut close à la fin 1921 en raison de la domination de la tendance de Berlin et du début de cristallisation organisationnelle de la tendance organisation unitaire autour de l'organisation de la Saxe orientale.

Ce processus fut finalement accéléré par la prise de position différente de la tendance de Berlin d'une part, et particulièrement de la région économique de Saxe orientale d'autre

⁵⁰ "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 29 supplément : *Bericht der Reichskonferenz der AAUD in Eisenach vom 6. bis 9. November 1921* [Compte rendu de la Conférence nationale de l'AAUD à Eisenach du 6 au 9 novembre 1921].

⁵¹ Voir les sujets de discussion lors de la Conférence Nationale de Leipzig dans : "Der Kampfbruf", 1^o année (1921), n^o 35; voir aussi "Die Aktion", 11^o année (1921), n^o 27/28

⁵² Voir "KAZ" (Berlin), 1^o année (1921), n^o 178 : *Zur Arbeit der KAPD in der Union* [Le travail du KAPD dans l'Union].

⁵³ Voir *Protokoll der Reichskonferenz* [Procès-verbal de la Conférence nationale] dans : "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 4.

⁵⁴ *Ibidem*.

⁵⁵ Voir plus loin le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

⁵⁶ "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 4.

part, pour ce qui concerne la fondation de l'"Internationale Syndicale Rouge" (ISR) qui eut lieu en juin 1921 à Moscou. La Conférence de décembre 1920 des unionistes adopta une résolution qui proclamait l'affiliation de l'AAUD à l'Internationale Communiste « en raison de son programme et de son activité révolutionnaire »⁵⁷; la Saxe orientale, le Wurtemberg, l'Allemagne occidentale et le Brunswick, refusèrent cette résolution et aussi l'admission de l'AAU dans le Komintern comme organisation sympathisante. Ces discussions se déroulaient parallèlement à celles qui avaient pour objet l'admission du KAP dans le Komintern, à laquelle Karl Schröder travailla nommément et que Otto Rühle repoussa après les expériences qu'il connut au II^o Congrès mondial du Komintern durant l'été 1920⁵⁸. La session du Conseil économique national de mai 1921 décida par une majorité des deux tiers d'envoyer une délégation de l'AAUD au Congrès constitutif de l'ISR à l'encontre des voix de l'opposition. Schröder voyait dans la participation à la fondation de cette nouvelle Internationale une occasion souhaitable pour exposer les idées des unionistes allemands au prolétariat mondial⁵⁹ et – après qu'il a fallu considérer cette entreprise audacieuse du KAP dans le cadre du Komintern comme un échec⁶⁰ – pour construire une opposition unioniste dans l'ISR. La position de la délégation de l'AAU au Congrès de Moscou au début de juillet 1921 était cependant sans espoir; l'"opposition syndicale révolutionnaire" du VKPD obtint 11 voix pour les résolutions du Congrès, la FAU (tendance Gelsenkirchen) et l'AAU obtinrent 2 voix chacune⁶¹. Abstraction faite de sa faiblesse quantitative à ce Congrès, l'AAUD fut complètement isolée avec ses thèses syndicales du fait de la prise de position sans ambiguïté du secrétaire général de l'ISR, Lozovski. Dans son rapport fondamental sur "les tâches et la tactique des syndicats", il s'exprima en faveur de la tactique des cellules du VKPD et il déclara que l'affirmation des unionistes allemands selon laquelle les syndicats étaient irrémédiablement contre-révolutionnaires était erronée puisque « les syndicats sont un reflet de la classe ouvrière »⁶². Alors que Schröder repoussait désormais la liaison entre l'ISR et le Komintern, Losovski annonçait une collaboration étroite des deux Internationales. Le Congrès constitutif de l'ISR fut pour l'AAU un insuccès qui sembla donner raison à la critique de l'opposition concernant de l'envoi de délégués. Le contact de l'AAU avec l'ISR fut bientôt totalement rompu, ce à quoi contribua de manière décisive le déroulement de la discussion du KAP au III^o Congrès mondial du Komintern⁶³; les délégués de l'ISR à la Conférence d'Eisenach de l'AAU en novembre 1921 la quittèrent dès le deuxième jour. Le groupe de la FAU Gelsenkirchen, théoriquement moins conscient, resta membre – même si un membre peu commode – de l'ISR.

Lorsque les trois questions cardinales (caractère obligatoire des résolutions des conférences nationales, position par rapport au KAP et à l'envoi d'une délégation au Congrès constitutif de l'ISR) furent résolues dans la pratique à la fin de 1921 par la scission de l'opposition et quand la prédominance du KAP sur la majorité de l'Union fut établie, une nouvelle cause de conflit pareillement explosive qui divisa l'AAU en deux

⁵⁷ "Der Kampf", 1^o année (1920), n^o 35.

⁵⁸ Voir plus loin le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD. Voir aussi la critique du Komintern de la part de Rühle dans : "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 37/38.

⁵⁹ Voir le rapport principal de Schröder à la Conférence de juin 1921 dans : "Der Kampf", 2^o année (1921), n^o 8.

⁶⁰ Voir plus loin le paragraphe sur le KAPD et la Troisième Internationale.

⁶¹ Voir à ce sujet et pour la suite : *Bericht der Delegation der AAU vom Kongress der Roten Gewerkschafts-Internationale* [Rapport de la délégation de l'AAU au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge], dans : "Der Kampf", 2^o année (1921), n^o 28 supplément.

⁶² "Der Kampf", 2^o année (1921), n^o 28 supplément ; s'y trouvent des extraits des passages du discours qui concernent l'AAU.

⁶³ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur le KAPD et la Troisième Internationale

camps et qui ne résultait pas de luttes internes de tendances mais des conditions sociales qui avaient changé commença à émerger. Après la défaite de l'Action de Mars du VKPD (1921), une léthargie révolutionnaire croissante des travailleurs allemands qui provenait de la nouvelle situation sociale, apparemment désormais définitive, devint perceptible : les forces contre-révolutionnaires dans l'économie, l'armée, l'administration et la justice, influèrent activement dorénavant sur les événements politiques du jour⁶⁴. Cette reconnaissance se diffusa au cours de l'année 1921 dans les cercles de l'Union⁶⁵ et elle les obligea à prendre position sur les luttes salariales et les grèves partielles qui déterminaient désormais la politique quotidienne; or cette prise de position n'était contenue sous une forme suffisamment précise ni dans les projets programmatiques de l'AAU, ni dans le programme du KAP. Les différentes positions qui se développèrent au tournant de l'année 1921-22 dans l'unionisme allemand furent de manière flagrante semblables à celles qui étaient vérifiables dans le syndicalisme révolutionnaire allemand après l'Action de Mars. L'activisme fiévreux des cercles qui gravitaient autour de l'organe de l'AAU pour la Rhénanie-Westphalie, "Der Klassenkampf", est comparable au besoin d'action de l'opposition de la Ruhr autour de la "Schöpfung" dans la FAUD; un groupe plus important dans l'AAU, assemblé autour de Karl Schröder, refusait rigoureusement toute participation de l'AAU aux luttes économique-politiques quotidiennes et montrait une inflexibilité doctrinaire qui – avec des contenus complètement différents – rappelle l'attitude de la Commission Commerciale de la FAUD; comme dans la tendance de Gelsenkirchen, l'opinion selon laquelle la participation aux luttes pratiques quotidiennes était absolument nécessaire s'imposa finalement dans la majorité de l'AAU. Le fondement théorique commun, qui était à la base des attitudes divergentes dans l'AAU et avec laquelle les objectifs sociaux-révolutionnaires de l'Union étaient justifiés dans une situation qui apparemment n'était plus révolutionnaire, était constitué par les thèses de la "crise mortelle du capitalisme" qui furent formulées à partir de 1921 par le KAPD⁶⁶ et qui, malgré tous les signes contraires, considéraient que le stade présent du capitalisme était son stade ultime définitif. La Conférence nationale d'Eisenach de l'AAU en novembre 1921 négligea, par-delà la discussion sans fin sur le programme et les statuts, de prendre position par rapport aux questions actuelles relatives au comportement dans les grèves salariales et partielles, bien que l'on ait déjà donné des réponses contradictoires à ces questions. Le "Kampfbruf" berlinois avait déjà expliqué à l'époque de la Conférence⁶⁷ que, sous la contrainte de la situation, de la stagnation momentanée de la révolution, la lutte de l'Union pour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail ne devait pas être évitée; mais il était indispensable dans ces conditions que l'on détruise l'illusion selon laquelle, en atteignant ces objectifs immédiats, une amélioration de la situation des prolétaires serait réellement obtenue; une telle amélioration n'était pas possible à l'intérieur du capitalisme; aussi, l'on ne devait à aucun moment voir dans ces mesures tactiques dictées par la situation la tâche essentielle de l'Union, car ce serait une rupture avec toute la tactique appliquée jusqu'à présent. « Aussi longtemps que l'Union aura en vue le but éminent de la révolution prolétarienne, le danger que la participation aux luttes

⁶⁴ Voir à ce sujet Arthur Rosenberg, *Geschichte*, p. 100sq.

⁶⁵ Voir à ce sujet : "Der Klassenkampf", 3^e année (1922), n^o 4 : « Le premier assaut de la révolution prolétarienne a été repoussé avec succès par la bourgeoisie internationale et par les syndicats d'Amsterdam qui sont alliés avec elle ». "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 34 : « La première vague d'assaut de la révolution en Allemagne est passée. Le temps des affrontements armés directs, l'occupation des bâtiments gouvernementaux, etc., a cédé la place à une période plus calme ».

⁶⁶ Pour les détails, voir plus loin le paragraphe sur le Centre berlinois du KAPD.

⁶⁷ "Der Kampfbruf", 2^e année (1921), n^o 26-28 : *Die Stellung der Union zu den Lohnkämpfen* [La position de l'Union par rapport aux luttes salariales].

salariales procure du terrain à l'opportunisme n'est pas trop grand »⁶⁸. Cette position, que la majorité de l'AAU avait finalement fait sienne et qui avait été défendue durant les premiers mois de l'année 1922 dans la KAZ de Berlin contre celle du cercle de Schröder, ne mettait pas suffisamment l'accent sur l'action pour les unionistes gravitant autour du "Klassenkampf" de Düsseldorf. Ils voyaient une tactique adéquate pendant la phase de stagnation actuelle dans une sorte de gymnastique révolutionnaire, dans la constitution de comités d'action qui auraient pour tâche l'occupation sporadique, pour ainsi dire à titre d'essai, d'entreprises et la confiscation d'entrepôts de vivres⁶⁹; « des grèves et des occupations d'entreprises, la confiscation organisée de vivres et d'autres objets, la prise du pouvoir public dans certaines localités, même si c'est pour peu de temps, tout cela constitue des actions que l'Union doit se charger de diriger »⁷⁰. Une série d'articles vivement controversée, parue dans le "Kampfruf" de Berlin et émanant du cercle berlinois étroit de Schröder, prit à partie ces deux projets tactiques⁷¹. Leur auteur – probablement Karl Schröder lui-même – voyait très nettement les points faibles des deux projets. Il mettait en évidence dans l'opposition de Düsseldorf le besoin d'agir en quelque sorte furieux et il désavouait son « activité à tout prix »⁷². Mais il considérait comme beaucoup plus dangereux le mot d'ordre de la participation aux luttes salariales; une telle participation serait un pas de l'AAU révolutionnaire vers le "réformisme"⁷³, vers la prise en charge de fonctions syndicales et par conséquent vers l'abandon du caractère social-révolutionnaire, cherchant à faire sauter le système, de l'Union. Si les dangers des deux positions opposées pouvaient être caractérisés de manière jusqu'à un certain point exacte, c'est une attitude fondamentale doctrinaire qui se dessinait, avec cet entêtement à conserver une tactique révolutionnaire pure dans une phase qui, selon tous les indices, n'était plus réellement révolutionnaire; elle s'appuyait théoriquement sur l'argumentation – qui n'est pas défendable avec les catégories marxistes – selon laquelle la lutte pour des salaires plus élevés était une lutte pour une part plus grande de propriété privée : « L'objet de lutte de l'Union Ouvrière Générale n'est pas un morceau de la propriété privée capitaliste, mais la propriété privée capitaliste en général »⁷⁴. Les unionistes ne devaient en aucun cas se comporter de manière indifférente dans la lutte quotidienne pour l'existence et contre le capital, mais cette lutte n'était pas l'affaire de l'Union mais le problème de chaque unioniste en tant qu'"individu"; l'AAU organisait « la classe prolétarienne dans le but exclusif de l'abolition directe du capitalisme comme système; la défense des intérêts personnels des travailleurs individuels à l'intérieur du capitalisme n'est pas de son ressort »⁷⁵. Cette nouvelle théorie – qui en réalité offrait assez de surfaces d'attaque – poussa Karl Schröder à la défensive au sein de la tendance berlinoise que lui et ses amis avaient menée à la prépondérance dans l'unionisme allemand. Sa "théorie de l'individu" ou bien – comme on le disait aussi – son "individualisme" fournit l'occasion de résoudre les tensions personnelles et théorico-tactiques qui existaient déjà dans le KAP

⁶⁸ "Der Kampfruf", 2^e année (1921), n° 28.

⁶⁹ Voir à ce sujet l'article, qui a déclenché la discussion, d'un porte-parole de l'AAU de Rhénanie-Westphalie dans : "Der Kampfruf", 2^e année (1921), n° 34 : *Neue Wege im Klassenkampf* [De nouveaux moyens dans la lutte des classes]. Voir aussi la critique qu'en a fait Schröder, accompagnée d'une contre-critique dans : "Der Kampfruf", 3^e année (1922), n° 4.

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ "Der Kampfruf", 3^e année (1922), n° 4-8 : *Die Union - was sie ist und was sie nicht ist* [L'union - ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas].

⁷² "Der Kampfruf", 3^e année (1922), n° 2 : *Neue Wege im Klassenkampf* [De nouveaux moyens dans la lutte des classes ?].

⁷³ Voir aussi : "Der Kampfruf", 3^e année (1922), n° 5 : *Das Wesen des modernen Reformismus* [La nature du réformisme moderne].

⁷⁴ "Der Kampfruf", *ibidem*.

⁷⁵ "Der Kampfruf", 3^e année (1922), n° 4.

berlinois par l'exclusion de Schröder et de son cercle étroit d'amis⁷⁶. La réplique à la série d'articles de ce dernier dans le "Kampf" de Berlin eut lieu dans la KAZ berlinoise⁷⁷; on y démontrait – en faisait fortement appel au ressentiment répandu contre les intellectuels – que l'attitude suggérée par le cercle de Schröder condamnait l'AAU à l'attentisme complet, à la passivité et à briser les grèves : « L'unioniste doit donc à l'avenir défendre ses intérêts économiques uniquement comme bon lui semblera et attendre pour le reste que le moment de l'abolition directe du capitalisme soit arrivé »⁷⁸. L'initiative de l'exclusion venait du KAPD; c'est lors d'une session du Comité Central du parti les 5 et 6 mars 1922 que Karl Schröder fut exclu en compagnie d'Arthur Goldstein et d'Emil Sach; l'AAU du Grand-Berlin approuva ce verdict par environ 1 000 voix contre 20⁷⁹; les théoriciens dirigeants de l'unionisme allemand étaient ainsi encore une fois écartés après avoir contribué de manière décisive à sa propre compréhension. Arthur Goldstein se joignit bientôt à Paul Levi et il retourna avec le reste de l'USPD au SPD⁸⁰. Karl Schröder au contraire ne se donna pas aussitôt pour battu; avec une aide financière des cercles du KAP d'Essen et sur la base d'une vive agitation, il réunit une minorité du KAP et de l'Union autour de ses thèses et il constitua la soi-disant "tendance d'Essen" du KAP et de l'AAU⁸¹. Dans les années suivantes, la tendance de Berlin et la tendance d'Essen éditèrent chacune leur propre KAZ et leur propre "Kampf".

L'évolution ultérieure de la tendance majoritaire désormais divisée est caractérisée par le fait que, dans la tendance d'Essen et dans la tendance de Berlin, le KAP et l'AAU se rapprochèrent de manière encore plus étroite. Dans la tendance de Berlin, une position de force jusqu'à présent inhabituelle fut accordée à la région économique du Grand-Berlin, bientôt la seule région ayant un nombre relativement important d'adhérents et étant indemne du point de vue organisationnel; le Comité national du travail par exemple n'était plus responsable devant la Conférence nationale mais devant l'AAU de Berlin⁸². La cinquième Conférence nationale de cette tendance en juin 1922 se tint sous le signe de la division, et de l'auto-affirmation de la justesse de la théorie de la "crise mortelle" ainsi que de l'adoption de la tactique de la participation aux luttes salariales; on en vint même à ce qu'une délégation de l'AAU de Berlin participe à un congrès des conseils d'entreprise légaux, mais cela ne provoqua aucun rapprochement. La misère due à l'inflation qui augmentait de façon monstrueuse apporta en 1923 aux cercles activistes gravitant autour du "Klassenkampf" de Düsseldorf une résonance considérable dans la tendance de Berlin de l'Union. À la sixième Conférence nationale, au début d'avril 1923, la direction de l'AAU de Berlin se fit reprocher un manque d'activité; ceux de Düsseldorf renouvelèrent leur proposition de former des "comités d'action" avec d'autres organisations sociales-révolutionnaires afin – comme une conférence de fonctionnaires du Grand-Hambourg le

⁷⁶ Pour les détails, voir le paragraphe sur le Centre berlinois du KAP ; voir aussi Paul Hermsberg, *loc. cit.*, p. 218 sq.

⁷⁷ "KAZ" (Berlin), 3^e année (1922), n^o 9 : *Was geht in der Union vor ?* [Que se passe-t-il dans l'Union ?] et : n^o 10-12 : *Die Union - Was sie nicht ist und was sie sein soll* [L'Union - ce qu'elle n'est pas et ce qu'elle doit être]. Ce dernier article provenait d'un membre du Comité Principal de Gestion du KAPD.

⁷⁸ "KAZ" (Berlin), 3^e année (1922), n^o 19 : *Offenes Rundschreiben an alle Mitglieder der Partei* [Circulaire ouverte à tous les membres du parti].

⁷⁹ *Ibidem.*

⁸⁰ Voir le Rapport de la séance du Comité Central du KAP du 24/09/1922 dans : "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 67.

⁸¹ Pour ce qui concerne les rapports de force des deux orientations, voir plus loin le paragraphe sur les tendances qui s'affrontent sur les questions d'organisation dans les groupes radicaux de gauche.

⁸² Voir le Rapport sur l'organisation de la VI^e Conférence nationale dans : "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 14.

demandait dans le même sens – d’ « intervenir activement dans toutes les luttes de la classe ouvrière, avec toutes les forces, sous les mots d’ordre de la révolution »⁸³. Les Berlinois refusèrent de construire sur « un mélange d’Union, de syndicalistes révolutionnaires et de gens du KPD » et de se « rendre ridicules à cause de badinages révolutionnaires »⁸⁴. De par cette attitude étrangement rigide, l’AAUD fut ensuite condamnée précisément à une complète inefficacité quand sa théorie de la "crise mortelle du capitalisme" sembla se confirmer du fait de l’évolution économique; elle finit dans la même aporie que la FAUD(S). D’après ses propres données, la tendance de Berlin de l’AAUD n’avait plus à la fin de 1922 qu’environ 12 000 adhérents dans tout l’Empire⁸⁵. Comme le matériel de presse et de brochures de l’AAUD de la tendance de Berlin le démontre⁸⁶, l’organisation tomba aussi sur le plan théorique dans une répétition stérile de ses principes et dans un éloignement de plus en plus grand par rapport à la masse des ouvriers. La tendance de Berlin eut ce destin en commun avec la tendance d’Essen, qui, selon les informations de la KAZ berlinoise, ne comptait plus à la fin de 1922 que 600 adhérents⁸⁷. En mettant en avant de manière quelque peu agressive dans leur "Kampftruf" des mots d’ordre contre les conseils d’entreprise légaux et en y condamnant les luttes salariales comme "réformistes"⁸⁸, ceux d’Essen avaient la prétention de continuer la véritable tradition de l’AAU, et ils convoquèrent une série de conférences nationales propres. Mais des nouvelles sur l’organisation allaient bientôt faire totalement défaut dans le "Kampftruf" d’Essen. Les deux tendances purent en 1923 améliorer légèrement le nombre de leurs membres en raison du désarroi inflationniste, mais elles retombèrent à peu près à leur état de fin 1922 du fait de la destruction de régions économiques entières et de l’interdiction de leur presse de novembre 1923 à février 1924⁸⁹. Elles durent constater – plus ou moins résignées – toutes les deux de la même manière, dans les années suivantes, la disproportion énorme – ainsi qu’elles le comprirent – entre la situation objectivement révolutionnaire avant comme après et la conscience révolutionnaire peu développée du prolétariat. Étant donné la stérilité théorique croissante de l’unionisme allemand, l’évolution vers une secte politique, qui ressasse ses principes à côté de l’événement politique du jour et sans être touchée par eux, était inévitable. Une autocritique émanant des rangs de l’Union de mai 1931 caractérisait l’évolution de l’organisation après 1921 : une profonde rupture entre la théorie et la pratique de toutes les organisations communistes de gauche; « bien qu’édifiées d’après le principe des conseils, il se développa selon un rythme rapide, par suite d’une activité exclusivement idéologique, des cliques de chefs qui se firent la guerre entre elles de la façon la plus violente. Une véritable fièvre de scission s’installa qui se traduisit par un isolement

⁸³ "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 24.

⁸⁴ *Ibidem*. L’AAU de Berlin avait déjà rejeté en 1921 les thèses sur les actions communes avec la FAUD(S). Voir "Der Kampftruf", 2^e année (1921), n^o 2 : *Wir und die Syndikalistinnen* [Nous et les syndicalistes révolutionnaires].

⁸⁵ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 84.

⁸⁶ Voir *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)* édité par le District économique de Berlin-Brandebourg de l’AAU, Berlin 1923, avec les statuts et les lignes directrices programmatiques légèrement modifiés de 1921. Et - avec la brochure précitée qui n’est pas identique - : *Die Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisation)* édité par l’AAUD, Berlin 1923, une nouvelle édition de la brochure avec le même titre qu’en 1921.

⁸⁷ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 84.

⁸⁸ Voir par exemple "Der Kampftruf" (tendance Essen), 1^e année (1922), n^o 15 : *Der historische Weg der AAU* [Le chemin historique de l’AAU] ; "Der Kampftruf" (tendance Essen), 2^e année (1923), n^o 10 : *Die Grundlagen und Aufgaben, der AAU, zur Reichskonferenz* [Les fondements et les tâches de l’AAU, pour la Conférence nationale].

⁸⁹ Voir la Rapport de la Conférence nationale combinée KAP/AAU (tendance Essen) dans : "Proletarier", 5^e année (1924), n^o 10.

progressif sous des formes de plus en plus débridées »⁹⁰. Cependant, l'Union fit preuve d'une force étonnante de persévérance; c'est dans une friction désormais constante avec le KAP que s'imposèrent dans les restes de la tendance majoritaire de l'AAUD les forces qui, sous le mot d'ordre d'une "tactique flexible", poussèrent à la participation active de l'Union à toutes les luttes quotidiennes des travailleurs. Avec la percée de ces forces, se produisit la « liquidation pratique du KAP »⁹¹ lequel cherchait à exercer une influence en sens inverse, et l'Union démontra finalement encore une fois son indépendance par rapport au parti, avant lequel elle avait déjà existé et auquel elle survivra. Dans une Conférence de réunification du 24 au 27 décembre 1931, elle fusionna avec les restes de l'AAUE en une "Union Ouvrière Communiste d'Allemagne" (KAUD) et elle ne fut détruite que par la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes; le dernier numéro du "Kampfbruf" berlinois, en tant qu'organe de la KAUD, parut en février 1933.

Les tendances les plus importantes que le courant majoritaire de l'Union rejeta au cours de sa phase de consolidation de 1920 à 1921 et qui offrirent leur propre programme alternatif, furent, d'une part, l'unionisme industriel de Brunswick, dans lequel se mettait en évidence de manière la plus durable l'héritage IWW de l'AAU, et d'autre part, la tendance organisation unitaire qui s'autonomisa à partir de l'automne 1921 et se constitua en tant que "Union Ouvrière Générale, Organisation unitaire" (AAUE).

3. L'unionisme industriel de Brunswick

Les influences directes des IWW sur l'unionisme allemand se bornèrent à une certaine aide de départ idéologique et probablement aussi financière¹. Après l'élimination de Wolffheim, Karl Roche témoigna il est vrai, lors de la Conférence nationale de Leipzig en décembre 1920, d'un contact vivant de l'Union de Hambourg avec les IWW américains², mais il souligna en même temps que l'AAU ne pouvait copier ni les IWW ni les WIIU. C'est dans cette dernière organisation, une scission des IWW favorable au parti, qui se dénomma à partir de 1915 "Workers International Industrial Union" (WIIU)³, que Karl Dannenberg⁴ était devenu actif avant la guerre mondiale en tant que rédacteur et il essaya d'influencer dans ce sens, à partir de Brunswick, le mouvement unioniste en Allemagne⁵. Il y parvint en particulier en 1920 dans la région industrielle de l'Allemagne centrale grâce à la parution d'une revue éditée à Brunswick, "Allgemeine Arbeiter-Union", et par une

⁹⁰ *Kritik an den Waffen. Eine Betrachtung über wirtschaftliche und politische Arbeiterorganisationen, ihr Wesen, ihre Rolle im proletarischen Klassenkampf* [Critique des armes. Une considération sur les organisations ouvrières économique et politiques, leur nature, leur rôle dans la lutte de classe prolétarienne], édité par le District d'Allemagne centrale de l'AAU, tapuscrit inédit 1931, p. 37.

⁹¹ *Kritik an den Waffen*, p. 38.

¹ Voir plus haut le paragraphe relatif au programme syndical communiste de gauche et les débuts de l'unionisme allemand.

² "Der Kampfbruf", 1^o année (1920), n^o 35.

³ Voir à ce sujet Hans Bötcher, *opus cité*, p. 45 sq., et : Fred Thompson, *opus cité*, p. 38 sq.

⁴ La police politique échoua pratiquement en 1920 à établir les éléments biographiques sur l'Américano-allemand Dannenberg, voir pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n^o 15809/2. Les propres investigations de l'auteur sont restées également infructueuses.

⁵ Karl Danneberg, *Warum AAU ? Revolutionäre Klassenaktion versus Bonzentum* [Pourquoi l'AAU ? L'action de classe révolutionnaire contre les bonzes], Brunswick, sans date (1919).

agitation écrite et orale. L'idée du syndicat d'industrie révolutionnaire, qui avait joué un rôle essentiel dans les premiers projets de programme de l'opposition syndicale communiste de gauche⁶ et qui correspondait à une tendance déjà existante dans les syndicats, occupait une position centrale dans son agitation. Avec un point de vue unilatéral semblable à celui des fanatiques de l'organisation unitaire et avec une grande habileté pédagogique, Dannenberg plaçait la réussite de la révolution prolétarienne dans un rapport de causalité avec l'organisation correcte des forces révolutionnaires. Les fédérations syndicales existantes étaient, d'après son opinion, inutilisables à cause de leur pratique réformiste, parce qu'elles ne mettaient en valeur la révolution « que comme objectif final, mais qu'elles propageaient une série infinie de moyens palliatifs et de réformes comme revendications du présent »⁷; mais avant tout, leur organisation en syndicats de métier ou de profession était désuète car elle n'était en aucune façon adaptée « au caractère hautement centralisé de l'industrie moderne »⁸. Comme les autres unionistes, Dannenberg voulait voir la base de l'organisation révolutionnaire de lutte économique à créer de manière nouvelle directement sur le lieu de la production; cependant pas dans les toutes petites cellules des organisations d'entreprise, mais dans les différentes industries dont les ouvriers devaient se réunir de manière strictement centralisée et puissante dans de vastes syndicats. Contrairement aux anciens syndicats, les ouvriers devaient s'organiser « non pas selon leur spécialité particulière, non pas selon l'outil qu'ils utilisent ou bien selon la matière première ou le matériau qu'ils façonnent par hasard, mais selon la nature du produit qu'ils fabriquent, en d'autres termes, selon l'industrie dans laquelle ils sont actifs »⁹. Toute la vie économique pouvait se résumer, selon les idées de l'unionisme industriel, en six groupes d'industrie : 1.) l'agriculture, la terre, la pêche et les produits de l'eau, 2.) l'extraction minière, 3.) les transports et les communications publiques, 4.) les manufactures et la production générale, 5.) le bâtiment et les travaux publics, 6.) les entreprises et les institutions publiques¹⁰. Chacun de ces groupes d'industrie – subdivisés encore une fois régionalement et en fonction du domaine de production – devait former une unité de lutte au cours de l'époque de transition révolutionnaire et une grande unité administrative dans la nouvelle société future¹¹.

Cette conception modéliste de l'unionisme industriel révolutionnaire, qui se présentait dans le détail beaucoup trop exclusivement comme un contre-modèle de l'"American Federation of Labor" (AFL), et qui n'était pas adaptée aux conditions spécifiques allemandes du syndicalisme, suscita cependant l'intérêt de certains cercles ouvriers dans lesquels la compréhension de la nécessité d'une réorganisation syndicale par fédérations d'industrie s'était imposée¹². Cet intérêt ne fut pas immédiatement repoussé par les

⁶ Voir à ce sujet le paragraphe sur les mouvements de grève spontanés pendant la guerre et sur les radicaux de gauche de Hambourg.

⁷ Karl Dannenberg, *Der Weg zur Macht, oder : Die konstruktiven Grundlagen des Sozialismus* [Le chemin vers le pouvoir, ou : Les fondements de construction du socialisme], sans lieu, sans date, p. 16.

⁸ *Ibidem*, p. 18.

⁹ *Ibidem*, p. 24.

¹⁰ Voir *ibidem* p. 23. Voir aussi pour le détail les brochures traduites et éditées par Dannenberg : Daniel de Leon, *Die Prinzipienklärung der IWW, oder : Die geschichtliche Bedeutung des sozialistischen Industrie-Unionismus im Sozialisierungsprozess* [La déclaration de principe des IWW, ou : La signification historique de l'unionisme industriel dans le processus de socialisation], Brunswick sans date ; et : Eugene Debs, *Der sozialistische Industrie-Unionismus, oder : Rückständiger Fachegoismus gegenüber revolutionärer Klassen-solidarität* [L'unionisme industriel socialiste, ou : L'égoïsme de catégorie rétrograde à l'opposé de la solidarité de classe révolutionnaire] traduit de l'anglais et remanié par Karl Dannenberg, édité par le Deutsch Press-Komitee, Literatur-Büro der WIU, Hoboken, New Jersey 1920.

¹¹ Voir aussi Hans Bötcher, *opus cité*, p. 29 sq.

¹² Dannenberg s'adressait expressément à ces milieux-là : « Depuis l'effondrement de la II^e Internationale, il s'est développé, y compris dans le mouvement socialiste de ce pays, une grande insatisfaction à l'égard des

unionistes de Brunswick – comme ce fut le cas pour la majorité de l’unionisme allemand – du fait du refus strict des partis ouvriers, du SPD jusqu’au KPD. De même que, en Amérique, la WIU agissait en liaison étroite avec le "Socialist Labor Party" (SLP¹³), sa filiale allemande à Brunswick chercha le contact avec les grands partis ouvriers et elle y parvint temporairement avec des cercles de l’USPD de gauche. En particulier Ernst Däumig et Richard Müller, entre autres, sympathisèrent, au tournant de l’année 1920-21, avec les idées de Dannenberg, et ils s’engagèrent à une déconcentration partielle de l’organisation centraliste de l’ADGB par la création de fédérations d’industrie autonomes¹⁴. Cependant, à cette époque-là, l’unionisme industriel de Brunswick était déjà complètement isolé dans l’AAUD, en particulier du fait qu’il copiait strictement le modèle américain; la déclaration de principes que l’AAU de Brunswick présenta par exemple aux conférences nationales de l’AAUD n’était qu’une traduction légèrement retouchée de la déclaration de principes des IWW de l’année 1907¹⁵. Il manquait finalement dans cette tendance les deux impulsions essentielles du mouvement unioniste allemand : l’idée de l’organisation d’entreprise et la volonté de former une organisation fédéraliste et anti-bureaucratique. En outre, il ne pouvait être question, de manière à ce que cela ait un sens, d’une structure aussi vaste que la fédération d’industrie que si des fractions considérables des ouvriers d’une industrie étaient organisées de façon unioniste. Mais puisque, même dans les mines et la métallurgie, les unionistes ne formaient qu’une très faible minorité, l’idée de la fédération d’industrie, considérée au début comme si importante, devait bientôt perdre de son actualité; c’est ici la même évolution qui se manifesta tendanciellement aussi bien dans l’AAU que dans le syndicalisme révolutionnaire allemand où la construction de fédérations d’industrie fut certes envisagée, mais ensuite conservée comme fragment. Tous ces facteurs eurent pour conséquence que la majorité de l’AAUD et son opposition ne furent d’accord que sur un seul point à la Conférence de décembre 1920 : la condamnation de la tendance de Brunswick. Un délégué d’Allemagne centrale discuta expressément de la question de "l’unionisme de région ou d’industrie" et plaida pour la conservation de la division de l’AAUD en régions économiques¹⁶. Roche qualifia les efforts de Dannenberg de tentative de « formation de cellules socialistes de droite dans l’Union »¹⁷ et le "Kampfruf" berlinois parla « de boniments sociaux-démocrates de nuance dannenbergienne »¹⁸, dont l’Union était heureusement sur le point de se débarrasser rapidement et unanimement. Le rapport de situation de la police politique notait en juin 1921 que l’unionisme de Brunswick s’était effondré et que "l’agent américain Dannenberg" avait disparu sans laisser de traces¹⁹.

anciennes conceptions théoriques et tactiques qui ont été quasiment sacralisées par la tradition... Comme l’on peut le voir aux déclarations programmatiques de presque l’ensemble des partis socialistes, ils semblent tous minauder avec l’idée de l’unionisme industriel... Il faut recommander tout particulièrement à ces éléments une étude de cet ouvrage ». Avant-propos de Dannenberg à : Eugen V. Debs, *De sozialistische Industrie-Unionismus* [L’unionisme industriel socialiste], p. 8.

¹³ Le chef de la WIU, Daniel de Leon, était en même temps le chef du SLP fondé en 1874. Jusqu’à sa mort en 1914, le parti joua un rôle déterminant pour cette branche parallèle des IWW, mais il perdit en importance avec la WIU. La WIU s’est dissoute en 1921. Voir Fred Thompson, *opus cité*, p. 40

¹⁴ Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15809/2.

¹⁵ Voir le texte dans : Karl Dannenberg, *Der Weg zur Macht*, p. 1. Comparer avec le texte de la Déclaration de principe des IWW de l’année 1907 dans : Fred Thompson, *opus cité*, p. 1.

¹⁶ Voir "Der Kampfruf", 1^o année (1920), n° 35.

¹⁷ *Ibidem*.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n° 15536/95.

4. L'"Union Ouvrière Générale, Organisation unitaire" (AAUE)

La tendance organisation unitaire, qui exista depuis le début dans l'unionisme allemand, et qui s'autonomisa dans l'opposition à la tendance de Berlin dans l'AAUD et sous la direction des régions économiques de la Saxe orientale et l'Allemagne du Nord-ouest, joua un rôle plus important que l'unionisme industriel de Brunswick. Conformément à l'exigence d'en finir avec la division des organisations ouvrières en associations politiques et économiques, les unionistes procédèrent à la dissolution du KAP à Dresde dès décembre 1920¹ et à Hambourg en juin 1921². Le délégué de la Saxe orientale au bureau d'organisation de l'AAUD fut exclu dès juin 1921, parce que – selon son propre jugement – « l'opposition ne pouvait pas se mettre d'accord avec la tendance de Berlin »³. L'opposition tout entière à la tendance de Berlin victorieuse avait évité encore une fois au cours du même mois, lors de la quatrième Conférence nationale des unionistes, la rupture organisationnelle sans pouvoir en fin de compte l'empêcher; les membres des régions économiques oppositionnelles refusèrent d'approuver l'attitude de leurs délégués à la quatrième Conférence de l'AAU et ils repoussèrent inconditionnellement le programme de Berlin, après que le Comité national du travail, dominé par les Berlinoises, eut exclu tous les unionistes qui ne voulaient pas reconnaître le caractère obligatoire des résolutions de la conférence nationale. La scission qui était due aux divergences existant depuis longtemps sur les questions de la centralisation, du rapport avec le KAP et de la position de l'Union vis-à-vis de l'ISR et du Komintern, fut accélérée particulièrement par la stagnation du développement révolutionnaire en Allemagne après la défaite de l'Action de Mars (1921) du VKPD; l'organisation ayant été coupée des possibilités objectives d'une action couronnée de succès par la victoire des forces contre-révolutionnaires, les querelles tactiques et personnelles commencèrent à se donner libre cours à l'intérieur de toutes les organisations radicales de gauche.

C'est la région économique de la Saxe orientale qui avait rompu le plus précocement avec le KAP; elle avait à offrir, avec les thèses d'Otto Rühle⁴, une alternative au programme de Berlin dans le mouvement des unions. En continuant le travail en commun qu'ils avaient mené dans le KAP des débuts, Rühle et Pfemfert devinrent les leaders théoriques du rassemblement de l'opposition dans l'AAU; l'"Aktion" de Pfemfert fut une plateforme de discussion à partir du début de 1921; un bureau d'information de l'opposition fut ouvert tout d'abord à Leipzig. À la quatrième Conférence nationale de l'AAU en juin 1921, furent présentées par l'opposition⁵ deux projets de lignes directrices qui tous deux – ainsi que Rühle le formula – étaient dictés par la résistance à « la tutelle et à la domination d'une mince couche de gens du KAP sur l'AAU »⁶. Le second de ces projets, qui fut proposé par la Saxe orientale et sur lequel les partisans de l'organisation unitaire s'étaient déjà mis d'accord lors de la session du Conseil économique national d'Eisenach en mai de cette même année, fut adopté en octobre 1921, en tant que "directives de l'Union Ouvrière

¹ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

² Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAU.

³ "Der Kampftruf", 2^e année (1921), n^o 8.

⁴ Voir plus loin à ce sujet la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAP.

⁵ Voir "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 21/22.

⁶ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 21/22 : Otto Rühle : *Aufruf an die Opposition in der AAU* [Appel à l'Opposition dans l'AAU].

Générale (Organisation unitaire)"⁷, au cours de la première Conférence nationale indépendante de l'opposition à Leipzig. Ces directives ne différaient – abstraction faite de la revendication fondamentale de l'organisation unitaire – que sur l'accent mis sur quelques points par rapport au programme de l'AAU de Berlin; elles rejetaient absolument « les chefs professionnels » et exigeaient le volontariat dans toutes les fonctions de l'organisation (points 6 et 7); elles indiquaient de manière plus marquée le but de la « société sans domination » pour laquelle la « dictature du prolétariat en tant que classe » devait être un stade transitoire (point 3). Les tâches immédiates de l'AAU, désignées dans le point 4, apparaîtraient aussi, du fait de leur caractère abstrait, difficilement inacceptables aux partisans de la tendance majoritaire de l'AAU. Ces lignes directrices se présentaient apparemment comme un programme minimal qui devait faciliter le rassemblement du plus grand nombre possible d'unionistes oppositionnels qui n'étaient aucunement d'accord entre eux. La position de la Conférence constitutive de l'AAUE, relative la question actuelle de la participation aux grèves ayant des objectifs salariaux, ne se différençait pas non plus dans la pratique de celle que la majorité de l'AAU de la tendance de Berlin prit six mois plus tard contre ceux d'Essen. La Conférence se déclara par principe exclusivement en faveur des grèves de masse à caractère révolutionnaire et contre les luttes salariales; mais elle concéda que les membres de l'Union puissent, lors de l'éclatement de telles luttes, « ne pas rester à l'écart au nom de la solidarité prolétarienne »⁸. Lors de la Conférence constitutive de Leipzig, treize régions étaient totalement ou partiellement représentées par 23 délégués; la force numérique de cette scission, et donc la perte d'adhérents de l'AAU, ne peut pas être établie; elle ne doit pas être fixée trop bas, bien que l'information donnée par Pfemfert en décembre 1922 selon laquelle son organisation comprendrait 60 000 membres soit peu plausible à ce moment-là⁹. Il apparaissait à l'observateur contemporain à la mi-année 1922, sous l'impression toute fraîche de la scission renouvelée de l'AAU en tendance de Berlin et en tendance d'Essen, que l'AAUE représentait la tendance montante à l'intérieur de l'unionisme allemand¹⁰; mais, après la force d'attraction momentanée que toutes les nouvelles organisations exerçaient à l'instant de leur fondation sur l'extrême gauche, le processus de désintégration, déterminée par la défaveur plus grande de la situation sociale, commença dans l'AAUE de manière plus véhémement et plus variée que dans les autres organisations radicales de gauche.

Le véritable noyau de cristallisation de toute l'organisation restait la région économique de la Saxe orientale, dont le programme avait été formulé par Otto Rühle; ce programme demeura l'unique projet théorique cohérent dans l'histoire de l'AAUE. Les idées de Rühle sur l'organisation et les buts des unions étaient déjà pour l'essentiel exposées dans sa production politico-littéraire au cours de sa brève affiliation au KAP¹¹; en septembre 1921, il commença la publication dans l'"Aktion"¹² d'une version augmentée et

⁷ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 41/42 : *Rapport de la Conférence unitaire de l'AAU* : « La Conférence nationale d'aujourd'hui considère les directives de la Saxe orientale comme les directives fondamentales de l'organisation unitaire ». Voir le texte des directives dans l'Appendice documentaire n^o XV.

⁸ Voir le texte de la Résolution dans : "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 41/42.

⁹ Voir "Der Syndikalist", 5^e année (1923), n^o 1. Hermberg (*opus cité*, p. 223) cite de manière critique le nombre d'adhérents prétendu par l'AAUE (212 000) dans lequel il faut effectivement voir un chiffre de propagande.

¹⁰ Paul Hermberg, *opus cité* p. 224). Paul Hermberg prédisait à l'AAU le même processus de dissolution que l'unionisme américain de l'WIIU favorable au parti avait suivi.

¹¹ Voir en particulier la présentation stylistiquement sous l'influence de la prose expressionniste : Otto Rühle : *Revolution ist keine Parteisache !* [La révolution n'est pas une affaire de parti !], Berlin 1920.

¹² "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 37/38 : Otto Rühle, *Grundfragen der Organisation* [Questions fondamentales de l'organisation]. Cet article parut sous forme de brochure : Otto Rühle, *Grundfragen der Organisation*, Francfort-sur-le-Main sans date (1921).

systématisée de ses thèses sur les unions, qu'il compléta encore une fois en 1924¹³. Tandis que la majorité de l'AAU proposait toujours les thèses de "la crise mortelle du capitalisme" comme base d'argumentation pour l'instauration qu'elle réclamait d'une nouvelle organisation révolutionnaire, la question ne fut pas du tout posée par Rühle jusqu'en 1924 en fonction de l'actualité de la révolution. En supposant cette actualité, sa pensée tournait autour de cette question : « Quelle sorte d'organisation est désormais l'organisation de la révolution, de l'époque révolutionnaire et socialiste? »¹⁴. C'est dans la condamnation des organisations "pré-révolutionnaires", des partis et des syndicats, qu'il mettait en avant sous une forme ostensible les idées qui étaient depuis 1919 le bien commun de l'unionisme allemand. D'après Rühle, parti et parlementarisme étaient indissolublement liés, « le parti est une formation et une arme pour les luttes d'intérêts sur la base de la politique bourgeoise »¹⁵. Pour lui, de la même façon, les syndicats étaient obsolètes à l'époque de la révolution; depuis leurs débuts, faisant exclusivement tout leur possible pour « l'obtention de meilleures conditions de salaire, de vie et de travail, pour la classe ouvrière dans le cadre du système capitaliste »¹⁶, intégrés dans ce système par leur direction bureaucratique et compromis totalement par leur politique durant et après la guerre, il lui semblait que leur révolutionnarisation était impossible, que leur réforme était une illusion. Si la caractérisation négative des organisations ouvrières "pré-révolutionnaires" coïncidait parfaitement – parfois jusqu'à son adoption littérale – avec les thèses sur les unions de 1920 de Karl Schröder¹⁷, un trait propre s'ajoutait avec les observations de Rühle sur le rôle de la centralisation à l'époque bourgeoise pré-révolutionnaire. Il croyait pouvoir constater dans le centralisme le fondement essentiel de l'État bourgeois, fondement qui déterminait de la même façon l'administration, la justice, l'école, l'armée et les organisations politiques. Il reconnaissait – en étant en cela moins partial que la critique syndicaliste révolutionnaire du centralisme¹⁸ – les avantages de ce dernier qui résidaient dans la concentration des forces; mais, à son avis, les inconvénients pour une organisation politique l'emportaient; ceux-ci résidaient dans le fait que le centralisme « paralyse la volonté des membres, entrave le déploiement individuel des forces et par conséquent empêche l'individu dans son développement d'accéder à sa personnalité autonome, à la conscience de soi et à l'indépendance »¹⁹. C'étaient là les vieux arguments qui avaient résulté de la critique d'avant-guerre de la bureaucratisation des organisations ouvrières; la branche du communisme de gauche représentée par Rühle défendit cette critique de la manière la plus radicale et la plus durable. À côté de ces réflexions analytiques, Rühle était également d'accord, dans l'exposé de la nature et des tâches des nouvelles organisations révolutionnaires, les organisations d'entreprise, avec Schröder²⁰ jusqu'au point – en pratique en effet déterminant – de l'organisation unitaire. Il

¹³ Otto Rühle : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution* [De la révolution bourgeoise à la révolution, prolétarienne], Dresde sans date (1924). Cet écrit a été publié à nouveau en mai 1965 par un groupe munichois de socialistes conseillistes en tant que contribution à la discussion portant sur un « nouveau mouvement ouvrier » et avec l'invitation à dépasser « les formes d'organisation et les appareils bureaucratiques » dans le mouvement ouvrier actuel.

¹⁴ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 37/38.

¹⁵ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 37/38. Voir aussi pour la caractérisation des partis politiques : Otto Rühle, *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution*, p. 38 sq.

¹⁶ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 39/40. Voir aussi Otto Rühle : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution*, p. 44 sq.

¹⁷ Voir à ce sujet plus haut les raisonnements de Schröder dans le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAUD.

¹⁸ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur le Congrès constitutif de la FAUD.

¹⁹ Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 43/44.

²⁰ Rühle s'est reconnu à l'occasion dans Schröder aussi longtemps « que celui-ci n'a pas été un bonze du KAP et qu'il n'a pas "sympathisé" avec le rouble russe ». Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 45/46.

faisait découler sa nécessité – en étant, ici aussi, proche de l'argumentation des syndicalistes révolutionnaires – du fait que, à l'époque révolutionnaire, une différence entre la lutte économique et la lutte politique n'était plus possible comme cela l'était jusqu'à présent; « la plus petite lutte salariale s'intensifie en un tour de main en une action politique »²¹. Tandis que Schröder affirmait que les organisations des conseils comme l'organisation unitaire ne pourraient naître qu'au cours des luttes révolutionnaires²², Rühle voyait dans chaque organisation qui ne se présenterait pas à partir de maintenant comme une organisation unitaire, un vestige de l'époque bourgeoise. Bien qu'il ait existé plus de points de vue communs relatifs aux principes que de divergences tactiques entre les deux tendances unionistes, leurs porte-parole littéraires jouèrent de plus en plus de ces divergences, avec une fureur presque monomaniaque, de telle sorte qu'elles entraînèrent la scission.

Ce qui se produisit concernant les luttes de tendances entre les courants les plus importants de l'unionisme allemand se répéta encore une fois à une plus petite échelle à l'intérieur de l'AAUE, née à une heure si défavorable. Elle fut représentée jusqu'en 1924, sur le plan théorique et littéraire, par Otto Rühle et Franz Pfemfert, qui s'adjoignirent, pour former un triumvirat, le renégat tardif de l'USP et conseiller de justice berlinois James Broh²³, et qui se battirent dans l'"Aktion" en faveur de l'organisation unitaire; dans cette activité, ils eurent pour collaborateurs permanents les écrivains expressionnistes Carl Sternheim, Max Hermann-Neisse et Oskar Kanehl. Sous leur influence, et comme feuille d'organisation quasi-officielle de l'AAUE, paraissait depuis 1921, publiée par l'organisation berlinoise, la "Betriebsorganisation" [Organisation d'entreprise] qui, à partir de 1922, porta le titre de "Die Einheitsfront, Organ der AAUE" [Le Front Uni, Organe de l'AAUE]; les forces de l'AAUE qui s'y exprimaient constituèrent au cours des années suivantes le noyau organisationnel qui s'affirma dans les discussions avec ceux qui inclinaient vers une interprétation par trop radicale des principes fédéralistes ("autonomie de cheminée d'usine"), et dans la lutte avec d'autres formes de désintégration comme l'animosité envers les intellectuels, l'isolement par la non-participation aux grèves partielles, etc.. Un autre cercle relativement solide de camarades de l'AAUE se forma à Francfort-sur-le-Main et à Hambourg où l'"Unionist" paraissait maintenant en tant qu'organe de l'organisation unitaire. Lors de la deuxième Conférence nationale de l'AAUE, des 24 et 25 septembre 1922 à Weimar, sur laquelle on comptait pour une stabilisation de l'organisation, on eut au contraire la manifestation du fait qu'elle se composait déjà d'une pelote que l'on pouvait difficilement démêler de tendances contradictoires. La plupart des délégués ne furent d'accord que sur le fait de se plaindre de la « terreur des syndicats » à l'égard des membres de l'AAUE souvent isolés dans les

²¹ Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 43/44.

²² Schröder polémique avec l'Opposition lors de la Conférence nationale de juin 1921 : « L'idée selon laquelle il ne devrait y avoir qu'une seule organisation est plate et elle ne demanderait pas de la réflexion. Elle est primitive et elle sera défendue la plupart de temps par des camarades qui n'ont aucune expérience dans le mouvement ». Tapuscrit inédit du Compte rendu de la Conférence nationale de l'AAU du 12 au 14 juin 1921, dans : Pol. Akt. der Reg. Düsseldorf, n^o 15536/81.

²³ Dr Broh, jusque là représentant de premier plan de l'USPD berlinois, a rompu au début de 1920 avec son organisation avec la publication d'une vive critique du "programme de la révolution" de l'USPD de mars 1919 ; il réclamait la non-participation aux parlements et au travail syndical, et à la place l'organisation « de conseils ouvriers révolutionnaires d'entreprise et communaux ». Voir Dr James Broh, *Entwurf eines Programms der USP verfasst im Auftrage der politischen Kommission des Aktionsrates Charlottenburg, sowie Kritik des Aktionsprogramms* [Ébauche d'un programme de l'USP rédigé sur commande de la Commission politique du Comité d'action de Charlottenburg, ainsi que la critique du programme d'action]. Pour ce qui concerne sa vision de l'évolution du KPD et de l'USPD, voir en particuliers : *Parolen und Programm der KPD* [Mots d'ordre et programme du KPD], de James Broh dans : Die Aktion", 12^e année (1922), n^o 39/40.

entreprises. Un conflit naquit à propos du caractère actuel seulement informatif des conférences nationales, de la compréhension correcte du principe fédéraliste, de la solidarité recommandée dans les grèves partielles et de la non-participation aux élections des conseils d'entreprise légaux. Au vu des tendances divergentes qui se manifestèrent lors de la Conférence de Weimar, un observateur constata que l'AAUE était confrontée à la question suivante : « Organisation des conseils ou désorganisation? »²⁴. Le courant principal de l'AAUE, qui aspirait à une consolidation organisationnelle par la proclamation du caractère obligatoire des résolutions des conférences nationales et par l'instauration d'instances nationales, se réunit pendant l'année 1923, sous l'impulsion des groupes locaux de Francfort-sur-le-Main, de Dresde et de Berlin, à l'intérieur de l'organisation, avec une fraction des "communistes conseillistes", mais il voulait éviter à tout prix le risque d'une scission²⁵. En tirant la leçon de la Conférence de Weimar, l'"Einheitsfront" justifia cette fusion par le fait qu' « il est impossible de faire un travail couronné de succès dans l'intérêt de la révolution sur la base de la désintégration et du particularisme »²⁶.

Deux possibilités dans l'organisation et dans le programme de l'AAUE se firent bientôt jour après la réunion constitutive : celle de la complète négation organisationnelle et celle du passage à la FAUD syndicaliste révolutionnaire. Pendant l'année 1922, c'est dans l'organe de l'AAUE de Heidenau, "Die Revolution"²⁷, que se rassemblèrent en particulier les voix qui plaidaient pour la suppression des conférences nationales et de toutes les obligations liées à l'organisation, et qui abandonnaient le but de la dictature du prolétariat. Cette tendance, dont la naissance conduisit à une querelle dans la région d'origine de l'AAUE, la Saxe orientale, entre Dresde et Heidenau, et qui eut aussi des partisans dans l'Empire, décida à la fin de 1923 son autodissolution organisationnelle²⁸. Elle était, comme le courant voisin de Düsseldorf dans la FAUD, en liaison avec l'anarchiste tolstoïen autrichien Rudolf Grossmann²⁹. La Conférence de Weimar de l'AAUE avait exclu la région de Saxe occidentale prétendument en raison de son approbation de la participation de l'AAUE aux élections des conseils d'entreprises légaux³⁰, telle qu'elle avait été propagée dans la feuille de Zwickau "Der Weltkampf"³¹ [La lutte mondiale]. En réalité, cette propagande de la région de la Saxe occidentale n'était qu'une partie d'une tactique plus ouverte qui prévoyait de passer des accords avec toutes les organisations qui avaient à peu près les mêmes objectifs; les camarades de Zwickau constataient que l'organisation était confrontée à l'alternative suivante : soit – comme la fraction des communistes conseillistes – décimer l'AAUE par une rigidité dogmatique des principes et l'obliger à se ravalier à "l'état de secte", soit garder ouverte l'organisation de tous côtés et donner ainsi de nouvelles impulsions au mouvement en stagnation³²; ils menèrent leur combat contre l'"organisation de la pureté" et pour l'"organisation de masse"³³. De manière logique, ceux de Zwickau, qui avaient, en dehors de leur petite région, quelques

²⁴ Die Aktion", 12^e année (1922), n^o 39/40.

²⁵ Voir à ce sujet Die Aktion", 13^e année (1923), n^o 15.

²⁶ "Die Einheitsfront", 3^e année (1923), n^o 4.

²⁷ "Die Revolution, Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands - Einheitsorganisation", 1^o année (1921).

²⁸ Pour les détails, voir plus loin le paragraphe sur les tendances refusant l'organisation.

²⁹ Die Aktion", 12^e année (1922), n^o 41/42.

³⁰ Voir la discussion à propos de l'exclusion dans le Rapport sur la Conférence nationale de l'AAUE des 24 et 25 septembre 1922 à Weimar, dans "Die Revolution", 2^e année (1922), n^o 40.

³¹ "Der Weltkampf, Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands - Einheitsorganisation, Wirtschaftsbezirk Westsachsen", [Organe de l'AAUE, District économique de Saxe occidentale], 4^e année (1921).

³² Voir par exemple "Der Weltkampf", 5^e année (1922), n^o 14.

³³ Voir "Der Weltkampf", 5^e année (1922), n^o 10, 14, etc.

centaines de partisans dans l'Empire, engagèrent, après leur exclusion, des pourparlers avec l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels" et avec la FAUD(S). Lors d'une réunion de l'AAUE de Zwickau le 10 mai 1923, un orateur de chacune de ces deux organisations prit la parole et exposa les principes de son organisation respective³⁴; la décision eut lieu en août 1923, en faveur de l'affiliation à la FAUD des syndicalistes révolutionnaires³⁵. Étant donné ces luttes de tendances et son interdiction en de nombreux endroits de l'Empire, la force d'intégration de l'AAUE était considérablement réduite au tournant de l'année 1923-24³⁶. Après la Conférence de Weimar, en septembre 1922, il n'y eut plus durant des années que la cohésion peu contraignante d'un bureau national d'information commun à Zwickau, auquel, à partir du début de 1923, s'opposa un autre bureau national d'information des communistes conseillistes à Francfort-sur-le-Main³⁷. Malgré la résistance des autres fractions de l'AAUE représentées par le bureau d'information de Zwickau, les communistes conseillistes provoquèrent finalement la convocation d'une troisième Conférence nationale de l'AAUE du 21 au 23 juin 1924 à Dresde. La préparation de la Conférence nationale fut menée en particulier par l'AAUE de Francfort-sur-le-Main et de Hambourg et elle fut mise en œuvre par la région de Dresde et de la Saxe orientale. Le souci principal de la fraction des communistes conseillistes était la stabilisation de l'organisation; dans leurs statuts, présentés par Dresde³⁸, ils revenaient encore sur le caractère obligatoire – même s'il était limité – des résolutions de la conférence nationale qui devait se tenir chaque année et ils réintroduisaient aussi – comme dans l'AAU – un Conseil économique national. Le bureau d'information de Zwickau ainsi que ses partisans furent exclus à cause de leur refus des conférences nationales, etc.; celui-ci déclara, dans son organe de presse "Proletarischer Zeitgeist"³⁹ [L'esprit du temps prolétarien], « qu'il refuserait à l'avenir les résolutions obligatoires qui conduisent à la violence et à la paralysie des énergies »⁴⁰ et il constatait la scission renouvelée de l'AAUE. Ce "Proletarischer Zeitgeist" parut comme feuille de discussion de ce fragment de l'AAUE jusqu'en 1933⁴¹. Les communistes conseillistes, lesquels avaient un nombre d'adhérents non évaluable mais très faible, pouvaient se considérer dorénavant comme les héritiers incontestés de la tradition de l'AAUE. Ils disposèrent, comme organes de presse, de l'"Aktion" pendant quelques années encore, et de la "Einheitsfront" pendant encore plus longtemps. Rühle dressa encore une fois à leur service une sorte de résumé théorique de la discussion sur l'organisation unitaire⁴² avant de se détourner de manière résignée en 1925 de la tradition radicale de gauche⁴³ et de revenir au SPD. Étant donné qu'une

³⁴ Voir les discours historiquement instructifs de chacune des organisations : "Der Weltkampf", 5^e année (1922), n^o 22 et 25.

³⁵ Voir "Der Weltkampf", 5^e année (1922), n^o 35. Le "Weltkampf" a paru à partir de son n^o 37 de la 5^e année avec ce sous-titre : "Organ der Freien Arbeiter-Union Deutschlands (Anarcho-Syndikalisten) Wirtschafts-bezirk Westsachsen", [Organe de la FAUD (Anarcho-syndicaliste), District économique de Saxe occidentale] ; il cessa probablement de paraître en octobre 1923.

³⁶ Voir à ce sujet la rétrospective : *Drei Jahre AAUE*, [Les trois ans de l'AAUE], dans : "Die Aktion", 14^e année (1924), n^o 6.

³⁷ Voir "Die Einheitsfront", 3^e année (1923), n^o 4.

³⁸ Voir le texte des statuts dans : "Die Einheitsfront", 3^e année (1923), n^o 4. Voir aussi : Otto Rühle : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution*, p. 60 sq.

³⁹ "Proletarischer Zeitgeist, Eine von Arbeiter für Arbeiter geschriebene Zeitung [Un journal écrit par des ouvriers pour des ouvriers], 1^e année (1922).

⁴⁰ "Proletarischer Zeitgeist", 3^e année (1924), n^o 26 : *An alle Mitglieder der AAUE* [À tous les membres de l'AAUE].

⁴¹ Le dernier numéro (12^e année (1933)) est paru dans l'illégalité sous forme de circulaire photocopiée.

⁴² Otto Rühle : *Von der bürgerlichen zur proletarischen Révolution*, Dresde 1924.

⁴³ Voir à ce sujet : Otto Rühle : *Warum bleiben die Massen in der Partei* [Pourquoi les masses restent-elles dans le parti ?] dans : "Die Aktion", 14^e année (1924), n^o 15 : « Les masses restent dans le parti en tant que produits et victimes de l'éducation qu'elles ont reçue dans la famille, l'école, l'usine, la caserne, le parti et l'État. Une

tendance à la réunification des fragments de groupes radicaux de gauche eut lieu généralement à partir de 1924, dans les années de stabilisation économique et sociale passagère, l'AAUE-croupion rechercha elle aussi des partenaires. Les plans d'unification qu'elle nourrit le plus longtemps s'appliquaient à la FAUD(S); Rühle et Pfemfert s'étaient déjà faits dans le KAP les défenseurs du syndicalisme révolutionnaire allemand contre des injures non justifiées⁴⁴; lors du Congrès constitutif de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire en décembre 1922, à laquelle Pfemfert participait en tant qu'invité, il souligna les points de vue communs entre l'AAUE et la FAUD et il ne constata de divergence sérieuse que dans la revendication des syndicalistes révolutionnaires à la non-violence; il fit la liste détaillée de leurs principes communs : le fédéralisme, l'action directe, la grève générale et la révolution sociale, les entreprises et les ateliers comme fondement de la société future; toutes les deux étaient anti-autoritaires, opposées à l'État et à la dictature du parti⁴⁵. Après le Congrès constitutif de l'IAA, la discussion reprit au sujet d'une association avec la FAUD, en partant des lignes directrices communes des AAU et FAU de Berlin en avril 1921⁴⁶⁻⁴⁷, mais elles demeurèrent sans résultat pratique.

Après la révision partielle des principes directeurs de l'AAUE en juin 1924, la plupart des divergences antérieures avec la précédente majorité unioniste fut écartée; des tentatives pour engager des discussions avec la tendance berlinoise du KAP/AAU échouèrent du fait du refus du KAP⁴⁸. Les pourparlers de 1926 de l'AAUE-croupion avec un groupe de gauche, oppositionnel de fraîche date du KPD, furent finalement beaucoup plus faciles et couronnés de succès; pourtant une réunification sur la base du programme était beaucoup moins concevable avec ce groupe qu'avec l'AAU ou la FAU, desquelles l'AAUE était séparée par des escarmouches tactiques récentes, mais qui s'étaient transformées en animosités personnelles de ses porte-parole. On en arriva au cours de l'année 1926 tout d'abord à un "cartel de lutte", puis à une unification, avec un groupe oppositionnel de gauche gravitant autour d'Iwan Katz⁴⁹ et existant avant tout en Basse Saxe, qui avait été exclu du KPD au début de l'année. Une conférence des deux groupes, le 20 novembre 1926, décida de fonder une "Ligue Spartacus n° 2" en tant qu'« organisation unitaire politico-économique »; l'"Einheitsfront" de l'AAUE et la "Mitteilungsblatt" [Feuille d'information] du groupe Katz furent réunies et parurent sous le nouveau titre de "Spartakusbund" [Ligue Spartacus]. Cette association, qui fut soupçonnée par le KAP de Berlin d'être un semblant d'exorcisme historique⁵⁰, ne dura pas longtemps et l'AAUE continua à exister de manière indépendante. Franz Pfemfert retira alors son "Aktion" de l'organisation unitaire et il se mit avec sa feuille au service de groupes d'opposition trotskistes⁵¹. Des groupes de l'AAUE, quelque peu intacts, continuèrent à exister à

éducation à l'obéissance, au respect de l'autorité, à la dépendance, au sentiment d'infériorité, à la peur de la responsabilité. Tant que nous aurons cette éducation, tant qu'il y aura l'Église et les partis, la curatelle et les bonzes de part ne seront pas éliminés ».

⁴⁴ Voir plus loin, le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

⁴⁵ Voir "Der Syndikalist", 5^e année (1923), n° 1 ; voir aussi : "Die Aktion", 13^e année, n° 1-4.

⁴⁶ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur l'Opposition de Düsseldorf dans la FAUD.

⁴⁷ "Die Aktion", 13^e année (1923), n° 8 et 11.

⁴⁸ Une lettre de James Broh d'octobre 1924 au "KAZ" de Berlin contenant la proposition de fonder une communauté de lutte est restée sans réponse. Voir "Die Aktion", 14^e année (1924), n° 12.

⁴⁹ Concernant la personne d'Iwan Katz et les antécédents du groupe, voir Siegfried Bahne, *Die ultralinke Opposition...*, loc. cit., p. 366 sq.

⁵⁰ Voir "Der Proletarier", 2^e année (1926), cahier 8/9 : *Die Auferstehung des Spartakus* [La résurrection de Spartacus].

⁵¹ Voir à ce sujet Siegfried Bahne, *Der Totzkismus in Deutschland 1931 bis 1933. Ein Beitrag zur Geschichte der KPD und der Komintern* [Le trotskisme en Allemagne de 1931 à 1933. Une contribution à l'histoire du KPD et du Komintern], thèse de doctorat à Heidelberg 1958 (tapuscrit).

Dresde, à Hambourg et à Francfort-sur-le-Main⁵². Lorsque la tendance unitaire économique-politique s'imposa dans l'AAU-croupion, dans la mesure où on en arriva à la dissolution pratique du KAP en 1931, plus rien ne faisait obstacle à la réunification des éléments restants des deux courants de l'unionisme allemand, réunification qui se produisit en décembre 1931.

⁵² La très dynamique AAUE de Francfort-sur-le-Main publiait encore en 1926 un journal : "Die proletarische Revolution, Organ für die revolutionären Interessen der Arbeiterklasse" [Organe pour les intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière], édité par l'AAUE de Francfort/Main ; la feuille parut jusqu'en 1932.

VIII. LA FONDATION ET L'ÉVOLUTION DU "PARTI OUVRIER COMMUNISTE D'ALLEMAGNE" (KAPD)

1. Le Congrès constitutif du "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne" (KAPD) en avril 1920 et son programme

Immédiatement après l'exclusion des 18 délégués de l'opposition au Congrès de Heidelberg du KPD(S), les communistes de gauche, sous la direction de Hambourg, appelèrent au rassemblement contre la centrale :

« Toutes les organisations du Parti Communiste d'Allemagne qui soutiennent le point de vue que la dictature prolétarienne doit être la dictature de la classe et non la dictature des chefs d'un parti, qui en outre sont d'avis que les actions révolutionnaires des masses ne doivent pas être commandées par une société secrète de chefs mais qu'elles doivent être dirigées par la *volonté des masses elles-mêmes* et être préparées par la réunion organisationnelle des prolétaires révolutionnaires dans des organisations de masse révolutionnaires sur une base démocratique la plus large, sont invitées à se mettre en relation ... avec l'organisation du parti à Hambourg. »²¹⁶

Les communistes de gauche de Hambourg, regroupés autour de Laufenberg et de Wolffheim, commencèrent, du fait de leur « Première adresse communiste », à se disqualifier à partir du milieu de novembre 1919 en tant que porte-parole de toute l'opposition du KPD(S). L'organisation de Brême, à qui on avait confié la fonction de bureau d'information de l'opposition, devint alors le point de rassemblement du communisme de gauche. Elle était prête à réviser jusqu'à un certain point son attitude à l'égard du parlementarisme; le bureau d'information présenta des propositions de changement aux principes directeurs de Heidelberg qui ne furent pas acceptées par ceux de Hambourg; l'opposition du II^o Congrès du parti était donc maintenant elle-même divisée. Le bureau d'information de Brême lutta au nom de la majorité de l'opposition au début de l'année 1920 en même temps sur deux fronts, contre la centrale et contre les Hambourgeois²¹⁷. La majorité de l'opposition n'avait, à cette époque-là, pas du tout la scission en vue; après le Congrès d'octobre du KPD(S) (1919), seuls trois autres délégués exclus s'étaient déclarés avec Laufenberg pour la séparation immédiate d'avec le parti, les autres étaient contre une telle démarche²¹⁸. La majorité des oppositionnels, représentée par le bureau d'information de Brême, était consciente du fait que le gros des membres du KPD(S) était derrière elle; elle comptait en outre sur un virage du Komintern en sa faveur et contre la centrale de Levi, puisque Pannekoek, qui s'était déjà déclaré d'accord,

²¹⁶ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 151. Souligné dans l'original.

²¹⁷ Voir pour ce qui concerne la situation de l'Opposition l'article très instructif dans le "Kommunist" (Brême), 2^o année (1920), n^o 2 : *Aus der KPD. Die Genesung der KPD* [Nouvelle du KPD. La guérison du KPD].

²¹⁸ C'est ce que dit le porte-parole brémois dans la discussion de la session du Comité Central du KPD(S) ; voir "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 48.

dans une série d'articles, au tournant de l'année 1919-20, avec sa tactique, était très estimé de Lénine, personnellement et en tant que théoricien²¹⁹. Elle poussait à un nouveau congrès au cours duquel les membres du parti devraient voter sur les principes directeurs de Heidelberg, selon l'opinion qu'ils s'étaient désormais formés de manière définitive. Dans un appel du 23 décembre 1919, le bureau d'information de Brême réclamait :

- « 1. Convocation d'une nouvelle Conférence nationale à la fin janvier.
2. Admission de toutes les régions qui appartenaient au KPD avant la troisième Conférence nationale, peu importe qu'elles approuvent ou non les principes directeurs.
3. Mise en discussion immédiate des principes directeurs et des propositions pour la Conférence nationale.
4. La centrale est tenue de cesser toute activité scissionniste jusqu'à la convocation de la nouvelle Conférence. »²²⁰

La centrale considérait au contraire les régions oppositionnelles du parti comme exclues, après le Congrès du parti; Levi poursuivait imperturbablement sa politique interne de parti qui devait conduire à la scission d'avec l'opposition. Il convoqua à Hambourg, à Brême, à Berlin, à Dresde et dans d'autres villes, de grandes réunions contre la majorité oppositionnelle des communistes de ces lieux. Les régions dont les conférences s'étaient exprimées contre les principes directeurs de Heidelberg après le II^o Congrès du parti furent définitivement exclues lors de la session du Comité Central du KPD(S) des 7 et 8 février 1920²²¹. Le III^o Congrès du KPD(S), les 25 et 26 février, confirma encore une fois l'exclusion des régions du Nord, du Nord-ouest, de Basse Saxe, du Grand-Berlin et de Saxe orientale, et il refusa d'aborder les propositions de changement du bureau d'information brêmeois de l'opposition avec la justification que ce dernier ne pouvait pas en discuter tant que l'opposition ne s'était pas séparée de « la tendance petite-bourgeoise et nationaliste de Wolffheim et de Laufenberg »²²². Le national-bolchevisme de Laufenberg et de Wolffheim facilitait en effet le jeu de la centrale; il s'agissait à présent, différemment d'à Heidelberg, de principes programmatiques qui étaient difficilement conciliables avec les principes marxistes fondamentaux; mais le national-bolchevisme servait aussi maintenant à la centrale de prétexte dans la mesure où il ne représentait qu'une petite minorité dans toute l'opposition et où les oppositionnels de Brême polémiquaient déjà depuis deux mois contre l'"Adresse" de Laufenberg et de Wolffheim²²³. Au III^o Congrès, l'état de désunion dans lequel le KPD(S) était tombé du fait des incidents scissionnistes devint évident. Heinrich Brandler, après ses observations en Rhénanie-Westphalie, se résignait ainsi : « Nous n'avons plus du tout de parti »²²⁴. Le compte rendu d'activité de la centrale précisait la situation dans les différentes régions du parti²²⁵. Dans les régions exclues, qui étaient les régions ayant sans exception le plus fort nombre d'adhérents dans le parti, la centrale essayait de rebâtir l'organisation; dans le Grand-Berlin, seuls à peu près 500 membres sur les 8 000 environ rejoignirent la centrale²²⁶. Dans les régions qui

²¹⁹ Voir Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 121.

²²⁰ "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 197.

²²¹ Voir "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 36 : *Aus der KPD. Die Spaltung der Partei nun doch perfekt* [Nouvelle du KPD. La scission du parti est donc maintenant accomplie]. Voir aussi Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 121.

²²² Voir le Rapport sur la III^o Congrès du KPD(S) des 25 et 26 février 1920, Berlin 1920, p. 7.

²²³ Voir à ce sujet le paragraphe sur la tendance du national-bolchevisme hambourgeois.

²²⁴ Rapport sur la III^o Congrès du KPD(S), p. 16.

²²⁵ Voir *ibidem*, p. 34-38.

²²⁶ Voir Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 121.

n'étaient pas globalement exclues, l'opposition était également très forte; à Essen, par exemple, sur près de 2 000 membres, seuls 43 étaient du côté de la centrale et de ses principes directeurs²²⁷. Malgré cette situation extérieurement favorable à l'opposition, la scission du KPD(S) ne se réalisa pas encore dans les semaines qui suivirent le III^e Congrès, lequel fut dispersé par la police le deuxième jour des débats et ne parvint donc pas à clore la discussion. La fraction favorable à la scission des nationaux-bolcheviks de Hambourg était trop petite pour mener à bien une reconstitution du parti et la majorité brême de l'opposition n'acceptait toujours pas les manœuvres scissionnistes de la centrale de Levi; de plus, le différend entre la majorité de l'opposition et les nationaux-bolcheviks empêchait une telle reconstitution organisationnelle. L'impulsion décisive pour la fondation du KAPD vint de l'extérieur. La centrale s'était tout d'abord, par suite de son attitude opposée à l'action, prononcée contre la grève générale à l'occasion du putsch de Kapp le 13 mars 1920, et elle avait délégué ensuite des représentants aux négociations sur le soi-disant "Accord de Bielefeld" afin de faire cesser les combats armés qui accompagnaient la grève générale dans la Ruhr²²⁸. Ce comportement apparut à l'ex-opposition de gauche du KPD(S) comme « un abandon du combat révolutionnaire »²²⁹, comme un passage de la politique des communistes de l'action révolutionnaire à la passivité. En réaction immédiate à cela, l'organisation berlinoise convoqua une conférence de l'ensemble de l'opposition du communisme allemand qui décida les 4 et 5 avril 1920 à Berlin la fondation d'un nouveau parti dénommé "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne". 11 délégués berlinois et 24 délégués d'autres localités représentaient d'après leurs propres données environ 38 000 ex-membres du KPD(S), c'est-à-dire plus de 50% de l'ensemble des membres de ce parti²³⁰. Les anciennes régions du KPD(S) suivantes avaient envoyé des délégués : Berlin, Brandebourg, Nord, Nord-ouest, Thuringe, Saxe orientale, Saxe occidentale, Elberfeld-Barmen; d'autres régions n'étaient pas représentées à cause des difficultés de transport dues à la situation confuse qui suivait le putsch de Kapp et adhérèrent plus tard au nouveau parti. Le congrès fut présidé alternativement par un représentant des trois courants communistes de gauche, qui se réunirent à l'occasion de la constitution du KAPD : Berlin, Hambourg et Dresde.

Les rapports qui furent faits au Congrès concordaient fortement en général. La conscience prévalait qu'il fallait créer quelque chose de tout nouveau, ce qui, jusqu'à présent, n'était devenu encore nulle part une réalité : « Le parti prolétarien qui congédie définitivement le système des chefs à la manière ancienne et qui détermine son destin seul et de sa propre autorité »²³¹. Dans l'appel adressé par le Congrès constitutif au prolétariat allemand²³², il était donc dit que la KAPD « n'était pas un parti au sens traditionnel »²³³; le but principal de la nouvelle organisation était « l'émancipation de tout système de chefs »²³⁴. Le problème des chefs dans l'organisation prolétarienne n'avait été formulé de manière aussi décidée dans la tradition du radicalisme antérieur que par les ISD ou les IKD. On ne faisait que reprendre les revendications de ces derniers et l'on se dissocia aussi ouvertement, comme cette organisation de précurseurs, de la Ligue-"Spartacus"; la tendance de la Ligue-"Spartacus" durant la guerre revenait encore à « un parti de type ancien »; elle « aboutissait au fait que les masses devaient

²²⁷ Voir "Der Klassenkampf", 1^o année (1921), n^o 15.

²²⁸ Voir pour les détails concernant ces processus plus loin le paragraphe sur les organisations radicales de gauche dans l'action de 1920/21.

²²⁹ Voir Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 122.

²³⁰ Voir à ce propos et pour la suite : "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 90 : Rapport sur le Congrès constitutif du KAPD des 4 et 5 avril 1920 à Berlin.

²³¹ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

²³² Voir "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 15/16. Voir aussi l'Appendice documentaire n^o XVI.

²³³ *Ibidem.*

²³⁴ *Ibidem.*

être l'objet des exposés et des prescriptions des chefs »²³⁵; « il ne pouvait être question de favoriser ou de développer l'état d'esprit anti-autoritaire des masses »²³⁶. On voyait dans l'évolution de la centrale du KPD(S) une confirmation renouvelée de la nécessité si souvent citée de l'indépendance des masses. Dans l'avant-propos au programme du KAPD de mai 1920, il était dit à ce sujet que l'attitude de trahison de la centrale de Levi justifiait à nouveau la reconnaissance du fait que « l'élimination radicale de toute politique des chefs était la condition pour le progrès rapide de la révolution prolétarienne en Allemagne »²³⁷. Et l'on attirait avec insistance aussi l'attention sur l'aspect subjectif du processus social de transformation, auquel Pannekoek attribuait une si grande importance, en réaction au fatalisme social de Kautsky :

« Sous le terme de socialisme, nous n'entendons pas seulement le mécanisme inanimé de la forme de production socialiste mais aussi la transformation spirituelle de la pensée et du sentiment. Avec l'avènement du monde socialiste, avec l'avènement des conseils, doit être chassée la dernière lueur de pensée capitaliste, de sentiment égoïste. »²³⁸

Un porte-parole berlinois demanda au Congrès de prendre position sur le moyen de lutte du sabotage. Il n'y avait peut-être rien à trouver là-dessus chez Marx, mais c'était indispensable en particulier pour lutter contre les "Gardes blancs". Après avoir repris les méthodes de lutte du syndicalisme révolutionnaire, on ne pouvait pas somme toute se comporter en se refusant par principe à une communauté de lutte avec les syndicalistes révolutionnaires. Naturellement, il fallait tirer une claire ligne de démarcation par rapport à l'idéologie du syndicalisme révolutionnaire qui en était resté à un point de vue pré-marxiste²³⁹. En ce qui concerne les nationaux-bolcheviks de Hambourg, dont les porte-parole Laufenberg et Wolffheim n'étaient pas présents au Congrès, on affirma que l'on ne pouvait pas accepter des principes comme celui de la "paix civile avec la bourgeoisie". Le Congrès adopta finalement une résolution en faveur de la III^e Internationale et des décisions sur les principes d'organisation du parti, contre le parlementarisme et contre la loi des conseils d'entreprise ainsi qu'en faveur de l'AAU.

La commission chargée par le Congrès constitutif du KAPD de l'élaboration du programme présenta son travail à la mi-1920 aux organisations qui s'étaient jointes au parti. Le programme ne voulait plus être un résumé des tentatives précédentes de compréhension de soi-même des communistes de gauche. Sous la marque immédiate des événements entourant le putsch de Kapp de mars 1920, le programme découlait de l'hypothèse suivante : « La situation économique et politique en Allemagne est parvenue à un stade trop avancé pour que la révolution prolétarienne n'éclate pas »²⁴⁰. Si les conditions objectives étaient données pour la révolution sociale mais si la crise permanente ne déclenchait pas la révolution, alors les facteurs qui entravaient le processus étaient de nature subjective. L'idéologie du prolétariat était toujours empêtrée sous l'influence des conceptions bourgeoises et petites-bourgeoises.

« La psychologie du prolétariat allemand ne porte que trop, dans son état actuel, les traces d'un asservissement militaire qui a duré des siècles, mais aussi en outre les signes caractéristiques d'un manque de conscience de soi tels qu'ils ont dû se développer par la

²³⁵ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

²³⁶ *Ibidem*.

²³⁷ Programme du Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne, Berlin 1920, p. 3 ; voir aussi l'Appendice documentaire n^o XVII.

²³⁸ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

²³⁹ *Ibidem*.

²⁴⁰ Programme du KAPD (1920), p. 6.

force des choses comme la conséquence du crétinisme parlementaire du vieux parti social-démocrate et de l'USP d'une part, et celle de l'absolutisme de la bureaucratie syndicale d'autre part. Les facteurs subjectifs jouent dans la révolution allemande un rôle décisif. Le problème de la révolution allemande est le problème du développement de la conscience de soi du prolétariat allemand. »²⁴¹

C'était là – légèrement paraphrasée seulement – la théorie de la révolution sociale de Pannekoek, telle qu'il l'avait développée à la fin de 1919 et au début de 1920 au cours d'un contact permanent avec l'opposition de gauche du communisme allemand²⁴². C'est avec ses propres mots que le programme refusait le travail dans le parlement et dans les syndicats en tant que méthodes de lutte "réformistes" et "opportunistes"²⁴³, qui faisaient seulement obstacle au développement de la conscience prolétarienne et qui créaient de la confusion. L'organisation berlinoise, à qui, en tant qu'instigatrice du nouveau parti, revint depuis le début le rôle dirigeant, eut une part déterminante dans l'élaboration du programme du KAPD. D'étroites relations amicales liaient depuis la fin de 1918 le théoricien et porte-parole berlinois du KAP, Karl Schröder, à Herman Gorter, l'ami et le camarade idéologique d'Anton Pannekoek. Il faut voir en Pannekoek l'inspirateur du programme du KAPD de mai 1920; peu après la publication du programme, il l'approuva intégralement. Il resta valable jusqu'à la fin de 1923; le congrès de la tendance berlinoise du KAP en septembre 1923 décida – après l'exclusion de Karl Schröder et de ses partisans et étant donné les expériences faites entre-temps – un programme beaucoup plus étendu et à maints égards nouveau²⁴⁴.

Une définition concrète, par un règlement associatif, de la structure organisationnelle ne vit le jour dans le KAP comme dans l'AAU que progressivement au cours de la discussion, bien que le groupe berlinois des fondateurs ait proposé au I^o Congrès du parti des statuts tout prêts²⁴⁵. Ces statuts, conformément aux idées du "centralisme prolétarien" des Berlinoises²⁴⁶, ne se présentaient pas comme suffisamment fédéralistes pour être acceptés sans opposition par les autres courants du KAPD et par les adhérents. Le programme du KAP de mai 1920 se limitait à recommander de façon générale, pour ce qui concerne la discussion des statuts, que la garantie que les masses puissent exprimer de façon directe et non falsifiée leur volonté révolutionnaire devait être le leitmotiv de l'édification du parti²⁴⁷. Dans cette discussion, les instances prévues étaient d'autant plus controversées qu'elles occupaient un rang plus élevé dans l'échelonnement depuis l'organisation locale jusqu'à la direction nationale. En prenant parti de manière radicale pour l'autodétermination des membres du parti, la région économique de Saxe orientale en particulier dénia aux instances supérieures le droit de donner des directives²⁴⁸; étant donné que la tendance de la Saxe orientale serait bientôt exclue du parti, ce sont

²⁴¹ Programme du KAPD (1920), p. 7.

²⁴² Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur la scission des communistes de gauche lors du Congrès de Heidelberg.

²⁴³ Programme du KAPD (1920), p. 8.

²⁴⁴ Voir Programme du Parti Ouvrier Communistes d'Allemagne (1924).

²⁴⁵ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 9; voir le texte des statuts dans l'Appendice documentaire n^o XVIII.

²⁴⁶ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAU. Voir aussi à ce sujet Karl Schröder lors du II^o Congrès du KAP: « Nous refusons le centralisme au sens ancien; pour nous, c'est quelque chose de mort. Mais une soudure entre nous telle que la poursuite de la révolution nous l'impose ... du fait du devenir de l'organisation des conseils, ce type de centralisme nous ne pouvons pas et nous ne devons pas le refuser, au risque de nous désintégrer en éclats séparés. Le fédéralisme, dans la mesure où il signifie l'entière liberté de chaque petit groupe pris individuellement, est une absurdité et il répugne à l'idée aussi bien de la communauté que de l'organisation des conseils ». Procès verbal du I^o Congrès régulier du KAP du 1^o au 4 - 08 1920, tapuscrit inédit, p. 117.

²⁴⁷ Voir Programme du KAPD (1920), p. 3 sq.

²⁴⁸ Voir une ébauche de statuts par cette tendance dans: "KAZ (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 108.

finalement les statuts qui avaient été présentés au Congrès constitutif qui s'imposèrent moyennant de faibles modifications. Les régions économiques du KAP fixées par le Congrès du parti, dont le nombre et les limites, comme pour l'AAU, changèrent considérablement au cours du temps, se subdivisaient en groupes locaux. L'indépendance des régions économiques fut toujours très limitée en comparaison des unités organisationnelles correspondantes dans l'AAU et la FAU; leur autonomie n'existait que dans les questions techniques, et pour le reste il leur revenait « de mettre en œuvre les actions décidées par le parti » (point 3). Malgré la structure centrale de l'organisation, le caractère démocratique de la formation de la volonté dans le parti était garanti par plusieurs dispositions : le congrès du parti, l'instance décisionnelle supérieure, devait être convoqué au moins une fois par an et il était composé des délégués des régions économiques qui avaient uniquement le droit de vote; la convocation, l'ordre du jour et les propositions, du congrès devaient être notifiés en temps voulu pour qu'une discussion préalable puisse être possible parmi les membres (point 7). Les modifications d'élection et de fonction des deux organes exécutifs suprêmes du parti, la "direction centrale" – désignée par la suite comme "comité central" – et le "comité directeur" (point 9) – appelé ensuite "comité directeur principal" – portèrent malgré tout préjudice à la pratique organisationnelle démocratique. La "direction centrale", ou "comité central", se composait d'un délégué de chaque région économique et des membres du "comité directeur" lequel se chargeait des affaires courantes entre les congrès du parti et occupait de ce fait une position-clé. Si, conformément aux statuts de fondation, le "comité directeur" était élu directement par le congrès du parti à la majorité simple (point 9), les nouveaux statuts du KAPD, qui furent adoptés lors du VI^o Congrès en septembre 1923, sanctionnèrent purement et simplement un état de fait existant quand ils abandonnèrent au chef-lieu du parti – c'est-à-dire Berlin, qui ne fut jamais remis en cause – le droit de composer le "comité directeur principal" à partir de ses rangs²⁴⁹. On peut aussi constater une définition statutaire analogue d'une position de préséance de l'organisation berlinoise dans l'évolution de l'AAU²⁵⁰. Elle ne reposait pas uniquement en fin de compte, à l'intérieur du KAP, sur le fait que Berlin était le lieu d'origine du parti mais sur le fait que sa vie organisationnelle s'y était concentrée de manière de plus en plus exclusive après la scission des tendances de Hambourg et de Dresde. Tout l'appareil de la presse et de l'édition du KAP se trouvait – lui aussi statutairement depuis le VI^o Congrès²⁵¹ – entre les mains de la région économique de Berlin-Brandebourg. Parmi les organes de presse radicaux de gauche, ou communistes de gauche, antérieurs, le "Kommunist" de Brême, avec le reste des communistes de gauche de Brême dans le KPD(S), se prononça pour le KAP; le "Kommunist" de Dresde parut d'abord comme organe du KAP et il cessa sa parution à la fin de 1921 après la fondation de l'AAUE; le journal le plus important de l'opposition de gauche dans le KPD(S) jusqu'à la fondation du KAP et qui avait une portée nationale, la KAZ de Hambourg, parut – après l'isolement des nationaux-bolcheviks hambourgeois – pour la dernière fois en septembre 1920. La maison d'édition berlinoise du KAP publia, à côté de tout le matériel de brochures et de tracts, et de l'organe des Unions "Der Kampftruf", l'organe de presse le plus important du parti, la "Kommunistische Arbeiter-Zeitung" (KAZ) pour la région économique du Grand-Berlin, qui, d'après les informations des actes de police, fut diffusée en janvier 1924 à 8 000 exemplaires à Berlin, à 5 000 exemplaires dans l'Empire²⁵², et qui fut éditée, après la scission du cercle Schröder au milieu de 1922, en même temps à Berlin et à Essen par des rédactions indépendantes. En outre, le "Kommunistische Montags-Zeitung", Organ der KAPD" [Le Journal communiste du lundi, organe du KAPD] fut publié pendant deux ans à partir de 1920 au nom de la même région économique du Grand-Berlin; c'est dans

²⁴⁹ Voir Programme du KAPD (1924), p. 43.

²⁵⁰ Voir plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAU.

²⁵¹ Voir Programme du KAPD (1920), p. 44.

²⁵² Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15681/64.

la même maison d'édition que parut à partir d'octobre 1920 le "Proletarier, Monatsschrift für Kommunismus" [Le prolétaire, mensuel pour le communisme] comme organe théorique du KAP, dans lequel les contributions de Pannekoek et de Gorter furent nombreuses au cours de la première année²⁵³.

Au KAP en tant que parti politique, étaient affiliées comme organisations annexes les organisations d'entreprise rassemblées dans l'AAU, les organisations de combat et les organisations de la jeunesse. Le programme du KAP était avant tout un résumé des principes déjà formulés par les communistes de gauche; mais il était nouveau sur un point : sur la tentative d'influencer le rapport entre le KAP et les unions ouvrières, et l'AAU. Dans l'AAU, la tendance qui était contre une soumission des unions au KPD(S) s'était imposée depuis février 1920; l'existence du nouveau parti, qui était, contrairement au KPD(S), favorable à la formation des unions, créa une situation tout à fait nouvelle. Les Berlinoises, qui prirent un rôle dirigeant dans l'évolution ultérieure de l'AAU, mais qui soulevaient contre eux en même temps tous les partisans déterminés des organisations unitaires, défendaient une collaboration étroite entre les organisations d'entreprise et le KAP. D'après le programme du parti, le KAP devait travailler à l'intérieur de l'Union « avec une propagande inlassable »; les mots d'ordre de lutte devaient être conciliés et les organisations d'entreprise se transformer « en armes mobiles du parti »²⁵⁴. Le parti devait prendre en charge la tâche de « rassembler des éléments avancés de la classe ouvrière »²⁵⁵ et les unions devaient constituer la large base de masse, sur le fondement organisationnel de laquelle la nouvelle société se construirait directement après la victoire de la révolution. Cette conception berlinoise fut adoptée très rapidement par une grande partie des unionistes; déjà vers la fin de l'année 1920, l'AAU était devenue une sorte d'organisation de lutte économique complémentaire du KAP. L'"organisation de combat" illégale était une autre organisation annexe du KAPD²⁵⁶. Les organisations de combat constituées depuis le début de 1920 par le KPD(S), qui étaient des troupes paramilitaires en cas de lutte armée, furent elles aussi assurément touchées par la scission du parti, mais, dans la pratique, il continua d'exister une communauté d'action. En mai 1920, il se forma une centrale militaire de tous les partis révolutionnaires d'Allemagne qui avait son siège à Berlin. La centrale du KPD conseilla vivement « de prendre contact, en toutes circonstances, avec l'USPD, le KAPD, les Unions ouvrières et les syndicalistes révolutionnaires »²⁵⁷. Dans la mesure où les organisations de combat ont pu être constituées, il faut admettre qu'il y avait en elles des éléments activistes pour lesquels l'étiquette de parti avait une importance tout à fait secondaire; selon les statuts de l'organisation de combat du KAP, des ouvriers en état de porter des armes pouvaient y adhérer sans qu'ils soient membres du parti. L'intérêt du KAP pour de telles organisations paramilitaires découlait de leur programme de lutte de classe activiste et "maximaliste"²⁵⁸. Les statuts de l'organisation de combat²⁵⁹ justifiaient sa nécessité :

²⁵³ Le premier "Proletarier" parut jusqu'au milieu de 1922 ; il fut republié de novembre 1924 à novembre 1927 par la tendance berlinoise du KAP avec pour en-tête : "Journal communiste pour la lutte de classe révolutionnaire, KAPD", et il parut encore une troisième fois en février 1933, déjà dans l'illégalité, soi-disant comme "Organe du Groupe des Communistes Internationaux de Hollande", et en fait cependant imprimé dans l'ancienne maison d'édition du KAP à Berlin.

²⁵⁴ Voir Programme du KAPD (1920), p. 12.

²⁵⁵ *Ibidem*.

²⁵⁶ Les données fiables sur cette branche de l'organisation sont très maigres. Il n'y a naturellement rien à apprendre avec la presse et les brochures du KAPD sur cette organisation secrète. L'exposé qui suit repose sur le matériel contenu dans les actes de la police. Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/29.

²⁵⁷ Cité dans : Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/29.

²⁵⁸ Voir Programme du KAPD (1920), p. 8.

²⁵⁹ Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/7 ; voir aussi l'Appendice documentaire n° XIX..

« De même qu'il faut reconnaître clairement que seul le soulèvement armé peut libérer le prolétariat de sa servitude, que d'autre part la réaction contraint également le prolétariat au combat, de même le prolétariat révolutionnaire se voit obligé de créer une organisation à l'aide de laquelle il soit en mesure d'accepter le combat à l'heure donnée en tant que troupe armée parfaitement adéquate. »²⁶⁰

Les organisations de combat devaient être formées dans chaque région économique. Dans la mesure où elles furent effectivement constituées, elles furent camouflées sous la forme de clubs de marche à pied ou d'associations sportives. Les armes étaient conservées dans l'entreprise ou dans des cachettes gardées. Les organisations de combat devaient déployer leur activité dans le cadre des mouvements de masse révolutionnaires et opérer ensuite militairement de manière indépendante mais en contact permanent avec la direction politique du parti. Elles demeurèrent des fragments organisationnels et elles ne furent pas non plus comparables avec les organisations de combat de l'extrême-droite, les corps francs, les associations de défense, etc., ni pour leur degré d'organisation et d'équipement ni du point de vue de leur efficacité. Lorsque, en août 1920, les directions militaires de l'USPD, du KPD(S) et du KAPD, se rencontrèrent pour une conférence, on remarqua que, dans toutes les régions, les organisations de combat manquaient de membres, d'armes et de munitions²⁶¹; celles qui étaient relativement les mieux organisées étaient celles de Berlin, de la Ruhr et de l'Allemagne occidentale. Comme communistes connus, étaient présents à cette conférence Franz Jung en tant que représentant du KAP et Paul Fröhlich en tant que représentant du KPD(S). En octobre 1920, la direction du KAP donna le mot d'ordre à ses adhérents de se séparer de l'alliance antérieure avec l'USP et le KPD dans les organisations de combat et de créer leurs propres cadres militaires²⁶². Du fait de cette mesure et du fait de la destruction de tout le réseau militaire d'organisations des radicaux de gauche dans la région de la Ruhr en janvier 1921, l'organisation de combat du KAP, qui n'était de toute façon développée que de manière rudimentaire, perdit de plus en plus d'importance. Selon le rapport en février 1921 d'un membre du KAP, qui eut un rôle de dirigeant dans la constitution de l'organisation de combat, l'organisation de combat berlinoise du KAP était à ce moment-là à peine utilisable. Selon des rapports de police, « ni le KAPD ni l'AAU ne semblaient accorder beaucoup de confiance à leurs organisations de combat »²⁶³. Comme on l'a déjà vu dans l'appréciation portée sur le rôle des communistes de gauche et des syndicalistes révolutionnaires dans les combats qui se produisirent de novembre 1918 à avril 1919, le facteur organisationnel ne joua qu'un faible rôle dans ces grands mouvements sociaux²⁶⁴. Le modèle de base du KAPD était établi avec la division en trois du parti et avec les organisations d'entreprise et de combat qui étaient liées à lui. Le parti demandait en outre l'institution d'organisations de jeunesse qui se constituèrent les 27 et 28 novembre 1920 à Brunswick sous le nom de "Jeunesse Ouvrière Communiste" (KAJ). La KAJ avait à la mi-1921 prétendument environ 4 150 adhérents répartis en 44 groupes locaux, et elle était donc très forte par rapport à l'ensemble du parti²⁶⁵. Elle édita à partir de 1921 son propre organe de presse à Berlin sous le titre de "Rote Jugend, Kampforgan der Kommunistischen Arbeiter-Jugend" [Jeunesse rouge, organe de lutte de la Jeunesse Ouvrière Communiste]; la KAJ possédait une grande autonomie par rapport au parti et elle tint ses propres congrès nationaux; elle fut en liaison étroite permanente avec les quelques centaines de

²⁶⁰ *Ibidem.*

²⁶¹ Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/28.

²⁶² Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15785/51.

²⁶³ Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15786/47.

²⁶⁴ Voir plus haut le paragraphe sur la position des forces radicales de gauche dans les luttes, et par rapport à elles, de novembre 1918 à avril 1919.

²⁶⁵ Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 156880/1.

membres de la vaste organisation de jeunesse du KAP hollandais²⁶⁶ et elle mena une guérilla constante avec les organisations de jeunesse du KPD jusqu'en 1927, ainsi que l'on peut en faire la preuve. La constitution et l'extension de cet autre cadre organisationnel du KAP fut fonction de manière multiple du processus de développement du parti.

2. Le centre berlinois du KAPD

La centrale du KPD(S) chapeautée par Levi n'avait laissé aucun doute sur le fait qu'elle avait atteint son objectif avec la scission du parti. Selon l'interprétation de la centrale, la tactique de l'opposition, du fait du refus des moyens légaux dans une situation qui n'était plus réellement révolutionnaire, avait eu pour conséquence que le KP s'était isolé de la véritable action historique et qu'il était devenu une secte religieuse « qui veille sur la doctrine pure et qui mène l'action "révolutionnaire pure" comme un rituel sectaire »¹. Lors du IV^o Congrès du KPD(S), qui eut lieu dix jours après l'assemblée constitutive du KAPD, on passa par bravade sur la perte d'adhérents considérable en expliquant que le fait que le parti grossisse quantitativement n'avait aucune importance; la chose principale était qu'il acquière une plus forte résolution et une plus grande clarté². Finalement, on ne resta pas dans cette indifférence vis-à-vis du KAPD au cours des mois suivants. D'une part, on dénonçait les tentatives de la part du KAPD pour troubler et pour disperser, parfois par la force brutale, les assemblées convoquées par la centrale³; d'autre part, on concentrait la polémique sur l'aile gauche du KAP gravitant autour de l'"anarchiste" Otto Rühle⁴ et sur l'extrême droite du parti regroupée autour des "nationalistes" Laufenberg et Wolffheim⁵, et l'on s'efforçait de les faire passer tout simplement – à tort – tous deux pour représentatifs du nouveau parti. Après que, vers la fin de l'année 1920, ces deux ailes extrêmes du parti communiste de gauche eurent été écartées, c'est l'appartenance temporaire du KAP à la III^o Internationale, à côté des divergences fondamentales, qui donna avant tout l'occasion de continuer la polémique. Lénine lui-même recommandait encore en août 1921, après l'exclusion des communistes de gauche allemands du Komintern, que le KPD n'accorde plus maintenant autant d'attention au KAP. « Par notre polémique contre eux, nous ne leur faisons que de la publicité »⁶.

À côté de l'auto-justification vis-à-vis du KPD, le KAPD qui venait de naître eut au cours des premiers mois la difficile tâche de rassembler sous un programme et sous des statuts reconnus par tous les ouvriers communistes mécontents de la centrale et qui affluaient vers lui. Il n'y parvint finalement que par l'exclusion des tendances de Hambourg et de Saxe orientale⁷, ce qui

²⁶⁶ Voir "Rote Jugend", 3^o année (1923), n^o 8. L'organisation de la jeunesse hollandaise du KAPH publiait également sa propre feuille qui parut avec tirage de 500 exemplaires et sous le nom de "De Baanbreker".

¹ "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 20 : *An die Partei! Zum organisatorischen Abschluss der Parteidifferenzen* [Pour le Parti ! Pour la fin des différences dans l'organisation du parti].

² Voir "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 66sq. Voir aussi les considérations relatives à la scission du parti dans l'"Internationale", 2^o année (1920), n^o 21, journal qui dépendait de la Centrale.

³ Voir à ce sujet les nombreux rapports dans : *Die Rote Fahne*, 3^o année (1920), n^o 53, 61, 91, 97, etc.

⁴ "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 65, 68, 71, 74, 82.

⁵ "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 71, 73, 85, 100.

⁶ Lénine, *Ein Brief an den deutschen Kommunisten* [Une lettre aux communistes allemands] dans : "Die Kommunistische Internationale", 2^o année (1921), n^o 18, p. 90 sq.

⁷ Voir à ce sujet plus loin les paragraphes correspondants.

entraîna à nouveau du trouble y compris dans le cercle étroit des fondateurs berlinois du KAP. L'élément marquant, qui est valable pour tous les membres, dont on connaît l'existence, de ce groupe dirigeant berlinois du KAP, est leur provenance de l'USPD, ou de la Ligue "Spartacus", tandis que les organisations autrefois porte-parole des communistes de gauche à Hambourg et à Brême étaient issues directement du mouvement des ISD, ou des IKD. Les disputes dans les questions du fédéralisme et de l'organisation unitaire, dans lesquelles les anciens partisans de gauche de Spartacus s'imposèrent contre les anciens partisans des IKD de Hambourg et de Dresde jusqu'à la fin de l'année 1920 dans le KAP, s'expliquent pour partie du fait de ces différences d'origine. C'est là que réside la fracture dans l'évolution des ISD ou des IKD radicaux de gauche par rapport au KAP. Cependant, la fusion des deux courants était préparée depuis le Congrès constitutif du KPD(S). Généralement, les anciennes forces IKD ne se séparèrent pas du tout du nouveau parti; les fractions de Hambourg et de Dresde du KAP furent en définitive exclues de l'organisation non pas à cause d'une incompatibilité de principe, mais en raison de leurs prétentions respectives à la direction sur la base de différents points de programme particuliers. Pannekoek, l'ancien mentor des IKD, dont les thèses communistes de gauche avaient déjà marqué fortement de leur empreinte le programme du KAP de mai 1920, se déclara solidaire du KAPD dès le 5 juin 1920 dans une lettre à la KAZ⁸ se référant à ses articles signés sous le pseudonyme de Karl Horner du tournant de l'année passée dans la presse de l'opposition au KPD(S) de Hambourg et de Brême⁹, et il présenta à peu près en même temps le résumé de ses thèses afin de renforcer la position des communistes de gauche allemands au II^o Congrès du Komintern¹⁰. Herman Gorter offrit à la même époque à ses amis berlinois sa collaboration régulière pour la KAZ.

Si l'on essaie d'analyser le groupe des fondateurs du KAPD, qui est issu de l'opposition berlinoise au KPD(S), chose qui n'est pas facile étant donné l'anonymat largement répandu et la forte fluctuation de l'organisation¹¹, on obtient l'image suivante : à côté de Karl Schröder¹², qui était brillant et qui provoquait l'enthousiasme dans les domaines de l'agitation et de la pédagogie, il y avait à la tête du centre berlinois du KAP Alexander Schwab¹³, qui était, lui, réservé et conscient des problèmes; Schwab s'était déjà efforcé, au cours et à la suite de ses vastes études en philosophie, en philologie et en sciences sociales, de mettre en contact des étudiants et des ouvriers d'industrie et il rejoignit la Ligue "Spartacus" durant la guerre à cause de son assimilation théorique de Hegel et de Marx; il se distingua à peine dans son agitation par l'écrit, mais il fut désigné par les vétérans du KAP comme le véritable maître à penser des premières années du parti¹⁴. Le journaliste Bernhard Reichenbach¹⁵ appartenait au groupe des

⁸ Voir "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 112.

⁹ Voir plus haut le paragraphe sur la scission des communistes de gauche lors du Congrès de Heidelberg du KPD(S).

¹⁰ Voir Anton Pannekoek, *Weltrevolution und kommunistische Taktik* [Révolution mondiale et tactique communiste], Vienne 1920. Voir aussi plus haut le paragraphe sur le Congrès de Heidelberg du KPD(S).

¹¹ À ce sujet, voici ce que dit un vétéran du KAP : « Il est difficile de parler du groupe fondateur berlinois du KAP. Ce qui est exact, c'est la chose suivante : la majorité absolue de la Ligue Spartacus (90%) était favorable au KAP. Sur environ 50 000 membres, plus de 45 000 appartenaient au KAP et avec cela toutes les personnalités de premier plan ; nous avons de très nombreux intellectuels ! Des acteurs, des poètes, des peintres, des professeurs, etc. Franz Jung, Karl Schröder, Balluschek (un peintre (NdA)), Friedrich Wendel, Goldstein, Seeman (Reichenbach (NdA)), c'est une suite de noms sans fin. À mon avis, on ne pourra plus l'établir de manière exacte car la plupart des contemporains de cette époque-là sont morts, ou ils ont été tués dans les combats révolutionnaires des années 1918/19/20 ». Alfred Weiland, Lettre à l'auteur du 15/10/1967.

¹² Voir la caractérisation de la personnalité de Schröder dans : *Die Roten Kämpfer* [Les combattants rouges], *loc. cit.*, p. 439 sq.

¹³ Voir l'Appendice biographique ; voir aussi l'appréciation de Schwab dans : Annelore Leber (edit.), *Das Gewissen entscheidet* [C'est la conscience qui décide], Berlin, Francfort-sur-le-Main 1957, p. 130 sq.

¹⁴ Peter Utzelmann (information sur bande magnétique de décembre 1966) souligne que, dans le Centre du KAP de Berlin, on travaillait de manière collective et si l'on cherchait un chef, il fallait désigner Schwab comme étant,

fondateurs du KAP et au cercle étroit des amis de Schröder et de Schwab; il était à peu près du même âge qu'eux, il fut actif avec une position dirigeante dans le mouvement de la jeunesse pendant et après ses études en histoire et en économie politique et il compta ensuite au nombre des co-fondateurs de l'USPD. Schröder fut particulièrement proche au début de l'imprimeur qualifié et journaliste Friedrich Wendel¹⁶, un fils d'artisan qui provenait comme lui de Poméranie, qui avait été membre du SPD depuis 1907 et avait parcouru dans l'organisation berlinoise de la Ligue-"Spartacus" toutes les étapes de l'opposition de gauche; il se manifesta en janvier 1920 avec Schröder comme un théoricien précoce de l'unionisme¹⁷ et il fut un membre fondateur du KAP. Comme Wendel, le juriste Arthur Goldstein avait déjà défendu avec Schröder les thèses unionistes dans l'opposition berlinoise du KPD(S). Adam Scharrer¹⁸, en tant que tourneur qualifié participant aux grèves des ouvriers de l'armement de Berlin, se joignit au mouvement des Représentants d'Entreprise Révolutionnaires et à l'opposition syndicale de gauche dans le KPD(S); il fut rédacteur à la KAZ et l'un des membres qui restèrent le plus longtemps dans le KAP. Le menuisier qualifié Peter Utzelmann¹⁹ fut envoyé, après le putsch de Kapp, en Allemagne centrale avec des tâches importantes de type organisationnel par ses amis du KAP de Berlin. Fritz Rasch avait été le véritable organisateur de la scission du KPD(S) berlinois et c'est à lui que revint, ainsi qu'à Emil Sach, le trésorier du parti, une grande partie des responsabilités technico-organisationnelles.

Ces responsabilités n'étaient pas minces car, de mai à août 1920, le nombre des adhérents du parti augmenta continuellement. Bien que les difficultés de détermination de la force numérique, que nous avons déjà remarquées pour ce qui concerne la FAUD et l'AAUD, s'appliquent également au KAP, l'on peut admettre avec certitude que c'est entre le I^o Congrès en avril et le II^o Congrès au début d'août 1920 qu'il compta le plus de membres. Une session du Comité Central du parti affirmait à la fin mai – vraisemblablement de manière quelque peu exagérée – que l'organisation comprenait alors à peu près 75% des membres du KPD(S)²⁰ et, avant le II^o Congrès, il fut annoncé encore une fois un nombre de groupes locaux en croissance continue²¹. Les chiffres, qui n'étaient pas destinés à la publication, mais qui furent fournis lors du contrôle des mandats du II^o Congrès, donnent l'image la plus fidèle des forces absolues et relatives des différentes régions économiques du KAP : Berlin 12 000, Nord 3 000, Altona 1 953, Saxe-Anhalt 1 400, Nord-ouest 1 000, Poméranie 1 100, Basse Saxe 1 200, Saxe orientale 3 100, Prusse orientale 1 500, Rhénanie-Westphalie 5 500, Francfort/Main 1 000, Zwickau 2 000, Allemagne centrale 3 200, zone occupée 2 500²². Les 40 000 adhérents environ que le KAP comprenait donc au début d'août 1920 devaient représenter le maximum de force numérique dans son histoire, étant donné que, avec l'exclusion des nationaux-bolcheviks lors du II^o Congrès du parti, commença la longue série des scissions et des sécessions qui décima rapidement l'organisation.

plus que Schröder, la "tête" du parti. Un autre le caractérise ainsi : « Schwab n'utilisait pas de formules toutes faites. Il se mettait à disposition, il s'offrait et il était prêt à modifier sa position à chaque fois que la méfiance des membres contre les sommités avait pris une ampleur menaçante ». Franz Jung, *Der Weg nach unten* [La voie vers le bas], p. 421.

¹⁵ Voir l'Appendice biographique, voir aussi Hanno Dreschler, *Die SAPD*, p. 368.

¹⁶ Voir l'Appendice biographique.

¹⁷ Voir plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire dans l'AAU.

¹⁸ Voir l'Appendice biographique

¹⁹ Voir l'Appendice biographique

²⁰ Voir "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 100.

²¹ Voir "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 105.

²² Procès-verbal du I^o Congrès régulier du KAPD, tapuscrit, p. 23. Le Congrès constitutif du parti n'est pas pris en compte dans la numérotation de ce manuscrit ; c'est pourquoi le II^o congrès effectif est dénommé à tort comme le I^o Congrès régulier.

La tactique de la région de loin la plus puissante du parti, le KAP de Berlin, était, d'après la presse, résolue à éviter les aversions pathologiques du type de la Saxe orientale ou de Hambourg qui pourraient isoler le parti par trop facilement des masses ouvrières. Le centre berlinois du parti faisait avant tout son possible pour démontrer l'inertie injustifiée dont faisait preuve dans l'action la centrale du KPD(S); le KAP berlinois croyait inconditionnellement à l'actualité de la révolution et il habillait les moindres occasions d'espoirs révolutionnaires avec la conviction, que le programme avait déjà fait voir, que « le socialisme n'arrive pas, même si les conditions de son avènement sont là, si les hommes ne le veulent pas »²³. Des révoltes locales de la faim en mai-juin 1920 par exemple furent une occasion suffisante pour constater : « Les conditions objectives de la révolution sont là ». On ne pouvait pas prédire son éclatement à l'instant présent, mais « ceux qui ont le sens de l'histoire savent que cela arrivera bientôt »²⁴. Il professait ouvertement, en contradiction consciente avec le KPD(S), le sabotage en tant que l'un des moyens de la lutte de classe requis par la situation révolutionnaire et il déclarait que, à partir d'un certain point, cette lutte serait une dispute « avec les poings et les dents, avec des couteaux et des gourdins, et, encore mieux, avec des fusils, des mitrailleuses, des grenades à main et des explosifs »²⁵. Empêcher que ne soit adoptée, puis que ne s'impose la loi sur le désarmement, qui entraînait en vigueur au début d'août et qui ordonnait la confiscation de toutes les armes et munitions provenant de la guerre et encore conservées, fut l'objectif immédiat de la politique quotidienne du KAP de Berlin dans les premiers mois. Il fut dit lors du II^e Congrès que l'activité de l'organisation devait « se concentrer autour de la question de la loi sur le désarmement » et que l'on espérait d'avoir encore du temps pour « organiser une grande manœuvre contre cette loi »²⁶. Les organisations de combat illégales du parti en particulier furent sévèrement touchées par cette loi et leur développement fut caractérisé par la suite par un manque chronique d'armes et de munitions. Les tentatives du KAP de lancer des actions de masse contre cette loi échouèrent du fait de la non-participation du KPD(S) et de l'USPD²⁷. C'est dans cette même direction, à savoir d'attiser à nouveau la lutte prolétarienne active contre l'État bourgeois en train de se consolider, qu'allèrent les actions de sabotage contre les livraisons de munitions aux adversaires de l'URSS dans la guerre russo-polonaise au cours de l'été de 1920, actions qui furent repoussées par le KPD comme « romantisme révolutionnaire »²⁸ et mises en œuvre avec succès par le KAP en commun avec l'AAUD et la FAUD. Cette attitude tactique du centre berlinois du KAP fut confirmée par le III^e Congrès (du 15 au 18 février 1921); un orateur réclama sous les applaudissements du congrès « une activité offensive accrue du parti contre l'économie capitaliste et contre toutes les institutions démocratiques »²⁹. On ne devait pas se laisser effrayer par la généralisation selon laquelle la réaction n'attendait que l'occasion pour attaquer le prolétariat; il s'agissait de détruire les « illusions démocratiques » par l'offensive, par la lutte ouverte. Si le KAP n'avait pas réussi dans tous les cas à gagner le KPD à sa tactique de l'anti-légalité délibérée et permanente, la volte-face du VKPD pour ce qui concerne la tactique offensive dans l'Action de Mars 1921³⁰ devait lui apparaître comme une opération de conversion sur sa propre ligne; la KAZ se réjouissait : « Les masses du VKP agissent selon nos mots d'ordre! »³¹. En conséquence de

²³ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 95 : *Mehr Aktivität !* [Plus d'activité !].

²⁴ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 107.

²⁵ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 118 : *Illusionen*.

²⁶ Procès-verbal du I^o Congrès régulier du KAPD, p. 188.

²⁷ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 121 : *Zur Entwaffnung der deutschen Revolution* [Le désarmement de la Révolution allemande].

²⁸ Voir à ce sujet Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 164.

²⁹ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920), n^o 181.

³⁰ Voir à ce sujet dans le détail plus loin le paragraphe sur les organisations radicales de gauche dans les actions de 1920/21.

³¹ «KAZ» (Grand-Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 181 :

quoi, la tactique du KAP ne fut pas du tout remise en question directement après la défaite dans les combats de Mars en Allemagne centrale. Dans une analyse rédigée en commun par le cercle dirigeant de Berlin et par Herman Gorter, et pour régler son compte à la critique de l'Action de Mars, on intensifia encore la précédente « ligne d'une politique *activement révolutionnaire* »³² et l'on considéra comme la prochaine tâche du KAP la formation de comités d'action et la mise en œuvre d'occupations d'entreprise selon l'exemple italien qui devaient déboucher sur la lutte armée pour la conquête du pouvoir d'État³³. Mais quand, au cours de l'année, toutes les conséquences politiques de l'écrasement de l'Action de Mars devinrent visibles et quand de nombreuses forces activistes déçues – comme cela est particulièrement évident dans le cas de Karl Plättner et de ses partisans³⁴ – se détournèrent du parti, le KAP entra dans une incertitude tactique perceptible. Le IV^e Congrès du parti en septembre 1921 déclara que la tâche du KAP était désormais « de garder vivante la volonté de révolution dans le prolétariat allemand » et de se tenir prêt par rapport « à la vague qui remontera bientôt du mouvement révolutionnaire »³⁵. Dans son discours au Congrès, Gorter fondait cette perspective sur le résultat de son analyse politique mondiale, à savoir que la situation du capitalisme était « politiquement quelque peu meilleure mais très mauvaise économiquement » et qu'elle donnait toujours la possibilité d'avoir de très « grandes espérances »³⁶. Une série d'articles qui parut en même temps dans la KAZ, "Contribution à la tactique du parti", en arriva à la conclusion que l'idée d'une révolution allemande particulière n'était « certes pas absolument impossible, mais en tout cas de plus en plus invraisemblable ». Le rythme de développement du mouvement révolutionnaire était « à nouveau à considérer comme un problème »³⁷. La conception tactique de la première moitié de l'année avait sensiblement perdu de son actualité; on faisait expressément référence au nécessaire travail de propagande au jour le jour afin de développer la conscience prolétarienne et cette indication demeura la cause d'objectifs politiques pratiques immédiats.

La discussion publique de la théorie de "la crise mortelle du capitalisme" commença à peu près en même temps qu'avec l'aporie tactique dans laquelle le KAP tomba à partir du milieu de 1921. Il s'agissait en réalité dans cette discussion plus de la rationalisation d'un espoir, de l'interprétation d'un slogan, que d'une théorie; en effet, la construction d'une thèse quelque peu cohérente n'y eut pas lieu. Encore en 1925, une contribution critique à cette discussion constatait « le manque, éprouvé de manière si oppressante par tous les camarades, d'une description qui résume la théorie de la crise mortelle du capitalisme »³⁸. Dans la mesure où les essais économiques controversés sur la question de la crise mortelle – question dans laquelle toute tentative de résumé connut immédiatement une réfutation³⁹ – rendent possible une image précise, les réflexions suivantes appartenaient aux fondements de la prétendue théorie : son point de départ fut, en relation avec la théorie de l'impérialisme de Rosa Luxemburg, sa thèse selon laquelle, par suite de l'accumulation de capital dans le procès de production, l'offre et la demande ne pouvaient pas coïncider, qu'il en résultait toujours un excédent de produits, et par

³² *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der KPD* [La voie du Dr Levi, la voie du KPD], édité par le KAPD, sans lieu, sans date (Berlin 1921), p. 30 ; les mots soulignés le sont dans l'original.

³³ Voir *ibidem*, p. 29-32.

³⁴ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la lutte organisée en bandes de Karl Plättner.

³⁵ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 232 : *Lehren des Parteitage* [Les leçons du Congrès du parti].

³⁶ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 232 : *Rede des Genossen Gorter* [Le discours du camarade Gorter].

³⁷ "KAZ" (Grand-Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 243.

³⁸ "Proletarier", 1^o année (1925), cahier 8.

³⁹ Même les deux théoriciens du Centre berlinois du KAP n'étaient pas ici d'accord. C'est ainsi par exemple que les explications de Schwab sur la "crise mortelle" furent mises en doute par Schröder lors de la session du Comité Central du KAPD les 5 et 6 mars 1922. Voir "KAZ" (Grand-Berlin), 3^o année (1922), n^o 19. Voir en particulier les discussions sur la théorie de la "crise mortelle" dans "Proletarier", 3^o année (1927), cahier 3, 6, 7, 9, 10/11..

conséquent une crise des ventes qui rendait nécessaire l'ouverture violente de nouveaux marchés. Il s'ensuivait que l'on expliquait la guerre mondiale comme une tentative inconcevable jusqu'à présent et désespérée des bourgeoisies nationales de dépasser cette crise déterminée par le système; l'arrêt des ventes avait été enrayé par l'entrée en scène de l'État comme acheteur de toutes les marchandises disponibles et par la production de guerre⁴⁰. Le délai qui avait été garanti ainsi au capitalisme avait été encore une fois allongé après la guerre mondiale par « la cartellisation, les traités de paix, les actions de la Société des Nations »⁴¹, etc., mais il était limité et sa fin était prévisible, ce qui était annoncé entre autres par le recul de la productivité du capitalisme mondial⁴². La discussion de ces thèses, qui, depuis le début de la NEP en Russie, avait perdu de son actualité dans le communisme international, s'épuisa largement dans le KAP dans la querelle autour de l'interprétation correcte ou erronée des concepts sociaux-économiques fondamentaux de Marx et de Luxemburg et dans des questions économiques de détail. À la fin de 1924, des voix dans le KAP/AAU de la tendance de Berlin s'exprimèrent pour réclamer l'établissement d'un programme et d'une tactique d'une manière plus adéquate à la situation et elles pensaient qu'il était « grand temps de mettre fin à l'absurdité de la "crise mortelle" »⁴³. Pannekoek mit en garde en 1927 dans le "Proletarier" contre la conception inconsidérée selon laquelle le capitalisme ne serait pas réparable et il parla d'une « dépression économique constante », au sortir de laquelle, à long terme, la révolution surgirait⁴⁴.

Dans la discussion sur la "crise mortelle", se manifestait l'effort de donner de nouveaux fondements au KAP, après que sa base originelle, l'évidence – pour le moins affectivement immédiate – de la révolution, a été invalidée par la répression de mars 1921. C'est à partir de ce moment-là que datent aussi les conflits tactiques et personnels qui conduisirent, après les sécessions antérieures, à la scission du parti en mars 1922. Les conflits avaient déjà été débattus et réglés de manière interne lors du Congrès de septembre (1921)⁴⁵, et ils ne devinrent véritablement explosifs que quand une fraction plus solide se forma autour du "Bureau d'information et d'organisation" mis en place par le congrès du parti en vue de la fondation d'une Internationale communiste de gauche. Le rigorisme particulier de cette fraction apparut dans le refus de la participation de l'AAU aux luttes salariales⁴⁶ et dans son effort soutenu pour faire naître une KAI le plus vite possible⁴⁷. Ces deux positions étaient des manières de se comporter qui faisaient particulièrement preuve de peu de compréhension pour les ouvriers situés dans le procès de production et pour leurs problèmes pratiques quotidiens, et qui ne furent pas approuvées par la majorité du Comité Directeur Principal du KAP⁴⁸. Le Bureau international déploya au tournant de l'année 1921-22 une grande activité sans entente préalable avec le Comité Principal du parti et il visita à peu près la moitié des régions économiques du

⁴⁰ Voir à ce sujet "Proletarier", 3^e année (1922), numéro spécial sur le II^e Congrès de la KAI.

⁴¹ *Weltkrise und Klassenkampf* [Crise mondiale et lutte de classe], Berlin sans date, tract du KAPD p. 1.

⁴² Voir par exemple la compilation des faits dans "Proletarier", 3^e année (1922), numéro spécial sur le II^e Congrès de la KAI.

⁴³ "Proletarier", 1^o année (1924), cahier 8.

⁴⁴ "Proletarier", 3^e année (1927), cahier 7/8 : Karl Horner, *Prinzip und Taktik* [Principe et tactique].

⁴⁵ Schröder déclara le 16/03/1922 que, si cela n'avait tenu qu'à lui, la rupture dans le KAP aurait déjà été consommée en septembre 1921. "Proletarier", 3^e année (1922), numéro spécial sur le II^e Congrès de la KAI. Voir "KAZ" (Grand-Berlin), 3^e année (1922), n^o 21 ; voir aussi "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 30 : « La position des membres du parti dans les luttes de mars 1921, et par rapport à elles, ... montrait déjà une déchirure interne dans la conception des méthodes de lutte à employer immédiatement ».

⁴⁶ Voir, pour les détails à ce sujet, plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire de l'AAU.

⁴⁷ Voir à ce sujet aussi plus loin le paragraphe sur la KAI.

⁴⁸ Sur ce point et pour la suite, voir pour les détails le Procès-verbal sténographique complet de la session du Comité Central des 5 et 6 mars 1922 dans : "KAZ" (Grand-Berlin), 3^e année (1922), n^o 19-22 ; voir aussi - moins de façon détaillée - le résumé dans : "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 1.

KAP pour y faire de la propagande en faveur de sa ligne tactique. La région économique du Grand-Berlin, qui s'était exprimée résolument, lors du IV^e Congrès, contre la fondation d'une nouvelle Internationale avant que le KAPD ne se soit renforcé dans son organisation interne, accorda peu de place à la discussion sur la situation internationale et à la propagande du bureau international dans la presse de parti dont elle avait la responsabilité. Les différends sur la fonction de l'Union et sur le moment de la constitution de l'Internationale communiste de gauche, qui se transformèrent facilement en quelque chose de personnel du fait de l'évolution décroissante rapide du KAP, furent traités au cours de la session du Comité Central des 5 et 6 mars 1922 et elles fournirent l'occasion d'une séparation organisationnelle des deux fractions. Grâce à une modification du mode de scrutin de la session, Schröder obtint la majorité pour sa fraction qui ne correspondait pas aux conditions réelles de majorité chez les membres du parti. La région du Grand-Berlin du KAP exclut par conséquent Karl Schröder, Arthur Goldstein et Emil Sach, pour cause de comportement préjudiciable au parti et de « leur ambition personnelle excessive »⁴⁹. L'AAU de Berlin s'associa à ce verdict contre Schröder, Sach et Reichenbach, avec environ 1 000 voix contre 20⁵⁰ et elle démit aussi la rédaction du "Kampfbruf" pour avoir offert une plateforme aux nouvelles thèses de Schröder sur les unions. Schröder, de son côté, qui n'avait derrière lui que le soutien sans restrictions des régions faibles en effectif de Kiel, de Dresde et de Stettin, déclara sans autre forme de procès que la direction du parti précédente était révoquée et il constitua un nouveau Comité Directeur Principal à Essen. Cette scission – dont les causes ne paraissent objectivement impératives que dans la mesure où elles étaient déterminées par la situation sociale et économique, c'est-à-dire où elles dépendaient de la détermination des tâches des unions – atteignit la substance du KAP et réduisit de manière décisive le développement organisationnel national et international des communistes de gauche.

Dans un premier temps, les deux comités principaux du KAP se firent concurrence et les deux tendances s'appelèrent, en fonction des sièges de ces comités, tendance de Berlin et tendance d'Essen. Selon des informations – parfaitement crédibles – de la tendance de Berlin, environ 100 membres du KAP berlinois se rangèrent derrière le comité d'Essen et environ 1 600 derrière le comité de Berlin⁵¹. Dans les différentes régions économiques, qui étaient déjà pour certaines d'entre elles réduites en mars 1922 à un seul groupe local⁵², les représentants des deux comités participèrent à la discussion et la majorité de la plupart des assemblées se solidarisa avec la tendance de Berlin⁵³, bien que la différence entre les deux tendances n'ait pas été partout aussi grande qu'à Berlin. Dans la discussion entre les orateurs des deux tendances, on œuvra des deux côtés avec des incriminations et des calomnies personnelles si fortes qu'une réunification n'était bientôt plus pensable malgré l'autorité que Gorter y investissait⁵⁴. Les orateurs d'Essen, Schröder, Reichenbach, Sach, etc., avaient trouvé dans la Ruhr un mécène qui leur permit d'éditer à partir de la mi-mars 1922 une KAZ, et à partir du début juin un

⁴⁹ "KAZ" (Grand-Berlin), 3^e année (1922), n^o 19 : *Offenes Rundschreiben an alle Mitglieder der Partei* [Circulaire ouverte à tous les membres du parti].

⁵⁰ "KAZ" (Grand-Berlin), 3^e année (1922), n^o 20.

⁵¹ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 26 ; les organes de la tendance de Berlin ont continué leur numérotation à partir de 1920, alors que la presse de la tendance d'Essen a compté les années de parution à partir de la scission (1922).

⁵² Le chargé de l'organisation a déclaré lors de la session du Comité Central en mars 1922 : « Des districts économiques qui se composent d'un seul lieu ou de 12 membres est une absurdité ». Il a réclamé une nouvelle répartition des districts : "KAZ" (Grand-Berlin), 3^e année (1922), n^o 22.

⁵³ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 26 : *Übersicht über die Verhältnisse in 17 Wirtschaftsbezirken der KAO* [Vue d'ensemble sur la situation dans 17 districts économiques].

⁵⁴ Voir son texte, paru dans sa propre maison d'édition, au ton suppliant, mais qui argumentait clairement en faveur de la tendance d'Essen : Hermann Gorter, *Die Notwendigkeit der Wiedervereinigung der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands* [La nécessité d'une réunification du KAPD], sans lieu, sans date (1922).

"Kampftruf", sous leur propre direction en tant qu'organes de la tendance d'Essen, et ils appelèrent à suspendre les fonds pour les organes de presse correspondants des Berlinois. Ils convoquèrent leur propre congrès les 4 et 5 juin 1922 à Hanovre et leur propre session de Comité Central en octobre dont le panorama sur l'état organisationnel de la tendance d'Essen fut décourageant⁵⁵. Étant donné que leur travail organisationnel se concentra de plus en plus exclusivement sur la KAI, les régions économiques de la tendance d'Essen périclitèrent bientôt totalement et, à partir de 1924, leur presse ne donna plus d'informations sur l'organisation. La session du Comité Central d'octobre 1922 se réunit – d'après les propres termes de quelqu'un d'Essen – dans une situation « de désillusion politico-personnelle qui n'a jamais été plus forte », et elle constata une « dépression politique affectant tout le monde du fait de la force numérique des Berlinois »⁵⁶. Par suite de la force d'intégration plus faible du courant d'Essen du KAP, il naquit encore une fois à l'intérieur de cette tendance une fraction qui avait son chef-lieu à Leipzig, qui « liquida le KAP » en novembre 1923 et se constitua en "Ligue Communiste des Conseils"⁵⁷. Cette Ligue des Conseils édita de manière irrégulière les feuilles "Die Epoche, Kampforgan des Kommunistischen Rätebundes" [L'Époque, Organe de lutte de la Ligue Communiste des Conseils] et "Die Perspektive, Kampforgan der Union revolutionärer Betriebsorganisationen" [La Perspective, Organe de lutte de l'Union des Organisations d'entreprise révolutionnaires] jusqu'en 1924. Elle était née, dans la tendance d'Essen, avant tout par réaction à la forte position qu'occupaient en elle les anciens théoriciens du groupe berlinois des fondateurs du KAP; ceux de la Ligue des Conseils se regroupèrent dans la polémique contre ces « cercles littéraires » et ils essayèrent de transformer en un élément de leur programme le ressentiment anti-intellectuel qui était répandu dans les groupes du KAP⁵⁸; en dehors de ce trait distinctif, ils se caractérisaient par leur refus du « pouvoir exécutif du KAP sur l'AAU » dans sa forme antérieure et ils se considéraient comme les garants efficaces « de l'unité interne d'idées et d'organisation de l'Union des organisations d'entreprise dans la lutte pour l'accomplissement de la dictature prolétarienne »⁵⁹. Ce rejet de la subordination de l'AAU au KAP rapprochait la Ligue des Conseils de l'AAUE; mais les propositions d'unification avec l'organisation unitaire furent repoussées par celle-ci en raison de la chasse aux intellectuels de la tendance de Leipzig⁶⁰; après la dissolution de cette tendance vers la fin de l'année 1924, ses membres rejoignirent en grande partie l'AAUE. Tandis donc que la tendance d'Essen allait s'effondrer sur le plan organisationnel, elle avait cependant dans ses rangs, du moins au début, presque tous les intellectuels qui avaient formulé jusqu'à présent le programme et la tactique du KAP et elle se moquait – pas tout à fait à tort – de la faible puissance théorique des Berlinois⁶¹. Parmi le cercle étroit des fondateurs berlinois du KAP, en dehors de Friedrich Wendel⁶² et d'Arthur Goldstein⁶³, Alexander Schwab fut lui aussi exclu du parti à la mi-1922; Schwab avait essayé il est vrai de prendre encore une attitude de médiateur

⁵⁵ "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 6-11 et n^o 23.

⁵⁶ "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 23.

⁵⁷ Voir à ce sujet "Die Aktion", 14^o année (1924), n^o 6.

⁵⁸ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur le problème des intellectuels.

⁵⁹ "Die Epoche", 1^o année (1923), n^o 1 : *Die Liquidation der KAPD und die Formierung des Kommunistischen Rätebundes* [La liquidation du KAPD et la formation de la Ligue Communiste des Conseils].

⁶⁰ Voir "Die Aktion", 14^o année (1924), n^o 6 : *Vom Wesen des "Kommunistischen Rätebundes* [La nature de la Ligue Communiste des Conseils].

⁶¹ Voir "KAZ" (tendance Essen), 2^o année (1923), n^o 23 : *Antwort an der Berliner* [Réponse aux Berlinois] : « Après que les dirigeants berlinois ont non seulement repris mot pour mot, pendant des mois après la scission, en raison de leur pauvreté intellectuelle, une série de nos exposées et de nos appels antérieures afin de remplir leur "KAZ", mais qu'ils ont même présenté à leurs membres notre brochure "Die Allgemeine Arbeiter-Union" comme étant leur propriété et qu'il ont montré en cela une capacité manifeste de la citation ou de la recopie... », etc.

⁶² Voir plus loin le paragraphe sur le national-bolchevisme hambourgeois.

⁶³ Voir plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire de l'AAUD.

à la session de mars du Comité Central, mais il laissait voir dans son rapport qu'il n'avait plus d'intérêt pour le travail pratique d'organisation; après la déception qu'il connut au III^e Congrès du Komintern, et qui l'éloigna de ses anciens amis, il n'avait plus assuré ses fonctions dans le bureau international et il annonça à la fin mars 1922 son départ du KAP⁶⁴. L'amitié et l'accord théorique entre Schröder et Gorter furent en revanche préservés, même après la scission du parti; Gorter, qui n'avait pas participé directement au processus de scission en raison d'une longue maladie, soutint sans réserve la tendance d'Essen. Dans sa justification de la tactique d'Essen⁶⁵, Gorter considérait que, étant donné que la situation était objectivement révolutionnaire en l'Allemagne et en Europe, presque la totalité du prolétariat allemand était "réformiste"; « tous luttaient pour des "réformes" et pour la "reconstruction" »⁶⁶. Dans une telle situation, il était absolument nécessaire qu'au moins un groupe maintienne le principe de la révolution avec la plus extrême conséquence, afin de favoriser le processus de conscientisation prolétarienne et de pouvoir former le noyau du mouvement prolétarien d'émancipation lorsque la révolution serait à nouveau à l'ordre du jour; d'où la non-participation de l'AAU aux luttes salariales et l'organisation internationale immédiate des révolutionnaires conséquents contre la masse accablante des "opportunistes". Le "Kampfbruf" d'Essen mena manifestement cette lutte contre le "réformisme" jusqu'en avril 1926, et la KAZ d'Essen – à la fin avec une parution irrégulière et sous un petit format – jusqu'en 1929. Une partie des représentants éminents de la tendance d'Essen (Schröder, Reichenbach) était revenue au SPD en 1925, une autre partie se retira complètement de l'activité politique (Sach par exemple). À l'intérieur du SPD, beaucoup d'anciens membres du KAP se regroupèrent autour de Schröder et ils formèrent finalement avec lui à partir de 1929 un cercle révolutionnaire, les "Roten Kämpfer" [les Combattants Rouges], qui s'engagea déjà avant 1933 dans une période d'illégalité, qui travailla jusqu'en 1936 dans la résistance et qui rassembla à nouveau la plupart des membres du groupe des fondateurs berlinois du KAP (Schröder, Schwab, Reichenbach, Goldstein, Utzelmann, etc.)⁶⁷.

La direction de la tendance berlinoise du KAP était devenue largement anonyme immédiatement après la scission; à côté d'Adam Scharrer, qui possédait depuis le début une forte position dans l'organisation berlinoise du parti et qui, lors de la session du Comité Central de mars, s'était vivement élevé en son nom contre la fondation de la KAI⁶⁸, ce sont des ouvriers n'étant pas apparus nommément jusqu'à cet instant, et pour partie promus de l'organisation de la jeunesse, qui jouèrent un rôle dirigeant dans les années suivantes⁶⁹. Cette

⁶⁴ Voir la note dans : "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 1. Jung rapporte que Schwab aurait, à cette époque-là, « commencé à s'identifier à l'idée révolutionnaire de la résistance à toute forme de politique ». Il aurait « reconnu à ce moment-là comme étant la fonction première et la plus claire du cycle du mouvement ouvrier politique celle qui consiste à créer une tête à partir de la masse, et ensuite de préserver en permanence cette tête par l'oppression des masses ». Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 421.

⁶⁵ Voir à ce sujet particulièrement : Hermann Gorter, *Die Notwendigkeit der Wiedervereinigung der KAPD*.

⁶⁶ Voir "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 23 : Hermann Gorter, *Die Essener und die Berliner Richtung* [Les tendances d'Essen et de Berlin] ; voir aussi "Der Kampfbruf" (tendance Essen), 2^o année (1923), n^o 14 sq. : Hermann Gorter, *Die Richtigkeit der Essener Richtung in der Frage des Mittuns in wirtschaftlichen Kämpfen* [La justesse de la tendance d'Essen dans la question de la participation aux luttes économiques].

⁶⁷ Voir à ce sujet la documentation sur les "Roten Kämpfer" (*loc. cit.*) et prochainement la thèse de doctorat d'Olaf Ilhau sur l'histoire des "Roten Kämpfer".

⁶⁸ Voir son exposé dans : "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 20.

⁶⁹ La biographie politique d'Alfred Weiland est peut-être beaucoup plus représentative : Alfred Weiland, né le 7/08/1906 à Berlin-Moabit, était issu d'une famille socialiste qui avait adhéré durant la Première Guerre mondiale à la Ligue-"Spartacus" ; très tôt contacts avec le mouvement de la jeunesse socialiste et participation à l'évolution de l'aile gauche de la Ligue-"Spartacus" jusqu'à la fondation du KAP ; en 1925, fonctions de responsabilité dans l'AAU et ensuite au KAP, rédacteur au "KAZ", et en 1927 homme de liaison international du KAP/AAU ; activité dans le mouvement de chômeurs et en février 1933 il est arrêté en raison de ses liens avec van der Lubbe (qui était proche des communistes de gauche hollandais), l'auteur hollandais de l'attentat contre le Reichstag ; libéré en 1935, mais mis en détention préventive jusqu'en 1938 ; va s'établir après 1945 en RDA,

tendance se considérait comme la continuation authentique de la tradition du parti⁷⁰ et, consciente de sa supériorité numérique, elle convoqua du 14 au 16 mai 1922 au siège de sa tendance adverse, à Essen, le V^o Congrès du KAP⁷¹, réclamé par des membres qui étaient considérablement troublés. La discussion sur la scission se déroula non sans un fort ressentiment anti-intellectuel⁷², et il y eut une grande proportion de voix pour réclamer, non pas certes une révision des principes, mais cependant un changement de formulation pour actualiser le programme du parti. C'est la région du Grand-Berlin qui en fut chargé; elle proposa au VI^o Congrès du parti (du 9 au 11 septembre 1923) un deuxième programme du KAPD⁷³ que ce dernier adopta. Ce programme ajoutait au premier un exposé sur la "crise mortelle du capitalisme"⁷⁴ et il rayait – comme cela avait déjà été réclamé par le Congrès d'Essen⁷⁵ – le soutien, qui était encore enthousiaste en 1920, à la Révolution d'Octobre⁷⁶. Du reste, le programme concret et "maximaliste" d'action de 1920 du KAP avait fait place maintenant à des réflexions générales sur « les tâches de la classe ouvrière après la prise du pouvoir politique »⁷⁷. Le véritable point litigieux entre ceux de Berlin et ceux d'Essen, la tâche des unions, n'était pas du tout appréhendé dans le nouveau programme; pour cela, avaient été adoptés lors du V^o Congrès des "principes directeurs pour la tactique"⁷⁸ qui proposaient aux camarades des unions d'effectuer, en cas de grève dans leurs entreprises respectives, une politisation de la grève, d'élire ensuite un comité d'action et, avec celui-ci, de « faire progresser la situation révolutionnaire aussi loin que possible »; si le personnel n'adoptait pas les mots d'ordre de l'union et ne formait pas de comité d'action, alors les camarades de l'AAU ne devaient prendre en charge aucune sorte de fonction dans la grève, mais ils devaient quand même « faire preuve naturellement de leur solidarité ». Une telle casuistique déconcertante provenait par la force des choses des efforts pour s'accrocher à la tactique révolutionnaire du KAP dans une phase du développement social plus longue qui n'était plus révolutionnaire. Le règlement des différends avec la tendance d'Essen prit en outre une si grande place dans l'activité de la tendance de Berlin⁷⁹ qu'elle s'éloigna de plus en plus des masses laborieuses qui étaient bien moins intéressées aux questions de principe. En février 1923 déjà, une session du Comité Central des Berlinoises constatait que de nombreuses régions économiques étaient complètement en crise; on n'y sentait que peu de vie intellectuelle active et l'on y regrettait l'absence de toute initiative propre; « de l'extérieur, il n'y a rien à signaler à propos du KAP »⁸⁰. Dans les révoltes de la faim et dans les grèves, sa presse n'économisait pourtant pas les appels révolutionnaires depuis le milieu de 1923. Le KAP ne jouait déjà plus de rôle dans ces actions, mais il fut cependant touché par les mesures répressives contre les organisations

puis à Berlin-Ouest. Lettre d'Alfred Weiland à l'auteur du 15/10/1967. Weiland utilisa comme autres noms dans la direction du KAP après 1924 : Lincke, Michaelis, Wilfrath et Pinkowski.

⁷⁰ Le 24/03/1922, le district du Grand-Berlin déclara qu'il restait « toujours sur le fondement programmatique et théorique du programme et des conceptions défendues dans les brochures "Organisation de lutte de classe du prolétariat (d'Hermann Gorter) et de "La voie du Dr Levi, la voie du KPD" ». "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 24.

⁷¹ Voir Procès-verbal du V^o Congrès dans : "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 35-40.

⁷² Il y était demandé entre autres : « Jamais un intellectuel ne devrait occuper une position de direction. Ils devraient travailler, mais ne pas diriger. Deux à trois prolétaires devraient se tenir à côté d'eux ». "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 39.

⁷³ Programme du KAPD, 1924.

⁷⁴ Voir *Ibidem*, p. 5-14 : *Aufstieg und Niedergang der kapitalistischen Wirtschaft im Zeitalter des Imperialismus* [Montée en puissance et décadence de l'économie capitaliste à l'époque d'impérialisme].

⁷⁵ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 36.

⁷⁶ Voir *Programm der KAPD* (1924), p. 23-30 : *Leitsätze zur KAI* [Les principes directeurs de la KAI].

⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ "KAZ" (tendance Berlin), 3^e année (1922), n^o 39.

⁷⁹ Voir à ce sujet la série interminable d'articles : *Essener und Berliner Richtung, Antwort an Gorter* [Tendances d'Essen et de Berlin, réponse à Gorter] dans : "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 24-34.

⁸⁰ "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1922), n^o 5.

communistes, qui furent appliquées avec le début de la stabilisation. Il y eut toujours dans la tendance de Berlin, au-delà de 1924 également, une vie d'organisation, mais qui se restreignait maintenant presque en totalité à la région de Berlin-Brandebourg. Elle constituait un large groupe sectaire dont la critique, dirigée de préférence contre le KPD⁸¹, suscitait l'attention selon les circonstances. Le KAP remplit ainsi une fonction critique analogue à celle qui était revenue à la "Fédération Libre" avant la guerre mondiale, lors de la discussion sur la grève de masse par exemple. Sa critique adressée au KPD et à la III^e Internationale obtint ainsi par exemple une certaine publicité dans la prétendue "Affaire des grenades", c'est-à-dire dans les révélations lancées à la fin de 1926 par la presse anglaise sur la fourniture de la Reichswehr en armes et en munitions produites en Russie⁸²; pour le KAP, c'était une confirmation, qui était flagrante de manière inespérée et que l'on pouvait exploiter sur le plan de la propagande, de son affirmation défendue depuis 1921 que la III^e Internationale était devenue la complice de la bourgeoisie internationale.

C'est en rapport avec ce succès polémique et de propagande que l'on en arriva encore une fois à la formation d'une fraction dans de la tendance de Berlin du KAP-croupion, pour laquelle le caractère, à la fois ésotérique et uniquement déterminé par des points litigieux internes au groupe, de la discussion qui avait encore lieu dans l'organisation, devint évident. La nouvelle scission de novembre 1927 se produisit à propos de la plus ou moins stricte interprétation du principe de l'anti-parlementarisme : le député communiste au Reichstag Ernst Schwarz⁸³, qui avait été exclu en mai 1926 du KPD avec Karl Korsch à cause de leur déviation "ultra-gauche", qui avait ensuite constitué un groupe d'opposition autour du journal "Entschiedene Linke" et qui avait critiqué dans le même sens que le KAP, au Reichstag entre autres, le KPD et le Komintern en relation avec l'"Affaire des grenades", était depuis novembre 1926 en étroit contact avec les chefs du KAP/AAU de Berlin puisqu'il y avait accord entre eux sur tous les points essentiels du programme. Une violente opposition, en provenance en particulier des groupes du KAP de Berlin, de Hambourg et de Leipzig⁸⁴, prit naissance contre cette association qui avait été négociée dans le cadre d'une « tactique élastique »⁸⁵ et largement – selon la présentation de l'opposition – sans consultation des membres, entre les porte-parole du KAP et la "Entschiedene Linke" (EL), afin d'utiliser la plate-forme du Reichstag et les indemnités journalières de Schwarz. L'opposition publia à partir de novembre 1927 ses propres organes de presse pour le parti et pour l'Union⁸⁶ et elle reprocha à la direction du KAP d'être passée à « une politique parlementaire d'utilité » au lieu de s'accrocher au principe de « l'antiparlementarisme révolutionnaire »⁸⁷. Ceux d'Essen ne virent dans cette « tactique élastique » qu'une confirmation de plus du « réformisme » des Berlinoises; mais c'est en vain qu'ils tentèrent d'attirer à eux l'opposition à ces derniers; lors d'un congrès de la tendance de

⁸¹ Voir le résumé important de sa critique du KPD : *Die KPD im eigenen Spiegel. Aus der Geschichte der KPD und der 3. Internationale* [Le KPD sans son miroir. L'histoire du KPD et de la III^e Internationale], Berlin sans date (1925) (172 p.) (KAPD-Verlag).

⁸² Voir à ce sujet la brochure du KAP : *Von der Revolution zur Konterrevolution. Russland bewaffnet die Reichswehr* [De la révolution à la contre-révolution. La Russie arme la Reichswehr], Berlin, sans date (1927).

⁸³ Voir pour la biographie de Schwarz et pour l'histoire de son groupe : Siegfried Bahne, *Die ultralinke Opposition in der KPD*, loc. cit., p. 379 sq.

⁸⁴ Voir "KAZ" (tendance Essen), 6^e année (1927), n^o 11.

⁸⁵ Voir à ce sujet la critique dans : "KAZ" (tendance Essen), 6^e année (1927), n^o 11 : *Spaltung in der KAP Berliner Richtung* [Scission dans le KAP tendance Berlin].

⁸⁶ "Kommunistischer Arbeiter, Organ der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands - Opposition" [L'ouvrier communiste, organe de l'Opposition du KAPD], 1^o année (1927) - 21^e année (1928) et "Klassenfront, Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands - Opposition (Revolutionäre Betriebsorganisation)" [Le front de classe, organe de l'AAUD - Opposition (Organisation révolutionnaire des conseils)], 1^o année (1927).

⁸⁷ "Kommunistischer Arbeiter", 1^o année (1927), n^o 1 : *Antiparlementarismus oder antiparlementarischer Opportunismus*.

Berlin du KAP à Pâques 1928, l'opposition revint dans le parti sur la base de l'assurance que « le déraillement qui avait eu lieu dans le cas du parlementaire Schwarz » était rectifié. « Il n'est pas question de répéter de telles expériences »⁸⁸. En raison de la désagrégation de la relation avec l'EL et du fait de cette preuve ultime du doctrinarisme spécifique au KAP, ce sont les dernières régions du parti qui tombèrent en décadence et le parti cessa pratiquement d'exister en 1931, sauf un petit vestige qui publiait encore une fois sa propre KAZ⁸⁹. L'AAU qui était par comparaison plus forte et plus active prit en charge « en réalité de plus en plus les tâches de l'ancien KAP »⁹⁰. Après la fusion de l'AAU et de l'AAUE à la fin de 1931, l'ensemble des filiations de la tradition communiste de gauche en Allemagne s'étaient réunies encore une fois, peu avant leur fin irrévocable qui sera scellée avec la prise du pouvoir des nationaux-socialistes.

3. Le KAPD et la III^e Internationale

L'idée longtemps nourrie par l'opposition de gauche du KPD(S) que sa tactique avait l'entière approbation des bolcheviks, se fondait – abstraction faite de l'impression générale de l'identité de sa soif d'action avec celle des camarades russes – sur le souvenir de la condamnation sans compromis et unanime des "sociaux-patriotes" (USPD et SPD) qui avait débuté à la Conférence de Zimmerwald¹. Non seulement les anciens ISD mais aussi Pannekoek, leur mentor intellectuel, avaient mené la lutte, durant la guerre, dans le sens de la résolution de Zimmerwald de Lénine et ils jouaient maintenant un rôle éminent dans le KPD(S) de gauche. Mais ce serait méconnaître, par-delà ces points de contact tactiques, les divergences de principe profondes qui devaient résulter par exemple des conceptions spontanéistes des communistes de gauche allemands et de la compréhension élitiste du parti des bolcheviks². Ainsi, Lénine avait déjà caractérisé, dans une lettre du 10 octobre 1919 – bien avant la prise de connaissance du texte de Radek au II^e Congrès du KPD(S) et en accord de principe avec lui –, le refus de « l'utilisation des possibilités légales », de « la participation au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires ainsi qu'aux comités de travailleurs ou aux conseils d'entreprise à la Scheidemann » comme une « maladie de croissance » du mouvement communiste en Allemagne³. C'est sur la base de cet accord entre Lénine et Radek – et de la centrale du KPD(S) chapeauté par Levi et influencée par Radek – concernant l'aile gauche du parti que le Bureau d'Amsterdam de la III^e Internationale, qui était présidé par les camarades Pannekoek et Gorter, lesquels étaient solidaires des communistes de gauche allemands, fut dissous par un

⁸⁸ "Kommunistischer Arbeiter, 2^e année (1928), n^o 5.

⁸⁹ "Kommunistische Arbeiterzeitung, Organ der KAPD", Berlin-Lichtenberg, 1^e année (1931) - 3^e année (1933).

⁹⁰ Lettre d'Alfred Weiland à l'auteur du 14/08/1967. Une série d'anciens membres du KAP de la tendance de Berlin a travaillé après 1933 dans la résistance sous le nom : "Revolutionäre Obleute" et "Gruppe Internationaler Sozialisten].

¹ Voir à ce sujet plus haut la paragraphe sur les radicaux de gauche de Brême.

² Voir à ce sujet aussi le paragraphe suivant sur l'affrontement d'Hermann Gorter avec Lénine.

³ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^e année (1919), n^o 191, supplément : *Lenin über die Taktik des Kommunismus : Grüsse an die deutschen, italienischen und französischen Kommunisten* [Lénine sur la tactique du communisme : Saluts aux communistes allemands, italiens et français]. Dans un avant-propos, les communistes de gauche de Hambourg renvoyaient tout particulièrement à la condamnation des "sociaux-patriotes" dans la lettre, mais ils pensaient du reste ne pas pouvoir y trouver un appui de la tactique de la Centrale de Levi. C'est là un premier exemple d'ignorance, frisant l'aveuglement, de la désapprobation russe qui a été typique lors des mois suivants pour l'attitude des communistes de gauche à l'égard de Moscou.

appel téléphonique émanant de Moscou⁴. La circonscription de Berlin, principalement oppositionnelle, avait en outre reçu, le 7 février 1920, dans une lettre du "Comité Exécutif de l'Internationale Communiste" (CEIC), un avertissement à cause de son attitude anti-parlementaire et anti-syndicale et une invitation pour en discuter à Moscou. En dépit de toutes ces désapprobations publiques de l'opposition par le CEIC, le groupe des fondateurs berlinois du KAPD attachait une grande valeur à l'appartenance à la III^e Internationale. Le rapporteur berlinois à la question internationale lors du Congrès constitutif d'avril 1921 affirmait avec défi : « Nous ne devons pas ... demander l'adhésion de notre parti à la III^e Internationale, mais nous devons seulement déclarer notre adhésion »⁵. On considérait que les camarades russes étaient insuffisamment et unilatéralement informés sur la situation dans le PC allemand et l'on bâtissait en outre des espoirs sur le caractère commun du "programme maximaliste" de la Révolution russe et du KAPD; il était impossible que la centrale de Levi, qui voulait mener la lutte d'émancipation du prolétariat par étapes et qui n'avait pas du tout approuvé la création du Komintern en mars 1919, soit le vrai représentant des communistes allemands dans la III^e Internationale. Le Congrès constitutif adopta à l'unanimité une résolution qui déclarait que le KAPD se tenait « sans restrictions sur le terrain de la III^e Internationale »⁶. Le Secrétariat pour l'Europe Occidentale de la III^e Internationale s'opposa aussitôt le 18 avril 1920 à la rumeur qui montait d'après laquelle le KAPD serait admis dans le Komintern⁷. Les craintes de la direction du KPD(S) et en particulier de Paul Levi, lequel avait consolidé organisationnellement le PC allemand dans les démêlés avec les communistes de gauche, et qui voyait maintenant une possible mise en danger de tout son travail par la reconnaissance du KAPD de la part du CEIC, furent alors, et au cours des mois suivants, très grandes.

L'ouvrier de la construction navale, Jan Appel⁸, qui devait expliquer l'évolution de l'opposition de Hambourg incriminée par le CEIC, et Franz Jung pour l'opposition de Berlin, furent envoyés à Moscou pour faire un rapport oral auprès de la direction du Komintern. À partir de cet instant-là et pendant une bonne année, il y eut un véritable trafic touristique, sous les circonstances aggravantes de l'illégalité, de la part de la centrale berlinoise du KAPD vers la direction moscovite du Komintern. La délégation Appel-Jung arriva début mai (1920), après un voyage semé d'aventures⁹, à Saint-Pétersbourg puis à Moscou où elle eut des entretiens avec Lénine, Zinoviev et d'autres chefs du Komintern et du PCUS. Elle fut honorée personnellement mais les arguments présentés par le KAP à l'encontre de la centrale de Levi et de ses conceptions programmatiques se heurtèrent à une désapprobation déterminée¹⁰. Les arguments des Russes étaient ceux que Lénine avait déjà indiqués dans sa lettre d'octobre 1919 et qu'il présentera ensuite de manière plus détaillée dans sa brochure "La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")"née (1960).¹¹; il lut à Appel et à Jung, entre autres, des

⁴ Voir Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 212 sq.

⁵ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

⁶ *Ibidem*.

⁷ Voir "Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 57 : *Die 3. Internationale und die KAPD*.

⁸ Voir l'Appendice biographique.

⁹ Appel et Jung réussirent, avec l'aide d'un camarade du KAP de Hambourg, à monter comme passagers clandestins dans un bateau de pêche dont ils obligèrent l'équipage à changer de cap en haute mer en direction de Mourmansk où ils entrèrent le 1^o mai 1920. Voir à ce sujet la description : Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 143 sq.

¹⁰ Voir à ce sujet *ibidem*, p. 157 sq. ; l'exposé de Jung n'est pas très fiable pour ce qui concerne les détails factuels.

¹¹ W. I. Lenin, *Der "linke Radikalismus", die Kinderkrankheit des Kommunismus* [La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")], dans W. I. Lenin, *Ausgewählte Werke* [Œuvres choisies], Berlin 1963, vol. III, p. 389 sq. Lénine a écrit cette étude en avril 1920 et il l'a complétée en mai ; elle a paru en juin en russe, et en juillet en allemand, en français et en anglais. Voir aussi relativement à ce texte : Helmut Kolbe, *W. I. Lenins Werk "Der "linke Radikalismus", die Krankheit des Kommunismus - eine bedeutende Hilfe für die junge KPD* [L'œuvre de Lénine : "La maladie infantile du communisme (le gauchisme)" - une aide importante pour le jeune

passages du manuscrit de ce traité¹² et il avait donc déjà rendu son jugement sur les communistes de gauche en Allemagne sur la base de sa conception différente, élaborée depuis longtemps, de l'organisation et de la tactique du PC et sous l'influence de Radek et de la centrale de Levi; il ne voyait aucune raison pour les réviser. La position de la délégation Appel-Jung était particulièrement faible étant donné le fait qu'elle n'avait pas de programme généralement reconnu de son parti à présenter¹³ et que sa condamnation des ailes du KAP, nationale-bolchevique et syndicaliste révolutionnaire, qui se dessinaient entre-temps, pouvait être écartée comme son opinion personnelle¹⁴. Lénine rejeta résolument, après comme avant, l'attitude anti-syndicale et anti-parlementaire ainsi que la formulation de la question : « dictature du parti ou dictature de la classe? ». La réaction à cette demande d'affiliation de cette première délégation du KAP se traduisit, en date du 2 juin 1920, par une "Lettre ouverte du CEIC aux membres du KAPD"¹⁵, qui aurait dû ôter définitivement et réellement toute illusion sur le fait de savoir auquel des deux partis communistes en Allemagne Lénine et la direction du Komintern étaient favorables. La tactique du KAP était qualifiée de « déviation directe du communisme » et le CEIC déclarait franchement « que dans tous ces problèmes tactiques et de principe les plus importants qui sont devenus maintenant en Allemagne ... des questions du jour brûlantes, c'est le KPD(S) et *non pas* le KAPD qui est dans le vrai »¹⁶. Il lui proposait, en attendant les décisions du II^o Congrès mondial du Komintern, auxquelles le KAP devrait se soumettre, de passer sans délai un accord avec la centrale du KPD(S) et de former un bureau d'organisation commun provisoire sous la présidence d'un membre du CEIC¹⁷. Comme l'incertitude régnait sur le sort de la délégation Appel-Jung et comme le KAP devait être représenté dans tous les cas au II^o Congrès du Komintern, Otto Rühle voyagea – en ignorant la lettre du CEIC qui ne parvint qu'après le commencement du II^o Congrès du Komintern entre les mains du KAP – illégalement à la fin de mai vers Moscou¹⁸; début juillet, il s'y joignit à August Merges en tant qu'autre délégué du KAP pour le II^o Congrès mondial de la III^o Internationale, qui débuta le 19 juillet. Au cours de ses voyages qui durèrent plusieurs semaines, Rühle fut frappé par beaucoup de choses qu'il expliquait par le caractère limité spécifique de la Révolution russe, différent de celui de la révolution occidentale; ainsi, en particulier, le principe du centralisme sous-tendant toutes les formes de l'organisation étatique et économique, qui – d'après les observations de Rühle – a été développé par les bolcheviks de manière si conséquente qu'il a conduit à l'"hypercentralisme"¹⁹. L'application de ce principe à l'organisation et à la tactique du mouvement communiste international paraissait à Rühle complètement absurde. Il critiquait, avec Merges, comme une tentative d'une telle application, les 21 conditions d'admission au Komintern²⁰, qui avaient été élaborées par le CEIC avec la

KPD], dans : Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, édité par l'Institut pour le marxisme-léninisme auprès du CC du SED, Berlin 2^e année (1960), p. 255 sq. La présentation incomplète et superficielle de cet essai consigne le rôle de Levi mais tait complètement celui de Radek.

¹² Communication sur bande magnétique d'Appel.

¹³ L'écriture du premier programme du KAPD a été achevée en mai 1920 et il a été imprimé à la fin mai ; voir plus haut le paragraphe sur la Congrès constitutif du KAPD.

¹⁴ Voir le rapport de la délégation envoyée à Moscou dans : *Das Exekutivkomitee der 3. Internationale und die KAPD*, Berlin sans date, p. 3-6.

¹⁵ Voir *Das Exekutivkomitee der 3. Internationale und die KAPD*, p. 7-12. Voir aussi "Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 128 supplément.

¹⁶ *Ibidem* ; négation soulignée dans l'original.

¹⁷ Voir *ibidem*, p. 12.

¹⁸ Voir son *Bericht über Moskau* [Rapport sur Moscou], dans : "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 39/40.

¹⁹ Voir *ibidem*.

²⁰ Voir *Leitsätze über die Grundaufgaben der Kommunistischen Internationale* [Principes directeurs sur les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste] divisés tout d'abord en 19 points et qui ont été adoptés par le Congrès, dans : Procès-verbal du II^o Congrès de l'Internationale Communiste, Hmabouirg 1921, p. 746 sq. Voir aussi Günther Nollau, *Die Internationale (opus cité)*, p. 388-393.

collaboration faisant autorité de Karl Radek, qui devaient être présentées au II^o Congrès et sur lesquelles les deux délégués du KAP jetèrent un œil avant le début du congrès. Les conditions, qui incluaient en fait entre autres les thèses du II^o Congrès du KPD(S) relatives aux rapports entre le parti, la classe et les masses, au parlementarisme et à la question syndicale, semblèrent à Rühle et à Merges une nouvelle édition des principes directeurs de Heidelberg. « Elles étaient seulement présentées d'une manière un peu plus grand style, maquillées de manière un peu plus théorique, augmentées un peu plus en puissance dans le sens centraliste et dictatorial »²¹. Radek déclara à la délégation du KAP que rien ne s'opposait à l'admission de leur parti dans le Komintern s'il se soumettait à toutes les résolutions du Congrès – et donc également à la résolution d'approbation sur les conditions d'admission dirigées entre autres contre le KAP. En conséquence de quoi, les deux délégués du KAP partirent pour l'Allemagne dès avant le commencement du Congrès mondial, après que des entretiens de Rühle et de Merges avec Lénine, Zinoviev et autres, eurent été également sans résultat. La délégation refusa une invitation du Congrès, qui leur parvint au cours de leur voyage de retour, et qui leur assurait une voix délibérative, pour ne pas avoir à participer à la décision de condamnation à mort du KAPD. C'est ainsi que, parmi les radicaux de gauche anti-autoritaires allemands, seul fut présent au II^o Congrès du Komintern, dont les résolutions cimentèrent la position autoritaire du parti d'État russe dans le communisme international, le membre de la FAUD Augustin Souchy²² pour y apporter la contradiction dans la discussion de la position du parti dans la révolution²³ et de la question du parlementarisme²⁴.

Le centre du KAP à Berlin avait réagi de manière outragée après la prise de connaissance de la lettre du CEIC du 2 juin 1920²⁵ et le II^o Congrès du parti désapprouva de la manière la plus cinglante le droit de veto que s'arrogeait le Komintern dans les affaires et les problèmes intérieurs des différentes organisations communistes nationales. Après les 21 conditions du II^o Congrès du Komintern, une fraction du KAP considéra tout autre effort pour l'admission du parti dans la III^o Internationale comme vain, et même comme dangereux. Cette fraction se regroupait autour de Rühle, Pfemfert et Broh, les leaders de la tendance organisation unitaire, lesquels avaient lancé depuis août 1920, en particulier dans l'"Aktion" de Pfemfert, une campagne contre la « dictature de parti » russe et contre l'« Internationale des chefs »²⁶. La fraction qui voulait toujours et encore plus maintenant poursuivre dans le sens de l'admission du KAP était fortement représentée par la presque totalité de la direction berlinoise du parti et par la plus grande partie de la foule des adhérents fascinés, après comme avant, par le formidable exemple de la Révolution d'Octobre. Après le retour de Rühle et de Merges, le comportement de cette délégation avait été aussitôt qualifié par la direction berlinoise de « faute grave »²⁷ et c'est en même temps que débuta la polémique violente dans le parti, contre le cours particulier de la Saxe orientale qui était dirigé par Rühle²⁸. Si le Congrès du parti au début d'août s'était encore déclaré contre l'exclusion de Rühle, une session du Comité Central du KAP des 30 et 31 octobre la réalisa cependant pour cause d'« activité désorganisatrice du

²¹ "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 39/40.

²² Souchy 'était pas officiellement délégué par la FAUD, mais il était présent à l'occasion de son voyage d'étude en Russie.

²³ Voir *Procès-verbal du II^o Congrès mondial du Komintern*, p. 95 sq.

²⁴ Voir *ibidem*, p. 448 sq.

²⁵ Voir l'appel *An den 2. Congress der 3. Internationale*, dans : *Das Exekutivkomitee der 3. Internationale und die KAPD*, p. 13 sq.

²⁶ Voir "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 31/32, 33/34, etc. ; voir aussi Franz Pfemfert, *Die Parteidiktatur der 3. Internationale*, Berlin 1921.

²⁷ Voir "KAZ (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 137 ; voir en outre la polémique contre Rühle : *ibidem*, n^o 138, 139, 143, 144, etc.

²⁸ Voir plus loin le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

parti »²⁹. Cette même session du Comité Central décida, bien que le congrès du parti n'ait pas donné d'instruction de la sorte³⁰, d'envoyer à nouveau une délégation à Moscou, laquelle se composait des représentants les plus importants du noyau centraliste du KAP, c'est-à-dire de Schröder, de Gorter et de Rasch. Schröder avait déjà qualifié, lors du II^o Congrès du parti, la conduite de la direction du Komintern de « méthodes à la Radek », que l'on repoussait à l'unanimité, et par lesquelles on ne devait pas se laisser diviser³¹. L'occasion de cette nouvelle délégation avait été fournie par des conversations des chefs berlinois du KAP avec le président de la III^o Internationale, Zinoviev, lors du Congrès de Halle de l'USPD à la mi-octobre 1920. Gorter donna comme raison pour les efforts obstinés – et non inconsiderés au regard de l'exigence stricte du KAP d'une autodétermination exclusive des membres – d'une adhésion au Komintern la nécessité de constituer une opposition « révolutionnaire-marxiste » dans la III^o Internationale « révolutionnaire-opportuniste »³² et de réunir si possible une fraction de gauche contre les 21 conditions du II^o Congrès. La délégation Schröder-Gorter-Rasch se rendit illégalement en novembre 1920 en Russie avec l'objectif d'obtenir l'admission du KAP comme parti sympathisant sans en rabattre sur le programme du parti. Après des entretiens répétés avec Lénine, Trotski, Boukharine, Zinoviev, etc., et après deux sessions du CEIC, elle parvint à ce que le KAPD soit admis officiellement le 5 décembre 1920 dans le Komintern comme « parti sympathisant avec voix délibérative ... provisoirement »³³. Cette décision du CEIC en faveur de l'admission du KAP dans l'Internationale fut une mesure à laquelle la direction du KPD(S) réagit – comme cela devint évident dans le cas de Paul Levi qui, après toutes les luttes avec les gauchistes dans le KPD, y était objectivement particulièrement allergique³⁴ – avec une grande irritation. Pourtant, cette décision ne changeait pas la moindre chose à l'attitude fondamentale du CEIC par rapport aux communistes de gauche allemands. Après la publication à la mi-octobre d'une autre lettre ouverte de la direction du Komintern aux membres du KAP³⁵ qui les invitait à rejoindre le KPD(S), la résolution d'admission de décembre répétait le même souhait. L'admission du KAPD devait, selon le point de vue du CEIC, servir au seul but d'être accommodant à l'égard des « meilleurs éléments prolétariens du KAPD » et de leur faciliter le passage au KPD(S)³⁶. La résolution d'admission déclarait au reste, après comme avant, que la tactique du KAP, en particulier dans les questions des syndicats et du parlement, était erronée, et elle demandait que le KAP participe au Congrès de fusion imminent du KPD(S) et de l'USPD de gauche et qu'il soutienne fraternellement toutes les actions révolutionnaires du VKPD. Si la raison principale de la résolution du CEIC était sans aucun doute le souci de ne pas offenser les combattants éprouvés du KAPD par l'exclusion de leur organisation, le prestige et l'habileté dans les négociations de Gorter, qui exposa la position du KAPD lors de la première session du CEIC dans un rapport qui dura une heure et qui s'opposa dans la discussion à Trotski, en tant que co-rapporteur du CEIC, furent

²⁹ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 138.

³⁰ L'exposé de Bernhard Reichenbach (*loc. cit.*) situe la décision du Congrès de façon erronée avant la troisième délégation à Moscou ; en fait l'approbation du Congrès de Gotha à l'adhésion n'a eu lieu qu'en février 1921, et donc *post festum*.

³¹ Voir le *Procès-verbal du Congrès régulier du KAP*, p. 144.

³² Voir Hermann Gorter, *Die KAPD und die 3. Internationale*, dans : "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 162.

³³ Voir le rapport officiel de la délégation dans "Proletarier", 1^o année (1920), n^o 3 : *Delegation nach Moskau* ; voir aussi "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 162.

³⁴ Paul Levi démissionna en février 1921 de la présidence du VKPD en signe de protestation à cause des différends existant de longue date dans la question de l'adhésion du KAP et de la politique italienne du CEIC.

³⁵ Voir le texte de la lettre dans : "Die Aktion", 10^o année (1920), n^o 45/46.

³⁶ Voir "Proletarier", 1^o année (1920), n^o 3 ; voir aussi à ce sujet le Rapport de travail de Zinoviev au CEIC dans : *Procès-verbal du III^o Congrès du Komintern*, p. 185 et 187.

également importants³⁷. Cette troisième délégation du KAP pencha, après son retour en Allemagne, vers une surestimation – résultant probablement d’un optimisme d’opportunité et d’une conviction subjective à une tendance évolutive encore ouverte du Komintern³⁸ – des résultats obtenus, du fait de son mépris complet des modalités douteuses de la résolution d’admission³⁹. La délégation voulait voir dans la reconnaissance présumée du KAPD par le Komintern, et dans l’admission, de la même façon seulement supposée, de la FAU Gelsenkirchen dans l’ISR⁴⁰, « le premier signe que la III^e Internationale était sur le point de prendre la voie des principes du KAPD »⁴¹. L’admission provisoire du KAP dans la III^e Internationale apportait à l’organisation non seulement un gain temporaire de prestige mais aussi très vraisemblablement une amélioration de ses finances; si les informations de la police politique sont crédibles, le KAP et l’AAU reçurent pour leur presse et pour d’autres objectifs de lutte jusqu’à la fin mars (1921) un unique versement de 5 millions de marks, et pour une communauté d’action à constituer avec le VKPD, 3 millions de marks⁴². Le KAPD se joignit à l’optimisme de la délégation au vu des faits qui suivirent la scission des ailes nationale-bolcheviste et syndicaliste révolutionnaire; le Comité Central élargi, dans une session des 21 et 22 décembre 1920, salua le succès de la délégation comme un premier pas du CEIC vers la reconsidération des résolutions du II^e Congrès mondial, exigea « une lutte implacable contre toute forme ... d’opportunisme » dans l’Internationale et envoya Arthur Goldstein comme représentant du KAP avec voix délibérative au CEIC de Moscou⁴³. Le III^e Congrès du parti, en février 1921, approuva, comme on pouvait s’y attendre, l’adhésion du KAP au Komintern. Le rapprochement souhaité par le CEIC des deux PC allemands ne se réalisa que ponctuellement dans la communauté d’action au cours de l’Action de Mars⁴⁴; à partir d’avril 1921, la presse du KAP rejeta tout espoir d’une fusion avec le VKPD⁴⁵. L’alternative de la réunion du KAP avec le VKPD ou de l’exclusion de l’Internationale fut conservée simultanément par le CEIC. Zinoviev avait déjà annoncé lors du X^e Congrès du PCUS au début de 1921 que l’on « pousserait à l’extrême »⁴⁶ la question du KAPD au cours du III^e Congrès mondial du Komintern à venir.

Conscient que le III^e Congrès du Komintern apporterait une décision, Jan Appel (pseudonyme : Hempel) repartit pour Moscou en mai 1921, accompagné d’Alexander Schwab (pseudonyme : Sachs) et d’un ouvrier métallurgiste de Leipzig du nom de Meyer (pseudonyme : Bergmann),

³⁷ L’exposé de Gorter ne fut jamais publié, tandis que le contre-exposé de Trotski parut dans “Die Internationale”, l’organe de publication du Komintern.

³⁸ Le fait que Lénine se soit montré très compréhensif dans les conversations personnelles avec les différentes délégations du KAP, même s’il n’était pas conciliant sur le fond de l’affaire, a contribué à cette impression. Selon le Rapport de la troisième délégation, Lénine disait en substance : « J’en reste pour le moment à la méthode de la constitution de cellules dans les syndicats. *Nous devons attendre* pour savoir si la voie de l’AAU, celle de l’évolution différemment articulée du parti, de la classe et de la masse, en Europe occidentale sera - peut-être - la bonne » (“Proletarier”, 1^o année (1920), n^o 3). De façon similaire, voir aussi Rühle à propos de sa conversation avec Lénine (voir “Die Aktion”, 10^e année (1920), n^o 39/40). Seul Franz Jung ne se sentit pas personnellement tout à fait pris au sérieux par Lénine : « Lénine n’a accepté aucune réponse de ma part. Il m’a traité avec une ironie visible de suiviste... » (Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 157).

³⁹ Voir “Proletarier”, 1^o année (1920), n^o 3 : « « Sans aborder le contenu matériel de la résolution, nous voyons l’essentiel dans la reconnaissance du KAPD ».

⁴⁰ Il n’a été en vérité répondu positivement qu’en janvier 1921 par la Commission préparatoire de l’ISR à Moscou à la demande d’admission de la FAU de Gelsenkirchen de septembre 1920. Voir plus haut le paragraphe sur la FAU tendance Gelsenkirchen et l’Union des Travailleurs manuels et intellectuels.

⁴¹ “Proletarier”, 1^o année (1920), n^o 3.

⁴² Pol. Akten der Reg. Düsseldorf, n^o 15681/13.

⁴³ Voir le texte de la résolution du Comité Central dans “Proletarier”, 1^o année (1920), n^o 3. Sur le premier représentant du KAP dans le CEIC, renseignements écrits de Bernhard Reichenbach à Olaf Ihlau.

⁴⁴ Voir plus loin le paragraphe sur les organisations radicales de gauche dans les actions de 1920/21.

⁴⁵ “KAZ” (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 185 : *Wir und die Internationale* [Nous et l’Internationale].

⁴⁶ Voir *ibidem* le discours de Zinoviev.

et muni de l'instruction d'attaquer les résolutions du II^o Congrès et si possible de mettre sur pied une opposition dans la III^o Internationale⁴⁷. La délégation Appel-Schwab-Meyer arriva à Moscou dès la mi-mai et elle y fut complétée par Reichenbach, qui avait entre-temps remplacé Goldstein comme représentant du KAPD au CEIC et qui travaillait sous le pseudonyme de Seemann. Les quatre délégués du KAPD se chargèrent de la tâche d'attaquer les résolutions du II^o Congrès avec énergie et habileté; ils formèrent durant tout le III^o Congrès, du 22 juin au 12 août 1921, la colonne déterminée de l'opposition de principe à la tactique du CEIC et du parti d'État russe. Ils tentèrent d'exercer de manière courageuse leur critique dans la discussion sur le rapport de Trotski relatif aux tâches du Komintern⁴⁸, dans le rapport d'activité du CEIC fait par Zinoviev⁴⁹, dans le rapport de Radek sur la tactique de la III^o Internationale⁵⁰, dans la discussion de la question syndicale⁵¹ et du rapport de Lénine sur la tactique du PCUS⁵², et d'exposer leur propre position sur les questions respectives. Ils présentèrent dans presque toutes les commissions leurs propres thèses relatives aux questions mentionnées⁵³ et ils diffusèrent un bref exposé de l'histoire du KAPD dans une traduction anglaise et française⁵⁴ afin de recruter pour leur opposition dans les autres organisations nationales. La possibilité pour la délégation du KAP d'acquiescer de l'influence fut amoindrie – abstraction faite de leur isolement et de leur faiblesse numérique – par la manipulation de l'ordre du jour du Congrès en leur défaveur; c'est ainsi que la réduction du temps de parole, entre autres, des communistes de gauche provoqua la protestation de la déléguée hollandaise Roland-Holst – qui du reste n'était plus maintenant solidaire avec ses anciens camarades du SDP – contre cette « violence intellectuelle » faite aux représentants du KAP⁵⁵. En outre, il y avait eu, avant le Congrès, peu de descriptions objectives des buts du KAP dans la presse russe et dans l'organe central du Komintern, et Radek ainsi que Zinoviev, en particulier, essayèrent durant le Congrès, par des insinuations et des citations déformées, de tourner le parti en ridicule⁵⁶. La réalisation de l'autre objectif de la délégation du KAP, à savoir la constitution d'une fraction de gauche dans le Congrès, aurait été la condition pour la réussite d'une opposition pratique aux 21 points. Mais les conversations menées depuis la mi-mai à Moscou avec des délégués au Congrès sympathisants provenant de Bulgarie, du Luxembourg, du Mexique, d'Espagne, d'Angleterre, de Belgique, et avec les représentants des IWW⁵⁷ nord-américains, avaient, déjà avant le début du Congrès, laissé voir que la constitution d'une telle fraction n'était pas possible. Les délégués du KAP avaient tenté de créer la base commune d'une opposition grâce à des accords sur les questions de l'anti-parlementarisme, du refus de la tactique des cellules ainsi que de l'« hypercentralisation » des bolcheviks et du Komintern. Bien que la question du parlementarisme ait été la plus grande chance de procéder de manière commune avec l'ensemble de l'opposition, toutes les tentatives d'unification échouèrent – selon l'opinion de la délégation du KAP – du fait de la peur qu'avaient les autres « d'être exclus de la III^o

⁴⁷ “KAZ” (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 203 : *Bericht von der Zentralausschuss-Sitzung am 5. Juni 1921* [Rapport de la séance du Comité Central du 5 juin 1921] ; voir aussi le Rapport de la délégation dans : “KAZ” (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219.

⁴⁸ Voir *Procès-verbal du III^o Congrès du Komintern*, p. 97-106 (Schwab, Reichenbach).

⁴⁹ *Ibidem*, p. 221, 225 (Appel).

⁵⁰ *Ibidem*, p. 485-497 (Appel).

⁵¹ *Ibidem*, p. 721-724 (Meyer).

⁵² *ibidem*, p. 766-769 (Schwab), p. 793-797 (Appel).

⁵³ Voir le texte des Thèses dans “Proletarier”, 1^o année (1920/21), cahier 7.

⁵⁴ Il est presque entièrement reproduit dans *KAP-Aufsatz* de Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 120 sq.

⁵⁵ *Procès-verbal du III^o Congrès du Komintern*, p. 345 ; voir aussi “KAZ” (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 214.

⁵⁶ *Procès-verbal du III^o Congrès du Komintern*, p. 187 sq. ; (Zinoviev) ; voir la protestation de la délégation du KAP, *ibidem*, p. 224 ; *ibidem*, p. 442 sq. (Radek).

⁵⁷ Voir à ce sujet et pour la suite, “KAZ” (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219.

Internationale »⁵⁸. Mais en réalité, dans le cas des deux organisations les plus importantes qui étaient représentées au Congrès et qui sympathisaient avec les objectifs du KAP, la CNT des syndicalistes révolutionnaires espagnols et les IWW nord-américains, la crainte précisément d'une exclusion n'était visiblement pas si grande; la CNT adhéra plus tard à l'Internationale syndicaliste révolutionnaire, et les IWW n'appartinrent ni à la III^e Internationale ni à une quelconque organisation rivalisant avec elle⁵⁹. Les contradictions de principe entre ces organisations syndicalistes révolutionnaires et le KAP étaient suffisamment grandes pour empêcher une union lors du Congrès. À côté de la minorité du PC néerlandais derrière Pannekoek et Gorter, il parvint à s'associer seulement aux communistes de gauche bulgares auxquels, durant le Congrès, l'admission fut refusée; Radek justifia cette décision par le fait qu'on considérerait comme déplacé « de donner une prime aux tentatives de dispersion »⁶⁰ en admettant l'opposition là où il existait un PC important. Le KAP trouva finalement un soutien apparemment inattendu, même s'il ne fut pas très efficace, à sa critique de la tactique "opportuniste" du Komintern et du PCUS, de la part de la porte-parole de l'"opposition ouvrière" russe; cette "opposition ouvrière"⁶¹ était née en Russie depuis le printemps (1921) contre la politique de la NEP⁶² et elle voyait, comme les communistes de gauche allemands, dans ce nouveau cours une préparation des bolcheviks pour un « retour au capitalisme »⁶³. Étant donné sa lutte relativement solitaire lors du III^e Congrès mondial du Komintern, la délégation du KAP dut en fin de compte tirer la conclusion que « l'idée de former une opposition dans la III^e Internationale avait été une illusion »⁶⁴. Les deux objectifs de cette dernière délégation du KAP à Moscou furent poursuivis avec courage et habileté, mais il est clair qu'ils ne furent pas atteints.

Zinoviev et Radek posèrent, au nom du CEIC, un ultimatum de 2 à 3 mois au parti pour qu'il fusionne avec le VKPD; après ce délai, le KAP devrait s'attendre à être exclu du Komintern. La délégation refusa cet ultimatum, mais, en dépit des pleins pouvoirs qui lui avaient été donnés télégraphiquement par Berlin, elle ne proclama pas la sortie du KAPD de la III^e Internationale afin de laisser décider les membres du parti par eux-mêmes. Ce fut un geste spectaculaire mais qui revenait en la matière à une déclaration de départ, puisque l'on pouvait être sûr de l'irritation des camarades du parti provoquée par le traitement de leur délégation à Moscou. Dès la fin juillet, on prit des mesures pour la fondation d'une Internationale communiste de gauche⁶⁵; la lutte du KAPD pour la III^e Internationale était – comme Bernhard Reichenbach l'exprima⁶⁶ – finie, la lutte du parti contre la III^e Internationale commençait.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur l'IAA des syndicalistes révolutionnaires.

⁶⁰ *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 145. Voir également le rapport des délégués bulgares : "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219 : *Die linken Kommunisten Bulgariens* [Les communistes de gauche de Bulgarie].

⁶¹ Voir la contribution d'Alexandra Kollontaï à la discussion relative à l'exposé de Lénine : *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 776-781. La délégation du KAP apprécia les explications d'A. Kollontaï : « L'apparition de cette camarade qui provenait de l'Opposition russe fut un événement et l'on peut dire qu'il eut des répercussions d'une grande portée. Jusqu'à présent personne n'avait osé là-bas se déclarer opposé à la politique actuelle des bolcheviks et du gouvernement soviétique ». "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219

⁶² Voir Arthur Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus* [Histoire du bolchevisme], Francfort-sur-le-Main 1966, p. 181 sq.

⁶³ : "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219 ; voir aussi pour le détail plus loin le paragraphe sur la KAI. Voir depuis peu une documentation à propos de l'"Opposition ouvrière" dans : Frits Kool, Erwin Oberländer (sous la direction de), *Arbeiterdemokratie oder Parteidiktatur* [Démocratie ouvrière ou dictature du parti] Olten et Fribourg-en-Brigau.

⁶⁴ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 219.

⁶⁵ Voir à ce sujet plus loin le paragraphe sur la KAI de communistes de gauche.

⁶⁶ Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 131.

Parenthèse :
La controverse entre Herman Gorter et Lénine.
La tentative de Gorter de donner un fondement socio-économique au
communisme de gauche ouest-européen.

C'est en combinaison très étroite avec les relations organisationnelles entre le KAPD et le Komintern que se déroula la controverse théorique entre Herman Gorter et Lénine. Elle doit être vue dans le contexte d'un mouvement d'opposition orienté vers un communisme ouest-européen, indépendant de Moscou, qui trouvait déjà son expression dans la critique de Rosa Luxemburg à la Révolution russe¹ et qui se manifesta ensuite encore une fois jusqu'en 1923 dans les essais de renouveau de la théorie marxiste, inspirés par l'hégélianisme, chez Karl Korsch et Georg Lukacs. C'est sans lien démontrable avec l'opposition philosophique ouest-européenne à Lénine que Gorter affirma, en partie d'accord avec Rosa Luxemburg dans la discussion des questions pratique, organisationnelle et tactique, l'indépendance nécessaire du communisme ouest-européen, en communauté étroite avec son compagnon politique et compatriote néerlandais, Anton Pannekoek. Fils d'un écrivain néerlandais, après des études en philologie classique, et après s'être occupé de manière intensive de la philosophie de Spinoza et de Kant, Herman Gorter en arriva à la lecture de l'œuvre de Marx et il adhéra à la fin des années quatre-vingt-dix du siècle précédent à la social-démocratie néerlandaise². Il travailla comme professeur de lycée et il avait déjà lors de son entrée au "Sociaal-Democratische Arbeiders-Partij" (SDAP) un nom comme poète et comme chef d'une école poétique impressionniste³. Il publia temporairement pour le SDAP le journal marxiste "De Nieuwe Tijd" et il devint rapidement un agitateur populaire du mouvement. Il lutta contre le révisionnisme⁴ dans le mouvement et, à partir de 1903, pour l'idée de la grève de masse, avec Anton Pannekoek et en liaison amicale avec les radicaux de gauche du SPD (en particulier avec Karl Kautsky, aussi longtemps que celui-ci figura dans la gauche du SPD). En tant que dirigeant du groupe oppositionnel gravitant autour du journal "De Tribune", il fut exclu en 1909 avec Pannekoek et d'autres encore du SDAP et il fut un co-fondateur du "Sociaal-Democratische Partij" (SDP), le premier parti indépendant des radicaux de gauche en Europe occidentale. Son introduction au matérialisme historique⁵, qui parut en 1909 en néerlandais et en allemand, connu, à côté de sa littérature politique⁶ de cette année-là, une très large diffusion; elle fut rééditée encore plusieurs fois sous la République de Weimar. Gorter essayait, en partant de la

¹ Rosa Luxemburg, *Die russische Revolution*, introduit et publié par Ossip K. Flechtheim, Francfort/Main 1963.

² Voir à ce sujet et pour la suite la nécrologie d'Hermann Gorter par Pannekoek dans : "KAZ" (tendance Essen), 6^e année (1927), n° 9.

³ Son épopée lyrique *Mei* est aujourd'hui considérée comme l'apogée de la poésie moderne néerlandaise et elle est une lecture obligatoire dans les écoles.

⁴ Voir à ce sujet ses écrits : *De grondslagen der sociaal-democratie* (1906) et : *Marxisme en Revisionisme* (1907).

⁵ Hermann Gorter, *Der historische Materialismus. Für Arbeiter erklärt von Hermann Gorter* [Le matérialisme historique, expliqué aux ouvriers par Hermann Gorter], Stuttgart 1909.

⁶ Dan *Een klein heldenlicht* (1906), il décrivait l'éveil de la conscience de classe chez un couple ouvrier, et, dans *Pan* (1916), sous forme symbolique, « la libération de l'humanité par la combat des travailleurs » (Pannekoek dans sa nécrologie de Gorter).

question : « D'où cela vient-il que l'on pense comme cela à une époque déterminée? », de familiariser de manière inductive le lecteur avec le contenu du matérialisme historique, en utilisant la voie d'exemples tirés du champ d'expériences quotidien. L'accent particulier de la brochure était indiqué par le chapitre de conclusion, "La force de l'individu"⁷, dans lequel il était dit entre autres, en correspondance avec Pannekoek et avec toute une citation de Dietzgen, :

« La puissance sociale qui nous entraîne n'est pas une fatalité morte, une masse compacte brute de matière. Elle est la société, elle est une force vivante.

« À vrai dire, nous *devons* aller dans la direction où elle va. Le processus de travail nous entraîne dans une direction que nous ne déterminons pas nous-mêmes. Nous ne faisons pas l'histoire *de notre propre chef*.

« Mais ... nous la faisons. »⁸

L'écrit se terminait par l'appel : « L'esprit doit être révolutionné! ». Gorter était d'avis que l'on ne pouvait instaurer une société nouvelle qu'avec un homme nouveau, conscient et indépendant, et il considérait le processus spirituel d'émancipation des ouvriers comme la première tâche de la révolution. Gorter voyait la cause ultime de l'échec des partis de la II^e Internationale en août 1914 dans le fait que ce processus d'émancipation n'avait pas été suffisamment promu. Dans un écrit en langue allemande de 1915⁹, il renvoyait cet échec de la social-démocratie allemande en particulier, qu'il ressentait comme catastrophique, premièrement au manque d'information des ouvriers sur les lois de développement de la phase impérialiste du capitalisme, deuxièmement, au réformisme profondément enraciné des masses laborieuses elles-mêmes, dans lequel elles furent encore renforcées par leurs chefs bureaucratiques.

« La masse, totalement emplie du désir de gain et non pas de révolution, fut fortifiée en cela par les chefs. Dans ce but, elle abandonna tout aux chefs, elle devint elle-même amorphe et indolente. Et moins la masse devint active, moins elle devint consciente du but, et plus les chefs se considéraient eux-mêmes comme les véritables protagonistes du mouvement. »¹⁰

Gorter voyait la seule régénération possible du mouvement ouvrier révolutionnaire dans l'action des masses elles-mêmes, préparées sur le plan théorique depuis longtemps par les radicaux de gauche allemands dans le SPD ainsi que par les "tribunistes" néerlandais, et provoquées maintenant par la misère matérielle de la guerre mondiale. « La masse *doit* commencer maintenant à agir par elle-même, la masse *doit* se montrer »¹¹.

Gorter salua la Révolution d'Octobre russe de 1917 comme une action de masse du plus grand style et comme le premier pas de la révolution mondiale; il célébra Lénine avec enthousiasme comme « le pionnier de la révolution mondiale »¹². Sa haute considération de Lénine comme praticien génial de la révolution allait de pair avec sa grande estime du théoricien de la

⁷ Hermann Gorter, *Der historische Materialismus*, p. 126 sq.

⁸ *Ibidem*. Mots soulignés dans l'original.

⁹ Hermann Gorter, *Der Imperialismus, der Weltkrieg und die Sozialdemokratie* [L'impérialisme, la guerre mondiale et la social-démocratie], Amsterdam 1915. Voir la recension de ce texte dans l'organe de la Gauche de Zimmerwald : "Vorbote", 1^{re} année (1916), n^o 1, p. 63.

¹⁰ Hermann Gorter, *Der Imperialismus*, p. 63.

¹¹ Hermann Gorter, *Der Imperialismus*, p. 75. Mots soulignés dans l'original.

¹² Hermann Gorter, *Die Weltrevolution* [La révolution mondiale] (dédiée à Lénine).

révolution prolétarienne qui, dans son écrit "L'État et la révolution"¹³ d'août-septembre 1917, sous l'impression directe du rôle des conseils d'ouvriers et de soldats dans la Révolution de Février de la même année, avait posé, y compris du point de vue de la théorie de l'État, le fondement d'une organisation prolétarienne, complètement nouvelle, de la vie sociale. En accord avec les idées de Marx sur la Commune de Paris de 1871, Lénine indiquait comme tâche principale du prolétariat dans la révolution de briser « la machinerie bureaucratique-militaire »¹⁴ de l'État préexistant et d'instaurer à sa place, selon le modèle de la Commune, une organisation qualitativement nouvelle sur la base des « corporations laborieuses », lesquelles devaient réunir les attributs législatifs et exécutifs et dont les membres devaient être entre autres révocables à tout moment. Lénine ébauchait dans cet écrit la théorie du « système des conseils en tant que la forme moderne de la révolution démocratique-socialiste consécutive »¹⁵. Ce traité de Lénine, publié en 1918, agit – en relation avec son prestige de révolutionnaire victorieux – de manière au plus haut degré attractive sur les théoriciens radicaux de gauche de tous les groupes (en Allemagne, des radicaux de gauche sociaux-démocrates¹⁶ jusqu'aux anarcho-sindicalistes¹⁷) et il conduisit chez beaucoup d'entre eux à une identification irréfutable de leurs propres conceptions sur la tactique et le but du combat révolutionnaire à celles de Lénine et des bolcheviks. C'est ainsi qu'il faut faire également remonter en partie la déception ultérieure de Gorter sur l'évolution de l'homme d'État Lénine et sur l'évolution de la révolution russe à une compréhension, allant trop loin dans le sens de ses propres intentions¹⁸, de cet écrit qu'il traduisait encore en néerlandais en 1918¹⁹. Dans "L'État et la révolution", Lénine abordait en détail, entre autres, la discussion entre Kautsky et Pannekoek²⁰, et il donnait raison au mot d'ordre de Pannekoek de destruction et de dissolution de l'État par les instruments de pouvoir du prolétariat, contre la revendication de Kautsky de lutter pour s'emparer du pouvoir d'État existant et de ses institutions. Lénine ne s'intéressait ici qu'à la question soulevée par Pannekoek; il n'approuvait en aucun cas sa théorie des masses révolutionnaires et sa compréhension de l'organisation, qui était complètement opposée à la sienne. « Même en 1917, Lénine n'abandonne pas son principe d'une dictature stricte du parti et du centralisme de parti. Lorsque Lénine recommande le système des conseils, il s'en faut de beaucoup pour qu'il admette pour autant le fédéralisme et la spontanéité des masses »²¹. Si Gorter succomba pendant un certain temps dans cette question, comme beaucoup d'autres, vraisemblablement à une fausse impression - encore fallait-il justifier, dans les premières années de la Révolution russe, l'exclusion des conseils et la dictature du parti des bolcheviks, étant donné la menace des nations capitalistes ouest-européennes et du fait de la guerre civile -, il voyait très clairement sur d'autres points les différences de conditions entre la révolution russe et la révolution ouest-européenne et donc allemande. Malgré tout son enthousiasme pour l'événement formidable de la Révolution d'Octobre, Gorter montrait déjà dans son écrit "La révolution mondiale", rédigé entre septembre 1917 et juillet 1918, les limites de l'exemplarité

¹³ W. I. Lenin, *Staat und Revolution, Die Lehre des Marxismus vom Staat und die Aufgabe des Proletariats in der Revolution* [L'État et la révolution. La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution], dans W. I. Lenin, *Ausgewählte Werke* [Œuvres choisies], Berlin 1963, vol. II, p. 315-420.

¹⁴ *Ibidem*, p. 348.

¹⁵ Arthur Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus*, p. 125.

¹⁶ *L'État et la révolution* parut en 1918 en traduction allemande aux éditions "Die Aktion" de Pfempfert et aux éditions "Lichtstrahlen" de Borchardt, et, au début de 1919, plusieurs éditions se le sont approprié.

¹⁷ Voir à ce sujet plus loin Rocker sur *L'État et la révolution* dans le paragraphe sur l'IAA.

¹⁸ Gorter avoua cette déception plus tard : « Je n'ai pas compris pendant longtemps comment cela se faisait que Moscou émette ces mots d'ordre, que Moscou veuille préserver les syndicats et le parlementarisme. Je n'ai pas pu pendant longtemps comprendre cela de la part des bolcheviks et de Lénine ». Gorter lors du congrès du KAPD, voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 232.

¹⁹ Frits Kief, *Gorter als politicus onderschat*, dans : "De Gids", 125 année (1965), p. 78.

²⁰ W. I. Lenin, *Staat und Revolution*, p. 412-419.

²¹ Arthur Rosenberg, *Die Geschichte des Bolschevismus*, p. 128.

de la révolution russe pour le mouvement révolutionnaire en Europe occidentale. Il voyait la première grande différence entre la révolution russe et la révolution ouest-européenne dans le fait que les révolutionnaires russes avaient eu à leur côté, étant donné la structure sociale particulière de leur pays, la grande masse disponible des paysans pauvres, mais qu'une aide correspondante n'existait pas pour le prolétariat ouest-européen²². Il voyait le second élément distinctif essentiel dans l'organisation relativement faible du capitalisme dans la Russie principalement féodale et agrarienne, tandis que, dans l'Europe occidentale hautement industrialisée, et en particulier en Allemagne et en Angleterre, le capitalisme avait atteint son plus haut degré d'organisation²³. Pour résumer : « La classe prolétarienne faisait face en Russie à un capitalisme faible avec une force d'appoint très nombreuse, alors qu'en Europe de l'Ouest elle est seule en tant que classe révolutionnaire contre un capitalisme très fort »²⁴. Ce que le prolétariat ouest-européen pouvait apprendre directement de la Révolution russe, c'était tout d'abord, d'après l'avis de Gorter, que son programme devait être "uniquement révolutionnaire"; que « toutes les revendications de nature seulement réformiste, comme la journée de huit heures, la législation sociale, etc. » devaient être évitées²⁵. Mais il voyait en particulier dans les soviets russes la forme adéquate d'organisation du prolétariat révolutionnaire en Occident aussi bien qu'en Orient : « Le prolétariat du monde doit instaurer partout des conseils ouvriers comme moyens de la révolution et comme nouvelle forme de sa société, avant, pendant et après la révolution »²⁶.

Si ces deux facteurs de la révolution russe – le programme "maximaliste" de la révolution (comme on le dira plus tard) et l'idée des conseils – correspondent encore largement en 1917-18 au purisme révolutionnaire prolétarien de Gorter, il apparut, dans l'évolution russe des années suivantes, que Gorter avait vu manifestement en elles d'autres principes que ceux qui y étaient réellement à l'œuvre. Le programme complet de la révolution, que les représentants des tribunistes hollandais avaient déjà présenté à la conférence de Kienthal et que Gorter compléta conformément à sa compréhension de la Révolution d'Octobre, projetait les mesures suivantes :

« Le pouvoir de l'État entre les mains du prolétariat. La législation par le prolétariat. Assurance d'un minimum vital à tous les travailleurs et à régler avec les travailleurs. Contrôle et régulation de l'ensemble de la production, du commerce et des transports, par le prolétariat. Contrôle et régulation de la distribution des produits par le prolétariat. Travail obligatoire pour tous. Annulation des dettes de l'État. Confiscation des profits de guerre. Impôts uniquement sur le capital et sur le revenu, le premier augmentant jusqu'à l'expropriation de la fortune. Expropriation des banques. Expropriation de toutes les grandes entreprises. Expropriation du sol. Décision judiciaire du prolétariat. Abolition de tous les bureaux et droits de douane. Suppression du système militaire. Armement du prolétariat. »²⁷

Comparée avec ce programme d'action international de la révolution prolétarienne, la Révolution d'Octobre ne pouvait être comprise par Gorter que comme le premier pas en direction de sa réalisation en Russie. Ainsi que Gorter l'admit plus tard – après sa rupture avec le Komintern – les seules mesures "communistes-prolétariennes" des bolcheviks, qui avaient été conformes à ce programme d'action dans la première phase de la révolution russe qui va

²² Hermann Gorter, *Die Weltrevolution*, p. 82 sq.

²³ *Ibidem*, p. 83 sq.

²⁴ *Ibidem*, p. 83.

²⁵ Hermann Gorter, *Die Weltrevolution*, p. 69.

²⁶ *Ibidem*, p. 75.

²⁷ *Ibidem*, p. 65.

d'octobre 1917 à la révolte de Cronstadt en février 1921, furent les suivantes : la socialisation des industries, du commerce et des transports, le monopole d'État sur les produits alimentaires et les matières premières les plus importants, le travail obligatoire, le principe de la gratuité des services publics; les mesures suivantes avaient été depuis le début "démocratiques-bourgeoises" : la distribution de la terre à des personnes privées, le droit de vote aux paysans et la dictature de parti des bolcheviks²⁸. Gorter n'exprima pas dans un premier temps – comme Rosa Luxemburg, qui était convaincue que « l'occupation immédiate des terres par les paysans n'avait normalement rien de commun avec l'économie socialiste »²⁹ – de critique publique à l'égard de cette très grave mesure "démocratique-bourgeoise" de la révolution russe, la distribution de la terre aux petits paysans³⁰. Mais il ne put se dissimuler que l'évolution de la Russie à partir de 1918 ne conduise pas à la réalisation de son programme "purement prolétarien" de la révolution, mais qu'au contraire elle l'éloignait de lui.

Cette évolution se produisit de manière encore plus manifeste dans la question de l'idée des conseils. Pour Gorter, les soviets étaient – conformément aux conceptions des tribunistes en matière d'organisation³¹ – les véhicules organisationnels de la volonté spontanée des masses, véhicules qui trouvaient directement leur origine dans le mouvement des masses; il voyait en eux le début d'une nouvelle forme d'organisation du prolétariat révolutionnaire³². Il déclara à propos du système russe des conseils de localité, de district et du conseil central, ainsi que du comité exécutif élu parmi eux : « Cette structure souple et flexible est le premier gouvernement socialiste du monde »³³. Il fallait que les membres de ces organismes ne soient en fonction que pour peu de temps, qu'ils soient faiblement rémunérés et qu'ils rendent continuellement des comptes, « afin d'empêcher qu'une nouvelle bureaucratie, un nouveau pouvoir autonome, ne s'élève au-dessus des travailleurs »³⁴. Si, pour Gorter, le système des conseils fonctionnant de la sorte était la forme la plus extrême de la démocratie, la garantie institutionnelle de la transmission non falsifiée des impulsions de la volonté des masses au pouvoir d'État, les conseils étaient, pour Lénine, au début, des instruments nés en effet spontanément dont il se servit pour détruire l'ancienne machinerie de l'État, mais à la fin – ainsi qu'un historien éminent du bolchevisme, qui était lui-même très familier avec le point de vue communiste de gauche de la Révolution russe, le formula – « un corps étranger dans la doctrine bolchevique du parti »³⁵. Comme cela était déjà devenu visible dans la discussion de la question de l'organisation entre Lénine et Rosa Luxemburg avant la guerre mondiale³⁶, Lénine, qui travaillait dans des conditions historiques et socio-économiques totalement différentes, avec des équipes relativement peu nombreuses et strictement centralisées de révolutionnaires professionnels, ne partageait en aucune façon les prémisses de la spontanéité des radicaux de

²⁸ Hermann Gorter, *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale* [La KAI], dans : "Proletarier, 2^e année (1922) numéro spécial pour le II^e Congrès de la KAI.

²⁹ Rosa Luxemburg, *Die russische Revolution* [La Révolution russe], p. 55. Ce texte n'a été publié qu'en 1922 de manière posthume par Paul Levi.

³⁰ Pour Gorter, cette question agraire avait déjà été en principe d'actualité en 1900 dans ses discussions à l'intérieur du SDAP lorsque la majorité du parti a voulu adopter dans son programme électoral la revendication du partage des biens communaux afin de gagner les voix des ouvriers agricoles et des fermiers ; il refusait déjà à l'époque ce partage de la terre car il le considérait comme réactionnaire. Voir Frits Kief, *loc. cit.*, p. 78.

³¹ Voir plus haut le paragraphe sur la théorie de la spontanéité de Pannekoek et sur sa conception de l'organisation.

³² Voir Anton Pannekoek, *La politique de Gorter*, dans : "La révolution prolétarienne, revue syndicaliste révolutionnaire", 1952 (août/septembre), p. 53sq.

³³ Hermann Gorter, *Die Weltrevolution*, p. 74.

³⁴ *Ibidem*, p. 74 ; voir également, pour ce qui concerne la conception des conseils de Gorter, son texte ultérieur du KAP : *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats* [L'organisation de lutte de classe du prolétariat], sans lieu, sans date (Berlin 1921).

³⁵ Arthur Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus*, p. 156.

³⁶ Voir plus haut le paragraphe sur les prémisses de la spontanéité chez Rosa Luxemburg.

gauche allemands et néerlandais, lesquelles s'étaient développées en réaction aux phénomènes de bureaucratisation dans le mouvement ouvrier. Ces divergences de principe éclataient maintenant de nouveau. C'est en renvoyant à la difficile situation de guerre de la jeune Union soviétique que les bolcheviks établirent dès 1918 une dictature de parti qui transforma tout le système des conseils en un trompe-l'œil, puisqu'il ne pouvait pas fonctionner sans la possibilité de la liberté prolétarienne des élections, de la presse et d'opinion³⁷. L'évidement de l'idée des conseils resta aussi peu dissimulé à Rosa Luxemburg et à Herman Gorter³⁸ que l'effacement du caractère révolutionnaire-prolétarien de la Révolution russe du fait des concessions accordées à la masse des petits paysans.

Toutes les divergences de principe entre Lénine et Gorter étaient déjà contenues implicitement en 1918 dans la brochure sur "La révolution mondiale", bien qu'il n'y ait eu en elle aucune forme de critique explicite. Cette phase d'enthousiasme loyal, bien que parfois critique, de Gorter pour Lénine et pour la Révolution russe, qui lui était venu en Suisse entre autres à cause de l'allégeance des tribunistes à Lénine dans la gauche de Zimmerwald et du fait des relations intenses de Gorter avec les révolutionnaires russes, se termina en 1919. Gorter était venu à Berlin à la fin de 1918 et il y suivit de très près le développement du jeune KPD(S), en particulier par le contact amical qu'il avait avec Karl Schröder. Quand il devint évident, au plus tard au tournant de l'année 1919-20, que Lénine était, dans toutes les questions tactiques essentielles, pour la centrale du KPD(S) dirigée par Levi et contre l'opposition à celle-ci, laquelle se déclarait dans sa majorité pour le programme révolutionnaire "purement prolétarien" et pour l'idée de l'action de masse, les divergences de principe latentes entre Lénine et Gorter dans le domaine organisationnel pratique créèrent alors des fronts ennemis. C'est après que les mêmes questions de la dictature du parti, du parlementarisme et des syndicats, aient déjà été discutées avec des arguments similaires au tournant de l'année 1919-20 entre Radek et Pannekoek³⁹ que Lénine résuma en avril 1920 sa critique adressée à l'opposition de gauche dans le communisme international⁴⁰, critique dans laquelle il condamnait d'une manière particulièrement sévère les plus récentes prises de position tactiques des tribunistes hollandais, à savoir de Karl Horner (c'est-à-dire Anton Pannekoek). Il n'acceptait pas du tout la question : « dictature de classe ou dictature de parti? ». Et il plaidait – en particulier dans les périodes d'illégalité du PC – pour « une centralisation et une discipline rigoureuses »⁴¹. Il ne voyait en définitive dans la position de principe anti-syndicale et anti-parlementaire des tribunistes et de l'opposition de gauche que son incapacité au compromis, lequel était indispensable au révolutionnaire pratique; dans ces questions, les communistes de gauche raisonnaient – selon Lénine – « comme des doctrinaires de la révolution », qui prenaient « naïvement la "négation" subjective d'une institution réactionnaire pour sa destruction effective par les forces conjuguées de divers facteurs objectifs »⁴². Il critiquait les

³⁷ Voir à ce sujet Arthur Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus*, p. 155 sq.

³⁸ Voir *ibidem*, p. 163 : « Rosa Luxemburg ainsi que Gorter faisaient particulièrement attention aux traits bourgeois, au jacobinisme des bolcheviks, et ils le rejetaient ». Rosa Luxemburg écrivait déjà à l'automne de 1918 : « Mais avec l'étouffement de la vie politique dans tout le pays, la vie dans les soviets s'engourdira nécessairement elle aussi de plus en plus. Sans élections générales, sans la liberté sans entrave de la presse et de réunion, sans la libre compétition des opinions, la vie dans toute institution publique s'amenuise, devient un semblant de vie dans lequel la bureaucratie demeure le seul élément actif ». Rosa Luxemburg, *Die russische Revolution*, p. 75.

³⁹ Voir plus haut le paragraphe sur la scission des communistes de gauche lors du Congrès de Heidelberg du KPD(S).

⁴⁰ W. I. Lenin, *Der "linke Radikalismus", die Kinderkrankheit des Kommunismus*, (opus cité).

⁴¹ *Ibidem*, p. 415. Voir pour la question dans son ensemble : *Der "linke" Kommunismus in Deutschland, Führer-Partei-Klasse-Masse* [Le communisme de "gauche" en Allemagne, chefs-parti-classe-masse], p. 410-417.

⁴² *Ibidem*, p. 431 sq.

courants communistes de gauche dans les différents pays européens exclusivement en raison de l'arrière-plan historique d'expériences des bolcheviks et il indiquait à l'occasion que le plan de sa brochure était « d'appliquer à l'Europe occidentale », du point de vue organisationnel et tactique, « ce qu'il y a de généralement applicable, de généralement significatif, de généralement valable, dans l'histoire et la tactique actuelle du bolchevisme »⁴³.

Gorter avait admis, dans sa brochure sur "La révolution mondiale", l'exemplarité de la Révolution russe à propos de deux éléments essentiels : son caractère maximaliste et sa forme d'organisation, les soviets. Mais Gorter, qui n'avait jamais perdu de vue les conditions différentes du mouvement révolutionnaire en Russie et en Europe occidentale, se vit obligé d'élever la plus vive protestation contre la validité générale de l'organisation et de la tactique du parti bolchevik revendiquée par Lénine. Il s'opposa à la brochure de Lénine sur "La maladie infantile" de manière, après comme avant, déférente, mais cependant résolue, dans sa "Lettre ouverte au camarade Lénine"⁴⁴, rédigée immédiatement après la prise de connaissance de la brochure de Lénine. Dans cette "Lettre ouverte", Gorter déploie la somme de sa théorie politique afin de justifier la tactique des communistes de gauche en tant que voie propre et nécessairement différente de la révolution ouest-européenne par rapport à l'évolution russe. Il développait toute son argumentation autour de la constatation, déjà clairement connue en 1917-18, et désormais présentée de manière critique, des différences de conditions socio-économiques de la révolution en Russie et en Europe occidentale, dont il voyait les représentants les plus typiques dans l'Allemagne et l'Angleterre. Lénine ne reconnaissait pas – selon Gorter – que la petite paysannerie ferait défaut en Europe occidentale en tant que facteur révolutionnaire, car le nombre de petits paysans y était en comparaison insignifiant, et l'importance et l'étendue de la grande propriété foncière y étaient en comparaison faibles.

« En général, l'importance des paysans pauvres comme facteur révolutionnaire diminue en allant de l'est vers l'ouest. Dans des parties de l'Asie, de la Chine et de l'Inde, cette classe serait absolument déterminante, si une révolution y éclatait. En Russie, elle représente pour la révolution un facteur indispensable et essentiel. En Pologne et dans quelques autres états de l'Europe du Sud-est et du Centre, elle est encore un atout important *pour* la révolution, mais ensuite plus on va vers l'ouest, plus on la voit se dresser de manière hostile *face* à la Révolution. »⁴⁵

Tandis qu'en Russie, l'armée innombrable des paysans pauvres se tenait aux côtés du prolétariat quantitativement peu significatif, le prolétariat ouest-européen ne pouvait compter au mieux que sur une très mince couche de la classe moyenne inférieure dans la révolution. « Le prolétariat en Europe occidentale est seul »⁴⁶. On ne peut placer aucun espoir sur l'importante couche sociale de la classe moyenne (propriétaires de magasins, artisans, fonctionnaires et employés subalternes), qui lui est objectivement proche, car elle ne balance pas – comme l'affirme Lénine – entre le capital et les ouvriers. Les intérêts de la plus grande partie de la classe moyenne étaient liés de manière encore plus diverse et plus étroite aux intérêts du grand capital⁴⁷ que ceux de la petite paysannerie. En outre, il

⁴³ *Ibidem*, p. 417.

⁴⁴ D'abord paru dans une série d'articles dans le "KAZ" de Berlin ("KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 121 sq.), et ensuite sous forme de brochure : Herman Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin. Eine Antwort auf Lenins Broschüre : Der Radikalismus, eine Kinderkrankheit des Kommunismus* [Lettre ouverte au camarade Lénine. Une réponse à la brochure de Lénine : La maladie infantile du communisme, le gauchisme], Berlin sans date (1920).

⁴⁵ *Ibidem*. Mot souligné dans l'original.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 11.

⁴⁷ Hermann Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin*, p. 51 sq.

fallait prendre en compte, selon Gorter, que le prolétariat ouest-européen n'était pas seulement isolé, mais qu'il faisait face à un capitalisme incomparablement plus développé et mieux organisé que les vestiges de despotisme asiatique et d'un régime féodal en putréfaction auxquels le prolétariat et la petite paysannerie russes avaient été opposés durant la révolution⁴⁸. Sur la base de ces différences, la tactique préconisée par Lénine était assurément la seule juste pour la Russie, mais en revanche elle était fondamentalement erronée pour le prolétariat de l'Europe de l'Ouest. Étant donné que le prolétariat ouest-européen n'avait d'aide à attendre de nulle part, il s'ensuivait la conséquence tactique qu'il ne devait compter que sur sa propre énergie et sa spontanéité, que, dans la révolution, l'importance de la masse prolétarienne devait être plus grande, et l'importance des chefs plus petite, que dans la révolution russe : « Le prolétariat, presque désarmé, seul, sans aide, opposé à un capitalisme aussi unifié, cela signifie en Allemagne : tous les prolétaires sont, dans leur grande majorité, des combattants conscients »⁴⁹. La méconnaissance de l'isolement du prolétariat en Europe occidentale, et de l'hostilité déterminée de toutes les autres classes sociales à l'égard de la révolution, était également, d'après Gorter, à la base de la tactique du travail dans les institutions réactionnaires des syndicats et du parlement. Lénine comptait sur des déchirures dans les groupes bourgeois et petits-bourgeois, il s'engageait par conséquent dans des compromis et avait uniquement la quantité de ses partisans à l'esprit au lieu d'élever leur qualité jusqu'à la conscience de classe la plus claire par le travail dans des organisations purement prolétariennes, les organisations d'entreprise, et à l'extérieur de l'institution réactionnaire du parlement. Avec l'exigence d'une séparation spirituelle du prolétariat d'avec la bourgeoisie comme condition indispensable pour la réussite de la révolution dans les conditions spécifiques de l'Europe occidentale, Gorter reprenait le leitmotiv de ses écrits d'avant-guerre dans un contexte nouveau. Il résumait ainsi son argumentation sous une forme extrêmement plus concise et plus claire :

1. La tactique de la révolution occidentale doit être toute autre que celle de la révolution russe;
2. Car le prolétariat est ici tout seul ;
3. Le prolétariat doit donc faire ici la révolution contre toutes les classes ;
4. L'importance des masses prolétariennes est par conséquent relativement plus grande, celle des chefs plus faible qu'en Russie ;
5. Et le prolétariat doit donc avoir les toutes meilleures armes pour la révolution;
6. Comme les syndicats sont des armes défectueuses, il faut les remplacer par, ou les transformer en des organisations d'entreprise, qui sont réunies en fédération.
7. Comme le prolétariat doit faire seul la révolution et qu'il ne dispose d'aucune aide, il doit s'élever très haut en conscience et en courage. C'est pourquoi il est préférable qu'il n'utilise pas le parlementarisme dans la révolution.⁵⁰

⁴⁸ « Si l'on va de l'est de l'Europe à l'ouest, on traverse, à un certain endroit, une frontière économique. Elle est tracée de la Baltique à la Méditerranée, à peu près de Danzig à Venise. C'est la ligne de partage de deux mondes. À l'ouest de cette ligne, le capital industriel, commercial et bancaire, unifié dans le capital financier développé au plus haut degré, domine presque absolument. Le capital agraire même est subordonné à ce capital ou a déjà dû s'unir à lui. Ce capital est hautement organisé et se concentre dans les plus solides gouvernements et États du monde. À l'est de cette ligne n'existe ni cet immense développement du capital concentré de l'industrie, du commerce, des transports, de la banque, ni sa domination presque absolue, ni, par conséquent, l'État moderne solidement édifié. » Hermann Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin*, p. 17 sq.

⁴⁹ *Ibidem*, p. 13.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 88.

Dans l'argumentation de Gorter, on avait la pure continuation de la conception développée avant la guerre mondiale par l'extrême-gauche de la social-démocratie selon laquelle la révolution ne pouvait être l'œuvre que de l'activité autonome directe, de la spontanéité, des masses des ouvriers industriels modernes. Depuis la Révolution russe, Gorter voyait dans les conseils ouvriers la forme dans laquelle la volonté révolutionnaire des masses devait s'organiser et qui était propre à garantir un maximum de formation démocratique de la volonté dans un État prolétarien. Son radicalisme démocratique-prolétarien, sa prise au sérieux de l'idée des conseils et de l'idée de la révolution prolétarienne mondiale, faisait de lui, à côté de Rosa Luxemburg, le premier critique communiste de la Révolution russe⁵¹.

Gorter avait connu, avant la conclusion de sa "Lettre ouverte", l'adoption des 21 conditions du II^e Congrès mondial du Komintern, et donc l'acceptation internationale de la tactique de Lénine et du CEIC; il regretta que les représentants de l'Europe occidentale au Congrès « se soient laissé aveugler par l'éclat de la Révolution russe », mais il s'écria aussitôt : « Bien, nous allons donc reprendre le combat dans la III^e Internationale »⁵². Cette tentative dura jusqu'à l'exclusion du KAPD hors du Komintern en juillet 1921, elle conduisit, entre autres, à un voyage à Moscou de Gorter et à une explication personnelle avec Lénine et avec les chefs du Komintern en novembre 1920, et elle se termina avec la constitution d'une Internationale communiste de gauche, dont Gorter fut le théoricien⁵³. Il déclara désormais que toute la tactique de Moscou depuis la mi-1919 était « une retraite stratégique-politique de la Russie »; que sa situation était devenue si précaire en 1919 que les Russes n'avaient aperçu qu'un seul moyen pour sauver leur révolution : d'attirer à eux des masses les plus vastes possibles, même non communistes, qui s'opposeraient à l'attaque du capital ouest-européen; ce compromis avec les masses au détriment du principe avait constitué le rejet de la révolution en Allemagne, le premier pas obligatoire vers la révolution mondiale : « Ce qui avait été projeté pour sauver la Russie fut en même temps la ruine de la révolution allemande »⁵⁴.

4. La tendance du national-bolchevisme de Hambourg

Les radicaux hambourgeois regroupés autour de Heinrich Laufenberg et de Fritz Wolffheim avaient, déjà pendant la guerre mondiale, une position à part dans l'opposition en raison de l'orientation nationale de leurs réflexions relatives à la politique étrangère¹.

⁵¹ Les communistes de gauche néerlandais ont finalement cherché les débuts du stalinisme dans la tactique de Lénine et des bolcheviks, laquelle est entrée en vigueur de manière obligatoire pour tous à partir du II^e Congrès du Komintern : « Sa tâche historique, en tant que chef du parti bolchevik, était de relever la Russie de sa forme de production primitive et agraire à l'industrialisation au moyen d'une dictature sociale et politique qui conduisit au socialisme d'État. Et parce qu'il ne connaissait le capitalisme que de l'extérieur et non pas de l'intérieur, il crut pouvoir libérer les travailleurs du monde entier en en faisant les cohortes disciplinées du "parti communiste". Ils n'avaient plus qu'à suivre dès lors l'exemple russe... La politique de Lénine a, logiquement, par la suite abouti en Russie au stalinisme. ». Anton Pannekoek, *La politique de Gorter*, loc. cit, p. 14.

⁵² Hermann Gorter, *Offener Brief*, p. 80.

⁵³ Voir plus loin le paragraphe sur la KAI.

⁵⁴ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 232.

¹ Le national-communisme hambourgeois est la branche du communisme de gauche allemand qui est présentée le plus fréquemment jusqu'à présent. Pour la position et le rôle des communistes hambourgeois regroupés autour de Laufenberg et de Wolffheim dans l'histoire du national-bolchevisme allemand, voir Otto Ernst Schüddekopf, *Linke von rechts. Die nationalrevolutionären Minderheiten und der Kommunismus in der Weimarer Republik* [La gauche de droite. Les minorités national-révolutionnaires et le communisme dans la République de Weimar], Stuttgart 1960, p. 107-130 ; en outre : Karl O. Paetel, *Versuchung oder Chance ? Zur Geschichte der deutschen*

Contrairement à l'internationalisme conséquent des ISD, puis des IKD, ils défendaient le principe fondamental suivant de la politique de guerre :

« Dans la mesure où l'économie sociale n'est pas la *fonction d'exploitation* de la minorité, mais où elle est la *fonction vitale* de l'ensemble, il en résulte pour le prolétariat un intérêt naturel à sa conservation. Le prolétariat doit résister au fait que des domaines économiques intégrés soient dépecés, que des économies hautement développées tombent sous la domination d'économies moins développées. Il doit résister au fait que le droit à l'indépendance nationale qu'il reconnaît à toutes les nations soit violé dans sa propre nation. Il en résulte que, dans les cas de guerre qui menacent l'économie dans sa fonction vitale, le prolétariat se soumettra militairement au haut commandement correspondant. »²

Laufenberg et Wolffheim distinguaient donc entre la soumission militaire du prolétariat et sa soumission politique; ils rejetaient cette dernière et ils reprochaient au SPD sa politique de "paix civile". Pendant les événements révolutionnaires eux-mêmes, ils se firent tous les deux connaître avec cette idée que l'on devait laisser le peuple sous les armes et mener, en alliance avec l'Union soviétique, une guerre populaire révolutionnaire contre les puissances impérialistes de l'Entente³. Fasciné par cette idée, Laufenberg intervint, durant son activité de président du conseil ouvrier de Hambourg, de novembre 1918 à janvier 1919, contre toutes les démarches qui aurait pu provoquer une guerre civile en Allemagne, avec l'objectif de ne pas disperser les forces militaires contre l'Entente. Avant la signature du traité de Versailles entre les puissances de l'Entente et l'Allemagne, Laufenberg et Wolffheim entreprirent encore une fois en mai 1919, en raison de leurs prémisses nationales-bolcheviques, une agitation violente contre la signature du traité⁴. Du reste, l'agitation nationale-bolchevique prit jusqu'en novembre 1919 complètement la seconde place derrière la propagande en faveur de l'organisation d'entreprise révolutionnaire, et donc du programme syndical du communisme de gauche allemand. C'est pourquoi, Laufenberg et Wolffheim ne furent pas attaqués par la centrale, lors du II^o Congrès du KPD(S), à cause de leurs idées nationales-bolcheviques⁵, mais à cause de leur "syndicalisme révolutionnaire", c'est-à-dire de leur propagande unioniste. Le programme national-bolchevik fut diffusé par les deux Hambourgeois immédiatement après leur exclusion de KPD(S), dans l'intention de pouvoir unifier sous ces mots d'ordre les

Nationalbolschevismus [Tentation ou chance ? Contribution à l'histoire du national-bolchevisme allemand], Göttingen 1965, p. 36-53. Le paragraphe qui va suivre se limite - pour autant qu'il n'y ait pas dans les présentations existantes d'inexactitudes à corriger et de compléments à ajouter - à l'analyse de la position de la minorité national-bolchevique dans le communisme de gauche allemand et dans le KAPD.

² Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Demokratie und Organisation, Grundlinien proletarischer Politik* [Démocratie et organisation, lignes fondamentales de la politique prolétarienne], Hambourg 1915, p. 44. Les mots soulignés le sont dans le texte original.

³ Voir à ce sujet Karl O. Paetel, *opus cité*, p. 38 sq. ; et O. E. Schüddekopf, *opus cité*, p. 108 sq.

⁴ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 17 : *Wir klagen an !* [Nous accusons !] ; *ibidem*, n^o 18 : *Die Friedenskatastrophe der deutschen Regierung* [La catastrophe de la paix du gouvernement allemand].

⁵ *Anders die Darstellung bei Ruth Fischer, Stalin und der deutsche Kommunismus. Der Übergang zur Konterrevolution* [Une interprétation différente chez Ruth Fischer, Staline et le communisme allemand. Le passage à la contre-révolution], Francfort/Main 1948, p. 144, qui rapporte la discussion du II^o Congrès : « Elle tournait autour de trois questions fondamentales : premièrement, la liquidation du national-bolchevisme de Wolffheim-Laufenberg qui avait déjà été décidée pour l'essentiel avant le Congrès, mais dont les répercussions provoquèrent un ton haineux dans la discussion... ». Dans le même sens, Karl o. Paetel, *opus cité*, p. 46 ; les deux exposés surestiment l'importance du national-bolchevisme dans la discussion à l'intérieur du KPD(S) ; elle ne cessa complètement qu'après le II^o Congrès et par suite de l'exclusion de novembre 1919 ; c'était en fait la question syndicale qui faisait l'objet principal de la discussion interne au parti depuis le Congrès constitutif.

oppositionnels exclus⁶. C'est le 3 novembre 1919 que parut "La première adresse communiste au prolétariat allemand" de Laufenberg et Wolffheim comme supplément à la KAZ de Hambourg⁷; elle posait l'alternative : "Guerre populaire révolutionnaire ou guerre civile contre-révolutionnaire?". Elle attaquait sous la forme la plus vive l'acceptation du traité de Versailles par le gouvernement allemand, qu'elle accusait de trahison nationale sur ordre du capital allemand. La politique capitaliste n'était encore pensable présentement en Allemagne que sous la condition « que les capitalistes d'Allemagne se transforment en agents du capital financier de la Société des Nations, qu'ils agissent, par l'intermédiaire de leurs organes d'État, pour collecter l'argent versé pour meurtre, argent qu'ils remettent aux États de la Société des Nations »⁸. La lutte contre la domination étrangère était par conséquent, dans la situation de ce moment-là, en même temps la lutte contre le capital allemand. Tant que le capital allemand, appuyé sur la force militaire, posséderait le pouvoir en Allemagne, il y aurait une situation de guerre civile en raison de la paupérisation réelle du prolétariat. Ce n'est qu'après la victoire de la révolution sociale, après l'imposition de la dictature du prolétariat sur la vaste base de la majorité du peuple, que cette situation de guerre civile prendrait fin et que l'on pourrait passer à la guerre populaire révolutionnaire contre les impérialistes occidentaux. À cet instant-là,

« où il s'agit de mener la guerre contre l'étranger, la classe dominante, c'est-à-dire la classe ouvrière, est précisément intéressée de manière décisive à la paix à l'intérieur. Et sous la condition que la bourgeoisie reconnaisse sans restriction la prise de pouvoir réalisée par le prolétariat, la dictature prolétarienne ne serait pas moins intéressée à l'instauration d'une paix civile révolutionnaire pour l'époque de la guerre vers l'extérieur que Guillaume II autrefois pour la raison inverse. »⁹

Laufenberg et Wolffheim provoquèrent il est vrai avec ces thèses une certaine confusion parmi les oppositionnels communistes mais ils ne réussirent pas à gagner à ces conceptions ne serait-ce que des fractions notables de l'ensemble de l'opposition. Ils cédèrent au contraire leur rôle jusqu'alors incontesté de porte-parole de toute l'opposition à l'organisation de Brême et ils ne participèrent même pas directement à la fondation du KAPD en avril 1920¹⁰. Plus il devint manifeste qu'ils luttèrent pour leur place perdue dans le KAPD, et plus ils amalgamaient de manière grotesque leurs thèses nationales-bolcheviques avec leur polémique, très teintée d'attaques personnelles, contre Paul Levi, le président de la centrale du KPD(S). En avril 1920 déjà, Wolffheim tenta d'expliquer que Levi – soudoyé par l'argent anglais – « était le Judas de la révolution allemande »¹¹. Cette affirmation fut réitérée sous une forme plus précise dans l'Appel lancé en mai 1920 par

⁶ Voir "Der Kommunist" (Brême), 2^e année (1920), n^o 2 : « L'Adresse devrait être le drapeau autour duquel l'Opposition du KPD devrait se rassembler contre la "Centrale", ... c'est ce que déclarèrent certains partisans de l'Adresse de Hambourg ».

⁷ Voir "KAZ" (Hambourg), 1^{er} année (1919), n^o 158 ; également comme brochure indépendante : Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Revolutionärer Volkskrieg oder konterrevolutionärer Bürgerkrieg ? Eine Kommunistische Adresse an das deutsche Proletariat* [Guerre populaire révolutionnaire ou guerre civile contre-révolutionnaire ? Une adresse communiste au prolétariat allemand], Hambourg 1919.

⁸ "KAZ" (Hambourg), 1^{er} année (1919), n^o 143, supplément.

⁹ *Ibidem*.

¹⁰ "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 19/20 : *Wolffheim und Laufenberg waren auf dem Gründungskongress nicht persönlich anwesend* [Wolffheim et Laufenberg n'étaient pas personnellement présents lors du Congrès constitutif] ; voir aussi la note étonnamment maigre dans la "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 53, sur la fondation du parti à Berlin.

¹¹ "KAZ" (Hambourg), 2^e année (1920), n^o 56 : *Englische Lockspitzen finanzieren den deutschen Bürgerkrieg* [Des agents provocateurs anglais fiancent la guerre civile allemande].

Laufenberg et Wolffheim¹². On reprochait à Levi d'avoir publié, après une conférence d'octobre 1918, malgré la décision contraire de la majorité des représentants de "Spartacus" présents, un tract dans lequel on appelait à la désertion des fronts; cet acte de Levi aurait empêché que la guerre impérialiste ait pu se transformer en guerre révolutionnaire; la glorification des déserteurs en héros de la révolution « décida de l'effondrement du front et par-là de la victoire des représentants les plus forts du capital financier anglo-américain »¹³. Les deux auteurs du national-bolchevisme ne s'en tinrent pas à cette affirmation. Levi avait « poignardé le front allemand »¹⁴, mais ils allèrent jusqu'à l'antisémitisme ouvert en qualifiant Levi d'agent du capital financier juif international qui, en tant que tel, devait nécessairement mener une politique nationalement subversive¹⁵. Laufenberg et Wolffheim étaient déjà, dans cette phase de leur agitation qui anticipait les slogans ultérieurs des nationaux-socialistes, complètement isolés dans le KAPD. Ils furent exclus par le II^o Congrès du KAPD en août 1920¹⁶ et ils formèrent en septembre à Hambourg une "Ligue communiste" qui reconnaissait dans ses statuts¹⁷ l'AAU et la "Fédération pour l'étude du communisme allemand" comme des mouvements de même orientation. Ils n'avaient plus de partisans dans l'AAU, et dans la "Fédération pour l'étude du communisme allemand", un petit cénacle secret, ils continuaient à poursuivre leurs objectifs « avec des officiers et des propriétaires fonciers »¹⁸. Les porte-parole éminents du communisme de gauche allemands jusqu'au II^o Congrès du KPD(S) s'étaient retirés de la scène.

Le tournant soudain effectué par Laufenberg et Wolffheim vers la propagande national-bolchevique au début de novembre 1919 facilita considérablement à la centrale du parti sa polémique contre son opposition de gauche. August Thalheimer déclara en février 1920 que, pour ce qui concerne la nécessité de tracer une ligne de démarcation avec l'opposition, cette tâche avait été grandement facilitée par l'évolution que la tendance Laufenberg-Wolffheim avait prise¹⁹. Il fut le premier avec Karl Radek à demander, pour la centrale, des comptes au national-bolchevisme dans l'opposition. Après l'Appel de mai, Thalheimer soumit le national-bolchevisme à une analyse de fond dans une série d'articles de la "Rote Fahne"²⁰ et il le caractérisa, entre autres, comme « une voie qui menait aussi vers Hindenburg »²¹. Il démontra dans le détail que la conception de la "guerre populaire révolutionnaire" de Laufenberg et de Wolffheim ne pouvait se réclamer ni de Marx ni de Lénine. Lénine lui-même apporta finalement un démenti aux Hambourgeois dans sa discussion avec le communisme de gauche²²; il parla des thèses hambourgeoises comme des « absurdités scandaleuses du national-bolchevisme (de Laufenberg entre autres) »²³.

¹² Appel paru sous le titre : Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus. Eine reinliche Scheidung* [Communisme contre spartakisme. Un divorce clair et net], Hambourg 1920.

¹³ *Ibidem*, p. 3.

¹⁴ Textuellement, *ibidem*.

¹⁵ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 61 : *Paole Zion*.

¹⁶ Tout le congrès s'est déroulé sous le signe de l'affrontement avec le national-bolchevisme ; c'est Arthur Goldstein qui fit l'exposé pour le Centre berlinois du KAP sur "Nation et lutte de classe" (*Procès-verbal du I^o Congrès régulier du KAP*, p. 7-23), et c'est Laufenberg qui fit l'autre exposé sur ce sujet (*ibidem*, p. 25-53). Voir la discussion des exposés, *ibidem*, p. 55-64.

¹⁷ Voir les Statuts dans "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 77.

¹⁸ Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 126.

¹⁹ *Rapport sur le III^o Congrès du KPD(S)*, p. 19.

²⁰ "Die Rote Fahne" (3^o année (1920), n^o 73 sq. ; les articles sont résumés dans : Karl Radek/August Thalheimer, *Gegen den Nationabolschevismus* [Contre le national-bolchevisme], Berlin 1920, p. 18 ; August Thalheimer, *Kommunismus, Nation und Krieg* [Communisme, nation et guerre].

²¹ *Ibidem*, p. 34 sq.

²² W. I. Lenin, *Der "linke Radikalismus", die Kinderkrankheit des Kommunismus*, (*opus cité*).

²³ *Ibidem*, p. 444.

Placer la revendication de la libération de la paix de Versailles, en tant que tâche la plus importante et la plus immédiate du prolétariat, avant la revendication de la libération des autres pays opprimés par l'impérialisme, c'était « du nationalisme petit-bourgeois..., mais pas de l'internationalisme révolutionnaire »²⁴. Avec cette condamnation de Lénine, disparaissait la condition la plus importante dans le national-bolchevisme des deux Hambourgeois, à savoir la possibilité d'une alliance de l'Allemagne révolutionnaire avec l'Union soviétique, et la base de leur agitation leur fut définitivement enlevée.

La polémique de la centrale du KPD(S) essaya sans cesse de faire porter la responsabilité de l'agitation national-bolchevique d'abord à toute l'opposition, puis à tout le KAPD²⁵. Elle invoqua le fait que l'Adresse de novembre 1919 avait paru « sur les instructions du groupe local de Hambourg du KPD » comme supplément à l'organe de l'opposition hambourgeoise et que l'Appel de mai 1920 avait paru « sur les instructions de la première Conférence de région de la région Nord du KAP ». En réalité, Laufenberg et Wolffheim réussirent à attirer à eux de petits contingents dans les rangs de l'opposition et du KAPD, assurément plus à cause de la popularité qu'ils avaient gagnée durant la guerre et dans la révolution qu'avec leurs arguments nationaux-bolcheviques. L'organisation hambourgeoise ne resta en aucun cas unanime derrière ses porte-parole. À la fin décembre (1919), la plupart des districts du Grand-Hambourg s'étaient exprimés contre le côté formel de la parution de l'Adresse²⁶. Laufenberg et Wolffheim l'avaient fait paraître comme supplément à la KAZ de Hambourg sans en avoir parlé auparavant aux membres. Mais le contenu de cette Adresse était également rejeté par plusieurs districts; le district d'Uhlenhorst déclarait par exemple :

« L'assemblée repousse comme incompatible avec ses principes communistes et comme une politique erronée la conception qui s'exprime dans l'Adresse ..., selon laquelle, pour cette guerre [avec l'Entente], la conclusion d'une paix civile avec la bourgeoisie allemande est non seulement possible mais nécessaire et extrêmement souhaitable. »²⁷

C'est donc dans leur propre région que s'éleva à la fin de 1919 l'opposition au programme des nationaux-bolcheviks hambourgeois. Pannekoek écrivit le 19 décembre 1919, dans un article signé Horner, paru dans la KAZ de Hambourg, que les camarades hambourgeois faisaient fausse route; ils avaient cherché des alliés dans le camp des ennemis de classe et de ce fait ils s'étaient égarés dans ce camp²⁸. Les oppositionnels de Brême s'opposèrent au début de janvier 1920 aux communistes nationaux de Hambourg et ils se joignirent pour l'essentiel à la critique de Thalheimer et de Pannekoek²⁹. Ils constatèrent que, en particulier maintenant, au tournant de l'année, le contenu de l'Adresse était discuté et que presque toute l'opposition, placée devant le choix « entre la centrale théoriquement et pratiquement défectueuse, organisationnellement maladroite et moralement contestable, et le couple de papes infaillibles des romantiques nationaux hambourgeois »³⁰, s'était

²⁴ *Ibidem*, p. 445.

²⁵ Voir par exemple August Thalheimer, *loc. cit.*, p. 19 : « Le KAPD porte donc l'entière responsabilité de cette manifestation, et même le retrait ultérieur de cette dernière n'y changera rien aussi longtemps que le parti ne coupera toute relation organisationnelle avec ceux qui la représentent, ou également qui, sans s'y reconnaître, agissent dans cet esprit ».

²⁶ «Der Kommunist» (Brême), 2^o année (1920), n^o 2 : *Die Genesung der KPD* [La guérison du KPD].

²⁷ «KAZ» (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 205.

²⁸ «KAZ» (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 197.

²⁹ «Der Kommunist», 2^o année (1920), n^o 1 : Frits Sturm : *Nationalkommunistische Romantik* [Romantisme national-communiste].

³⁰ «Der Kommunist» (Brême), 2^o année (1920), n^o 2.

déterminée en faveur de la centrale. Laufenberg et Wolffheim ne participèrent pas non plus directement à la constitution du KAPD, bien qu'ils aient naturellement adhéré à la nouvelle organisation de l'opposition communiste pour laquelle ils avaient milité depuis longtemps. Ce qui compta tout d'abord pour la direction berlinoise du KAP, c'est le souci de cohésion organisationnelle du nouveau parti, et elle évita de rompre, à la satisfaction du KPD(S), avec les déviationnistes de gauche regroupés autour de Rühle et avec l'aile droite gravitant autour de Laufenberg³¹. Mais dès le 29 mai 1920, une session du Comité Central du KAP prit vivement position contre l'Appel de mai des Hambourgeois³². Dans une série d'articles, la KAZ de Berlin clarifia fondamentalement en mai (1920) sa position par rapport au national-bolchevisme³³; Arthur Goldstein apparut en particulier comme l'expert du centre berlinois du KAP dans les questions du national-bolchevisme, il lutta contre lui avec des brochures et il le condamna au II^o Congrès du KAP en août dans son rapport principal³⁴. Il reconnaissait comme un service rendu par Laufenberg et Wolffheim d'avoir attirer l'attention sur les conséquences du traité de Versailles avec plus d'insistance que cela n'avait été fait dans le KPD(S), mais il rejetait inconditionnellement en particulier leurs idées de « paix civile révolutionnaire avec la bourgeoisie ». Conformément à une recommandation de Pannekoek, la tendance du national-bolchevisme hambourgeois fut exclue lors du II^o Congrès du KAPD.

En dehors de Hambourg, l'agitation nationale-bolchevique n'eut qu'un succès ponctuel et éphémère dans le KAPD³⁵; Laufenberg et Wolffheim réussirent à intéresser provisoirement à leurs idées des publics plus grands au cours de leurs tournées de conférence; mais ils ne trouvèrent pas de partisans durables³⁶. Le seul porte-parole connu du communisme de gauche qui se joignit à eux et tenta d'agir dans leur sens à Berlin fut Friedrich Wendel³⁷. Wendel était avec Karl Schröder, depuis le Congrès de Heidelberg, l'un des porte-parole les plus connus des oppositionnels berlinois et il faisait partie de la direction de la rédaction de la KAZ de Berlin. Après qu'une conférence de la région économique du Grand-Berlin du KAP eut déclaré au début de juin 1920 le national-bolchevisme incompatible avec le programme d'un parti révolutionnaire prolétarien, Wendel se sépara – manifestement pas tout à fait volontairement³⁸ – de la rédaction de la KAZ de Berlin à cause de ses sympathies publiques pour les Hambourgeois³⁹. Il tenta de travailler encore pendant deux mois dans le KAP de Berlin contre la résolution du parti selon laquelle « toute propagande de l'idée nationale et toute tentative de la ressusciter »⁴⁰ étaient interdites; le 13 août 1920, Wendel – comme Wolffheim et Laufenberg, l'un des orateurs les plus précoces et les plus populaires du communisme de gauche – sortit du KAPD, et il

³¹ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 103.

³² "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 100.

³³ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 99-101 : *Der Nationalbolschewismus der KAPD*.

³⁴ Voir *Procès-verbal du I^o Congrès régulier du KAP*, p. 7-23 ; voir aussi sa brochure : Arthur Goldstein, *Nation und Internationale. Eine kritische Auseinandersetzung mit dem Hamburger Kommunismus* [Nation et Internationale. Une discussion critique avec le communisme hambourgeois], Berlin 1920 ; voir aussi concernant ce texte O. E. Schüddekopf, *opus cité*, p. 127 sq.

³⁵ C'est ainsi que le "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 114 relate le succès considérable qu'on eut Laufenberg et Wolffheim dans le groupe local de Francfort/Main après une visite en juillet 1920.

³⁶ L'hypothèse d'O. E. Schüddekopf (*Linke Leute* [Gens de gauche], p. 108) selon laquelle une histoire du KAP montrerait la force considérable des courants nationaux-communistes dans le parti ne se confirme pas avec cela.

³⁷ Il faudrait en tout cas nommer encore Otto Lindemann, un officier qui se joignit à Laufenberg et Wolffheim, qui agit à Gotha et qui rédigea un texte militaire qui allait dans leur sens et qui a été publié par eux : Otto Lindemann, *Das revolutionäre Heer* [L'armée révolutionnaire], Hambourg 1920.

³⁸ Voir sa Lettre dans : "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 66 : *Was wird aus der KAPD ?* [Que va devenir le KAPD ?].

³⁹ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 112.

⁴⁰ "KAZ" (Hambourg), 2^o année (1920), n^o 12.

alla immédiatement au SPD, dont il resta un partisan jusqu'à sa mort (1960). Laufenberg disparut pendant près de quatre années de la scène politique et il réapparut encore une fois localement à Hambourg dans les désarrois inflationnistes à la fin de 1923 comme organisateur de soi-disant "communautés d'approvisionnement" qui poursuivaient l'objectif de procurer des vivres à bon marché aux sans-travail, aux pensionnés sociaux et aux retraités; il se remémora du reste les origines chrétiennes de sa carrière politique et il tenta d'effectuer une synthèse entre socialisme et christianisme⁴¹. Il rejeta jusqu'à la fin de sa vie (1932) toute relation avec les nationaux-socialistes, tandis que Wolffheim appartient supposément au cercle de Strasser du NSDAP; Wolffheim mourut dans un camp de concentration⁴².

5. La tendance syndicaliste révolutionnaire de la Saxe orientale

L'idée de l'organisation unitaire eut dans le communisme de gauche allemand un nombre de partisans incomparablement plus important que le national-bolchevisme hambourgeois; elle découlait directement d'une cause importante de la naissance de cette ligne de tradition radicale de gauche, à savoir de la critique de la structure bureaucratiquement ossifiée des vieilles organisations ouvrières, tandis que les conceptions du national-bolchevisme furent apportées au mouvement radical de gauche pour ainsi dire de l'extérieur. La revendication, selon laquelle devait être abolie la division traditionnelle du mouvement ouvrier en organisation du parti et en organisation du syndicat, était déjà contenue avant la guerre mondiale dans l'agitation de Friedeberg et elle fut examinée avec soin par Rosa Luxemburg; dans la dernière année de guerre, les radicaux de gauche de Brême devinrent les porte-parole littéraires de l'idée de l'organisation unitaire, idée qui était supposée naître spontanément dans les mouvements de grèves de masse, et les IKD poursuivirent sa propagande; à partir de 1919, Otto Rühle, ancien leader des IKD de Dresde, était devenu dans la zone étroite de la région économique de la Saxe orientale du KPD(S) le porte-parole de l'idée de l'organisation unitaire. Son organe de presse était l'ancienne feuille des IKD de Dresde, "Der Kommunist", qui parut jusqu'à la fondation de l'AAUE à la fin de 1921. À Berlin, Franz Pfemfert agissait dans le même sens que Rühle à travers son journal "Die Aktion". Pfemfert avait continué pendant la guerre son programme du "radicalisme honnête", sous le signe duquel il avait fondé son journal. "Die Aktion" put continuer à paraître durant les années de guerre à condition de ne publier que des articles de style journalistique littéraire, ce qui eut pour conséquence que Pfemfert regroupa autour de sa feuille les expressionnistes les plus renommés entre 1914 et 1918. Avec une partie du cercle d'intellectuels et d'artistes gravitant autour de "Die Aktion", il fonda en 1915 à Berlin un "Parti Socialiste Anti-national" (ASP), dont l'activité illégale consista en particulier dans la critique de la "trahison" de la social-démocratie en août 1914¹. En avril 1918, Pfemfert publia sous la forme d'une brochure un recueil de sa critique du SPD, se

⁴¹ Voir "Die Aktion", 14^e année (1924), n° 2. Laufenberg présidait à cette époque-là un "Bund für deutschen Aufbau" [Ligue pour la révolte allemande] et il publiait en tant que son organe la feuille "Wege und Ziel" [Moyens et objectif].

⁴² Voir O. E. Schüddekopf, *Linke Leute*, p. 433.

¹ Voir L'Appel de l'ASP dans : "Die Aktion", 8^e année (1918), n° 45/46. Cet Appel est signé entre autres par Albert Ehrenstein, Karl Otten, Hans Siemsen et Carl Zuckmayer.

référant à Rosa Luxemburg, des dernières années de l'avant-guerre². Le groupe de l'ASP se solidarisa aussitôt après le 9 novembre 1918 avec la Ligue-"Spartacus" dans laquelle Pfemfert voyait au début l'organisation révolutionnaire qu'il avait réclamée avant la guerre comme « parti syndicaliste révolutionnaire »³. Il déploya au cours des premiers mois de la révolution une vive activité, dans sa revue et dans des conférences, contre la convocation de l'Assemblée nationale⁴. Le groupe de l'ASP fut dissout dans le KPD(S); après le début du cours de Levi dans le parti, Pfemfert fit partie de l'opposition de gauche. À l'appui de ses principes communistes de gauche, il se réclamait en particulier des Notes de prison de Karl Liebknecht des années 1916-17 qu'il publia en premier⁵, et de la résolution anti-parlementaire du congrès constitutif du KPD(S). Pfemfert voyait dans la nouvelle évolution du PC à partir du Congrès de Heidelberg la « banqueroute du KPD »⁶; pour lui, le mot d'ordre de la Ligue-"Spartacus": « Tout le pouvoir aux conseils! » était toujours valable en janvier 1920 :

« Tout le pouvoir aux soviets! Cela signifie : suppression du système des fonctionnaires, élimination des politiciens professionnels qui agissent contre la volonté du prolétariat, renvoi des parlementaires. Cela signifie : *décentralisation*, cela signifie destruction de l'obéissance aveugle sociale-démocrate, cela signifie déchaînement de toutes les forces révolutionnaires qui ont été réprimées pendant 40 ans dans le prolétariat allemand, cela signifie en fin de compte : coup de grâce aux *syndicats* et aux *partis* gérés de manière centraliste. »⁷

Après l'exclusion définitive des régions oppositionnelles du KPD(S) en février 1920, Pfemfert demanda que l'on essaye dans tous les cas de renverser les chefs actuels du parti par le travail à l'intérieur de celui-ci⁸; il refusa aussi bien la reconstitution de l'ASP que l'autonomisation organisationnelle de l'opposition. Le programme du KPD(S) adopté lors du Congrès constitutif de ce parti, le seul congrès régulier jusqu'à présent des communistes allemands, était toujours valable; l'opposition devait se regrouper autour de ce programme sous le nom de "Ligue Spartacus". « Nous voulons être une ligue et non un mauvais parti politique d'affaires habituel »⁹.

Pfemfert fut en contact avec Rühle au plus tard début 1919; Rühle écrivit des articles de type pédagogique dans "Die Aktion"¹⁰ et Pfemfert recommanda dans sa revue la lecture du "Kommunist" de Dresde¹¹. C'est à partir de la fondation du KAPD en avril 1920 que la

² Franz Pfemfert, *Die Sozialdemokratie bis zum August 1914* [La social-démocratie jusqu'en août 1914], Berlin 1918 (Aktions-Verlag).

³ Voir "Die Aktion", 8^e année (1918), n° 47/48 ; 9^e année (1919), n° 2/5.

⁴ Voir "Die Aktion", 8^e année (1918), n° 47/48 ; Franz Pfemfert, *Die Nationalversammlung ist Konterrevolution* [L'Assemblée nationale est la contre-révolution].

⁵ "Die Aktion", 9^e année (1919), n° 30/31. Voir aussi : Karl Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus dem Nachlass (opus cité)* ; voir plus haut le paragraphe sur la discussion de la question de l'organisation dans la Ligue-"Spartacus".

⁶ "Die Aktion", 10^e année (1920), n° 1/2.

⁷ "Die Aktion", 9^e année (1929), n° 1/2. Les termes soulignés le sont dans l'original.

⁸ Voir sur ce point et pour la suite : "Die Aktion", 10^e année (1920), n° 11/12 : *Das Gemengsel aus Führerehrgeiz und Führerdünkel* [Un mélange d'ambition et de morgue des chefs].

⁹ "Die Aktion", 10^e année (1920), n° 11/12.

¹⁰ "Die Aktion", 9^e année (1919), n° 51/52.

¹¹ "Die Aktion", 9^e année (1919), n° 12/13. À côté de "Die Aktion" et du "Kommunist" de Dresde, il parut à partir du 15/15/1920 à Zwickau une feuille d'une tendance allant dans la même direction : "Kommunist, Arbeiter-Zeitung, Organ der KAPD und der AAU für die Bezirke Zwickau, Werdau, Glauchau und das Vogtland".

région économique de la Saxe orientale, qui était sous l'influence directe de Rühle, devint le centre de rayonnement de l'opposition de tendance syndicaliste révolutionnaire dans le parti. Lors du Congrès constitutif, Rühle et Pfemfert s'étaient opposés à l'adoption, au nom d'une nouvelle organisation, de l'idée de parti. Quatorze jours après le congrès, une conférence de la région économique de la Saxe orientale se prononça pour l'adhésion au parti, mais seulement sous réserves¹². Elle regrettait que l'on se soit réuni sous le nom d'un parti et que l'on ait ainsi retardé la clarification nécessaire, du point de vue organisationnel et technique, dans le mouvement ouvrier allemand. La conférence adjoignit à sa résolution d'adhésion la déclaration selon laquelle elle « travaillerait sans relâche et de toutes ses forces ... pour faire du KAPD un instrument révolutionnaire y compris sur le plan organisationnel et technique »¹³. La conférence justifiait ses réserves :

« Le parti en tant que structure politique d'organisation est lié, dans la légitimation historique de son existence, à la condition du parlementarisme bourgeois que nous refusons par principe à l'époque de la révolution. Si la démocratie est la forme classique de la domination bourgeoise, le parti est la forme classique de l'affirmation et de la représentation d'intérêts bourgeois. C'est pourquoi la politique de tout parti mène nécessairement à l'opportunisme et aux méthodes tactiques qui lui correspondent (négociations, compromis, réforme) que nous rejetons par principe. »¹⁴

C'est dans un résumé plus systématique qu'Otto Rühle présenta au début de mai (1920) sa conception de l'organisation qui se dessinait derrière cette justification de la négation du parti¹⁵. Dans les réflexions de Rühle, la critique de la bureaucratie et les efforts de rénovation de l'organisation du mouvement radical de gauche, avant et pendant la guerre mondiale, se poursuivaient de la manière la plus radicale. Du point de vue de Rühle, le déclin révolutionnaire du KPD(S) résultait du fait que, dans son cadre organisationnel, la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière allemande radicale n'avait pas de nouveau trouvé la forme adéquate; en lui, les énergies révolutionnaires du prolétariat avaient été de nouveau déléguées à des chefs¹⁶. Le KPD avait été le dernier parti et le KAPD ne devait pas de nouveau – sous peine de naufrage – en devenir un. La forme d'organisation authentiquement prolétarienne, qui garantirait le contenu révolutionnaire, était sur le point de naître avec les unions ouvrières.

Rühle et Pfemfert s'opposèrent, depuis la fondation du KAPD, à la direction berlinoise centraliste du parti et, dans la controverse avec cette dernière, ils se rapprochèrent dans une très large mesure des principes syndicalistes révolutionnaires. Rühle attirait l'attention sur les observations pertinentes du syndicalisme révolutionnaire à propos « de l'inanité et de la corruption croissantes de l'activité parlementaire »¹⁷ et il adhéra à leur anti-parlementarisme. Pfemfert prit la défense des syndicalistes révolutionnaires contre les invectives de la centrale du KPD(S) : « Les partis de chefs lutteront toujours contre le

¹² “Der Kommunist” (Dresde), 3^e année (1920), n^o 20 ; voir aussi : “Die Aktion”, 11^e année (1921), n^o 43/44.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ “Die Aktion”, 10^e année (1920), n^o 17/18 : *Eine neue kommunistische Partei ?* [Un nouveau Parti communiste ?] ; parut également sous forme de brochure : Otto Rühle, *Revolution ist keine Parteisache* [La révolution n'est pas une affaire de parti], Berlin 1920.

¹⁶ Voir *ibidem*, p. 5 sq.

¹⁷ *Ibidem*, p. 5.

"syndicalisme révolutionnaire", car ils luttent ainsi pour leurs places de chef »¹⁸. À côté de l'anti-parlementarisme résolu et des tendances anti-autoritaires fortement marquées, l'aile du KAPD représentée par Rühle et par Pfemfert avait en commun avec le syndicalisme révolutionnaire le principe de l'organisation unitaire et du fédéralisme extrême¹⁹. Le programme de Rühle de mai 1920 prévoyait, pour ce qui concerne la structure de l'organisation, que l'Union Ouvrière Générale devait s'organiser en groupes d'industrie, qui se soutiendraient mutuellement de manière fédérative aux échelons inférieurs et en haut simplement grâce à une sorte de système représentatif. En juillet 1920, l'aile du KAP de la Saxe orientale, qui se nomma "Ligue Ouvrière Communiste d'Allemagne", orientée de manière démonstrative contre l'idée de parti, concrétisa ses conceptions sur la structure du parti dans un projet de statuts qui devait être présenté au II^o Congrès le mois suivant. Ce projet prévoyait entre autres :

« La ligue est une organisation structurée de manière fédérative. Les membres se réunissent en groupes locaux; ceux-ci se fédèrent en régions selon leur situation géographique et leurs rapports économiques... Les régions économiques doivent de réunir une fois par an en congrès... Le congrès constitue une liaison lâche et il sert à l'échange des expériences faites. Il n'est pas habilité à prendre des résolutions contraignantes. »²⁰

Cette autonomie des régions économiques, revendiquée par ceux de la Saxe orientale, était naturellement un scandale pour le centre berlinois du parti qui voulait s'accrocher à tout prix à une direction du parti habilitée à donner des instructions. L'aile minoritaire ne s'imposa pas contre la majorité de la tendance de Berlin lors du II^o Congrès du parti et son projet ne fut pas adopté. Mais, bien que le KPD(S) ait concentré sa polémique depuis le mois d'avril de cette année sur Rühle²¹ et que le CEIC ait demandé son exclusion, le Congrès se prononça bien contre les deux nationaux-bolcheviks, mais pas contre Rühle. « Le Congrès du parti se déclare solidaire du camarade Otto Rühle et il dénie en particulier au CE le droit de s'immiscer dans les affaires internes du KAPD »²². Les impulsions fédéralistes étaient trop fortes dans le KAPD pour que l'on puisse faire tomber Rühle à cause de son fédéralisme. Le heurt direct qui mena à l'expulsion de Rühle et de Pfemfert du KAPD provint de la discussion sur l'adhésion du parti à la III^o Internationale. Après sa délégation à Moscou²³, Rühle avait rendu compte de ses expériences en Russie avec la plus lucide des indignations :

« Là-bas, on a le schéma révolutionnaire normal ... Et à quoi ressemble ce schéma normal? La révolution est l'affaire du parti. L'État est l'affaire du parti. La dictature est l'affaire du parti. Le socialisme est l'affaire du parti. Et en plus : le parti c'est la

¹⁸ "Die Aktion", 10^o année (1920), n^o 1/2. ; voir aussi à ce sujet les contributions à l'éclaircissement de la notion de "syndicalisme révolutionnaire" dans : "Die Aktion", 10^o année (1920), n^o 19/20, 29/30 : *Kommunismus gegen Syndikalismus* ?

¹⁹ Concernant le rapprochement ultérieur de cette aile du KAP du syndicalisme révolutionnaire dans le cadre de l'AAUE, voir plus haut le paragraphe correspondant.

²⁰ "Der Kommunist" (Dresde), 3^o année (1920), n^o 29.

²¹ Voir "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 65 : *Otto Rühle* ; y voir entre autres : *Wer noch der Auffassung ist dass Otto Rühle Marxist sei, der hat Marx nie begriffen* [Celui qui est encore d'avis qu'Otto Rühle est marxiste n'a jamais compris Marx]. Voir aussi : "Die Rote Fahne", 3^o année (1920), n^o 68, 71, 74, 124.

²² Voir à ce sujet la discussion dans : *Procès-verbal du I^o Congrès régulier du KAP*, p. 146 à 162 ; voir aussi "Die Aktion", 10^o année (1920), n^o 33/34.

²³ Voir plus haut le paragraphe sur le KAPD et la III^o Internationale.

discipline. Le parti c'est la discipline de fer. Le parti c'est le pouvoir des chefs. Le parti c'est la centralisation la plus stricte... Traduit concrètement, ce schéma signifie : en haut les chefs, en bas les masses. En haut : autorité, bureaucratisme, culte de la personnalité, dictature des chefs, commandement. En bas : obéissance aveugle, subordination, garde-à-vous. Un fonctionnariat multiplié. Une centrale du KPD au superlatif. »²⁴

Rühle refusait que l'on applique ce "schéma normal" russe en Allemagne et en Europe occidentale. La Révolution russe avait sauté toute une époque, celle du capitalisme; il était donc né un « socialisme politique sans base économique. Une construction théorique. Un règlement bureaucratique »²⁵. Rühle partageait avec Gorter et Schröder, les inspirateurs du centre berlinois du KAPD, l'opinion selon laquelle la révolution ouest-européenne avait ses propres conditions²⁶; mais tandis que Gorter et Schröder croyaient encore à la mi-1920 que leur parti pouvait agir à l'intérieur du Komintern dans le sens communiste de gauche²⁷, Rühle et Pfemfert refusaient déjà tous les compromis qui rendraient possible l'adhésion du KAP. Leur attitude déterminée dans la question de l'adhésion du KAP au Komintern se révéla légitime l'année suivante car ce rattachement n'était pas soutenable à long terme. Mais, à l'automne 1920, la majorité écrasante des membres du KAP – sous le charme de l'exemple révolutionnaire magnifique de la Russie – fut en faveur de l'adhésion. C'est en se servant de son état d'esprit opposé à Rühle et à Pfemfert dans cette question que les Berlinoises réussirent à les exclure à la fin d'octobre 1920²⁸.

En conséquence de quoi, l'ex-groupe régional du KAPD de Saxe orientale décida, lors d'une conférence le 5 décembre 1920, la séparation définitive d'avec le parti avec 45 voix contre 2²⁹. L'on déclara avoir simplement tiré les conséquences de la résolution de la Saxe orientale d'avril de cette même année et l'on célébra la rupture comme la victoire sur les derniers vestiges de la tradition de parti qui restaient encore attachés à l'organisation de combat. Mais l'ex-KAP de Saxe orientale s'était ainsi réduit à une force si minuscule qu'il chercha à se joindre à des organisations qui lui étaient proches. La Conférence de décembre décida d'incorporer l'ex-groupe régional du KAP dans l'AAU sous le nom de "Groupe régional communiste dans l'AAU". Cette démarche consistant à faire passer l'organisation du parti dans l'AAU était inévitablement le résultat de la tendance de Saxe orientale du KAP et en même temps le début du renforcement organisationnel de la tendance organisation unitaire dans l'AAU. De la même façon, le rapprochement avec les syndicalistes révolutionnaires était ainsi achevé; l'AAU de Saxe orientale s'associa en décembre (1920) à la FAUD(S) régionale et aux représentants de la KAJ et des sans-travail dans un "Cartel révolutionnaire de Saxe orientale".

²⁴ "Die Aktion", 10^e année (1920), n^o 37/38 : *Moskau und wir* [Moscou et nous]. Est également paru dans : "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 38.

²⁵ *Ibidem* ; voir aussi à ce sujet le chapitre "Das russische Problem" dans : Otto Rühle, *Von der bürgerlichen zur proletarischen Revolution*.

²⁶ L'on peut se passer ici d'une discussion plus détaillée de la théorie politique de Rühle, étant donné qu'il existe une excellente présentation qui intègre également les œuvres ultérieures de Rühle : Sebastian Franck, *Soziologie der Freiheit, Otto Rühles Auffassung vom Sozialismus, eine Gedenkschrift* [Sociologie de la liberté, la conception du socialisme par Otto Rühle, un texte commémoratif], Ulm/Danube 1951.

²⁷ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur le KAPD et la III^e Internationale.

²⁸ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^e année, n^o 144. Voir aussi à ce sujet "Der Kommunist" (Dresde), 3^e année (1920), n^o 46 : *Spartakus übertrumpft. Der Anfang vom Ende der KAPD* [Spartacus dépassé. Le début de la fin du KAPD].

²⁹ "Der Kommunist" (Dresde), 3^e année (1920), n^o 50 : *Die Überwindung der Partei* [Le dépassement du parti].

IX. LES ORGANISATIONS RADICALES DE GAUCHE DANS LES ACTIONS DE MASSE PROLÉTARIENNES EN 1920-21

1. L'"Armée rouge" des ouvriers de la Ruhr à la suite du putsch de Kapp en mars-avril 1920

Aucune des organisations radicales de gauche ne fut, à n'importe laquelle époque de son histoire, suffisamment forte pour pouvoir déclencher, à elle toute seule, une action prolétarienne importante ou à élever le mouvement social jusqu'à une telle action. Cependant, leur propagande joua, en particulier lors des actions de masse prolétariennes de 1920-21, un rôle qui n'est pas insignifiant; il n'est pas sans importance, pour la compréhension de ces actions et pour la compréhension de l'histoire des ces années-là de la République de Weimar, de déterminer – pour autant que ce soit possible, c'est-à-dire approximativement – la résonance en elles de ces organisations. La première action de masse qui eut une importance plus que locale se produisit, après l'arrêt de la série d'insurrections qui se prolongèrent jusqu'au milieu de 1919, pour se protéger du putsch de Kapp dans la région de la Ruhr. La position des syndicalistes révolutionnaires fortement représentés dans cette zone d'organisation et l'attitude du KPD(S) ainsi que de son opposition dans et par rapport à ces combats seront déterminées dans ce qui suit et quelques conclusions seront en particulier tirées sur la caractéristique de ce mouvement.

Le 13 mars 1920, le putsch contre-révolutionnaire sous la direction de Kapp et de Lüttwitz, soutenu par les corps francs et une partie de la Reichswehr, chassa le gouvernement social-démocrate de Berlin. Dans la région de la Ruhr, l'amertume des travailleurs à l'égard des troupes de la Reichswehr était particulièrement grande depuis que celles-ci avaient établi, sur le souhait des directions d'entreprise, leur cantonnement dans de nombreuses localités depuis le début de 1919, qu'elles avaient livré des affrontements sanglants aux ouvriers radicaux lors de grèves et des manifestations²⁶⁷. Puisque le général commandant la région militaire dont la Ruhr faisait partie, von Watter, ne prenait pas immédiatement parti contre le régime putschiste de Berlin et que certains de ses officiers sympathisaient ouvertement avec ce régime, un mouvement d'insurrection des ouvriers de la Ruhr naquit contre les troupes de la Reichswehr, considérées comme des échelons de la

²⁶⁷ Voir, à ce propos et pour la suite, le travail de Gerhard Colm, un disciple de Max Weber, *Beitrag zur Geschichte und Soziologie des Ruhr-Aufstandes vom März/April 1920* [Contribution à l'histoire et à la sociologie de l'insurrection de la Ruhr de mars/avril 1920], Essen 1921 ; Colm avait accès à un volumineux matériau d'archives et il compléta ses recherches en interrogeant personnellement des participants ; son travail est la seule étude scientifique sur l'insurrection de la Ruhr et elle n'a pas été remplacée ni guère complétée par des publications ultérieures. Voir aussi : Hans Spethmann (*Zwölf Jahre Ruhrbergbau, opus cité*) vol. II : *Aufstand und Ausstand vor und nach dem Kapp-Putsch bis zur Ruhrbesetzung* [Insurrection et grève avant et après le putsch de Kapp jusqu'à l'occupation de la Ruhr], Berlin 1928, dont la recherche a été financée par des entrepreneurs et qui a une tendance déformante correspondante, et E. Bauer (*Der Ruhraufstand von 1920* [L'insurrection de la Ruhr de 1920], Berlin 1930), une présentation officielle du KPD d'un niveau pas très élevé.

contre-révolution, mouvement qui fit boule de neige et qui conduisit à la formation d'une "Armée rouge" qui comprenait plus de 80 000 hommes²⁶⁸. Dans une large mesure indépendamment de la grève générale proclamée par l'ADGB et les autres grands syndicats d'employés et de fonctionnaires, qui débuta de manière résolue le 15 mars dans tout l'Empire et força dès le 17 du même mois le gouvernement de Kapp à la retraite, les radicaux s'armèrent dans la région de la Ruhr, ils chassèrent jusqu'au 18 mars, dans des engagements étonnamment victorieux, les troupes de l'armée et de la police de leurs positions entre la Ruhr et la Lippe et ils établirent un front à peu près parallèle à la Lippe; du 18 au 21 mars, d'autres troupes de travailleurs prirent Remscheid, Essen, Düsseldorf, Mühlheim, Duisburg, Hamborn et Dinslaken et ils repoussèrent la Reichswehr en aval du Rhin jusqu'à Wesel. Le 20 mars, les syndicats déclarèrent que la grève générale était terminée; le 22, le SPD et l'USPD se joignirent à cette déclaration et le gouvernement social-démocrate remanié chercha à négocier avec les travailleurs soulevés de la Ruhr. Le 24 mars, un accord entre deux ministres sociaux-démocrates de l'Empire et des représentants, issus de la Ruhr, du SPD, de l'USPD et d'une partie du KPD, fut signé à Bielefeld²⁶⁹; cet accord réclamait l'arrêt des combats et la déposition des armes par les ouvriers insurgés et il promettait l'amnistie pour les actes illégaux commis pendant les combats et des mesures de politique sociale et de socialisation. Des fractions considérables des insurgés ne reconnurent pas plus cet accord que l'ultimatum posé par le gouvernement de l'Empire pour le 30 mars. À cause des querelles internes et à cause de l'organisation insuffisante de l'"Armée rouge" laquelle existait pour les trois centrales de commandement, parfois en rivalité, cette armée se décomposa dans les premiers jours d'avril. Après quelques escarmouches de troupes dispersées, le 3 avril à Duisburg, Recklinghausen et Oberhausen, le 4 à Mühlheim, le 5 à Dortmund et le 6 à Gelsenkirchen²⁷⁰, l'"Armée rouge" fut anéantie et la Reichswehr fut de nouveau maîtresse de la situation dans la région de la Ruhr; elle fit payer leurs violences aux ouvriers insurgés par une terreur encore plus grande²⁷¹.

Voilà l'histoire de l'"Armée rouge" de la Ruhr brossée à grands traits. La prompte naissance de l'"Armée rouge" et ses rapides victoires initiales conduisirent à l'opinion – représentée en particulier dans la presse de droite – qu'il s'était agi, lors de tous ces événements, d'une insurrection "bolchevique" préméditée et organisée. En réalité, tous les indices militent pour penser qu'il s'est plutôt agi d'une structure paramilitaire née spontanément qui fut politiquement si divisée et aussi si incapable que, malgré les succès du début, on ne parvint pas une seule fois à proclamer la République des conseils, si l'on fait abstraction d'un épisode à Mühlheim. L'unique élément organisationnel qui permet de prouver la préméditation de l'insurrection, ce sont les organisations de combat édifiées en commun par l'USPD et le KPD depuis le début de l'année 1920²⁷², y compris dans la région de la Ruhr, mais dont le caractère fragmentaire obligea la centrale du KPD(S), dans le contexte du soulèvement, à parler de leur « complète inanité » et de leur « totale

²⁶⁸ E. Brauer (*opus cité*, p. 80) considère qu'une force de 120 000 hommes pour l'"Armée rouge" est une estimation encore faible. Spethmann (*opus cité*, p. 143) parle concernant l'"Armée rouge" le 23/03/1920, d'une force de 12 000 hommes d'après les indications de la Centrale de commandement de Hagen, et de 80 000 à 100 000 hommes selon l'estimation de la Reichswehr.

²⁶⁹ Voir le texte de l'Accord chez Gerhard Colm, *opus cité*, p. 115-117 ; chez E. Brauer, *opus cité*, p. 67 sq. ; et chez H. Spethmann, *opus cité*, p. 156 sq.

²⁷⁰ Voir Friedrich Stampfer, *Die ersten 14 Jahre der deutschen Republik* [Les 14 premières années de la République allemande], Offenbach/Main 1947, p. 181.

²⁷¹ Voir à ce sujet Gerhard Colm, *opus cité*, p. 139 sq., qui est le moins partial.

²⁷² Pol. Akten der Reg. Düsseldorf, n° 15785/13 sq. : *Denkschrift über die "Rote Armee" und andere Kampforganisationen* [Mémoire sur l'"Armée rouge" et sur les autres organisations de lutte].

insuffisance »²⁷³. Du reste, la mise sur pied de l'"Armée rouge" se réalisa spontanément sur la base du soulèvement unanime des ouvriers à cause de la Reichswehr qui était apparemment solidaire du régime réactionnaire de Kapp, dans une sorte de réaction en chaîne, par la formation de troupes locales qui s'équipèrent avec des armes cachées – pour la part la plus faible –, puis grâce à la prise de possession des arsenaux de la garde nationale et enfin grâce aux instruments de combat pris aux troupes de la Reichswehr²⁷⁴, et qui se fédérèrent. Un autre élément du tableau de division qui résultait de la spontanéité du mouvement insurrectionnel est que, pendant les combats, ce sont trois centrales de commandement de l'"Armée rouge" qui s'établirent aussitôt et qu'aucune d'entre elles ne possédait d'autorité indubitable²⁷⁵. La centrale de Hagen était sous l'influence déterminante de l'USPD et elle s'en tint à l'accord de Bielefeld. Le conseil central d'Essen avait été élu le 25 mars comme direction politique suprême par les comités exécutifs locaux et il était dominé par les indépendants de gauche et les communistes; il appela à la grève générale contre l'ultimatum du 30 mars et il lança encore le 1^o avril le mot d'ordre – déjà illusoire – de l'armement général du peuple. Le haut commandement militaire siégeait à Mühlheim; il était subordonné au début à la centrale d'Essen, mais par la suite il s'autonomisa sous la direction des communistes oppositionnels de gauche et des syndicalistes révolutionnaires, il continua à mener le combat après l'accord de Bielefeld et il agit jusqu'à la fin avec le mot d'ordre de « la lutte jusqu'à la dernière goutte de sang ». Il ne peut pas être plus question d'ambition politique, de planification révolutionnaire, dans ce mouvement insurrectionnel que dans les combats antérieurs dans la région de la Ruhr et dans la plupart des autres insurrections qui ont suivi novembre 1918.

Selon un observateur contemporain des combats de la Ruhr, personne impartiale et ayant une formation en sociologie, le motif « de loin le plus important » des insurgés était « la haine de la Reichswehr qui se révélait à nouveau être réactionnaire »²⁷⁶. L'objectif de la révolution sociale, à laquelle seuls les ouvriers syndicalistes révolutionnaires et communistes de gauche étaient attachés de manière conséquente, n'est pas à éliminer de cette motivation, mais elle ne venait qu'en deuxième ligne. Ils ne prirent pas part aux négociations de Bielefeld, et ils ne reconnurent pas non plus les accords qui y ont été passés²⁷⁷, mais ils espéraient au contraire avec le soulèvement faire le premier pas par rapport au second, celui de la révolution sociale en Allemagne. C'est la propagande des syndicalistes révolutionnaires et des communistes de gauche qui fournit les mots d'ordre politiques aux forces activistes les plus radicales – ainsi qu'on le montrera, contre la volonté des directions des organisations de la FAUD et du KPD(S) de Berlin –. La FAUD avait à peu près atteint, à l'époque de l'insurrection de la Ruhr, le point culminant de son développement organisationnel dans la région de la Ruhr; elle avait pu constituer ses fédérations depuis mai 1919 et elle gagna en capacité d'influence régionale du fait de la fondation, dominée par elle, de la FAU de la Rhénanie-Westphalie en septembre. Les divergences qui conduiraient à l'autonomisation de la tendance de Gelsenkirchen ne s'étaient pas encore complètement manifestées au début de 1920. En outre, la FAU fut la seule organisation syndicale qui mit en œuvre à partir d'octobre 1919 une action ciblée

²⁷³ Cité dans : Gerhard Colm, *opus cité*, p. 58 ; voir aussi E. Brauer, *opus cité*, p. 86 sq.

²⁷⁴ Voir à ce sujet Gerhard Colm, *opus cité*, p. 65 sq. ; et : E. Brauer, *opus cité*, p. 80 sq. À côté de toutes sortes d'armes de poing et d'explosifs, les insurgés disposaient aussi finalement d'une série de pièces d'artillerie et de mortiers ainsi que de 2 avions.

²⁷⁵ Voir pour la suite la caractérisation des 3 centrales par E. Brauer (*opus cité*, p. 49-60) ; voir aussi Gerhard Colm, *opus cité*, p. 61 sq.

²⁷⁶ Gerhard Colm, *opus cité*, p. 55.

²⁷⁷ Voir Gerhard Colm, *opus cité*, p. 117 : « L'on trouve parmi les signatures les représentants des trois partis socialistes, mais pas de représentants des travailleurs en lutte, pas de représentants de l'Opposition, et donc pas de syndicalistes révolutionnaires ou de communistes de gauche ».

pour la journée de travail de six heures dans les mines de charbon²⁷⁸, action dans laquelle sa recommandation pour le moyen de lutte de la résistance passive avait été bien reçue par les ouvriers, et elle continua à mener avec succès sa guérilla contre les anciennes fédérations syndicales²⁷⁹. Lors du Congrès constitutif de la FAUD en décembre 1919 à Berlin, un délégué de Duisburg prétendit que 90% des mineurs de la région de la Ruhr étaient syndicalistes révolutionnaires²⁸⁰, et, au début de 1920, Augustin Souchy déclara – bien que la Commission Commerciale de Berlin prenne soin d’être prudente dans ce genre de pronostic – que les syndicalistes révolutionnaires étaient désormais peut-être si forts dans le district de la Ruhr qu’ils pouvaient – dans des circonstances favorables et si on en arrivait à une nouvelle révolution dans pas trop longtemps – entamer la prise de possession révolutionnaire des entreprises par les producteurs²⁸¹. Eu égard à ces faits, il est certain que la FAUD de Rhénanie-Westphalie eut une influence considérable sur les insurgés de la Ruhr de mars 1920. L’appartenance syndicale suivante des insurgés de la Ruhr, exprimée en pourcentage et calculée par l’observateur contemporain à l’aide de matériaux statistiques insuffisants, est, selon cet éclairage, parfaitement crédible en tant que valeur approximative; il y avait donc 53,2% des insurgés organisés dans l’ADGB, 44,9% dans la FAU, 1,1% dans les syndicats de Hirsch-Duncker et 0,8% dans les syndicats chrétiens²⁸². Par rapport à l’importance numérique respective de ces syndicats, la FAU était relativement le syndicat représenté largement le plus fortement par ses membres. Cela ne signifie cependant pas que près de la moitié des combattants, conscients et sous une direction unitaire, cherchait à réaliser un programme révolutionnaire tracé par la FAUD; cela signifie plutôt que ces mêmes ouvriers activistes ou bien seulement excitables, qui étaient sortis par une opposition d’exaspération des anciens syndicats à cause de leurs revendications sociales-révolutionnaires ou même seulement sociales déçues, et qui avaient adhéré à la FAU, étaient ceux qui se lancèrent – munis si nécessaire de quelques mots d’ordre des syndicalistes révolutionnaires²⁸³ – dans la lutte armée et y restèrent le plus longtemps – comme on peut le voir dans le comportement de la centrale de commandement de Mühlheim –. Ces syndicalistes révolutionnaires récents, qui appartenaient fréquemment en même temps aussi à l’USPD ou au KPD, s’engagèrent dans l’"Armée rouge" en dépit de l’attitude des porte-parole idéologiques de la FAUD de Berlin (Rocker, Kater, Oerter, etc.) qui refusaient par principe cet engagement. Rocker par exemple se vit conforté, par l’échec de l’insurrection de la Ruhr, dans sa conviction « que l’action armée n’était pas un moyen approprié pour abattre le pouvoir militaire »²⁸⁴. Lui et les autres vétérans syndicalistes révolutionnaires de la Commission Commerciale de Berlin considérèrent le manque de pénétration des idées constructives du syndicalisme révolutionnaire, et l’appartenance encore répandue des membres à des partis, comme les causes de l’engagement des organisations de la FAU de la Rhénanie-Westphalie²⁸⁵. À la forte représentation des syndicalistes révolutionnaires de la Rhénanie-Westphalie dans

²⁷⁸ Voir pour ce qui concerne les causes et le déroulement de toute l’action : Manfred Dörnemann, *opus cité*, p.98 et 47.

²⁷⁹ Dörnemann, *opus cité*, p. 68 (la suite de la note est illisible (NdT)).

²⁸⁰ Voir Saurma-Jeltsch, *opus cité*, p. 12.

²⁸¹ "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 10.

²⁸² Gerhard Colm (*opus cité*, p. 49) a calculé ces pourcentages au moyen des listes d’aide pour les victimes de l’insurrection de mars dans lesquelles l’appartenance syndicale était donnée pour 374 noms.

²⁸³ Voir pour être exact Gerhard Colm (*opus cité*, p. 81 sq.) : « Si l’on compare les ... principes des syndicalistes révolutionnaires avec le mouvement de la Ruhr dans son ensemble, l’on s’aperçoit d’une part que tout le mouvement est, en partie consciemment, en partie inconsciemment, imprégné par les idées et les méthodes syndicalistes révolutionnaires, et l’on constate d’autre part que les nombreux membres de la "Freie Arbeiter-Union" (FAU) n’ont pas respecté des principes essentiels du fait de leur participation à l’"Armée rouge" ».

²⁸⁴ "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 16.

²⁸⁵ Voir aussi Gerhard Colm, *opus cité*, p. 82.

L' "Armée rouge" correspondit le grand degré de dislocation organisationnelle de la FAU après la répression de la sédition et après le début de ce que l'on a appelé la "terreur blanche" de la Reichswehr; des centaines d'insurgés furent passés par les armes en vertu de la loi martiale, des milliers durent fuir – « dans la plupart des cas justement les membres des exécutifs de nos organisations », rapporta Rocker –²⁸⁶.

L'organisation syndicaliste révolutionnaire dont les idées n'eurent, ni avant ni après le soulèvement de la Ruhr de mars 1920, une résonance aussi forte dans les actions de masse prolétariennes, était jusque là mieux établie et plus nombreuse que le KPD(S) dans la région de la Ruhr. Heinrich Brandler avait déclaré à la fin février (1920), lors du Congrès du KPD(S), et sur la base de ses observations – très vraisemblablement en référence à cette prépondérance des syndicalistes révolutionnaires et au particularisme qui en découlait – que, justement dans la région de la Ruhr, on n'avait pratiquement pas du tout d'organisation²⁸⁷. En réalité, le KP était évidemment établi également dans la Ruhr; d'après des estimations contemporaines, l'appartenance de parti des insurgés de l' "Armée rouge" se répartissait de la manière suivante : USPD 58,4%, KPD 30,9%, SPD 10,7%²⁸⁸. Le KP était donc présent et il était représenté relativement fortement dans les combats; mais, pour les communistes de la Rhénanie-Westphalie, les mots d'ordre de la centrale du parti de Berlin n'avaient pas toujours beaucoup de poids à cette époque-là. En l'absence de Levi, qui était en prison, mais en total accord avec lui, la centrale du KPD(S) avait discuté le 21 mars 1920 puis déclaré officiellement le 26 du même mois que, étant donné la grande influence du SPD et de l'USPD sur la majorité des ouvriers et vu la faiblesse du KP et le manque d'une puissance militaire suffisante, elle se conduirait à la manière d'une « loyale opposition » par rapport à un gouvernement socialiste : « Par loyale opposition, nous entendons : pas de préparation de révolution violente, mais naturellement liberté d'agitation politique du parti pour ses objectifs et ses mots d'ordre »²⁸⁹. Avec cette « loyale opposition » vis-à-vis du gouvernement social-démocrate et par la continuation de son cours opposé à l'action déjà dévoilé en 1919, la centrale cherchait à avoir une influence modératrice sur les insurgés de la Rhénanie-Westphalie. Le 26 mars, Wilhelm Pieck, en tant qu'émissaire de la centrale à une conférence de tous les comités exécutifs à Hagen, conseilla vivement « encore et encore la modération », car il voyait venir une effusion de sang inutile si l'on essayait de pousser les combats dans la région de la Ruhr plus loin que la situation d'ensemble dans l'Empire ne le permettait²⁹⁰. C'est dans le même sens que s'exprima Paul Levi lui-même lors d'une assemblée générale des comités exécutifs à Essen le 28 mars et il donna prise à la critique violente des syndicalistes révolutionnaires et de l'opposition favorable à la lutte²⁹¹. Les contradictions, qui existaient depuis la fondation du KPD(S), entre les communistes de gauche combattifs et la centrale et ses partisans soucieux de l'organisation, se manifestèrent à nouveau dans la position prise par rapport aux combats de la Ruhr. Dans la Ruhr, la volonté de lutte résolue l'emporta chez les ouvriers communistes depuis le début du mouvement de défense contre le putsch de Kapp et cette

²⁸⁶ "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 16.

²⁸⁷ Rapport sur le III^e Congrès du KPD(S), p. 16.

²⁸⁸ Gerhard Colm (*opus cité*, p. 44) a calculé ces chiffres sur la base des indications d'appartenance de parti des 149 noms figurant sur les listes d'aide aux victimes de l'insurrection de la Ruhr.

²⁸⁹ "Die Rote Fahne", 3^e année (1920) n^o 32 ; voir également : *Die KPD im eigenem Spiegel* [Le KPD dans son miroir] (KAPD-Verlag), p. 17 ; voir pour les détails concernant la discussion de cette déclaration : K. H. Tjaden, *opus cité*, p. 8 sq.

²⁹⁰ Voir Gerhard Colm, *opus cité*, p. 121.

²⁹¹ *Ibidem*, p. 122. La Centrale berlinoise se décida pourtant plus tard, après l'instauration de la "terreur blanche" dans la Ruhr, à appeler encore à la grève générale, mais elle ne fit pas preuve d'une position très claire dans l'ensemble de la situation après le putsch de Kapp ; voir là-dessus une opinion critiquée dans : *Die KPD im eigenem Spiegel*, p. 16-27. Voir aussi O. K. Flechtheim, *opus cité*, p. 62 sq.

opposition s'était consolidée dans l'hostilité à l'accord de Bielefeld. Elle réclamait l'abolition du système parlementaire et l'instauration de la République des conseils²⁹², et elle espéra jusqu'à la fin un élargissement des combats armés à d'autres lieux de l'Empire. Cet espoir des insurgés de la Ruhr fut déçu. L'"Armée rouge" du Vogtland, avec laquelle Max Hoelz tenta de mettre en œuvre depuis la mi-mars une action de soulagement en faveur des insurgés de la région de la Ruhr²⁹³, resta sans lendemain dans la région industrielle de l'Allemagne centrale, car le KP de Chemnitz en particulier, sous la direction de Heinrich Brandler, adopta la position de la centrale de Berlin²⁹⁴ et condamna l'action de Max Hoelz avec l'argument que cela n'avait pas de sens « d'organiser une Armée rouge dans le Vogtland alors que l'étranglement des mineurs de la Ruhr (se passait) sans résistance sérieuse dans le reste de l'Allemagne »²⁹⁵. À Berlin, d'où les rebelles de la Ruhr avaient attendu en premier lieu la continuation de leur mouvement, la majorité communiste de gauche du KP se distingua par ses préparatifs à la lutte armée. Elle était – ainsi que le Congrès constitutif du KAPD, qui se tint avant la fin des derniers combats dans la Ruhr, le déclara – « résolue depuis le premier instant à mener la lutte pour la dictature du prolétariat »²⁹⁶; elle avait, avec son mot d'ordre de création d'une "Armée rouge", eu un succès qui avait dépassé de loin ses espérances. Mais les centurions prolétariennes levées par la majorité communiste de gauche activiste du KP de Berlin ne devinrent pas la base d'une "Armée rouge" car, dans la capitale de l'Empire, le déroulement de la grève générale resta complètement sous le contrôle des deux partis sociaux-démocrates. L'attitude de la centrale du KPD(S) facilita certainement à l'opposition son autonomisation organisationnelle et elle lui offrit plus tard, lors des tractations avec le Komintern, de solides arguments contre la centrale de Levi. L'opposition se constitua en parti communiste qui voulait prendre en charge à l'avenir la direction de la lutte activement révolutionnaire.

2. L'Action de Mars du VKPD en 1921

Dans ce que l'on a appelé l'Action de Mars du VKPD (1921), c'est la première fois dans l'histoire du communisme allemand que le parti fit, de manière indépendante et sur la base d'une résolution de sa centrale, un pas en direction de la conquête armée du pouvoir d'État. On cherchera, dans ce qui va suivre, à exposer la situation du KAPD dans le communisme allemand au début de l'Action de Mars et à esquisser son rôle dans les combats en Allemagne centrale. L'étude matérielle de ces combats et l'examen de la critique communiste adressée à l'Action de Mars permettront quelques déductions sur ce en quoi cette action a été différente des révoltes et des insurrections précédentes et sur ce qu'elle a

²⁹² Voir des exemples de cette revendication de l'Opposition dans la presse du KP de Rhénanie-Westphalie : E. Brauer, *opus cité*, p. 69 sq.; Gerhard Colm, *opus cité*, p. 76 sq.

²⁹³ Voir l'histoire de cette action dans : Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Rote Fahne* [De la Croix blanche au Drapeau rouge], p. 85 sq.

²⁹⁴ Voir Heinrich Brandler, *Die Aktion gegen den Kapp-Putsch im Westsachsen* [L'action contre le putsch de Kapp en Saxe occidentale], Berlin 1920 ; ce texte fut diffusé par la Centrale afin de justifier sa position après le putsch de Kapp ; voir aussi sa critique par Max Hoelz, *opus cité*, p. 98 sq.

²⁹⁵ "Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 46 ; voir également : "Die Rote Fahne", 3^e année (1920) ; n^o 39 ; voir aussi plus loin le paragraphe sur Max Hoelz.

²⁹⁶ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

eu en commun avec elles. Les communistes de gauche – ainsi que cela a été exprimé lors du Congrès constitutif du KAPD – n’avaient jamais dit que « la révolution était morte ». « La révolution n’était pas morte, elle n’était qu’abasourdie par les coups des chefs »¹. C’est conformément à cette conviction que la direction berlinoise du KAPD, qui faisait autorité, régla complètement sa tactique, au cours de la maigre année de consolidation du parti, d’avril 1920 à mars 1921, sur le tout prochain pas vers la révolution sociale. Ses actions contre la loi du désarmement, contre les livraisons d’armes à la Pologne, etc.², étaient à leur place dans le cadre de cette tactique. De même ses efforts pour l’élargissement des grèves locales en « luttes pour la prise du pouvoir »³, comme par exemple dans la grève sauvage des ouvriers électriciens de novembre 1920 à Berlin, qui fut finalement défaite par le président de l’Empire à l’aide de l’article 48 de la constitution de la République de Weimar. C’est ainsi que les chômeurs, qui était la fraction la plus facilement excitable de la classe ouvrière, étaient le groupe-cible privilégié de leur agitation : « Notre devoir doit consister à transformer la masse des sans-travail d’un appendice des partis parlementaires et des syndicats en un facteur de la révolution »⁴. On en arriva à de telles prises du pouvoir locales en août 1920, dans le cadre des actions de défense contre les livraisons d’armes à la Pologne, par exemple à Velbert, une localité de la Ruhr, et à Köthen, en Allemagne centrale, où le KAPD proclama pendant un bref laps de temps des républiques des conseils⁵. Mais, étant donné la faiblesse du parti, ces entreprises restèrent inévitablement des épisodes. Elles accordaient cependant malgré tout de la fermeté à leurs mots d’ordre d’impatience révolutionnaire et elles ne furent pas toujours non plus sans conséquences. Au début de 1921 par exemple, Max Hoelz et ses compagnons avaient effectué, parfaitement dans l’esprit du KAPD, si ce n’est sur son instruction directe, une série d’attentats à la dynamite entre autres à Falkenstein (Vogtland), à Dresde, à Leipzig et à Freiberg⁶. De la même manière, le KAPD fut au moins indirectement impliqué dans l’attentat à l’explosif du 13 mars 1921⁷, contre la colonne de la victoire à Berlin. Comme Hoelz, Wilhelm Hering, appelé "Ferry", l’auteur de l’attentat contre la colonne de la victoire, ne travaillait pas sur les instructions mais dans l’esprit du KAP. La KAZ applaudit à ces actions :

« Il s’agit d’extirper cette croyance dans la supériorité, dans le caractère assuré et inébranlable, de l’appareil d’État bourgeois, et aussi cette crainte des directeurs tout-puissants, des bonzes et des gens à lunettes, et tous les moyens comme l’attentat à la bombe à Falkenstein et l’attentat à la dynamite contre la colonne de la victoire sont justes s’ils demeurent dans le champ visuel du but suprême. »⁸

¹ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

² Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur le Centre berlinois du KAPD.

³ Bernhard Reichenbach, *opus cité*, p. 123.

⁴ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 170.

⁵ Voir à ce sujet le ton ironique de Paul Fröhlich lors du III^o Congrès du Komintern : *Procès-verbal du III^o Congrès du Komintern*, p. 227.

⁶ Voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zum Roten Fahne*, p. 138 sq.

⁷ Le 13 mars 1921, 6 kg d’explosifs, qui n’avaient pas explosé en raison d’une mèche défectueuse, furent découverts au pied de la colonne de la victoire de Berlin. L’interprétation officielle de cet attentat donnée par le KP depuis 1921 jusqu’à aujourd’hui est que cela est l’œuvre d’agents provocateurs de la police ; voir *Die Märzkämpfe 1921* [Les combats de mars 1921] ; avec un Appendice documentaire, édité par L’Institut Marx-Engels-Lénine-Staline auprès du CC du SED, Berlin 1956, p. 71 sq.

⁸ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 179 : *Der Geist von Hölz ist wach !* [L’esprit de Hoelz est en éveil !] - L’article entraîna - comme bien d’autres auparavant - l’arrestation du rédacteur responsable du "KAZ".

Se fondant sur la croyance en l'actualité durable de la révolution, le KAPD était donc, en mars 1921, prêt au combat au degré le plus élevé, même si ce n'était pas avec des forces considérables. Une attitude motivée différemment, mais orientée également vers l'offensive, s'était aussi produite à cette époque-là chez le parti frère, plus puissant mais avec lequel il était brouillé, le VKPD. La fusion du KPD(S) avec l'aile gauche de l'USPD, qui était préparée depuis longtemps par la politique de Paul Levi et qui fut réalisée en décembre 1920, apporta soudain au KP des centaines de milliers de membres, un appareil organisationnel solide et l'enthousiasme provoqué par une force de frappe accrue. Mais entre décembre 1920 et mars 1921, il n'y eut pas de virage à gauche immédiat dans le PC allemand. Ce sont plutôt les forces de gauche, lesquelles avaient appartenu originellement à l'opposition au cours de Levi, mais qui étaient restées dans le KPD(S) après la fondation du KAP, qui se mirent en valeur. Dans le cas de Paul Fröhlich, on en a la preuve avec l'exemple de quelqu'un qui a joué un rôle de premier plan. Fröhlich s'était situé dans l'opposition de gauche depuis la fondation du parti à cause de son passé IKD⁹ et il avait aussi critiqué impitoyablement l'attitude de la centrale durant le putsch de Kapp; à son avis, la centrale n'aurait dû s'engager dans aucune déclaration de « loyale opposition », elle aurait dû au lieu de cela orienter « l'ensemble des forces ... vers la continuation des combats »¹⁰. En réaction à cette critique, la centrale l'avait accusé d'une « rechute de maladie infantile »¹¹. Après examen de la situation extérieure et intérieure¹², Fröhlich et une série d'autres dirigeants du KP, qui n'avaient pas partagé jusqu'à présent son point de vue communiste de gauche (Brandler, Thalheimer, etc.), secondés par une délégation du Komintern sous la direction de Béla Kun¹³, s'imposèrent avec leur détermination à oser maintenant une tentative de soulèvement, qui avait été négligée de manière si blâmable par la centrale de Levi lors des occasions précédentes. Ce nouveau cours fut également soutenu par une opposition de gauche qui s'était déjà reconstituée dans l'organisation berlinoise après l'expulsion du KAP et qui était dirigée par Ernst Reuter (pseudonyme : Friesland); celui-ci avait été lui-même proche à l'origine du cercle gravitant autour de Karl Schröder durant la première année du KPD(S)¹⁴. La centrale dotée d'une nouvelle orientation plaçait son cours à peu près au milieu entre le KAPD et la centrale de Levi. Dans l'écrit qui justifia ultérieurement l'Action de Mars, il était dit entre autres que, après les mesures justes et nécessaires du Congrès de Heidelberg du KPD(S) contre les éléments "putschistes" qui étaient trop pressés, l'ancienne centrale était tombée dans l'autre extrême : dans le refus des actions en général. « La droite, qui dirigeait autrefois le parti, a tellement craint des putschs éventuels que, par peur, elle empêcha toute action »¹⁵. La propagande de la nouvelle centrale devint finalement si véhémement qu'elle égala, du point de vue du contenu, les mots d'ordre du KAP, par exemple dans l'Appel du 18 mars (1921) en rapport avec le désarmement que l'on faisait traîner en longueur des corps francs bavarois : « Que chaque travailleur se fiche de la loi et se procure une arme là où il la trouvera! »¹⁶. La réussite de

⁹ Voir à ce sujet son article du 29/03/1921 dans : "Die Internationale", 3^e année (1921), n^o 3 : *Offensive*. Il y règle ses comptes avec les occasions manquées d'insurrections par la Centrale de Levi.

¹⁰ "Die Internationale", 2^e année (1920), n^o 24 : *Die Kappiade und die Haltung der Partei* [Le putsch de Kapp et la position du parti].

¹¹ August Thalheimer dans : "Die Internationale", 2^e année (1920), n^o 25.

¹² Voir la discussion détaillée de ces conditions, laquelle ne peut pas être poursuivie dans le cadre de ce travail, chez Werner T. Angress, *opus cité*, p. 114-117.

¹³ Au sujet du degré controversé d'influence directe prise par le CEIC dans l'orientation offensive de la Centrale du VKPD, voir à nouveau la discussion dans : Werner T. Angress, *opus cité*, p. 119-122.

¹⁴ Attesté dans : *Die Roten Kämpfer*, *loc. cit.*, p. 446.

¹⁵ *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive. Die Lehren der März-Aktion* [Tactique et organisation de l'offensive révolutionnaire. Les leçons de l'Action de Mars]. Leipzig/Berlin 1921, p. 7.

¹⁶ "Die Rote Fahne", 4^e année (1921), n^o 129 ; de même que le "KAZ" quelques jours auparavant, ce numéro du "Rote Fahne" fut lui aussi saisi. Le KAP se montra surpris par cet appel et il fit le commentaire suivant : « Il est

cette nouvelle centrale orientée vers l'offensive fut finalement facilitée par la démission des plus importants représentants de l'ancien cours opposé à l'action; Paul Levi, Clara Zetkin, entre autres, furent éliminés de la centrale à la fin février (1921) à cause de leurs querelles avec le Komintern. Ce fut donc là la situation dans le communisme allemand qui permit le travail en commun du VKPD et du KAPD dans l'Action de Mars.

La séquence des combats de mars de l'année 1921, que l'on peut reconstituer objectivement, est grosso modo la suivante¹⁷ : le 16 mars 1921, le président de la province de Saxe, Hörsing, prit prétexte d'une série de rébellions ouvrières dans la région industrielle de l'Allemagne centrale, qui ne distinguaient guère des précédentes, pour annoncer l'entrée de troupes de la police de sûreté en provenance de Berlin, laquelle eut lieu le 19 dans la zone entourant Mansfeld. Du fait de l'indignation des ouvriers suscitée par cette action ressentie comme injustifiée et sous l'influence des mots d'ordre offensifs de la centrale du VKPD, la décision de la grève générale fut prise à Mansfeld, dans la nuit du 19 au 20 mars, et la grève générale elle-même fut proclamée le 21. Le 23, on en arriva aux premiers combats entre des troupes de la police de sûreté et les ouvriers qui s'armaient – plus ou moins spontanément – ainsi qu'aux attentats à la dynamite à Dresde, à Freiberg, à Leipzig, à Plauen, etc., qui induisent toute une série d'action et d'escarmouches sporadiques similaires. Le même jour, les ouvriers de la Leuna-Werk près de Merseburg déclarèrent la grève générale à cause des événements survenus dans la région de Mansfeld et les ouvriers des chantiers navals de Hambourg eurent des accrochages sanglants avec la police dans une grève de solidarité. Le 24, le président de l'Empire déclarait, sur la base de l'article 48 de la Constitution de la République de Weimar, l'état d'urgence non militaire pour la province de la Saxe et la centrale du VKPD décidait, en accord avec la centrale berlinoise du KAPD, d'appeler à une grève générale le même jour dans tout l'Empire. D'après le compte rendu de la centrale, l'appel fut suivi par 1 million de travailleurs, mais en réalité par pas plus de 200 à 300 000¹⁸. À la suite de cet appel, on en vint dans la région de la Ruhr, à Berlin et dans plusieurs endroits de l'Empire, à d'autres mouvements insurrectionnels. Le lieu principal de la lutte resta cependant la région industrielle de l'Allemagne centrale où finalement à peu près 40 000 ouvriers affrontèrent environ 17 000 policiers et militaires¹⁹. Le 28 mars, la Leuna-Werk tomba sous le feu d'artillerie des troupes de la Reichswehr et le 31 la centrale du VKPD retira son appel à la grève générale au vu de la défaite dans les combats d'Allemagne centrale; le 1^o avril, les dernières troupes d'ouvriers armés y étaient réduites à néant.

L'influence des organisations dans les combats de mars en Allemagne centrale fut indubitablement plus consistante que dans les combats de la Ruhr de l'année précédente et les mots d'ordre révolutionnaires y furent plus ciblés. Les deux partis communistes étaient relativement bien établis précisément dans cette partie de l'Empire. Lors des élections au Landtag prussien de février 1921, le VKPD obtint dans la circonscription électorale de Halle-Merseburg 197 113 voix contre 74 754 à l'USPD et 70 340 au SPD²⁰. Le KAP/AAU enregistrait également des succès organisationnels justement dans la région de Mansfeld. La KAZ annonça à la fin janvier 1921 que l'organisation du KAP et de l'AAU à Aschersieben,

juste d'appeler les travailleurs à s'auto-armer. Mais le véritable combat commence dans les entreprises ; ce n'est qu'ensuite que viennent la rue et les armes ». «Kommunistische Montags-Zeitung (Organ der KAPD)», 2^o année (1921), 21 mars 1921.

¹⁷ Voir à ce sujet l'interprétation officielle du parti dans : *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive* (opus cité), et la présentation critique chez Werner T. Angress, opus cité, p. 137-166.

¹⁸ Voir la discussion des ces données chiffrées chez Werner T. Angress, opus cité, p. 166.

¹⁹ Voir *ibidem* ; voir aussi O. K. Flechtheim, opus cité, p. 75.

²⁰ Werner T. Angress, opus cité, p. 127.

à Eisleben, à Hettstedt, à Mansfeld, etc.²¹, s'était consolidée, et encore en février « une révolutionnarisation en progrès des masses dans le district de Mansfeld »²². La décision de grève générale du 18-19 mars à Mansfeld et d'autres mesures politiques furent intensifiées avec assurance par les deux partis communistes et influencées par des courriers en provenance des centrales de Berlin²³. Mais les véritables combats avec les troupes de la police et de la Reichswehr ne furent, comme l'année précédente dans la région de la Ruhr, ni pris en charge ni organisés par les partis communistes ou même par leurs centrales, mais par des troupes ouvrières ad hoc se réunissant sous le commandement de chefs plus ou moins anonymes que la rumeur entourait généralement d'un caractère rebelle expérimenté. Comme l'année précédente, il apparut que les KO, au développement desquelles aucune attention particulière n'avait été portée sous l'égide de Paul Levi, ne furent pas des instruments utilisables entre les mains des centrales du KP²⁴. La centrale du VKPD responsable de l'Action de Mars avoua plus tard la complète désorganisation militaire dans les combats en Allemagne centrale.

Les vains efforts déployés par Hugo Eberlein²⁵, le dirigeant des KO illégales²⁶ qui venait d'être nommé et qui se trouvait à Halle le 22 ou le 23 mars, montre très clairement la faible influence directe du VKPD sur les combats une fois qu'ils eurent commencé. Eberlein essaya d'exciter la volonté de combat des ouvriers d'Allemagne centrale avec des attentats à la dynamite, des enlèvements simulés de chefs locaux du KP et des mesures similaires; ses entreprises échouèrent en grande partie du fait de l'inefficacité totale des KO existantes, à propos desquelles il fit remarquer à l'occasion en se résignant qu'elles ne possédaient même pas un morceau raisonnable de mèche pour mener un travail sérieux²⁷. Ni Eberlein ni Béla Kun²⁸, qui, sur ordre de la centrale tenta d'avoir avec lui, à partir de Halle, de l'influence sur les ouvriers en révolte, ne purent s'imposer²⁹. Les dirigeants berlinois du KAPD ne purent finalement pas davantage prendre le contrôle du cours de l'insurrection armée. Les chefs du KAP, Fritz Rasch et Franz Jung, étaient venus de Berlin en Allemagne centrale, pour « déclencher une grève dans la région de Mansfeld, l'élargir en une grève générale qui devait être étendue à toute l'Allemagne »³⁰. L'agitation du VKPD et du KAPD contribua à l'aggravation de la situation mais la direction des combats armés qui éclataient échappa aux centrales des deux partis communistes. Cette direction reposait entre les mains de rebelles prolétariens qui vivaient depuis longtemps dans l'illégalité, qui soit appartenaient au KAPD soit se solidarisaient avec lui, sans pour cela se placer sous les ordres de la centrale berlinoise du KAP.

²¹ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 186 : *KAPD im Mansfelder Gebirgs- und Seekreis* [Le KAPD dans le district des montagnes et du lac de Mansfeld). Il y était annoncé entre autres que, dans le district d'Aschersleben, 14 groupes locaux étaient passés de la FAUD à l'AAUD. La FAUD n'avait jamais eu l'importance de l'AAU/KAP dans le district industriel de l'Allemagne centrale - excepté quelques enclaves telles que celle de Sömmerda.

²² "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 174.

²³ Franz Jung rend compte d'un tel service postal dans : *Der Weg nach unten*, p. 202-206.

²⁴ Voir pour plus de précision Werner t. Angress, *opus cité*, p. 105 sq.

²⁵ Concernant la biographie d'Eberlein, voir plus haut le paragraphe sur le Congrès constitutif du KPD(S).

²⁶ Ici et pour la suite, voir Werner T. Angress, *opus cité*, p. 143 sq. Angress s'appuie avant tout sur les soi-disant "Worwärts-Enthüllungen" [Les révélations du "Vorwärts"], des documents qui ont été rassemblés par la fraction de Levi comme matériau d'accusation contre la Centrale, qui ont été emmenés par Clara Zetkin lors d'un voyage à Moscou, et qui ont été publiés à partir de novembre 1921 par l'organe du SPD, le "Vorwärts".

²⁷ Voir *ibidem*, p. 146.

²⁸ Béla Kun (1886-1939), le chef de la République des conseils hongroise de mars à août 1919, avait un grand prestige en tant qu'organisateur de l'insurrection armée. Voir concernant son activité hongroise, depuis peu : Rudolf L. Tökès, *Béla Kun and the Hungarian Republic*, New York 1967.

²⁹ Concernant l'activité de Kun et d'Eberlein, voir Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 202 sq.

³⁰ *Ibidem*, p. 198.

Le phénomène le plus connu de ce type fut Max Hoelz, qui fut poursuivi par mandat d'arrêt à partir de son action dans le Vogtland en mars 1920 et qui était venu le 21 mars 1921 de Berlin dans la zone de grève, à la nouvelle de la grève générale de Mansfeld³¹. À partir du 23, il organisa, depuis un quartier général situé entre Hettstedt et Eisleben, une troupe d'ouvriers qui s'arma surtout de manière spontanée et qui comprenait déjà le 25 – d'après les données de Hoelz – environ 2 500 hommes. Après une série de combats avec des troupes de la police de sûreté et après une vaine tentative de s'associer avec les groupes ouvriers de la Leuna-Werk à Merseburg le 28 mars, les troupes de Hoelz furent anéanties le 1^o avril. Durant cette époque, Hoelz envoya à la centrale du KAP à Berlin de l'argent tiré de butins pour imprimer des journaux et des tracts³². Il assura pourtant qu'il s'était efforcé depuis le premier jour des combats d'établir vainement des contacts avec la direction des deux partis communistes³³. Paul Fröhlich affirma plus tard que Hoelz n'avait pas « été convaincu de se soumettre à une direction politique »³⁴. Étant donné le manque de plan clair de la part des deux directions communistes et étant donné la nature rebelle de Max Hoelz, il est à présumer que ces deux éléments sont pertinents et qu'il faut voir en eux, du point de vue tactique, la cause principale de l'échec de l'insurrection. Hoelz reçut uniquement de la représentation politique des deux partis à Halle une autorisation globale qui « fut souscrite par les camarades dirigeants berlinois du KPD et du KAPD »³⁵ et qui lui attribuait la direction suprême des troupes combattantes. C'est vraisemblablement sur cela et sur sa renommée ultérieure que se fonda l'idée fautive selon laquelle Hoelz aurait réellement eu ces combats sous son contrôle. En vérité, plusieurs troupes combattirent sous le commandement de chefs différents, en des endroits différents de la zone de l'insurrection, indépendamment les unes des autres, et les tentatives de coordination de Hoelz restèrent courtes dès le début. L'un des chefs de groupe de combat les plus importants à côté de Hoelz fut Karl Plättner, à propos duquel Franz Jung prétendit même que sa part dans l'insurrection de Pâques avait été plus grande que celle de Hoelz, mais qu'elle avait été moins connue du public³⁶. Plättner était membre du KAP et il avait déjà derrière lui une plus longue expérience du travail illégal que Hoelz³⁷. Sa troupe d'élite comprenait plus de cent hommes armés. Si la zone d'opérations de Hoelz était surtout la région située entre Eisleben et Hettstedt, Plättner opérait dans la région entre Halle et Bitterfeld. Il s'y présenta de temps à autre, en exploitant habilement la renommée de Hoelz et en trompant la police, sous le nom de Hoelz, ce que celui-ci ne lui pardonna pas³⁸. Les éléments armés du personnel de la Leuna-Werk à Merseburg³⁹, qui comptait environ 25 000 employés, constituèrent un facteur encore plus

³¹ Voir ici et pour la suite, Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 143-170 ; en outre, l'écrit de l'aide de camp de Hoelz durant les combats d'Allemagne centrale, l'éditeur du "Mansfelder Volkszeitung" qui a pu échapper après la fin des combats de mars à une condamnation grâce à sa fuite en URSS : Josef Schneider, *Die blutige Osterwoche im Mansfelder Land, Tatsachenmaterial aus der Märzaktion* [La semaine sanglante de Pâques dans la région de Mansfeld, matériaux factuels sur l'Action de mars], Vienne 1922.

³² Voir Max Hoelz, *opus cité*, p. 149 et 152.

³³ *Ibidem*, p. 149 et 156.

³⁴ *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive*, p. 38.

³⁵ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 157.

³⁶ Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 212.

³⁷ Voir plus loin le paragraphe sur "la lutte en bandes organisées" de Plättner.

³⁸ Voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 181. Franz Jung décrit Hoelz dans ses souvenirs comme « arrogant et porté à l'ostentation » (*Der Weg nach unten*, p. 211). Mais c'est un souffle particulièrement médisant qui traverse les souvenirs de Jung. D'après son interprétation, Plättner était le « concurrent principal » de Hoelz. Avant son arrestation, Hoelz aurait fait un procès à Plättner devant un tribunal d'honneur du parti pour s'être accaparé de sommes d'argent et de quelques cuillères en platine qui avaient été prises dans le combat près d'Ammerndorf le 28 mars.

³⁹ La présentation qui suit repose sur les informations sur bande magnétique de Peter Uzelmann.

important⁴⁰ dans les combats d'Allemagne centrale que les groupes de Hoelz et de Plättner, qui n'étaient d'ailleurs pas les seuls groupes de ce type. Ce personnel qui était recruté dans le prolétariat agricole des environs proches ou lointains, sans tradition d'organisation, forma l'organisation vraisemblablement la plus forte de l'AAUD en Allemagne centrale. À partir de l'été 1920, Peter Utzelmann, qui fut un membre fondateur du KAPD, y travailla sous le pseudonyme de Kempin; il était parti de Berlin après s'être « mis quelque peu en avant » avec ses camarades communistes de gauche lors de la résistance contre le putsch de Kapp. Selon ses données, l'AAU comptait à la Leuna-Werk, à l'époque de l'Action de Mars, environ 10 000 membres et elle disposait de son propre journal⁴¹. Utzelmann fut désigné le 21 mars, en compagnie de son camarade du KAP Max Prenzlów, un ouvrier métallurgiste berlinois, et de deux représentants du KPD, chef du comité d'action pour la mise en œuvre d'une grève éventuelle, par une assemblée de masse à la Leuna-Werk. Dès les jours suivants, on commença par distribuer des armes aux ouvriers, et les 23 et 24 mars, après le début de la grève générale à la Leuna-Werk, on forma en tout 17 centuries prolétariennes contre l'approche possible des troupes de la police de sûreté⁴². Il y eut des rivalités entre les deux partis communistes dans la direction de la grève générale⁴³ qui rendirent plus difficile la prise de décision dans les questions tactiques les plus importantes. Les représentants du KAP avaient une position plus solide que leurs camarades du KPD mais ils n'étaient pas plus en contact avec leur centrale de parti à Berlin que les représentants du KPD. Utzelmann et Prenzlów ne savaient rien de l'approbation de la centrale berlinoise du KAP aux mots d'ordre d'insurrection du VKPD⁴⁴; ils considéraient, sur la base de leur connaissance de la situation dans la région industrielle d'Allemagne centrale, qu'une tentative d'insurrection était insensée et ils ne voulaient pas aller au-delà de la grève générale; ils condamnèrent l'action de Hoelz de la manière la plus vive⁴⁵. Si cette description est correcte, il faudrait y voir la cause essentielle du fait que les troupes de la Leuna soient restées sur leur domaine et ne se soient préparées qu'à la lutte défensive. C'est ainsi que, le 28 mars, les troupes isolées de Hoelz, qui n'étaient guère éloignées que de quelques kilomètres à cette époque-là, furent dans un premier temps battues à Ammendorf⁴⁶ et que, ensuite, la Leuna-Werk fut reconquise sous le feu d'artillerie par les troupes gouvernementales. Ce comportement du contingent le plus important des insurgés d'Allemagne centrale, les ouvriers de la Leuna, montre également le total manque de coordination de la direction politique et militaire de l'Action de Mars. Le soulèvement se déroula en fin de compte indépendamment des directives des deux partis communistes qui étaient au moins co-responsables de son éclosion. Si, lors de l'éclatement des combats de mars 1921 en Allemagne centrale, le facteur organisationnel joua un plus grand rôle que lors des combats de mars 1920 dans la région de la Ruhr, il en résulte cependant la considération matérielle, c'est-à-dire la question concernant les protagonistes véritables de l'insurrection, selon laquelle, du point de vue

⁴⁰ Une autre troupe a combattu sous la direction des dirigeants locaux du KPD Lembk et Bowitzki à Halle. Hoelz rend compte (*opus cité*, p. 164) d'un autre groupe autour de Gerhard Thiemann qui luttait à Bitterfeld.

⁴¹ D'après les informations de Peter Utzelmann, la méthode d'agitation la plus couronnée de succès des communistes de gauche parmi les ouvriers de la Leuna consistait dans le fait qu'ils se mêlaient aux ouvriers qui défilaient en cortèges pendant de temps en temps quatre heures ou plus et qu'ils discutaient avec eux.

⁴² Voir *Das Leunawerk* [L'usine Leuna], Leipzig/Berlin 1921, p. 24.

⁴³ C'est ce qui se produisait par exemple dans la question des services de garde, du travail de maintenance des machines et des appareils importants, qui étaient approuvés par le KPD, mais refusés par le KAP. Voir Werner T. Angress, *opus cité*, p. 151.

⁴⁴ Peter Utzelmann ne s'explique pas aujourd'hui pourquoi Schröder et Schwab n'avaient pas vu à Berlin que le VKPD avait entrepris le putsch de mars en tenant compte des intérêts de politique intérieure de l'URSS.

⁴⁵ Utzelmann rapporte une remarque de Prenzlów selon laquelle celui-ci était disposé à "liquider" Max Hoelz s'il se présentait "dans la ligne de mire".

⁴⁶ Hoelz avait demandé une offensive de diversion des ouvriers de la Leuna, mais il n'obtint que 1000 balles de munition avant qu'il ne soit encerclé par les troupes gouvernementales. Voir Max Hoelz, *opus cité*, p. 162 sq.

sociologique, ici comme là-bas, c'est un type déterminé d'activiste, que l'on ne pouvait pas tout à fait rattacher à un des partis se présentant avec une prétention révolutionnaire, qui détermina les événements⁴⁷. Dans le communisme allemand, c'est la volonté d'insurrection qui s'était imposée, sur la base d'un certain regroupement de forces dans la direction; mais les conditions objectives, les moyens organisationnels inadéquats et la situation politico-sociale, eurent pour effet que, dans l'Action de Mars également, les organisations durent s'effacer devant les forces incontrôlables de la rébellion élémentaire.

C'est sur le point de l'inadéquation de l'organisation militaire que se concentra, après la répression de la sédition en Allemagne centrale, la critique adressée à la centrale du VKPD qui était responsable de l'action⁴⁸. Elle admit que le travail quotidien, dans les domaines de l'organisation et de l'idéologie, destiné à éduquer les masses prolétariennes en vue de la guerre civile avait été presque totalement négligé. Elle n'avait pas eu assez de temps pour « mener à bien la réadaptation, également organisationnelle, du parti qui résultait de la tactique offensive »⁴⁹. L'échec de l'insurrection était la conséquence de ces omissions :

« Mais l'insurrection de mars 1921 devait donc chuter parce qu'elle n'a pu à aucun moment mettre sur pied militairement une organisation unitaire, une direction unitaire, et parce qu'à nouveau les nombreuses directions militaires ne furent pas même un instant en accord avec la direction politique du mouvement »⁵⁰.

Cette observation était juste; mais il restait encore à la centrale à expliquer pourquoi elle avait donné cependant les mots d'ordre de lutte malgré un tel manque de préparation. L'indication, selon laquelle la centrale aurait donné le mot d'ordre de la grève de masse et de l'armement des ouvriers dans les événements de Mansfeld si elle ne voulait pas être sujette à caution⁵¹, équivalait à l'aveu qu'elle était la prisonnière de ses propres mots d'ordre offensifs. L'écrit sur la "Leuna-Werk" s'accrochait du reste à la justesse de la théorie de l'offensive et à la thèse selon laquelle les conditions politico-sociales étaient données pour une insurrection couronnée de succès en Allemagne centrale. Paul Levi combattit cela dans sa spectaculaire critique de l'Action de Mars. Il condamna toute l'action comme, ainsi que l'on pouvait s'y attendre, dévastatrice; dès les premiers jours d'avril, il tenta – en laissant de côté de nombreux faits internes à l'organisation – de démontrer⁵² que la nouvelle centrale du VKPD avait « joué avec l'insurrection »⁵³ de manière irresponsable. Puisque ni les conditions organisationnelles, ni les conditions politico-sociales, pour la conquête armée du pouvoir par les communistes n'avaient été données, il fallait voir dans l'Action un pur putsch, le « plus grand putsch bakouniniste de l'histoire jusqu'à présent »⁵⁴. Clara Zetkin reprit l'invective de bakouninisme de la part de Levi et elle certifia, dans une résolution concernant l'Action de Mars, présentée lors d'une session du Comité Central d'avril (1921), que la centrale avait connu « une retombée dans

⁴⁷ Voir le paragraphe suivant sur Max Hoelz.

⁴⁸ Voir à ce sujet tout particulièrement l'écrit de la Centrale, paru anonymement : *Das Leunawerk*, Leipzig/Berlin 192, qui est exclusivement consacré à cette critique. Voir aussi : *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive*, p. 128/132 : Franz Richter, *Der legale und illegale Apparat*.

⁴⁹ *Das Leunawerk*, p. 9.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 4 sq. La contre-argumentation de Hoelz (*Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 172 sq.) à l'égard de cette affirmation n'est guère convaincante.

⁵¹ *Das Leunawerk*, p. 10.

⁵² Paul Levi, *Unser Weg. Wider den Putschismus* [Notre voie. Contre le putschisme], Berlin 1921.

⁵³ *Ibidem*, p. 35.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 39.

la maladie infantile du radicalisme »⁵⁵. Ce point de vue sur l'Action de Mars ne s'imposa pas encore et Levi fut exclu du parti par cette même session; mais après que Clara Zetkin, entre autres, eut démontré avec succès à partir de mai 1921 à Lénine et au CEIC la justesse objective de la critique de Levi et après que le III^e Congrès du Komintern en juin-juillet eut donné les recommandations correspondantes, le VKPD s'éloigna à partir d'août 1921 officiellement de son cours orienté vers l'offensive. La critique officielle adressée par le KAPD à l'Action de Mars ne se joignit ni à la critique technique immanente de la centrale, ni à la critique de principe de Paul Levi. Herman Gorter publia avec les chefs berlinois du KAP un écrit, sous le titre "La voie du Dr Levi, la voie du VKPD"⁵⁶, dans lequel l'échec de l'Action de Mars était dérivé de l'attitude tactique, supposée erronée, du KPD depuis le milieu de 1919. Selon cet exposé, les combats en Allemagne centrale furent déclenchés par deux facteurs : par « l'attaque ouverte de la part de la contre-révolution du prolétariat révolutionnaire de l'Allemagne centrale » et par le passage soudain du VKPD « de la tactique parlementaire et syndicale à l'attaque ouverte de l'autorité de l'État »⁵⁷. Selon l'opinion des dirigeants du KAP, les conditions politico-sociales pour le soulèvement des travailleurs étaient données; leur critique concernait le second des deux facteurs cités : ce n'est pas l'Action de Mars elle-même qui était – comme Levi le dit – un putsch, mais c'était bien le comportement de la centrale du VKPD qu'il fallait qualifier de putschiste⁵⁸. Après que la centrale du KPD(S), en accord avec le CEIC, avait mal orienté depuis maintenant plus d'un an les instincts révolutionnaires des travailleurs radicaux du fait du travail parlementaire et syndical, l'on ne pouvait que qualifier de putschisme un changement de cours si soudain vers la lutte armée directe, ainsi que le VKPD l'avait réalisé. De manière typique, elle avait émis ses appels à l'auto-armement des ouvriers avant le mouvement de grève général dans la région de Mansfeld.

« Lorsqu'un parti, qui, au lieu de construire la force révolutionnaire du prolétariat, soutient le parlement et les syndicats, affaiblit ainsi le prolétariat et sape sa force révolutionnaire, attaque ensuite d'un seul coup (après de tels préparatifs!!) et décide d'une grande action offensive pour ce même prolétariat affaibli par lui-même, c'est au fond un putsch. Il s'agit d'une action qui est décidée d'en haut, qui ne provient pas des masses elles-mêmes, et qui est condamnée dès à présent à l'échec. »⁵⁹

La faible résonance que les mots d'ordre de grève générale avaient eu dans toute l'Allemagne, montrait en outre – du point de vue de Gorter – qu'il était insensé d'attirer les masses à tout prix vers le parti sans attacher une trop grande importance au degré de leur conscience prolétarienne. « La moitié, ou beaucoup plus que la moitié, ne participait pas, et les membres se combattaient entre eux »⁶⁰. Au reste, la centrale berlinoise du KAP confirma la justesse de sa participation aux combats d'Allemagne centrale. Tandis que les combats de l'année précédente – y compris ceux de l'"Armée rouge" dans la région de la Ruhr – étaient nés d'une attitude défensive, en réaction à la filouterie de la contre-

⁵⁵ "Sowjet, Kommunistische Zeitschrift", édité par Paul Levi, 3^e année (1921), cahier 1.

⁵⁶ *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD* [La voie du Dr Levi, la voie du VKPD], sans lieu et sans date (Berlin 1921). La brochure parut de manière anonyme et elle est un travail en commun de la direction du KAP de Berlin ; mais elle a incontestablement la façon d'écrire de Gorter ; voir aussi son essai : *Lehren der März-Aktion. Nachschrift zu dem "Offenen Brief an Lenin von Hermann Gorter"* [Les leçons de l'Action de mars. Post-scriptum à la "Lettre ouverte à Lénine par Hermann Gorter"], dans "Proletarier", 1^e année (1920/21), n^o 5.

⁵⁷ *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD*, p. 7.

⁵⁸ *Der Weg des Dr. Levi, der Weg der VKPD*, p. 10-12 ; *Der Putschismus der VKPD* [Le putschisme du VPD].

⁵⁹ Hermann Gorter, *Lehren der März-Aktion. Nachschrift zu dem "Offenen Brief"*, loc. cit..

⁶⁰ Hermann Gorter, *ibidem*.

révolution, la classe ouvrière avait eu, dans les combats de l'Allemagne centrale, l'initiative pour la première fois. La grande signification des combats de mars résidait avant tout dans le fait que « l'envoûtement de la passivité (était) rompu » pour la classe ouvrière. « L'appréhension craintive poussant à éviter toute lutte décisive a été en définitive dépassée »⁶¹. C'est de la part des porte-parole de la tendance organisation unitaire dans le KAP, qui étaient déjà à l'époque de l'Action de Mars à l'extérieur du parti, que le comportement de la centrale du KAP et son appréciation de l'insurrection en Allemagne centrale firent l'objet de la plus vive critique. Comme Levi, Rühle et Pfempfert ne purent découvrir ni des conditions organisationnelles adéquates ni des conditions politiques suffisantes pour l'attaque communiste contre le pouvoir d'État dans l'Action de Mars⁶². Ils considérèrent la participation officielle du KAP-AAU à l'insurrection comme l'œuvre de chefs irresponsables dont les agissements n'avaient pu être rendus possibles que par la forme d'organisation obsolète du parti. C'est de manière aussi doctrinaire que ce jugement-là sur l'Action de Mars que tomba celui de la Commission Commerciale berlinoise de la FAUD(S). Elle avait refusé l'action depuis le début car ni les partis ni la lutte armée ne lui apparaissaient comme des moyens adaptés pour atteindre le but de la révolution sociale. Elle alla jusqu'à traiter le VKPD et le KAPD, après la défaite de l'insurrection, « de fourriers de la réaction »⁶³. Comme déjà l'année précédente, une grande partie de ses membres – pas très nombreux en Allemagne centrale – avait pris les armes pendant les combats de mars sans se soucier de l'attitude de la Commission Commerciale⁶⁴. Kater faisait remonter la participation de ces adhérents aux combats à leur récente appartenance à la FAUD(S) et à leur appartenance encore habituelle à un parti⁶⁵. Les porte-parole de la tendance organisation unitaire dans le communisme de gauche et ceux du syndicalisme révolutionnaire trouvèrent seulement confirmé par l'Action de Mars ce qu'ils avaient toujours su. Ils n'étaient déjà plus capables de prendre de nouvelles impulsions dans la réalité politico-sociale et d'en faire fructifier leur théorie, mais ils se tenaient pour ainsi dire à l'écart dans leur coin et ils marmonnaient le credo de leurs principes. Le KAPD, qui s'était présenté l'année précédente avec la prétention d'être le parti de la lutte de classe active et révolutionnaire, n'avait pas pu satisfaire à cette prétention dans l'Action de Mars. Ses chefs avaient cru que les combats de mars 1921 étaient le prélude à une série de luttes similaires⁶⁶ avec le capitalisme moribond. Étant donné que cet espoir se révéla faux au cours des années suivantes, leur voie se termina également dans une aporie politique et sociale.

3. Max Hoelz comme type de l'activiste radical de gauche

⁶¹ *Der Weg des Dr. Levi*, p. 22. Voir également, concernant la justification du comportement de la Centrale du KAP, Jan Appel dans : *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 493 sq.

⁶² Voir "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 15/16 : Franz Pfempfert, *Die Märzaktion der deutsche Revolution* [L'Action de mars de la révolution allemande] ; Otto Rühle, *Das Ende der mitteldeutschen Kämpfe* [La fin des combats en Allemagne centrale] ; James Broch, *Ich klage an* [J'accuse]. Voir à ce sujet la critique dans : *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive*, p. 116. On y trouve aussi la prise de position extrêmement négative de Laufenberg et de Wolffheim, qui n'appartenaient plus au KAP, à l'égard des combats de mars 1921.

⁶³ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 13, gros titre du journal. Voir la réplique dans : "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 184 : *Und der Kater spricht...* [Et Kater de parler...].

⁶⁴ Voir les voix opposées dans les cercles activistes de la FAUD(S) dans : "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 16 et dans : "Die Schöpfung", 2^e année (1922), n^o 19.

⁶⁵ "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 16.

⁶⁶ *Der Weg des Dr. Levi*, p. 19 : « La crise mondiale... ne fait que commencer, elle deviendra terrible et elle pourra nous apporter notre victoire ».

Toutes les organisations radicales de gauche (KAP, AAU, FAU) furent, conformément à leur prétention, les représentants extrêmes des revendications sociales-révolutionnaires; le caractère anti-autoritaire dans l'organisation interne leur était commun à toutes. Il est infiniment difficile de répondre à la question de la disposition objective et subjective des individus qui adhèrent à des organisations ainsi caractérisées et combattirent sous leurs mots d'ordre – parfois au péril de leur vie –. Il est malgré tout possible de tirer de l'anonymat du processus social au moins quelques traits constitutifs d'un type d'activiste radical de gauche. On tentera dans ce qui va suivre, pour autant que ce soit possible, d'aborder les motivations individuelles des activistes radicaux de gauche. Le point de départ d'une telle activité est le rejet ardent de l'ordre social existant, ressenti comme injuste, et la croyance en la possibilité de le changer en allant vers le mieux. Ce refus passionné conduit individuellement à la conscience d'une disposition à la rébellion, qui peut prendre les formes d'expression les plus différentes¹. Chez beaucoup de porte-parole intellectuels des organisations radicales de gauche, cette conscience s'exprima sous la forme de la protestation littéraire². Cependant, une telle disposition à la rébellion, théoriquement excessive, n'était pas typique des ouvriers radicaux de gauche qui prenaient les armes, celles qui étaient justement accessibles, dans des conditions déterminées, pour des raisons qui paraissent souvent mineures et en vue d'imposer des revendications parfaitement limitées, afin de donner par la violence plus de fermeté à ces revendications³. Un activisme de ce type semble être complètement anonyme parce que, entre autres, il restera la plupart du temps, dans la vie d'un travailleur, un simple épisode isolé. Il est pourtant possible, de par la généralisation de l'examen – avec toutes les précautions nécessaires – de la personne et de l'activité de Max Hoelz d'établir quelque chose sur ce type d'activiste.

Si Max Hoelz apparut à beaucoup de ses contemporains prolétariens comme « sans aucun doute l'un des révolutionnaires les plus populaires du mouvement révolutionnaire allemand »⁴, c'est tout d'abord parce que se manifestèrent dans sa personne et dans ses actes de nombreux traits et tendances de volonté qu'il avait en commun avec ses camarades révolutionnaires de classe⁵. Une première caractéristique significative est le

¹ Willeke, qui apprit à connaître certains membres de la Commission Commerciale de la FAUD et une série de militants, constatait que la conscience sociale fondamentale de ces hommes était la "volonté d'altérité", la "conscience de rebelle"; ils considéraient le fait d'"être rebelle" comme la vertu suprême » (Eduard Willeke, *Die Ideenwelt der deutschen Syndikalismus* [Le monde des idées du syndicalisme révolutionnaire allemand, *loc. cit.*). Voir à ce sujet quelques titres de Rudolf Rocker : *Jugend eines Rebellen* [La jeunesse d'un rebelle] (vol. 1 de son autobiographie), *John Most, Das Leben eines Rebellen* [John Most, la vie d'un rebelle], etc.

² Pendant les années de guerre, Franz Pfempfert fit de sa revue "Die Aktion" la plate-forme la plus importante de la protestation sociale, laquelle était incluse dans l'expressionnisme littéraire. Franz Jung, qui faisait partie des représentants les plus notables de ce mouvement littéraire, écrivait dans une prose sombre-désespérée et il rédigeait des esquisses sociales. Son pendant dans la création dramatique était Ernst Toller. Les travaux littéraires de Werner Möller, de Theodor Plievier et d'Erich Mühsam étaient plus conventionnels stylistiquement et plus directs en matière de propagande. Le fait qu'une protestation littéraire de ce genre ne soit pas restée purement indicative et théorique est montré par l'exemple de Werner Möller qui a été fusillé lors de l'insurrection de janvier à Berlin; leur participation à la République des conseils bavaroise a rapporté à Mühsam et à Toller de longues peines de prison; Franz Jung a vécu pendant les premières années qui ont suivi la Révolution de Novembre de façon presque permanente dans l'illégalité.

³ Les formulations littéraires de ces processus par le participant répondaient au mieux à la complexité de ce phénomène. Voir en particulier Franz Jung, *Die rote Woche, ein Proletarier-Roman* [La semaine rouge, un roman prolétarien], Berlin 1921; Franz Jung, *Proletarier, Erzählung* [Prolétaire, un récit], Berlin 1921; Karl Schröder, *Die Geschichte Jan Beeks* [L'histoire de Jan Beek], Berlin 1929.

⁴ Josef Schneider, *opus cité*, p. 41.

⁵ Hoelz était conscient de cela et il se décrivait en particulier durant son procès de la manière suivante : « Je mentionnais ... beaucoup de choses personnelles. C'était inévitable car tout ce qui m'était personnel était en même temps collectif. Non seulement j'ai eu des parents pauvres qui ont durement travaillé, non seulement j'ai

fait que Hoelz – né en 1889 comme fils d'un ouvrier de scierie – fut complètement indifférent politiquement jusqu'à la première guerre mondiale. Marqué par la misère matérielle de ses parents qui travaillaient dur, Hoelz fut motivé avant tout dans sa jeunesse par des désirs professionnels ambitieux; après plusieurs années de travail de journalier dans l'agriculture et l'industrie, il partit pendant deux ans en Angleterre où il se forma comme technicien et il travailla dans ce métier après son retour; il s' enrôla comme volontaire dans la guerre mondiale et il se retrouva ensuite – libéré en octobre 1918 comme invalide de guerre – sans travail. Rendu réceptif aux mots d'ordre politiques du fait de son expérience horrible de la guerre au front⁶, les premières idées des objectifs socialistes lui furent procurées en 1917 par un rédacteur social-démocrate⁷. C'est ainsi que doté d'un outillage politique des plus médiocres, mais dans un état d'esprit rebelle dû à son expérience de la guerre et à la famine, il fut à l'origine le 9 novembre 1918 de la formation d'un conseil d'ouvriers et de soldats dans son lieu d'habitation de Falkenstein dans le Vogtland; il fut ensuite membre de l'USPD et il fonda au début de 1919 le groupe local du KPD(S) à Falkenstein. Dans le mouvement de radicalisation de la classe ouvrière allemande provoqué d'une part par le chômage et la disette croissants et d'autre part par la politique de répression sanglante de Noske contre les ouvriers révoltés, Hoelz, en tant que leader d'une rébellion locale de chômeurs, en arriva finalement au mode d'action qui lui fut caractéristique dans les années suivantes, celui de la légitime défense armée et du soulèvement armé. Cette évolution, qui mène de l'indifférent politiquement jusqu'à l'activiste radical de gauche, en passant par la politisation occasionnée par la guerre et le chômage, peut être considérée comme parfaitement typique pour les travailleurs qui ont pris part aux luttes armées de l'époque révolutionnaire.

La première action de Max Hoelz, dans laquelle (selon ses propres mots) il fut poussé « plus par ses sentiments que par la réflexion à des actes » qui le « projetèrent tout à fait subitement hors de la voie bourgeoise normale »⁸, montrait déjà des caractéristiques que l'on retrouvera dans toutes les actions violentes radicales de gauche. L'irritation de la foule à Falkenstein, une ville d'industrie textile avec 17 000 habitants et environ 4 000 chômeurs, se tourna contre l'administration communale à laquelle on reprochait de mener ses affaires de manière négligente; le taux de mortalité était incomparablement supérieur à celui des villes du voisinage à cause du mauvais ravitaillement en vivres et en combustible. Dans la manifestation de masse de 5 000 travailleurs du 24 avril 1919, dont Hoelz devint le porte-parole, on obligea finalement le maire à défiler avec l'appel des chômeurs à travers la ville durant plusieurs heures à la tête du cortège des manifestants⁹. On obtint ainsi l'acceptation de l'augmentation de l'allocation chômage et la promesse de la fourniture à prix réduit de bois de chauffage provenant des forêts de la ville. En conséquence de quoi le maire demanda immédiatement aux troupes de la Reichswehr de venir à Falkenstein; elles arrêtaient tous les membres du comité de chômeurs, sauf Hoelz

été frappé en tant que valet, je me suis sauvé, j'ai cherché du travail pour ne pas crever de faim, j'ai cru en Dieu et je suis parti à la guerre, non seulement j'ai ouvert les yeux de sorte que j'ai tourné mon arme contre l'opresseur, non seulement je me suis trouvé devant les juges de classe, mais je n'ai pas non plus été le seul à me retrouver nu et sanglant dans les chambres de torture des prisons allemandes ! », Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, Avant-propos.

⁶ Voir *ibidem*, p. 32-50.

⁷ Le rédacteur était Georg Schumann du "Leipziger Volkszeitung", qui devint ultérieurement membre du KPD. Voir Georg Schumann, *Max Hoelz, der "gemeine Verbrecher"*, *Material zu dem an Max Hölz verübten Justizmord* [Max Hoelz, un "criminel ordinaires", matériau destiné au meurtre judiciaire commis à l'encontre de Max Hölz], Halle/Merseburg 1923, p. 3.

⁸ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 55.

⁹ Voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 55 sq. ; et : Josef Schneider, *Die blutige Osterwoche*, p. 42.

qui avait réussi à s'enfuir. C'est ainsi qu'en principe se déroulèrent les innombrables insurrections et grèves locales de 1918 à 1921.

On peut obtenir des informations supplémentaires sur la nature particulière de ces actions en examinant les actes ultérieurs de Max Hoelz. Peu après l'action que Max Hoelz mena dans le Vogtland, parallèlement aux combats de l'"Armée rouge" de la région de la Ruhr, en mars 1920, Paul Levi fit un portrait critique de Hoelz dans lequel il le décrivait comme une sorte de bandit généreux auquel il importait « de prendre là où il y a quelque chose, et de passer là où il n'y a rien »¹⁰. Hoelz réagit vivement au fait que Levi ait qualifié ses actes d'actions de justice primitives : ces « cas furent réglés pourtant sans que nous ne nous écartions de l'objectif principal : la libération des travailleurs du joug capitaliste par la chute du vieil ordre social et économique et l'instauration d'une nouvelle société sans classes »¹¹. Levi voyait en Hoelz un rebelle social archaïque alors que Hoelz se considérait lui-même comme un combattant de classe révolutionnaire moderne. La réponse à la question de savoir à laquelle des deux catégories historiques Hoelz correspondait réellement avec son mode d'action entre 1919 et 1921 est avant tout rendu difficile par la formation du mythe autour de sa personne, que Hoelz lui-même favorisa principalement par son comportement devant le tribunal et auquel le KPD participa considérablement après son incarcération.

Si l'on compare approximativement le mode d'action de Hoelz à la typologie du "rebelle social"¹² obtenue à partir de l'exemple des phénomènes sociaux de l'Europe du Sud-ouest, il s'ensuit des analogies étonnantes dans le détail, mais l'analogie ne fonctionne cependant pas dans l'ensemble. Les différences reposent principalement sur le fait que le rebelle social classique est le produit de la société agraire¹³. Mais Hoelz agissait justement dans le cœur hautement industrialisé de l'Allemagne centrale. Avec ses actes d'avril 1919 à avril 1921, Hoelz correspondait très exactement à l'archétype du rebelle social « qui prenait aux riches pour donner aux pauvres et qui ne tuait jamais sauf en cas de légitime défense ou de juste vengeance »¹⁴. Les actions de distribution de biens qu'il exécuta dans le Vogtland furent le fondement de sa popularité rapidement croissante. Un exemple parmi tant d'autres pour concrétiser la chose : quand un ouvrier se plaignit auprès de Hoelz parce qu'on lui avait refusé une petite augmentation de salaire, Hoelz envoya un messenger à l'employeur de ce dernier, un propriétaire foncier, pour exiger qu'il règle immédiatement 10 000 marks, sinon on irait prendre ses chevaux dans l'écurie et on les vendrait; le propriétaire paya¹⁵. De la même manière, Hoelz obtint, après la levée de son "Armée rouge" pendant le putsch de Kapp, des industriels de Plauen, d'abord 45 000 marks par semaine, puis 100 000, pour l'équipement et le ravitaillement de ses troupes¹⁶. Le tribunal

¹⁰ L'article de Levi a paru de façon anonyme dans "Die Internationale", 2^e année (1920), n^o 23 : *Hölz*.

¹¹ Max Hoelz, *Aus meinem Leben* [Ma vie] (unique édition fidèle au manuscrit et autorisée par l'auteur), Berlin sans date (Aktion-Verlag), p. 8. On y voit aussi des exemples de saisies et de distributions de vivres.

¹² Voir à ce sujet ce travail de pionnier hautement intéressant : Eric J. Hobsbawm, *Sozialrebellien, archaische Sozialbewegungen im 19. und 20. Jahrhundert* [Rebelles sociaux, mouvements sociaux archaïques, aux XIX^e et XX^e siècles], Neuwied 1962.

¹³ Voir *ibidem*, p. 40 sq.

¹⁴ *Ibidem*, p. 28. Hobsbawm voit dans Robin des Bois, une figure probablement historique que la légende caractérise avec cette citation, l'archétype du rebelle social.

¹⁵ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 61. Hoelz décrit un autre cas ainsi : « Lors d'une séance du conseil des chômeurs, il s'est présenté un aveugle qui gagnait sa misérable vie en faisant des paniers, et qui a demandé un prêt de mille marks pour pouvoir acheter des osiers pour son travail. J'ai envoyé immédiatement un membre du conseil exécutif chez un richissime grossiste auquel l'énorme masse de son argent causait beaucoup de soucis, je l'ai fait venir et je lui ai demandé de donner ce qu'il souhaitait à l'aveugle ; le pauvre riche s'est déclaré prêt à le faire ». *Ibidem*, p. 80 ; on y trouve d'autres exemples.

¹⁶ Voir *ibidem*, p. 89 et 92.

d'exception ne put accuser plus tard Hoelz que d'une exécution individuelle¹⁷; mais dans l'autodéfense, Hoelz ne reculait devant aucun moyen de violence¹⁸. Les caractéristiques typiques que l'on peut constater de manière concordante, dans des pays tout à fait différents et à des époques différentes, de la rébellion sociale, sont les suivantes : la prise d'assaut des prisons, le fait de faire brûler les archives et les dossiers judiciaires, et d'incendier les villas des riches¹⁹. Hoelz réussit à plusieurs reprises à libérer des camarades de combat incarcérés par des coups de main audacieux²⁰. Il employa à cette fin, à la fin de l'année 1920, le moyen de la terreur organisée. Afin de « procurer du soulagement aux camarades encore incarcérés depuis le putsch de Kapp et de travailler à leur libération violente »²¹, il organisa environ 50 hommes à Berlin, à Brunswick et dans le Vogtland, avec lesquels il voulait, par une série d'attentats à la dynamite contre les palais de justice, « inquiéter les autorités et effrayer les bourgeois »²², et avec lesquels il projetait aussi de libérer les prisonniers dans la confusion ainsi créée. Les attentats à Dresde, à Leipzig, à Freiberg et dans d'autres localités, se produisirent selon un plan précis. Hoelz rendit compte lui-même ultérieurement du caractère au fond encore pré-politique de ces actions : « Je n'attendais pas de ces explosions beaucoup de résultats politiques pour le mouvement communiste. Elles n'étaient pour moi qu'un moyen pour parvenir à mes fins »²³. Les destructions de documents étaient du même type; au cours des combats contre le putsch de Kapp, Hoelz obligea les deux juges de première instance de Falkenstein à entasser tous les dossiers judiciaires en place publique et d'y mettre le feu de leurs propres mains²⁴. En particulier pendant les combats de mars 1920 et 1921, on en arriva à de nombreux incendies – parfois justifiés stratégiquement – des maisons des riches bourgeois²⁵. Hobsbawm décrit, pour la société agraire, l'autre caractéristique suivante du rebelle social : « La population n'aide presque jamais les autorités à attraper les "bandits paysans". Cela vaut également pour les villages siciliens des années quarante comme pour les bourgs moscovites du XVII^e siècle »²⁶. Cela concorde aussi avec le cas de Hoelz. Il fut poursuivi depuis le début de son activité le 24 avril 1919 par mandat d'arrêt et la somme qui était offerte pour sa capture s'élevait déjà à 30 000 marks lors du

¹⁷ Selon la version du tribunal, Hoelz avait abattu le propriétaire d'un domaine dans un accès de colère ; mais l'exposé des preuves du tribunal était très fragile et insuffisant ; voir à ce sujet l'avocat de Hoelz dans : Georg Schumann, *opus cité*, p. 9 sq.

¹⁸ Un exemple : encerclé à la gare d'Oberkotzau (Bavière) par un grand nombre de policiers, Hoelz sortit une grenade dégoupillée de sa poche avec l'intention de se faire sauter avec les policiers dès que l'on mettrait la main sur lui ; le geste suffit ici comme dans d'autres cas ; les gendarmes s'enfuirent et Hoelz s'échappa ; voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 84 sq.

¹⁹ Voir à ce sujet Eric J. Hobsbawm, *opus cité*, p. 43 sq.

²⁰ Voir la description d'une action de délivrance de 24 camarades de Hoelz détenus dans la prison de Plauen dans : Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 93 sq.

²¹ *Ibidem*, p. 137 sq.

²² *Ibidem*, p. 139.

²³ *Ibidem*.

²⁴ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 96 sq. Voir à ce sujet l'extrait d'un opuscule anonyme de provenance syndicaliste révolutionnaire de la région de la Ruhr sur : *Wege und Aufgaben der sozialen Revolution* [Les moyens et les tâches de la révolution sociale] : ... « Ensuite, chaque syndicaliste révolutionnaire se rend avec une douzaine de travailleurs à l'hôtel de ville, au tribunal de première instance et au bureau de poste. Là, tous les registres du cadastre et les livres de compte, les cartons d'enregistrement, les actes, etc. sont jetés par la fenêtre pour en faire un bûcher qui brûle joyeusement. Il en sera de même pour les banques avec tous leurs livres de comptes, leurs obligations, leurs reçus et avec tout le papier-monnaie dont nous pourrions nous emparer. Le bourgeois le plus buté qui regarde un tel autodafé renoncera à ses dernières illusions ». Pol. Akten der Reg. Düsseldorf, n° 15809/5.

²⁵ Voir à ce sujet Max Hoelz dans : Georg Schumann, *opus cité*, p. 34.

²⁶ Eric J. Hobsbawm, *opus cité*, p. 29. Même les détails du type idéal du rebelle social, tel que Hobsbawm le décrit, correspondent à Hoelz ; par exemple le fait qu'il n'est capable de s'affirmer que tout au plus pendant 2 à 4 ans, que le nombre de ses partisans les plus fidèles ne dépasse pas 60 hommes, etc.

déclenchement du putsch de Kapp. Que, en tant que hors-la-loi, il ait échappé cependant pendant deux ans à l'arrestation par la police, ce n'était pas dû uniquement à sa témérité personnelle, mais aussi au fait que – comme Levi l'écrivit – il trouva vraiment du soutien « dans la sympathie sans doute passive mais chaleureuse de tout le Vogtland »²⁷. Les exemples de son sauvetage de la police par des camarades, ou par des ouvriers qui lui étaient tout à fait inconnus personnellement, sont nombreux dans ses mémoires²⁸. La saga, qui commençait à se tisser autour de lui, le décrivait en même temps comme omniprésent et insaisissable.

Tous ces traits peuvent caractériser Hoelz de manière suffisante comme un rebelle social; ce type n'est évidemment pas lié obligatoirement à la société agraire, mais il est également possible, lors des époques révolutionnaires, dans la société industrielle administrativement désorganisée²⁹. Hobsbawm insiste sans cesse sur le fait que la condition de bandit social classique de la société paysanne était assurément une protestation, mais une protestation non révolutionnaire. Les rebelles sociaux « ne peuvent que réparer l'injustice et ils démontrent que l'on peut aussi inverser de temps à autre l'oppression »³⁰; ils sont pré-politiques dans ce sens qu'ils n'aspirent pas au pouvoir de l'État, et que, objectivement, ils ne sont pas non plus du tout capables de renverser un ordre social dans son ensemble. Cette caractéristique pré-politique du rebelle social est propre à Hoelz et à une fraction considérable de l'activisme de gauche, bien qu'ils se soient présentés avec une prétention à la lutte de classe révolutionnaire. Étant donné la structure dichotomique, en principe nette, de la société capitaliste, il s'ensuit que le rebelle social se solidarise avec l'idéologie révolutionnaire des classes défavorisées de manière beaucoup plus vraisemblable que dans la société agraire qui présente des fronts de classe moins clairement développés. Mais cela ne change rien à la nature non révolutionnaire de l'état du rebelle social³¹. Dans le capitalisme moderne, lequel est caractérisé par la formation d'organisations puissantes dans l'État et dans l'économie, l'intérêt révolutionnaire a besoin d'organisation. Le rapport de Hoelz avec les véritables défenseurs de l'intérêt révolutionnaire, les partis politiques, est en outre instructif au sujet du phénomène social qu'il représente.

Même si la condition de rebelle social de Hoelz s'était mise au service du parti, par exemple dans l'Action de Mars du VKPD en 1921, elle s'opposait pourtant fondamentalement à cette sorte d'intégration organisationnelle. Hoelz appartenait depuis le début de 1919 au KPD(S) « bien qu'il convienne au parti du socialisme scientifique et de la discipline bolchevique à peu près comme un chef de brigand lui aurait convenu »³². Il fit partie en effet tout d'abord du KPD mais seulement tant que celui-ci n'était pas « un

²⁷ “Die Internationale”, *loc. cit.*

²⁸ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 65, 69, 70 sq., 73 sq., 83 sq., etc.

²⁹ Les différences et les analogies entre le rebelle social dans une société agraire et le rebelle social dans une société industrielle devraient être étoffées naturellement de manière plus approfondie que cela l'est ici, et aussi de manière empirique ; les exemples présentés semblent suffisants pour ce qui concerne l'exposé des preuves, à savoir qu'il s'agit avec l'activisme radical de gauche d'un phénomène largement pré-politique. L'activisme radical de droite des corps francs par exemple apparaît au contraire d'emblée comme politique, c'est-à-dire ayant pour objectif de conserver un ordre social existant ou de recréer un ordre social passé.

³⁰ Eric J. Hobsbawm, *opus cité*, p. 42.

³¹ Levi le reconnaît lui aussi dans son portrait de Hoelz (“Die Internationale”, *loc. cit.*) ; il voit dans les agissements de Hoelz le resurgissement d'une vieille idée, à savoir qu'un homme seul pourrait renverser tout l'ordre social « de par son cœur chaud et honnête, grâce à son bras puissant et sa forte volonté ». « L'habillement de cette idée sous la forme de la mission divine était celui du XVI^e siècle ; le travestissement de cette même idée au XX^e siècle est retirée au communisme. Mais de même qu'au XVI^e siècle la mission divine n'était rien d'autre que le travestissement, de même au XX^e siècle l'est le communisme. Le communisme lui-même n'est pas l'idée. ».

³² Evelyn Anderson, *Hammer oder Amboss. Zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung* [Le marteau ou l'enclume. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier allemand], Nuremberg 1948, p. 115.

parti de discipline bolchevique », c'est-à-dire tant que la tendance communiste de gauche du Congrès constitutif y domina. Après son action parallèle aux combats de la Ruhr en 1920 dans le Vogtland, il fut exclu par la centrale de Levi en raison de son manquement à la discipline³³. Hoelz était lié de manière multiple à cette tendance communiste de gauche. Ses connaissances rudimentaires du socialisme, il les devait au "Matérialisme historique"³⁴ d'Herman Gorter et en particulier à Otto Rühle, auprès duquel il suivit à la mi-1919, sur la lande de Lunebourg, un cours de six semaines sur les principes fondamentaux du socialisme. Il décrivit plus tard les idées qu'il y acquit : « Jusqu'au cours d'Otto Rühle, je croyais qu'une révolution prolétarienne pour la libération des opprimés et des exploités pouvait être *réalisée* par la volonté et le courage de quelques centaines d'hommes prêts à se sacrifier »³⁵. Tout d'abord, son initiation au socialisme scientifique lui avait donné la connaissance qu'une révolution n'éclatait pas parce que des centaines ou des millions de cœurs prolétariens battaient pour elle, mais qu'elle résultait de l'anarchie du mode de production capitaliste. Les connaissances théoriques qu'Otto Rühle lui avait procurées n'eurent cependant pas d'effets visibles sur le mode d'action de Hoelz; il est beaucoup plus vraisemblable que Hoelz ait fait sien la conception organisationnelle et tactique de Rühle, c'est-à-dire qu'il était convaincu de la « fin des partis ». Il affirma en tout cas à propos des chefs berlinois du KAPD : « Je n'ai jamais été d'accord avec leur tactique, bien qu'ils aient toujours pensé qu'un homme de mon tempérament ne pouvait qu'être de leur côté »³⁶. Il n'y a aucun doute que Hoelz était sensiblement plus proche de l'AAUE, fondée par Rühle, qui se réclamait d'un fédéralisme extrême et de laquelle une fraction alla jusqu'à l'autodissolution programmatique après 1921, que des cercles centralistes du KAP gravitant autour de Karl Schröder. Il est parfaitement typique de l'activisme radical de gauche que – comme c'est également visible dans le cas de Hoelz – les théorèmes politiques, qui avaient été assimilés superficiellement, n'avaient que très peu de relations avec leur pratique politique; le rebelle Hoelz ne se laissa pas insérer dans des formes traditionnelles d'organisation. Il se brouilla aussi finalement avec Rühle à cause de sa critique de l'Action de Mars 1921³⁷. Il était furieux du fait que – pendant qu'il mettait sa peau en jeu – le théoricien et l'intellectuel Rühle passait son temps « dans la fraîcheur du printemps » sur un domaine près de Freiberg durant les combats de mars, et qu'il écrivit ensuite par-dessus le marché des critiques impitoyables³⁸.

³³ Après une critique encore prudente d'Heinrich Brandler à Hoelz ("Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 39), il est dit le 11/04/1920 ("Die Rote Fahne", 3^e année (1920), n^o 46) : « À cause de ses actions confuses, Hölz et ses gens se placent en dehors du parti car le parti ne peut vivre que si les mots d'ordre de l'ensemble sont exécutés ! ».

³⁴ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 71 sq. : « De la littérature se rapportant aux questions syndicales et politiques, je ne connaissais que : Hermann Gorter, *Der historische Materialismus*. Dans les années qui précèdent la Révolution de Novembre, je avais lu exclusivement des livres techniques ».

³⁵ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 72 sq.

³⁶ *Ibidem*, p. 136. Il faut prendre fondamentalement des déclarations de ce genre dans les mémoires de Hoelz avec scepticisme étant donné que Hoelz était entièrement tombé à l'époque de leur rédaction dans la dépendance du KPD qui entretenait son mythe.

³⁷ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 15/16.

³⁸ Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 171 et 173. La femme de Hoelz établissait un lien entre Rühle et Pfempfert et l'arrestation de son mari, ; voir Ludwig Bergmann, *Max Hölz*, sa biographie complète et les véritables événements ayant mené à son arrestation. D'après un curriculum vitae rédigé par lui-même, Berlin 1921, p. 26 sq., Hoelz réduisait cette accusation au fait que celui qui le dénonça à la police le 15/04/1921, un officier, avait fait sa connaissance par l'intermédiaire de Rühle et avait été reçu par lui ; voir Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 181 sq.

Tandis que les porte-parole de la tendance organisation unitaire du communisme de gauche allemand faisaient valoir un droit particulier sur « leur Max Hoelz »³⁹, les représentants de la tendance berlinoise du KAPD ne demeurèrent pas en reste avec eux dans la célébration de la renommée du rebelle. Pour les communistes de gauche, Hoelz fut une sorte d'idole, l'incarnation de l'énergie prolétarienne de lutte de classe. Après son arrestation, l'"Aktion" écrivit dans un appel dithyrambique à Hoelz : « Tu es l'instinct du prolétariat encore enchaîné qui est indestructible, immuable, immortel »⁴⁰. Dans la KAZ de Berlin, il était dit de manière non moins emphatique : « Hoelz ne peut pas être arrêté, il ne peut pas être tué, Hoelz circulera toujours parmi le prolétariat car Hoelz signifie : il n'y a pas d'obstacle quand le prolétariat agit par lui-même »⁴¹. Les analogies de mentalité entre le KAPD et Hoelz eurent pour conséquence que, de toutes les organisations politiques, c'est de ce parti qu'il fut le plus proche entre avril 1920 et avril 1921. L'argent de ses butins coula à flots dans la caisse de la centrale berlinoise du KAPD⁴².

Étant donné que le mode d'action de Hoelz ne pouvait pas se déployer dans de grands mouvements de masse prolétariens et qu'il ne s'en produisit plus après les combats de mars (1921), il aurait vraisemblablement disparu de la vie politique s'il n'avait pas été arrêté et condamné. Mais c'est justement sa condamnation à la prison à vie qui le transforma, d'une tout autre manière, en un événement politique, et en un événement tel qu'il équivalait en force explosive à ses tentatives de soulèvements armés. Cette évolution provoqua l'éloignement de Hoelz de ses camarades de combat communistes de gauche ainsi que son rapprochement du KPD et son retour vers lui qui, en tant que grand parti d'appareil, pouvait intervenir comme un moyen incomparablement plus efficace dans la formation de l'opinion publique que le KAPD en voie de recul. Car c'est précisément dans ce domaine de l'opinion publique que le prisonnier à vie Hoelz devint une figure symbolique dans les années suivantes de la République de Weimar. Hoelz contribua fortement et de manière décisive au développement du mythe, qui commençait à se former autour de lui, du fait de l'assurance qu'il manifesta devant le tribunal d'exception devant lequel il fut traduit le 13 juin 1921. Il ne reconnaissait pas l'autorité du tribunal et il déclara dès le début du procès qu'il ne se considérait pas comme un accusé, mais comme un accusateur de la société bourgeoise dont les juges étaient les représentants⁴³. Il essaya non sans succès de faire passer le procès pour un exemple de la justice de classe, et il eut l'approbation du public prolétarien qui – à bon droit – était outré de la partialité avec laquelle la justice avait été rendue dans les cas précédents, en défaveur des insurgés de gauche et en faveur des agents subversifs de droite⁴⁴. Le procès de Hoelz eut une plus grande publicité que celui de n'importe lequel des autres activistes de gauche incriminés; déjà pendant les débats, il y eut des manifestations qui réclamaient son acquittement⁴⁵. Alors que ses ennemis dans le KPD, en particulier Heinrich Brandler – qui de la même

³⁹ Voir en particulier "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 29/32 : *Sonderheft für Max Hölz* [Cahier spécial pour Max Hölz], avec des contributions de : Franz Pfempfert, Max Hermann-Neisse, Victor Fraenkel, Raoul Hausmann, Maximilian Harden, entre autres ; est paru aussi en brochure indépendante.

⁴⁰ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 25/26.

⁴¹ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 182.

⁴² Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 149, 152, 181, 187.

⁴³ "Die Aktion", 11^e année (1921), n^o 29/32 : *Bericht über den Prozess Hölz* [Compte rendu sur le procès Hölz]. Voir aussi Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 208 sq.

⁴⁴ Voir à ce sujet l'étude de E. J. Gumbel, *Zwei Jahre Mord* [Deux ans de meurtres], Berlin 1921, dont les statistiques furent ultérieurement étendues (1924) et confirmées du côté de l'État ; elles montrent un énorme écart dans la fixation de la peine pour les actes politiques délictueux de gauche par rapport avec ceux de droite.

⁴⁵ Par exemple, fin juin à Berlin, à l'occasion de la représentation théâtrale des "Tisserands" de Gerhart Hauptmann, on en arriva à des manifestations spectaculaires en faveur de Hoelz. Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 209.

manière comparaisait en justice en tant que président de la centrale de mars –, se dissociaient de lui après comme avant, la popularité de Hoelz éveillait aussi l'intérêt du CEIC. Le III^e Congrès mondial du Komintern adopta le 25 juin 1921 une déclaration de solidarité dans laquelle il était dit que l'on pouvait ne pas approuver la tactique de la terreur individuelle et des actes de sabotage de Hoelz, mais que l'on reconnaissait que ses actions étaient provoquées par « l'amour du prolétariat et la haine de la bourgeoisie »⁴⁶. C'est en vain que Jan Appel protesta, en tant que représentant du KAPD, contre cette qualification; Hoelz n'avait jamais quitté des yeux le but de la révolution sociale et il avait « appliqué et défendu la tactique du KAPD »⁴⁷. Bien que, dans une campagne de presse dans ce sens, le KAP-AAU ait célébré Hoelz comme un véritable communiste à l'encontre des réserves émises par le KPD⁴⁸, Hoelz se tourna peu après sa condamnation de plus en plus vers le KPD. À la fin de 1921, il déclara dans une lettre au "Rote Fahne" sa rupture d'avec le KAPD, ce que la KAZ ne put expliquer que comme la conséquence de « la guillotine sèche des prisons allemandes », que comme le résultat de la ruine physique et morale de Hoelz⁴⁹. Si, pendant le procès de Hoelz, ses défenseurs avaient été encore mis à sa disposition par les organisations radicales de gauche (James Broh (AAUE), Victor Fraenkl (FAUD(S))), c'est la "Rote Hilfe", l'organisation de soutien et de secours du KPD, qui, dans les années suivantes, prit en charge activement, avec un effet de propagande, l'agitation pour la révision du procès et pour l'amnistie⁵⁰. C'est ainsi que Hoelz devint de plus en plus le représentant emblématique du révolutionnaire prisonnier, la figure symbolique de la justice de classe. On en arriva de cette manière à la fin de 1926, entre autres, à la formation d'un "Comité neutre" pour la reconsidération du cas Hoelz, comité auquel appartinrent également, à côté de nombreux intellectuels de gauche, des artistes, écrivains et professeurs, bourgeois célèbres⁵¹. Une loi d'amnistie politique, réclamée déjà depuis longtemps par la fraction communiste du Reichstag, entra en vigueur le 14 juillet 1928 et elle libéra également Hoelz. Il fut dépêché à travers le pays pendant un an environ par le KPD comme propagandiste en vogue et, après la dissipation de l'intérêt du public, envoyé en Russie où il devint probablement une victime de la bureaucratie stalinienne.

⁴⁶ *Procès-verbal du III^e Congrès du Komintern*, p. 218.

⁴⁷ *Ibidem*, p. 218 sq.

⁴⁸ Voir par exemple "Der Kampfbruf", 1^o année (1920/21), n^o 256 : *Max Hölz*.

⁴⁹ "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920/21), n^o 256 : *Max Hölz*.

⁵⁰ Fin 1923, "Der Kampfbruf" (tendance Berlin), 4^o année (1923), n^o 42, écrivait : « Il semble maintenant ... que le KPD, ou Moscou, ait remporté la victoire. Soit il y a des choses plus importantes, soit l'état d'esprit actuel de Max Hölz peut être mis en suspens ».

⁵¹ Parmi d'autres : Joh. R. Becher, Rudolf G. Bindung, Bert Brecht, Martin Buber, Albert Einstein, Samuel Fischer, Heinrich George, Kurt Hiller, Herbert Ihering, Alfred Kerr, Heinrich Mann, Thomas Mann, Ernst Rowohlt, Kurt Tucholsky, Arnold Zweig.

X. LES PHÉNOMÈNES DE DÉSINTÉGRATION DANS LES ORGANISATIONS RADICALES DE GAUCHE

1. Les tendances hostiles à l'organisation

Quand, dans la seconde moitié de l'année 1923, sur la base de l'accélération de l'inflation et du nombre de chômeurs qui passa de 180 000 en juillet à 1,5 millions en décembre²⁹⁷, il régna encore une fois dans l'Empire une "atmosphère de novembre", les traditions radicales de gauche étaient irrévocablement isolées par le KPD, la tradition anarcho-syndicaliste et la tradition communiste de gauche s'opposaient de manière irréconciliable et chacune des deux était encore une fois subdivisée en plusieurs tendances. Leurs appels à la grève et à l'insurrection n'atteignaient que peu d'ouvriers, leurs organisations n'étaient plus que des associations traditionnelles et non plus des facteurs de la vie politique en Allemagne comme elles avaient tout de même pu l'être jusqu'à la fin de 1921. Leurs déclarations révolutionnaires ne provoquaient alors plus que les autorités policières et militaires; après que, grâce à l'aide financière du plan Dawes et l'émission du nouveau Rentenmark en novembre 1923, une période de stabilisation économique eut été ouverte, ce ne fut pas seulement le KPD qui fut interdit de novembre 1923 jusqu'en février 1924 de par la loi des pleins pouvoirs; les organisations qui se situaient à sa gauche furent également considérablement décimées du fait de l'intervention des autorités étatiques et militaires. C'est ainsi que les unions locales de la FAUD furent interdites par une série de commandements de subdivisions de régions militaires en Westphalie, Hanovre, Mecklembourg et Poméranie; en Saxe et en Bavière, la FAUD fut repoussée totalement dans l'illégalité²⁹⁸. L'interdiction entraînait généralement la confiscation de tous les instruments de l'union, et les membres qui voulaient continuer l'organisation de manière illégale furent traduits en justice. La FAUD perdit durant les années 1923-24 les deux tiers de ses adhérents; d'après ses propres informations – plutôt surestimées –, il lui en restait 25 000 en 1924. De manière totalement analogue, une conférence nationale commune du KAP et de l'AAU de la tendance d'Essen établit le 3 février 1923 que l'activité des organisations était « presque complètement paralysée »²⁹⁹ par les arrestations et les poursuites. D'après les estimations d'observateurs communistes de gauche³⁰⁰, le KAPD de Berlin comptait encore à la fin de 1924 environ 2 000 membres, le KAP d'Essen à peu près 700; le nombre d'adhérents de l'AAU a été évalué globalement – vraisemblablement de manière trop haute et en outre avec une incertitude avouée – à 70 000.

Étant donné ces mesures de répression étatiques contre les organisations radicales de gauche, il y eut une accélération dans ces groupes d'une tendance évolutive qui existait

²⁹⁷ Voir à ce sujet Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik* [Histoire de la République de Weimar], p. 145 sq.

²⁹⁸ Ici et pour la suite, voir le rapport de Fritz Kater pour le II^e Congrès de l'IAA dans : "Die Internationale", (IAA), 2^e année (1925), n^o 5, p. 119 sq.

²⁹⁹ "Proletarier", 5^e année (1924), n^o 10.

³⁰⁰ Voir à ce sujet le compte rendu d'un membre de l'AAUE dans : "Die Aktion", 14^e année (1924), n^o 15.

depuis leur fondation et qui se manifesta ouvertement à partir de la défaite de mars : la tendance à la désintégration du corps d'organisation. Cette tendance fut provoquée par une couche, représentée dans toutes les organisations radicales de gauche, de membres tout d'abord politisés par la guerre et vivement intéressés par l'action, couche qui se solidarisa avec les buts sociaux-révolutionnaires plus ou moins bien compris des organisations, mais qui n'avait pas le moindre intérêt pour le travail organisationnel pratique. Cette attitude fut démontrée très clairement par le programme de refus de l'organisation d'une renégate tardive du KPD qui déclarait sur instruction de l'AAUE de Hambourg³⁰¹ :

« On doit créer des journaux... Ils seront payés, et avec cet argent on imprimera le prochain numéro. Si personne ne veut le lire, il ne mérite pas plus que de crever. Nous n'avons pas besoin d'imprimeries; elles nous seront prises de toute façon dans la lutte; nous les prendrons le cas échéant dans la lutte. Nous faisons nous-mêmes les feuilles volantes, les tracts incendiaires d'entreprise. Nous pouvons évidemment lire et écrire. Nous ne récoltons pas de fonds pour la grève; nous faisons la grève sans secours. Si nos camarades sont prisonniers, nous faisons la quête; volontairement. Nous n'envoyons rien à des caisses centrales. Elles gardent toujours la plus grosse part pour les salaires de gens qui considèrent ensuite comme de leur devoir de nous couper la parole. Si nous avons besoin de communication orale, nous convoquons nos camarades aussi nombreux ou peu nombreux qu'ils puissent être. La lutte pour le pouvoir économique et politique réussira quand chacun de nous aura une arme, pourra l'utiliser et sera déterminé à l'employer. »³⁰²

Elle déclarait catégoriquement : « Ce qui n'est pas effarouché par l'organisation dans le prolétariat allemand n'est pas révolutionnaire... »³⁰³. Avec une telle conception de l'organisation, répandue chez les adhérents, on ne s'étonnera pas que les organisations radicales de gauche n'adoptèrent jamais des contours solides; les dirigeants d'organisation eux-mêmes ne furent jamais en mesure de donner des informations exactes sur le nombre d'adhérents, étant donné que ces cercles hostiles à l'organisation leur refusaient les cotisations pour l'agitation, l'introduction du livret de membre et en général toute information³⁰⁴. Les tendances caractérisées jusqu'à présent sont tout à fait précisément détectables, sous une forme massive, dans chacune des organisations radicales de gauche. Dans la FAUD, elles se présentent de manière concentrée dans l'opposition de Düsseldorf autour de la "Schöpfung". Le reproche d'"individualisme" que la Commission Commerciale de Berlin adressait aux syndicalistes révolutionnaires de Düsseldorf n'impliquait pas en fin de compte une critique de leur nonchalance dans les questions pratiques d'organisation. La Commission Commerciale mit avec insistance en garde, par exemple pour ce qui concerne le XIII^e Congrès, contre les camarades qui mettraient en avant pour la centième fois « que toute organisation, quelle que soit sa nature, (était) la meurtrière de la liberté » et qui présenteraient « l'absence d'organisation comme une panacée »³⁰⁵. Le discours de Rocker lors du XIII^e Congrès³⁰⁶ fut en fin de compte

³⁰¹ Ketty Guttman, *Los von Moskau !* [Quittons Moscou !], Hambourg sans date (1924), édité par l'AAUE de Hambourg.

³⁰² *Ibidem*, p. 23.

³⁰³ Ketty Guttman, *Los von Moskau !*, p. 5.

³⁰⁴ Ce sont ces mêmes phénomènes que Kater déplorait déjà lors du Congrès constitutif de la FAUD. Une partie considérable des questionnaires envoyés par la Commission Commerciale restèrent sans réponse. Voir "Der Syndikalist", 2^e année (1920), n^o 1. En 1921, sur les 422 unions locales, seules 251 répondirent aux questionnaires envoyés par la Commission Commerciale en vue du XIII^e Congrès. Voir "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 41.

³⁰⁵ Voir "Der Syndikalist", 3^e année (1921), n^o 39.

uniquement une explication du fédéralisme de la FAUD qui était compris à tort comme une absence de discipline et une indifférence par rapport à l'organisation. Le fédéralisme extrême de la structure de l'AAUE ouvrit la porte aux mêmes malentendus³⁰⁷. Au cours de l'année 1922, se manifesta avec une insistance croissante, dans le centre de rayonnement le plus important de l'organisation, en Saxe orientale, une tendance qui refusait tout lien organisationnel au-delà du niveau local et qui fut désavouée par la majorité de l'AAUE à cause de son programme d'"autonomie de cheminée d'usine"³⁰⁸. Cette tendance avait son chef-lieu dans la ville industrielle saxonne de Heidenau, dans le district de Dresde, et elle disposait de l'organe de l'AAUE qui y paraissait depuis 1921, "Die Revolution". Lors d'une conférence nationale de l'AAUE en septembre 1922 à Weimar, les deux tendances s'affrontèrent : l'"Aktion" attribua leurs divergences aux couples contradictoires communisme-individualisme, organisation des conseils-désorganisation³⁰⁹. Comme l'opposition "individualiste" de Düsseldorf dans la FAUD, l'opposition de Heidenau dans l'AAUE fut aussi en liaison constante avec l'Autrichien Rudolf Grossmann que Rühle – et avec lui la majorité de l'AAUE – rejetait en tant que pacifiste tolstoïen³¹⁰. L'opposition de Heidenau créa son propre bureau d'information pour l'Empire afin de rassembler les groupes de l'AAUE ayant la même orientation qu'elle, mais elle n'eut manifestement pas grand succès avec la réunion des ennemis de l'organisation dans le mouvement organisation unitaire. Dans la discussion sur la nécessité et le droit à l'existence de l'organisation, qui atteignit son point culminant dans l'AAUE de Heidenau en 1923 et qui se refléta dans la "Revolution", des formulations étonnamment claires firent leur apparition; en elles s'exprimaient des revendications qui prouvent que la tendance de Heidenau appartenait au sens le plus strict à la tradition radicale de gauche et qui montrent qu'il s'agissait simplement, avec cette branche collatérale de l'AAUE, de la forme extrême d'un aspect de cette tradition. La constante psychologique de la "crainte des bonzes" est décrite par exemple dans le passage suivant :

« L'organisation est l'assemblage de pierres à bâtir susceptibles d'être façonnées (les hommes), selon des lois architecturales nécessaires à la construction (les principes, les lignes directrices, les statuts), assemblage mis en œuvre par des bâtisseurs (organisateur, chefs, bonzes) pour obtenir un édifice qui incorpore la pensée d'un architecte (l'idée de la construction, le principe, le programme). »³¹¹

Et après cette définition, on lançait cet appel : « Au travail, camarades! Arrachez à l'organisation ce que vous pouvez arracher. Détruisez la maçonnerie en devenant des cellules vivantes conscientes. Voilà de la destruction créatrice! »³¹². Au lieu des organisations, on réclamait l'« autonomisation des individus (c'est-à-dire l'individualisation des masses) »³¹³; une demande du reste que l'on peut glaner, presque

³⁰⁶ Voir Rudolf Rocker, *Über das Wesen des Föderalismus im Gegensatz zum Zentralismus* [Sur la nature du fédéralisme par opposition au centralisme], Berlin 1923.

³⁰⁷ Rétrospectivement, il est dit entre autres sur la première année de l'AAUE : « Celui qui, comme cela arrive fréquemment, ne voit et ne veut voir dans le fédéralisme rien d'autre qu'une forme lâche, facultative, de la synthèse sous le couvert de laquelle tous les intérêts singuliers peuvent se défouler de manière particulariste, n'a pas encore vraiment compris le sens et le but de la structure fédéraliste comme organisation ». "Die Aktion", 12^e année (1922), n° 35/36.

³⁰⁸ "Die Aktion", 14^e année (1924), n° 6 : *Drei Jahre AAUE* [L'AAUE a trois ans].

³⁰⁹ "Die Aktion", 12^e année (1922), n° 39/40.

³¹⁰ "Die Aktion", 12^e année (1922), n° 41/42.

³¹¹ "Die Revolution", 3^e année (1923), n° 22 : *Los von den Organisationen!* [Quittons les organisations !].

³¹² "Die Revolution", 3^e année (1923), n° 22.

³¹³ *Ibidem*.

dans la même formulation, dans les lignes directrices de l'année 1891 de l'"Association des Socialistes Indépendants". Ceux de Heidenau continuèrent jusqu'en août 1923 leur polémique contre la majorité regroupée autour de Rühle et de Pfemfert, et ils allèrent ensuite jusqu'à la conséquence extrême – et donnant tout de même une impression grotesque – de leur refus d'organisation : à l'autodissolution inscrite dans le programme. Une réunion des membres de l'AAUE de Heidenau déclara le 1^o août 1923 que

« toutes les organisations sont devenues dépassées, que le front unitaire de tous ceux qui créent ne peut, et ne doit, se réaliser que dans les entreprises et à la campagne, si les organisations de toutes nuances se dissolvent, parce qu'elles engendrent dans le mouvement ouvrier le bacille de la division, et donc du désaccord, par les programmes, les chefs et l'enseigne, et parce qu'elles sont un obstacle dans l'intérêt du progrès. Les camarades de Heidenau tirèrent la conséquence de cette connaissance brièvement esquissée et ils mirent en pièces leur organisation en tant que la première. »³¹⁴

On arrêta la parution de l'organe du syndicat et l'on recommanda aux membres de continuer à agir en faveur de la révolution sociale dans le cadre de clubs de marche à pied et d'associations de théâtre amateur. Même si la logique suicidaire de l'organisation unitaire de Heidenau est un cas isolé, la tendance qui culmina en elle existait pourtant dans toutes les organisations radicales de gauche. Dans la tendance d'Essen du KAP-AAU, se manifestèrent des courants hostiles à l'organisation similaires dans la sphère de la "Ligue communiste des conseils" de Leipzig qui fit scission à la fin de 1923³¹⁵. Les tendances radicales de gauche étaient nées avant la guerre mondiale de la relation de tension entre la demande individuelle des membres de pouvoir participer directement à la direction et au façonnage de l'organisation et l'appareil de fonctionnaires qui s'autonomisait à la tête des grandes organisations ouvrières; la crainte des "bonzes" ou des "instances" resta constamment un facteur intellectuel et psychique fondamental dans les organisations radicales de gauche qui se sont développées pendant et après la guerre dans ces conditions; c'est en raison de la stagnation du développement organisationnel à partir du milieu de 1921 et également d'une certaine résignation due au fait que le problème chefs-masses n'ait été résolu nulle part de manière satisfaisante, que se déployèrent en 1922-23 dans les organisations radicales de gauche des tendances hostiles à l'organisation, qui – comme dans tout mouvement de protestation³¹⁶ – existaient depuis le début et qui apportèrent leur part au processus d'affaiblissement, à la fin duquel se trouvait la secte politique.

2. Le problème des intellectuels

Un autre aspect de la désintégration des organisations radicales de gauche est la dissociation de leurs composantes sociologiques fondamentales : la répugnance vis-à-vis des forces intellectuelles d'une part, l'autonomisation des cadres activistes restants d'autre part. Une tendance anti-intellectuelle traversait ces organisations de la même façon que le

³¹⁴ Die Aktion", 13^e année (1923), n^o 17.

³¹⁵ Die Aktion", 14^e année (1924), n^o 6.

³¹⁶ L'on peut déceler la même opposition entre une aile hostile à l'organisation et une aile soucieuse d'organisation dans le mouvement allemand de la jeunesse d'avant 1914. Voir à ce sujet : Renate Mayntz, *Soziologie der Organisation*, Hambourg 1963, p. 39 sq.

trait fondamental de l'hostilité à l'organisation. Cette tendance avait peu en commun avec l'anti-intellectualisme formulé philosophiquement des cercles gravitant autour de Georges Sorel dans le syndicalisme révolutionnaire français par exemple¹. Il procédait en premier lieu du ressentiment et il était tangible entre autres dans le pathos d'autonomie prolétarienne caractéristique des produits de la presse des radicaux de gauche. L'organe de la FAUD se présentait comme un hebdomadaire « qui est écrit par des prolétaires, par des travailleurs manuels qui gémissent habituellement toute la journée dans la corvée capitaliste ou traînent sans travail sur le pavé ». La grande foule des intellectuels n'était pas en bons termes avec l'organisation syndicaliste révolutionnaire et sa presse². La feuille de Zwickau, qui paraissait dans la maison d'édition de l'AAUE, "Proletarischer Zeitgeist" [L'esprit du temps prolétarien], se déclarait, c'était déjà un programme, dans l'en-tête du journal comme « un journal écrit par les travailleurs pour les travailleurs », et la plupart des autres journaux radicaux de gauche défendaient avec la même emphase l'indépendance prolétarienne. La relation entre le mouvement radical de gauche et les intellectuels avait été déjà, peu après la fondation du KPD(S), un objet de discussion. En août 1919, lorsque le KPD(S) lui-même était encore dirigé majoritairement par des intellectuels formés de manière académique et d'origine non prolétarienne, on prit, dans l'organe de discussion qui était sous l'influence de la centrale³, une position clairement positive par rapport aux intellectuels prêts à coopérer. On faisait dépendre dans une certaine mesure la réussite de la révolution de leur collaboration. Le « rôle du travail intellectuel dans le procès de production » assurait à l'intellectuel « une importance cruciale »⁴; mais la question de savoir si les intellectuels se montreraient à la hauteur de leur rôle historique dans le procès révolutionnaire était encore ouverte. Dans l'opposition de gauche du PC, il apparut depuis le début, dans la lutte contre la tactique et contre la personnalité bizarre du président du parti et avocat Paul Levi, des signes d'hostilité envers les intellectuels, hostilité pour laquelle un article de l'"Internationale" montrait de la compréhension dans la mesure où, en effet dans le passé, des intellectuels étaient venus à la social-démocratie « pour y jouer le rôle de chef qu'ils n'avaient pas réussi à avoir dans les partis bourgeois »⁵. La centrale mettait cependant en garde contre la proclamation d'une « politique des mains calleuses », comme celle qui était inévitablement populaire dans les cercles activistes de la gauche du KPD et qui s'exprimait à l'occasion dans sa presse⁶. Lors du Congrès constitutif du KAPD, l'on considéra comme un bon présage, comme « prometteur aussi pour le développement ultérieur », l'affirmation selon laquelle, dans la nouvelle organisation, il n'y aurait « bien sûr pas d'intellectuels » mais « uniquement des travailleurs »⁷. Lors du II^e Congrès du parti, au début d'août 1920, ce fut, chose étrange, un des intellectuels dirigeants du parti, Karl Schröder, qui résuma le ressentiment anti-intellectuel prédominant :

« Une chose importante s'est cristallisée dans les débats : un instinct plus sûr des prolétaires : nous devons nous libérer complètement des intellectuels!... C'est à partir de

¹ Voir à ce sujet Irving Louis Horowitz, *Radicalism and the Revolt against Reason. The Social Theories of Georges Sorel*, Londres 1961.

² "Der Syndikalist", 1^o année (1919), n^o 37 ; voir aussi "Der Syndikalist", 3^o année (1921), n^o 6 : *Die "Intelligenten" und der Syndikalismus* [Les "intelligents" et le syndicalisme révolutionnaire].

³ "Die Internationale", 1^o année (1919), p. 223 sq. : *Die Kommunistische Partei und die Intellektuellen*.

⁴ *Ibidem*, p. 227.

⁵ *Ibidem*, p. 225.

⁶ Voir par exemple le "KAZ" (Hambourg), 1^o année (1919), n^o 180 : *Das Proletariat und die Intellektuellen* ; on y lit entre autres : « Le prolétariat refuse de s'identifier à ceux qui tournent le dos à la société bourgeoise par bravade ou par dégoût, et pour vouloir dire quelque chose à la classe ouvrière ».

⁷ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1920), n^o 90.

ces instincts que s'exprime le menaçant « hélas, n'abusez pas de nous! Pensez aux millions de morts qui ont été victimes des mots d'ordre des chefs. N'abusez de nous d'aucune façon pour n'importe quelle théorie! »⁸

Schröder chercha les causes de la haine vis-à-vis des intellectuels précisément dans le refus, si profondément enraciné dans les cercles radicaux de gauche, des chefs ouvriers de toute sorte. Le ressentiment, que l'on pouvait constater dans presque toutes les tendances d'organisation, redevint très net dans les branches collatérales extrêmes nées après 1921, dans la tendance de Heidenau de l'AAUE et dans la "Ligue communiste des conseils". Dans les deux branches collatérales de la tradition communiste de gauche, on essaya de formuler le ressentiment anti-intellectuel de manière théorique; les tentatives de formulation qui vont suivre ne seront pas présentées en raison de leur – très faible – valeur théorique intrinsèque mais en tant que symptômes du processus de dissolution des organisations radicales de gauche. La "Revolution" de Heidenau fustigeait inlassablement la « dépendance inquiétante du prolétariat allemand par rapport à la vermine des chefs intellectuels »⁹. Chez elle, on s'opposait finalement à cette dépendance du prolétariat allemand vis-à-vis de ses chefs intellectuels bourgeois en s'appuyant sans ambiguïté sur le théorème – qui marquait également la pensée de Sorel – de la philosophie vitale de Bergson et de ses épigones :

« Le fait de placer la raison au-dessus de toutes les autres manifestations et fonctions humaines vitales repose sur le fondement, qui est facile à expliquer du point de vue du matérialisme historique, du développement de la machine dans la forme économique capitaliste... Le fait de calculer, le fait de compter, rien que des affaires purement rationnelles, sont devenus la loi vitale de la forme économique capitaliste qui se reflète dans la vie intellectuelle de la société bourgeoise dans la glorification et la préséance de l'intellect, de la raison. »¹⁰

Les prolétaires devaient abandonner le respect exagéré à l'égard des intellectuels et croire seulement dans leurs propres forces. De manière totalement analogue, ceux de la Ligue des conseils de Leipzig opposaient par exemple dans l'"Epoche" l' « intellect prolétarien » qu'il fallait développer à l' « intellectualisme bourgeois » prédominant : la caractéristique de la responsabilité avait jusqu'à présent manqué à la pensée politique de la classe ouvrière. « L'intellectualisme bourgeois de plus en plus politiquement déraciné, qui ne peut plus sucer de sucs à la science bourgeoise, est encore capable de ne prescrire à l'intellect prolétarien cherchant une issue que l'ordonnance de continuer à faire confiance à son contrôle idéal »¹¹.

Le grand nombre d'intellectuels attirés puis repoussés par les traditions radicales de gauche de 1918 à 1923 est encore plus révélateur à propos de l'hostilité spécifique à l'égard de l'intelligentsia que ces manifestations. Il est difficile de repérer un autre courant du mouvement ouvrier allemand qui aurait montré une consommation semblable de porte-parole intellectuels et pour lequel une alliance de courte durée entre les intellectuels et les

⁸ Procès-verbal du I^o Congrès régulier du KAPD, p. 92.

⁹ "Die Revolution", 2^o année (1922), n^o 17.

¹⁰ "Die Revolution", 2^o année (1922), n^o 20 : *Revolution und Wissenschaft* [Révolution et science].

¹¹ "Die Epoche", 2^o année (1924), n^o 5 : *Bürgerliche Wissenschaftler in den Niederungen der Kapitalkultur* [Les scientifiques bourgeois dans les bas-fonds de la culture du capital].

masses mécontentes aurait été caractéristique dans une mesure semblable¹². La seule organisation à faire exception ici est la FAUD, chez les adhérents de laquelle le ressentiment anti-intellectuel ne faisait en aucun cas défaut, mais dont la tête de l'organisation, la Commission Commerciale de Berlin, favorisait les éléments qui faisaient de la théorie en raison de son zèle dogmatique; dans les grandes villes, un nombre significatif de professeurs, d'artistes et d'autres membres des professions indépendantes, était organisé dans la FAUD¹³; il y avait à Berlin une "Association des travailleurs intellectuels" qui avait été créée sur l'initiative du conseiller juridique Victor Fraenkl. Qualifiée par son origine prolétarienne, la direction intellectuelle de la FAUD (Rocker, Souchy, Oerter) resta relativement stable. Dans les traditions radicales de gauche après 1918 – comme déjà dans le mouvement des "Jungen" –, c'est l'engagement des artistes, poussés par des sentiments de révolte anti-bourgeoise, qui fut le plus variable. Ils avaient été avant la guerre pour partie politiquement indifférents ou bien ils s'étaient joints à la protestation générale, non expressément politique, des expressionnistes (par exemple Heinrich Vogeler, Franz Jung) et ils en vinrent à cause de la guerre et des événements révolutionnaires à la conviction que la société bourgeoise était arrivée à sa fin¹⁴; leur volonté de coopération – pour la plupart pensée très sérieusement – avec les organisations d'extrême gauche s'éteignit partiellement avec la fin des années d'excitation révolutionnaire (1918-1923) et avec la désintégration organisationnelle qui progressait; Jung par exemple se résigna et prit une attitude apolitique, tandis que Vogeler travailla dans le PC jusqu'à la fin de sa vie. Pour les intellectuels liés de manière directe à la mise en forme organisationnelle des tendances radicales de gauche, il faut remarquer la tendance selon laquelle, dès qu'ils avaient institué une plateforme programmatique, ils étaient bientôt exclus par le mouvement en voie d'émancipation; c'est ainsi que pour de nombreux instigateurs intellectuels de la tradition anarcho-syndicaliste (par exemple Gustav Kessler, Raphael Friedeberg, Robert Michels) et pour la plupart des instigateurs intellectuels de la tradition communiste de gauche (Julian Borchardt, Heinrich Laufenberg, Fritz Wolffheim, Friedrich Wendel, Karl Schröder, Alexander Schwab, Otto Rühle – pour ne nommer que les plus importants) leur engagement radical de gauche resta

¹² Heinrich Brandler, qui suivait, en tant qu'observateur critique, l'évolution des organisations radicales de gauche, les caractérise ainsi : « Toutes ces tendances sont des phénomènes de désintégration du mouvement ouvrier... qui incarnent des insatisfactions très réelles, mais informes, aussi longtemps qu'elles ont trouvé des personnalités dirigeantes qui ont conféré une expression à ces états d'âme d'insatisfaction ». Lettre du 24/07/1964 à l'auteur.

¹³ Voir Hans Bötcher, *opus cité*, p. 92 sq.

¹⁴ Les remarques de Franz Jung, dans le compte rendu de son voyage en Russie pour ce qui concerne la situation de l'intelligentsia bourgeoise en Russie, est instructive à ce propos : « Il n'en ira pas autrement pour l'intellectuel allemand. Le marteau de la révolution sociale l'atteint lui aussi et il ne laissera pas grand-chose de lui. Il existe cependant encore un moyen avant qu'il ne soit dos au mur. Laisse tout tomber et va-t-en vadrouiller, planque-toi. Il faut aller au Spitzberg, dans les mines de charbon... Ou bien va dans les villes de Sibérie. Un nouveau genre de vagabonds y est en train de se constituer. ». Franz Jung, *Reise in Russland* [Voyage en Russie], Berlin sans date, p. 23 (KAPD-Verlag). Heinrich Vogeler dédia son texte d'agitation : *Die Arbeitsschule als Aufbauzelle der klassenlosen menschlichen Gesellschaft* [L'école du travail comme cellule d'organisation de la société humaine sans classes] (Hambourg 1921) : « Aux bourgeois..., qui ne veulent pas consacrer leur dernière force constructive au suicide ». Lui aussi leur recommandait « de se planquer » : il exigeait de l'artiste « qu'il s'affranchisse de tous les besoins bourgeois de luxe » et « qu'il accompagne les colonnes d'ouvriers en partance pour la campagne afin d'y partager la vie de travail avec eux ; et alors, le nouvel art naîtra à partir des besoins primitifs. Le peintre devient alors pleinement celui qui donne forme aux besoins vitaux du prolétariat ». Heinrich Vogeler, *Proletkult, Kunst und Kultur in der kommunistischen Gesellschaft* [Proletkult, art et culture dans la société communiste], Hanovre 1920, p. 4. Les deux artistes honorèrent du reste leur exigence et ils menèrent occasionnellement un travail de reconstruction pendant des années dans des républiques asiatiques reculées de l'URSS.

un épisode de leur vie politique, tandis que les organisations qu'ils avaient contribué à instituer survécurent à leur collaboration.

3. L'autonomisation de l'activisme : "la lutte organisée en bandes" de Karl Plättner

La réduction et finalement le détachement des fractions activistes qui existaient parmi les membres des organisations radicales de gauche signifièrent un autre type de perte de substance pour elles. Bien que l'utilisation de la force armée ait été un point du programme pour le KAPD et l'AAU ainsi que pour la FAUD – pour autant que celle-ci n'ait pas été sous l'influence pacifiste de la Commission Commerciale de Berlin –, le rapport de ces organisations aux groupes paramilitaires créés pour cet objectif resta toujours très lâche et problématique. Le KAP lui-même semblait – d'après des rapports policiers¹ – faire très peu de cas de ses organisations de combat; les unités paramilitaires, qui étaient sans exception peu importantes, ne réussirent jamais à avoir une cohésion organisationnelle. Les "Gardes rouges" et les "Armées rouges", qui firent leur apparition de novembre 1918 à mai 1919 et dans les combats de mars de 1920 et 1921, furent des structures momentanées qui ne se formèrent qu'à partir des mouvements insurrectionnels. Les manifestations sporadiques et peu stables du point de vue de l'organisation de l'activisme radical de gauche et en particulier son détachement des organisations radicales de gauche peuvent s'expliquer par l'activité politique de Karl Plättner.

Plättner, né en 1893, avait fait partie jusqu'en 1914 des syndicats et de la social-démocratie; durant la guerre, il agit dans une position dirigeante dans le mouvement radical de gauche de la jeunesse et il fut condamné en 1917 à un an et demi de prison pour avoir distribuer des tracts de Liebknecht et fait de l'agitation dans le sens de celui-ci. Il appartint après la Révolution de Novembre aux IKD de Dresde et il réclama déjà le 13 novembre 1918, en tant que membre du conseil des ouvriers et des soldats de Dresde, le désarmement de toutes les forces bourgeoises et « l'armement de la garde rouge prolétarienne et des masses prolétariennes occupées dans les entreprises industrielles »². Il travailla ensuite comme agitateur (orateur itinérant) dans le KPD(S) et il parcourut les phases d'évolution de l'opposition communiste de gauche jusqu'à la fondation du KAPD en avril 1920. Il participa à la plupart des grandes insurrections armées de l'année 1919³. Il prit part de manière importante à la préparation et aux combats de barricades de la République des conseils de Brême depuis le milieu de janvier jusqu'au 7 février (1919); dans la séance du conseil des ouvriers et des soldats de Brême du 20 janvier 1919, il se déclara en faveur de la continuation armée du combat pour la dictature du prolétariat; après que l'USPD eut pris une position négative en ce qui concerne l'armement du prolétariat, il était naturel que la classe ouvrière essaye de manière autonome de parvenir à

¹ Voir Pol. Akten d. Reg. Düsseldorf, n° 15786/47 ; voir aussi plus haut le paragraphe sur la Congrès constitutif du KAPD et son programme.

² "Der Kommunist"(Brême), 1° année (1918), n° 1.

³ Voir à ce sujet sa lettre au ministre de la Justice dans : Karl Plättner, *Der mitteldeutsche Bandenführer, mein Leben hinter Kerkemauern* [Le meneur de bandes de l'Allemagne centrale, ma vie derrière les murs d'un cachot], Berlin 1930, p. 98 sq.

entrer en possession de plus d'armes. « Quand des membres flanchent dans le gouvernement, il va de soi que des camarades aient recours aux moyens illégaux »⁴. Après que les combats de barricades de Brême eurent été vaincus dans les premiers jours de février par les troupes gouvernementales, Plättner réussit à prendre la fuite⁵. En mars, il réapparut dans les affrontements armés à Berlin entre les fractions activistes de la classe ouvrière et les troupes gouvernementales, affrontements épisodiques qui étaient en rapport avec les élections à l'Assemblée nationale, et il fut encore une fois arrêté en septembre. Il participa de nouveau aux combats en relation avec le putsch de Kapp dans la région de la Ruhr en mars-avril 1920, et il appartint ensuite « tout entier »⁶ – comme il l'exprima – au KAPD. Plättner avait résolument poursuivi sans relâche depuis novembre 1918 son objectif de l'organisation de troupes de combat armées révolutionnaires en divers endroits d'Allemagne, et il avait tenté de justifier cet objectif sur le plan théorique⁷. Dans le KAPD, il était du côté du centre berlinois et il prit part de manière littéraire aux luttes de tendances à l'intérieur du parti⁸. C'est dans le cadre du KAPD qu'il formula finalement son programme de « l'expropriation individuelle des expropriateurs »⁹. Lorsque, à partir d'avril 1920, des actions de masse de grande dimension ne se produisirent plus pendant une assez longue époque, il organisa des attaques de banques, de bureaux de poste et de sociétés, et il mit l'argent dérobé à la disposition de la direction berlinoise du KAPD pour l'impression de journaux, de brochures et de tracts¹⁰. Au cours de ces « actions d'expropriation » en Allemagne centrale, en Thuringe, dans le Brunswick, en Saxe et dans le Brandebourg, qu'il exécuta avec ses groupes à partir du milieu de 1920 jusqu'à son arrestation au milieu de 1921, il prit dans l'ensemble, selon les estimations de la police, bien au-delà d'un million de marks en argent liquide¹¹. Max Hoelz, qui travailla lui-même temporairement avec ces "groupes d'expropriation", confirme que seule une petite part de ces sommes avait été conservée afin que « les camarades vivant dans l'illégalité tout au long de l'année gardent dans une certaine mesure la tête hors de l'eau »¹². Ultérieurement, le tribunal ne parvint pas à convaincre Plättner de vols pour des raisons égoïstes; les motifs de la sentence indiquaient qu'avait été pris en considération le fait que les

⁴ Paul Müller/Wilhelm Breves, *Bremen in der Revolution* [Brême dans la révolution], p. 88.

⁵ Voir *ibidem*, p. 155.

⁶ Voir le compte rendu du procès de Plättner dans : "KAZ" (tendance de Berlin), 4^e année (1923), n^o 52 : *Karl Plättner und Genossen* [Karl Plättner et ses camarades].

⁷ Voir à ce sujet : Karl Plättner, *Das Fundament und die Organisierung der sozialen Revolution*, Magdebourg 1919.

⁸ Voir Karl Plättner, *Rühle im Dienste der Konterrevolution. Das ostsächsische Sportkommunisten-Kartell oder : Die revolutionäre Klassenkampfpartei* [Rühle au service de la contre-révolution. Le cartel des communistes sportifs de Saxe orientale ou : Le parti révolutionnaire de lutte de classe], Hettstedt sans date (1920).

⁹ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 4^e année (1923), n^o 952.

¹⁰ Voir à ce sujet le portrait qu'en donne Franz Jung, lequel connaissait le mieux Plättner comme dirigeant de l'organisation de combat : « Karl Plättner était doué pour organiser des attaques de caisses en province au moment où aucune mission politique n'était urgente et que c'était la dèche dans la caisse du parti. Il s'était formé autour de Plättner un corps auxiliaire qui se composait des épouses et des fiancées des membres de la bande et qui était capable de faire des reconnaissances d'un objectif comme de dissimuler ensuite le résultat de l'attaque. Plättner apparaissait toujours lors d'une réunion quelconque en compagnie de deux, trois filles, qui n'avaient remarquablement l'air de rien, des femmes typiques issues du peuple - sa garde rapprochée ». Franz Jung, *Der Weg nach unten*, p. 212.

¹¹ C'est ce que dit le vice-président de la police de Berlin, cité dans : Karl Plättner, *Der mitteldeutsche Bandenführer*, p. XII.

¹² Max Hoelz, *Vom Weissen Kreuz zur Roten Fahne*, p. 142 : Hoelz condamne rétrospectivement ces actions : « Mais le gain politique réel n'avait aucun rapport avec le dommage que le mouvement communiste subissait du fait des expropriations. Mis à part le fait que la plupart des ouvriers communistes révolutionnaires ne comprenaient pas les expropriations, beaucoup de camarades qui participaient aux attaques étaient corrompus par ce genre de lutte révolutionnaire ».

camarades de Plättner, mais Plättner lui-même en particulier, « étaient convaincus de la justesse de leurs idées, que leur chef a pris fait et cause pour elles comme une sorte de fanatique, et qu'il a essayé de les mettre en œuvre sans en tirer lui-même d'avantages particuliers »¹³.

Les combats de mars 1921 en Allemagne centrale, dans lesquels Plättner avait eu une fonction importante dans le cadre de la direction militaire¹⁴, lui apportèrent la grande déception de ses espérances révolutionnaires et provoquèrent en même temps la rupture avec le KAPD. Il avait l'impression, depuis la débâcle de l'Action de Mars, que tous les partis de gauche avaient échoué¹⁵ et il proposa l'adaptation du KAP au mode d'action de « la lutte organisée en bandes » qui fut d'ailleurs rejetée par le parti. L'idée de base de la lutte organisée en bandes était que « les expropriations individuelles des expropriateurs » agiraient de manière mobilisatrice sur la classe ouvrière et la feraient progresser, précisément dans une époque de stagnation de la révolution. Plättner présenta ses conceptions dans une brochure¹⁶ dont le pathos sauvage et combatif résultait de son isolement politique. Il y était dit entre autres :

« Et maintenant, il s'agit de créer une organisation de combat illégale qui commette des illégalités; il s'agit maintenant de fournir un outil, un instrument, au prolétariat doté d'une conscience de classe, lequel connaît l'utilisation de la bombe, trouve son chemin dans le domaine de la chimie, utilise la dynamite comme sa nourriture quotidienne, fait rouler des bombes à la dynamite dans les rues, de la même façon que les drapeaux de l'Empire allemand flottaient dans les caniveaux lors de sa chute. »¹⁷

Ou bien un autre spécimen de ce radicalisme qui mène verbalement jusqu'au ridicule :

« Et si elle (la classe ouvrière NdA) n'avait pas d'armes, elle avait ses poings serrés qui seraient à leur place dans le visage des caricatures humaines, sur la boîte crânienne chauve de la bourgeoisie, et qui y laisseraient des bosses. Ou bien pour agir dans le sens de Max Hoelz : si vous n'avez pas d'armes, vous avez quand même des allumettes – faites sauter en l'air les citadelles capitalistes, achetez-vous des allumettes et mettez le feu aux villas des possédants, ne versez pas de l'eau mais de l'essence dans la mer de feu, allez chercher de la dynamite et ne laissez pas pierre sur pierre car ce monde n'est plus à sauver. »¹⁸

C'est le "comité d'action suprême du KAPD", lequel était à l'origine l'instance suprême des organisations de combat du KAP, qui fut désigné comme responsable de cet écrit, alors que, lors de la parution de la brochure, il agissait déjà tout à fait en dehors du parti¹⁹. Derrière la rhétorique incendiaire creuse de cet écrit, il y avait néanmoins un plan tout à fait précis d'organisation que Plättner avait élaboré depuis longtemps. Pour ce qui

¹³ Voir Karl Plättner, *Der mitteldeutsche Bandenführer*, p. XIV.

¹⁴ Voir à ce sujet plus haut le paragraphe sur les organisations radicales de gauche dans les actions de 1920/21.

¹⁵ Voir "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 53.

¹⁶ Karl Plättner, *Propaganda der Tat ! Der organisierte rote Schrecken ! Kommunistische Parade-Armeen oder organisierter Bandenkampf im Bürgerkrieg* [La propagande par les actes ! La terreur rouge organisée ! Les armées de parade communistes ou la lutte en bandes organisées dans la guerre civile], sans lieu (Berlin), sans date (1921).

¹⁷ *Ibidem*, p. 21.

¹⁸ *Ibidem*, p. 15.

¹⁹ D'après les Actes généraux du ministère de la Justice concernant la défense contre les mouvements subversifs, n^o 135/8466P (Archives fédérales de Coblenche).

concerne le recrutement du groupe de Plättner²⁰, il y avait 7 "circonscriptions de lutte", avant tout en Allemagne centrale, dans lesquelles chaque "groupe de lutte" menait respectivement des actions autonomes sous la direction d'un "chef de la circonscription principale de lutte". L'instance la plus élevée était le "Comité d'Action Suprême", dans lequel Plättner détenait lui-même le domaine de la propagande et de l'approvisionnement en explosifs, en produits chimiques et en argent; il disposait entre autres d'employés de bureau et de courriers qui recevaient un salaire hebdomadaire fixe. Il n'est plus possible de découvrir dans le détail jusqu'à quel degré de consolidation organisationnelle ces groupes parvinrent et dans quelle mesure ils ont été pénétrés par des éléments criminels. Plättner, dont la formation politique théorique s'enracinait complètement dans la tradition communiste de gauche²¹, représenta la tendance activiste qui existait dans les organisations radicales de gauche, tendance qui tourna littéralement court après l'Action de Mars 1921. Son activité politique le fut en tout cas dans un sens plus immédiat que celle du rebelle social Max Hoelz, c'est-à-dire qu'elle se mit d'une manière consciente au service du parti radical qui se donnait pour but la prise du pouvoir de l'État. Si Hoelz fut l'avocat de la violence spontanée dans la lutte politique, Plättner fut le représentant de la violence organisée; tandis que Hoelz fut porté par le mouvement des grandes insurrections de mars 1920 et 1921 et devint populaire, la propagande par l'action de Plättner resta sans retentissement comparable; en particulier, son programme de la "lutte organisée en bandes", conçu de manière trop abstraite, prouva qu'il était impraticable dans la phase de dépression qui suivit la défaite de l'insurrection de mars 1921. Quand, en septembre 1923, après deux ans de détention préventive, Plättner se présenta, avec dix autres membres de ses bandes, devant le tribunal en tant que prisonnier politique, le KAP de la tendance de Berlin prit expressément ses distances par rapport à lui, mais il déclara en même temps que l'on ne devait pas attendre du KAPD, dans une situation réellement révolutionnaire, « qu'il garde les banques pour qu'elles ne soient pas "dévaluées" »²². Il mentionnait, comme cause de la séparation entre Plättner et le parti, le fait qu'une adaptation de l'organisation à la lutte en bandes – ainsi que Plättner la revendiquait – aurait eu nécessairement pour conséquence que toutes les questions de principe n'auraient été tranchées que par les dirigeants militaires et non plus par les membres eux-mêmes. « Plättner et ses camarades tirèrent cette conséquence et ils voulurent restreindre le cercle des membres aux seuls camarades qui agissaient dans le même sens qu'eux, ce qui conduirait à la liquidation du parti en faveur de petits groupes »²³. Ceux de Berlin lui certifièrent que sa théorie, que tous les co-accusés partageaient, démontrait qu'il était bakouniniste. En effet, Plättner en était arrivé, depuis mars 1921, au mode d'action du mouvement populiste russe du siècle précédent, lequel était prôné par Johann Most²⁴. À la

²⁰ Voir ici et pour la suite le "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 53 et 54.

²¹ La liste des lectures de Plättner, qu'il établit en prison, est révélatrice à ce propos. Il souhaitait avoir le texte de Rosa Luxemburg sur la grève de masse, ainsi que la brochure de "Junius", "La lutte des classes en France" et le "Manifeste communiste" de Karl Marx, le "Matérialisme historique" et sa "Révolution mondiale" de Gorter. Voir Karl Plättner, *Der mitteldeutsche Bandenführer*, p. 69.

²² "KAZ" (tendance Berlin), 4^e année (1923), n^o 52.

²³ *Ibidem*.

²⁴ Ce n'est un hasard si l'on a fait circuler sous forme photocopiée l'écrit de Johan Most : *Revolutionäre Kriegswissenschaft - ein Handbuch zur Anleitung betreffend Gebrauchs und Herstellung von Nitroglycerin, Dynamit, Schiessbaumwolle, Knallquecksilber, Bomben, Brandsätzen, Giften, usw.* [Science de la guerre révolutionnaire : un manuel d'instructions relatives à l'emploi et à la fabrication de la nitroglycérine, de la dynamite, du fulmicoton, du fulminate de mercure, des bombes, des engins incendiaires, des poisons, etc.]. Comme cela a été fait remarquer par la police, les instructions de fabrication d'explosifs, etc., qui y étaient proposées étaient complètement dépassées et à peine encore applicables ; du fait de cette non-fonctionnalité

différence de la Russie agraire et féodale de la seconde moitié du XIX^e siècle, la propagande par l'action dans l'Allemagne hautement industrialisée et révolutionnairement épuisée de la seconde moitié de l'année 1921 était condamnée à l'inefficacité; il restait seulement dans l'activité de Plättner après mars 1921 les aspects destructeurs et aventureux²⁵ d'un activisme désormais inefficace.

pratique, l'on s'enivrait manifestement des opuscules de ce genre, révolutionnaires et ayant l'air dangereux, mais en réalité à peu près inoffensifs.

²⁵ Peter von Oertzen (*Betriebsräte*, p. 218) attire lui aussi à l'occasion l'attention sur ces aspects dans les organisations radicales de gauche

XI. LA CONSTITUTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DES SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES ET DES COMMUNISTES DE GAUCHE

1. L' "Internationale Arbeiter-Assoziation" [Association Ouvrière Internationale] (IAA) des syndicalistes révolutionnaires

L'hostilité ouverte, qui, après la solidarité initiale, se propagea dans les organisations radicales de gauche contre le régime politique de la Russie soviétique, eut pour conséquence que les syndicalistes révolutionnaires de la FAUD(S) aussi bien que les communistes de gauche du KAPD se donnèrent du mal pour constituer leur propre Internationale. En se référant à des tentatives de l'époque d'avant-guerre¹, la création d'une Internationale syndicaliste révolutionnaire était déjà réclamée lors du congrès constitutif de la FAUD(S) (décembre 1919)². Le Congrès constitutif du Komintern en mars 1919 avait qualifié les syndicalistes révolutionnaires de « révolutionnaires valeureux » malgré leur « égarement idéologique ». Dans les principes directeurs du II^o Congrès du Komintern, l'ambivalence dans le jugement sur les syndicalistes révolutionnaires (et les unionistes) s'exprimait ainsi :

« Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme signifient un pas en avant par comparaison avec la vieille et morne idéologie contre-révolutionnaire de la II^o Internationale. Mais par comparaison avec le marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire le communisme, le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme signifient un pas en arrière. »³

Le Congrès constitutif de la FAUD(S) adopta une résolution en faveur de la République soviétique russe⁴. C'est sur la base de ce rapport de solidarité qu'Augustin Souchy, qui se trouvait d'avril à octobre 1920 en voyage d'étude en Russie⁵, avait déclaré l'adhésion de la FAUD au Soviet International des Syndicats et qu'il avait promis, lors de son départ, de faire de la publicité en Allemagne pour la fondation d'une Internationale syndicale révolutionnaire décidée par le II^o Congrès du Komintern (juillet-août 1920)⁶. Cette

¹ Un premier congrès international des syndicalistes révolutionnaires avait eu lieu en septembre/octobre 1913 à Londres. Voir "Der Syndikalist", 3^o année (1921), n^o 7.

² "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 1.

³ Voir "Die Kommunistische Internationale, Organ des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale", 2^o année (1920), n^o 11.

⁴ "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 1.

⁵ Voir son compte rendu de voyage : Augustin Souchy, *Wie lebt der Arbeiter und Bauer in Russland und in der Ukraine ?* [Comment vivent l'ouvrier et le paysan en Russie et en Ukraine ?], Berlin 1921.

⁶ C'est ce que rapporte un fonctionnaire de l'ISR dans : "Die Rote Gewerkschafts-Internationale", 1^o année (1921), n^o 1 : *Die Konvulsionen des Syndikalismus*.

organisation, dirigée contre l'Internationale syndicale "jaune" reconstituée en 1919 à Amsterdam, se réunit en juillet 1921 sous le nom d'"Internationale Syndicale Rouge" (ISR) – qui fut également nommée "Profintern" – pour son premier congrès⁷. Entre-temps, la relation mutuellement bienveillante entre le Komintern et les syndicalistes révolutionnaires fut fondamentalement troublée par la publication des 21 conditions d'admission du II^o Congrès du Komintern. La réaction la plus violente dans le syndicalisme révolutionnaire international fut celle de la FAUD(S) qui se joignit sans réserves⁸ à la critique d'Otto Rühle⁹ et qui voyait dans les 21 points « le principe d'autorité poussé jusqu'à l'extrême »¹⁰. Les syndicalistes révolutionnaires allemands prirent l'initiative de fonder une Internationale indépendante de Moscou. La FAUD convoqua en décembre 1920 une première Conférence syndicaliste révolutionnaire internationale à Berlin à laquelle apparurent des représentants des IWW américains, des "Shop Stewards and Workers Councils" anglais, de la minorité de la CGT française, c'est-à-dire du "Comité des Syndicalistes Révolutionnaires", et des organisations syndicalistes révolutionnaires de Suède, de Hollande, de Norvège, d'Espagne, d'Italie, du Portugal et d'Argentine¹¹. Il ressortit lors du congrès que la FAUD avec sa revendication de la formation d'une Internationale propre, et avec son refus de la dictature du prolétariat et des partis politiques, était pratiquement seule¹². Les représentants français et américains se déclarèrent immédiatement contre la constitution d'une nouvelle Internationale; seule la représentation suédoise se situa totalement au côté de la FAUD. Concernant la dictature du prolétariat et les partis politiques, on se mit d'accord sur une formule de compromis; on institua en Hollande une "Commission d'information" formée de représentants allemands, anglais et hollandais, et l'on invita à participer au Congrès constitutif de l'ISR qui était prévu à l'origine pour le 1^o mai 1921. Lors du Congrès constitutif de l'ISR, qui n'eut lieu ensuite qu'en juin 1921, seule la CGT portugaise, en dehors de la FAUD, n'y fut pas représentée¹³. L'AAUD fut offensée lors de ce congrès et elle n'adhéra pas à cette nouvelle Internationale syndicale¹⁴. Toute une série d'organisations nationales syndicalistes révolutionnaires avait fait des expériences tout à fait similaires. Une réunion de syndicalistes révolutionnaires allemands, hollandais, suédois, tchécoslovaques et américains, qui se déroula en octobre 1921 en liaison avec le XIII^o Congrès de la FAUD, montra que le Congrès de Moscou n'avait pas conduit à des résultats acceptables pour beaucoup. On chargea la Commission d'information de convoquer un congrès syndicaliste révolutionnaire international à Berlin. Au cours des années 1921 et 1922, on en arriva ensuite dans les différents pays à l'adhésion des syndicalistes révolutionnaires à l'ISR (par exemple la CGTU en France), à la scission de l'organisation nationale sur la question de l'adhésion à l'Internationale de Moscou (par exemple en Hollande), ou bien par exemple les IWW américains n'adhérèrent ni à l'ISR ni à l'Internationale syndicaliste révolutionnaire.

⁷ Voir en ce qui concerne son histoire : Günther Nollau : *Die Internationale*, p. 164 sq.

⁸ Voir à ce sujet le paragraphe sur la tendance syndicaliste révolutionnaire dans le KAPD.

⁹ "Der Syndikalist" fit paraître in extenso à partir de "Die Aktion" le rapport de Rühle à propos de sa délégation au II^o Congrès du Komintern ; voir "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 38.

¹⁰ "Der Syndikalist", 2^o année (1920), n^o 35.

¹¹ "Der Syndikalist", 3^o année (1921), n^o 4 supplément. Voir aussi Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 220.

¹² Voir à ce sujet le rapport certes tendancieux, mais illustratif, dans : "Die Rote Gewerkschafts-Internationale", 1^o année (1921), n^o 1.

¹³ Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 222.

¹⁴ Voir plus haut le paragraphe sur la tendance majoritaire de l'AAUD.

Entre-temps, Rocker avait essayé, vers la fin de l'année 1921, d'expliquer en détail l'orientation particulière des syndicalistes révolutionnaires allemands¹⁵. Il pensait pouvoir établir que, dans les cercles radicaux de gauche, un revirement s'était peu à peu installé, à l'échelle internationale, pour ce qui concerne le jugement porté sur le cours de la révolution russe. Il ramena son propre enthousiasme, et celui d'autres encore, pour le Lénine qui avait écrit "L'État et la révolution" – « un mélange étrange de démarches intellectuelles marxistes et apparemment anarchistes »¹⁶ – à un malentendu sur les intentions de Lénine. Dans les pays latins en particulier, où la tradition de l'Internationale bakouniniste était encore vivante, il existait la tendance à « confondre le bolchevisme avec les démarches intellectuelles et les aspirations de Bakounine »¹⁷. Si les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires avaient réprimé jusqu'à présent leur critique à cause des difficultés extérieures et intérieures de la République soviétique, ce n'était plus maintenant – après les 21 conditions de Lénine pour l'admission au Komintern – le moment de se taire. Selon Rocker, si l'on continuait à accepter le mépris à l'égard des libertés individuelles en Union soviétique, on courait le danger que toute l'idée du communisme n'en soit diffamée; dans son interprétation, il s'agissait, pour ce qui concerne le cours de l'évolution de la Révolution russe jusqu'à présent, de l'effondrement d'une variante tout à fait spécifique du communisme : « Ce que nous voyons s'avancer aujourd'hui en Russie ... c'est la déclaration de faillite du socialisme d'État dans sa forme la plus funeste et répulsive »¹⁸. Rocker dénonçait ensuite dans le détail les mesures de répression des bolcheviks contre les anarchistes russes, qui commencèrent le 12 avril 1918 avec une action sanglante d'épuration et qui eurent pour conséquence que, présentement (1921), de nombreux anarchistes et syndicalistes révolutionnaires russes soient en prison¹⁹. Les questions relatives à cette situation qui furent posées par les syndicalistes révolutionnaires lors du Congrès constitutif de l'ISR avaient été étouffées. Dans la position des bolcheviks par rapport au chef paysan et rebelle social ukrainien Nestor Makhno²⁰, qui avait lutté avec les bolcheviks contre le régime contre-révolutionnaire en Ukraine et qui fut ensuite, en raison de ses réserves anarchistes à l'encontre des bolcheviks, poursuivi à son tour par ces derniers comme bandit, Rocker reconnaissait le même modèle de comportement que celui qui avait été adopté à l'égard des anarchistes russes : « Le premier jour, on leur tresse des couronnes de laurier, le second, on les crucifie »²¹. Enfin, Rocker voyait dans l'insurrection de Cronstadt de mars 1921 la tentative du prolétariat russe de secouer le système répressif des bolcheviks²². Il faisait découler de la somme de ces expériences la nécessité du rassemblement de toutes les forces internationales du mouvement ouvrier qui voulaient échapper à la « malédiction du centralisme »²³ de l'Internationale de Moscou.

Avec son rejet logique de l'ISR, la FAUD attira en effet finalement à son côté une partie considérable des organisations nationales syndicalistes révolutionnaires. À la conférence syndicaliste révolutionnaire internationale convoquée par elle en juin 1922, il fut institué

¹⁵ Voir Rudolf Rocker, *Der Bankrott des russischen Staats-Kommunismus* [La faillite du communiste d'État russe], Berlin, 1921.

¹⁶ *Ibidem*, p. 29.

¹⁷ Rudolf Rocker, *Der Bankrott des russischen Staats-Kommunismus*, p. 4.

¹⁸ *Ibidem*, p. 7.

¹⁹ *Ibidem*, p. 10 : *Die "konter-revolutionäre" Tätigkeit der russischen Anarchisten* [L'activité "contre-révolutionnaire" des anarchistes russes].

²⁰ *Ibidem*, p. 15 sq. : *Nestor Machno und die Bolschewisten*. Concernant l'histoire de Makhno, voir pour le détail la présentation publiée par la maison d'édition du "Freie Arbeiter" : Arschinoff, *Die Geschichte der Machno-Bewegung* [L'histoire du mouvement de Makhno], Berlin 1921.

²¹ Rudolf Rocker, *Der Bankrott ...*, p. 15.

²² Rudolf Rocker, *Der Bankrott ...*, p. 19 sq. : *Der Aufstand in Kronstadt* [L'insurrection de Cronstadt].

²³ *Ibidem*, p. 45 sq.

un bureau provisoire de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire à Berlin dont Rocker fut nommé secrétaire²⁴. Rocker fut chargé de rédiger une déclaration de principes pour la nouvelle Internationale. Le bureau provisoire fit appel en décembre 1922 pour le I^o Congrès mondial de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire à toutes les organisations nationales syndicalistes révolutionnaires qui étaient de la même façon opposée aussi bien à l'ISR qu'à l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Un échange de lettres d'août à octobre 1922 entre S. A. Lozovski, le secrétaire général du bureau exécutif de l'ISR, lequel demandait instamment de ne pas affaiblir l'Internationale syndicale révolutionnaire par la constitution d'une nouvelle organisation syndicaliste révolutionnaire particulière, et Rocker, en tant que secrétaire de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire, resta vain. Lors du Congrès constitutif de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire qui se déroula à Berlin et auquel Franz Pfemfert, en tant que représentant de l'AAUE, était le seul présent comme invité parmi les radicaux de gauche allemands, les organisations nationales suivantes, selon les données de la FAUD(S)²⁵, étaient représentées : Allemagne (120 000 membres), Argentine (200 000), Chili (20 000), Danemark (600), Hollande (22 500), Italie (500 000), Mexique (30 000), Norvège (20 000), Portugal (150 000), Suède (32 000). L'organisation nationale de loin la plus forte du syndicalisme révolutionnaire international, la CNT espagnole, avait adhéré depuis 1919 au Komintern; elle fut ensuite incapable de fonctionner sous la dictature de Primo de Rivera et elle adhéra à l'ISR du fait – d'après la description de Rocker – de représentants qui n'en avaient pas le pouvoir, mais elle se prononça ensuite en 1923 lors d'une conférence secrète à Saragosse pour l'adhésion à l'Internationale syndicaliste révolutionnaire²⁶. Les syndicalistes révolutionnaires italiens avaient eux aussi adhéré spontanément dans un premier temps au Komintern et à l'ISR, mais ils ne furent pas disposés ensuite à se soumettre. « Étant donné ces événements », écrit Rocker rétrospectivement, « le Congrès constitutif de l'IAA à Berlin fut donc aussi un rejet résolu du Komintern et de la dictature des bolcheviks, et une profession de foi publique en faveur des principes directeurs du socialisme libertaire »²⁷. C'est en référence consciente à la I^o Internationale, ou plus exactement à son aile anarchiste représentée par Bakounine, que l'on dénomma l'organisation "Internationale Arbeiter-Assoziation" (IAA) : « Il revient à la nouvelle IAA la tâche ... de continuer l'œuvre de la I^o Internationale jusqu'à la chute définitive de l'État et du patronat, jusqu'à l'instauration d'une société libre, sans État »²⁸. On choisit comme secrétaires de l'IAA, à côté de l'émigrant russe vivant à Berlin Alexander Schapiro, Rudolf Rocker et Augustin Souchy; la charge organisationnelle reposait donc exclusivement sur la Commission Commerciale de la FAUD, qui, à côté des tâches nécessaires de coordination (envoi de fonds de solidarité entre les différentes organisations nationales, etc.), éditait un service de presse hebdomadaire, la "Internationale Revue" bimestrielle et l'organe de la IAA "Die Internationale"²⁹. La déclaration de principes³⁰, rédigée par Rocker et adoptée avec des changements minimes par le Congrès constitutif de l'IAA, ne se distinguait que très légèrement de celle de la FAUD(S). La fondation de l'IAA fut une performance organisationnelle étonnante de la part de la Commission Commerciale de la FAUD, mais elle gaspilla en même temps ses énergies pour l'organisation interne. L'organisation internationale fut réalisée à un moment où le point culminant du développement du

²⁴ "Der Syndikalist", 4^o année (1922), n^o 25 et : Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 223 sq.

²⁵ "Der Syndikalist", 4^o année (1922), n^o 1. Les nombres des membres sont probablement estimés de manière globalement trop élevée.

²⁶ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 230 sq.

²⁷ *Ibidem*, p. 232.

²⁸ "Der Syndikalist", 4^o année (1923), n^o 1.

²⁹ "Die Internationale, Organ der Internationalen Arbeiter-Assoziation", Berlin, 1^o année (1924)

³⁰ Voir l'Appendice documentaire n^o XX.

syndicalisme révolutionnaire allemand était dépassé depuis longtemps; dans une certaine mesure, ce fut une épitaphe pour les dirigeants intellectuels et organisationnels de la FAUD. Toutes les tentatives pour redonner vie au mouvement anarcho-syndicaliste après la seconde guerre mondiale découlèrent sur le plan théorique de la déclaration de principes de l'IAA³¹.

Après la fondation de l'IAA, en décembre 1922, les groupes nationaux suivants la rejoignirent encore³² : les "Cercles Syndicalistes Fédéralistes" belges, les groupes anarcho-syndicalistes de Bulgarie, l'opposition syndicale anarcho-syndicaliste polonaise, le groupe de propagande de la FAU en Autriche, la Ligue syndicale syndicaliste révolutionnaire du Japon et finalement en mai 1929 le groupement le plus important, l'"Association Ouvrière de l'Amérique Continentale"³³, qui vit le jour sur l'initiative de la Fédération nationale argentine, la "Federación Obrera Regional Argentina" (FORA). Dans l'organisation argentine des anarcho-syndicalistes, c'est l'émigrant espagnol Diego A. de Santillan³⁴ qui fut et est avant tout actif en tant qu'agent du syndicalisme révolutionnaire européen ou, au sens plus étroit, allemand. L'IAA tint d'autres congrès à Amsterdam (1925), à Liège (1928) et Madrid (1931); son secrétariat fut transféré tout d'abord en 1933 en Hollande, puis en Espagne, et, avec la défaite des Républicains dans la guerre civile espagnole, dans laquelle le mouvement anarcho-syndicaliste joua un rôle éminent, il fut dispersé³⁵. La fonction de l'IAA fut limitée au rôle de facteur retardant dans le rassemblement international du mouvement syndical révolutionnaire par l'ISR. Le fait que l'ISR ne se développa pas vraiment³⁶ n'eut pas en fin de compte pour cause que – comme Rocker le formula plus tard – « l'IAA lui avait gâché la vie depuis le début ». Mais l'IAA avait cependant réussi à faire une chose : elle avait empêché « que des parties considérables du mouvement libertaire ne soient tombées dans les rets des nouveaux maîtres de Moscou », ce sur quoi ils comptaient particulièrement. C'est en cela qu'a consisté – de l'avis de Rocker – « le grand mérite historique qu'a eu l'IAA »³⁷. L'effet du programme de l'IAA, qui porte l'empreinte des anarcho-syndicalistes allemands, est aujourd'hui le plus persistant dans les pays latino-américains dans lesquels – d'après les

³¹ Rocker rapporte qu'elle a constitué la base de discussion en vue d'une reconstitution organisationnelle de l'anarcho-syndicalisme en Amérique après la Seconde Guerre mondiale. Voir Rudolf Rocker, *Anarchism and Anarcho-syndicalism* dans : Feliks Gross (sous la direction de), *European Ideologies*, New York 1948, p. 386.

³² Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 233 sq.

³³ Appartenaient à ce regroupement latino-américain les organisations anarchistes et syndicalistes révolutionnaires des pays suivants : Argentine, Paraguay, Bolivie, Mexique, Guatemala, Brésil, Uruguay, Pérou, Chili.

³⁴ D. A. de Santillan est né en Espagne à peu près au tournant du siècle ; il y étudia la philosophie et la littérature et il fut condamné en 1917 à un an de cachot à cause de sa participation à un mouvement de grève générale ; en 1918, émigration à Buenos Aires où il travailla en tant que rédacteur au quotidien anarchiste "La Protesta" et où il créa le supplément hebdomadaire "Suplemento de la Protesta" par lequel s'effectua principalement la réception latino-américaine de l'anarcho-syndicalisme allemand ; de Santillan prit part à la guerre civile espagnole du début à la fin et il fut momentanément ministre de l'Économie en Catalogne ; au cours de voyages en Europe, il eut des contacts avec les dirigeants de la FAUD ; il est marié avec une fille de Fritz Kater et il vit aujourd'hui à Buenos Aires ; il est le traducteur espagnol de Rocker, de Landauer, entre autres ; en 1946, il parut entre autres à Buenos Aires la traduction par de Santillan des trois volumes des *Mémoires* de Rocker. Voir Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 277 sq. ; lettre de de Santillan à l'auteur du 30/08/1964.

³⁵ Voir à ce sujet l'œuvre d'Augustin Souchy qui, en tant que secrétaire de l'IAA, s'était souvent trouvé en Espagne et qui y resta de 1933 jusqu'à la fin de la guerre civile : Augustin Souchy, *Nacht über Spanien, Bürgerkrieg und Revolution in Spanien* [Nuit sur l'Espagne. Guerre civile et révolution en Espagne], Darmstadt sans date (1948). D'après Rudolf Rocker (*Anarchism and Anarcho-syndicalism, loc. cit.*, p. 384), la CNT, peu avant la prise du pouvoir par Franco, avait plus de deux millions de membres et elle disposait de 36 quotidiens.

³⁶ Voir à ce sujet : Günther Nollau, *opus cité*, p. 165.

³⁷ Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 239.

expériences d'Augustin Souchy³⁸ – les écrits de Rudolf Rocker, dans la mesure où ils ont été traduits, et son nom sont encore connus dans de vastes cercles ouvriers. Ce n'est sûrement pas un simple hasard si les plus fortes organisations de l'IAA se sont trouvées presque exclusivement dans des pays agraires ou industriellement peu développés et si la tradition de l'IAA survit dans ces pays, tandis qu'elle est interrompue en Allemagne elle-même³⁹. Dans une nation industrielle hautement développée comme l'Allemagne des années vingt, qui est selon toute apparence inévitablement centralisée sur le plan administratif et économique, le syndicalisme révolutionnaire – malgré sa critique justifiée du caractère non démocratique, du point de vue de l'organisation interne, des grandes organisations ouvrières bureaucratées et malgré la force de fascination de son idée des conseils – resta à la longue condamnée à l'inefficacité.

2. La "Kommunistische Arbeiter-Internationale" [Internationale Ouvrière Communiste] (KAI) des communistes de gauche

Les fondateurs de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire trouvaient déjà une large diversité d'organisations nationales syndicalistes révolutionnaires dotées d'une riche tradition pour pouvoir entreprendre leur rassemblement; lorsque le KAPD commença à appeler, à partir de la fin de juillet 1921, à constituer une "Internationale Ouvrière Communiste" (KAI), il n'y avait nulle part dans le monde une organisation comparable au KAPD, mais, au lieu de cela, des tendances apparentées dans les partis communistes de plusieurs pays européens, parmi lesquelles quelques-unes ne se transformèrent en organisations indépendantes qu'à la suite de cet appel des communistes de gauche allemands. Après que la délégation du KAP allemand au III^e Congrès du Komintern, en juin et juillet 1921, eut essayé en vain de mener à bonne fin une opposition de gauche à l'intérieur du Komintern, grâce à un accord avec des groupes de gauche sympathisants d'autres organisations nationales¹, une session du Comité Central du KAPD décida dès 31 juillet 1921, immédiatement après la réception du compte rendu de la délégation de Moscou, de faire des préparatifs pour la création d'une "Internationale Ouvrière

³⁸ Voir la nécrologie d'Augustin Souchy par Rudolf Rocker dans : "Geist und Tat, Monatschrift für Recht, Freiheit und Kultur" [Esprit et action, mensuel pour le droit, la liberté et la culture], 13^e année (1958), p. 337 sq.

³⁹ Rocker, lors de son émigration américaine, écrit en 1947 : « Les derniers vestiges de la vieille FAUD ont également disparu ». Voir Rudolf Rocker, *Zur Betrachtung der Lage in Deutschland. Die Möglichkeiten einer freiheitlicher Bewegung* [Considérations sur la situation en Allemagne. Les possibilités d'un mouvement libertaire] ; avec un avant-propos de Helmut Rüdiger, New York, Londres, Stockholm 1947, p. 5. Depuis le 1^o novembre 1949, "Die Freie Gesellschaft, Monatschrift für Gesellschaftskritik und freiheitlichen Sozialismus" [La société libre, mensuel pour la critique de la société et le socialisme libertaire] essaya de poursuivre la tradition de l'anarcho-syndicalisme allemand. Rudolf Rocker, de Santillan et Helmut Rüdiger, entre autres, écrivirent dans le 1^o cahier. La revue cessa sa parution vers le milieu des années cinquante. À côté de cela, parurent après la Seconde Guerre mondiale les revues anarchistes "Information. Anarchistische Betrachtungen zur Politik, Geschichte und Gegenwart" [Information. Considérations anarchistes sur la politique, l'histoire et le présent] à Hambourg, qui cessa sa parution « par manque d'intérêt » au début des années soixante, et la "Befreiung, Organ der Föderation der deutschsprachigen Anarchisten" [Libération, Organe de la Fédération des anarchistes germanophones] à Mühlheim/Ruhr, qui paraît encore actuellement.

¹ Voir plus haut le paragraphe : Le KAPD et la III^e Internationale.

Communiste" (KAI)². Une commission, convoquée à cet effet, présenta au Congrès du KAPD de septembre 1921 de substantielles lignes directrices sur « la nécessité de la création d'une Internationale ouvrière communiste »³, qui furent adoptées sans aucune modification⁴. C'est ainsi que fut créé en septembre 1921 un "Bureau d'information et d'organisation international" qui signa à l'avenir en tant qu'éditeur de l'ancien organe théorique du KAPD, le "Proletarier", et auquel incombèrent durant les années suivantes toutes les tâches de coordination de l'Internationale communiste de gauche, encore très hypothétique pour le moment. Le véritable moteur de ces efforts en vue du rassemblement international des communistes de gauche, efforts mis en œuvre avec vigueur dans les premiers mois qui suivirent le III^e Congrès du Komintern, était le cercle étroit qui était à la tête du KAP à Berlin et qui gravitait autour de Karl Schröder, lequel avait été aussi jusqu'à présent personnellement responsable du "Proletarier". C'est avec le même zèle précisément avec lequel il avait agi un an auparavant en faveur de l'adhésion du KAP au Komintern qu'il s'engagea alors dans la constitution d'une IV^e Internationale. La prise d'initiative enthousiaste de la part du "Bureau d'information et d'organisation international" qu'il présidait fut l'une des causes du conflit entre Schröder et le "Comité Directeur Principal", causes qui conduisirent ensuite à la scission du KAP en mars 1922; le Comité Principal désapprouvait différents actes d'autorité du "Bureau d'information". Lors de la séance décisive du Comité Central du parti les 5 et 6 mars 1922, il apparut que les opinions sur la fondation immédiate d'une Internationale propre étaient divergentes⁵; lors de la Conférence internationale des communistes de gauche prévue pour la mi-1922, selon l'avis des uns, qui se rassemblaient avant tout autour du Comité Principal, il ne fallait pas encore en arriver à la constitution d'une nouvelle Internationale en raison du peu de force et d'efficacité du KAPD et du mouvement communiste de gauche international; les autres, les partisans de Schröder, réclamaient la fondation immédiate de l'Internationale. Le vote donna une majorité pour la fondation immédiate de l'Internationale; mais après que la scission du parti ait été réellement accomplie en avril 1922, on ne parla de la KAI dans la presse de la tendance de Berlin qu'occasionnellement sous la forme d'allusion moqueuse à la « bagatelle organisationnelle » internationale de ceux d'Essen. Le V^e Congrès de la tendance berlinoise déclara en mai 1922 que, bien que la fondation d'une nouvelle Internationale soit objectivement exigée par la situation de crise du capitalisme et l'échec opportuniste du Komintern, il manquait cependant toutes les conditions subjectives, c'est-à-dire les organisations nationales à présent requises, pour une telle fondation⁶. La constitution d'une IV^e Internationale devint le cheval de bataille de la minorité d'Essen et elle absorba en fin de compte complètement ses énergies organisationnelles; depuis le premier numéro du KAZ qu'elle éditait, la KAI fut l'objet principal de ses débats de presse. Le Bureau d'organisation déclara encore en avril 1922, d'une manière manifestement précipitée, que son travail était terminé et il en appela à une création de la KAI lors d'une conférence à laquelle seuls les représentants du KAP hollandais étaient présents⁷.

² Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1921), n^o 219 : *Die KAPD auf dem 3. Weltkongress* [Le KAPD au III^e Congrès mondial].

³ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1921), n^o 224, et : "Proletarier", 1^o année (1920/21), cahier 8.

⁴ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 1^o année (1921), n^o 222.

⁵ Voir à ce sujet le procès-verbal complet dans : Voir "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 19-22.

⁶ Voir "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 40 : *Fünfter Parteitag in Essen* [Le V^e Congrès à Essen]. Voir dans le même sens dans le nouveau programme du KAP lors du VI^e Congrès de la tendance de Berlin (p. 23 sq.) : *Leitsätze zur Kommunistischen Arbeiter-Internationale* [Principes directeurs pour l'Internationale Ouvrière communiste].

⁷ Voir "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 3 : *Die Konstituierung der Kommunistischen Arbeiter-Internationale*.

Les thèses en faveur de la fondation d'une nouvelle Internationale⁸, que la Conférence d'avril élaborait en tant que plateforme commune du communisme de gauche international en vue du II^o Congrès de la KAI convoqué en août 1922, se rattachaient directement à l'analyse d'Herman Gorter sur la Révolution russe dans sa "Lettre ouverte" à Lénine⁹. Gorter, qui prit vigoureusement fait et cause pour la tendance d'Essen, devint le théoricien de l'Internationale Ouvrière Communiste, de la même manière incontestée que Rocker le fut pour l'IAA. Il faisait découler le déclin de la Révolution russe de la double nature, constatée par lui, de la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, en tant que révolution du prolétariat et de la petite paysannerie. L'alliance du prolétariat russe avec la petite paysannerie, qui lui était plusieurs fois supérieure en force, conditionna non seulement une autre tactique révolutionnaire qu'en Europe occidentale, mais elle détermina finalement aussi le cours de la Révolution russe et la transformation de la III^o Internationale en instrument de pouvoir du gouvernement soviétique « opportuniste »¹⁰. Dès le début, la Révolution russe fut caractérisée – selon Gorter – par ce compromis : « La population de la Russie se composait de huit pour cent de prolétaires industriels, de quatre-vingts pour cent de paysans. Les prolétaires voulaient le communisme, les paysans le partage de la terre et la propriété privée »¹¹. La répression de l'insurrection de Cronstadt en février 1921 avait provoqué la victoire définitive des forces agraires "démocratiques-bourgeoises", dans l'intérêt desquelles le parti bureaucratique des bolcheviks travaillait désormais, contre le prolétariat qui lui avait donné naissance; Gorter voyait le signe de cela dans le rétablissement de certains droits de propriété par la "Nouvelle Politique Économique" ¹² de Lénine. Puisque la paysannerie de Russie avait remarqué en outre que les machines et les outils en provenance de l'étranger étaient meilleurs et pouvaient y être achetés à meilleur prix et qu'elle pouvait vendre ses propres produits de manière profitable à ces mêmes pays, la III^o Internationale, avait pris, sous sa pression, un cours « opportuniste » conciliant. « De même que le réformisme d'Europe ... provient de la petite paysannerie encore nombreuse, de même l'opportunisme de la Russie et de la III^o Internationale découle de la population paysanne petite-bourgeoise de la Russie »¹³. Le III^o Congrès du Komintern avait aussi fait échec aux projets de Gorter de changer encore quelque chose à ce cours « opportuniste » de la Russie soviétique. « Mais bien que la situation soit exécrable » – pensait-il – « l'espoir n'est pas encore perdu ». Dans la crise mortelle actuelle du capitalisme, seule une KAI restait comme possibilité pour rassembler tous ceux « qui croient que seule une révolution purement prolétarienne, que seul un front uni des seuls communistes, peut encore remporter la victoire »¹⁴.

Le II^o Congrès de la KAI eut lieu – plus tard que prévu – du 1^o au 5 octobre 1922 à Berlin-Spandau et il fut qualifié – pas tout à fait à tort – par la presse de la tendance de Berlin de « représentation inaugurale sans succès de l'Internationale 3½ »¹⁵. Étaient présents au Congrès, à côté du KAP d'Essen, : le KAP de Hollande, de Bulgarie (tendance Varna), des représentants des communistes de gauche russes, un délégué de la KAJ, groupe d'Amsterdam, et un représentant de l'AAUD; la dirigeante des communistes de

⁸ Voir des extraits des Thèses dans l'Appendice documentaire n^o XXI ; voir aussi "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 3, et "Proletarier" (2^o année (1922), numéro spécial pour le II^o Congrès de la KAI.

⁹ Voir le paragraphe sur la controverse d'Herman Gorter avec Lénine.

¹⁰ Voir à ce sujet : Hermann Gorter, *Die Moskauer Internationale* [L'Internationale de Moscou], sans lieu, sans date (1922), p. 4-10 : "Le caractère petit bourgeois de la III^o Internationale".

¹¹ Hermann Gorter, *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale*, dans : "Proletarier", 2^o année (1922), numéro spécial pour le II^o Congrès de la KAI.

¹² Voir à ce sujet pour le détail Hermann Gorter, *ibidem*, p. 24 sq.

¹³ Hermann Gorter, *Die Moskauer Internationale*, p. 7 sq.

¹⁴ "Proletarier", 2^o année (1922), cahier spécial, p. 29.

¹⁵ Voir "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 72.

gauche anglais, Sylvia Pankhurst, avait envoyé un message de salutations; grâce aux communistes de gauche anglais, il y avait des contacts avec des groupes similaires en Afrique du Sud; les liaisons nouées avec des groupes communistes de gauche en Yougoslavie étaient rompues à l'époque du Congrès¹⁶. Le Congrès fut placé, du point de vue théorique et organisationnel, sous le signe de la symbiose germano-hollandaise des communistes de gauche; les thèses de la I^o Conférence de la KAI – rédigées probablement par Gorter et Schröder – furent discutées et adoptées sans changements notables. On examina avec soin la constitution d'une Internationale des Unions, mais l'on n'entreprit aucune démarche concrète dans ce sens.

Le passage en revue du communisme de gauche international, que ce Congrès rendait possible, n'était pas très encourageant. Du parti qui était à l'origine du mouvement, le KAP allemand, n'était représentée dans la KAI que la tendance minoritaire d'Essen dont le nombre de membres, à l'époque du Congrès, était estimé par la tendance de Berlin à 400-450¹⁷. Elle était secondée – mais pas toujours unanimement – par le KAP de Hollande qui comptait environ 200 membres et qui avait des sections dans certaines villes (Amsterdam, Rotterdam, Bussum, Utrecht, Enschede, Zwolle, La Haye, Leyde)¹⁸. Le KAP hollandais ne fut fondé que le 4 septembre 1921¹⁹; les causes de sa scission d'avec le PC néerlandais sous la direction de Pannekoek et de Gorter remontaient jusqu'à l'époque de la guerre mondiale. Le SDP néerlandais radical de gauche avait autrefois pris position dans sa majorité pour les puissances de l'Entente et contre l'Allemagne belligérante²⁰; une minorité regroupée autour de Pannekoek et de Gorter était au contraire d'avis que l'on ne devait, en tant que marxiste révolutionnaire, soutenir aucune des grandes puissances impérialistes; les conflits qui se déclarèrent à propos de cette question s'étaient poursuivis dans le PC néerlandais qui était issu du SDP et l'approbation par la majorité du parti des 21 points du II^o Congrès du Komintern avait encore approfondi le fossé avec la gauche du parti; cette fraction de gauche se constitua en septembre 1921 en KAPN ("Kommunistische Arbeiders-Partij Nederland"). Ce parti édita son organe "De Kommunistische Arbeider" à Amsterdam et il adhéra en août 1922 à la KAI lors de son Congrès d'Utrecht. Mais il se décomposa bientôt en raison de la confusion qui avait été créée en mars 1922 par la scission du KAP allemand; en Hollande, la majorité de ce KAP ayant peu d'adhérents se prononça pour les thèses de la tendance d'Essen du KAPD inspirées par Gorter; les partisans de la tendance de Berlin furent exclus en 1923, ils ne formèrent pas une nouvelle organisation, mais ils éditèrent encore pour quelque temps le périodique "De Roode Vaan"²¹. Le parti croupion dénomma son organe de presse "De Arbeiders Raad" et il se désintégra à cause de différends internes. À côté des KAP allemand et néerlandais, il existait un KAP bulgare qui comptait environ 1 000 membres²²

¹⁶ Voir le compte -rendu du Congrès dans : "KAZ" (tendance Essen), 1^o année (1922), n^o 26/27.

¹⁷ Voir "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 84 : *Zur Frage der Internationale* [La question de l'Internationale]. Voir aussi la brochure publiée par les Berlinois : *Die Kommunistische Arbeiter-Internationale, Räteinternationale oder Führerinternationale ?* [La KAI, Internationale des conseils ou bien Internationale des chefs ?].

¹⁸ Voir *ibidem*.

¹⁹ Voir "KAZ" (Grand Berlin), 2^o année (1921), n^o 229.

²⁰ Cela et ce qui suit d'après : Bernhard Sijes, *De Raden-Beweging in Nederlanden en haar Kranten*, tapuscrit ; Sijes (Amsterdam) prépare une grosse publication sur le communisme des conseils néerlandais. En ce qui concerne les antécédents du KAP néerlandais, voir également : "Proletarier", 2^o année (1922), cahier 1.

²¹ Les groupes des "Internationalen Communisten", avant tout composés en Hollande des membres de la tendance de Berlin exclus du KAP, se constituèrent autour de la direction intellectuelle de Pannekoek et ils publièrent la revue "Persmateriaal van de Internationaale Communisten", qui rebaptisée "Raden-Communisme" depuis 1938, paraît encore aujourd'hui.

²² "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 84.

et dont les débuts remontaient à l'opposition très forte en Bulgarie contre les 21 points du II^o Congrès du Komintern. Les représentants de l'opposition de gauche du PC bulgare avaient été dénigrés d'une manière sévère lors du III^o Congrès du Komintern²³ et ils avaient fusionné avec le KAP de Bulgarie au cours d'une conférence illégale qui s'était tenue du 7 au 10 janvier 1922 dans la ville d'industrie textile de Sliven²⁴; ils publièrent un périodique sous le titre de "Rabotchnik Iskra" et ils constituèrent des unions ouvrières dans quatre villes. Ici aussi, les débuts enthousiastes du nouveau parti furent douchés par la scission du KAP allemand; le KAPB se divisa en une tendance de Varna, qui penchait vers les Berlinoises en Allemagne et qui avait la majorité pour elle, et en une tendance de Sofia, qui défendait les thèses d'Essen et qui allait se dissoudre pratiquement après une demi-année d'existence²⁵. Les fondateurs de la KAI avaient placé de grands espoirs dans les communistes de gauche anglais; bien qu'ils aient toujours annoncé avec force que la constitution du KAP anglais était sur le point de se produire²⁶, on ne parvint pas en Angleterre à un tel rassemblement organisationnel. Les forces sur lesquelles on comptait pour la fondation d'un KAP anglais se regroupaient autour de Sylvia Pankhurst, la fille de la féministe bien connue de l'époque d'avant-guerre, Emmeline Pankhurst²⁷, et de son organe de presse "The Workers' Dreadnought". Sylvia Pankhurst, qui est issue de la "Women's Social and Political Union" de sa mère, avait suivi durant la première guerre mondiale une autre évolution que celle-ci; elle fonda dans l'East End de Londres une "Workers' Socialist Federation" qui contribua à préparer la constitution du PC anglais, sans appartenir ensuite à ce parti; Lénine avait essayé vainement en 1920 de persuader Sylvia Pankhurst, lors d'un voyage à Moscou, de travailler dans le PC anglais et il l'accusa ensuite de la même confusion de gauche que les camarades allemands du KAP²⁸. La cause de la non-participation de la "Workers' Socialist Federation" à la constitution du PC anglais, qui s'est produite au début de 1921, était en effet le principe de l'anti-parlementarisme et de la formation d'unions ouvrières sur la base des organisations d'entreprise, principe qu'elle partageait avec les communistes de gauche allemands²⁹. Le III^o Congrès du Komintern eut pour effet d'intensifier temporairement les relations entre la KAPD et les groupes gravitant autour du "Workers' Dreadnought", mais elles se relâchèrent après la scission du KAP en mars 1922; en novembre 1922, le KAZ de Berlin faisait remarquer que l'on avait « peu de nouvelles ces derniers temps »³⁰ du mouvement anglais. "The Worker's Dreadnought" parut encore jusqu'en 1924. De la même façon, qui frisait l'aveuglement, il fut question, lors du II^o Congrès de la KAI, du KAP russe. Il existait réellement en Russie – ainsi que la tendance du KAP de Berlin l'admit³¹ – un petit groupe de communistes de gauche, qui travaillait de manière illégale, qui partageait le matériel de propagande avec le KAPD, et qui était en contact durant l'hiver 1920-21 avec

²³ Voir plus haut le paragraphe sur le KAPD et la III^o Internationale.

²⁴ "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 11 et : "Proletarier", 2^o année (1922), cahier 1 : *Brief aus Bulgarien* [Lettre de Bulgarie].

²⁵ Voir à ce sujet "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 84.

²⁶ Voir "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 15.

²⁷ Emmeline Pankhurst (1858-1928) fonda en 1903 la "Women's Social and Political Union" qui avait pour objectif l'émancipation des femmes ; elle était l'une des suffragettes les plus connues et elle fut condamnée jusqu'en 1914 huit fois à des peines de prison pour émeute, incendie volontaire, entre autres ; durant la Première Guerre mondiale, elle transforma sa WSPU en une organisation patriotique-militariste et elle s'opposa à sa fille Sylvia, née en 1882, qui s'engagea dans le socialisme.

²⁸ Voir W. I. Lenin, *Der "linke Radikalismus"*, loc. cit, p. 446 sq. : *Le communisme de "gauche" en Angleterre* L'on y trouve des citations détaillées de Sylvia Pankhurst.

²⁹ Voir à ce sujet une vue d'ensemble dans : "Proletarier", 2^o année (1922, cahier 1 : *Die heutige Arbeiterbewegung in England* [Le mouvement ouvrier actuel en Angleterre].

³⁰ "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 84.

³¹ "KAZ" (tendance Berlin), 3^o année (1922), n^o 40 : *Punkt "Internationale"* [Le point sur l'Internationale].

l' "Opposition ouvrière", laquelle fit son apparition contre la domination du parti bolchevik³². Mais il ne naquit pas de KAP en Russie, pas plus qu'en Autriche, bien qu'une troupe de choc du KAPD affectée à la propagande y ait distribué le KAZ d'Essen sous le titre d' "Organ der KAP Österreichs" à partir de la fin de 1922³³. Les relations avec les communistes de gauche exclus en Roumanie, Yougoslavie, Hongrie, France et Tchécoslovaquie, restèrent des contacts éphémères et sans suite. La KAI demeura un réseau aux liens lâches de minuscules minorités communistes de gauche qui sera bientôt mis en pièces. Le troisième et dernier Congrès de la KAI de novembre 1924 devait avant tout constater les « énormes difficultés »³⁴ avec lesquelles les organisations nationales adhérentes devaient mener la lutte. Elles eurent dans les années suivantes le même destin que le KAP allemand (tendance d'Essen) qui, à partir de 1926, discutait dans sa presse – qui désormais paraissait dans un petit format et de manière irrégulière – des principes de la IV^e Internationale d'une façon de plus en plus abstraite; les informations relatives à l'organisation y étaient totalement absentes; la KAI était devenue une pure idée sur laquelle veilla encore pendant quelques années un "Bureau d'organisation international"³⁵. À partir de 1925, la tendance de Berlin du KAP, qui possédait plus d'énergie vitale, prit en charge, du reste sans le programme prétentieux de la fondation d'une nouvelle organisation internationale, le maintien des relations internationales les plus importantes. Elle travailla par exemple avec le groupe communiste de gauche néerlandais des "Internationale Communisten" et le groupe danois "Kommunistik Arbejderparti"³⁶. Dans l'histoire du communisme international, les tentatives d'organisation nationales et internationales des communistes de gauche, appartenant à la tradition du KAP, ne furent en fin de compte que des phénomènes périphériques. Malgré sa partialité dogmatique et toutes ses attitudes tactiques erronées, cette tradition se caractérisa par une vision des dangers de bureaucratisme du parti communiste, et de l'assujettissement des partis d'Europe occidentale au modèle et aux buts du parti d'État soviétique russe, plus précoce et plus nette qu'on ne peut la détecter dans aucune autre partie du communisme international. Du fait de la "bolchevisation" du KPD dans les années vingt et du modelage stalinien du communisme russe dans les années trente, cette tradition anti-totalitaire, qui joua un rôle si important dans les années de naissance du PC allemand, tomba complètement dans l'oubli. Comme pour la FAUD des syndicalistes révolutionnaires, il y eut également pour le KAPD et pour l'AAUD des communistes de gauche, après la fin de la domination nationale-socialiste, des tentatives pour se rattacher à la tradition des années vingt³⁷. Mais ces faibles élans furent également étouffés dans les années cinquante en

³² La KAI a publié en 1922 en langue allemande et russe : Alexandra Kollontaï, *Die Arbeiter-Opposition in Russland* [L'Opposition ouvrière en Russie], accompagné de remarques critiques de R. Korpelanski, un membre de l'Opposition Ouvrière Révolutionnaire (KAP) de Russie, sans lieu et sans date (1922). Le commentateur russe de ce texte ne s'identifie pas complètement à l'Opposition ouvrière qu'il considérait comme une entreprise de chefs contre des chefs à l'intérieur du Parti bolchevik.

³³ "KAZ, Organ der Kommunistische Arbeiter-Partei Österreichs", adhérent à la KAI, 1^o année (1922) sq. Le texte de ce journal était identique au "KAZ" d'Essen ; il était imprimé à Mülheim/Ruhr et il paraissait encore en 1924 ; voir également "KAZ" (tendance Essen), 2^o année (1923), n^o 29 : *KAP in Österreich* [Le KAP en Autriche].

³⁴ "KAZ" (tendance Essen), 3^o année (1924), n^o 34, supplément.

³⁵ Il en était ainsi en 1928 d'après Bernhard Reichenbach, *loc. cit.*, p. 139.

³⁶ Communication écrite d'Alfred Weiland du 14/08/1967 à l'auteur.

³⁷ Après 1945, des fragments de l'ancien KAP tendance Berlin furent actifs sous le nom de "Gruppe Internationaler Sozialisten" et ils publièrent la revue "Neues Beginnen" pendant environ 5 ans à Berlin. Des contacts avec le groupe homonyme "Neu Beginnen" ont eu déjà lieu avant 1933 (pour ce qui concerne le groupe "Neu Beginnen", voir Kurt Kliem, *Der sozialistische Widerstand gegen das Dritte Reich* [La résistance socialiste contre le Troisième Reich] consacré au groupe "Neu Beginnen", thèse de doctorat Marbourg 1957 (dactylographiée). Avec le groupe "Thomas-Münzer", les mêmes vétérans du KAP publièrent à partir de 1950 la

Allemagne³⁸ sous la pression d'un anti-communisme rempli de ressentiment d'un côté et d'un appareil d'État et de parti stalinien de l'autre³⁹.

revue "Funken, Aussprachehefte für internationale sozialistische Politik" [Étincelles, cahier d'explication de la politique socialiste internationale] jusqu'à la fin des années 50. La tradition du KAP a été aussi poursuivie dans la feuille berlinoise "Von unten auf. Blätter für unmittelbare Demokratie" [De bas en haut. Feuilles pour une démocratie immédiate].

³⁸ Il y a dans le mouvement d'opposition extra-parlementaire actuel dans la République fédérale non seulement certaines analogies de sociologie de l'organisation (par exemple la question de la négation ou de la préconisation de l'organisation, la question du travail illégal ou légal, le problème de l'activisme non-contrôlable, de la formation exubérante de fractions et de sectes), mais en particulier de l'idée radicale de gauche des conseils est partiellement appréhendée à nouveau et actualisée.

³⁹ Selon la communication d'Alfred Weiland (lettre du 14/08/1967), au début des années 50, les deux traditions communistes de gauche résiduelles, celle des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires et celle des communistes de gauche, furent, à Berlin-Est et en RDA, « entièrement démantelées par l'arrestation presque complète de tous les membres actifs (plusieurs centaines d'arrestations).

APPENDICE BIOGRAPHIQUE

Appel Jan : né en 1890 dans un village du Mecklembourg; instruction primaire et apprentissage dans la construction navale; au SPD à partir 1908; en 1918, participation en tant que dirigeant à la grève des ouvriers de l'armement à Hambourg et contact avec les radicaux de gauche hambourgeois; agitateur et président des délégués révolutionnaires lors des événements révolutionnaires de Hambourg; passage à la Ligue-"Spartacus" en position dirigeante; propagande précoce pour les idées unionistes et pionnier de l'AAU; en tant que délégué du KPD de Hambourg au Congrès de Heidelberg en octobre 1919, solidaire de l'opposition; participation aux combats dans la Ruhr en mars 1920; délégué par le Congrès constitutif du KAP au II^o Congrès du Komintern, avec Franz Jung; discussion infructueuse des Thèses du KAP avec Zinoviev et Lénine; après son retour, entre autres, rédacteur en chef du journal "Der Klassenkampf", l'organe de l'AAU de Düsseldorf; lors du III^o Congrès de l'Internationale, à nouveau délégué du KAP (pseudonyme : Hempel); à la fin de 1923, emprisonnement à cause d'un vol de bateau lors de son premier voyage à Moscou en 1920; à la fin de 1925, amnistié et émigration vers la Hollande; là-bas, travaille comme ouvrier dans la construction navale et est en contact avec le "Groupe des Communistes Internationaux" issu du KAP hollandais; activité dans la résistance contre l'occupation nazie; vit actuellement à Maastricht.

Becker Karl : né le 19/11/1894 à Hanovre; apprenti typographe, adhère au parti social-démocrate en 1909; pendant la première guerre mondiale, relation étroite avec Karl Radek et Paul Fröhlich; membre dirigeant des IKD de Brême et membre fondateur du KPD(S); il s'est distingué dans l'opposition de gauche de la première année du KPD(S) avec le vieux mot d'ordre de sortie des syndicats et il a été l'un des plus précoces auteurs de l'unionisme allemand; après le Congrès de Heidelberg du KPD(S), actif dans le Bureau national d'information pour l'ensemble de l'opposition; lors du premier Congrès national de l'AAUD, il a succombé, avec son programme marxiste, aux forces unionistes et depuis lors, avec Paul Fröhlich, s'est détourné finalement du communisme de gauche et est resté au KPD(S); considéré comme renégat par le KAP; après le VIII^o Congrès, membre de la Centrale du KPD; depuis 1924, avec Paul Fröhlich, l'un des chefs de l'opposition de droite dans le KPD; en 1933, activité illégale et fuite vers la France; en 1941, livré à la Gestapo par le régime de Vichy; le 1^o décembre 1941, à cause de préparatifs de haute trahison, exécuté à Plötzensee.

Borchardt Julian : né en 1868; avant la première guerre mondiale, activité dans la politique municipale dans le cadre du SPD à Berlin; depuis septembre 1913, éditeur des "Lichtstrahlen", journal d'opposition de la gauche la plus extrême dans le SPD; les "Lichtstrahlen" devinrent la plate-forme la plus précoce de la critique radicale de gauche à la politique de "paix civile" du SPD; à la fin de 1914, proposition déjà de la fondation d'un parti radical de gauche; fait partie, aux côtés de Karl Radek, comme représentant allemand, de la Gauche de Zimmerwald réunie autour de Lénine; travaille en étroite collaboration avec

Pannekoek; à partir de la constitution des ISD, à la fin de 1915, les "Lichtstrahlen" deviennent leur organe de presse; brouille avec la majorité brême des ISD sur la base d'un renoncement personnel et d'une propagande qui refuse radicalement toute forme d'organisation; en avril 1917, interdiction des "Lichtstrahlen"; en novembre 1918, nouvelle parution des "Lichtstrahlen", mais à partir de là sans contact organisationnel avec le mouvement radical de gauche; jusqu'à sa mort (1932), socialiste sans parti.

Friedeberg Raphael : né le 14 mars 1863 à Tilsitt; éducation supérieure et études en économie politique, ensuite en médecine et obtention du doctorat en médecine; pendant qu'il était étudiant, déjà engagé dans la social-démocratie et collaborateur au "Sozialistische Akademiker"; premier propriétaire des "Sozialistischen Monatshefte" à partir de janvier 1897; en 1896, rejet du parlementarisme en réaction au « vol du droit de vote en Saxe »; à partir de 1903, sur la base de leur anti-parlementarisme commun, contacts avec la "Fédération Libre des Syndicats Allemands"; en 1904 et 1905, agitation ouverte pour la grève générale de masse, à partir de la mort de Kessler dans le cadre de la "Fédération Libre"; fit connaissance avec Gustav Landauer et esquisse d'une théorie du "psychisme historique" qui s'oppose au "matérialisme historique"; il réclama la nouvelle fondation d'un parti "anarcho-socialiste"; il conduisit la "Fédération Libre" de son programme social-démocrate à l'adoption des idées syndicalistes révolutionnaires; rupture avec la "Fédération Libre" à cause de son tournant anarchiste; en septembre 1907, exclusion du SPD; ensuite se retira de la politique active et alla s'établir en Suisse; là-bas, médecin d'établissement thermal à Ascona jusqu'à 1939 au moins et en contact permanent avec le mouvement anarchiste international.

Fröhlich Paul : né le 7/08/1884, fils d'une famille ouvrière socialiste; école primaire supérieure, apprentissage commercial, autodidacte en sciences sociales; à partir de 1902, actif dans le mouvement ouvrier; travail de journaliste à Leipzig et à Hambourg; en 1914, adversaire radical de la politique de "paix civile" et passage à la rédaction du "Bremer Bürgerzeitung"; continuation de la collaboration avec le radical de gauche Johann Knief par l'édition en commun de l'organe des ISD de Brême, l'"Arbeiterpolitik"; délégué des ISD à la Conférence de Kienthal en 1916; part à la guerre et à partir de la mi-1918, en hôpital psychiatrique à cause de sa propagande anti-militariste; lors du Congrès constitutif du KPD(S), élu comme représentant des ISD à la centrale du parti; lors du Congrès constitutif du KPD(S), avocat de l'idée d'"organisation unitaire" et jusqu'à la fin de 1919, représentant, avec Karl Becker, du programme syndical communiste de gauche de la formation d'organisations d'entreprise révolutionnaires; en tant qu'envoyé de la centrale du KPD, il participe à la formation de la seconde République des conseils à Munich et à la justification de la participation communiste à celle-ci; comme porte-parole du KP de Brême, propositions de modification aux principes directeurs de Heidelberg (1919), et, à partir du III^e congrès du KPD(S) (février 1920), rejet du mouvement communiste de gauche; jusqu'au milieu de 1921, avocat d'une tactique révolutionnaire active et l'un des théoriciens de l'offensive après l'Action de Mars; après cela, glissement continu vers la droite dans le KPD. A partir de 1929, l'un des chefs de la scission de droite, le KPO, et, en 1932, actif en tant que dirigeant dans le SAP; après enfermement en camp de concentration en 1933, émigration vers Paris, et en 1941, fuite vers New York; en 1950, retour en Allemagne; membre du SPD jusqu'à sa mort le 16/03/1953. Biographe et éditeur de Rosa Luxemburg; études historiques; considéré comme

renégat par les communistes de gauche dans les premières années de la République de Weimar; son pseudonyme dans ces années-là : Paul Werner.

Gorter Herman : né le 26/11/1864, à Wormerveer (Pays-Bas), fils d'un écrivain; formation scolaire supérieure et étude de philologie classique, et, en 1891, promu docteur ès lettres avec un travail sur Eschyle; enseignant du secondaire; chef et représentant le plus important d'une école poétique impressionniste ("Beweging van Tachtig"); traductions de Spinoza et étude de Kant, et finalement étude de l'œuvre de Marx et, au tournant du siècle, adhésion au Parti Social-démocrate des Pays-Bas (SDAP); avec Henriette Roland-Holst, éditeur de la revue marxiste "De Nieuwe Tijd"; écrits d'agitation sociaux-démocrates; participe temporairement à la direction du SDAP; relations amicales avec les radicaux de gauche du SPD par l'intermédiaire de Kautsky et de Pannekoek; à partir de 1900, lutte contre le révisionnisme, et, à partir de 1903, lutte en faveur de l'idée de grève de masse; en 1907, co-fondateur de la revue oppositionnelle et radicale de gauche "De Tribune" et en 1909, avec le groupe tribuniste, exclusion du SDAP; aux côtés de Pannekoek, entre autres, fondateur du SDP néerlandais; pendant la guerre mondiale, appartient à la Gauche de Zimmerwald et fait de l'agitation en faveur d'actions de masse révolutionnaires; durant son exil en Suisse, contact avec les révolutionnaires russes; en novembre 1918, se rend à Berlin, et, à partir de ce moment-là et jusqu'à sa mort, contact avec le mouvement révolutionnaire radical de gauche en Allemagne; avocat de l'opposition de gauche dans le KPD(S); agitation en faveur de l'unionisme allemand, et, à partir d'avril 1920, représentant principal de la théorie politique de Pannekoek dans le cadre du KAPD; à la mi-1920, dans la polémique avec Lénine, tentative d'une fondation socio-économique du communisme de gauche ouest-européen; en novembre 1920, délégué du KAPD à Moscou où il obtient l'admission du KAPD dans la III^e Internationale; en tant qu'ami proche de Karl Schröder, après la scission du KAPD en mars 1922, il prend fait et cause pour la tendance d'Essen; co-fondateur du KAP néerlandais; actif pour le KAPD (tendance d'Essen) jusqu'à sa mort le 15/09/1927; théoricien de l'Internationale communiste de gauche (KAI); connu exclusivement aujourd'hui aux Pays-Bas comme un classique de la poésie moderne.

Hoelz Max : né le 14/10/1889 à Moritz près de Riesa [en Saxe, entre Leipzig et Dresde], fils d'un ouvrier de scierie; après une instruction primaire, travaille deux ans comme journalier; long séjour en Angleterre où il fréquente une école technique supérieure; en 1909, retour en Allemagne, à Dresde, où il prépare un diplôme d'études techniques en travaillant occasionnellement; en août 1914, incorporé en tant que volontaire dans un régiment de hussards; jusqu'en 1918 au front, politisation du fait de ses expériences de guerre; en octobre 1918, libéré de l'armée comme mutilé de guerre, chômeur; élu en avril 1919 chef du conseil des chômeurs à Falkenstein dans le Vogtland; organisateur de révoltes de chômeurs, acquiert une popularité qui grandit rapidement; fonde le groupe local du KPD(S) à Falkenstein après avoir appartenu au début à l'USPD; incarcéré et libéré de manière répétée, activement recherché (mandats d'arrêt); chef de l'"Armée rouge" du Vogtland, en parallèle aux combats de la Ruhr en relation avec le putsch de Kapp en mars-avril 1920; exclusion du KPD(S); disciple politique d'Otto Rühle et représentant de l'activisme communiste de gauche; appartenance au KAPD; lors de l'Action de Mars du VKPD (1921), nommé par le VKPD et le KAPD chef militaire des combats dans la région industrielle de l'Allemagne centrale; ensuite, arrestation en mai (1921) et condamnation en juin à la prison à perpétuité; entre à

nouveau au KPD qui exploite sa popularité par la propagande; amnistié en 1928, fait durant un an une tournée de conférences pour le KPD; ensuite, émigration à Moscou, retour en Allemagne refusé par les autorités; finalement résidence à Gorki où, en 1934, dans des circonstances inexplicables, il se noya.

Jung Franz : né le 26/11/1888 à Neisse; études supérieures et études de droit interrompues; contact précoce avec les milieux de la bohème munichoise autour d'Erich Mühsam et de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands"; en 1911/12, contributions au mouvement expressionniste "Sturm", et, à partir de 1913, articles et notes socialement critiques dans l'"Aktion"; en 1914, désertion et emprisonnement à Spandau; en 1912/13, premières publications en prose sous forme de livres; pendant les années de guerre, appartient au cercle de l'"Aktion"; après la Révolution de Novembre, engagement politique dans le mouvement du communisme de gauche et membre fondateur du KAPD; participe en avril 1920 au II^o Congrès du Komintern en tant que délégué du KAPD, dans des circonstances périlleuses (avec un bateau volé); position dirigeante dans l'organisation de lutte illégale (KO) du KAPD; important rôle dans les luttes en l'Allemagne centrale en mars 1921; condamné à une longue peine de prison et fuite en URSS en passant par la Hollande; là-bas, assez longue activité en tant qu'expert économique; déception et retour en Allemagne; mauvaise volonté constante à s'intégrer socialement; entre 1919 et 1924, nombreux romans, récits et drames, socialement critiques; après 1923, dans une grande mesure apolitique, activité comme correspondant économique et commercial en Allemagne et à l'étranger; en 1934, émigration aux USA en passant par Prague, Vienne, Paris, Genève et Budapest; il retourna en Allemagne après 1945 et il mourut en janvier 1963 à Stuttgart. Jung est un représentant de l'intelligentsia artistique, à tendance expressionniste, qui rejoignit le mouvement radical de gauche.

Kater Fritz : né le 19/12/1861 à Barleben près de Magdebourg; fils d'un ouvrier agricole, et lui-même tout d'abord ouvrier agricole, ensuite apprentissage de maçon; en 1883, participe à la fondation d'un syndicat professionnel des ouvriers du bâtiment à Magdebourg; actif dans le mouvement social-démocrate illégal pendant la période de la loi contre les socialistes; en 1887, constitution d'un syndicat professionnel des maçons à Barleben; en 1889, peine de prison pour avoir enfreint l'interdiction de réunion; fondateur et rédacteur en chef du quotidien social-démocrate le "Magdeburger Volksstimme"; en contact étroit avec tous les porte-parole du mouvement d'opposition des "Jungen" dans le SPD; vota, lors des congrès de Halle (1890) et d'Erfurt (1891), contre l'exclusion des "Jungen" du parti; en 1891, à nouveau peine de prison politique, et émigration à Berlin en 1892; là-bas, à côté de l'exercice de son métier de maçon, travail dans les syndicats et dans le parti avec l'aile d'extrême gauche; fondateur en 1897, avec Gustav Kessler, de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands" issue du mouvement des localistes; à partir de 1903, son dirigeant organisationnel le plus professionnel; éditeur de l'organe syndical "Die Einigkeit"; en 1908, sortie volontaire du SPD après son refus d'offres de postes plus élevés de fonctionnaire dans le SPD ou dans les syndicats centralisés; après l'interdiction de la "Fédération Libre" durant la guerre mondiale (1914-1918), coordinateur du noyau illégal et réorganisateur le plus important de la "Fédération Libre" à partir de novembre 1918; depuis la fondation de la FAUD en décembre 1919, président de la Commission commerciale de Berlin et propriétaire de la maison d'édition de la FAUD à Berlin; sous l'influence de Rocker, se détache spirituellement du SPD dès 1919; en 1930, démissionne du poste de président de la Commission commerciale de la

FAUD pour des considérations d'âge; durant le régime nazi, tente de maintenir les vestiges d'organisation de la FAUD; il est tué en mai 1945 au cours du désamorçage d'un obus non explosé.

Kessler Gustav : né en 1832, architecte gouvernemental; tout d'abord, activité politique dans le Parti du Progrès de Berlin; et à partir de 1883, dans les syndicats; rédacteur de l'organe de l'association corporative des architectes, "Der Handwerker", à partir de 1884; durant la période de la loi contre les socialistes, il devint adepte du mouvement social-démocrate et il fut condamné à plusieurs reprises à des peines de prison et à des interdictions de séjour; auteur de nombreux écrits sur le travail illégal pendant la période de la loi contre les socialistes; en 1897, instigateur du premier Congrès des localistes à Halle; rédacteur de la "Einigkeit"; il modela la compréhension de soi de la "Fédération Libre" en tant qu'avant-garde syndicale de la social-démocratie; mourut le 29 juillet 1904 à Berlin.

Knief Johann : né en 1880 dans un milieu petit bourgeois; passa relativement tard, en tant qu'instituteur, de l'aile gauche du syndicat brêmeois des enseignants au mouvement ouvrier; quitta vers 1905 l'enseignement et devint rédacteur en chef du "Bremer Bürgerzeitung" radical de gauche; il y représentait avant tout la théorie politique d'Anton Pannekoek; après que, à la fin de 1914, le "Bremer Bürgerzeitung" a adopté la politique de la "paix civile", sortie de sa rédaction; en juin 1916, avec Paul Fröhlich, fondateur et éditeur de l'"Arbeiterpolitik" de Brême et dirigeant des radicaux de gauche brêmeois; en connexion avec la Conférence de Zimmerwald de septembre 1915, représentant de la résolution radicale de Lénine et défenseur de la séparation intellectuelle et organisationnelle résolue des radicaux de gauche d'avec le SPD; co-initiateur de la fondation des ISD; en 1917-18, dans l'émigration en Hollande et là-bas en étroite contact avec les radicaux de gauche gravitant autour de Pannekoek et de Gorter; depuis le rattachement de la Ligue-"Spartacus" à l'USPD en avril 1917, polémique violente contre la Ligue-"Spartacus" et appels inlassables en faveur de la constitution d'un parti radical de gauche indépendant; changement de nom des ISD en IKD; en novembre 1918, aux côtés de Paul Fröhlich, coordinateur intellectuel et organisationnel des IKD; fortes réserves à l'égard de la fusion des IKD avec la Ligue-"Spartacus" dans le KPD(S), qui, au tournant des années 1918-19, se réalisa malgré tout; par la propagande faite en faveur de l'"organisation unitaire", l'un des auteurs du programme syndical communiste de gauche favorable à la sorte des anciens syndicats; à partir de 1919, empêché par la maladie d'avoir une grande activité politique; il est mort le 6/04/1919 à Brême des suites d'une opération pour cause d'appendicite; il est considéré dans les cercles communistes de gauche comme "précurseur du KAPD et de l'AAU".

Landauer Gustav : né en 1870 à Karlsruhe, fils d'un commerçant juif; instruction secondaire, puis études à Zurich; là, il passe au mouvement ouvrier en 1890-91 par l'intermédiaire des cercles socialistes radicaux; puis, rattachement au mouvement des "Jungen"; en 1893, rédacteur en chef de l'organe de presse des "Jungen" et agitation anarchiste; peine de prison à cause d'un article "provocant" dans sa revue, "Der Sozialist"; interdiction du "Sozialist" en janvier 1895 et reparution en août 1895; jusqu'à la fin du second "Sozialist" (1899), son éditeur; leader intellectuel de l'anarchisme allemand; à partir de 1899, travail essentiellement théorique, étude de Proudhon, traduction de Kropotkine; fait la connaissance de Kropotkine

au cours d'un voyage en Angleterre en 1902; en 1908, fondation de la "Ligue socialiste", dont l'organe de presse "Der Sozialist" paraît de nouveau à partir de janvier 1909; interdiction de ce dernier en 1915; pendant la période de la guerre, entre autres, dramaturge au théâtre de Düsseldorf; en novembre 1918, à l'appel de Kurt Eisner, il se rend à Munich où il participe au conseil ouvrier du Land, comme commissaire à l'instruction publique; du 7 au 14 avril 1919, membre du conseil central de la première République des conseils de Munich; écarté par les communistes, il est fusillé le 2 mai 1919 par les troupes contre-révolutionnaires.

Laufenberg Heinrich : né le 19/01/1872 en Rhénanie, issu d'une famille catholique; études en économie politique, promu docteur ès lettres, activité de rédacteur; passe en 1904 environ du parti du Centre au SPD; se situe à l'aile radicale de gauche du SPD; en 1907, recommandé par Franz Mehring, envoyé à Hambourg pour rédiger une histoire du mouvement ouvrier de cette ville; dirigeant de l'école du parti de Hambourg; en 1912, procédure engagée contre lui en raison de son radicalisme, ce qui l'exclut de toutes les fonctions du parti; pendant la guerre, avec Fritz Wolffheim, centre de gravité de l'opposition radicale de gauche de Hambourg à la politique de guerre du SPD; en tant que porte-parole de l'opposition hambourgeoise, en contact permanent avec les ISD de Brême, sans pourtant y adhérer; activité dirigeante dans la révolution à Hambourg en novembre 1918; président du conseil ouvrier de Hambourg du 11/11/1918 au 21/01/1919; lors du II^o Congrès du KPD(S), avec Fritz Wolffheim, porte-parole de toute l'opposition dans le parti; co-initiateur de l'unionisme allemand; après la séparation des communistes de gauche à la suite du II^o Congrès (du 20 au 24/10/1920), tentative de rassembler l'opposition avec un programme national-bolchevick; co-fondateur du KAPD en avril 1920; exclu du KAPD lors du II^o Congrès (du 1 au 4/08/1920); ensuite activité national-bolchevique dans le cadre d'une "Association pour l'étude du communisme allemand"; activité politique rédactionnelle, isolée du mouvement radical de gauche; refusa toute relation avec les nazis; mourut au printemps 1932.

Levi Paul : né le 11/03/1883 à Hechingen; instruction secondaire puis études de droit à Berlin et à Grenoble, doctorat; en 1906, avocat à Francfort-sur-le-Main; disciple politique et défenseur au pénal de Rosa Luxemburg; co-fondateur de la Ligue-"Spartacus" et du KPD(S); lors du Congrès constitutif du KPD(S), rapporteur sur la question des élections à l'Assemblée nationale; avec Rosa Luxemburg, contre la majorité du Congrès, favorable à la participation à ces élections; après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht (janvier 1919), et de Leo Jogiches (avril 1919), élu en mai 1919 à la centrale du KPD(S) par cooptation et à contrecœur, puis à partir de cette date chef du parti; il entama alors, à partir de juin 1919, un cours qui cherchait à écarter les éléments activistes et communistes de gauche du parti; le point culminant de ce cours nouveau, ce furent ses Principes qu'il présenta lors du Congrès de Heidelberg (octobre 1919); après la scission de l'opposition communiste de gauche, rapprochement conscient avec l'USPD et en décembre 1920, unification du KPD(S) avec l'aile gauche de l'USPD pour former le VKPD; en février 1920, démission de la présidence pour protester contre la politique italienne du Komintern et l'admission du KAPD dans la III^o Internationale; après l'Action de Mars du VKPD en 1921, sa critique violente de cette action lui valut d'être exclu du KPD; en conséquence, fondateur et chef d'une "Kommunistische Arbeitsgemeinschaft" ["Communauté du Travail Communiste"] (KAG), qui rejoignit l'USPD-croupion et revint avec ce dernier dans le SPD en 1922; chef incontesté de

l'opposition de gauche dans le SPD; de 1920 à 1930, membre du Reichstag; pris de fièvre, il mourut le 9/02/1930 à Francfort/Main.

Merges August : né le 3/03/1870 à Malstadt-Murbach (Sarre); apprentissage de tailleur et de ravaudeur d'art, s'établit au début des années 90 dans le district de Gandersheim; administrateur de la Bourse du Travail d'Alfeld, puis, à partir de 1891, expéditionnaire du "Volksfreund" social-démocrate à Brunswick; après le début de la guerre, rejoint le mouvement radical de gauche, et, à Brunswick, avec Thalheimer entre autres, président d'un "Club de la Révolution" local et membre de "Spartacus"; orateur habile, lance dès le 3/11/1918 le mouvement révolutionnaire à Brunswick lors d'un rassemblement de masse de l'USP; le 8/11/1918, en tant que président du conseil ouvrier, exige l'abdication du duc régnant de Brunswick; le 10/11/1918, élu président de la République Socialiste de Brunswick; après l'élection d'un parlement du Land en février 1919, renonce au titre de président et à son mandat au Landtag; jusqu'en avril, chef d'insurrections locales et fuite à Berlin; là-bas, membre du KAPD et envoyé en tant que son représentant, avec Rühle, en juillet 1920, au II^o Congrès du Komintern à Moscou; appartient au KAPD jusqu'à 1921 au moins, puis passage au KPD; tué par les SS après 1933.

Möller Werner : né en 1888 à Barmen; apprend le métier d'étameur et fut socialiste dès son plus jeune âge; se distingua en 1913 par une poésie ouvrière lyrique; appartenait lors de l'éclatement de la guerre (août 1914) au groupe berlinois gravitant autour de Julian Borchardt; fut collaborateur de son organe de presse "Lichtstrahlen" et fit partie à partir de la fin de 1915 des pionniers des ISD; à cause de la diffusion de tracts de Liebknecht, un mois de détention préventive, puis neuf mois de prison à Cottbus; après le départ de Borchardt, l'un des chefs des ISD berlinois et proche collaborateur de Johan Knief dans son "Arbeiterpolitik"; rôle dirigeant dans les IKD berlinois et, en tant que leur délégué, assiste au Congrès constitutif du KPD(S); pendant la "semaine spartakiste" à Berlin, l'un des chefs de l'activisme radical de gauche; participe à l'occupation de l'immeuble du "Vorwärts" le 5/01/1919 et ensuite à sa défense; après l'arrêt des combats de janvier 1919, fusillé comme otage par les troupes de la Reichswehr; considéré par les communistes de gauche comme un précurseur de leur mouvement. Pseudonyme : Werner Nauffacher.

Most Johann : né en 1846, fils d'un secrétaire d'Augsbourg; entra à 13 ans en apprentissage de reliure et, en 1863, fit le tour du pays comme compagnon relieur; voyagea jusqu'en 1868 à travers l'Allemagne du Sud, la Suisse, l'Autriche, l'Italie du Nord et la Hongrie; en 1867, partisan de Lassalle et rejoint la I^o Internationale; en 1868, animateur populaire de discussions de la social-démocratie à Vienne; organisateur principal d'une manifestation social-démocrate à Vienne en décembre 1870, et, à la suite de cela, 5 années de réclusion; amnistié en 1871 et expulsé d'Autriche; rejoignit la tendance d'Eisenach de la social-démocratie allemande; rejeté par Liebknecht, accueilli amicalement par Bebel; en 1871, rédacteur en chef de la "Chemnitzer Freie Presse", et en 1874 huit mois de prison à cause de la manifestation contre la célébration de Sedan; en 1874, élu par les travailleurs de Chemnitz au Reichstag; de 1874 à 1876, condamné à la prison pour raisons politiques; en 1876, rédacteur en chef de la "Berliner Freie Presse"; en 1878, cinq mois de prison pour motifs politiques; après la loi contre les socialistes, expulsé de Prusse et émigre à Londres en passant par Hambourg; là-bas, du

3/01/1879 au 22/05/1882, édition de la "Freiheit"; après son exclusion du SPD en août 1880, se tourne définitivement vers l'anarchisme; en mai 1881, 16 mois de prison à Londres parce qu'il avait acclamé l'assassinat du tsar russe au cours du mois de mars de cette année-là; interdiction de la "Freiheit" après des témoignages répétés de solidarité en faveur des combattants de la liberté irlandais; en décembre 1882, part à New York; aux USA, de nouvelle activité politique infatigable dans le mouvement ouvrier radical et réparation de la "Freiheit"; meurt en 1906; considéré par les syndicalistes révolutionnaires et bon nombre de communistes de gauche comme proche d'eux et comme un précurseur de leurs entreprises politiques.

Mühsam Erich : né le 6/04/1878 à Berlin, fils d'un pharmacien juif; apprentissage de pharmacien et manifestation précoce d'une ambition de poète et d'écrivain; autour de 1900, écrivain libre à Munich; diverses relations avec le mouvement littéraire du naturalisme, amitié avec Wedekind, et à partir de 1901 avec Gustav Landauer; évolution politique du socialisme vers l'anarchisme, admirateur de Bakounine et de Kropotkine; à partir de 1908, agitateur de la "Ligue socialiste" et éditeur du journal "Kain" à Munich; voyages en Autriche, en Italie et en France; pendant la guerre mondiale, participe à des mouvements de grève et emprisonnement jusqu'en novembre 1918; aux côtés de Landauer et d'autres, chef de la première République des conseils bavaroise en avril 1919; avec Ernst Toller et d'autres, condamné à la détention dans une enceinte fortifiée, et amnistié en 1924; est resté en relation étroite avec la FAUD, sans y appartenir; amitié étroite avec Rudolf Rocker; éditeur du journal anarchiste "Fanal", poésie révolutionnaire; en 1933, emprisonné par les nazis; meurt en 1934 dans un camp de concentration.

Nettlau Max : né le 23 juillet 1865 à Neuwaldegg près de Vienne; formation secondaire puis études de philologie dans plusieurs universités allemandes, obtention du doctorat en philosophie avec un travail sur le problème particulier de la grammaire indo-germanique; en 1885, adhésion au mouvement ouvrier radical à Londres; premiers travaux historiques sur l'anarchisme européen publiés dans la "Freiheit" de John Most; fit la connaissance en 1888 de Kropotkine à Londres; à partir de cette année-là, recueil systématique de la littérature anarchiste internationale; ses publications participèrent de manière essentielle à l'adoption de l'anarchisme par des fractions des "Jungen" qui étaient dans l'opposition de la social-démocratie; travail pendant plusieurs années, en tant qu'érudit œuvrant pour son propre compte, dans presque toutes les grandes bibliothèques européennes, à une vaste biographie de Bakounine; vécut après la première guerre mondiale à Vienne; de 1918 à 1933, participation au travail d'agitation de la FAUD, aux éditions de laquelle parurent ses études importantes sur l'histoire de l'anarchisme; du fait de ses publications dans le cadre de la FAUD, l'historiographe le plus important de l'anarchisme international; en 1933, fuite en Hollande, et là travail entre autres à l'Institut international pour l'Histoire sociale d'Amsterdam; il mourut en juillet 1940 à Amsterdam.

Pannekoek Anton : né le 2/01/1873 à Vaassen (Hollande); après des études supérieures en astronomie à l'université de Leyde, docteur ès sciences naturelles; à partir de 1902, activité dirigeante dans la social-démocratie néerlandaise (SDAP); professeur d'astronomie en Hollande; à partir de 1905, avec Herman Gorter et Henriette Roland-Holst, chef de l'aile

gauche de la social-démocratie néerlandaise; en 1905, nomination à l'école supérieure du SPD en Allemagne; en 1907, co-fondateur du journal oppositionnel de gauche dans le SDAP "De Tribune"; en 1909, exclusion du parti ainsi que l'aile gauche de ce dernier, qui se constitue (1909) en organisation indépendante sous le nom de SDP; le SDP forma en 1918 la base du Parti Communiste néerlandais; en 1912, dans la controverse avec Kautsky, premières approches des principes théoriques du futur communisme de gauche; collaborateur de la "Neue Zeit" et du "Bremer Bürgerzeitung", lequel se trouvait sous son influence théorique décisive; en 1917, expulsion d'Allemagne; pendant la guerre mondiale, partisan de la résolution de Lénine à la première Conférence de Zimmerwald et théoricien des ISD; nombreuses contributions aux "Lichtstrahlen" de Borchart et à l'"Arbeiterpolitik" de Knief; en 1918, co-fondateur du Parti Communiste néerlandais; agitation en Allemagne pour les IKD; après la scission du KPD(S) en octobre 1919, porte-parole et théoricien de l'opposition communiste de gauche; inspirateur du premier programme du KAPD de mai 1920; ensuite rôle de mentor pour le KAPD et co-fondateur du KAP néerlandais; en tant qu'adversaire de Lénine, exclu en 1920 du Secrétariat pour l'Europe de l'Ouest du Komintern; en plus de ses nombreux écrits d'agitation, ouvrages politico-philosophiques qui s'appuient sur la théorie de la connaissance de Josef Dietzgen; importantes études en astronomie; est resté jusqu'à sa mort en avril 1960 le chef des socialistes des conseils néerlandais. Pseudonymes : Karl Horner, John Harper.

Pfemfert Franz : né le 20/11/1879 à Lötzen (Prusse orientale); enfance et éducation à Berlin; à partir de 1904, écrivain politique et critique littéraire; de 1910 à 1911, rédacteur en chef du "Demokrat", ("hebdomadaire pour une politique et une littérature libérales"), et à partir de 1911, éditeur de l'"Aktion", ("hebdomadaire pour la politique, la littérature et l'art"); avant 1914, critique du SPD au sens des radicaux de gauche de différentes tendances; l'"Aktion" est autorisée à continuer de paraître durant la guerre à la condition de ne publier que des contributions de style facile et désinvolte; Pfemfert fut le plus important éditeur et promoteur de la littérature expressionniste au cours des années 1914-1918; provenant du cercle de littérateurs et d'artistes autour de l'"Aktion", s'est constitué en 1915 un "Parti Socialiste Anti-national" (ASP), dont la fonction se limitait à la critique de la "paix civile" du SPD et qui se solidarisa avec la Ligue-"Spartacus" lors des événements de novembre 1918; le cercle de l'ASP autour de Pfemfert entra dans le KPD(S); Pfemfert appartenait à la majorité communiste de gauche du Congrès constitutif du KPD(S) et il demeura dans l'opposition de gauche, avec son journal fortement politisé, à partir du milieu de 1919, pendant l'application du cours de Levi dans le KP; membre fondateur du KAPD en avril 1920; à partir de 1920, l'"Aktion" représenta le programme de l'"organisation unitaire" d'Otto Rühle; Pfemfert resta fidèle avec son journal à cette tendance après son exclusion du KAPD (début 1921) et après la fondation de l'AAUE (octobre 1921); après 1923, participa à la formation d'une "Ligue-Spartacus n° 2"; à partir de 1927, l'"Aktion" est devenue une plate-forme trotskiste; elle a arrêté sa parution en 1932; après 1933, fuite de Pfemfert de Berlin pour se rendre en Tchécoslovaquie, en 1936 à Paris, et en 1940 à New York en passant par Lisbonne; pendant cette époque, assura sa vie matérielle grâce à des travaux photographiques; à partir de 1941 à Mexico; y est mort le 26/05/1954.

Plättner Karl : né le 3/01/1893 à Osterode (Prusse orientale); instruction primaire et apprenti mouleur; jusqu'en 1914, au SPD et syndiqué; pendant la guerre mondiale, actif dans le

mouvement de la jeunesse socialiste et 18 mois de prison à cause d'une distribution de tracts de Liebknecht (haute trahison); à la fin de 1918, dans les IKD de Dresde et membre du conseil des ouvriers et des soldats à Dresde; membre fondateur du KPD(S) et activité comme orateur itinérant pour l'opposition de gauche; participation active à la plupart des insurrections armées dans la première moitié de 1919, en particulier dans la République des conseils de Brême; emprisonnement en septembre 1919 et à nouveau participation aux combats de la Ruhr en 1920; membre fondateur du KAPD et agitation orale et écrite pour ce parti; représentant des éléments activistes du KAPD qui a traduit dans la réalité l'anti-légalisme programmatique du parti; attaques à main armée de banques et de caisses pour financer les journaux et les brochures du KAP; activité dirigeante dans les combats de l'Allemagne centrale en 1921, parfois sous le nom de "Max Hoelz"; après la défaite de l'Action de Mars (1921), échoue avec son programme de transformation du parti en "lutte organisée en bandes", et il réalise ce programme indépendamment du KAPD; incarcération à la mi-1921 et en 1926 procès à Halle; condamnation à la réclusion et en 1928 environ amnistie; passage au KPD et, entre autres, publication d'un livre sur "Eros en prison"; on suppose qu'il a été abattu en 1933 lors de son passage à la frontière de la Tchécoslovaquie.

Radek Karl : pseudonyme pour Karl Bernardovitch Sobelsohn, né en 1885 à Lemberg (Lvov, en Pologne); activité de journaliste de 1905 à 1907 à Varsovie, et à partir de 1908 en Allemagne; de 1908 à 1912, membre du SPD et appartenant au groupe radical de gauche gravitant autour de Johann Knief; en 1912, exclusion du SPD et, au début de la guerre mondiale, émigration en Suisse; de là, traversa l'Allemagne en train, en compagnie de Lénine; resta à Stockholm et arriva à Moscou après le commencement de la Révolution en novembre 1917; en 1917-18, activité de propagande bolchevique parmi les prisonniers de guerre allemands; en mars 1918, directeur pour les affaires de l'Europe centrale au ministère des Affaires étrangères de l'URSS; sous l'influence de la victoire des bolcheviks, révision partielle de ses principes radicaux de gauche; en décembre 1918, délégué au premier Congrès des conseils des ouvriers et des soldats à Berlin; participe de manière importante au rassemblement de ses anciens amis des IKD avec la Ligue-"Spartacus" dans le KPD(S); le 12/02/1919, arrêté à Berlin; il se justifia et soutint les mesures de Levi concernant l'exclusion de l'opposition communiste de gauche lors du II^e Congrès du KPD(S) en octobre 1919; en janvier 1920, retour en Russie; de 1920 à 1924, membre du Comité Centrale du PC russe et du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste; voyages fréquents en Allemagne, par exemple pendant l'Action de Mars en 1921 et les événements d'octobre 1923; en 1924, n'est pas réélu au CC en tant que trotskiste; en 1925 jusqu'en 1927, recteur de l'université Sun Yat-Sen ; en 1927, exclusion et en 1929 réadmission dans le PCUS; en 1937, dix ans de prison; est mort vraisemblablement en 1942. Autres pseudonymes : Paul Bremer, Arnold Struthahn.

Rocker Rudolf : né le 25/03/1873 à Mayence dans une famille petite bourgeoise; orphelin complet à l'âge de 13 ans; instruction primaire et, après de nombreux métiers, finalement conclusion de son apprentissage de relieur; premiers pas politiques dans un syndicat professionnel de relieurs autour de 1890; fait en même temps la connaissance de Johann Most et de Bakounine; en tant que dirigeant d'un club de lecture de la jeunesse social-démocrate à Mayence et partisan des "Jungen", premier conflit avec le parti; lors du congrès socialiste de Bruxelles de 1891, conversion à l'anarchisme; activité illégale de propagande anarchiste à Mayence; à la fin de 1892, à cause de cette activité illégale, fuite à Paris; là-bas, participe à un

groupe de "socialistes indépendants" exilés; en 1895, se rend à Londres et est admis dans la communauté des anarchistes juifs orientaux comme non juif; dans ce cadre-là, activité de rédacteur en chef, d'éditeur de feuilles anarchistes en yiddish jusqu'en 1914; fait la connaissance personnelle de Pierre Kropotkine, dont il resta le disciple; en décembre 1914, arrêté comme "étranger dangereux" et interné jusqu'en 1918; en mars 1918, après un échange de prisonniers, part en Hollande, puis en novembre en Allemagne; là, immédiatement, prend contact avec Fritz Kater, le dirigeant de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands"; bientôt leader intellectuel des anarchistes allemands et, dans la seconde moitié de 1919, de la "Fédération Libre"; depuis cette époque, détermina le programme des syndicalistes révolutionnaires allemands et la tactique de la Commission Commerciale berlinoise de la FAUD; participa de manière dirigeante à la fondation de la FAUD (décembre 1919); organisateur et théoricien de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire (IAA) fondée en 1922; pendant la République de Weimar, figure principale de l'anarcho-syndicalisme allemand; voyages de conférences en Europe et en Amérique; en mars 1933, fuite aux USA; là-bas, entre autres, importantes recherches en philosophie des civilisations; meurt en septembre 1958 à Crompond (Mohegan Lake, NY).

Rühle Otto : né en 1874, activité pédagogique et, à partir de 1903, élaboration d'un programme scolaire socialiste et d'une monographie sur la situation de l'enfant prolétarien (1911); en 1911, député du SPD au Landtag de la Saxe, et à partir de 1912 membre social-démocrate du Reichstag; il sympathisa avec l'aile gauche du SPD et il refusa, en mars 1915, en tant que premier député du Reichstag après Liebknecht, l'acceptation des crédits de guerre par le SPD; participation à la création de la Ligue-"Spartacus" et en novembre 1918 porte-parole des IKD de Dresde; rôle dirigeant dans les événements révolutionnaires de Saxe au tournant des années 1918-19 (entre autres, déposition de la maison princière régnante de la Saxe); co-fondateur du KPD(S), porte-parole de la majorité communiste de gauche lors du Congrès constitutif du KPD(S); en 1919-20, agitation communiste de gauche, en particulier en faveur de l'idée d'"organisation unitaire" prolétarienne; co-fondateur du KAPD en avril 1920, malgré le fait que la dichotomie de l'organisation en parti et syndicat ait été conservée; en novembre 1920, exclusion du KAPD avant tout à cause de sa violente critique des 21 conditions du II^o Congrès de l'Internationale, après une délégation à Moscou du KAP de mai à juillet 1920; à partir de 1920, théoricien principal de la tendance "organisation unitaire" dans l'AAUD et initiateur de la fondation de l'AAUE en octobre 1921; après 1923, s'éloigne des organisations radicales de gauche et retourne au SPD; importantes études de pédagogie, de psychologie, de biographie et d'histoire des civilisations; après 1933, d'abord émigration à Prague; en 1936, engagé comme conseiller pédagogique d'un gouvernement socialiste au Mexique; en 1936, entre autres, avec John Dewey, secrétaire du comité pour l'examen des accusations de Moscou contre Trotski; la réputation de Trotski est sauvée, et, dans la discussion avec Trotski, refus inchangé de la validité universelle du principe bolchevik du parti et persistance à croire au caractère anti-autoritaire et démocratique de la transformation sociale; âgé, encore succès artistique comme peintre sous le nom de Carlos Timonero; meurt en juin 1943 dans son exil mexicain.

Scharrer Adam : né le 13 juillet 1889 dans un village près de Nuremberg, fils d'un berger municipal; école du village, berger et en 1906 apprentissage comme tourneur; après son examen final d'apprentissage, voyages à travers l'Allemagne, la Suisse, l'Italie; travailla

comme serrurier; en 1914, participa à la guerre, puis travailla dans la fabrication des munitions; à partir de 1917, en contact avec les chefs révolutionnaires de Berlin et il prit part aux grèves des ouvriers de l'armement; dans l'opposition de gauche du KPD(S) à Berlin et membre fondateur du KAPD; rédacteur de la KAZ et, en tant que fonctionnaire dirigeant de la région économique du Grand-Berlin à partir de 1921, en opposition avec le cercle de Schröder; après la scission du KAP, l'un des chefs de la tendance de Berlin, et jusqu'à 1927 au moins, vraisemblablement jusqu'en 1933, actif dans le KAP, et dans l'AAU; il s'engagea dans l'expressionnisme avec des publications en prose; en 1929, succès littéraire avec le roman de guerre "Vaterlandslose Gesellen" [Compagnons sans patrie]; en 1933, émigration à Prague, puis en 1934 en URSS; en 1941, évacuation à Tachkent, à partir de 1943 près de Moscou; en 1945, retour en Allemagne, activité d'écrivain et de rédacteur; mourut le 2 mars 1948 à la suite d'une attaque cardiaque.

Schröder Karl : né le 13/11/1885 à Polzin (Poméranie), fils d'enseignant; instruction secondaire et études de philosophie; doctorat en philosophie; amitié avec Franz Mehring et, en 1913, entre au SPD; service militaire et rejoint à la Ligue-"Spartacus", étroites relations avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht; en 1918, co-éditeur du "Rote Fahne" et, en 1919, rédacteur en chef de l'organe de presse local du KPD(S) à Berlin; porte-parole des organisations d'entreprise révolutionnaires et théoricien du programme syndical communiste de gauche; en avril 1920, en tant que centre de gravité du district du Grand Berlin, majoritairement communiste de gauche, l'un des principaux initiateurs de la fondation du KAPD; durant l'année 1920, mise en place du programme du KAPD formulé par lui en collaboration avec Herman Gorter, et, simultanément, mise en place de son programme unioniste dans l'AAUD; en novembre 1920, avec Gorter, voyage illégal à Moscou et à l'origine de l'admission du KAPD dans le Komintern en tant que part sympathisant; à la fin de 1921, développement de nouvelles thèses unionistes, et, entre autres, président du Bureau d'organisation et d'information de l'Internationale communiste de gauche; en mars, figure principale dans le processus de scission du KAPD, et centre de gravité de la tendance d'Essen du KAPD; participation importante à l'organisation de la KAI; en 1924, retour au SPD, et là, à partir de 1926, critique littéraire pour le "Vorwärts", lecteur pour une maison d'édition communautaire et professeur itinérant; quelques publications de romans; à partir de 1929, à l'intérieur du SPD, réunion avec d'autres anciens membres du KAPD, et préparation d'une nouvelle phase d'illégalité pour le mouvement ouvrier; jusqu'en 1936, centre de gravité du cercle de résistance des "Roten Kämpfer" et, après la découverte de ce dernier, peine d'emprisonnement; après 1945, directeur des établissements secondaires de Berlin-Ouest et travail à l'université populaire; écarté de cette activité en 1948 et émigration à Berlin-Est; rejoint le SED et lecteur auprès de la maison d'édition "Volk und Wissen" [Peuple et savoir]; meurt à Berlin-Est le 6/04/1950.

Schwab Alexander : né le 5/07/1887 à Stuttgart, fils d'un chef d'orchestre d'opéra; après avoir fréquenté l'école secondaire, études de philosophie, des langues germaniques, de la philologie classique, de l'économie politique, de la sociologie et du droit public, à Rostock, Iéna, Heidelberg et Fribourg; doctorat ès lettres; enseignant à la communauté scolaire libre de Wickersdorf et activité dirigeante dans la "Freideutsche Jugend"; partant de la rébellion du mouvement de jeunesse pendant la guerre mondiale, en passant par l'étude théorique de Hegel et de Marx, il en arrive à la Ligue-"Spartacus" et à l'USPD; théoricien estimé par Rosa

Luxemburg de la Ligue-"Spartacus" berlinoise; en 1919, en étroite relation avec Karl Schröder, chef de l'opposition de gauche dans le KPD(S), et membre fondateur du KAPD; jusqu'au milieu de 1921, inspirateur de la direction du KAPD de Berlin; représentant du KAPD au III^e Congrès de la III^e Internationale à Moscou sous le pseudonyme de Sachs; après le manque de résultat de cette délégation, et après un éloignement progressif de la vie organisationnelle du parti à la suite de la scission en mars 1922, sortie du KAPD; à partir de 1921, travaille comme journaliste et auteur économique; de 1928 à 1933, attaché de presse de l'Institut national pour l'emploi et l'assurance chômage; en avril 1933, prison préventive et travail dans le cercle de résistance des "Roten Kämpfer"; éditeur d'un journal illégal, cours de sociologie dans des groupes de jeunes, d'étudiants et de travailleurs; en 1936, incarcération pour cause de son activité de résistance et en 1937 condamné à 8 ans de prison par le tribunal populaire; après différents établissements pénitentiaires et camps de concentration, meurt le 12/11/1943, probablement à la suite d'une pneumonie.

Souchy Augustin : né en 1892 à Ratibor (Haute-Silésie); au cours de l'hiver 1911-12, a été gagné à l'anarchisme par un ancien collaborateur de la "Freiheit" de Most; activité dans le cadre de la "Ligue Socialiste" de Landauer à Berlin; en 1915, émigration en Suède, et là-bas, travaux de journalisme dans le mouvement syndical; en 1919, retour en Allemagne et, aux côtés de Rocker, leader intellectuel de la FAUD; de 1919 à 1933, collaborateur permanent et rédacteur en chef pendant plusieurs années de l'organe syndical de la FAUD, "Der Syndicalist"; d'avril à octobre 1920, voyage en Russie; représentant non officiel des syndicalistes révolutionnaires allemands au II^e Congrès du Komintern; en 1922, l'un des trois secrétaires de l'Internationale syndicaliste révolutionnaire (IAA); en 1933, fuite vers la France, et en 1936 vers Barcelone jusqu'à la fin de la guerre civile espagnole (1939); en mission pour la CNT espagnole, voyages dans toute l'Europe; directeur de la section pour la propagande syndicaliste révolutionnaire à l'étranger; après la défaite des républicains espagnols, jusqu'en 1942 en France; ensuite au Mexique et là-bas, activité pendant 8 ans pour le mouvement syndicaliste révolutionnaire et anarchiste; voyages dans tous les pays d'Amérique latine et aux USA; en 1950, retour en Europe; activité comme expert en éducation ouvrière, auprès de l'"Association Internationale des Syndicats Libres" et du "Bureau International du Travail" (Genève), à Madagascar, la Jamaïque, le Honduras et l'Éthiopie.

Utzelmann Peter : né en 1894 à Berlin; instruction primaire et apprenti menuisier; en 1908, rejoint la jeunesse ouvrière et à partir de 1912 le SPD; en 1915, marine de guerre et le 3/11/1918, participe au soulèvement des matelots à Kiel; à partir du 15 novembre, travaille à la division de la marine populaire à Berlin; en janvier 1919, participe à l'insurrection radicale de gauche à Berlin; à partir de 1918, Ligue-"Spartacus", puis opposition de gauche dans le KPD(S) et, en 1920, membre fondateur du KAPD; co-organisateur des actions radicales de gauche pour se protéger du putsch de Kapp et, à partir d'avril 1920, pour organiser le KAP et l'AAU en Allemagne centrale; dans l'Action de Mars de 1921, sous le pseudonyme de Kempin, organisateur principal du KAPD dans le soulèvement de la Leuna-Werk; en juin 1921, procès en haute trahison à Halle et condamnation à la réclusion perpétuelle; amnistié en 1923 et sortie du KAPD; en 1928, retour au SPD et participe à la constitution des "Roten Kämpfer"; à la fin de 1932, exclusion du SPD et en 1936, pour cause d'activité de résistance, arrêté et condamné à quatre années et demie de prison; en 1945, rédacteur en chef politique de

la radio de Berlin, en 1948-49, directeur général de l'industrie du bois; en 1949-1950, fuite à Berlin-Ouest; vit à Berlin-Ouest.

Vogeler Heinrich : né le 12 décembre 1872 à Brême, fils d'un quincaillier aisé; formation en peinture et architecture à l'école des beaux-arts de Düsseldorf; avant la première guerre mondiale, séjours d'étude en Flandres, à Paris, Rome, Florence et Munich; à partir de 1884, actif dans la colonie d'artistes de Worpswede près de Brême; avant 1914, reconnu et populaire en tant que peintre de paysages de marécages mélancoliques; en 1914, volontaire en raison de sa solitude; politisation du fait de son expérience de la guerre et prise de connaissance en 1917 de la propagande bolchevique au front; après l'envoi d'une lettre dans le style légendaire, au Kaiser et au commandement suprême de l'armée, réclamant la fin de la guerre, en janvier 1918, deux mois d'hôpital psychiatrique; à partir du milieu de 1918, de nouveau sur son domaine de Barkenhoff à Worpswede et il fit la connaissance de Johann Knief des ISD; en novembre 1918, élu dans le conseil des ouvriers et des soldats de Brême; en 1919, fit de l'agitation dans l'opposition communiste de gauche; son domaine de Barkenhoff devint une communauté de travail, un lieu d'éducation et un refuge pour des révolutionnaires pourchassés; travail d'agitation syndicaliste révolutionnaire et unioniste jusqu'en 1922; membre fondateur de l'AAUD; en 1923-24, à Moscou et en 1924, passage au KPD; activité de conférences sur l'URSS au nom du KPD en Allemagne; en 1931, à nouveau en Russie sur l'invitation du gouvernement et activité en tant qu'expert en construction en Carélie, en Azerbaïdjan, à Odessa et à Moscou; production artistique dans le style du réalisme socialiste; auteur de brochures d'agitation politique, d'écrits lyriques et de relations de voyage; mourut le 14 juin 1942 au Kazakhstan.

Wendel Friedrich : né le 12/05/1886 à Köslin (Poméranie), fils d'un maître menuisier; instruction primaire et apprentissage d'imprimeur; en 1907, entre au SPD et, pendant la première guerre mondiale, à la Ligue-"Spartacus"; en étroite collaboration avec Karl Schröder, actif dans l'opposition de gauche du KPD(S) à Berlin et porte-parole des organisations d'entreprise révolutionnaires de Berlin; membre fondateur du KAPD et rédacteur en chef du "Kommunistische Arbeiterpartei"; en 1920, sympathie avec le programme national-bolchevik de la tendance de Hambourg dans le KAPD et, pour cette raison, en juin 1920, renvoi de la rédaction du KAZ; le 13/08/1920, sortie du KAPD et retour au SPD; à partir de 1924, directeur de l'hebdomadaire satirique social-démocrate "Der wahre Jacob", publications sur l'histoire de la caricature; en 1933, "émigration intérieure", activité dans les assurances et travaux de photographie; après 1945, directeur du service de presse de la ville de Kiel et membre du SPD; meurt le 8/03/1960 à Kiel.

Wolffheim Fritz : journaliste et écrivain politique; en 1912-13, rédacteur en chef de l'organe des IWW "Vorwärts der Pacific-Küste" à San Francisco; en 1913, retour en Allemagne et début d'un travail politique en commun avec Heinrich Laufenberg; pendant la guerre, avec Laufenberg, dirigeant de l'opposition radicale de gauche à Hambourg; rôle dirigeant dans la Révolution de novembre 1918 à Hambourg; membre fondateur du KPD; lors du II^e Congrès du KPD(S) (du 20 au 24/10/1919), avec Laufenberg, porte-parole de l'opposition de gauche dans le parti; sous l'influence des IWW américains, co-initiateur du mouvement unioniste en Allemagne; après le II^e Congrès du KPD(S), prend fait et cause pour la scission; à partir

d'octobre 1919, avec Laufenberg, agitateur national-bolchevik dans l'opposition de gauche du KPD(S); exclu, avec Laufenberg, à cause de son national-bolchevisme, par le II^o Congrès du KAPD (du 1 au 4/08/1920); continue d'agir selon cette orientation dans le cadre d'une "Ligue Communiste", puis d'une "Association pour l'étude du communisme allemand" à Hambourg; jusqu'à la fin de la République de Weimar, activité national-bolchevique dans de petits cénacles; a probablement été en contact avec l'aile Strasser du NSDAP; meurt après 1936 en camp de concentration.

APPENDICE DOCUMENTAIRE

-I-

Lignes directrices de l'Association des Socialistes Indépendants (1891)

Nous, les socialistes oppositionnels, nous voulons réunir l'ensemble du prolétariat en ordre de bataille contre la bourgeoisie; cependant, nous combattons toute centralisation *forcée* qui paralyse le mouvement libre et autonome de certaines couches ouvrières. La structure organisationnelle des travailleurs organisés politiquement et économiquement ne doit pas être seulement, à notre avis, importante et vaste, elle doit aussi disposer de membres forts et indépendants; nous voulons travailler en particulier à *leur* développement.

À notre époque, où le travailleur, jour après jour, va d'une caserne à l'autre – de l'immeuble locatif-caserne à l'usine-caserne –, toute sa vie prend une forme incomplète et casernée qui fait de plus en plus dépérir son individualité. Il se dessèche en quelque sorte et il perd la faculté de se situer de manière critique face à de nouvelles impressions. Nous, les socialistes oppositionnels, nous attachons une grande valeur à l'individualisation des travailleurs. Nous voulons constamment élargir l'horizon de l'ouvrier par des discussions animées sur toutes les questions publiques. Nous ne voulons pas lui imposer immédiatement telle ou telle conviction qui lui apporterait le salut, mais avant tout l'inciter, par les discussions, à se former sa propre opinion. La clarification des idées prolétariennes et socialistes nous tient à cœur.

Nous sommes pour un échange d'idées parfaitement libre. Et c'est parce que nous ne trouvons plus cela dans l'organisation de parti actuelle, parce que l'exclusion hors du parti plane de manière menaçante sur tous les socialistes qui pensent par eux-mêmes – peu importe à quelle tendance ils appartiennent –, que nous agissons à l'extérieur du cadre étroit de l'organisation du parti. *Nous sommes des socialistes et nous nous situons sur le terrain de la lutte de classe.* Mais étant donné que la dictature du comité directeur actuel du parti étouffe toute pensée indépendante et que la forme d'organisation du parti d'aujourd'hui limite le libre mouvement des classes sociales prolétariennes, nous invitons les camarades qui ne sont pas d'accord avec le comité directeur du parti et avec sa tactique et qui aspirent à un libre développement de l'organisation, à constituer en commun avec nous une "Association des Socialistes Indépendants". La tâche de cette association sera d'œuvrer pour la propagande en faveur de nos opinions et elle ne connaîtra qu'*un seul* but :

La libération des prolétaires des chaînes de la servitude.

(Tiré de Rudolf Rocker : *Mémoires*, tome I : *La jeunesse d'un rebelle*)

-II-

Appel des radicaux de gauche de Brême et de Hambourg (juin 1917)

Aux groupes locaux et aux camarades radicaux de gauche!

Les nécessités historiques s'accomplissent selon une logique de fer et une rapidité surprenante. Quand les groupes locaux radicaux de gauche de Brême et de Hambourg publièrent le 5 mai dans notre journal un appel pour la création de groupes locaux, ils déclaraient : « Le Groupe "Internationale" a, qu'il le veuille ou non, renoncé à son indépendance organisationnelle du fait de son association avec le centre du parti. Après avoir refusé la direction spirituelle des radicaux de gauche depuis le tout début, il vient également de reculer devant leur direction organisationnelle. ». Ce qui n'était auparavant qu'une conclusion logique, est aujourd'hui une réalité patente. Mais cela a encore révélé quelque chose de plus : autrefois, les optimistes pouvaient encore espérer que le Groupe "Internationale" favoriserait l'orientation de la classe ouvrière en effectuant une forte pression dans ce nouveau cadre, même si c'était au prix de luttes internes déchirantes. Ces espoirs ont été fortement déçus. Une nouvelle fois, et par voie de nécessité, le Groupe "Internationale" ne fonctionne pas du point de vue organisationnel, attendu que ses chefs tout-puissants ont laissé tomber les groupes locaux qui luttent pour leur autonomie de groupe. De ce fait, le Groupe "Internationale" a renoncé dans la nouvelle organisation à l'indépendance qu'il avait obtenue à juste titre dans l'ancien parti, et il s'est ôté ainsi toute influence politique. Politiquement, son non-fonctionnement est total. Rien ne montre cela plus nettement que sa position sur la Conférence de Stockholm. Après le refus initial des social-patriotes de participer à cette Conférence, il s'est soumis entièrement et de façon à peine voilée aux Indépendants, qui opposèrent, à Stockholm, un refus poli à la Gauche de Zimmerwald, et qui élevèrent l'illusion pacifiste d'une paix de compromis au rang d'une plate-forme d'une habileté diplomatique purement parlementaire. Le Groupe "Internationale" a souffert à peine un trimestre des suites de sa castration volontaire à Gotha. Le Groupe "Internationale" est mort.

Les faits ont accéléré puissamment l'évolution. En beaucoup d'endroits, après l'appel de Hambourg et de Brême, des groupes locaux radicaux de gauche se sont créés, et de nombreuses lettres d'approbation, qui faisaient fi de tout pessimisme, nous sont parvenues. Voilà ce qui représente une base solide pour le Parti Socialiste International d'Allemagne. Un certain nombre de camarades se sont réunis en Comité d'action afin d'entreprendre les premiers pas pour la constitution du parti. Ils n'usurpent aucun droit, étant donné que le membre allemand de l'Internationale ne peut ressusciter en tant que nouveau parti dirigeant. Ils veulent seulement donner le coup de main nécessaire là où un nouvel être politique cherche à naître. C'est pourquoi ils invitent tous les groupes à débattre dans les plus brefs délais de la question de la fondation d'un nouveau parti, de son programme et de sa forme d'organisation, et à faire parvenir, au plus tard à la mi-août, leurs propositions à la Rédaction de l'*Arbeiterpolitik*. Les camarades qui ne sont rattachés à aucun groupe sont conviés à collaborer dans ce même esprit. Le Comité d'action provisoire rassemblera le matériel qui sera arrivé et s'occupera ensuite au plus vite des démarches ultérieures. C'est ainsi que de la collaboration de tous les éléments sympathisants naîtra un parti résolu et à même de lutter pour l'accomplissement des grandes tâches que l'avenir, et déjà le présent, exigent de la classe ouvrière allemande.

Le Comité d'action.

(Tiré de *Arbeiterpolitik*, n° 30 du 28 juillet 1917)

-III-

Appel de la "Fédération Libre des Syndicats Allemands" (14/12/1918)

Que veulent les syndicalistes révolutionnaires?

Vive le syndicalisme révolutionnaire!

Il s'attaque vivement et avec obstination à toutes les forces de gauche et de droite. Les chefs de la social-démocratie et du syndicat centralisé, la canaille militaire, l'arbitraire brutal de la police et une justice vénale, n'ont reculé devant aucun moyen pour mettre à mort les idées du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne. Notre presse a été interdite au cours des premiers jours du mois d'août, des camarades dirigeants ont été placés en "prison préventive", toute activité publique a été rendue impossible aux unions et aux agitateurs. Et pourtant : les moyens de lutte du syndicalisme révolutionnaire sont utilisés aujourd'hui dans tous les coins de l'Empire allemand, et les masses sentent instinctivement que l'époque où l'on ne faisait que souhaiter et demander est passée, que c'est l'époque où l'on prend qui a commencé. Les masses laborieuses, éduquées pendant des décennies à l'obéissance passive dans la social-démocratie et dans les syndicats, se dressent contre la bureaucratie des fonctionnaires. Les travailleurs savent maintenant qu'ils ont été trompés par leurs propres représentants salariés exactement de la même façon que le peuple tout entier l'a été par le gouvernement impérial. Le gouvernement impérial a été abattu, non pas par des moyens parlementaires légaux, mais grâce à l'action directe, non pas avec le bulletin de vote, mais avec la force des armes par les ouvriers en grève et les soldats mutinés. Sans attendre les instructions de chefs avisés, ils se sont constitués spontanément partout en conseils des ouvriers et des soldats, qui se sont mis immédiatement à écarter les anciennes autorités. Tout le pouvoir aux conseils des ouvriers et des soldats! C'était devenu alors le mot d'ordre. Les usines et les ateliers, les mines et les casernes, se sont trouvés subitement entre les mains des masses laborieuses. Grâce aux grèves sauvages, l'on a créé des rapports humains.

On n'avait rien voulu entendre de nous et de nos idées pendant des années. Mais maintenant, on avait besoin de nos armes.

Mais déjà, la bureaucratie des fonctionnaires de la social-démocratie et du syndicat centralisé s'était ligüée avec le patronat pour sauver le capitalisme. La classe des exploités le sait, et la classe ouvrière doit l'apprendre : toute liberté politique ou toute égalité politique sans puissance économique est une grosse escroquerie derrière laquelle une nouvelle exploitation, un nouvel impérialisme, une nouvelle course aux armements, de nouvelles guerres, menacent.

Le but des syndicalistes révolutionnaires est l'abolition du salariat, l'expropriation des grands capitalistes de la terre, des usines et des moyens de production. L'instauration de la production socialiste-communiste.

Les organisations syndicalistes révolutionnaires doivent devenir les protagonistes de la production socialiste. Toutes les réformes, toutes les augmentations de salaire, à *l'intérieur* du système économique capitaliste, sont des réformes illusoires.

La tâche des syndicalistes révolutionnaires est de faire mûrir les ouvriers pour la révolution sociale, de les emplir d'énergie et de dynamisme pour qu'ils se défassent de l'esclavage salarié. Le syndicalisme révolutionnaire rejette la participation au parlementarisme bourgeois. Le syndicalisme révolutionnaire remplace les discours inutiles des chefs élus au parlement par l'action directe, par l'activité créatrice des masses. Le syndicalisme révolutionnaire mène également des luttes politiques, mais avec des moyens *syndicaux* (grève de solidarité, grève générale, résistance passive, boycott, etc.), et non pas avec des résolutions et des protestations de papier. C'est pourquoi le syndicalisme révolutionnaire considère la séparation en deux organisations du mouvement ouvrier comme absurde et il veut la concentration des forces.

Provisoirement donc, nous recommandons à nos membres d'agir partout, dans les questions économiques et politiques, avec les groupes qui se situent le plus nettement à gauche : les Indépendants, la Ligue Spartacus. Nous mettons cependant en garde à l'encontre de la participation à la foire électorale pour l'Assemblée nationale.

Mais nous aussi, les syndicalistes révolutionnaires, nous savons que le socialisme ne peut se réaliser que sur une base internationale. À bas donc les frontières nationales! Elles ne servent qu'à l'exploitation du prolétariat. Nous, les syndicalistes révolutionnaires, nous sommes internationalistes, nous tendons une main secourable aux frères travailleurs de tous les pays en signe de solidarité. Et nous sommes anti-militaristes! Et pas seulement depuis hier ou aujourd'hui. Nous sommes allés en prison, pour nos convictions anti-militaristes, longtemps avant que la guerre n'éclate. Nous avons vu la guerre venir, et nous avons lutté contre elle. Les ouvriers allemands n'ont pas voulu nous écouter, et ils ont l'ont chèrement payé. Pendant quatre années et demie, des millions d'hommes ont dû mutuellement s'assassiner avant qu'il ne devienne évident aux travailleurs allemands de quel côté se situe l'ennemi. Et aujourd'hui encore, des millions de travailleurs n'ont toujours pas compris! Nous, les syndicalistes révolutionnaires, nous sommes des adversaires du pouvoir central dans les organisations ouvrières. Une domination bien organisée de bureaucrates empêche toute activité libre. Nous voulons l'indépendance de toute union locale. Chaque union gère elle-même son argent et elle décide souverainement du début et de la fin des mouvements salariaux.

Nous, les syndicalistes révolutionnaires, nous sommes des adversaires de toute sorte d'institutions d'assistance à l'intérieur des syndicats, parce qu'elles paralysent le désir de lutter de ses membres. C'est par les grèves et les blocages que la solidarité de tous intervient.

Jamais la social-démocratie et le syndicat "libre" ne s'approprient notre programme, notre but et nos moyens de lutte.

Les ouvriers allemands doivent d'abord créer des organisations qui saperont le capitalisme avec les armes de lutte syndicalistes révolutionnaires.

Ouvriers! Soldats! Communistes!

Lisez notre presse et notre littérature!

Fondez partout des unions ouvrières sur notre base!

(Tiré de *Der Syndikalist, Organ der sozialrevolutionären Gewerkschaften Deutschlands*, n° 1 (1918))

-IV-

Projet de statuts pour l'"Union Ouvrière Générale" (AAU) (août 1919)

Considérant que les associations, les groupements et les syndicats, qui existent pour l'instant, ont complètement échoué dans le combat révolutionnaire, que ces structures, au contraire, se sont transformées de plus en plus, par des compromis avec les patrons (communauté de travail, accords salariaux à long terme, etc.), en instruments de perpétuation de l'état actuel d'esclavage de la classe ouvrière, de reconstruction et de développement de l'État capitaliste, il est clair pour la classe ouvrière révolutionnaire que la victoire du socialisme et du communisme ne pourra se réaliser que par le rassemblement dans une organisation de lutte unitaire. Cette organisation de lutte économique a pour nom :

Union Ouvrière Générale

- §1. L'Union Ouvrière Générale est une association économique de tous les travailleurs intellectuels et manuels avec le but déclaré de préparer le passage du mode de production capitaliste au mode de production socialiste et de le mettre en œuvre par l'intermédiaire de la révolution sociale. Pour les mineurs, c'est l'Union Générale des Mineurs qui entre en ligne de compte.
- §2. L'Union Générale Ouvrière considère l'introduction du système des conseils (conseils d'atelier, d'entreprise, d'usine, d'industrie) comme le premier moyen, et le meilleur, pour détruire le mode de production capitaliste
- §3. Tout ouvrier ou employé des deux sexes à partir de 14 ans peut devenir membre de l'Union Ouvrière Générale.
- §4. La forme d'organisation est l'entreprise. Tous les ouvriers et les employés qui appartiennent à une entreprise se rassemblent dans une unité (l'organisation d'entreprise). Les petites entreprises et les entreprises qui ont moins de 20 ouvriers et employés sont réunies.
- §5. Les organes de l'AAU sont les *délégués* qui sont élus dans les ateliers et dans les entreprises (grand comité d'action) et le *comité central de la localité* qui est issu des rangs des délégués élus.
- §6. Il y a un délégué pour 50 membres d'une entreprise ou d'entreprises réunies. 10 délégués élisent un membre du comité central. Le comité central nomme sa propre direction.

§7. Une élection est organisée à chaque fois qu'il y a *une révocation qui peut se produire à tout moment*. Toutes les charges sont honorifiques. Seuls les frais déboursés et les absences sont indemnisés.

§8. Une assemblée des membres doit avoir lieu au moins une fois par mois. L'assemblée des membres est la plus haute instance pour une localité.

§9. S'il existe dans les *localités voisines* des membres de l'AAU, ceux-ci doivent immédiatement *se mettre en relation pour l'agitation et l'organisation avec les districts et les régions économiques concernées*. Cette relation doit se développer jusque dans le détail et de la manière la plus stricte. Le congrès de tous les groupes locaux qui se situent sur le terrain de l'AAU prendra de plus amples dispositions.

§10. À côté du comité central, il existe dans chaque localité un comité des groupes industriels et économiques, qui doit s'occuper des questions professionnelles particulières. Chaque branche industrielle et économique doit y envoyer un délégué. (Boulangers, cordonniers, employés de commerce, etc.).

§11. Le droit d'entrée s'élève à 50 pfg., et la cotisation hebdomadaire est de 50 pfg. pour un membre. Les transferts doivent être également payés. Les jeunes jusqu'à 17 ans payent une cotisation hebdomadaire de 25 pfg..

§12. L'AAU est une organisation de lutte économique. C'est pourquoi elle ne peut pas se charger du poids d'institutions d'assistance. Il ne sera accordé des fonds que pour un soutien à la lutte révolutionnaire (grèves, sanctions, etc.).

§13. Le comité central a le devoir de rester en contact permanent avec toutes les organisations révolutionnaires existantes et de provoquer un regroupement sur la base du pur système des conseils.

§14. Les membres de l'AAU reçoivent gratuitement chaque semaine le journal de l'organisation : le "Allgemeine Arbeiter-Union". Le journal est rattaché au département statistique où les travaux préparatoires à la socialisation, etc., sont menés.

Au stade actuel de la lutte révolutionnaire, l'AAU voit dans la propagande la plus énergique pour le système des conseils le moyen le plus important pour la prise du pouvoir. L'AAU veut inciter ses membres à devenir des combattants pour la véritable liberté, pour les véritables idéaux de l'humanité. Lors de la victoire de la révolution sociale, l'AAU, en tant qu'organisation de l'ensemble de la classe laborieuse, prendra la direction de la production, et *l'organisation des conseils* deviendra ensuite *l'organisation économique* de la nouvelle société. Le but final de cette lutte ne nous fait pas peur : les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes, et ils ont en revanche un monde à y gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

(Tiré du *Kommunistische Arbeiterzeitung* (Hambourg) n° 99 (1919))

-V-

**Tract des "Industrial Workers of the World" (IWW) de septembre 1919
pour adhérer à l'"Union Ouvrière Générale" (AAU)**

(IWW) (Industrial Workers of the World) (IWW)

Prolétaires d'Allemagne!

**Rejoignez l'"Union Général Ouvrière", l'organisation allemande de la "Fédération des
Ouvriers Industriels du Monde"**

Le capital mondial ne peut être abattu que par le prolétariat mondial. Le capital mondial s'organise en *Société des Nations capitaliste*, le prolétariat mondial s'organise en *Fédération des Ouvriers Industriels du Monde*. La *Deuxième* Internationale est l'association des prolétaires qui sont des laquais de la Société des Nations capitaliste. Dans l'Internationale *syndicale*, M. Legien travaille la main dans la main avec Samuel Gompers, l'ami et le conseiller du président Wilson, l'organisateur de la Société des Nations. À bas la Société des Nations des États capitalistes pillards, à bas tous les partis politiques et tous les syndicats qui soutiennent cette Société des Nations!

Rejoignez la révolutionnaire "Fédération des Ouvriers Industriels du Monde"!

Prolétaires d'Allemagne!

L'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Les prolétaires d'Allemagne doivent s'organiser en classe pour intervenir dans la lutte

finale entre le capital et le travail que le soulèvement de novembre 1918 a mis à l'ordre du jour de l'histoire. Les prolétaires d'Allemagne doivent édifier l'État prolétarien et organiser l'économie prolétarienne. Les organes du pouvoir d'État prolétarien, ce sont les conseils, et la base de toute économie, ce sont les entreprises dans lesquelles le processus de production s'effectue.

L'organisation de classe prolétarienne prend comme point de départ le rassemblement de tous les travailleurs intellectuels et manuels dans les entreprises où ils sont employés.

L'organisation d'entreprise est la cellule reproductrice de l'organisation prolétarienne du pouvoir et de l'économie

Prolétaires d'Allemagne!

Rassemblez-vous sur la base de l'*organisation d'entreprise*. Les organisations d'entreprise de chaque industrie se réunissent en union industrielle. L'union industrielle est une partie de l'"Union Ouvrière Générale", et l'"Union Ouvrière Générale" une partie de la "Fédération des Ouvriers Industriels du Monde" qui a pris son départ en Amérique du Nord sous le nom du syndicat des "Industrial Workers of the World" et qui a déjà pris racine dans tout le monde anglophone et hispanophone. Les "Industrial Workers of the World" sont une *organisation de lutte* révolutionnaire. Pas de bonzes, pas de caisses importantes, pas d'institutions d'assistance, c'est là leur mot d'ordre. La direction des grèves de masse révolutionnaires est leur tâche, l'instauration de la dictature du prolétariat afin de mettre en place une économie prolétarienne est leur but.

Une grande Union pour tous les prolétaires du monde! La *Troisième Internationale* doit être l'*Internationale de la lutte de classe prolétarienne unitaire* contre la bourgeoisie mondiale. Faites que la formule du Manifeste communiste de Marx et d'Engels devienne enfin réalité :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Rejoignez les organisations d'entreprise, rejoignez l'"Union Ouvrière Générale"!

Rejoignez la "Fédération des Ouvriers Industriels du Monde"!

(IWW) (Industrial Workers of the World) (IWW)

(Tiré du *Kommunistische Arbeiterzeitung* (Hambourg) n° 104 (1919))

-VI-

Lignes directrices de l'"Union Ouvrière Libre" de la Rhénanie-Westphalie (décidées au Congrès de fusion des 15 et 16 septembre 1919 à Düsseldorf)

I.

- a) L'organisation prend le nom d'"Union Ouvrière Libre".
- b) Elle est subdivisée en fédérations par profession; pour les mineurs, elle se compose d'organisations de puits.
- c) Les fédérations se composent de fédérations locales, de district, de province et de Land, et elles se déclarent en faveur du système des conseils sur le terrain de l'organisation de la lutte économique.
- d) L'organisation est formée des membres des cinq syndicats de gauche qui fusionnent à partir de maintenant sous le nom désigné ci-dessus.

II.

L'organisation a pour but de relever la condition intellectuelle et matérielle des ouvriers dans tous les domaines, de combattre le capitalisme et l'État de classe moderne par tous les moyens qui résultent de ses principes, et de préparer la voie à la réorganisation de la société sur la base du socialisme libertaire.

Elle fait de la propagande, en tant que moyen le plus efficace pour cet objectif, en faveur de l'action directe qui trouve son expression la plus haute dans la grève générale et se situe sur le terrain de la solidarité de classe économique et sociale.

Partant de la reconnaissance que, dans la société bourgeoise actuelle, les caractéristiques de la domination de classe apparaissent d'une manière croissante plus dures que jamais, que, en particulier, les luttes économiques prennent des formes de plus en plus aiguës du fait du renforcement brutal de la réaction, que, également, la privation de droits et l'exploitation des ouvriers sont menées de façon systématique par les tentatives continuelles de bâillonnements de la part des détenteurs du pouvoir et que, à cette fin, les possédants de toutes les nuances religieuses et politiques se servent de manière résolue de leur pouvoir aussi bien économique que politique, il est nécessaire, si la lutte économique et politique doit être conduite avec succès et vigueur par les ouvriers, qu'elle soit conduite, en tant que lutte de classe, selon une orientation socialiste révolutionnaire.

Pour cela, il faut :

La constitution et le développement de syndicats qui mènent la lutte quotidienne orientée vers l'amélioration du niveau de vie et des conditions de travail, mais qui soutiennent également les efforts pour abolir la domination de classe, lesquels se fondent sur une conception du monde socialiste. Tous les syndicats qui se reconnaissent dans les principes de l'Union

Ouvrière Libre et qui se déclarent solidaires des luttes de tous les travailleurs sans considération de nationalité ou de forme d'organisation, et pour autant qu'ils se situent sur le terrain de la lutte de classe, peuvent en faire partie. Mais les syndicats qui nient la lutte de classe et qui acceptent et s'efforcent d'atteindre la communauté d'intérêts entre les patrons et les ouvriers, au lieu de leur caractère antithétique, ne peuvent pas en faire partie.

III.

- a) Peut devenir membre tout travailleur ou travailleuse qui reconnaît les principes et les statuts de l'organisation et qui a 14 ans accomplis.
- b) Les membres des autres organisations, pour autant qu'ils n'aient pas un retard de cotisation supérieur à huit semaines et qu'ils fournissent leur carte syndicale, peuvent s'inscrire sans s'acquitter du droit d'entrée.
- c) Le droit d'entrée se monte à un mark.
- d) Nous recommandons une cotisation minimale de 75 pfennigs par semaine.

IV.

Cette organisation est une organisation de lutte et elle ne paie en tant que tels des fonds de soutien que dans les cas de grèves, de lock-outs, de mesures disciplinaires et d'affaires de protection légale, qui découlent des relations de travail.

V.

En tant qu'organisation économique, l'"Union Ouvrière Libre" ne tolère aucune sorte de parti politique dans ses réunions, mais elle laisse tout membre libre d'adhérer aux partis de gauche et d'y avoir une activité dans la mesure où ce membre considère cela comme nécessaire.

L'organisation se fait un devoir d'entretenir l'idéalisme de ses membres et, en cas de lutte, d'engager une procédure de répartition des frais pour l'ensemble des membres.

(Tiré de *Der Syndicalist*, n° 42, 1919)

-VII-

Appel de la Centrale du KPD(S) de juin 1919

Aux syndicalistes révolutionnaires du KPD!

Le Parti Communiste d'Allemagne déclare :

Ce n'est pas l'affaire du Parti Communiste de discuter en ce moment de théorie avec les syndicalistes révolutionnaires. Le Parti Communiste reconnaît tout à fait que les travailleurs qui appartiennent aux syndicats syndicalistes révolutionnaires sont emplis d'une authentique aspiration révolutionnaire. L'impossibilité de la forme dans laquelle ils se représentent l'organisation de la société future se révélera en temps voulu. C'est pourquoi le Parti Communiste d'Allemagne n'a aucune raison de tirer prétexte de l'appartenance à des syndicats syndicalistes révolutionnaires pour prendre des mesures à l'encontre de leurs membres, pas plus qu'il ne peut tirer prétexte de l'appartenance aux syndicats libres pour faire cela. Mais, pas plus qu'il ne peut autoriser les membres des syndicats libres à faire par exemple de la propagande, dans le cadre du Parti Communiste, en faveur des idées d'une paix sociale obtenue par la conclusion de convention collectives, il ne peut autoriser les membres des syndicats syndicalistes révolutionnaires à faire de la propagande en faveur de moyens destinés à atteindre l'objectif de la révolution sociale qui sont incompatibles avec les conceptions du Parti Communiste d'Allemagne. Le Parti Communiste d'Allemagne considère comme des nécessités de la lutte politique à l'instant présent les choses suivantes :

- a) le prolétariat doit s'organiser dans un parti politique;
- b) l'organisation de ce parti politique doit, à ce stade du combat révolutionnaire, être strictement centralisé;
- c) le développement actuel du combat révolutionnaire a dépassé le stade dans lequel des actions partielles de caractère politique peuvent être avantageuses au prolétariat. Les actions politiques du prolétariat de plus grand style, c'est-à-dire les grèves générales ou les actions armées, ne peuvent avoir aujourd'hui du succès que si elles englobent les plus grandes régions économiques de l'Empire ou bien l'ensemble le prolétariat. Des actions de ce type ayant moins d'envergure, et qui ont pourtant pour but d'atteindre le pouvoir politique, de la part du prolétariat, sont des putschs.

Le Parti Communiste d'Allemagne ne peut tolérer dans ses rangs des membres qui, dans leur propagande par la parole, par l'écrit et par l'action, contreviennent à ces principes. Il est forcé de les exclure.

(Tiré de *Der Kämpfer*, *Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)*, District du Grand Berlin, n° 20/21 des 14/15 juin 1919)

-VIII-

Lignes directrices sur les principes et la tactique communistes, présentées par la Centrale au II^o Congrès du KPD(S) en octobre 1919

1. La révolution, qui naît de l'exploitation économique du prolétariat par le capitalisme, et de l'oppression politique par la bourgeoisie dans le but de maintenir les rapports d'exploitation, a une double mission :

L'élimination de l'oppression politique et l'abolition des rapports capitalistes d'exploitation.

2. Le remplacement des rapports capitalistes d'exploitation par le système de production socialiste a pour condition la suppression du pouvoir politique de la bourgeoisie et son remplacement par la dictature du prolétariat.

3. À tous les stades de la révolution qui précèdent la prise du pouvoir par le prolétariat, la révolution est un combat politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique.

Ce combat sera mené par tous les moyens politiques et économiques.

Le KPD est conscient que ce combat ne peut se terminer victorieusement qu'en employant les plus grands moyens politiques (grève de masse, manifestations de masse, insurrection).

C'est pourquoi le KPD ne peut fondamentalement pas renoncer à un moyen politique utile à la préparation de ces grandes luttes. Parmi ces moyens, il faut prendre en compte aussi la participation aux élections, que ce soit pour les parlements, pour les municipalités, ou encore pour les conseils d'entreprise reconnus légalement, etc..

Mais étant donné que ces élections doivent, en tant que moyen de préparation seulement, être subordonnées à la lutte révolutionnaire, on peut renoncer à l'utilisation de ce moyen dans des situations politiques tout à fait particulières, à savoir quand les actions révolutionnaires qui sont en cours et qui se rapprochent de la décision rendent superflu temporairement ou durablement l'emploi du moyen parlementaire.

Le KPD refuse par conséquent, d'une part, la conception syndicaliste révolutionnaire qui considère l'emploi de moyens politiques comme superflu ou nuisible, et, d'autre part, la conception de l'USP selon laquelle les conquêtes révolutionnaires peuvent être obtenues également par le moyen de décisions parlementaires ou de négociations avec la bourgeoisie.

4. Avant la conquête du pouvoir, il faut déjà accorder la plus grande importance au développement des organisations de conseils existantes et à la création de nouvelles organisations de conseils

Et donc, en premier lieu, il faut garder naturellement en vue que les conseils et les organisations de conseils ne peuvent pas être créés par des statuts, par des règlements électoraux, etc., et qu'ils ne peuvent pas se maintenir par des statuts, des règlements électoraux, etc..

Ils doivent au contraire leur existence exclusivement à la volonté révolutionnaire et à l'action révolutionnaire des masses, et ils sont, pour le prolétariat, l'expression idéologique et

organisationnelle de sa volonté de pouvoir, exactement comme le parlement est cette expression pour la bourgeoisie.

C'est pour cette raison que les conseils ouvriers sont aussi les protagonistes des actions révolutionnaires du prolétariat. À l'intérieur de ces conseils ouvriers, les membres du KPD doivent se rassembler en un groupe et essayer, par des paroles appropriées, d'élever les conseils ouvriers à la hauteur de leur tâche révolutionnaire et d'obtenir la direction des conseils ouvriers et des masses laborieuses.

5. La révolution, qui n'arrive pas d'un seul coup, mais qui est la lutte longue et difficile d'une classe qui est opprimée depuis des millénaires et qui n'est donc pas pleinement consciente au début de sa mission et de sa force, est faite de hauts et de bas, de flux et de reflux. Elle change ses moyens en fonction de la situation, et elle attaque le capitalisme soit du côté politique, soit du côté économique, soit des deux côtés à la fois. Le KPD combat la conception selon laquelle une révolution économique remplace une révolution politique.

Les moyens de lutte économiques sont d'une importance singulière parce qu'ils ouvrent, dans une mesure toute particulière, les yeux du prolétariat sur les véritables causes de sa misère économique et politique. La valeur de ces moyens de lutte augmente d'autant plus que, chez le prolétariat, grandit la compréhension que ces moyens de lutte économiques servent le but politique de la révolution.

La tâche du parti est donc d'assurer au prolétariat, où cela est nécessaire, l'usage sans entraves, qui ne soit pas non plus gêné par une bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire, de ces moyens économiques, même au prix de la destruction de la forme du syndicat et de la création de nouvelles formes d'organisation.

La conception selon laquelle on pourrait produire des mouvements de masse grâce à une forme particulière d'organisation, et donc selon laquelle la révolution serait une question de forme d'organisation, est rejetée comme un retour à l'utopie petite bourgeoise.

6. La révolution elle-même ne peut être menée à bien que par les larges masses du prolétariat, la victoire ne peut être remportée et conservée qu'avec la claire volonté et la détermination la plus énergique de celles-ci.

Seules les masses et seule l'action sont des protagonistes et des moyens de la révolution.

De ce point de vue, il faut expliquer que la résistance passive, qui est assurément, dans l'instant actuel, un moyen de légitime défense du prolétariat contre la sous-alimentation et l'épuisement physique subis pendant la guerre, est donc parfaitement justifiée, mais qu'elle ne représente pas une action révolutionnaire des masses.

Le KPD rejette le sabotage individuel, c'est-à-dire le sabotage d'individus isolés ou de petits groupes, en tant que moyen, prisé par les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, mais réellement contre-révolutionnaire, qui veut substituer l'action d'individus à l'action des masses, mais qui en réalité fait obstacle la révolution du fait qu'il est ressenti par les masses comme dirigé contre elles.

Le KPD rejette comme utopique la conception selon laquelle la grève générale, ou bien n'importe quelle autre action de masse, serait un acte révolutionnaire unique, soudain, utilisable à volonté par l'organisation. La grève générale, comme toute action révolutionnaire, ne peut se développer qu'en tant que fruit naturel des fondements politiques et économiques donnés du moment et selon une croissance organique.

7. L'organisation économique est celle dans laquelle les larges masses se rassemblent. C'est en elle que se retrouve une partie des masses importante, même si elle n'est pas unique, qui mène la lutte révolutionnaire.

Le parti politique a pour vocation d'autre part de diriger la lutte révolutionnaire des masses. Se rassemblent dans le KPD les éléments les plus avancés et les plus conscients du prolétariat qui sont appelés à prendre la tête de la lutte révolutionnaire.

Dans l'intérêt de l'homogénéité, de l'éducation intellectuelle et de l'accord, de cette couche dirigeante, ils doivent se rassembler dans le parti politique.

L'opinion des syndicalistes révolutionnaires selon laquelle ce rassemblement des prolétaires les plus conscients dans un parti n'est pas nécessaire, selon laquelle le parti devrait au contraire disparaître face aux organisations économiques du prolétariat ou bien être absorbé par elles, ou encore selon laquelle le parti devrait renoncer à sa fonction dirigeante dans les actions révolutionnaires au profit des organisations d'entreprise, etc., et de se borner à la propagande, est contre-révolutionnaire, parce qu'elle veut remplacer la claire compréhension de l'avant-garde de la classe ouvrière par l'instinct chaotique des masses entrées en effervescence.

Mais le parti ne peut satisfaire à cette tâche que s'il est rassemblé, lors d'époques révolutionnaires, selon une centralisation stricte. Le fédéralisme, dans de telles époques, n'est que la forme dissimulée de la négation et de la dissolution du parti, parce que le fédéralisme paralyse en réalité le parti. De même que pour l'organisation politique, la centralisation la plus stricte est nécessaire pour l'organisation économique du prolétariat. Le fédéralisme dans les organisations économiques rend les actions unitaires des travailleurs impossibles. Le KPD rejette tout fédéralisme.

8. Les membres du KPD qui ne partagent pas ces conceptions sur la nature, l'organisation et l'action du parti, ou bien qui se sont opposés et s'opposent à elles par la parole et par l'écrit, doivent quitter le parti.

(Tiré du Rapport sur le II^e Congrès du KPD(S) du 20 au 24 octobre 1919)

-IX-

Déclaration de principes de l'"Union Ouvrière Communiste
d'Allemagne"(Syndicaliste Révolutionnaire) (FAUD) en décembre 1919

La déclaration de principes du syndicalisme révolutionnaire

Le système social actuel qui est aussi connu sous le nom de système capitaliste se fonde sur l'asservissement économique, politique et social, du peuple laborieux et il trouve son expression la plus essentielle, d'une part, dans le soi-disant "droit de propriété", c'est-à-dire dans le monopole de la possession, et, d'autre part, dans l'État, c'est-à-dire dans le monopole du pouvoir.

Du fait de la monopolisation du sol et des autres moyens de production entre les mains de petits groupes sociaux privilégiés, les classes productrices sont obligées de vendre leurs capacités intellectuelles et physiques aux propriétaires afin de pouvoir tout juste vivre, et elles doivent par conséquent céder une partie considérable du produit de leur travail aux monopolistes. C'est ainsi que, repoussées dans la position d'esclaves salariés sans droits, elles n'ont aucune sorte d'influence sur le cours et la forme de la production, laquelle est laissée complètement au droit d'autodétermination des capitalistes. Il est donc tout à fait naturel que, étant donné cet état des choses, la base de la fabrication actuelle des produits ne soit pas déterminée par les besoins des hommes, mais en premier lieu par la condition du profit pour les entrepreneurs.

Mais étant donné que ce même système est fondé sur l'échange et la distribution des produits, les conséquences sont aussi les mêmes dans ce domaine et elles trouvent leur expression dans l'exploitation sans retenue des larges masses au profit d'une petite minorité de possédants. Si la spoliation des producteurs est le but plus ou moins voilé de la production capitaliste, la tromperie des consommateurs est le but réel du commerce capitaliste.

Les syndicalistes révolutionnaires sont d'avis que les partis politiques, quelle que soit la sphère d'idées à laquelle ils appartiennent, ne sont jamais à même de pouvoir mener à bien l'édification du socialisme, mais que ce travail ne peut être accompli que par les organisations de lutte économiques des travailleurs. C'est la raison pour laquelle ils ne voient en aucun cas dans le syndicat un produit temporaire de la société capitaliste, mais au contraire la cellule reproductrice des organisations économiques socialistes futures. C'est ainsi que les syndicalistes révolutionnaires s'efforcent de parvenir dès aujourd'hui à une forme d'organisation qui doit leur permettre de satisfaire à leur grande mission historique et, en même temps, à la lutte pour les améliorations quotidiennes des rapports salariaux et de travail.

En tout lieu, les ouvriers deviennent membres du syndicat révolutionnaire de leur profession respective, lequel n'est subordonné à aucune centrale, gère ses propres fonds et dispose d'une auto-administration complète. Les syndicats des différentes professions se réunissent en tout lieu dans la Bourse du travail, qui est le centre de gravité de l'activité syndicale locale et de la

propagande révolutionnaire. L'ensemble des Bourses du travail d'un Land se réunissent dans la Fédération générale des Bourses du travail, pour pouvoir rassembler leurs forces dans des entreprises communes.

En outre, chaque syndicat est lié de manière fédérative à l'ensemble des syndicats de la même profession dans le pays tout entier, et également à ceux des professions proches, et, tous ensemble, ils se réunissent en grandes associations industrielles générales. C'est ainsi que la Fédération des Bourses du travail et la Fédération des associations industrielles forment les deux pôles autour desquels toute la vie syndicale tourne.

Si maintenant, lors d'une révolution victorieuse, les travailleurs étaient placés devant le problème de l'édification du socialisme, chaque Bourse du travail se transformerait en une sorte de bureau statistique local qui prendrait sous sa responsabilité de gérer l'ensemble des maisons, des vivres, des vêtements, etc.. La Bourse du travail aurait la tâche d'organiser la consommation, et, grâce à la Fédération générale des Bourses du travail, on serait facilement à même de pouvoir calculer l'ensemble de la consommation du pays et de l'organiser de la manière la plus simple.

Les associations industrielles de leur côté auraient la tâche, par l'intermédiaire de leurs organes locaux et à l'aide des conseils d'entreprise de prendre sous leur responsabilité l'administration des moyens de production, des matières premières, etc., disponibles et de fournir tout ce qui est nécessaire aux groupes de production et aux entreprises. En un mot : organisation des entreprises et des ateliers par les conseils d'entreprise; organisation de la production générale par les associations industrielles et agricoles; organisation de la consommation par les Bourses du travail.

Dans le système du capitalisme, toutes les conquêtes des sciences et du progrès intellectuel sont assujetties aux monopolistes. Chaque nouveau développement dans le domaine de la technique, de la chimie, etc., contribue à augmenter les richesses des classes possédantes de manière illimitée, par contraste terrifiant avec la misère sociale des larges classes de la société et avec l'insécurité économique constante des classes productrices.

Du fait de la lutte ininterrompue des différents groupes capitalistes nationaux pour la domination des marchés, il se crée une cause constante de crises intérieures et extérieures qui, périodiquement, se dénouent en guerres dévastatrices, dans lesquelles les classes inférieures de la société ont à nouveau presque exclusivement à souffrir de leurs terribles conséquences. La division sociale en classes et la lutte violente de "tous contre tous", ces traits caractéristiques du système capitaliste, agissent aussi en même temps de manière dégénérative et désastreuse sur la nature et le sentiment moral de l'homme, en repoussant à l'arrière-plan les qualités inestimables de l'aide mutuelle et du sentiment de solidarité, cet héritage précieux que l'humanité a reçu des périodes antérieures de son développement, et en les remplaçant par des caractéristiques et des habitudes anti-sociales pathologiques qui trouvent leur expression dans le crime, dans la prostitution et dans tous les autres phénomènes de la décadence sociale.

Avec le développement de la propriété privée et avec les contradictions de classe qui en découlent, est née, pour les classes possédantes, la nécessité d'une organisation politique, équipée de tous les moyens techniques du pouvoir, qui est destinée à la protection de leurs privilèges et à la sujétion des larges masses – l'État. Si l'État est donc en premier lieu un produit du monopole privé et de la division en classes, il agit alors, une fois qu'il existe, avec tous les moyens de la ruse et de la violence, pour la conservation du monopole et des différences de classe, et par conséquent pour la perpétuation de l'asservissement économique et social des larges masses du peuple, et il en est arrivé à devenir, au cours de son évolution, une institution brutale d'exploitation de l'humanité civilisée.

La forme extérieure de l'État ne change rien à ce fait historique. Monarchie ou république, despotisme ou démocratie – ces formes ne représentent que des expressions différentes du système économique d'exploitation, qui se distinguent les unes des autres assurément par leur aspect extérieur, mais jamais par leur nature intime, et qui ne sont, sous toutes leurs formes, qu'une incarnation de la violence organisée des classes possédantes.

Avec la naissance de l'État, commence l'ère de la centralisation, l'organisation artificielle du haut vers le bas. L'Église et l'État ont été les premiers représentants de ce système et ils en sont restés jusqu'à aujourd'hui ses champions les plus distingués. Et parce que c'est dans la nature de l'État de soumettre toutes les branches de la vie humaine à son autorité, la méthode de la centralisation devait avoir des conséquences d'autant plus désastreuses que l'État a pu élargir et développer la sphère de ses fonctions. Le centralisme est donc l'incarnation la plus extrême de ce système qui se charge en bloc du règlement des affaires de toutes les personnes individuelles.

L'individu est ainsi transformé en une marionnette qui est guidée et actionnée d'en haut, en un rouage mort dans un mécanisme immense. Les intérêts de la communauté doivent débarrasser le terrain devant les privilèges d'une minorité, l'initiative personnelle devant l'obéissance au commandement, la diversité devant l'uniformité, la responsabilité venant de l'intérieur de soi devant la discipline sans âme, l'éducation de la personnalité devant un conditionnement insipide – et tout cela dans le but de former des sujets loyaux qui n'oseront pas mettre en danger les fondements de ce qui existe, des objets d'exploitation volontaires pour le marché du travail capitaliste. C'est ainsi que l'État est devenu l'obstacle le plus puissant à tout progrès et à toute tentative d'émancipation du peuple laborieux.

Les syndicalistes révolutionnaires, en pleine connaissance des faits ci-dessus exposés, sont des adversaires de principe de toute économie monopoliste. Ils s'efforcent de parvenir à la socialisation du sol, des instruments de travail, des matières premières et des richesses sociales; à la réorganisation de l'ensemble de la vie sociale sur la base du communisme libre, c'est-à-dire sans État, qui trouve son expression dans le slogan : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ! ».

Partant de cette connaissance, selon laquelle le socialisme est, en dernière instance, une question de civilisation qui donc, en tant que telle, ne peut être résolue que du bas vers le haut, par l'activité créatrice du peuple, les syndicalistes révolutionnaires rejettent tout moyen passant par une soi-disant étatisation qui ne peut mener qu'à la pire forme d'exploitation, au capitalisme d'État, mais jamais au socialisme.

Les syndicalistes révolutionnaires sont convaincus que l'organisation d'un système économique socialiste ne peut pas être réglée par des décisions gouvernementales et des décrets de l'État, mais seulement par le rassemblement de tous les travailleurs intellectuels et manuels dans chaque branche industrielle particulière; par la prise en main de l'administration de toutes les entreprises par les producteurs eux-mêmes et selon une forme dans laquelle les groupes, les entreprises et les branches de production, sont des membres indépendants de l'organisme économique général, membres qui déterminent méthodiquement, dans l'intérêt de la communauté, la production d'ensemble et la distribution générale sur la base d'accords mutuels et libres.

En tant qu'adversaires de toute organisation étatique, les syndicalistes révolutionnaires rejettent la soi-disant conquête du pouvoir politique et ils considèrent au contraire l'éradication de tout pouvoir politique comme la première condition d'un système social véritablement socialiste. L'exploitation de l'homme par l'homme est liée de la manière la plus étroite à la domination de l'homme par l'homme, de sorte que la disparition de l'une doit conduire nécessairement à la disparition de l'autre.

Les syndicalistes révolutionnaires rejettent en tant que question de principe toute forme d'activité parlementaire, toute collaboration avec les organismes législatifs, en partant de la connaissance que même le plus libre des droits de vote ne peut pas réduire les contrastes béants dans la société actuelle et que tout le régime parlementaire poursuit seulement le but de fournir au système du mensonge et de l'injustice sociale l'apparence du droit légal – d'inciter les esclaves à apposer le cachet de la loi sur leur propre esclavage.

Les syndicalistes révolutionnaires rejettent toutes les frontières politiques et nationales arbitrairement tracées; ils voient simplement dans le nationalisme la religion de l'État moderne et ils rejettent par principe tous les efforts tendant à atteindre une soi-disant unité nationale, derrière laquelle se cache uniquement en effet la domination des classes possédantes. Ils ne reconnaissent que des différences de nature régionale et ils exigent pour chaque groupe du peuple le droit de pouvoir régler ses affaires et ses besoins culturels particuliers à sa propre manière et selon sa disposition, en accord solidaire avec les autres groupes et associations populaires.

Les syndicalistes révolutionnaires se placent sur le terrain de l'action directe et ils soutiennent toutes les aspirations et les luttes du peuple qui ne sont pas en contradiction avec leurs objectifs – l'abolition du monopole économique et de la domination despotique de l'État. Leur tâche est d'éduquer spirituellement les masses et de les rassembler dans des organisations économiques de lutte, pour les conduire, par l'action économique directe qui trouve son expression la plus élevée dans la grève sociale générale, vers la libération du joug de l'esclavage salarié et de l'État de classe moderne.

(Tiré de "Der Syndicalist", n° 50 (1919))

-X-

Statuts de l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne"
(Organisation des conseils), membre de l'Internationale Syndicale Rouge

§ 1

Nom et siège de l'organisation.

L'organisation prend le nom d'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne" (Organisation des conseils). Le siège de la centrale de l'organisation est Berlin.

§ 2

Base

L'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne" (Organisation des conseils) est une organisation unitaire. Elle se fonde sur le système des conseils et elle s'efforce de parvenir au rassemblement de tous les travailleurs manuels et intellectuels sans distinction de métier

§ 3

But et tâche de l'organisation

L'organisation se situe sans aucune réserve sur le terrain de la lutte de classe et elle refuse toute communauté de travail avec le patronat. Elle a pour but de rehausser la situation sociale et économique de ses membres et de prendre soin de leur éducation intellectuelle et de leur instruction. Son objectif final est l'abolition de l'économie privée capitaliste et l'établissement de l'économie socialiste-communiste des besoins.

Tant que l'organisation sera en lutte pour atteindre cet objectif, les tâches suivantes en résulteront pour elle :

- a) **Rassemblement de tous les travailleurs intellectuels et manuels qui se situent sur le terrain de la lutte de classe;**
- b) **Éducation des membres par la parole et par l'écrit; développement de la conscience de soi et de l'idée de solidarité;**
- c) **Édition de journaux professionnels, organisation de cours d'instruction et de conférences didactiques, mise en place de bibliothèques, édition de tracts, etc.;**
- d) **Fourniture d'une protection juridique gratuite dans la mesure où naîtraient des litiges provenant de la relation de travail ou de la législation sur la protection des travailleurs et sur les assurances ouvrières, ou bien à cause de l'adhésion à l'organisation;**
- e) **Prestation d'indemnités en cas de mesures disciplinaires provoquées soit par l'appartenance à l'organisation, soit par une activité liée à elle, soit par la participation à des actions dont l'orientation est celle de ces statuts. Les indemnités sont payées par le fonds de lutte. (Voir les statuts relatifs au fonds de lutte).**
- f) **Lutte pour de meilleures conditions de salaire et de travail, entre autres également, par la conclusion de contrats de travail si possible plus favorables (participation aux négociations salariales);**
- g) **Lutte pour un plein droit de co-détermination et de contrôle à l'intérieur de l'ensemble du processus de travail et de production;**
- h) **Lutte pour l'emploi des chômeurs dans le processus de production, ainsi que pour la réorganisation des bureaux de placement et l'allègement des formalités les concernant;**
- i) **Lutte pour les moyens de production et à la suite de celle-ci prise de contrôle de la production;**
- j) **Lancement et mise en œuvre d'une lutte sans ménagements contre l'Internationale Syndicale jaune d'Amsterdam et le Bureau international du Travail de la Ligue des Nations;**

k) Ouverture et développement de relations internationales pour une extension internationale de la base de la lutte.

Pour accomplir ces tâches, l'organisation se sert de tous les moyens de lutte dont elle dispose.

L'organisation participe, au cours de l'époque où la lutte est menée pour atteindre ce but final, à tous les organismes légaux (conseils d'entreprise légaux, etc.).

L'organisation de négociations salariales et l'enregistrement des barèmes de salaire procèdent des organes appropriés de l'"Union des Travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne" (Organisation des conseils), en commun avec les conseils d'entreprises concernés.

La centrale du Reich est autorisée à fixer avec force obligatoire, en accord avec le comité national économique, des modalités particulières d'application dans les cas relatifs au dernier paragraphe.

§ 4

Structure

L'organisation se construit sur la base du système des conseils et elle constitue des organisations d'entreprise. Là où les circonstances n'en permettent pas la formation, des caisses sont constituées. Les organisations d'entreprise ou respectivement les caisses se réunissent en groupes locaux, puis ceux-ci en sous-districts et de nouveau ces derniers en districts économiques.

La division en districts économiques résulte du congrès national, la division en sous-districts du congrès des conseils économiques de districts. La division en groupes locaux de l'assemblée générale du sous-district.

L'organisation se divise encore en groupes d'industrie. La division des membres en groupes d'industrie est réalisée par le congrès national. Les membres d'une branche d'industrie dont les forces ne permettent pas la constitution de leur propre groupe d'industrie sont rattachés, par décision du congrès national, à un groupe d'industrie indépendant déjà existant.

De nouveaux groupes d'industrie sont rattachés à un groupe d'industrie déjà existant, ou bien rendus indépendants, jusqu'au prochain congrès national en accord avec le comité économique de district, et à l'échelle nationale en accord avec le conseil économique national.

§ 5

Les membres

Peut devenir membre tout travailleur (ou travailleuse) manuel et intellectuel qui reconnaît les statuts de l'organisation.

L'admission résulte d'une déclaration écrite. En cas de litige, ce sont les membres qui décident.

Aux membres qui viennent d'une autre organisation, le temps de leur adhésion dans celle-ci leur est compté.

Les membres individuels n'ont aucun droit légal sur les biens de l'organisation.

A) Obligations

Les membres de l'organisation ne peuvent pas faire partie d'une autre organisation syndicale. Chaque membre est tenu de participer aux assemblées, aux cours d'instruction, etc., qui sont préparés par l'organisation. La même chose est valable pour toute forme d'agitation (diffusion de tracts, agitation orale, etc.).

Les membres sont tenus d'obéir aux décisions, aux dispositions et aux mesures, prises par les organes de l'organisation et de les mettre en application sans réserves.

On doit faire immédiatement part des changements d'habitation, de travail et de poste, au bureau syndical du domicile. Tout membre est domicilié là où se trouve son poste de travail.

B) Droits

Tout membre a une voix consultative et délibérative, à condition qu'il n'ait pas plus de huit semaines de retard dans le versement de sa cotisation. À l'expiration de ce délai, tous ses droits sont suspendus.

Tout membre a en outre le droit de recevoir ponctuellement le journal, de bénéficier de la protection légale selon le § 3, alinéa d, et il se voit octroyer des droits sur le fonds de lutte indiqué dans les statuts, dans la mesure où il remplit les conditions qui y sont précisées (Voir les statuts sur le fonds de lutte).

§ 6

Cotisations

Le droit d'entrée s'élève à 2 marks. Le passage d'une autre organisation à celle-ci est gratuit, à condition que la personne concernée ne soit pas en retard de plus huit semaines dans ses cotisations.

Pour la délivrance d'une carte syndicale perdue il faut s'acquitter de 2 marks.

La cotisation de base hebdomadaire s'élève à :

- en classe I, pour un revenu hebdomadaire supérieur à 120 marks : 1,10 marks,**
- en classe II, pour un revenu hebdomadaire inférieur à 120 marks : 0,60 marks.**

Les membres qui touchent un salaire ou un traitement mensuel peuvent payer les cotisations précitées de la manière suivante : ils s'acquittent des cotisations de quatre semaines pour le premier et le deuxième mois de chaque trimestre, et de cinq semaines pour le troisième mois.

Les classes de cotisation sont fixées comme suit pour ceux-ci :

- classe I, pour un revenu mensuel supérieur à 500 marks,
- classe II, pour un revenu mensuel inférieur à 500 marks.

La cotisation de base doit être versée à la centrale du district.

Le chômage et la maladie, dans la mesure où, dans ce dernier cas, le salaire ou le traitement n'est pas versé pendant la durée de cette maladie, libèrent du paiement de la cotisation.

Par décision du congrès du district économique, des suppléments particuliers aux cotisations de base sont collectés.

De la même façon, les groupes d'industrie sont autorisés à collecter des suppléments qui ont été fixés par décision du conseil national du groupe d'industrie concerné.

§ 7

Extinction de la qualité de membre

La sortie de l'organisation est permise à tout moment. On doit en faire part au bureau syndical concerné.

L'exclusion d'un membre a lieu quand :

- a) Suite n'a pas été donnée aux décisions des statuts;
- b) Des négociations ont été entamées qui vont manifestement à l'encontre des intérêts de l'organisation;
- c) Une proposition particulière a été faite en ce sens, sur la foi d'une information exacte d'un état de choses;
- d) Lors de grèves et d'actions, le devoir de solidarité est violé;
- e) Des membres ont un retard de versement de cotisation supérieur à huit semaines et, malgré un rappel, ne remplissent pas leurs obligations.

Des propositions d'exclusion peuvent être faites par n'importe quel organisme de l'organisation. La décision en revient à l'assemblée générale de l'organisation d'entreprise ou de la caisse concernée.

S'il n'a pas été fait appel contre la décision de l'assemblée générale auprès du comité économique de district concerné dans les quatre semaines, l'exclusion est définitive. Il peut être fait appel contre la décision du comité économique de district concerné auprès du congrès national. Dans ce dernier cas, il est nécessaire de soumettre, conformément aux statuts, une requête, comme toutes les autres, au congrès national. C'est le congrès national qui décide en dernier ressort.

Les exclus doivent être dans tous les cas entendus oralement.

Dans la procédure, on peut être condamné à l'attribution d'un blâme, à la révocation de fonctions dans l'organisation pour un temps déterminé ou définitivement, ou encore à l'exclusion. En cas d'exclusion, cette décision doit être publiée dans le prochain numéro de l'organe central, sous la forme d'un bref communiqué expliquant les raisons de cette décision.

Le comité économique de district, la centrale du Reich et le comité économique national sont autorisés, dans les cas précités à l'alinéa 2, de a à e, à suspendre tout membre ou tout fonctionnaire avec effet immédiat. La personne concernée est en droit de faire appel

de cette décision auprès de l'assemblée générale du district économique, du comité économique national et du congrès national. La décision reste valable jusqu'à la sentence de ces organismes.

La réadmission d'une personne exclue ou bien la levée de la suspension ne peut avoir lieu que lorsque l'organisme qui a pris la décision de l'exclusion ou de la suspension a été auparavant entendu.

§ 8

Élection des fonctionnaires

Dans les entreprises ou dans les lieux de travail (caisses), les fonctionnaires sont élus à la majorité simple. La durée de leur mandat est illimitée. Sur proposition de certains membres, de nouvelles élections peuvent avoir lieu à tout moment.

Les conseils de groupes locaux sont élus, lors de l'assemblée des fonctionnaires de l'organisation d'entreprise ou des caisses du groupe local, en proportion avec les forces des groupes d'industrie du lieu. Le vote se fait à la majorité simple et il peut, sur proposition provenant de fonctionnaires, avoir lieu à nouveau à tout moment.

La direction du sous-district est élue lors de l'assemblée de ce sous-district, de même que les délégués, à la majorité simple avec révocation à tout moment. Cette révocation a lieu à la majorité simple en présence d'au moins deux tiers des personnes ayant droit de vote. La même chose vaut pour la direction et les délégués du district économique.

Les délégués à la centrale du Reich sont élus par le congrès national à la majorité simple. À chaque nouveau congrès ordinaire, ils doivent faire l'objet d'une nouvelle élection. Ils sont proposés par chaque groupe d'industrie indépendant avec un représentant par groupe.

Les groupes d'industrie ont le droit de demander à tout moment auprès du comité économique national le retrait de leur représentant à la centrale du Reich. Celui-ci doit alors convoquer un congrès du groupe d'industrie concerné lequel décide de ce retrait à la majorité simple.

Le comité économique national est élu pareillement lors du congrès national.

Le comité national de groupe d'un groupe d'industrie est élu par les délégués des entreprises et des caisses qui appartiennent aux districts économiques d'un groupe d'industrie. Un nouveau vote est permis dans tous les cas.

Tous les fonctionnaires et les délégués de l'organisation peuvent être révoqués à tout moment (droit de révocation permanent) s'ils n'exercent pas leurs fonctions dans l'intérêt de l'organisation ou bien s'ils ne sont pas à la hauteur des tâches qui résultent de leurs fonctions.

§ 9

Administration

A) Organisation d'entreprise ou caisses

La base de l'organisation est l'organisation d'entreprise ou les caisses. Qu'il faille constituer une organisation d'entreprise ou des caisses, cela est déterminé par la nature et la fonctionnalité de l'association.

Les organisations d'entreprise ou les caisses élisent à leur direction deux présidents jouissant des mêmes droits, un secrétaire, un trésorier et un assesseur. Trois contrôleurs, qui ne sont pas membres de la direction, sont élus pour vérifier la trésorerie. Le président convoque une assemblée au moins une fois par mois, et il doit, en cas de besoin ou sur proposition d'un tiers des membres, convoquer une assemblée générale. L'assemblée générale des organisations d'entreprise ou des caisses est leur plus haute instance.

B) Groupes locaux

Les caisses et les organisations d'entreprise se réunissent en groupes locaux. L'assemblée générale élit pour leur direction deux présidents jouissant des mêmes droits, un secrétaire, un trésorier, et de plus un assesseur pour chaque groupe d'industrie représenté dans le groupe local. La direction locale convoque en cas de besoin une assemblée générale qui doit cependant avoir lieu au moins une fois par mois. Sur proposition d'un tiers des membres, d'un groupe local, une assemblée extraordinaire des membres doit être immédiatement convoquée.

Chaque groupe local gère ses affaires intérieures de manière indépendante. Les affaires intérieures d'un groupe local sont les affaires qui résultent de son activité pour l'organisation dans le cadre de celle-ci.

La direction locale est responsable vis-à-vis de l'assemblée générale du groupe local en tant qu'instance suprême de ce dernier.

L'assemblée générale se réunit selon les besoins, mais au moins tous les trois mois. La convocation de l'assemblée générale est faite par la direction locale. Elle est composée de tous les membres. Si le nombre de ceux-ci est trop grand, il est décidé, par l'assemblée générale du groupe local, d'un mode de délégation sur la base des organisations d'entreprise et des caisses.

Des assemblées des groupes d'industrie particuliers sont convoquées selon les besoins par les représentants de ces groupes dans la direction locale.

C) Sous-districts

La direction d'un sous-district est élue par les conseils de groupe locaux. Elle se compose de deux présidents jouissant des mêmes droits, d'un secrétaire, et d'un assesseur pour chaque groupe d'industrie existant dans le sous-district. La direction du sous-district est responsable vis-à-vis de l'assemblée de ce sous-district, en tant qu'instance supérieure de cette division, et de l'assemblée du comité économique de district.

Une assemblée doit se tenir tous les trois mois dans les sous-districts. Les organisations d'entreprise ou les caisses envoient un délégué jusqu'à 250 membres payants, deux délégués jusqu'à 500 membres payants et trois délégués jusqu'à 1 000 membres payants. Plus un délégué pour chaque millier entier supplémentaire. La convocation de

L'assemblée du sous-district se fait par la direction de ce dernier. L'ordre du jour doit être soumis aux groupes locaux au moins trois semaines auparavant. Les propositions destinées à l'assemblée doivent être adressées au moins une semaine avant son début à la direction du sous-district. Des réunions des groupes d'industrie faisant partie du sous-district sont convoquées par les représentants des groupes d'industrie dans la direction du sous-district.

L'assemblée élit la direction du sous-district et les délégués. Elle fixe également leur rétribution.

Chaque sous-district est indépendant dans le règlement des affaires intérieures de son organisation. Les affaires intérieures d'un sous-district sont les affaires qui résultent de son activité pour l'organisation dans le cadre de celle-ci.

D) Districts économiques

Les sous-districts se rassemblent en districts économiques. Leur direction se compose de deux présidents jouissant des mêmes droits, d'un secrétaire, et d'un assesseur pour chaque groupe d'industrie existant dans le district économique. Elle prend le nom de comité économique du district et elle est élue par l'assemblée du district, de même que les délégués à l'administration. Le traitement des délégués est fixé par l'assemblée.

Le comité économique général de district se compose de tous les comités économiques de district des groupes d'industrie particuliers.

En fonction des besoins, la direction des comités économiques de district convoque, avec l'accord des bureaux administratifs, des assemblées pour statuer sur des propositions qui sont arrivées et pour discuter de toutes les questions concernant l'organisation.

La direction administrative participe à ces assemblées avec voix délibérative.

Une assemblée doit se tenir tous les six mois dans les districts économiques. Les organisations d'entreprise et les caisses envoient un délégué jusqu'à 500 membres payants, deux jusqu'à 1 000 membres payants et un délégué pour chaque millier entier supplémentaire.

La convocation de l'assemblée se fait par le comité économique de district, après en avoir fait part à la direction administrative. L'ordre du jour doit être communiqué aux sous-districts, pour transmission aux groupes locaux, aux organisations d'entreprise et aux caisses, au moins quatre semaines auparavant.

Les propositions destinées à l'assemblée doivent être adressées à la direction administrative au moins une semaine avant le début de cette assemblée.

Des assemblées des groupes d'industrie à l'intérieur des districts économiques sont convoquées en fonction des besoins par leurs représentants au comité économique de district en accord avec la direction administrative.

La direction administrative du district économique a les tâches suivantes :

- 1. Édition des cartes de cotisations et encaissement des cotisations pour le district économique.**
- 2. Édition du matériel, des journaux, des tracts, etc..**

3. Attribution de la protection juridique dans la mesure où il n'y a pas de direction administrative dans le sous-district. Là où c'est le cas, les sous-districts traitent de manière indépendante les affaires de protection juridique.
4. Agitation et propagande dans le district économique.
5. Représentation du district économique pour l'intérieur et l'extérieur.
6. Règlement des autres affaires.

La direction administrative est responsable vis-à-vis de la centrale du Reich.

E) La centrale du Reich

La centrale du Reich se compose d'un délégué pour chaque groupe d'industrie indépendant. Les représentants sont élus par le congrès national. Les groupes d'industrie possèdent le droit de proposition. La centrale du Reich est responsable à tous égards vis-à-vis du comité économique national et du congrès national pour son activité. L'embauche de personnel auxiliaire est effectuée par la centrale du Reich sur décision du comité économique national, lequel doit fixer la rémunération des employés. La centrale du Reich a les tâches suivantes :

1. Éditions des cartes, encaissement des cotisations obligatoires pour les districts économiques.
2. Représentation de l'organisation à l'intérieur et à l'extérieur, notamment vis-à-vis des autorités et des tierces personnes.
3. Règlement des affaires qui ne sont pas réservées par ces statuts à d'autres organes de l'organisation.
4. Contrôler le respect de statuts et exécuter toutes les décisions conformes aux statuts.
5. Diriger l'ensemble de l'agitation et de la propagande.
6. Contrôle de toute la partie administrative de l'organisation.
7. Édition de l'organe central et de ses suppléments spécialisés.

La rémunération des délégués de la centrale du Reich est fixée par le comité économique national. La base de cette rémunération correspond à une norme qui doit être établie par le congrès national. Les dépenses particulières sont soumises à la décision du comité économique national.

§ 10

Le comité économique national

Chaque district économique envoie un délégué des groupes d'industrie au comité économique national. La direction du comité économique national se compose de deux présidents jouissant des mêmes droits, d'un secrétaire et de deux assesseurs. Le comité économique national est élu par le congrès national vis-à-vis duquel il est responsable, le congrès étant l'instance suprême. Il est composé de bénévoles et ses frais sont supportés par la centrale du Reich.

Le comité économique national a pour tâche de régler toutes les questions qui concernent l'organisation dans son ensemble. Il doit statuer sur toutes les plaintes à propos des décisions des organes et des organismes de l'organisation et il doit contrôler l'administration de la centrale du Reich.

Le comité économique national convoque, après communication à la centrale du Reich, le congrès ordinaire ou extraordinaire. Le comité économique national a le droit de relever de ses fonctions, à la majorité simple, en présence d'au moins deux tiers des personnes autorisées à voter, tout membre de la centrale du Reich, de même qu'un employé auxiliaire de celle-ci, dès qu'il a la conviction que l'activité ou le comportement de la personne concernée va manifestement à l'encontre des intérêts de l'organisation. L'appel auprès du congrès national est permis.

En outre, le comité économique national doit vérifier particulièrement en fin de trimestre le rapport d'activité et financier que la centrale du Reich doit lui adresser, et à approuver les prévisions budgétaires qui doivent être établies deux fois par an par la centrale du Reich.

Le comité économique national se réunit selon les besoins, mais au moins une fois par trimestre. La convocation se fait par l'intermédiaire du président administratif. La convocation doit s'effectuer si au moins un tiers de ses membres fait cette demande auprès du président, après communication des sujets à délibérer.

La centrale du Reich prend part avec voix délibérative aux sessions du comité économique national. La centrale du Reich a le droit de faire des propositions au comité économique national. Le mandat du comité économique national dure jusqu'au prochain congrès national ordinaire, s'il n'est pas révoqué par un congrès national extraordinaire. En outre, les membres du comité économique national peuvent être individuellement révoqués à tout moment, à la majorité simple en présence d'au moins deux tiers des personnes ayant le droit de vote, si leurs mandants ont la conviction qu'ils n'agissent plus selon leur orientation.

§ 11

Les comités de groupe d'industrie

Pour une meilleure représentation des groupes d'industrie ou pour un meilleur traitement des questions professionnelles, des comités de groupes d'industrie sont constitués à l'intérieur des districts économiques par des délégués des différents groupes d'industrie. La direction se compose de deux présidents ayant les mêmes droits et de deux assesseurs. Le district économique prend en charge le financement du comité du groupe d'industrie.

Les comités de groupe d'industrie sont responsables vis-à-vis du comité économique du district concerné.

§ 12

Les comités nationaux de groupes d'industrie

À l'intérieur de l'organisation d'ensemble, les différents comités d'un groupe d'industrie envoient des délégués à un comité national de ce groupe d'industrie, à savoir deux pour chaque district économique. Les comités nationaux des groupes d'industrie

doivent représenter les intérêts professionnels spécifiques du groupe d'industrie dans son ensemble, et en particulier lors de la conclusion de négociations sur les salaires, etc..

La direction d'un comité national de groupe d'industrie se compose de deux présidents ayant les mêmes droits, d'un secrétaire et de deux assesseurs. La centrale du Reich se charge du financement.

Les comités nationaux des groupes d'industrie sont responsables à tous égards vis-à-vis du comité économique national et du congrès national pour leur activité.

§ 13

Le congrès national

Le comité économique national a le devoir, après communication à la centrale du Reich, de convoquer une fois par an un congrès national ordinaire. De même, le comité économique national est tenu de convoquer un congrès extraordinaire sur proposition d'un district économique ou bien lors d'événements imprévus. La convocation d'un congrès national ordinaire doit être annoncée huit semaines auparavant dans l'organe central. Lors d'un congrès extraordinaire, ce délai est réduit à quatre semaines. Dans les deux cas, l'ordre du jour provisoire doit être communiqué avec la convocation. Toutes les propositions formulées pour un congrès national ordinaire doivent être adressées quatre semaines auparavant à la centrale du Reich, laquelle doit, 14 jours au plus tard avant la tenue du congrès, les présenter à tous les districts économiques. Lors de la convocation d'un congrès extraordinaire, le délai de remise est réduit à 14 jours avant la date du congrès. Et l'envoi aux comités économiques à 7 jours avant la tenue du congrès.

Tous les groupes locaux envoient un délégué pour 1 000 membres cotisants, plus un délégué pour chaque millier entier supplémentaire.

Les fonctionnaires ne peuvent pas être élus comme délégués.

Les votes ne peuvent avoir lieu, lors du congrès national, que si au moins les deux tiers des délégués sont présents. Le nombre des membres ayant droit de vote résulte du décompte du mois au cours duquel la convocation du congrès national a été communiquée dans l'organe central.

Des propositions peuvent être faites au congrès national :

- a) par toutes les organisations d'entreprise, toutes les caisses et tous les groupes locaux;
- b) par les sous-districts;
- c) par les districts économiques;
- d) par les directions administratives;
- e) par la centrale du Reich;
- f) par le comité national des groupes;
- g) par le comité économique national.

Toutes les propositions doivent être le résultat d'une décision majoritaire. Les membres individuels ne peuvent recourir au congrès national qu'en tant qu'instance d'appel.

Au cours d'une session du congrès, les délégués peuvent déposer des propositions pour l'ordre du jour et en dehors du cadre de celui-ci. Ces propositions sont mises en discussion si elles sont soutenues par au moins 20 délégués.

Sont tenus de participer au congrès national :

- a) avec voix consultative et délibérative : les délégués;
- b) avec voix consultative : les présidents des distincts économiques et des comités nationaux de groupe; les directeurs administratifs des districts économiques; les rédacteurs de l'organe central et les deux présidents de la commission de la presse; les directeurs administratifs de la centrale du Reich; le trésorier principal et les contrôleurs financiers principaux; l'ensemble du comité économique national.

Pour diriger le congrès, les délégués élisent parmi eux deux présidents avec des droits identiques, deux secrétaires et cinq assesseurs.

La centrale du Reich est tenue d'établir un procès-verbal sténographique qu'elle devra mettre à la disposition de tous les membres.

Le champ d'activité du congrès national ordinaire englobe :

- a) Élection du bureau;
- b) Élection de la commission de contrôle des mandats;
- c) Election de la commission des propositions;
- d) Approbation du rapport de la centrale du Reich :
 - 1. Rapport administratif et financier,
 - 2. Rapport sur l'activité et le développement de l'organisation et de l'agitation,
 - 3. Rapport sur la presse;
- e) Approbation du rapport du comité économique national;
- f) Modification des statuts;
- g) Fixation des cotisations de base;
- h) Élection du comité économique national et des directeurs administratifs de la centrale du Reich;
- i) Élection des rédacteurs de l'organe central et de la commission de la presse;
- j) Élection du trésorier principal et des contrôleurs financiers principaux;
- k) Fixation des normes de rémunération pour les directeurs administratifs et pour le personnel de la centrale du Reich;
- l) Décision pour tout transfert éventuel du siège de l'organisation;
- m) Prise de décision sur toutes les propositions qui, de manière conforme aux statuts, ont été soumises au congrès national;
- n) Détermination du lieu du prochain congrès national;

Toutes les décisions du congrès national sont prises à la majorité simple.

De plus, le congrès national se donne son propre règlement.

Les décisions du congrès national sont obligatoires pour tous les membres.

Le financement du congrès national est obtenu sous la forme suivante : les délégués sont financés par les organisations d'entreprise et les caisses par qui ils ont été désignés. Les frais des autres participants au congrès national sont pris en charge par les organes qui les ont envoyés. Les frais concernant les locaux du congrès national sont supportés par le district économique dans lequel siège le congrès.

§ 14

Financement

Sur les cotisations de base fixées par les statuts, ... restent dans la centrale de district. Le reliquat est à verser à la centrale du Reich.

La centrale de district couvre, avec ses recettes, tous les frais, y compris l'agitation, les dépenses d'organisation, et la rémunération des fonctionnaires et du personnel technique auxiliaire.

La centrale du Reich finance les dépenses des comités nationaux de groupe et du comité économique national. Elle paye en outre toutes les charges courantes, y compris celles concernant l'agitation, dans la mesure où ces dernières sont occasionnées par la centrale du Reich. De même, la rémunération des fonctionnaires et du personnel technique auxiliaire de la centrale du Reich est de son ressort; elle fournit en outre à l'organe central des suppléments, y compris pour les groupes d'industrie. Une feuille d'information pour les fonctionnaires, dont le financement est du ressort de la centrale du Reich, doit être éditée mensuellement. La délivrance des cartes de membre, des carnets de cotisations, des statuts, des formulaires, des imprimés, est gratuite, dans la mesure où ils ont été demandés par la centrale du Reich elle-même.

La centrale du Reich doit veiller, à l'intérieur de l'organisation, à ce que la trésorerie soit gérée de manière uniforme et elle doit prendre soin de son contrôle.

La direction des affaires financières est prise en charge par le trésorier principal, qui doit être élu par le congrès national et qui travaille à plein temps; celui-ci est responsable à tous égards de son activité vis-à-vis de la centrale du Reich, du comité économique national et du congrès national.

§ 15

Contrôles

Les organisations d'entreprise et les caisses élisent elles-mêmes leurs contrôleurs. La même chose s'applique aux sous-districts et aux districts économiques. Les contrôleurs sont autorisés à accomplir une vérification de caisse à tout moment, mais au moins trimestriellement.

Le contrôle de la caisse de la centrale du Reich est effectué par les trois contrôleurs financiers élus par le congrès national. Ils sont tenus d'effectuer au moins une fois par trimestre une vérification de caisse et de publier un bref rapport à ce sujet dans l'organe central.

L'adresse du responsable des contrôleurs doit être communiquée dans l'organe central. C'est à lui que doivent être envoyées toutes les lettres, pour autant qu'elles concernent les contrôleurs. Deux fois par an, un rapport d'activité et financier doit être publié dans tous les organes de l'organisation.

§ 16

Presse

Un organe central unitaire est édité pour l'organisation, lequel paraît chaque semaine et traite de toutes les questions dans la mesure où elles concernent l'ensemble de l'organisation et les questions d'actualité politiques, économiques et sociales. L'organe central prend le nom de "Union", Organe des travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne (Organisation des conseils).

Des suppléments particuliers à l'organe central seront publiés pour les groupes d'industrie pris séparément, en fonction de l'état des forces de ceux-ci.

L'organe central et les suppléments seront remis aux membres gratuitement.

En outre, il paraît mensuellement, pour les fonctionnaires de toute l'organisation, une feuille d'information qui leur est remise gratuitement.

Pour l'accomplissement des travaux techniques, le congrès national élit deux rédacteurs en chef qui ont des droits identiques, qui travaillent à plein temps, et qui siègent à Gelsenkirchen et à Berlin; ceux-ci sont responsables à tous égards de leur activité vis-à-vis de la centrale du Reich, du comité économique national et du congrès national.

Une commission de la presse est élue par le congrès national afin de surveiller cette presse. Tous les groupes d'industrie doivent être représentés en elle par un délégué pour chaque groupe. L'adresse du responsable de la commission de la presse doit être communiquée dans l'organe central.

§ 17

Actions

Les petites actions locales, qui ont lieu à cause de n'importe quel abus, sont l'affaire de l'entreprise, de la caisse, du groupe local et du sous-district concerné. Cependant, la durée, le cours et l'issue de l'action doivent être communiqués à l'administration du comité économique de district.

Les actions qui entrent dans le cadre d'un district économique ne doivent être menées qu'avec l'assentiment de la centrale du Reich et du comité économique national. L'administration du district économique est tenue, selon les besoins, mais au moins une fois par mois, de faire son rapport à la centrale du Reich à propos de la durée, du cours et de l'issue d'actions entreprises dans le cadre du district économique.

Des actions à l'échelle du Reich ne peuvent être menées par la centrale du Reich, en commun avec le comité économique national, qu'après des préparatifs minutieux de la part des districts économiques, des sous-districts, etc.. Pour accomplir des actions à l'échelle nationale, l'accord des comités économiques de district est nécessaire.

En cas de situations exceptionnelles, le comité économique national peut, en accord avec la centrale du Reich, prendre les mesures indispensables.

§ 18

Dissolution de l'organisation

Une dissolution éventuelle de l'organisation ne peut être décidée que lors d'un congrès convoqué à cet effet avec une majorité des trois quarts des voix.

Dans ce cas, le congrès national décide également du sort des biens disponibles, de l'inventaire, etc..

§ 19

Dispositions finales

Ces statuts ont été décidés le 8 septembre 1921 à Halle (Saale), lors du *Congrès national commun de l'Union Ouvrière Libre de Gelsenkirchen, du Syndicat Libre des Ouvriers Agricoles et du Syndicat des Travailleurs intellectuels et manuels de tous les Services administratifs et Entreprises*. Ils entrent en vigueur le jour même de la résolution.

C'est ainsi que se terminent les présents statuts de l'organisation.

-XI-

Extrait des lignes directrices de l'"Union Ouvrière Générale d'Allemagne"
(AAUD)

Qu'est-ce que l'organisation?

Organiser, cela veut dire quelque chose comme aménager, donner forme. On appelle organisations les partis, les syndicats, l'armée, l'Église, l'État, la Ligue des Nations, etc., etc..

Qu'est-ce que l'organisation? Y a-t-il toujours eu des organisations comme celles d'aujourd'hui? Chacun sait que ce n'est pas vrai. Chez les anciens Germains nomades, il en était différemment que quelques siècles plus tard, dans le soi-disant "Moyen Âge", avec les corporations artisanales et les paysans en état de servage sous les seigneurs féodaux. L'Allemagne a possédé une autre organisation que plus tard dans le "Reich allemand", quand elle s'est divisée en plusieurs douzaines de principautés, de duchés, de villes libres, etc.. Mais ce n'est pas par hasard. Les formes extérieures, tout simplement visibles, d'une époque ne sont pas une coquille que l'on peut mettre ou enlever à volonté. Ce qui s'oppose à nous, par exemple aujourd'hui, dans le trust et dans la grande ville, ainsi que dans l'institution d'un bureau d'enregistrement des habitants et de la commission des pauvres d'un district, on ne peut pas plus le séparer de la *situation d'ensemble* que la cime d'un arbre de son tronc et de ses racines. Ils forment un tout. L'organisation est donc un bâtiment déterminé avec des fondations déterminées. Avec le changement de fondations, l'organisation change, de même que la peau se transforme, se tend ou se plisse, avec l'état changeant de tout le corps. Les rapports de production, les rapports économiques, la façon selon laquelle les hommes fabriquent les produits pour leurs besoins, constituent la base des rapports sociaux humains. La forme de production moderne est celle du capitalisme. L'organisation moderne est donc liée de manière indissociable à la nature du capitalisme, elle en est le résultat. Naturellement, elle ne reste pas toujours la même, pas plus que le capitalisme n'est immobile. Il y a de manière ininterrompue un écoulement, un développement, un vieillissement, une mort, une renaissance. Un *processus* historique, un processus révolutionnaire se produit. La naissance d'une nouvelle organisation s'entrelace dans une longue évolution, parfois douloureuse, avec les manifestations de vie encore possibles et avec les convulsions de la mort de l'ancienne organisation. Dans un tel processus, la compréhension que les hommes en lutte ont de lui joue un rôle décisif. L'on peut d'autant plus facilement faire sauter l'ancien et faire place au nouveau que l'on comprend correctement où mettre la cartouche d'explosifs.

L'ancienne organisation

L'État

L'organisation du système capitaliste a trouvé son expression provisoirement la plus haute et la plus forte dans l'*État de classe moderne*. Qu'il atteigne et même dépasse son but le plus élevé avec un consortium économique mondial très fermé et la Ligue des Nations, cela dépend de la lutte, de la résistance et de la victoire du prolétariat mondial, des étapes dans lesquelles il progresse.

Pour le prolétariat, l'État capitaliste est le représentant de la classe dominante. Il est le protecteur de l'économie privée et de la propriété privée. Il est le bourreau des exploités. Sa justice est une justice de classe. Son organisation et son administration (trust, consortium, bureaucratie, militarisme, parlementarisme, éducation livresque, etc.) sont un bâillonnement et une oppression du prolétariat. Elles signifient le *gouvernement* d'un petit nombre de "possédants" et de leurs serviteurs intellectuels sur l'immense majorité des *sujets*. Elles ravalent le prolétariat au niveau d'un accessoire de machine. À la tête, des chefs bénis des dieux, à peine responsables, et derrière eux les administrations qui dépendent totalement d'eux, et tout en bas les masses privées de droits auxquelles on jette un morceau de pain ou bien on met le mors selon que l'on croit pouvoir calmer la "bête" le plus facilement.

Les partis

Le parlement fait partie de l'État capitaliste en tant qu'une de ses formes d'expression, en tant que maillon de son organisation. Le *parlementarisme* est une des formes les plus caractéristiques d'activité du monde capitaliste, c'est-à-dire d'un monde d'exploités et d'exploiteurs, d'un monde d'inégalité économique et politique, d'un monde de contradictions de classe. Avec le parlementarisme, on ne doit pas caractériser seulement le travail au parlement "officiel" et visible, qui n'est aujourd'hui qu'un cabinet d'étude du capitalisme, un décor *derrière* lequel on *travaille*, une soupape de sécurité du capitalisme, mais le parlementarisme est en général un symbole du capitalisme. Il est l'expression de la nature, de la structure, de la constitution fondamentale du capital, de sa tactique et de ses méthodes à l'époque actuelle.

La constitution des *partis* politiques découle du parlementarisme. En conséquence, les partis ont parfaitement le caractère de l'organisation capitaliste. Ils sont bâtis sur le principe : chef et masse. Le chef *au-dessus* de la masse; ils sont une organisation du haut vers le bas. Le chef commande, la masse obéit. En haut un gouvernant ou un groupe de

gouvernants, en bas une armée de gouvernés; quelques rusés et des millions d'ânes. Le principe, c'est l'autorité du meneur. La masse est l'*objet* de la politique, ce qui signifie qu'elle est une chose que l'on utilise en fonction des besoins des "chefs". L'outil d'un tel parti, c'est la *tactique* et, en réalité, la *tactique de l'entrepreneur* capitaliste, c'est le mensonge. Le chef, c'est l'entrepreneur, le parti sa *propriété*. L'autre entrepreneur son concurrent. Il s'agit de mettre la propriété en sécurité et en plus de liquider le concurrent. Les deux choses s'accomplissent par l'intermédiaire de la tactique, par les moyens et les méthodes de plus en plus raffinés de l'affairisme. On ne recule devant rien. Être un homme de parti, cela signifie : avoir le courage de la médiocrité d'esprit, le courage de discourir comme un camelot, le courage de tuer ce qu'il y a d'humain en l'homme.

À l'évolution du capitalisme, comme système économique-politique avec l'organisation qui lui correspond, évolution qui devrait aller jusqu'à son ultime possibilité d'expression dans la domination centrale du monde par un consortium économique capitaliste mondial, s'opposent en premier lieu, en tant qu'obstacles, son développement inégal dans les différents pays, la concurrence des nations, ainsi que les communautés de culture et de race, et, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, la lutte défensive et offensive, qui *s'organise progressivement*, de la classe opprimée du prolétariat. Cette époque-là, dans laquelle la *conscience* du prolétariat en tant que classe a résulté de la *compréhension* du processus capitaliste, et, inversement, la conscience instinctive a mené à cette compréhension, à savoir la compréhension des nécessités de la *lutte de classe*, de la *cohésion* prolétarienne, de la *solidarité internationale* avec pour but la *société sans classes*, cette époque-là est l'époque de la naissance du communisme moderne.

Mais étant donné, évidemment, que le capitalisme n'était pas au terme de ses forces, et que le prolétariat, en tant que masse ayant une *conscience* de classe, n'était pas non plus prêt, mais que l'évolution des deux continuait en tant que processus, il est clair que pouvait naître tout simplement – et en particulier avant la victoire politique de la classe opprimée jusqu'à présent – une organisation *prolétarienne* qui faisait montre tout d'abord d'un caractère de classe prolétarien, diamétralement opposé au caractère de classe capitaliste, et qui pouvait arriver à mettre en œuvre les méthodes prolétariennes qui en découlaient (types de lutte). Des débuts ont été faits. La lutte entre Marx et Bakounine en montre les traces. Mais elles n'apparaissent évidemment que comme faibles, ou bien nulles, ou encore déformées. La *conscience* de classe prolétarienne ne se développe que lentement (le simple *nombre* des membres des organisations socialistes ne signifie rien) et la caractéristique d'*époque de transition* entre autrefois et aujourd'hui est l'afflux de foules d'exploités dans le bassin de retenue des partis et des syndicats sociaux-démocrates. La lutte de ces organisations nées sur le terrain du capitalisme ne demandait évidemment pas de "prêcher" pour un but, mais d'indiquer le chemin à suivre et d'exploiter tous les bastions bourgeois. Il en fut ainsi de la lutte des syndicats pour des améliorations de salaires, et la lutte au parlement fut une nécessité politique dans une époque où par exemple le mot d'ordre du libre droit de vote pouvait éveiller et déclencher les énergies révolutionnaires. Mais, au cours de cette lutte, même l'objectif le plus proche du "développement de la conscience de classe prolétarienne" fut perdu de vue. La position selon laquelle "l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre des travailleurs *eux-mêmes*", et donc selon laquelle on n'avait pas le droit de négliger, pas même pour un instant, le *développement de la conscience de soi* du prolétariat comme tâche essentielle, recula de plus en plus. Les organisations socialistes devinrent de plus en plus avec le temps des organisations ayant un caractère capitaliste et des méthodes capitalistes. Elles se transformèrent en "organisations de chefs", en propriété aux mains de meneurs qui se trouvaient eux-mêmes encore profondément sous

l'influence des conceptions capitalistes bourgeoises. Elles devinrent un *but en soi*. La "direction" de la lutte de classe était entre les mains d'individus qui *étaient détachés des besoins du prolétariat*. Le parlementarisme, avec sa conséquence inévitable de paralyser l'activité révolutionnaire des masses, l'emporta. La lutte de classe, la révolution, devint *l'affaire d'un consortium dirigeant d'entrepreneurs*. Cette évolution n'est pas encore terminée. La nature profonde du parti "socialiste", ou plutôt sa nature monstrueuse, en arriva, en premier lieu dans la révolution, depuis 1918, à un épanouissement des plus répugnants. Une ligne droite relie à cet égard le vieux "Parti social-démocrate" au "Parti communiste unifié", ligne qui monte encore au plus haut au fur et à mesure qu'elle s'approche du VKPD.

Les syndicats

Plus brutalement encore que les partis, les syndicats révèlent qu'ils sont devenus des organisations de nature parfaitement capitaliste. Nés à l'époque de la guérilla contre un patronat qui n'était pas encore trop cartellisé, ils étaient à l'origine la forme fournie au prolétariat afin de lutter contre les tendances paupérisantes du capitalisme.

« Du fait qu'il limitait et qu'il facilitait l'existence de la classe ouvrière, le mouvement syndical remplissait son rôle dans le capitalisme et il devenait lui-même un membre de la société capitaliste. De même que le parlementarisme incarnait la force spirituelle des chefs sur les masses ouvrières, le mouvement syndical en incarnait lui la force matérielle. Il est devenu dans le capitalisme développé, et encore plus à l'époque impérialiste, un réseau d'unions gigantesques qui montre la même orientation d'évolution que l'appareil d'État bourgeois lui-même à une époque antérieure. Est née en elles une classe de fonctionnaires, une *bureaucratie*, qui dispose de tous les moyens de pouvoir de l'organisation, les fonds, la presse, la nomination des fonctionnaires inférieurs. De servante de la collectivité, elle est devenue son maître et elle s'identifie à l'organisation. Et les syndicats sont d'accord avec l'État et sa bureaucratie sur le fait que, malgré la démocratie qui doit y régner, les membres ne sont pas en mesure d'imposer leur volonté contre la bureaucratie. L'organisation s'oppose à eux pour ainsi dire comme quelque chose d'étranger, comme une force extérieure, contre laquelle ils peuvent se rebeller; mais qui est au-dessus d'eux, bien que cette force émane pourtant d'eux-mêmes. Et donc elle est semblable à celle de l'État. » (Pannekoek).

Ces syndicats sont, au bout du compte, une organisation bureaucratique issue du monde de l'économie privée avec laquelle les dirigeants, en tant qu'employés permanents, sont liés pour le meilleur et pour le pire. Dépendants dans leur existence de l'existence des syndicats, il sont inévitablement sous la pression des circonstances et ils sont pour le moins – dans le meilleur des cas – incommodés et ralentis dans leurs décisions.

Les syndicats sont des organisations structurées *par métier*. Ils ont fini progressivement par se détourner de la rigueur inflexible de l'idée de la lutte de classe et par se borner à obtenir de meilleures conditions de salaire et de travail pour les branches professionnelles prises séparément. Ils ont créée et favorisé la concurrence des métiers. Ils ont séparé les actifs des chômeurs, les ouvriers qualifiés des non qualifiés, les jeunes des plus vieux, l'homme de la femme. Ils ont été poussés à la défensive par le patronat regroupé en trusts et en consortiums de plus en plus puissants, et ils sont tombés dans le *réformisme* le plus prononcé. Ils ont évité si possible les grandes grèves, et la grève

générale, la grève de masse, a été par-dessus tout rendue méprisable en tant qu'absurdité générale. Elle aurait bien sûr anéanti aussi les syndicats, et donc l'existence de la bureaucratie des chefs.

L'organisation des conseils comme organisation prolétarienne

Avec le déclin de l'époque capitaliste, les formes d'organisation de cette époque-là dépérissent également. Et il est devenu clair pour ce qui concerne la caractéristique du parti et du syndicat que leur forme d'organisation est, ou alors est devenue, capitaliste. Ces formes d'organisation reposent *économiquement* sur l'économie privée et de profit, et par la suite sur une forme améliorée de l'économie privée : sur le capitalisme d'État. De ces formes, il résulte *idéologiquement* (c'est-à-dire selon le reflet spirituel de la base économique) la glorification de la personnalité, du "chef", de l'autorité, et la montée de l'individualisme et de l'égoïsme.

Avec la croissance et la transformation de la classe prolétarienne, il apparaît naturellement des formes d'expression, des formes d'organisation, qui correspondent à cette classe. Et cela, évidemment, seulement quand chez les prolétaires la *pleine conscience* existe qu'ils sont une classe avec des intérêts particuliers qui s'opposent au capitalisme. Elles n'apparaissent pas du jour au lendemain, non plus que dans leur pleine pureté dès le début; elles se développent avec le progrès de la clarté intellectuelle et avec l'afflux de masses de plus en plus importantes. Et elles ne peuvent parvenir pleinement à la *maturité* que si les fondations prolétariennes existent, à savoir quand il n'y a plus d'économie privée et de profit, mais une économie collective et de besoins prolétarienne.

Il est facile de comprendre que, quand le prolétariat sera, en tant que société, en tant que tout collectif, possesseur de tous les moyens de production (mines, usines, etc.), en somme de toute la "*propriété*" antérieure, quand tout appartiendra collectivement à tous, il aura alors une autre organisation que celle qu'il a dans le capitalisme. Mais auparavant, le prolétariat se crée, et ce d'autant plus qu'il commence à se concevoir en tant que classe, des formes d'expression, des *organes* dans lesquels s'incarnent la conscience de *classe*, la conscience sociale, la conscience de la solidarité. Cette forme d'organisation qui naît en tant que processus révolutionnaire, on la désigne sous le nom d'*organisation des conseils*.

Elle se développe dans la lutte permanente contre les formes capitalistes. Elle les bouscule, les transperce, les disperse. En elle, le rapport entre masse et chefs sera différent. Le flux n'ira pas du haut vers le bas, mais *dans un premier temps* du bas vers le haut. Plus tard, ce sera une imprégnation mutuelle vivante d'une entité intégrée.

L'organisation des conseils sera l'ennemi mortel de tout bureaucratisme, de tout parlementarisme, de toute communauté avec le capital. Elle s'appuiera complètement sur la masse ayant une *conscience* de classe.

L'organisation des conseils signifie donc – aussi longtemps que l'on se bat pour elle – la libération progressive des chaînes du capitalisme; avant tout également des chaînes du monde spirituel bourgeois. Le progrès du *développement de la conscience de soi* du prolétariat s'incarne dans son évolution; de même que la volonté de transposer dans la réalité la *conscience de classe* prolétarienne, de lui donner une expression visible. La force avec laquelle on lutte pour l'organisation des conseils est vraiment le thermomètre

qui indique dans quelle mesure le prolétariat se conçoit en tant que *classe* et est disposé à parvenir à ses fins.

Il est également clair qu'il ne s'agit que d'une dénomination purement apparente des conseils ouvriers, mais que ceux-ci sont l'expression de la nouvelle organisation prolétarienne. Il arrivera au cours de l'évolution que de véritables conseils se corrompent, qu'ils se figent en une nouvelle bureaucratie. Il faudra alors engager le combat contre elle avec exactement la même absence de ménagements que contre les organisations capitalistes. Mais l'évolution ne s'arrêtera pas, et le prolétariat ne peut pas se reposer et il ne se reposera pas tant qu'il n'aura pas donné, en passant par "la dictature du prolétariat" – pour arriver à la société sans classes – son expression historiquement possible au système des conseils, à la nouvelle organisation.

L'Union Ouvrière Générale (AAU)

L'organisation d'entreprise

L'organisation d'entreprise [Betriebsorganisation = BO] est le point de départ de la constitution de l'organisation *prolétarienne* spécifique, précisément de l'organisation des conseils. Des débuts d'une telle organisation ont existé à plusieurs reprises. Mais c'est seulement la *révolution* qui a produit la forme explicite de ces organisations d'entreprise, lesquelles peuvent être considérées comme les enfants authentiques de la conscience de classe prolétarienne la plus nette. Elles naissent en tant que *nécessités*, en tant qu'*armes* de la lutte de classe des travailleurs qui veulent *lutter*. Les vieilles organisations, en particulier les syndicats, ne le peuvent pas et ne le *veulent* pas.

Les organisations d'entreprise ne sont donc pas quelque chose d'artificiel. Elles ne sont pas non plus le produit d'un embarras, mais c'est en elles que la conscience de *classe* du prolétariat prend naissance pour une vie vigoureuse sur le terrain des rapports économiques et sur la base de la clarté intellectuelle sur ses propres conditions. Ce sont les nouvelles *structures* qui grandissent *du bas vers le haut*, s'étendent, puis transpercent, détruisent et déracinent l'ancien, font devenir réalité la vie et la pensée sociales.

Personne ne peut nier que nous vivons une nouvelle époque dans laquelle le monde capitaliste ne sait plus quoi faire. La production communiste est la seule issue. Dans cette époque, il faut identifier la *voie* sur laquelle la révolution la plus rapide et la plus sûre peut être accomplie. Il n'importe pas seulement pour cela d'avoir en mains le pouvoir politique (ce pouvoir, les prolétaires l'ont eu en 1918), mais de le *conserver*. Et, étant donné la force du capital en Europe occidentale, la puissance de son organisation : l'État, le militarisme, le parlementarisme, l'administration, la bureaucratie, l'éducation livresque, les chefs professionnels, la tâche la plus urgente des prolétaires – qui baignent encore à un degré élevé dans l'idéologie du capitalisme – est qu'ils se fassent une idée précise sur les possibilités de détruire complètement ces anciennes formes. Mais l'on ne peut pas construire si l'on ne fait que démolir. Celui qui ne fait que critiquer, que rejeter de manière permanente, sans pouvoir faire de propositions positives, reste au fond bloqué dans le monde bourgeois. Les intellectuels de la bourgeoisie, eux aussi, pratiquent la critique, parfois très féroce, de leur monde. Mais l'ironie et la moquerie seules, ou même l'autodérision, ne sont pas des expressions profitables pour la conscience de classe prolétarienne. La lutte contre le centralisme et l'obéissance aveugle, contre les chefs et les bonzes, ne sera pas menée avec succès, c'est-à-dire avec succès pour le progrès de la *révolution prolétarienne*, par le fait qu'on les combattra à outrance et qu'on les mettra en pièces, mais par le fait qu'on les *déracinera* grâce à la croissance de formes purement prolétariennes (débuts de l'organisation des conseils). C'est dans les organisations d'entreprise que prend naissance cette exigence.

Si les travailleurs veulent une émancipation définitive en tant que *classe*, et non pas un avantage pour des cliques ou des couches spécifiques, ils *doivent* en arriver à des formes qui sont en totalité leur propre œuvre de *classe*, et non pas les produits de "chefs" particuliers. Ils doivent en arriver à des formes dans lesquelles la pensée par soi-même et l'action par soi-même ne sont pas qu'une phrase creuse mais deviennent des *faits*. Et ces formes seront, sur la base de leur nature la plus intime, c'est-à-dire de la naissance de leur volonté prolétarienne de classe, en contradiction absolue avec toute forme qui

dépend d'une manière quelconque du capitalisme. Si elles ne peuvent pas non plus être immédiatement "tout à fait pures", car nous vivons dans époque de transition, leur *orientation* doit être de façon inconditionnelle et permanente *claire*. Chez elles, la *solidarité* prolétarienne doit jaillir directement comme la conséquence d'un exemple de calcul. Evidemment, elle se transforme aussi en une *exigence* absolue.

Les organisations d'entreprise sont tout d'abord et en premier lieu des *organisations de lutte de classe*.

Elles ne sont (réunies dans l'Union Ouvrière Générale) *ni un parti politique ni un syndicat*. Ces deux organismes compris dans leur signification antérieure, c'est-à-dire des structures telles que tout un chacun peut les voir dans les partis et les syndicats actuels.

Le prolétariat commence à s'organiser *consciemment* en elles, en vue de l'effondrement complet de la vieille société, et de son unité en tant que *classe*. Les grandes masses sont unies dans les organisations d'entreprise par la conscience de leur solidarité de classe, de leur solidarité de classe prolétarienne; c'est là que se prépare organiquement (c'est-à-dire à la façon d'un processus naturel; d'une manière naturelle qui correspond à la situation) l'unification du prolétariat. L'organisation d'entreprise est le début de la transformation communiste et elle devient, en tant que colonne vertébrale des conseils d'entreprise, la base de la société communiste future, de la société sans classes. La société sans classes, cela veut dire : économie collective totale et formes d'expression sociales complètes. Elle signifie l'uniformisation absolue de la *base* économique.

Chacun reçoit d'abord autant que c'est possible. Ensuite, selon ses besoins. Chacun est tenu de travailler autant que cela est nécessaire.

La formation des ces organisations d'entreprise, en tant qu'organisations de lutte de classe, ne peut prendre son départ que *dans l'entreprise*. Là, chacun est côte à côte avec les autres en tant que camarades de classe, chacun a nécessairement des droits identiques. Là, la masse se trouve dans les rouages de la production, et elle a sans cesse très envie de les percer à jour et de les diriger elle-même. C'est là que se mène le combat spirituel, la révolution-narisation de la conscience, dans un courant inépuisable d'homme à homme, de masse à masse. Tout est orienté vers l'intérêt supérieur de classe, et non pas vers la maison féodale du syndicat. L'intérêt professionnel est ramené au degré qui lui est dû. L'organisation d'entreprise devient, dans une mesure de plus en plus élevée, un instrument infiniment mobile de la lutte de classe, un organisme qui bouillonne sans cesse d'un sang frais du fait de nouvelles élections, de révocations, etc., constamment possibles.

La réunion des BO dans l'AAU

Les organisations d'entreprise (BO), en tant que masse d'unités vivantes, se réunissent dans l'*Union Ouvrière Générale* (AAU). Cette réunion n'est pas le collage arbitraire entre elles de structures de nature différente, isolées, et n'existant que pour elles-mêmes. Cette réunion est intimement nécessaire. De même que l'idée des conseils se développe en tant qu'expression de la volonté de classe du prolétariat, les organisations d'entreprise doivent nécessairement se joindre entre elles. En effet, en tant que formes qui naissent de manière fragmentaire, elles ne trouvent leur débouché que dans le grand courant du développement général vers la forme prolétarienne d'organisation. Elles se

réunissent nécessairement comme les ruisseaux se retrouvent dans le fleuve. Une telle réunion, en tant que réunion dans l'idée des conseils, est une réunion qui vient du bas. Une réunion qui est obligée pour la classe prolétarienne et en même temps voulue par elle. La lutte comme classe exploitée soude, elle crée et forme le *lien* social, la solidarité prolétarienne, la *solidarité de classe*. Non pas une solidarité en paroles, mais dans les faits.

Naturellement, l'Union Ouvrière Générale en tant qu'organisation d'ensemble, en tant que début de l'organisation des conseils, n'est jamais quelque chose d'achevé. De nouvelles organisations d'entreprise s'y joignent sans cesse et assez souvent c'est de la boue et de la vase qui y entrent au lieu de l'eau claire. C'est un processus naturel. Elle devra lutter sans arrêt pour sa pureté.

Centralisme et fédéralisme

La lutte que l'AAU doit mener est la lutte de classe dans sa forme la plus pure. Une partie de cette lutte sera déjà accomplie par le fait qu'elle s'édifie en contradiction avec les structures d'organisation capitalistes, selon l'idée prolétarienne des conseils. En tout cas, elle s'efforce continuellement de traduire de plus en plus clairement et purement cette idée dans la réalité du processus de production. Avec sa seule existence, elle constitue une menace permanente pour toutes les formes capitalistes. Elle donne un exemple du développement et de la cristallisation progressive de la conscience de classe prolétarienne, et elle force ainsi l'ensemble du prolétariat à la prise de position. Elle lui rappelle sans cesse la ligne tout à fait grandiose de sa révolution. La croissance dans cette direction fera disparaître davantage de jour en jour la lutte entre les soi-disant *centralisme* et *fédéralisme*. Du point de vue de l'AAU, la dispute entre ces deux principes, ou formes d'organisation, devient une querelle de mots ennuyeuse. L'on doit naturellement les comprendre dans la signification qu'ils ont eue jusqu'à présent et non leur attribuer un nouveau sens.

Sous le terme de *centralisme*, nous comprenons toute forme qui permet à un petit nombre de personnes de tenir en laisse et de réduire en servitude les masses. Il est pour l'AAU le diable qui doit être anéanti. Il est antisocial.

Le *fédéralisme* est son contraire, *mais son contraire sur le terrain du même mode de production*. Il signifie l'arbitraire, l'entêtement rigide de l'individu-personne (ou de l'individu-entreprise, de l'individu-district, de l'individu-nation). Il est également antisocial et n'est pas moins à combattre.

Ces deux formes se sont développées progressivement au cours des siècles passés. Le fédéralisme a prédominé durant le Moyen-Âge, le centralisme au cours de la période du capitalisme hautement développé.

La sympathie pour le fédéralisme repose simplement sur le fait que l'on voit en lui le refus du centralisme, et donc que l'on présume qu'il apportera la liberté et le paradis. Ce désir de fédéralisme conduit ensuite à une caricature d'*autonomie* (droit d'autodétermination). L'on croit agir de manière sociale et prolétarienne lorsque l'on confère à chaque district, à chaque lieu (et l'on devrait en conférer à chaque personne) de l'autonomie dans toutes les questions. Cela signifie en réalité abolir l'Empire pour mettre à sa place une multitude de petites principautés. Partout apparaissent des petits rois (fonctionnaires) qui dominent quant à eux de manière "centraliste" une fraction des

adhérents, comme si c'était leur propriété. Ce qui en résulte dans l'ensemble, c'est l'éclatement et la décomposition.

Tous deux, le centralisme et le fédéralisme, sont des formes d'expression *bourgeoises*. Le centralisme plutôt grand bourgeois, le fédéralisme plutôt petit bourgeois. Tous deux sont anti-prolétariens et ils paralysent la lutte de classe pure. Le prolétariat sait qu'il n'arrivera à l'emporter sur le capital que dans l'*union* la plus étroite. Cette union résulte, avec une force de plus en plus grande et dans une extension de plus en plus large, du développement du système des conseils. Avec lui, avec son contrôle d'en bas, avec la libération de toutes les aptitudes et les forces prolétariennes, avec son lien entre les chefs et les masses, tout conflit se résout parce que, avec lui, le développement de la conscience de classe, le développement d'une solidarité sociale absolue, deviennent réalité. Tout d'abord une solidarité spirituelle, et plus tard, dans l'économie collective, une solidarité également économique.

Étant donné que tout est encore en devenir et que le chemin de l'AAU jusqu'à son but est encore long, il est compréhensible que beaucoup de fautes soient commises (en particulier, empiètements de certaines corporations, de certains fonctionnaires; assez souvent, cela s'explique précisément par le désordre occasionné par l'"autonomie" des charges); cela donne l'occasion toujours renouvelée aux "centralistes" et aux "fédéralistes", qui se composent en majorité en effet de bons combattants mais qui sont confus, de tonner contre la dictature ou de demander plus de dictature selon le cas. Cela ne sera pas et ne doit pas être un obstacle pour suivre le droit chemin, lequel signifie : le prolétariat en tant que classe *internationale* cherche et trouve dans l'édification du système des conseils son union de plus en plus étroite qui le mettra en état à vaincre définitivement le capitalisme et son esprit, et qui trouvera plus tard son achèvement dans la société sans classes.

Masse et chefs

Il résulte du type de construction de l'AAU, ainsi que cela est clair dans ses statuts d'organisation, qu'il existe en elle un autre rapport entre la *masse* et les *chefs* que dans des organisations de caractère capitaliste. Si les prolétaires sont dans ces dernières le jouet de types d'entrepreneurs politiques, ils deviennent ici, à un degré de plus en plus élevé, les champions de leur propre destin, du destin de leur classe. Ici, la théorie qui dit : la véritable libération de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, commence à se transformer en force.

Le concept de "masse" acquiert une autre signification que dans le système capitaliste. Au sens de la pensée de l'économie privée, la masse est égale au cadavre, un objet dont on peut disposer à volonté. Elle est considérée comme la "propriété" de certaines personnes, autorités, cliques. Mais *pour la pensée prolétarienne, la masse n'est pas un tas incohérent d'égoïsmes confus, mais la masse c'est le prolétariat, dans la mesure où, possédant une conscience de classe, il est lié indissolublement dans la pensée et la volonté sociales.*

Une telle masse ne naît que grâce à une activité autonome, organisée, sans cesse croissante, en premier lieu dans la lutte contre le capital, par l'édification de sa propre organisation, et ensuite grâce à la collaboration régulière dans le processus de production.

On peut ainsi exprimer ce qu'est un "chef" au sens prolétarien. Le chef doit être un membre étroitement lié à cette masse ayant une conscience de classe. Il doit représenter, façonner la vie et la pensée de cette masse, et enflammer la masse avec son feu. Il doit lutter en faisant en sorte de ne pas lutter, comme un entrepreneur, pour *sa* propriété, pour *son* usine, pour *son* peuple, pour *sa* nation, mais il doit lutter en tant que partie de la grande masse qui ressent, pense et désire de manière sociale et prolétarienne, et qui s'étend sur le monde entier. Il n'a pas le droit de lutter avec la conscience suivante : je veux transformer le mouvement prolétarien en *mon* mouvement, la révolution est *mon* affaire, il faut que l'on *me* suive, car cela est du capitalisme privé, c'est de l'idéologie bourgeoise.

L'AAU ne rejette donc pas en général les "chefs" dans sa lutte. Cela voudrait dire rejeter toute intelligence, toute capacité, toute forte volonté. Ce ne serait pas du socialisme mais une prison militaire bourgeoise, un égalitarisme mortel, la confusion de l'homme vivant avec un produit mécanique. Ce serait aussi de l'utopisme puisque nous ne sommes qu'au début et non à la fin des luttes. Au contraire, l'AAU chargera carrément les chefs prolétariens de la plus grande responsabilité. La seule condition en est qu'un *contrôle* absolument sûr de chaque responsable résulte de l'organisation, du *système*. L'organisation des conseils va dans cette *direction*. Elle mène une lutte impitoyable contre la dictature individuelle, ainsi que contre les cliques et les autorités organisées qui sont détachées des conditions et des besoins de la masse prolétarienne, et qui travaillent avec les méthodes des trafiquants capitalistes. Elle s'attaque de la manière la plus vive aux *intellectuels*. Elle entend par intellectuels ces hommes qui utilisent leur éducation supérieure pour faire du prolétariat le théâtre et le jouet de leurs propres pensées et intérêts.

L'AAU et la dictature du prolétariat

L'AAU est intérieurement et extérieurement en opposition inconciliable avec la bourgeoisie capitaliste. Il en résulte, cela va de soi, qu'elle se place sur le terrain de la "*dictature du prolétariat*". Parvenir par la lutte à cette dictature est son objectif politique le plus proche. Cette dictature signifie : *il n'y a pas, dans la lutte pour la société communiste, la société sans classes, de compromis entre les exploités et les exploités, entre le capital et le travail. Il faut nécessairement pour la mener à bien le pouvoir exclusif de décision du prolétariat sur toutes les institutions politiques et économiques de la société, grâce à l'organisation des conseils.*

La durée de la dictature dépend de la disparition des anciens pouvoirs.

L'AAU stigmatise, là où elle le peut, l'escroquerie de la démocratie (bourgeoise). Une telle démocratie a pour condition l'inégalité économique.

Expliquer la nature de cette démocratie (du bulletin de vote) n'est pas nécessaire pour les prolétaires qui ont eu à ressentir de manière effroyable et indélébile ses effets depuis août 1914. Toute démocratie de ce type est une dictature des possédants. À un moment où toutes les conditions pour la prise du pouvoir par le prolétariat sont données, c'est-à-dire où la prolongation de l'existence du capitalisme n'est possible que par une exploitation qui dépasse tout ce qu'elle a pu être jusqu'à présent, y compris en laissant dépérir d'innombrables millions de prolétaires, les exploités en nombre croissant se lanceront dans le combat *révolutionnaire* contre la "démocratie" et ne s'arrêteront pas tant que le capital ne sera pas à terre. Le prolétariat n'abdiquera jamais

volontairement, ou bien (comme par exemple en Hongrie) seulement en apparence. S'il est maintenant la classe dominante, alors – tandis que pendant ce même temps la construction du communisme avance – tout mouvement contre-révolutionnaire devra être réprimé très énergiquement; par la *force*. Tout autre chose serait un suicide. La dictature du prolétariat est incompatible avec la liberté de la bourgeoisie. Lutter contre cela est ou bien de la stupidité, du verbiage bien intentionné de curé, de l'utopisme, ou bien c'est un soutien direct ou indirect à la contre-révolution.

Pour l'AAU, cela signifie une profession de foi évidente en faveur de la "dictature du prolétariat", mais aussi le refus fondamental de toute sorte de *communauté de travail* avec le capital. C'est la profession de foi en faveur de la lutte de classe prolétarienne avec ses propres méthodes.

La politique, c'est à dire la lutte d'une telle organisation, a dès le départ un caractère *prolétarien* de classe. Cela signifie avant tout le rejet de toute sorte de parlementarisme. Et, inversement, il faut dire qu'avec l'existence des organisations d'entreprise, tout parlementarisme devient nécessairement du sabotage du point de vue du progrès de la révolution.

En outre, la lutte de l'AAU est totalement orientée vers *l'international*. Le prolétariat en tant que *classe* ne se définit, dans son action, que comme une unité internationale. Le point de vue de ce qui est international domine tout. L'AAU guide en direction de la *communauté internationale*, c'est-à-dire en fin de compte de *l'humanité en tant que société sans classes*. Évidemment, le type et la forme de son combat sont liés dans une certaine mesure aux conditions du pays dans lequel elle lutte. Elle s'efforcera constamment sans plus attendre de créer et de consolider les liaisons entre les *conseils révolutionnaires* des différents pays.

Tiré de *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (Organisation des conseils révolutionnaire), du district économique du Grand Berlin, 1921.

-XII-

Organisation et statuts de l'"Union Ouvrière Générale" (AAU)

1. Toute personne qui reconnaît le programme et les statuts de l'"Union Ouvrière Générale" (AAU) peut en devenir membre.
2. L'AAU est organisée selon le système des conseils. Les organisations d'entreprise en constituent la base. Elles se rassemblent en groupes locaux et en régions économiques. L'ensemble des groupes locaux et des régions économiques constitue l'AAU.
3. Dans toutes les entreprises, les travailleurs élisent leurs personnes de confiance.
4. Parmi les personnes de confiance, les membres élisent un président, un secrétaire, un trésorier et leurs adjoints. Ceux-ci constituent le conseil de l'organisation locale.
5. Chaque groupe local délègue un camarade au conseil d'action qui constitue l'exécutif du district économique.
6. Chaque district économique délègue un camarade au comité économique national, qui constitue l'exécutif du Reich.
7. Tous les fonctionnaires sont révocables à tout moment.

8. La réglementation du paiement des cotisations comme la fixation de leur niveau est l'affaire des organisations indépendantes d'entreprise, locales, de district. Le financement du comité économique national s'effectue par le procédé de la répartition. Les districts économiques et les groupes locaux sont tenus de virer au comité économique national les sommes requises.

9. Reste du ressort des groupes locaux et des districts économiques la tâche d'assurer la protection juridique et les secours auxquels ils doivent faire face par répartition lors de grèves, de lock-outs et de mesures disciplinaires.

10. Est exclu de l'AAU celui qui agit à l'encontre de ses principes et de ses décisions.

11. Le congrès national est convoqué en fonction des besoins. Sur proposition d'un tiers des districts économiques existants, le comité économique national est tenu de convoquer un congrès extraordinaire. La convocation d'un congrès national doit être communiquée aux districts économiques quatre semaines avant sa tenue, et 20 jours pour un congrès extraordinaire. Toutes les motions déposées en vue du congrès national ordinaire doivent être soumises au comité économique national 20 jours avant le congrès, et le comité a 14 jours au plus tard avant la tenue du congrès pour les présenter à tous les districts économiques. L'élection des délégués a lieu lors de l'assemblée générale du district économique.

Un délégué est envoyé au congrès national pour les 500 premiers membres du district économique, auquel s'ajoute un autre délégué par millier ou fraction de millier, mais avec un maximum de sept délégués. Afin de faire des économies sur les frais d'envoi au congrès national, le vote a lieu non pas en fonction du nombre de délégués, mais en fonction du nombre des membres à représenter.

Les décisions du congrès national n'engagent tous les membres que si des questions de programme et d'organisation ont été soumises à l'ensemble des membres suffisamment à l'avance pour qu'une prise de position soigneusement réfléchie leur ait été possible.

Tiré de *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (Organisation des conseils révolutionnaire), du district économique du Grand Berlin, 1921.

-XIII-

Programme de l'AAU adopté lors du Congrès national de Leipzig (du 12 au 14 décembre 1920)

1. L'AAU lutte pour l'union du prolétariat en tant que classe.
2. Son but est la société sans classes, et la prochaine étape la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le pouvoir exclusif de décision du prolétariat sur toutes les institutions politiques et économiques de la société, grâce à l'organisation des conseils.
3. La réalisation graduelle de l'idée des conseils représente le développement progressif de la conscience de soi de la classe prolétarienne. Les véritables dictateurs sont des mandataires des conseils qui doivent exécuter leurs décisions. Les conseils peuvent être convoqués à tout moment par leurs mandants. Il ne peut être question de soi-disant "chefs" que comme conseillers.
4. L'AAU rejette toutes les méthodes de lutte réformistes et opportunistes.
5. L'AAU s'oppose à toute participation au parlement, car elle signifie le sabotage de l'idée des conseils.
6. De la même façon, l'AAU refuse toute participation aux conseils d'entreprise légaux en raison du risque de communauté de travail avec le patronat.
7. L'AAU s'oppose au syndicalisme révolutionnaire dans la mesure où il a une attitude de refus de l'idée des conseils.
8. Mais l'AAU s'attaque tout particulièrement, et avec la plus extrême dureté, aux syndicats qui représentent le bastion principal qui s'oppose au développement de la révolution prolétarienne en Allemagne, le bastion principal qui s'oppose à l'unité du prolétariat en tant que classe.
9. L'organisation unitaire est le but de l'AAU. Tous ses efforts sont dirigés vers ce but à atteindre. Sans reconnaître le droit à l'existence des partis politiques (car l'évolution historique pousse à leur dissolution), l'AAU ne mène pas de lutte contre l'organisation politique du KAP, lequel a en commun avec l'AAU le but et la méthode de lutte, mais elle fait tout son possible pour aller de l'avant, ensemble avec lui, dans la lutte révolutionnaire.
10. La tâche de l'AAU est la révolution dans l'entreprise. Elle prend à cœur l'éducation politique et économique des travailleurs.
11. Dans la phase de la prise du pouvoir politique, l'organisation d'entreprise devient elle-même un maillon de la dictature prolétarienne, laquelle s'exerce dans l'entreprise par l'intermédiaire des conseils d'entreprise qui s'édifient à partir de l'organisation d'entreprise. L'organisation d'entreprise prend fait et cause pour que le pouvoir politique ne soit exercé que par l'exécutif des conseils.

Tiré de *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (Organisation des conseils révolutionnaire), du district économique du Grand Berlin, 1921.

-XIV-

Les problèmes fondamentaux de l'organisation (Otto Rühle)

I.

Le parti et le syndicat sont les organisations du prolétariat, possédant une conscience de classe, qui sont issues de l'époque prérévolutionnaire.

C'est dans ces organisations que la classe ouvrière a mené sa lutte de classe contre le système capitaliste de la société bourgeoise.

Dans cette lutte, la défense des intérêts politiques avec des buts à long terme revint au parti, tandis que le syndicat combattait pour les intérêts économiques quotidiens immédiats. Cette séparation des tâches répondait aux conditions de la lutte de classe qui résultaient du caractère et de la structure de la société de l'âge prérévolutionnaire.

La génération ouvrière adulte d'aujourd'hui a grandi, dans la mesure où elle participe à la lutte de classe, dans ces deux organisations : le parti et le syndicat.

Elle a vu et elle voit encore dans l'appartenance à ses organisations le premier devoir du prolétaire ayant une conscience de classe, la preuve de la maturité politique et l'expression de la volonté de lutte de celui-ci. Le fait d'être organisé politiquement et syndicalement a été et est encore considéré par elle comme quelque chose de si naturel, de si sérieux, et presque de si sacré, que toute tentative de lui faire abandonner ses organisations lui apparaît comme un acte hostile, réactionnaire, dirigé contre les intérêts de la classe ouvrière.

Ceux qui ont vieilli dans cette tradition n'en pensent pas pour autant que tout était bien et juste dans le monde de leur temps. Lorsque ce temps est terminé, ce qui était bien devient mal, ce qui était juste, faux : la raison devient déraison, et le bienfait, malheur.

La révolution, cette époque de transformations radicales qui détruira l'édifice de cette société de telle sorte qu'il n'y demeurera pas pierre sur pierre, passe aussi sur les organisations du prolétariat non sans laisser de traces. Elle renverse l'ancien afin de tirer de ses ruines une nouvelle vie.

Il est donc temps d'examiner les questions suivantes : quelles sont les situations et les conditions qui ont conféré une si grande importance au parti et au syndicat à l'époque prérévolutionnaire? Ces hypothèses existent-elles encore aujourd'hui, et le parti et le syndicat peuvent-ils continuer à exister étant donné les expériences et les nécessités du temps présent? Ou bien alors de nouvelles conditions et des objectifs plus élevés pour la lutte de classe poussent-ils par exemple à créer des structures organisationnelles plus actuelles, plus rationnelles et plus efficaces? Et si oui, quelle sorte d'organisation est désormais l'organisation de la révolution, de l'époque révolutionnaire et socialiste?

II. Le parti

Le parti est d'origine bourgeoise. Il représente l'organisation classique de défense des intérêts de la bourgeoisie. Sa naissance date de l'époque où la classe bourgeoise est arrivée au pouvoir. Et, en effet, il se crée comme conséquence du parlement. Le parlement de son côté a résulté de l'organisation de l'État bourgeois; il constitue l'une de ses formes apparentes et agissantes les plus importantes et les plus caractéristiques. En conséquence : État de classe bourgeois-capitaliste, parlement et parti, vont ensemble et ne font qu'un; l'existence de l'un conditionne l'existence de l'autre, chacun ne fonctionne qu'en relation avec les autres.

Si le pouvoir législatif était placé, dans l'État féodal, entre les mains du monarque autocrate qui faisait connaître sa volonté souveraine par des décrets ou des oukases, il passa, dans l'État bourgeois (qui, dans sa forme évoluée, s'est présenté comme une république), au parlement, un corps composé de représentants élus du peuple, c'est-à-dire en majorité des couches possédantes du peuple. Finalement, le parlement détermina également le gouvernement, du moins les sommets de l'appareil administratif bureaucratique de l'État.

Afin d'accroître leur influence sur les pouvoirs législatif et administratif, les différents groupes d'intérêts de la classe bourgeoise se sont associés en unions électorales politiques à des fins de propagande électorale, de recherche de voix, etc.. C'est de ces unions que naquirent, avec des traits programmatiques plus marqués et avec une structure organisationnelle plus rigoureuse, les partis. Les partis bourgeois pour la représentation et la défense des intérêts bourgeois dans le parlement bourgeois.

Dans la mesure où le prolétariat est devenu une classe et où il a appris à se considérer comme une classe particulière avec ses intérêts propres, il a abandonné la mouvance des groupes bourgeois, il s'est présenté de façon autonome aux élections parlementaires et il s'est organisé à cette fin en ligues prolétariennes, en ligues électorales (Ligue ouvrière générale allemande, Fédération des ligues ouvrières allemandes, Ligues électorales Démocrates et Sociales-démocrates), et plus tard en partis (Parti Ouvrier Social-démocrate d'Eisenach, Parti Ouvrier Socialiste d'Allemagne, Parti Social-démocrate d'Allemagne).

Le parti, en tant que structure organisationnelle politique, est donc issu de l'époque bourgeoise, il est né de la nature de l'État bourgeois, il est conditionné par le parlement bourgeois et il est organisé pour faire de la politique selon la méthode bourgeoise, c'est-à-dire au moyen de l'activité parlementaire. Quand bien même ses membres se recrutent dans le prolétariat, il ne peut renoncer à ce caractère et s'en dépouiller, aussi bien dans sa structure organisationnelle et technique que dans sa fonction politique et tactique; il reste un rassemblement de forces de lutte qui agissent selon les besoins et les exigences de la politique bourgeoise, une formation et une arme pour les luttes d'intérêts sur la base de la politique bourgeoise, un instrument qui n'est fonctionnel et efficace que dans le cadre des méthodes de la politique bourgeoise.

Le parti, d'origine bourgeoise, est donc également de nature bourgeoise.

Sa nature bourgeoise est caractérisée, du point de vue organisationnel, par le centralisme.

III. Le centralisme

Le centralisme est un principe d'organisation selon lequel toutes les activités d'une organisation, ainsi que sa direction et son but, partent d'un centre et reviennent vers lui.

Il trouve toujours son application là où quelques-uns veulent régner sur le plus grand nombre. Dans l'État bourgeois, qui est le pouvoir organisé de domination d'une minorité (la bourgeoisie) sur la majorité (le prolétariat), le centralisme trouve son application et sa réalisation classiques. La bureaucratie, le fisc, la justice, l'enseignement, mais avant tout l'armée, présentent une structure strictement centralisée.

Le parti incarne aussi le principe de centralisme. Il est analogue à une pyramide qui s'élève par degrés. En bas, la masse des membres qui doivent payer et obéir; sur les degrés intermédiaires, un certain nombre de chefs selon un ordre hiérarchique échelonné, avec des traitements de plus en plus élevés, des compétences de plus en plus grandes, et un pouvoir de commandement de plus en plus fort. À la tête (la centrale) enfin, la plus haute autorité et la décision finale chez quelques personnes ou bien chez un homme unique. Toute initiative, toute disposition, toute influence, tout pouvoir discrétionnaire, se trouvent chez les chefs; ils ont entre leurs mains l'appareil administratif, la liste des orateurs, les mandats, la presse et la caisse. La masse est tenue en lisière, menée comme une troupe, maintenue dans la dépendance et l'asservissement par la brutalité de type militaire ou par la flatterie rusée; elle constitue le bétail qui apporte ses voix lors des élections; sa plus haute vertu est l'obéissance aveugle – la discipline de parti.

Le centralisme a l'avantage de concentrer les forces disponibles, de les rassembler en une unité, de les coordonner en un tout, et ainsi de les rendre capables d'un rendement plus grand si l'on se place du point de vue unitaire; mais il a l'inconvénient de tuer l'initiative particulière, de paralyser la volonté des membres, d'entraver le déploiement d'énergie individuel, et en cela de contrecarrer le développement de l'individu vers une personnalité indépendante, vers la conscience de soi et vers l'autonomie. C'est un système d'organisation fait pour des maîtres exerçant leur domination sur des valets.

Le contraire du centralisme, c'est le fédéralisme, qui accorde à l'individu le droit à l'autodétermination le plus grand et la liberté d'action la plus large – un avantage auquel s'oppose il est vrai l'inconvénient de la coordination insuffisante des forces pour la constitution d'un ensemble conscient du but à atteindre et capable d'un haut rendement. Grâce à sa structure centralisée, le parti a accompli de grandes choses dans la période prérévolutionnaire. Il représentait un mécanisme construit avec ingéniosité, semblable à une machine moderne dans laquelle une pression sur un bouton suffit, depuis une position centrale, pour mettre en marche toutes sortes de leviers et d'engrenages, et pour exécuter des travaux utiles. Il n'a qu'un seul défaut : il ne marche pas au moment où l'on en a le plus besoin. Quand en a-t-on le plus besoin? Dans la révolution. Alors la centrale, qui constitue l'état-major, doit donner des mots d'ordre, émettre des dispositions, des conseils, des ordres. Les chefs appuient sur le bouton ... mais l'exécution ne suit pas. En effet, la révolution commence avec de grandes luttes économiques, avec des grèves, des désordres, des actes de sabotage, des troubles de toutes sortes. Les chemins de fer s'arrêtent, le courrier n'est plus acheminé, les communications téléphoniques et télégraphiques cessent et tout le système postal ne fonctionne plus. Ainsi les mots d'ordre et les ordres de la centrale ne peuvent pas être transmis dans le pays. La direction est coupée des masses qui ne savent pas quoi faire, étant donné qu'elles n'ont pas été éduquées à être autonomes par le système centralisé. L'unité de la direction de lutte n'a donc pas lieu. La conséquence, c'est la perplexité, le désarroi et la défaite.

L'appareil centralisé du parti, s'il doit fonctionner, suppose que l'appareil centralisé d'État fonctionne. C'est le cas dans les périodes prérévolutionnaires pacifiques. C'est pourquoi le parti a été, à cette époque-là, un excellent instrument qui fonctionne de manière impeccable et qui a eu de brillants succès. Mais, avec la révolution, c'en est fini. Le parti ne marche plus. Il lâche les masses en lutte. La machine est arrêtée parce que les liaisons avec la direction sont interrompues. Mais les chefs eux non plus ne font pas leur travail. En tant que chefs professionnels ayant une bonne situation, avec un temps de travail réglementé et des appointements bien supérieurs à un salaire ouvrier, ils ne sont plus des prolétaires; ils sont des fonctionnaires avec un niveau de vie élevé. Des fonctionnaires petits-bourgeois avec des habitudes de vie petites-bourgeoises et bientôt aussi des manières de penser petites-bourgeoises. À ce titre, ils ont horreur du désordre et de l'inconfort, de l'agitation et de l'insécurité – de la révolution. Le centralisme a fait d'eux des hommes d'administration, non des combattants. Ils savent se débrouiller autour du tapis vert, et avec des documents, mais pas dans l'entreprise, pas dans les usines. Ils savent parler, compter, calculer, négocier, remplir des formulaires statistiques et être à cheval sur des articles; mais ils n'entendent rien à la tactique de la révolution.

Parce qu'ils sont des fonctionnaires et non des prolétaires, ils flanchent dans la révolution prolétarienne à laquelle rien ne les relie intimement.

.....

V. Les syndicats

Comme les partis, les syndicats proviennent eux aussi de l'époque *bourgeoise*. Ils sont nés des difficultés d'une grande crise des années soixante.

Mais à l'inverse des partis de la classe ouvrière, ils ne se sont jamais présentés comme révolutionnaires. Dès le début, ils se sont affirmés comme politiquement *neutres* et ils ont limité leur activité à l'amélioration des conditions de salaire, de vie et de travail, de la classe ouvrière, dans le cadre du système capitaliste. C'est, sans détours et sans dissimulations, un programme *réformiste-opportuniste*.

Le renoncement aux grandes *luttés* a correspondu aux renoncements aux grands objectifs. Ils n'ont jamais pensé sérieusement opposer au capital le front uni du prolétariat : ils sont nés à une époque de guérilla économique face à un patronat qui n'était que faiblement cartellisé, et ils se sont contentés, en tant qu'organisation divisée en professions, de l'obtention d'avantages matériels pour chaque branche professionnelle considérée séparément. Ils ont établi et favorisé la concurrence professionnelle. Ils ont dissocié celui qui travaillait du chômeur, l'ouvrier qualifié de celui qui ne l'était pas, le jeune ouvrier de son aîné, l'homme de la femme. C'est ainsi qu'ils ont brisé le front prolétarien, qu'ils ont introduit une différenciation dans la classe et qu'ils ont paralysé ce faisant la lutte de classe.

Cette tendance a été favorisée par la constitution d'*organismes d'assistance* très étendus qui ont allégé les charges de l'État et du patronat, et qui ont infecté carrément la manière de penser des travailleurs en cultivant chez eux la poursuite la plus mesquine et la plus égoïste de leurs intérêts.

Ils ont été poussés à la défensive par un patronat de plus en plus puissant qui s'organisait en trusts et en consortiums, ils sont tombés dans le réformisme libéral le

plus prononcé, ils ont évité autant que possible les grandes grèves qui prenaient déjà nécessairement, que ce soit consciemment ou non, un caractère politique, et ils se sont contentés de négociations de compromis sur les salaires, sur les conventions collectives, etc.. Leurs luttes pour les salaires, etc., sont devenues un but en soi au lieu d'être un moyen pour parvenir au but de la réalisation du socialisme. C'est cette conception des syndicats qui explique leur horreur de la grève de masse et de l'organisation de masse unitaire. La grève générale était donc considérée a priori de manière dédaigneuse comme une absurdité générale, et alors que la révolution exigeait la grève générale comme le premier soulèvement conscient du prolétariat en tant que classe, l'ensemble de la bureaucratie syndicale s'écriait : la grève générale est un crime général!

La bureaucratie syndicale est le produit de la forme d'organisation centralisée-bureaucratique. Tout ce qui a été dit sur les chefs de parti est aussi valable dans une très grande mesure pour ce qui concerne les fonctionnaires des syndicats. Ils sont *d'authentiques bonzes*, ils représentent les sous-officiers typiques de l'armée des travailleurs. Ne faisant qu'un, pour le meilleur et pour le pire, avec leurs syndicats, dépendants dans leur existence de l'existence de ceux-ci, ils sont incapables de considérer la question sociale autrement qu'au travers des lunettes de leurs étroits intérêts syndicaux; dans le conflit entre la lutte de classe et la caisse de leur syndicat, entre le bien public et l'assiette au beurre, ils se déclarent toujours en faveur des secondes. Même le président du KPD, Paul Lange, placé devant cette alternative, a pris la corbeille à pain et a laissé tomber la manière de voir communiste. Et c'est ce qui arrive au bois encore vert! Ces fonctionnaires syndicaux ont été, durant la guerre, les pires jusqu'au-boutistes et les plus détestables des annexionnistes; et, tandis qu'eux-mêmes se faisaient exempter du service militaire, ils faisaient en sorte, par des dénonciations auprès des autorités militaires, que tout représentant de l'Opposition aille dans les tranchées et face aux balles ennemies. Ils ont contribué à l'adoption de la loi honteuse sur le service de secours d'urgence et ils ont essayé jusqu'à la dernière heure d'empêcher l'éclatement de la Révolution de Novembre. Peu après, ils ont conclu avec le patronat l'accord sur la communauté de travail, la seconde paix civile dans l'intérêt du porte-monnaie, et ils se sont manifestés dans les luttes de la révolution comme les meneurs les plus pernicious et les plus ignobles contre les travailleurs en lutte. C'est par cette abominable trahison qu'ils ont contribué à étouffer les combats de la Ruhr dans le sang des ouvriers, et lorsque la Terreur Blanche a ensuite jeté des milliers de prolétaires dans les prisons et les bagnes, des fonctionnaires syndicaux ont siégé dans les conseils de guerre qui rendirent ces jugements sanglants. Pour les syndicats et leur bureaucratie, qui constituent déjà en temps normal un obstacle et un danger pour le développement, il n'y a aujourd'hui qu'une chose à faire : les *exterminer*, les *faire sauter*, les *anéantir*. Débarrassons-nous d'eux sans ménagements, dans une époque où le capitalisme national et ses seigneurs féodaux de l'Entente ne peuvent continuer à exister que parce qu'ils peuvent – avec l'aide des syndicats – exploiter deux et trois fois plus le peuple qui travaille! Car les syndicats n'ont-ils pas pris fait et cause partout pour le système des accords? N'ont-ils pas approuvé en tout lieu ou bien carrément réclamé le procédé des journées de travail supplémentaires, l'application des heures supplémentaires, etc.? N'ont-ils pas constamment été les laquais complaisants du patronat? Lors de la loi sur les conseils d'entreprise? Dans les commissions d'arbitrage? Contre les chômeurs? Existe-t-il somme toute encore une canaillerie ou une filouterie, entreprise par les capitalistes à l'encontre des travailleurs, dans laquelle les syndicats n'auraient pas trempé?

Révolutionner ces structures dégénérées et laissées à l'abandon est impossible. Impossible de les transformer en instruments de la lutte de classe. Les *réformer* est

également une illusion. Cela exigerait un temps infini, ce qui laisserait passer la situation révolutionnaire, et cela mettrait, dans le meilleur des cas, à la place des bureaucrates du SPD ceux de l'USPD ou du KPD – ce qui signifierait déshabiller Pierre pour habiller Paul. Réformer ou révolutionner de l'intérieur signifierait : vouloir conserver et rénover quelque chose qui *doit être démolé*. Démolé de fond en comble. Là, inutile de faire appel aux sentiments! Inutile de faire référence au grand nombre de membres des syndicats! Tout cela n'est que niaiserie! Malgré leur grand nombre d'adhérents, les syndicats ne peuvent mener aucune grève parce qu'ils ont peur de la débâcle de leur organisation et de la faillite de leurs caisses : ils ne peuvent parer aucun coup des patrons sur les droits et les intérêts des travailleurs. Alors à quoi bon ces syndicats?

L'ouvrier révolutionnaire n'a plus intérêt à la conservation de ces instituts d'assistance aux bonzes, de ces gardes de protection des intérêts du capital, de ces organisations de trahison systématique des travailleurs.

Il n'a plus intérêt qu'à leur *suppression* rapide et radicale!

.....

VII Les conseils

Dans le cas où elles prendraient le pouvoir d'État, les organisations autoritaires-centralistes, le parti et le syndicat, mèneraient, par voie de nécessité interne, au *bureaucratisme*. Comment en serait-il autrement! Le parti, s'il veut se maintenir au pouvoir, doit faire occuper immédiatement tous les postes importants par des personnes sûres. Ces personnes sûres, à son sens, c'est-à-dire des personnes *selon lui révolutionnaires*, il les choisit dans ses rangs. C'est ainsi que les bonzes du *parti* deviennent des bonzes du *gouvernement*, et que le pouvoir *d'État* n'est en réalité que le pouvoir du *parti*, projeté dans une structure universellement reconnue. La loyauté au sens du parti est la première condition préalable du pouvoir. En disposant de la police, de l'armée, de l'exécutif, de l'opinion publique, des tribunaux, des prisons et – last, not the least! – de la presse à billets, et en établissant une dictature, les chefs du parti, qui sont maintenant les chefs de l'État, créent une *dictature de parti*, qui ne s'attaque pas uniquement à la bourgeoisie, et aux couches contre-révolutionnaires du prolétariat, *mais aussi aux couches révolutionnaires du prolétariat*, dans la mesure où celles-ci sont révolutionnaires dans un *sens* différent de celui qui est officiellement autorisé et publiquement estampillé *par le parti*. Ce comportement trouve sa justification éthico-politique dans l'artifice de faussaire, simple et démagogique, qui consiste à dénoncer comme "contre-révolutionnaire" toute opinion révolutionnaire qui s'écarte de la norme du parti. C'est ainsi qu'en Russie les révolutionnaires les plus ardents et faisant preuve de la plus grande abnégation sont en prison par milliers, *pour le seul motif qu'ils ne sont pas révolutionnaires au sens du bolchevisme*, c'est-à-dire au sens du parti accidentellement au pouvoir; et tout bolchevik d'Octobre, dont la seule performance révolutionnaire consiste à avoir su se hisser jusqu'à l'assiette au beurre de l'État, grâce à une exploitation habile de la conjoncture politique, sans être doté d'un véritable esprit révolutionnaire, est autorisé à conspuer ces champions de la révolution en tant que "contre-révolutionnaires", sous les applaudissements de son parti et de son gouvernement. Et, en Russie, il est apparu également dans la *pratique*, ce qui va de soi en théorie : qu'un parti centraliste – même s'il était animé de la plus sincère des volontés – *n'est jamais à même d'engendrer des conseils*. Il sombre à l'instant-même dans le

bureaucratisme. Il existe en lui et par lui. La Russie a la bureaucratie des commissariats. *C'est elle qui gouverne. La Russie n'a pas de système des conseils.* Les soviets, qui résultent d'élections officielles à partir de listes du parti et sous la terreur inouïe qu'impose le gouvernement, ne sont pas des conseils au sens révolutionnaire. Ce sont des faux-semblants de conseils. Ils représentent une tromperie politique. Une imposture mondiale. Tout le pouvoir en Russie réside dans la bureaucratie – *l'ennemie mortelle du système des conseils.* L'ennemie mortelle, parce que ce qui est fait à moitié est toujours l'ennemi de ce qui est fait en totalité.

Avec la bureaucratie du centralisme, on peut édifier, organiser, maintenir en état de marche, l'État *bourgeois-libéral.* On peut aussi développer l'économie *capitaliste.* (*Quelques-uns* règnent sur le *plus grand nombre* et l'exploitent).

Au contraire, le gouvernement du prolétariat par lui-même et l'économie socialiste exigent le système des conseils. (*Tout le monde* produit en fonction des besoins, et *tout le monde* prend part à l'administration). Le parti *empêche* la Russie d'avoir un système des conseils. Mais sans ces conseils, pas de construction du socialisme, *pas de communisme.* La dictature du parti c'est le pouvoir de la bureaucratie, c'est le despotisme des commissaires, c'est le capitalisme d'État, c'est la pire des exploitations et des esclavages. La dictature du tsarisme, c'était le pouvoir d'une classe sur les autres. La dictature des bolcheviks, c'est le pouvoir de 5% d'une classe sur les autres classes et sur 95% de cette classe *elle-même.* Il n'y a pas de plus grand ennemi de la dictature de classe que la dictature de parti. Cela signifie : *il n'y a pas de plus grand obstacle au socialisme, de plus grand surcroît de difficultés pour la révolution, de plus grand adversaire du système des conseils, que le parti.* La victoire sur le parti est la condition élémentaire de la révolution, du système des conseils, du socialisme.

Les conseils naissent dans les entreprises. Ils ne comprennent que des éléments prolétariens. En tant qu'institutions de confiance de tous les travailleurs, ils résultent d'élections à scrutin secret. Même un parti qui bénéficierait d'avantages découlant du pouvoir d'État n'y jouit d'aucun privilège. Leur existence et leur composition sont sans cesse soumises au contrôle à tout instant en vigueur du droit de révocation. C'est ainsi que la volonté des masses agissantes s'exprime en eux. La séparation entre les meneurs et les menés (par le bout du nez), entre les gouvernants et les gouvernés, entre les malins et les ânes, disparaît. De même que *tous* travaillent, *tous* manifestent leur volonté; *tous* se gouvernent par eux-mêmes. « La forme d'organisation bourgeoise se règle sur l'individuel, elle atteint son apogée dans le culte du héros, la masse est pour elle de la matière à pétrir pour "favorisés". La forme d'organisation prolétarienne ramène l'individu dans le collectif, dans le social. La personnalité, serait-ce la plus grande, ne sera pas choyée, elle ne montera pas sur les lointaines hauteurs, elle s'élargira dans toutes les directions dans le collectif, elle imprénera la masse de sa ferveur communicative et elle grandira ensemble avec la masse ». C'est ce qu'écrivait il y a peu le docteur Schröder, quand il n'était pas encore un bonze du KAPD et qu'il ne "sympathisait" pas encore avec le rouble russe. Aujourd'hui, il met au point des "directives" centralistes et il s'enthousiasme pour la dictature de parti. La propagande menée par le KAPD en faveur des conseils était du verbiage creux et démagogique parce que le KAPD était un parti et qu'un parti s'appuie sur la bureaucratie. Il en est de même exactement pour le mot d'ordre du KPD : "Élisez des conseils ouvriers politiques!", un boniment démagogique derrière lequel il n'y a rien d'autre que la tentative de mettre en sécurité sur le canot de sauvetage de conseils fictifs le pouvoir des bonzes qui est en train de disparaître dans l'épave du parti, afin qu'ainsi la bénédiction que constituent les bonzes soit conservée au prolétariat encore pendant longtemps.

Les conseils ne peuvent être préparés que par des organisations qui s'enracinent dans les entreprises, qui ont dépassé sans restriction la nature du parti et se sont dépouillées de toute dépendance envers le parti, et qui incarnent (autant que possible) dans leur structure le système des conseils.

Tiré de *Die Aktion*, n° 37-38 (1921)

-XV-

Directives pour l'"Union Ouvrière Générale" (Organisation unitaire) (AAUE)

1. L'AAU est l'organisation politique et économique unitaire du prolétariat révolutionnaire.
2. L'AAU lutte pour le communisme, pour la socialisation de la production, des matières premières, des moyens et des forces de production, ainsi que des marchandises courantes produites par celle-ci. L'AAU veut mettre la production et la distribution planifiée à la place de la production et de la distribution capitalistes actuelles.
3. L'objectif final de l'AAU est la société sans domination, le moyen en est la dictature du prolétariat en tant que classe. La dictature du prolétariat est le pouvoir exclusif de décision du prolétariat sur toutes les institutions politiques et économiques de la société, grâce à l'organisation des conseils.
4. Les tâches immédiates de l'AAU sont :
 - a) La destruction des syndicats et des partis politiques, ces obstacles principaux à l'unification de la classe et au développement continu de la révolution sociale, qui ne peut pas être l'affaire du parti ou du syndicat.
 - b) Le rassemblement du prolétariat révolutionnaire dans les entreprises, les cellules primordiales de la production, le fondement de la société future. La forme de tout rassemblement est l'organisation d'entreprise.
 - c) Le développement de la conscience de soi et de l'idée de solidarité des travailleurs.
 - d) La préparation de toutes les mesures qui seront nécessaires pour l'organisation politique et économique.
5. L'AAU rejette toutes les méthodes de lutte réformistes et opportunistes, elle s'oppose à toute participation au parlementarisme et aux conseils d'entreprise légaux; en effet, celle-ci représente un sabotage de l'idée des conseils.
6. L'AAU refuse par principe les chefs de profession. Il ne peut être question de tels chefs qu'en tant que conseillers.
7. Toutes les fonctions dans l'AAU sont honorifiques.
8. L'AAU considère la lutte de libération du prolétariat non pas comme une affaire nationale, mais internationale. C'est pourquoi l'AAU s'efforce de rassembler l'ensemble du prolétariat révolutionnaire mondial dans une Internationale des conseils.

Tiré de *Die Aktion*, n° 41-42 (1921)

-XVI-

Appel du Congrès constitutif du "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne"
(KAPD)

Au prolétariat allemand!

Le Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus) (KPD(S)), fondé par Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Franz Mehring et autres, est arrivé au terme de sa faillite politique et morale. Après la mort de ces grands champions du prolétariat international, une clique de chefs ambitieuse, avide de pouvoir, œuvrant avec tous les moyens de la corruption, a su, dans l'intérêt de son objectif égoïste, saboter l'idée de la révolution prolétarienne, pousser le parti vers la voie réformiste et, en conséquence, faire en sorte que la majeure partie des membres s'oppose violemment au réformisme de la centrale de la Ligue Spartacus. Cette centrale en est arrivée à exclure du parti tous les districts du KPD qui ne voulaient pas abandonner leur lutte intransigeante contre les institutions contre-révolutionnaires du parlementarisme, des syndicats et des conseils d'entreprise légaux, sans donner à ces (grands) districts l'occasion de présenter et de justifier leur point de vue devant la plus haute instance du parti, le congrès. La centrale de la Ligue Spartacus a ainsi produit la preuve qu'elle désirait la scission du parti parce que la volonté révolutionnaire des membres s'opposait à son activité contre-révolutionnaire.

Cette opposition s'est constituée à partir de maintenant en Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne (KAPD). Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne *n'est pas un parti au sens traditionnel. Il n'est pas un parti de chefs.* Son travail principal consistera à soutenir en fonction de ses forces le prolétariat allemand sur son chemin vers *l'émancipation de tout système de chefs.*

L'émancipation de la politique des chefs, traîtresse et contre-révolutionnaire, est le moyen le plus efficace pour parvenir à l'unité du prolétariat. Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne est néanmoins conscient que l'unité du prolétariat, l'unité dans le sens de l'idée des conseils, est le but véritable de la révolution.

Travailleurs, camarades! Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne est le champion le plus résolu du prolétariat allemand. Camarades, faites que notre parti soit capable d'agir afin qu'il conduise le prolétariat allemand à la victoire.

Vive la révolution mondiale! Vive la Troisième Internationale!

Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne

Tiré de *Die Aktion*, n° 15-16 (1920)

-XVII-

Programme du "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne" (KAPD)
(mai 1920)

Tu m'as dit que tu possédais la traduction de ce programme dans "Ni parlements ni syndicats : les conseils ouvriers" dans "Les nuits rouges". Ne possédant pas ce bouquin, je suis désolé de ne pas pouvoir recopier ce passage. Si par hasard tu n'avais pas cette traduction, je me ferais un plaisir de la réaliser.

D'autre part, j'ai constaté avec un peu de retard, mais heureusement avant le texte de Rühle, que j'avais déjà traduit un certain nombre de ces annexes, et que le résultat a paru dans "Invariance" d'octobre 1996.

-XVIII-

Statuts du Congrès constitutif du KAPD (avril 1920)

1. Peut devenir membre du parti quiconque reconnaît son programme et ses statuts.
2. Le KAPD est une organisation structurée centralement. Le parti s'organise à partir des districts économiques qui ont été fixés par son congrès. Afin de parfaire l'organisation, chaque district économique doit être décomposé en groupes locaux. Le nombre et le type de ces groupes locaux sont déterminés de manière indépendante par chaque district. Les districts économiques décident de manière indépendante de leurs statuts d'organisation, lesquels doivent respecter le cadre des statuts du parti national.
3. Les tâches du district économique sont la propagande, la mise en œuvre des actions décidées par le parti ainsi que l'encaissement des cotisations et la direction des affaires administratives du district.
4. La cotisation pour la caisse principale s'élève par mois et par adhérent à 50 pfennigs, qui doivent être collectés par le district économique et reversés à la caisse principale. Pour les membres qui sont au chômage ou qui sont malades, et que les groupes locaux dispensent de cotisation, il n'y a pas de redevances à l'égard de la caisse principale.
La fixation du niveau des cotisations locales est laissée aux soins des groupes locaux.
5. Est exclu du parti celui qui agit à l'encontre des principes et des résolutions du parti. C'est l'assemblée générale du groupe local qui décide de l'exclusion, et elle ne devient définitive qu'après appel auprès de l'assemblée des délégués du district économique.
6. Un congrès ordinaire du parti a lieu au moins une fois par an, et il est convoqué par la direction centrale. Sur proposition d'au moins un tiers des districts économiques existants, la direction centrale est tenue de convoquer un congrès extraordinaire.
7. La convocation d'un congrès ordinaire doit être communiquée aux districts économiques au plus tard 4 semaines, et celle d'un congrès extraordinaire 8 jours, avant la date de tenue du congrès, en même temps que l'indication de l'ordre du jour provisoire. Les districts économiques doivent accuser réception de l'envoi de l'invitation au congrès. Toutes les motions proposées pour un congrès ordinaire doivent être remises au moins 14 jours avant le congrès à la centrale qui doit les soumettre aux districts économiques au plus tard 10 jours avant la date de tenue du congrès.
8. Le congrès constitue la représentation suprême du parti.
Ont le droit d'y participer :

1. Les représentants élus des districts économiques dont le nombre est fixé en fonction de l'importance des camarades organisés. Chaque district économique a cependant le droit d'envoyer au moins un représentant.
2. Les rédacteurs en chef et la direction centrale du parti.
3. Les représentants de l'Union Ouvrière Générale.

N'ont cependant droit de vote lors du congrès du parti que les délégués des districts économiques. Le congrès contrôle l'identité de ses participants, il élit sa direction et il établit lui-même son règlement.

Pour qu'une résolution du congrès soit valable, il suffit qu'elle soit votée à la majorité des présents.

9. Font partie des tâches du congrès du parti :

- a) L'approbation des rapports d'activité de la direction centrale.
- b) La fixation du lieu où la centrale aura son siège.
- c) L'élection de la direction centrale.
- d) L'embauche de secrétaires du parti rémunérés.
- e) Le vote des résolutions sur l'organisation du parti et sur toutes les questions qui concernent la vie du parti.

La direction centrale se compose d'un délégué élu par district économique et d'un comité exécutif de 7 camarades qui est élu directement par le congrès à la majorité simple.

... La centrale et le comité exécutif doivent tenir une séance plénière au moins une fois par mois, et les participants y disposent des mêmes droits entre eux.

La centrale élargie a le droit, sous réserve de l'approbation ultérieure du congrès, de révoquer des membres du comité exécutif et de les remplacer par d'autres.

Les membres de la centrale élargie doivent s'enraciner dans les organisations de leur district économique et ils peuvent à tout moment être révoqués par eux et être remplacés par un autre représentant.

Tiré du *Kommunistische Arbeiterzeitung* (Gross Berlin), n° 90 (1920)

-XIX-

Statuts de l'Organisation de combat (KO) du KAPD

1) **Étant donné que le prolétariat révolutionnaire sait parfaitement que seule l'insurrection armée peut le libérer de la servitude, et que, d'autre part, la réaction l'obligera à combattre, il se voit contraint de créer une organisation grâce à la quelle il sera en mesure d'engager, l'heure venue, la lutte en tant qu'unité de combat pleinement fonctionnelle. Les districts constitueront donc à cette fin des sections de la KO ainsi nommée, dans lesquelles seront enrôlés si possible tous les camarades en état de porter une arme.**

2) **Ces sections doivent être subdivisées en fonction du nombre de leurs membres en compagnies, colonnes, groupes, etc.. La direction des sections citées ci-dessus est placée, en liaison avec l'organisation, entre les mains d'un représentant élu parmi les camarades.**

3) **Il faut accorder la plus grande attention à la discipline des camarades, et, d'autre part, l'obligation de secret est une exigence absolue en cas de travail illégal, car d'elle dépend la vie ou la mort de toute l'organisation. Les paragraphes suivants sont édités dans ce but, ils devront être présentés et expliqués dans le détail à chaque membre, et ils seront obligatoires pour eux. L'exécution du travail illégal (se procurer des armes) est soumis aux dispositions suivantes : il est interdit :**

1. **De parler de quoi que ce soit, si ce n'est pas nécessaire, à propos d'actions et d'événements à l'intérieur de l'organisation.**
2. **De parler de travaux illégaux, entre soi ou avec d'autres, en dehors des séances.**
3. **Les manquements aux deux points précédents entraînent une sévère punition.**
4. **Toutes les instructions et tous les ordres donnés par la direction doivent être exécutés strictement.**
5. **Chaque section constitue un tribunal de section qui est composé de 3 camarades comme juges et d'un camarade comme défenseur.**
6. **Toutes les infractions de nature minime sont traitées par ce tribunal de section.**
7. **Les infractions plus graves comme la trahison et autres manquements du même type relèvent du jugement sans appel du tribunal du district correspondant.**
8. **Un départ de la section n'est possible que dans certaines conditions (maladie, accident, etc.), et des explications sur ce départ sont soumises à une vérification particulière de la part de la direction. Il peut y avoir des permissions, mais uniquement dans des situations particulières.**

1. **Reconnaisances** : chaque groupe de combat d'une localité, faisant partie d'un district, doit reconnaître avec exactitude la situation militaire de l'adversaire dans la localité et dans ses environs. Il doit noter les positions, les casernes ou les écoles et les maisons occupées, les tranchées existantes, les lieux d'exercice des troupes, les pièces d'artillerie sur bâti, les stations de radio, les stations de pompage, les voies de métro, et autres choses similaires, sur les plans de ville, les cartes, les croquis de situation. Les forces de l'adversaire et des chefs de celui-ci doivent être détectées. Chaque dirigeant de district doit s'informer de la situation de l'ennemi (rassemblements de troupes, mouvements).
2. **Liaisons** : les liaisons à l'intérieur d'un district, avec les districts voisins et avec la direction centrale, doivent toujours être assurées de la manière la plus scrupuleuse. Par téléphone, cycliste, ou autre. Il ne doit pas arriver, même dans les combats les plus difficiles, que les liaisons soient interrompues.
3. **Protection** : chaque réunion des troupes de combat, chaque rassemblement, chaque arsenal doit être protégé. La protection est assurée comme en campagne par des sentinelles ou des factions.
4. **Soutien mutuel** : une fois que les combats, concernant des troupes avoisinantes, ont éclaté, ils doivent être soutenus dans la mesure où sa propre situation et ses propres forces le permettent. Il est nécessaire pour ce faire d'avoir des informations précises sur le terrain des municipalités voisines afin de pouvoir les aider par des tirs.
5. **Rapports** : Chaque direction locale doit envoyer des rapports de situation réguliers sur les forces, les armes, les positions, les combats, etc., au chef de district. Il revient la même tâche au district, lequel doit envoyer un rapport à la direction nationale, si possible au moyen de croquis, sur l'ensemble de la situation du district.

Remarque : La direction nationale indique à nouveau que seules la centralisation la plus stricte et l'application la plus énergique de la discipline pourront aider nos troupes à obtenir la victoire.

La direction nationale

1. Le syndicalisme révolutionnaire est le mouvement, fondé sur le terrain de la lutte de classe des couches populaires laborieuses, qui s'efforce de réaliser l'unité de tous les travailleurs intellectuels et manuels dans des organisations de lutte économiques, afin d'amorcer et de mettre pratiquement en œuvre leur libération du joug de l'esclavage salarié et de l'appareil d'oppression de l'État. Son but est la réorganisation de l'ensemble de la vie sociale sur la base du communisme libre au moyen de l'action révolutionnaire collective des classes laborieuses elles-mêmes. Il défend le point de vue selon lequel seules les organisations économiques du prolétariat sont aptes à remplir ces tâches, et c'est pourquoi, contrairement aux partis politiques ouvriers modernes qui ne peuvent pas être pris en considération pour des objectifs économiques constructifs, il s'adresse aux travailleurs en leur qualité de producteurs et de créateurs de valeurs sociales.

2. Le syndicalisme révolutionnaire est l'adversaire résolu de tous les monopoles économiques et sociaux, et il s'efforce d'obtenir leur élimination au moyen des communes économiques et des administrations d'entreprise des travailleurs de l'industrie et de la campagne, sur le terrain d'un système libre des conseils qui n'est subordonné à aucun pouvoir ou parti politiques. À la politique de l'État et des partis, il oppose l'organisation économique du travail; au gouvernement des hommes, l'administration des choses. C'est pour cette raison qu'il n'aspire pas à la conquête du pouvoir politique, mais à l'élimination de toute fonction étatique de la vie de la société. Il est d'avis que, avec le monopole de la propriété, le monopole de la domination doit elle aussi disparaître, et que l'État sous toutes ses formes, y compris sous la forme de la soi-disant "dictature du prolétariat", ne pourra jamais être un instrument de libération du travail, mais toujours et uniquement le créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges.

3. La tâche du syndicalisme révolutionnaire est double : d'une part, il mène la lutte révolutionnaire quotidienne pour l'amélioration de la situation économique, intellectuelle et morale, des travailleurs à l'intérieur de l'ordre social actuel, et, d'autre part, son but le plus noble est de former les masses pour la gestion indépendante de la production et de la distribution, ainsi que pour la prise en mains de toutes les branches de la vie sociale. Il est convaincu que l'organisation d'un ordre économique qui s'appuie dans sa totalité sur les producteurs ne peut pas être fixée par des décisions du gouvernement et des décrets de l'État, mais uniquement par l'union de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans chaque branche de production particulière, par la prise en charge de l'administration de chaque entreprise particulière par les producteurs eux-mêmes, et sous une forme telle que les groupes, les entreprises et les branches de production, soient des maillons indépendants de l'organisme économique général qui planifient, dans l'intérêt de la collectivité, l'ensemble de la production et de la répartition sur la base d'accords réciproques.

4. Le syndicalisme révolutionnaire est opposé à toutes les entreprises et organisations centralistes qui sont empruntées à l'État et à l'Église, et qui étouffent systématiquement l'initiative autonome et la pensée propre. Le centralisme est l'organisation artificielle du haut vers le bas qui transfère en bloc le règlement des affaires de tous à un petit nombre de personnes. C'est ainsi que l'individu devient une marionnette qui est guidée et commandée d'en haut. Les intérêts de la collectivité doivent faire place aux privilèges de quelques-uns, la diversité à l'uniformité, la responsabilité individuelle à une morne discipline, et l'éducation au dressage. C'est la raison pour laquelle le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'union fédéraliste, c'est-à-dire de l'organisation du bas vers le haut, du rassemblement volontaire de toutes les forces sur la base des intérêts et des convictions communs.

5. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toute activité parlementaire et toute collaboration avec les organismes législatifs. Même le droit de vote le plus libre ne peut atténuer les contrastes béants de classe dans la société actuelle, et le système parlementaire dans son ensemble n'a pour but que de donner l'apparence de la légalité à la domination du mensonge et de l'injustice sociale – de faire en sorte que les esclaves apposent le sceau de la loi sur leur propre esclavage.

6. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toutes les frontières politiques et nationales tracées arbitrairement et il ne voit dans le nationalisme que la religion de l'État moderne derrière lequel se cachent simplement les intérêts des classes possédantes. Il ne reconnaît que des différences de type régional et il exige pour chaque groupe populaire le droit de pouvoir régler ses propres affaires, en accord solidaire avec toutes les autres organisations économiques, régionales ou nationales.

7. C'est pour la même raison que le syndicalisme révolutionnaire combat le militarisme sous toutes ses formes et qu'il considère la propagande anti-militariste comme l'une de ses tâches les plus importantes dans sa lutte contre le système existant. En fait partie au premier chef le refus de la conscription vis-à-vis de l'État et en particulier le boycott organisé des travailleurs contre la fabrication d'équipements militaires.

8. Le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'action directe. Il soutient toutes les luttes du peuple qui ne sont pas en contradiction avec ses objectifs d'abolition des monopoles économiques et du pouvoir de l'État. Il reconnaît comme moyens de lutte la grève, le boycott, le sabotage, etc.. L'action directe trouve son expression suprême dans la grève sociale générale dans laquelle les syndicalistes révolutionnaires voient en même temps le prélude à la révolution sociale.

9. Adversaires de toute violence organisée entre les mains de n'importe quel gouvernement révolutionnaire, les syndicalistes révolutionnaires ne méconnaissent pas que, dans les luttes décisives entre le présent capitaliste et l'avenir communiste libre, les choses ne se dérouleront pas sans accroc. Ils reconnaissent donc la violence en tant que moyen de défense contre les méthodes violentes des classes dirigeantes dans la lutte pour l'occupation des entreprises et de la terre par le peuple révolutionnaire. De même que l'expropriation des entreprises du pays doit être mise en œuvre en pratique par les organisations économiques révolutionnaires des ouvriers et qu'elle doit conduire sur la

voie de la révolution sociale, de même la défense de la révolution ne peut pas être abandonnée à une organisation militaire déterminée ou à n'importe quelle autre organisation située à l'extérieur des unions économiques, mais elle doit être confiée aux masses elles-mêmes et à leur organisations économiques.

10. Le levier de l'émancipation et de la force créatrice du peuple laborieux pour la reconstruction de la société dans le sens du communisme libre réside uniquement dans son organisation économique révolutionnaire.

Tiré de *Der Syndicalist* n° 25 (1922)

-XXI-

Extrait des principes directeurs de l'Internationale Ouvrière Communiste (KAI)

La Troisième Internationale

1. La III^o Internationale est une création russe, une création du Parti Communiste Russe. Elle a été créée pour soutenir la Révolution russe, c'est-à-dire une révolution en partie prolétarienne, en partie bourgeoise.
2. Étant donné que la III^o Internationale devait soutenir aussi bien la Révolution russe prolétarienne que la Révolution russe bourgeoise, du fait du caractère double de la Révolution russe et du fait donc du caractère double également de *son but*, la III^o Internationale est devenue une organisation pour partie prolétarienne, pour partie capitaliste.
3. Dans la mesure où elle a appelé à la révolution, à l'expropriation des capitalistes, elle a été une organisation prolétarienne ayant en vue l'abolition du capitalisme; mais dans la mesure où elle a conservé le parlementarisme, les syndicats, la dictature du parti ou des chefs, elle a été une organisation bourgeoise qui a été créée pour garder le capitalisme en état et pour le développer. Car le parlementarisme, les syndicats et la dictature du parti ou des chefs, ne conduisent pas au communisme, mais à la conservation du capitalisme.
4. La III^o Internationale a donc été depuis le début une organisation en partie contre-révolutionnaire.
5. Cette organisation a donc conduit aussi, dans les pays européens, non pas à la victoire mais à la défaite du prolétariat.
6. Et quand maintenant, et depuis le printemps de 1921, le parti bolchevik qui exerce sa dictature sur la Russie est passé au capitalisme, il a aussitôt obligé la III^o Internationale à revenir au capitalisme, et la III^o Internationale est devenue maintenant en fait, à partir de l'été de 1921, complètement capitaliste et bourgeoise. La révolution a été abandonnée, elle n'a plus aspiré qu'à des réformes, et la construction du capitalisme est devenue son but.
7. Puisque le capitalisme russe devait être construit, et que ce capitalisme ne pouvait pas être construit sans la restauration et la construction du capitalisme européen, la III^o Internationale a été obligée d'abandonner la révolution et de revenir au réformisme, c'est-à-dire de se fixer comme but la construction du capitalisme.
8. Et c'est pourquoi, pour construire le capitalisme, la III^o Internationale s'associe maintenant avec les Internationales 2 et 2½ pour le développement du capital européen – de même que le parti bolchevik russe, désormais capitaliste, s'associe avec les gouvernements capitalistes européens et avec le capital européen afin de construire le capitalisme russe.
9. Le but des Internationales 2, 2½ et 3 est donc le même que celui des États et des gouvernements capitalistes. Le front uni de ces 3 Internationales est le front uni avec le capitalisme.

10. Pendant que le capitalisme se trouve dans une crise mortelle et qu'il n'y voit pas d'issue, le gouvernement soviétique et la III^e Internationale s'offrent pour le sauver.

11. C'est pourquoi la III^e Internationale, de même que le parti bolchevik russe, est devenue une organisation complètement contre-révolutionnaire qui trahit le prolétariat. Elle est à mettre sur le même plan que les Internationales 2 et 2½.

12. De même que le prolétariat est dans tous les pays un instrument entre les mains des partis sociaux-démocrates, des partis bourgeois et des partis réactionnaires, pour conserver, pour développer et pour étendre de par le monde le capitalisme, ainsi que pour livrer le gouvernement et le pouvoir à ces partis et à leurs chefs, de même le prolétariat est maintenant aussi un moyen entre les mains de la III^e Internationale dans le même but. Son but n'est pas la révolution, pas l'émancipation du prolétariat, mais son propre pouvoir dans l'État bourgeois et l'esclavage du prolétariat.

L'Internationale Ouvrière Communiste

1. Plus la situation de l'ensemble du prolétariat international, en plein milieu d'un capitalisme mondial qui se trouve dans sa crise mortelle, réclame la révolution prolétarienne comme l'accomplissement de sa tâche politique pratique quotidienne, et moins, d'autre part, l'attitude spirituelle et le contexte organisationnel de la classe ouvrière internationale correspondent à cette exigence d'une importance historique mondiale. L'enchaînement de l'écrasante majorité du prolétariat mondial aux cours des idées de la propriété privée bourgeoise et aux formes de la communauté de travail capitaliste-prolétarienne internationale, que toutes les organisations existantes du prolétariat, séparées et unies, encouragent, met les prolétaires révolutionnaires de tous les pays devant la conséquence, historiquement inévitable, de la fondation d'une nouvelle Internationale prolétarienne.

2. Cette nouvelle Internationale prolétarienne, *l'Internationale Ouvrière Communiste*, soutient la lutte de classe purement révolutionnaire prolétarienne dont la tâche pratique est l'abolition de la propriété privée capitaliste bourgeoise et sa transformation en une communauté socialiste prolétarienne. Au-delà, elle lutte fondamentalement pour la réalisation de la société communiste.

3. Reconnaisant le fait que les conditions objectives pour la chute de la bourgeoisie et pour la domination du prolétariat sont données, elle place au premier plan de son activité le principe du développement de la conscience de classe du prolétariat, c'est-à-dire le fait de favoriser la compréhension de la part du prolétariat de la nécessité historique de l'abolition immédiate du capitalisme et donc d'éveiller son énergie volontaire en vue de la révolution prolétarienne.

4. Le but qu'elle se fixe transforme la position et la direction anticapitalistes ouvertes (aussi bien du point de vue de la forme que de celui du contenu) de toute sa lutte en condition. Son point de repère suprême n'est pas l'intérêt particulier de certains groupes d'ouvriers nationaux, mais l'intérêt commun de l'ensemble du prolétariat mondial : la révolution prolétarienne mondiale.

5. Comme premier pas sur le chemin vers son but, elle s'efforce d'obtenir la proclamation de la dictature de classe du prolétariat sous la forme de la destruction des pouvoirs d'État capitalistes et de l'instauration des pouvoirs d'État prolétariens (États des conseils). Elle refuse toutes les méthodes de lutte réformistes et elle lutte

avec les armes anti-parlementaires et anti-syndicales de la lutte de classe prolétarienne révolutionnaire pour la création des conseils ouvriers révolutionnaires et des organisations d'entreprise révolutionnaires (Union ouvrière).

6. Elle lutte tout particulièrement contre les organisations internationales existantes du prolétariat (les Internationales de Londres, de Vienne et de Moscou) qui, en tant que complices de la bourgeoisie dans leur tentative commune de restauration du capitalisme mondial, font tout leur possible pour mettre sur pied le front uni de la bourgeoisie et du prolétariat contre la révolution prolétarienne mondiale, et qui par conséquent constituent l'obstacle le plus dangereux pour l'émancipation du prolétariat.

Tiré du *KAZ (tendance d'Essen)*, n° 1 (1922)